



HAL
open science

Les identités transnationales dans le Londres de la ”super diversité” : une comparaison des chypriotes et des iraniens

Solveig Marois

► **To cite this version:**

Solveig Marois. Les identités transnationales dans le Londres de la ”super diversité” : une comparaison des chypriotes et des iraniens. Sociologie. Université de la Sorbonne nouvelle - Paris III, 2020. Français. NNT : 2020PA030079 . tel-03425455

HAL Id: tel-03425455

<https://theses.hal.science/tel-03425455>

Submitted on 10 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITÉ SORBONNE NOUVELLE -PARIS 3

ED 625 MONDES ANGLOPHONES,
GERMANOPHONES, INDIENS, IRANIENS ET ÉTUDES
EUROPEENNES

Équipe de recherche CREW

Thèse de doctorat en études anglophones

Solveig MAROIS

**LES IDENTITES TRANSNATIONALES
DANS LE LONDRES DE LA SUPER-
DIVERSITE**

Une comparaison des Chypriotes et des Iraniens

Thèse dirigée par

Romain Garbaye et James Cohen

Soutenue le 13 Novembre 2020

Jury :

- _ M. Romain GARBAYE, professeur des universités, Université Sorbonne Nouvelle, Paris 3.
- _ M. James COHEN, professeur, Université Sorbonne Nouvelle, Paris 3
- _ Mme. Nada AFIOUNI, maîtresse de conférences, Université du Havre
- _ Mme. Susan FINDING, professeure des universités, Université de Poitiers
- _ M. Vincent LATOUR, professeur des universités, Université Jean Jaurès, Toulouse 2.

Résumé

Les identités transnationales dans le Londres de la super-diversité : une comparaison des Chypriotes et des Iraniens

Londres accueille près de 200 groupes dits ethniques¹ dans les 33 *boroughs*² qui la composent, si bien que les chercheurs parlent de « super-diversité » pour qualifier la pluralité ethnique et sociale de la mégapole. Les migrants gardent le contact avec leur société d'origine à travers des relations politiques, économiques, culturelles ou sociales qui transcendent les frontières nationales, et ils créent une identité dite transnationale qui influence leur conception de la citoyenneté.

Le transnationalisme soulève beaucoup de questions aujourd'hui et le but de cette étude est de comparer les identités transnationales de deux groupes ethniques installés à Londres, à l'échelle de la société civile, afin de mettre en évidence les stratégies mises en place par les responsables, montrant ainsi que les modes de citoyenneté transnationale dépendent de l'histoire migratoire et nationale de chaque groupe.

Des entretiens semi-directifs avec des responsables d'associations à Londres parmi les sociétés civiles chypriotes et iraniennes ont permis de déterminer que la transmission des valeurs et traditions des pays d'origine aux générations suivantes, d'une part, et la contribution à la société d'accueil, d'autre part, étaient deux éléments communs aux deux groupes. Mais tandis que les Chypriotes grecs mettent en avant une citoyenneté active, les Iraniens ne s'impliquent que superficiellement dans la vie de la société londonienne, ce qui suggère que les relations transnationales ne sont pas libres dans tous les cas de toute influence gouvernementale.

Mots-clés : transnationalisme, identité transnationale, super-diversité, seconde génération, Chypre, Iran, Londres, citoyenneté.

¹ C'est-à-dire des groupes fondés sur la conviction des membres qu'ils partagent une même origine, et sur une langue et une culture commune. Le terme ethno-racial est parfois employé, surtout dans un contexte américaniste, pour désigner à la fois les groupes ethniques et les groupes raciaux, notamment pour faire la distinction entre les catégories de classification et la véritable expérience des personnes (Les personnes originaires d'Afrique subsaharienne et les Arabes appartiennent à la catégorie « Blanc », selon le système américain, mais leur expérience de vie ne correspond pas).

² Dans le système institutionnel londonien, le borough londonien est un vaste quartier doté de sa propre municipalité.

Abstract

Transnational Identities in super-diversity London: A Comparison of Cypriots and Iranians

London welcomes around 200 ethnic groups in its 33 boroughs, which is why scholars have coined the term “super-diversity” to describe the ethnic and social plurality of this global city. Migrants maintain contact with their society of origin through political, economic, cultural, or social cross-border relationships, engendering a transnational identity that influences their view of citizenship.

Transnationalism raises numerous questions today, and this study aims to compare the transnational identities of two ethnic groups in London, focusing on the political strategies of civil society leaders. It demonstrates that varieties of transnational citizenship depend on the national history of each group as well as the international context.

Semi-directive interviews with leaders of Cypriot and Iranian civil society groups established that the transmission of values and traditions from the society of origin to the next generation, as well as contributions to the host society, have been central in shaping the identity of the two groups. However, while Cypriots are engaged in an active form of citizenship, Iranians are only superficially involved in London public life, which suggests that transnational relationships are not free from state influence.

Keywords: Transnationalism, transnational identity, super-diversity, second generation, Cyprus, Iran, London, citizenship.

Dédicace

Je voudrais dédier cette thèse tout d'abord au Créateur de toutes choses et à mon Sauveur Jésus, sans qui je n'aurais jamais pu terminer ce travail de recherches et d'écriture. Malgré les opérations, les douleurs chroniques, les doutes et les nombreux obstacles, Il m'a permis de tenir bon. Gloire lui soit rendue.

À mes parents, qui m'ont soutenue depuis le début, dans les bons comme dans les mauvais jours, et qui ont cru en moi quand j'avais moi-même des doutes. Je leur dois bien plus qu'ils ne pensent.

Remerciements

Je remercie mes directeurs de thèse, Messieurs. Romain Garbaye et James Cohen pour leurs précieux commentaires tout au long de ce travail et pour leur patience pendant ces huit années.

Je remercie par ailleurs les différents responsables d'associations qui ont accepté de me consacrer un peu de leur temps pour répondre à mes questions : Messieurs Peter Droussiotis, Christos Karaolis, Andreas Michaelides, Chris Stylianou, Bambos Charalambous, et Mesdames Theodora Christou, Elizabeth Matsangou et Sule Ibrahim pour la société civile chypriote, ainsi que Monsieur Babak Emamian, le docteur Namdar Benghazi et Mesdames Shala White et Mina Mohseni pour la société civile iranienne. Leurs informations me furent précieuses pour compléter ce travail de recherche.

Enfin, je remercie également les collègues du lycée du Vimeu qui ont accepté de relire des extraits de mes recherches pendant l'été : Mesdames Béatrice Bouquet et Marie Garreau ainsi que Monsieur Robin Morgan.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	8
1. ÉLÉMENTS THEORIQUES PERTINENTS	24
1.1 LE TRANSNATIONALISME : PERSPECTIVE, METHODE, OBJETS	25
1.1.1 Étude diachronique	25
1.1.2 Une évolution qui suit celle de la société.....	47
1.1.3 Débats autour du transnationalisme.....	53
1.1.4 Transnationalisme et construction identitaire.....	66
1.1.5 Remarques conclusives sur le transnationalisme	72
1.2 LONDRES, UNE MEGALOPOLE AUX MULTIPLES FACETTES	79
1.2.1 Londres, ville-monde	79
1.2.2 Gouverner la diversité à Londres.....	95
1.2.3 Conclusion.....	104
2. DEUX GROUPES D'ETUDE :LES CHYPRIOTES ET LES IRANIENS	107
2.1 CHYPRE.....	109
2.1.1 Contexte historique.....	109
2.1.2 Les Chypriotes à Londres : une intégration réussie	116
2.1.3 La société civile chypriote.....	122
2.1.4 Controverse.....	146
2.2 L'IRAN	153
2.2.1 Contexte.....	153
2.2.2 Immigration iranienne à Londres.....	163
2.2.3 La société civile iranienne	168
2.2.4 Les Iraniens et la transnationalité.....	172
2.2.5 Controverses	189
2.2.6 Évolution, pérennité et perspective.....	193
3. ANALYSE CONTRASTIVE DES ELEMENTS OBSERVES.....	198
3.1 SOCIETE CIVILE ET TRANSNATIONALISME.....	198
3.1.1 Structure des sociétés civiles.....	198
3.1.2 Tendances dégagées concernant les attitudes transnationales	220
3.1.3 L'identité transnationale des Chypriotes et des Iraniens.....	231
3.2 LA CITOYENNETE DES GROUPES OBSERVES	234
3.2.1 Interroger la citoyenneté des migrants.....	236
3.2.2 Ce que les attitudes transnationales apportent à la citoyenneté	252
3.2.3 Remarques conclusives.....	261
CONCLUSION.....	264
BIBLIOGRAPHIE	274
ANNEXE 1	289
ANNEXE 2	375
ANNEXE 3	376

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Figure 1: Image illustrant la campagne lancée en avril 2018.	81
Figure 2: Archevêque Makarios III.....	114
Figure 3: Carte Situation géopolitique interne de l'île de Chypre.....	115
Figure 4: Tableau démographique de la population chypriote en Grande-Bretagne ..	119
Figure 4: Campus de Uclan à Lanarka, Chypre.....	143
Figure 6: carte de l'âge d'or de la Perse.	153
Figure 5: carte des frontières de l'Iran antique.....	153
Figure 7: l'Ayatollah Khamenei, Guide Suprême de la Révolution islamique.....	162
Figure 8: Evolution de la population iranienne en Grande-Bretagne	165
Figure 9 : Page d'accueil du site internet de l'association Iran Heritage Foundation..	170
Figure 10 : Campagne de mobilisation politique contre les actions turques.....	208
Figure 11 : affiche faisant la promotion de l'événement « Cycle across barriers »	211
Figure 12: affiche d'un séminaire en partenariat avec la société perse de LES.....	216
Figure 13 : Affiche promotionnelle. « Hoş Seda ».	218
Figure 14: affiche pour une rencontre par une association chypriote d.	223
Figure 15: Formulaire de recensement, 1971.	376
Figure 16: Formulaire de recensement, 1981.	377
Figure 17: Formulaire de recensement, 1991.	377
Figure 18: Formulaire de recensement, 2001.	377

INTRODUCTION

En 2006, deux étudiants londoniens ont fait le pari de prouver qu'il était possible de rencontrer le monde entier dans un seul endroit : Londres³. Alex et Owen ont réussi à rencontrer des ressortissants originaires de 189 pays sur les 192 reconnus par les Nations Unies, confirmant l'étonnante diversité ethnique de Londres, (et cela ne tient pas compte des différents groupes ethniques à l'intérieur des pays reconnus). Steven Vertovec utilise le terme super-diversité en 2006 pour décrire la diversité au Royaume-Uni qui s'est complexifiée à la fois sur le plan ethnique et sur le plan social⁴. La diversité, voire la super-diversité de la ville, souvent considérée comme une qualité et un exemple d'ouverture et de multiculturalisme, soulève aussi quelques questions, alors que les migrations semblent s'intensifier et que de plus en plus de frontières se ferment. Les grands groupes originaires des anciennes colonies, souvent les plus anciennement installés en grand nombre sur le territoire de leur ancienne métropole impériale, se sont peu à peu organisés depuis les années 1950 et 1960. Ils côtoient désormais une multitude de groupes « épars », aux origines beaucoup plus variées. Ces populations disposent de moyens supplémentaires pour garder le contact avec leur pays d'origine, pour établir des connections transnationales plus développées, et sont composées de multiples strates sociales et de statuts migratoires⁵. Londres est présentée comme un exemple de modernité et de développement urbain, permettant aux migrants de garder facilement contact avec leur pays d'origine, et la question des conséquences que ces relations peuvent avoir sur la conception de la citoyenneté prend de plus en plus d'importance dans les débats nationaux et internationaux sur les migrations. L'étude des populations migratoires et de leurs comportements en particulier à Londres, présentent donc un intérêt majeur et persistant pour les sciences sociales. C'est d'autant plus le cas que la grande attractivité de Londres depuis les années 1990 a aussi suscité des tensions sociales et politiques qui occupent une place centrale dans les débats politiques britanniques.

³ Alex Horne et Owen Powell, "The World In One City, Two shy Englishmen attempt to meet the world without leaving London", Blogspot, 24 Octobre 2007, <<http://worldinonecity.blogspot.fr/>> [11 août 2020]

⁴ Steven Vertovec. "The Emergence of Super-Diversity in Britain", *Center on Migration, Policy and Society*, Working Paper 25, University of Oxford, (2006). p.1.

⁵ Steven Vertovec, (2006). p.3

Londres, ville globale et cosmopolite

Au moment du référendum de juin 2016 sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union Européenne, Londres, première grande ville européenne à être dirigée par un maire fils de migrants et musulman, Sadiq Khan, et qui a voté nettement en faveur du '*remain*', à rebours du reste du pays, a démontré avec éclat à cette occasion son caractère de ville-monde multiculturelle et cosmopolite⁶. Après le résultat du referendum, Sadiq Khan déclara que Londres devrait avoir un siège autour de la table des négociations sur les modalités de sortie du pays de l'Union Européenne⁷. Par cette déclaration, il mettait en exergue le fait que Londres est considérée comme ou devrait être considérée comme une ville à part, différente des autres villes britanniques. Londres est un centre historique, culturel et financier, une ville où l'on peut voir « le monde en un seul endroit⁸», avec plus de 200 langues parlées, et des dizaines de groupes (ethniques, mais aussi socio-économiques), bien plus nombreux que les catégories adoptées pour les recensements de 2001 et 2011. À travers cette déclaration, Sadiq Khan a aussi tenu à rassurer les nombreux Européens – 1 million selon lui – qui « participent à la vie culturelle et civique de la ville⁹».

Londres est bien plus que la capitale du Royaume-Uni : son rayonnement culturel et financier s'étend au-delà des frontières du pays, et même au-delà des frontières de l'Europe ; elle est ce que l'on appelle *a global city*, ou une « ville-monde », avec des atouts stratégiques et exerçant une influence dans plusieurs domaines à un niveau mondial. Une ville-monde ne se caractérise pas uniquement par la taille - bien que cet élément donne une indication sur le potentiel de la ville – mais aussi par l'influence qu'elle exerce au-delà de ses frontières, dans le domaine de la culture, de l'économie et de l'innovation. D'autres facteurs tels que le degré d'implication des gouvernements dans les régulations économiques (laissez-faire ou dirigisme

⁶ Le dernier recensement (2011) indique que Londres est la région la plus diversifiée du Royaume-Uni "Ethnicity and National Identity in England and Wales : 2011", *People, Population and Community*, Office for National Statistics, 11 décembre 2012,

<http://www.ons.gov.uk/peoplepopulationandcommunity/culturalidentity/ethnicity/articles/ethnicityandnationalidentityinenglandandwales/2012-12-11> > [11 août 2020]

⁷ Christopher Hooton, "Sadiq Khan's Brexit EU referendum response in full: 'There is no need to panic'", *The Independent*, 24 juin 2016, web, <http://www.independent.co.uk/news/uk/sadiq-khans-brexit-eu-referendum-response-in-full-there-is-no-need-to-panic-a7100071.html> > [11 août 2020]

⁸ Leo Benedictus (ed) "London: the world in one city" *The Guardian (online)*, 21 janvier 2005, web, <https://www.theguardian.com/uk-news/series/london> > [11 août 2020]

⁹ Article de *The Independent*, cité plus haut.

économique), ou l'histoire du pays jouent un rôle pour qualifier une ville de ville-monde. Parmi les 10 villes en haut du classement 2010 des « villes -mondes », on retrouve des villes du Vieux continent qui ont su « se réinventer », tandis que d'autres se sont développées sous l'influence des migrants, comme par exemple Miami¹⁰.

Ville de mixité, où se côtoient un quartier d'affaire mondialement reconnu et des monuments historiques qui attirent des millions de touristes chaque année, Londres dégage une atmosphère particulière où se mêlent modernité et tradition. Les populations de migrants, avec des origines et des trajectoires migratoires variées, sont caractérisées par une grande diversité à la fois culturelle, sociale, religieuse et linguistique. Ils ajoutent à cette atmosphère, confirmant le statut de Londres comme ville cosmopolite.

Connectée au reste du monde à travers un réseau de transport routier, aérien et maritime performant¹¹, Londres occupe des fonctions stratégiques au sein de l'économie mondiale. Le quartier de la City en priorité, mais également les nouveaux centres financiers de Canary Wharf et Islington, sont des centres où de nombreux flux et capitaux se croisent, depuis de nombreuses années. Spécialiste de Londres, Peter Ackroyd explique que dès le milieu des années 1840, Londres était reconnue comme « la plus grande ville qui soit sur terre, la capitale de l'Empire, le centre du commerce international et de la finance, un vaste marché mondial dans lequel se déversait le monde entier¹²». Il serait difficile de faire une liste exhaustive des raisons qui font de Londres une ville spéciale. Trois éléments toutefois sont clairement identifiables : Londres est une ville à la pointe de la nouveauté, que ce soit dans le domaine financier, technologique ou architectural. Elle a néanmoins su garder des éléments de son passé, témoin de la grandeur impériale qui la caractérisait au 19^{ème} et au début du 20^{ème} siècle. Enfin, sa diversité, voire sa super-diversité, en fait une ville reconnaissable entre toutes. Ces trois éléments — sa modernité, son histoire et sa diversité culturelle et

¹⁰ «The Global Cities Index». *Foreign Policy*, 181, Sept / Oct 2010, p 124-125.

Saskia Sassen et Robert S Lynd. «What Makes a Global City Global?» *Foreign Policy*. 182, (nov 2010). p 18.

¹¹ Six aéroports dans l'agglomération de Londres, dont 4 internationaux et des kilomètres de métro relient la ville au reste du pays et permettent de voyager dans le entier.

¹² « By the mid-1840's, London had become known as the greatest city on the earth, the capital of empire, the centre of international trade and finance, a vast world market into which the world poured. » Peter Ackroyd, *London, the Biography*. London: Chatto & Windus, (2000). Print. p. 573.

démographique — se combinent pour offrir un environnement stimulant et des opportunités économiques, faisant de Londres une ville attractive pour des entreprises ou des migrants.

Malgré ses 9 millions d'habitants et ses 1579 km² de superficie, il est possible de se sentir à Londres comme dans un village, grâce à une division en *boroughs*, (12 dans le centre, *Inner London*, et 20 dans la banlieue, *Outer London*), qui fonctionnent comme des unités indépendantes, bien que faisant partie de la même structure plus globale qu'est le Grand Londres. Les *boroughs* ont leur propre législation en ce qui concerne l'éducation, les services sociaux ou la santé environnementale. Ils ont également leur particularité architecturale et démographique. Le quartier de la City, le centre financier principal de la ville et point névralgique de la finance mondiale¹³ qui regroupe à lui seul plus de 7 millions de m² de bureaux, côtoie ainsi la cathédrale Saint Paul. L'abbaye de Westminster, et Big Ben se trouvent à quelques minutes seulement du London Eye et du Tate modern. Des bâtiments à l'architecture futuriste, comme le 30 St Mary Axe, aussi appelé *Gherkin* (le cornichon) ou la tour du *London Bridge*, baptisée le *Shard* (l'éclat de verre/ l'écharde) font maintenant partie du paysage, au même titre que le musée d'histoire naturelle et la Tour de Londres. Londres est une ville de contrastes, au niveau architectural, mais également au niveau démographique, où se mêlent différentes populations ethniques et socio-culturels.

La ville s'est rapidement imposée comme le point de passage obligatoire des routes commerciales qui ont permis à la capitale et à ses voisins de se développer, et elle est ainsi devenue la capitale de la finance tout en accueillant dans ses murs d'abord des marchands et des négociants, puis des immigrés fuyant un pays en guerre ou une région en difficulté économique¹⁴. Aujourd'hui plus d'un tiers de la population de la ville est né à l'étranger¹⁵. Les nouveaux arrivants se sont généralement installés dans des quartiers abritant une population majoritairement issue du même pays. Cette diversité s'est ensuite développée au gré des changements géopolitiques du 20^{ème} siècle. L'éclatement de l'URSS a par exemple vu l'émergence de dizaines de nationalités autrefois regroupées sous le terme « soviétiques ». Les conflits, mais aussi les changements climatiques des dernières années ont poussé des

¹³ Nicholas Goodison. « London European City of Finance ». *RSA Journal*, 140. 5425, (Jan 1992), p.100-101, Print.

¹⁴ Peter Ackroyd. *London, The Biography*. London : Chatto & Windus, (2000). p.702. Print.

¹⁵ GLA intelligence. *Londoners born overseas, their age and year of arrival*. London : Greater London Authority, Sept 2013, p 3.

milliers de personnes à la recherche de meilleures conditions de vie. L'arrivée des migrants, qu'ils soient issus de pays membres du Commonwealth ou non, ne s'est certes pas réalisée sans heurts mais lorsque des tensions ont éclaté, le point de contention était autant économique qu'ethnique. Cette diversité, due tant au passé historique et impériale de la ville qu'à son attractivité financière, s'est développée au point d'être qualifiée de super-diversité¹⁶. Les catégories ethniques et socio-économiques, utilisées par les organismes de recensement par exemple, ne correspondent plus à la réalité du terrain. Les termes « Black » ou « Black Asian » englobent aujourd'hui des dizaines de minorités ethniques, chacune revendiquant aujourd'hui sa particularité¹⁷. Cette super-diversité est une caractéristique propre à Londres, qui attire des ressortissants de ses anciennes colonies, mais également des migrants pour qui elles représentent un eldorado où tout est possible

La connectivité de Londres évoquée un peu plus tôt comme élément d'attractivité, est aussi un élément qui permet aux migrants, qu'ils soient à Londres temporairement ou définitivement, de conserver des relations plus étroites avec leur pays d'origine. Les avancées dans le domaine de la communication et du transport facilitent la création et la pérennité de liens entre les migrants présents à Londres et des membres de la famille ou d'autres entités restées dans leur pays. Il est aussi possible pour un migrant installé à Londres de voter pour des élections dans son pays d'origine, de s'engager socialement ou même de faire des affaires avec des entreprises à l'autre bout de la planète, sans toutefois bouger de chez lui. Si ces possibilités sont une aubaine pour ceux qui se retrouvent loin de leur pays d'origine car elles leur permettent de garder le contact avec leur culture et leur pays, elles soulèvent de plus en plus de questions sur les conséquences que ces contacts peuvent avoir sur l'implication des migrants dans la société d'accueil (désintérêt pour la société d'accueil, utilisation des ressources de la société d'accueil en faveur d'un autre pays), et sur les générations futures.

Les attentats terroristes de 2005 ont en effet jeté une ombre sur une coexistence pacifique qui semble s'être avérée que de façade. Les auteurs de ces attaques terroristes qui ont tué plus de 50 personnes et blessé des centaines d'autres, étaient en effet des Britanniques de diverses origines qui semblaient intégrés selon les critères définis par les politiques

¹⁶ Steven Vertovec, « The Emergence of Super-Diversity ». *COMPAS, Working Paper 25*: University of Oxford, 2006. Print.

¹⁷ De nombreuses personnes cochent ainsi la case « Other ».

multiculturalistes. Ces critères prenaient en compte par exemple la scolarisation des enfants ou l'obtention d'un travail. La coexistence en apparence idéale entre les différents groupes de la société britannique n'était plus si évidente. Le choc en a été d'autant plus marquant. La possibilité d'une menace venant de l'intérieur est devenue plus prégnante que jamais et la loyauté de certains citoyens, notamment issus ou descendants de groupes issus de l'immigration, a été remise en cause. Or la loyauté est l'élément indispensable pour une coexistence harmonieuse. Une suspicion constante envers son voisin ne peut qu'alimenter les tensions. Un rapport commandé à la suite des attentats a alors avancé que les minorités ethniques vivaient des vies parallèles¹⁸, sans aucun contact les unes avec les autres, et ce microcosme isolé expliquait, selon ce rapport, l'inadéquation des membres des différents groupes ethniques avec le reste de la société londonienne. À la suite de ce rapport, de nombreuses initiatives ont vu le jour, au niveau local et national, dans le but non seulement de rassurer la population mais également de faire de cette diversité culturelle un atout et non une menace. Qu'elles touchent le domaine de la culture comme des festivals ou de la religion comme le programme « A Year in Service », le but était de montrer que la diversité de Londres était un atout.

Avec plus de 36% de sa population née à l'étranger, Londres se distingue ici aussi des autres villes de Grande-Bretagne. Tous les éléments cités posent les bases du questionnement de ma recherche et interrogent sur les conséquences de la manifestation d'une dualité bien réelle : est-il possible aujourd'hui pour les migrants installés à Londres d'être actifs dans leur société d'origine au niveau politique, économique, social, culturel ou religieux, tout en étant impliqués et acteurs, citoyens, de la société dans laquelle ils se sont établis ? Comment les migrants concilient-ils cette double implication, et quelles sont les conséquences immédiates ou à long terme ? Les liens entre un migrant et son pays d'origine peuvent revêtir plusieurs formes et concerner différents domaines de la vie d'un migrant. Il peut s'agir d'argent ou de cadeaux envoyés de temps en temps à la famille lors d'occasions particulières, ou de liens plus denses tels que des allers-retours réguliers ou une participation à la vie politique. Cette double implication est un phénomène appelé transnationalisme et largement étudié dans les sciences sociales. Les migrants ont toujours gardé contact avec la culture de leur pays d'origine, que ce soit à travers de l'argent envoyé ou des retours temporaires dans le pays. Les

¹⁸ Ted Cattle, *Community Cohesion : a New Framework for Race and Diversity*. Basingstoke : Palgrave MacMillan, (2005), p.56.

avancées technologiques évoquées un peu plus haut ont permis à ces contacts de s'intensifier et de se diversifier. Au sein du groupe, les pratiques varient en fonction de l'histoire et de la situation politique et économique du pays, et sont décuplés à Londres, où se trouvent des dizaines de groupes. Il est intéressant de se pencher sur la nature exacte de ces liens et de se poser la question des réelles implications et conséquences de ces contacts, qui dépassent pour certaines populations le simple échange entre un migrant et sa famille.

Ces liens et ces contacts transnationaux donc définis comme une implication sociale dans au moins deux sociétés ou aires culturelles différentes¹⁹ concernent aussi des questions plus larges telles que la conception de la citoyenneté et de l'identité (la façon dont un migrant se définit).

Le transnationalisme, définitions et polémiques

Phénomène étroitement lié à la migration (mais pas seulement), le transnationalisme a d'abord été défini par Nina Glick-Schiller et ses collègues comme un ensemble de processus par lesquels des migrants — appelés transmigrants — construisent des champs sociaux qui relient ensemble leur pays d'origine et leur pays d'installation²⁰. Cette première définition a rapidement été remise en cause puis fut plus tard affinée par les auteurs eux-mêmes. Des études de cas font remarquer que le phénomène est loin d'être récent, et qu'il est en fait aussi ancien que les débuts de la migration²¹. Mais le développement des contacts facilités par les innovations technologiques a poussé les chercheurs à se pencher sur les attitudes des migrants, leur interaction avec la société d'accueil et l'influence que ces contacts peuvent avoir sur la conception de l'identité que les migrants ont d'eux-mêmes. Les chercheurs observent alors une implication sociale des migrants à la fois dans le pays qui les accueille et dans leur pays d'origine. Cette double implication prend plusieurs formes, de l'envoi d'argent

¹⁹ Nina Glick Schiller, Linda Basch et Cristina Szanton Blanc. *Nations Unbound: Transnational Projects, Postcolonial Predicaments and Deterritorialized Nation-States*. Basel : Gordon and Breach, (1993). p.5-6. Web

²⁰Nina Glick Schiller, Linda Basch et Cristina Szanton Blanc. « Transnationalism, a New Analytic Framework for Understanding Migration ». *Annals of New York Academy of Science*.645. (July 1992). p.1. Print

²¹ Deirdre Meintel, « Cape Verdean Transnationalism: Old and New ». *Anthropologica*. 44.1. (2002). Print.

Nancy Foner, "Engagements Across National Borders, Then and Now", *Fordham Law Review*, 75.5 (2007), p. 2484.

et de cadeaux à la famille restée dans le pays d'origine²² à une participation politique²³ en passant par la création d'entreprise²⁴.

Bien vite cependant, tout lien entretenu par un migrant est relié au transnationalisme et le terme commence à englober tout et son contraire. La définition initiale du transnationalisme est alors précisée pour faire la différence entre le transnationalisme d'en haut (*from above*), qui concerne des institutions tels que Microsoft (entreprise privée transnationale) ou encore le Fonds Monétaire International (organisation inter-étatique), et le transnationalisme d'en bas (*from below*), qui serait davantage composé d'initiatives émanant des individus, en particulier des travailleurs ou des réfugiés, ou encore de petites entreprises. Une autre distinction sépare le transnationalisme étroit (*narrow*), qui concerne des liens denses, et le transnationalisme large (*broad*) qui concerne des liens sporadiques²⁵, autant de nuances qui montre l'étendue du phénomène et son évolution. Ces précisions permettent de différencier et qualifier les liens répétés et fréquents qui impliquent des organisations de la société civile des liens plus personnels et sporadiques qui concernent uniquement des individus. Chacune de ces variantes du transnationalisme révèle des éléments différents à propos des groupes migratoires.

Les études diasporiques se sont attachées à définir les « particularités culturelles » des groupes, tandis que les études sur le transnationalisme semblent s'intéresser davantage à « l'incorporation » des migrants et à leurs « pratiques transnationales »²⁶. De plus, les études diasporiques se rapportent presque exclusivement à « des groupes et des communautés religieux, ethniques et nationaux », tandis que le transnationalisme concerne « toutes sortes de formations sociales, incluant, en plus de celles mentionnées, les réseaux professionnels et les mouvements sociaux²⁷ ». Le terme diaspora a évolué au cours des années cependant, et alors que des notions plus anciennes faisaient référence à une dispersion forcée, le terme recouvre aujourd'hui plusieurs types de dispersion²⁸.

²² Nina Glick Schiller *et al*, *Nations Unbound*, p.4.

²³ *Ibid.* p 123.

²⁴ Alejandro Portes, Cristina Escobar et Alexandria Walton Radford. « Immigrant Transnational Organizations and Developments: A Comparative Study ». *The International Migration Review*. 41.1. (Spring 2007). p. 261

²⁵ Jorge Duany, *Blurred Borders: Transnational Migration Between the Hispanic Caribbean and the United States*. Chapel Hill: University of North Carolina Press, (2011). p. 22

²⁶ Jorge Duany, p.22.

²⁷ Jorge Duany, p.22.

²⁸ Jorge Duany, p.22.

Le mouvement migratoire se faisant généralement des pays pauvres vers les pays riches — bien que les migrations sud-sud soient de plus en plus développées —, les conséquences de ces relations sont, pour le moment, davantage visibles dans le pays d'origine. Ce dernier bénéficie de l'argent envoyé par ses ressortissants depuis l'étranger, les migrants soutiennent des partis politiques ou créent des partenariats économiques et culturels aidant l'économie et développant le tourisme. Ces attitudes dites transnationales puisqu'elles se manifestent au-delà des frontières sans être engendrées par les États, pourraient même résulter d'une stratégie de certains pays pauvres pour en retirer des bénéfices intellectuels (étudiants mieux formés et mieux payés avant de rentrer dans leur pays)²⁹. Mais l'augmentation du volume de tels liens soulève la question de leur d'influence. Il apparaît quelque peu illusoire de penser que le pays d'origine est le seul à être impacté par ces liens. Si les conséquences pour le pays d'origine sont clairement observables, elles restent moins évidentes pour le pays d'accueil. Comme le faisaient remarquer Nina Glick Schiller, Linda Basch et Cristina Szanton, pendant longtemps l'image populaire associée à la migration est celle d'un déracinement pour s'implanter dans un nouveau pays³⁰. Cette nouvelle implantation impliquait d'apprendre de nouveaux codes et de s'intégrer dans une nouvelle société et y prêter allégeance à l'exclusion de toute autre³¹. Ce qu'on appelle transnationalisme serait alors l'expression d'une « double loyauté » pour la société d'accueil³². Or, un choix des migrants est implicitement attendu de la part de la société d'accueil. Leur loyauté pour leur pays d'origine serait vouée à disparaître ou au moins à devenir secondaire afin qu'ils puissent devenir membre du pays où ils résident. Mais assimilation (ou intégration) et transnationalisme ne se trouvent pas en compétition. Chacun relève d'un processus dans l'évolution de la vie des migrants, et bien qu'ils puissent se croiser voire se chevaucher, ils ne s'excluent pas. Au contraire, un nombre croissant d'études démontrent que les liens transnationaux ne sont pas synonyme d'échec de l'intégration

²⁹ Rubin Patterson, « Transnationalism: Diaspora-Homeland Development ». *Social Forces*. 84.4. (Juin 2006), p.1903.

³⁰ Nina Glick Schiller, "Transnationalism: A New Analytic Framework for Understanding Migration", *Annals of New York Academy Sciences*. 645.1, (1992), p.1.

³¹ Nina Glick Schiller, "The Implications of Haitian Transnationalism for U.S.-Haiti Relations: Contradictions of the Deterritorialized Nation-State", *Journal of Haitian Studies*, 1.1, (Spring 1995), p.116. Print.

³² Roger Waldinger. « 'Transnationalisme' des immigrants et présence du passé ». *Revue européenne des migrations internationales*. 22.2, (2006), p. 28.

(Kivisto, 2003 ; Morawska, 2008 ; Erdal et Oeppen, 2013). Certaines de ces études tendent même à prouver que l'intégration réussie d'un migrant favorise des liens transnationaux denses. Les études démontrent aujourd'hui qu'il est possible pour un migrant d'être socialement et politiquement impliqué dans deux aires culturelles sans que cela ne gêne son intégration dans la société d'accueil³³. D'autres questionnements demeurent cependant concernant le transnationalisme et ses conséquences. Cette double implication des migrants est-elle permanente ? Subsiste-t-elle parmi les membres de la seconde génération ? Comment se manifeste-t-elle dans la vie du migrant au quotidien ?

Je me suis donc posé la question de savoir s'il était possible de trouver des points communs entre les différents liens transnationaux maintenus par les migrants à Londres, et si toutes ces attitudes relevaient effectivement du transnationalisme ou non. Quelle est la durée de ces attitudes ou les circonstances de leur réalisation ? Des changements peuvent-ils être observés parmi ces groupes post-migratoires, et si oui quelle est leur influence sur la société d'accueil ? À elle seule, la ville de Londres accueille 40% de la population migrante du Royaume-Uni³⁴. Afin de d'apporter des éléments de réponse, j'ai choisi d'étudier deux populations présentes à Londres : les Chypriotes et les Iraniens, à travers l'observation de la société civile. Cela me permet de me concentrer sur des liens significatifs en termes de volume et d'impact, et non sur des attitudes isolées. Bien que ces dernières puissent présenter un intérêt quant à certains cas particuliers, elles ne sauraient être pertinentes pour les questions qui nous intéressent.

L'intérêt d'une comparaison

En sciences sociales, la comparaison est un outil qui permet de d'observer, de classer et de dégager des tendances³⁵. À travers la comparaison, le chercheur sort de ses *a priori*, une disposition indispensable pour observer un phénomène. La comparaison s'inscrit également dans une logique descriptive, un préalable à l'énoncé d'hypothèses, qui permettent ensuite de dégager des tendances. Dans le cas du transnationalisme, la comparaison des attitudes de la

³³ Paul, Boccagni. « Revisiting the Transnational in Migration Studies: a Sociological Understanding », *Revue Européenne des migrations internationales*, 28.1 (2012). p.45 print.

³⁴ Foreign and Commonwealth Office. « Le Royaume-Uni et sa diversité ethnique », HMSO : London, (2001). Print.

³⁵ Cécile Vigour, *La comparaison dans les sciences sociales : Pratiques et méthodes*. Paris, La Découverte, « Repères », (2005), p.97

société civile des deux groupes migratoires choisis, et des conséquences qui en découlent dans un premier temps, puis la classification de ces attitudes dans un second temps, permet de dégager des tendances plus généralistes concernant le phénomène et évite l'écueil d'appliquer des observations et conclusions concernant un seul groupe à tous.

Il serait impossible d'étudier le transnationalisme dans son ensemble. Ma réflexion privilégiera certains aspects relatifs aux hypothèses proposées. Les attitudes transnationales qui composent le transnationalisme dépendent à la fois de l'histoire personnelle de chaque migrant et de l'histoire nationale, auxquelles viennent s'ajouter les relations internationales des pays impliqués. Les études de cas permettent de découvrir de nouvelles attitudes et d'affiner la définition donnée au phénomène. Elles mettent en lumière de nouvelles attitudes, comme par exemple le domaine économique à travers la création d'entreprises³⁶. Une comparaison permet d'avoir une vision encore plus globale du phénomène. Il ne s'agit plus uniquement d'observer des attitudes mais de les confronter avec d'autres, dans le but de déterminer si le phénomène étudié se retrouve ailleurs, parmi d'autres groupes dans les mêmes aspects ou si l'on observe des différences notables. Classifier ce qui a été observé est un premier pas vers l'explication. Les données empiriques relatives aux populations chypriotes et iraniennes récoltées sur le terrain pourront être confrontées aux éléments théoriques connus concernant le transnationalisme d'une part puis aux hypothèses évoquées d'autre part. Cela permettra alors de les infirmer ou de les confirmer et de pouvoir dégager des tendances.

Les Chypriotes et les Iraniens sont au cœur d'histoires nationales complexes, qui constituent un terreau propice à l'étude d'attitudes transnationales. Ces deux populations sont également liées avec la Grande-Bretagne par leur histoire : Chypre en tant qu'ancienne colonie britannique, et l'Iran en tant que partenaire économique privilégié de l'empire britannique pendant de nombreuses années. Chacune des deux populations a vécu un traumatisme créant une diaspora largement représentée à Londres. L'étude des diasporas est étroitement liée aux études sur le transnationalisme car elles s'intéressent toutes les deux aux relations entre les individus et leur pays natal.

³⁶ Emmanuelle Santelli. « Entre ici et là-bas : les parcours d'entrepreneurs transnationaux. Investissement économique en Algérie des descendants de l'immigration algérienne en France ». *Sociologie*.3.1 (2010), p. 404.

Les Chypriotes expulsés de leur île en 1974 à la suite de l'invasion turque, et les Iraniens qui ont fui l'Iran à la suite de la révolution islamique de 1979 se sont rapidement organisés afin d'agir pour leur pays, depuis Londres. J'ai donc choisi de m'intéresser à l'éventail de stratégies mises en place par ces deux populations.

Hypothèses sur l'importance du transnationalisme dans les sociétés civiles chypriotes et iraniennes

Les relations diplomatiques entre les pays peuvent limiter ou favoriser les relations ou les activités que les migrants développent avec leur pays d'origine. Dans le cas de relations diplomatiques pacifiques, qui sont souvent synonymes de partenariats et d'alliances, il est plus facile pour les migrants d'entretenir des liens et de développer des relations, alors que des relations diplomatiques plus conflictuelles, comme c'est par exemple le cas pour l'Iran qui est sous le coup de sanctions économiques, ces mêmes liens et activités sont restreints, car considérés comme potentiellement suspicieux. Les attitudes étant fonction de la situation de la population dans le pays d'accueil (intégration, considération) et de la situation diplomatique et politique du pays d'origine, elles sont donc propres à chaque groupe. Les populations entretiennent des relations avec le pays d'origine dans un but précis. Afin d'atteindre ce but, les migrants développent des liens et des attitudes transnationales uniquement dans les domaines qui peuvent servir leurs intérêts, tout comme la population cap-verdienne observée par Deirdre Meintel avait développé des commerces pour remédier au chômage à la fois de la population cap-verdienne aux Etats-Unis et au Cap-Vert³⁷. Ce sont ces choix qui influencent la citoyenneté des groupes et qui composent leur identité transnationale. Les relations entretenues renseignent sur les préoccupations d'une personne ou, dans le cas de cette recherche sur un groupe. L'étude cherchera également à apporter des éléments de réponse concernant l'implication des migrants de la deuxième et de la troisième génération. Que deviennent les associations créées ? Sont-elles tout simplement dissoutes même si leur raison d'être n'est pas accomplie, ou bien les attitudes transnationales sont-elles perpétuées et maintenues jusqu'à l'accomplissement du but pour lequel elles ont été formées indépendamment de la génération concernée et de l'intégration des membres de la

³⁷ Deirdre Meintel, "Cape Verdean Transnationalism, Old and New", *Anthropologica*, 44.1 (2002), p. 32, 37.

communauté ? Le volume de ces liens est-il toujours le même ou bien fluctue-t-il, et si c'est le cas, sous l'impulsion de quel(s) facteur(s) ?

Quelques études apportent des éclaircissements. Les attitudes et relations transnationales des enfants de migrants dépendraient fortement des parents³⁸, mais aussi de l'âge d'arrivée dans le pays³⁹ et de la situation de la communauté⁴⁰. D'autres part, ces études suggèrent que le déclin d'intérêt potentiel des enfants de migrants n'est pas définitif. Il peut y avoir des périodes moins actives, mais les attitudes transnationales sont « en sommeil »⁴¹. Elles peuvent évoluer que ce soit pour un nouveau but ou pour le développement d'une nouvelle stratégie en vue du même but ; les liens sont alors réactivés. Étant donné que la population des groupes observés est aujourd'hui composée de la deuxième et de la troisième génération, et que la société civile est toujours active, on peut penser qu'un facteur plus prépondérant que le temps qui passe ou l'intégration des membres du groupe dans la société d'accueil influence les comportements transnationaux.

La question autour de l'implication des générations suivantes pose également celle de la pérennité des liens transnationaux. Sont-ils appelés à disparaître ? La classe sociale joue-t-elle un rôle ? Des études ont mis en garde contre la tentation de faire un raccourci entre intégration et perte d'intérêt pour le pays d'origine⁴². Contrairement à ce que l'on pourrait penser, l'intégration du migrant dans le pays ou la société d'accueil ne signifie pas que ce dernier ne s'intéresse plus à son pays d'origine. Au contraire, des études de cas comme celle de Roger Waldinger sur les activités transfrontalières des immigrants colombiens, dominicains et salvadoriens habitant les États-Unis⁴³, ou celle de Luis Eduardo Guarnizo, Alejandro Portes et William Heller sur les mêmes groupes, ont démontré qu'une meilleure

³⁸ Lotta Haikkola. « Making Connections: Second-Generation Children and the Transnational Field of Relations ». *Journal of Ethnic and Migration Studies*. 37.8, (Sept 2011), pp. 1204, 1211. Print.

³⁹ Alejandro Portes et Alejandro Rivas. « The Adaptation of the Migrant Children ». *The Future of Children*. 21.1. Princeton University. (Printemps 2011), p.226. Print.

⁴⁰ Marta, Bolognani. « Visits to the country of origin: how second-generation British Pakistanis shape transnational Identity and maintain power asymmetries ». *Global Networks* 14. 1 (2014), p.114. Print

⁴¹ Marta Bolognani, p.116.

⁴² Luis Eduardo Guarnizo, Alejandro Portes et William Haller. « Assimilation and Transnationalism: Determinants of Transnational Political among Contemporary Migrants ». *American Journal of Sociology*. 108.6. (Mai 2003). p.1238.

⁴³ Roger Waldinger, "Between Her and There: Immigrant Cross-Border Activities and Loyalties", *The International Migration review*, 45.1 (2008), p.10-11.

intégration dans le pays d'accueil correspondait à une plus grande implication dans les pays d'origine. Dans l'étude de cas de Waldinger, l'obtention d'un passeport issu par le pays d'accueil permet au migrant de voyager librement entre les deux pays, sans crainte de se faire arrêter à la frontière et facilite donc la création et le développement de liens plus denses. De même, selon Guarnizo *et al*, une plus grande stabilité dans les relations du pays d'accueil, augmente les liens transnationaux réguliers. L'intégration ou l'assimilation dans la société d'accueil n'est donc pas une fin en soi, mais semble être un facteur dans l'élaboration des liens transnationaux. C'est aussi ce que les entretiens réalisés auprès des responsables de la société civile mettront en lumière pour les groupes chypriotes et iraniens. Les migrants arrivés à Londres à la suite de la Révolution islamique en 1979 ou de l'invasion turque de Chypre en 1974 se sont d'abord appuyés sur des réseaux existants avant de pouvoir développer des liens transnationaux plus denses et commencer à militer. Des migrants intégrés et prospères dans la société qui les accueille ne sont pas forcément synonyme de migrants peu intéressés par leur pays d'origine. Autrement dit, des liens transnationaux denses et soutenus ne se trouvent pas uniquement parmi des populations qui seraient en difficulté d'intégration et qui se tourneraient vers le pays d'origine, à défaut de pouvoir s'intégrer dans le pays d'accueil. Au contraire, afin de pouvoir entretenir des liens significatifs, il est nécessaire que le migrant soit acteur de la société d'accueil. Ceux qui sont nés et ont toujours vécu dans le pays qui a accueilli leurs parents ou leurs grands-parents, s'intéressent à leurs pays d'origine, entretiennent et développent les liens et les pratiques, via notamment la société civile.

Méthodes

Afin de confirmer ou d'infirmer les hypothèses présentées ci-dessus j'ai conduit une série d'entretiens auprès de membres ou de responsables de la société civile. Les associations et autres organismes qui composent la société civile tiennent généralement à faire connaître leurs actions. De plus, la majorité des associations possède un site internet. Étudier la société civile permet d'avoir une vue plus globale de la position d'une population ou de ses centres d'intérêt, par opposition des populations d'individus. Enfin, la société civile est une force sociale avec une présence et un impact grandissant dans la société actuelle. Les associations sont devenues des partenaires à part entière de la gouvernance et ont à ce titre l'occasion non seulement de donner leur avis mais également de peser dans les prises de décision de gouvernance locale. C'est d'autant plus vrai à Londres où le premier gouvernement de Tony Blair avait commencé à déléguer le pouvoir à Londres dès l'année 2000 avec la création de l'Autorité du Grand Londres (GLA). Chacun des *boroughs* qui composent la capitale

britannique est également autonome dans certains domaines tels que les services sociaux ou l'environnement. La société civile en général occupe depuis quelques années un rôle grandissant au sein des prises de décisions, ce qui permet aux associations — transnationales ou non — de se rapprocher des arcanes du pouvoir et donc de se faire entendre sur des sujets spécifiques.

Cette méthode présente néanmoins un biais. Une association, même populaire, ne représente qu'une partie de la population. Il est à attendre que certains membres de la communauté ne partagent pas ses opinions. Une enquête auprès des associations permettra néanmoins de dégager des tendances concernant les enjeux et les tensions dans chaque groupe. Même s'il existe de nombreuses compréhensions et interprétations possibles du but d'une association par ses membres, on peut cependant partir du postulat que les membres sont en accord avec les lignes directrices de l'association, et donc que l'association et son discours public sont des indicateurs des attitudes des migrants. Le fait que ces personnes soient membres d'une association et non de toute autre association londonienne montre un engagement de leur part dans ce domaine en particulier.

Des questionnaires directifs risquant d'influencer les réponses et de fermer le dialogue à certains sujets insoupçonnés, les entretiens ont été menés à l'aide d'une grille de questions classées en thèmes généraux : les liens entre les deux pays entretenus par l'association, quelle importance ces liens occupent-ils dans la vie de l'association et de ses membres, et enfin l'impact de cette association dans la population chypriote ou iranienne et londonienne. Le but était d'engager une discussion. Des associations représentatives de toutes les strates de population ont été contactées, ceci dans le but d'avoir la vision plus large possible. Les résultats de ces entretiens ont permis de mettre en lumière les attitudes des Iraniens et des Chypriotes à Londres concernant leur place dans la société d'accueil et leur implication dans leur pays d'origine.

Une description plus précise de la super-diversité de la ville de Londres donnera des indications sur l'influence que cette caractéristique peut avoir sur les pratiques des populations de migrants. Ensuite, un état des lieux des recherches sur le transnationalisme permettra de bien délimiter les enjeux de cette étude. Dans une troisième partie, j'exposerai les pratiques que j'ai pu observer auprès des sociétés civiles chypriotes et iraniennes, tout en incluant un contexte historique. Enfin, une dernière partie, à travers le classement et le répertoriage des pratiques observées, mènera aux tendances et à la confirmation ou information des hypothèses proposées.

1. ÉLÉMENTS THEORIQUES PERTINENTS

Les vagues migratoires ont soulevé de nombreuses questions sur l'attitude de ceux qui se déplaçaient, volontairement ou non, et sur la réaction de ceux qui les recevaient au sein de leur communauté, que ce soit à un niveau local ou national, sur un plan social, économique et politique. La migration est loin d'être anodine, elle ne renvoie pas seulement au déplacement d'une personne ou d'un groupe de personnes d'un endroit à un autre, elle inclut les liens ou les contacts que les migrants conservent une fois qu'ils ont changé de lieu de résidence. Les études migratoires ont depuis longtemps établi que les migrants ne rompaient jamais complètement ou définitivement le contact avec leur lieu d'origine⁴⁴. Cela amène donc des questions sur la nature et le volume des liens conservés, mais aussi sur l'impact du nouveau lieu de résidence sur ces liens. Le phénomène que l'on appelle transnationalisme a été observé parmi de nombreux groupes, selon des modalités différentes. Un état des lieux de la littérature scientifique permettra tout d'abord de poser un contexte théorique sur le phénomène qui mène à la création d'une identité transnationale. Enfin, une analyse succincte de Londres et l'impact de la capitale britannique sur la migration finira de poser le cadre théorique dans lequel s'inscriront les analyses des deux sociétés civiles étudiées.

⁴⁴ Nancy Foner, p.2484.

Voir aussi:

Luis Eduardo Guarnizo Alejandro Portes et William Haller, "Assimilation and Transnationalism: Determinants of Transnational Political Action among Contemporary Migrants", *American Journal of Sociology*, 108.6 (2003), p.1213

Alejandro Portes, "The Debates and Significance of immigrant transnationalism", *Global Networks* 1. 3 (2001), p.183-184

1.1 Le transnationalisme : perspective, méthode, objets

1.1.1 Étude diachronique

Encore aujourd'hui, il est difficile de donner une définition précise du transnationalisme, car le terme ne signifie pas la même chose pour tous. Pour certains chercheurs, il s'agit de toute organisation non supervisée par un gouvernement. Pour d'autres, il s'agit d'un phénomène beaucoup plus restreint. Cette distinction établit un premier constat : on n'étudie ou n'observe pas le transnationalisme, mais des comportements transnationaux. Comme le fait remarquer Roger Waldinger, le transnationalisme, c'est la condition d'être transmigrant, d'être engagé dans des comportements transnationaux⁴⁵. Le tout est de savoir ce qui relève du transnationalisme. Les premières définitions du phénomène se sont basées sur les études de cas de populations migratoires. Les réactions des migrants, de la société d'accueil et les conséquences de ces réactions et attitudes ont permis de poser les bases d'une première définition. Ces études de cas montrent également que le transnationalisme impacte d'autres aspects de la vie d'une société, comme la citoyenneté de ses membres.

1.1.1.1 Première occurrence, premières questions

Le terme « transnationalisme » apparaît pour la première fois en 1916 dans un article rédigé par l'intellectuel et activiste politique Randolph Bourne, pour le magazine *Atlantic Monthly*⁴⁶. Bourne y remet en cause le succès supposé du « melting-pot », un idéal social imaginé par les États-Unis : toutes les cultures qui composent la société étatsunienne se mélangeraient pour former une culture unique, dans laquelle chacun peut se retrouver. Il n'y aurait plus des cultures qui cohabitent ou une culture dominant les autres, si ce n'est celle créée par l'apport de chacun des groupes présents. Or, Bourne remarque que les migrants non Anglo-Saxons tels que les Allemands, les Polonais ou encore les Scandinaves conservent et entretiennent des traditions de leur pays d'origine alors qu'ils s'intègrent dans la société américaine :

⁴⁵ Roger Waldinger, "Between Here and There: Immigrant Cross-Border Activities and Loyalties", *The International Migration Review*, 42.1, (Printemps, 2008), p.3.

⁴⁶ Randolph S. Bourne, « Trans-National America », *Atlantic Monthly*. n°118, (Juillet 1916), p 2.

We found that the tendency, reprehensible and paradoxical as it might be, has been for the national clusters of immigrants, as they became more and more firmly established and more and more prosperous, to cultivate more and more assiduously the literatures and cultural traditions of their homelands.

D'après lui, ce constat réfute à la fois l'idée du melting-pot, mais va également à l'encontre de l'idée selon laquelle le maintien des traditions du pays d'accueil, et l'intégration des migrants dans la société s'opposent. Le paradoxe provient de l'intégration visible de ces migrants dans la société américaine ("*firmly established*") alors qu'ils entretiennent et cherchent à intégrer dans leur quotidien les traditions et la littérature de leur pays natal. Il était généralement admis qu'un migrant intégré dans une nouvelle société délaissait les éléments appartenant à sa culture d'origine pour adopter les habitudes et traditions du pays dans lequel il se trouvait, soit pour pouvoir être accepté, soit tout simplement par mimétisme ou adoption de mœurs. En 1916 déjà, aux États-Unis, des débats émergeaient autour des attitudes migratoires et du choix culturel des migrants. Ce sont autant de questionnements que l'on retrouva quelques décennies plus tard lorsque les sciences sociales commencent à se tourner vers le transnationalisme pour s'intéresser à l'identité sociale des migrants, à la relation entre assimilation, intégration et transnationalisme, et à des enjeux comme l'impact de ces attitudes sur la société d'accueil. Selon Bourne, l'attitude de ces migrants annonce l'avènement d'une Amérique faite de nationalités ou d'identités à trait d'union ("*hyphenated identities*"). Cette coexistence soulève également la question de la loyauté et du sentiment d'appartenance des migrants. L'idée selon laquelle une personne peut se sentir membre de deux endroits est difficile à comprendre. Dans la pensée commune, il y aura forcément un endroit qui sera privilégié, auquel l'individu sera loyal. Cette préférence s'exprime dans ce cadre par la participation politique et par les traditions culturelles qui sont maintenues.

Le transnationalisme est ici défini comme la perpétuation de traditions du pays d'origine tout en résidant dans un pays étranger, et cette attitude peut être observée dès les premières migrations, ce qui a poussé certains chercheurs comme le sociologue Roger Waldinger à remettre en cause la pertinence de cet objet d'étude et surtout son apparente nouveauté⁴⁷. Selon lui, les migrants ont toujours entretenu des liens avec leurs pays d'origine

⁴⁷ Roger Waldinger, "Between "Here" and "There": Immigrant Cross-Border Activities and Loyalties, *The International Migration Review*, 42.1, (Printemps 2008), p.3, p.9.

et les nouvelles technologies dans le domaine du transport et de la communication n'ont fait que faciliter ces échanges.

Le terme transnationalisme a ensuite quelque peu disparu du vocabulaire des sciences sociales. Les chercheurs s'intéresseront davantage aux diasporas, terme utilisé pour désigner des groupes ayant quitté leur pays à cause de problèmes économiques ou politiques. À la suite de cet exil forcé, ces groupes se trouvent disséminés dans de multiples pays, et adoptent des attitudes dites diasporiques, en rapport direct avec leur situation. L'archétype est la diaspora juive⁴⁸, mais de nombreux groupes se réclament aujourd'hui de ce terme générique.

Selon le politiste William Safran, les diasporas et leurs membres comportent six caractéristiques :

1. Les membres actuels ou les ancêtres de ce groupe ont été chassés d'un « centre » spécifique originel vers deux ou plusieurs régions « périphériques ».
2. Les membres conservent une vision, une mémoire ou un mythe collectif à propos de la terre natale : sa situation, son histoire, ce qui s'y est passé.
3. Ils pensent n'être pas – et peut-être ne peuvent-ils pas être — complètement acceptés par la société d'accueil et s'y sentent donc étrangers et isolés.
4. La terre natale ancestrale est leur foyer idéal et l'endroit où leurs descendants retourneront ou devraient retourner lorsque la situation le permettra.
5. Ils pensent qu'ils devraient, collectivement s'engager à maintenir ou restaurer la prospérité et la sécurité de leur terre natale.
6. Ils sont toujours attachés, personnellement ou indirectement, à cette terre natale d'une façon ou d'une autre ; leur conscience ethno-communautaire et leur solidarité sont profondément définis par l'existence de cette relation.⁴⁹

Le terme s'est peu à peu élargi pour englober tout groupe forcé de quitter son lieu d'origine pour des raisons économiques ou politiques. Il existe des similitudes entre les diasporas et le transnationalisme, mais si « les communautés transnationales incluent les diasporas, toutes les communautés transnationales ne sont pas des diasporas⁵⁰ ». Toute

⁴⁸ James Clifford, « Diasporas ». *Cultural Anthropology*, 9.3, (1994). p. 305.

⁴⁹ William Safran, « Diasporas in Modern Societies: Myths of Homeland and Return », *Diaspora : A journal of Transnational Studies*, 1.1 (Printemps 1991). p.83-84.

⁵⁰ Thomas Faist « Diaspora and Transnationalism: What kind of dance partner ? » dans Rainer Bauböck et Thomas Faist, ed, *Diaspora and Transnationalism, Concepts, Theories and Methods*, Amsterdam : Amsterdam University Press, (2010), p.21.

formation sociale peut être assimilée à un groupe ou une communauté transnationale, tandis que les diasporas ne concernent que des groupes ethniques ou religieux⁵¹. Nous pouvons même aller plus loin et dire que les membres des diasporas entretiennent presque automatiquement des liens transnationaux avec leur pays d'origine, mais un migrant peut entretenir des liens transnationaux sans faire partie d'une diaspora.

Le contexte international de ces dernières décennies a connu de nombreux bouleversements, notamment géopolitiques et technologiques, et les vagues migratoires ont évolué (en termes de volume, de raison de la migration, ou de possibilité de retour dans le pays d'origine). Cela a amené les chercheurs à s'intéresser de nouveau à ces attitudes dites transnationales, au-delà du cadre de la diaspora. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication, le changement des structures sociales, ainsi que l'amélioration des outils de déplacements, ont permis aux migrants de développer des stratégies pour rester en contact avec leur pays d'origine. Les chercheurs se sont penchés sur l'attitude des migrants (leur désir d'intégration, leurs réactions, leurs interactions) et non plus uniquement sur les réactions de la société d'accueil (politique d'intégration, cadre législatif, attitude). Dès lors, le transnationalisme serait « une nouvelle perspective »⁵², à défaut d'être un nouveau phénomène. Si l'on accepte la définition que tout échange qui s'étend au-delà de frontières nationales reconnues et qui n'est pas initié par un gouvernement, relève du transnationalisme, les entreprises, les activités criminelles et les associations sont autant d'acteurs transnationaux à considérer.

Le ou les liens qui unissent les migrants et les différents espaces qu'ils habitent ne sont pas seulement symboliques et/ou intellectuels, mais aussi physiques. Il ne s'agit pas uniquement de maintenir des traditions, mais de s'impliquer concrètement dans la vie de la société, que ce soit dans le pays d'accueil ou le pays d'origine. Une relation d'interdépendance s'installe entre les deux parties : le migrant qui a quitté son pays compte sur le soutien de ceux qui y sont restés, et ceux qui sont restés espèrent, pour certains, une aide financière de la part des expatriés. Parallèlement, la société d'accueil fournit un environnement stable et sécurisant pour les migrants, dans lequel ils peuvent prospérer, tout en fournissant aussi un ensemble de contraintes culturelles et structurelles (comme la barrière

⁵¹ Thomas Faist, p.21.

⁵² Stefania Capone, « Religions « en migration » : De l'étude des migrations internationales à l'approche transnationale », *Autrepart*, 4.56 (2010), p.237.

de la langue, ou les phénomènes de stigmatisation ou de discriminations sur les marchés de l'emploi ou du logement, notamment)

Les liens transnationaux peuvent se trouver dans tous les aspects de la vie du migrant. Ils peuvent se développer et être maintenus en fonction de différents facteurs tels que l'attitude du gouvernement du pays d'accueil à l'égard des expatriés, celle de la famille, mais aussi les réseaux (amicaux, professionnels,) et la situation des migrants. Le but principal des liens transnationaux a d'abord été de permettre au migrant de survivre. Une fois intégré et actif dans la société d'accueil, le migrant peut rompre les liens qui avaient pour unique but de l'aider à s'installer, ou bien faire évoluer ces liens⁵³. Certains liens créés pour aider financièrement le migrant, ou pour qu'il puisse maintenir son statut social dans la société d'origine, sont maintenus, mais pour des raisons différentes⁵⁴. Il peut par exemple développer son engagement politique⁵⁵ ou élargir son activité économique, une fois que sa position dans la société d'accueil est assurée. Ces comportements prouvent que l'intégration ne signifie pas la fin de la transnationalité active. Mais si l'intégration n'est pas un obstacle au transnationalisme, elle n'est pas non plus la garantie que ces liens vont perdurer⁵⁶. Les liens transnationaux ont un impact qui va au-delà de la vie du migrant et qui influence la vie des groupes autour de lui. Le maintien ou l'abandon des liens créés dépend-il uniquement du choix du migrant ? ou bien y a-t-il des facteurs qui influencent ces liens et les attitudes du migrant, quel que soit son lieu d'origine ? Une observation des liens transnationaux en général et de ceux qui sont maintenus ou délaissés apportera un premier éclairage sur la transnationalité des migrants et son évolution.

1.1.1.2 État des lieux des liens transnationaux possibles

La première étape vers une meilleure compréhension du transnationalisme est de savoir où et comment il s'exprime, quels sont les liens qui peuvent unir deux groupes, quelle

⁵³ Paolo Boccagni, "Whom Should we Help First? Transnational Helping practices in Ecuadorian Migration", *International Migration*, 51.2,(2013), p.194.

⁵⁴ Deirdre Meintel, "Cape Verdean Transnationalism Old and New", *Anthropologica*, 44.1, (2002), p.39.

⁵⁵ Luis Eduardo Guarnizo, Alejandro Portes et William Haller, "Assimilation and Transnationalism: Determinants of Transnational Political Action among Contemporary Migrants", *American Journal of Sociology*, 108.6 (2003), p.1232, 1238.

⁵⁶ Justyna Bell, «Migrants: keeping a foot in both worlds or losing the ground beneath them? Transnationalism and integration as experienced in the everyday lives of Polish migrants in Belfast, Northern Ireland», *Social Identities*, 22.1, (2016), p.88-89.

est leur intensité et leur impact. L'étude de Peggy Levitt et Nadya B. Jaworsky identifie cinq domaines généraux⁵⁷ : le domaine politique, le domaine économique, le domaine social, le domaine culturel et le domaine religieux. Les deux derniers ont souvent été associés mais la prégnance grandissante de la religion dans les discours public de ces dernières années amène à considérer le domaine religieux séparément de la culture, avec sa propre sphère d'influence. Certains liens se chevauchent, mais les domaines identifiés ont chacun leur particularité.

Le domaine politique

L'engagement politique des migrants est sans doute l'un des domaines les plus développés, mais également les plus surveillés, tant par le gouvernement du pays d'origine que celui du pays de résidence. Les notions de loyauté, de double allégeance et de citoyenneté sont au cœur de la construction de l'État-nation, et l'attitude politique des migrants peut parfois perturber un processus déjà délicat⁵⁸. L'appartenance nationale est un sujet polémique⁵⁹, car du concept de nationalité découlent des interrogations sur la loyauté des migrants, leur participation citoyenne, ainsi que sur leurs droits et leurs devoirs. Finalement, au-delà de l'appartenance nationale, le *sentiment* d'appartenance nationale peut aussi créer un conflit : un migrant peut appartenir à un État-nation, mais ne pas s'en sentir membre. Il y a une tension entre le ressenti du migrant, c'est-à-dire la façon dont il se considère, et son statut légal. Celui-ci peut aussi ne pas être légalement membre d'un état-nation mais en revêtir tous les attributs. Enfin, le sentiment d'appartenance ne concerne pas uniquement l'unité de l'État-nation, mais tout lieu (région, village, parfois à cheval sur les frontières) qui est en lien particulier avec une communauté. La représentation qu'il a de lui-même et de sa place dans le monde pèse sur les relations qu'il souhaite développer localement. Plusieurs cas de figures sont possibles concernant son implication politique : le migrant peut être actif dans plus d'un espace politique à la fois, sans que ces deux espaces ne se croisent où se rejoignent. Il peut participer à la vie politique britannique en adhérant à un parti, sans pour autant chercher à ce que cette adhésion apporte des bénéfices dans la vie politique du pays d'origine. Le migrant

⁵⁷ Peggy Levitt et Nadya Jaworsky. « Transnationalism Migration Studies: Past Development and Future Trends », *Annual Review of Sociology*, 33 (2007), p.134.

⁵⁸ Andreas Wimmer et Nina Glick Schiller, « Methodological Nationalism, the Social Sciences, and the Study of Migration: an Essay in Historical Epistemology » *International Migration Review*, 37.3, (2003), p.590

⁵⁹ Roger Waldinger et David Fitzgerald, « Transnationalism in Questions », *American Journal of Sociology*, 109.5 (Mars 2004), p. 119

peut également participer à des actions collectives qui traversent les frontières comme des actions regroupant des membres d'une communauté ethnique présents sur plusieurs continents, pour attirer l'attention sur un régime politique oppressif par exemple. Certaines de ses actions peuvent inclure des acteurs de différents niveaux institutionnels⁶⁰. Un migrant déjà actif dans la vie politique de son pays d'origine, aura plus de chance de le rester une fois à l'étranger,⁶¹ mais certains migrants commencent à s'intéresser à la politique une fois partis. En effet, à son arrivée, un migrant cherche souvent à se rapprocher d'associations ou de personnes qui lui rappellent son pays. Si ceux-ci sont déjà politiquement actifs, ils peuvent influencer d'autres personnes. La société civile peut donc être un facteur dans le développement des liens transnationaux politiques, ne serait-ce que par sa dimension sociale.

Le militantisme politique des migrants s'exprime par rapport à des questions locales qui peuvent concerner le pays de résidence (conditions de travail, discrimination, justice sociale) ou celui d'origine. Dans le lieu d'accueil, la majorité des migrants a accès à des ressources indisponibles dans son pays d'origine⁶². Il peut décider de les utiliser pour atteindre un objectif jusque-là hors de portée dans le pays d'origine. Il participe ainsi à la vie citoyenne du pays, indépendamment de son statut légal. Une communauté, ou un groupe se forme alors, qui se caractérise par l'ethnie ou le lieu d'origine et par le militantisme politique. En quittant le pays d'origine, le migrant renonce à un certain nombre de droits. La conservation de ces droits, comme le droit de vote, doit être renégociée. C'est le pays d'accueil qui devient un pays de droits pour le migrant. Mais si « le pays d'accueil, démocratique devient source de droit, le pays d'origine reste source d'émotion et d'identité⁶³ ».

Les liens politiques mais aussi économiques avec le pays d'origine témoignent de la loyauté d'un migrant. De plus en plus de pays dépendent des mandats d'argent envoyés par leurs ressortissants à l'étranger et il est avantageux pour ces gouvernements de faciliter la vie des migrants à l'étranger par des partenariats ou des accords bilatéraux dans le but de gagner

⁶⁰ Peggy Levitt et Nadya Jaworsky. « Transnationalism Migration Studies: Past Development and Future Trends » *Annual Review of Sociology*. 33, (2007), p.137

⁶¹ Roger Waldinger et Lauren Duquette-Rury, « Emigrant Politics, Immigrant Engagement: Homeland Ties and Immigrant Political Identity in the United States », *The Russell sage Foundation Journal of the Social Sciences*, 2.3, (Juin 2016), p. 57.

⁶² Roger Waldinger et Lauren Duquette-Rury, p. 44.

⁶³ Riva Kastoryano, « Minorités et politique étrangère : espace transnational et diplomatie globale », *Politique étrangère*, (2010). p.283

des voix aux élections, ou d'augmenter la somme d'argent envoyée par les migrants. Ces stratégies développent l'attachement des migrants à leur pays d'origine et profitent aussi aux associations et partis politiques locaux qui dépendent souvent des donations financières et de l'implication des migrants pour prospérer⁶⁴. Les attitudes transnationales politiques peuvent aller du lobbying dans le pays de résidence à propos de problèmes dans le pays d'origine, à la participation électorale, et peuvent constituer une réelle force sociale. Les liens politiques transnationaux sont dépendants de la situation politique locale. Leur incidence peut également être économique. Des liens économiques, tels que le financement de projets de développement dans le pays d'origine, deviennent politiques lorsque l'État intervient pour les soutenir ou les réguler. Certains gouvernements soutiennent en effet des projets sociaux et culturels financés depuis l'étranger par leurs ressortissants, afin de promouvoir le développement⁶⁵. Cette double implication du migrant va plus loin et débouche parfois sur une double nationalité, lorsque cela est possible.

Mais une double allégeance est source de tension pour les migrants comme pour la société d'accueil⁶⁶. La peur d'un ennemi de l'intérieur reste d'actualité, et bien que de plus en plus de gouvernements autorisent et même encouragent l'obtention de la double nationalité (la Bolivie en 2002, la Belgique en 2006, les Fidji en 2009 et Haïti en 2011 ont changé leur loi pour pouvoir autoriser leurs ressortissants à avoir deux nationalités), pour des raisons politiques et économiques, cette double implication peut être synonyme de menace potentielle, notamment en cas de conflit international. La double nationalité reste en effet un aspect politique controversé, comme le montre la Convention de Strasbourg signée en 1963, et qui prévoit qu'un citoyen originaire d'un des pays contractants qui obtient la nationalité d'un autre pays contractant, perd automatiquement la première nationalité. Au-delà de l'aspect pratique tel que la possibilité de voter dans les deux pays, et de se présenter aux élections pour certains cas, la double nationalité a une dimension diplomatique. Si un migrant

⁶⁴ Jose Itzigsohn, « Immigration and the Boundaries of Citizenship: The Institutions of Immigrants' Political Transnationalism », *The International Migration Review*, 34.4, (2000). p.1145.

⁶⁵ Peggy Levitt et Nadya Jaworsky. « Transnationalism Migration Studies: Past Development and Future Trends » *Annual Review of Sociology*. 33, (2007). p.136.

⁶⁶ Roger Waldinger et Lauren Duquette-Rury, p.42.

ne choisit pas clairement et explicitement sa préférence, rien ne présage de son attitude si son pays d'origine et son pays de résidence entraînent en conflit⁶⁷.

Le degré d'implication politique d'un migrant peut être informé par son attitude envers les pays auxquels il est lié. Des actions telles que la scolarisation d'un enfant dans une structure publique enseignant les principes d'un pays, la recherche d'un travail, l'inscription sur des listes électorales ou l'engagement dans des associations peuvent donner une idée du sentiment d'appartenance qui anime un migrant. Cette appartenance est indépendante du statut légal du migrant. Saskia Sassen parle ainsi de migrants qui sont « *Unauthorized but Recognized* », pour désigner des migrants qui n'ont pas de statuts officiels dans le pays d'accueil, mais qui remplissent tous les devoirs associés au fait d'en être citoyen, comme payer des impôts, scolariser ses enfants ou exercer un métier. Cette catégorie s'oppose à ceux qui sont « *Authorized yet Unrecognized* » : des migrants avec un statut légal mais qui ne bénéficient pas des droits associés pour différentes raisons telles que la discrimination ou les stéréotypes culturels⁶⁸, ce qui peut être le point de départ d'actions individuelles ou collectives politiques dans le but de remédier à ce qui leur pose un problème.

Le domaine social

Un migrant n'existe jamais seul, il s'inscrit nécessairement dans un ou plusieurs réseaux : famille, travail, cercle d'amis, etc. La migration a un impact profond sur les relations qui lient le migrant et ses réseaux, car la distance et le changement d'environnement redéfinissent la position du migrant dans ces mêmes réseaux. De plus, la migration est un phénomène genré : des études tendent à prouver que l'expérience de la migration n'est pas la même pour les hommes et les femmes, ce qui influence encore davantage le type de relation avec les réseaux⁶⁹.

⁶⁷ La Convention de Strasbourg établit également « qu'il est souhaitable qu'un individu qui possède la nationalité de deux ou plusieurs Parties contractantes n'ait à remplir ses obligations militaires qu'à l'égard d'une seule de ces Parties ».

« Convention sur la réduction des cas de pluralité de nationalités et sur les obligations militaires en cas de pluralité de nationalités », Conseil de l'Europe, 1963.

<https://www.coe.int/en/web/conventions/full-list/-/conventions/rms/090000168006b6ee>

⁶⁸ Saskia Sassen, « The Repositioning of Citizenship and Alienage: Emergent Subjects and Spaces for Politics », *Globalizations*, 2.1, (2005), p.86.

⁶⁹ José Itzigsohn et Silvia Giorguli-Saucedo, « Incorporation, Transnationalism, and Gender: Immigrant Incorporation and Transnational Participation as Gendered Processes », *The International Migration Review*, 39.4, (2005), p. 897.

Le premier noyau touché par l'expérience de la migration est la cellule familiale. Que ce soit pour des raisons économiques ou politiques, souvent un ou les deux parents quittent le lieu d'origine à la recherche de meilleures conditions. Pour certains migrants, cela peut signifier un changement de classe socio-économique, et un changement de statut que ce soit dans le pays d'origine ou le pays d'accueil. Pour les membres de la famille restés dans le pays d'origine, il est parfois difficile de pallier l'absence de celui qui est parti. D'autres membres, le conjoint ou les grands-parents, parfois les oncles et tantes, sont forcés de s'impliquer et de prendre des responsabilités dans la structure familiale, redistribuant les pouvoirs assumés par les uns et les autres. Les femmes prennent la place de chef de famille, les grands-parents subviennent aux besoins de la famille. Pour les migrants, la distance et le fait d'être à l'écart du réseau familial change leur influence et leur place dans la société. Pour les hommes, la migration est synonyme de perte de statut et de menace sur leur identité masculine. Selon les chercheurs, cela se traduirait par un désir plus prononcé des hommes de vouloir rentrer dès que possible dans leur pays d'origine, afin de retrouver un ordre de la structure familiale et un statut social⁷⁰. La migration s'accompagne généralement d'un changement de statut socio-économique, certains diplômes n'étant pas reconnus, comme par exemple les doctorats en médecine. Lorsqu'un migrant est membre de différents réseaux dans son pays d'origine, il peut se retrouver avec moins de ressources dans le pays d'accueil. En réaction à cette expérience, les migrants cherchent soit à recréer une communauté et à retrouver un sentiment d'appartenance, à travers des contacts réguliers avec le pays d'origine et les réseaux auxquels il appartenait, soit en prenant contact avec des personnes qui se trouvent dans la même situation que lui dans le pays d'accueil. Les préoccupations évoluent. Les personnes avec qui il était en relation ne sont plus en adéquation avec ce qui fait son quotidien. Le besoin de nouvelles relations peut être le point de départ de nouvelles rencontres dans le pays d'accueil. Il s'agit également d'une stratégie adaptative. Certains liens sont conservés afin de préserver un capital social qui pourrait devenir utile en cas de retour, d'autres sont créés pour s'intégrer et prospérer plus rapidement dans le pays d'accueil.

Pour les femmes, la migration est synonyme d'accès à une relative indépendance et des ressources jusque-là inaccessibles⁷¹. Les femmes peuvent se trouver confrontées à une

⁷⁰ José Itzigsohn et Silvia Giorguli-Saucedo, p.897.

⁷¹ *Ibid.* p. 897.

vision différente des relations hommes/femmes et du rôle de la femme, vision qu'elles rapportent dans leur pays d'origine. Pour certaines, la migration signifie également la possibilité d'avoir accès à une protection institutionnelle, qu'il s'agisse d'allocation chômage ou de programmes d'aide familiale (garde d'enfant, conseils éducatifs, protection juridique). La migration influence donc la construction de l'identité du migrant en tant qu'homme ou femme, mais redéfinit aussi les notions de genre, de classe et de race⁷².

Les associations ou les groupes culturels créés dans le pays de résidence regroupent en priorité des migrants originaires de la même région ou partageant les mêmes traditions ou les mêmes valeurs. Les associations religieuses et les associations regroupant des migrants originaires d'un même village (*Hometown associations* ou *HTAs*) sont les plus répandues⁷³. Elles permettent aux migrants de retrouver des personnes faisant face aux mêmes défis et leur permettent de constituer un nouveau capital social à mobiliser en cas de besoin. La caractéristique de ces associations est d'être en lien avec le pays d'origine, parfois à travers des partenariats avec des associations locales. Ces liens permettent de réduire la distance physique et émotionnelle entre le migrant et son pays. Il est possible de trouver des sites internet pour des associations féminines, dont le but est le même : rassembler des femmes qui font toutes face à des défis similaires. Leur but est de s'épauler dans un environnement encore inconnu, mais aussi de mettre à profit les nouvelles ressources à leur disposition.

Les liens transnationaux sociaux aident également les migrants à faire face aux défis liés à la distance. L'éducation des enfants restés dans le pays d'origine-appelés *left behind*⁷⁴ - ou l'aide sanitaire et sociale qu'ils sont susceptibles d'apporter aux parents âgés (tenir compagnie voire assister l'hospitalisation à domicile) sont des défis qui produisent un besoin de liens transnationaux⁷⁵. Afin de pouvoir prospérer dans le pays d'accueil, tout en continuant d'assurer son rôle dans le pays d'origine, le migrant doit s'appuyer sur un réseau qui s'étend sur les deux lieux. Ces réseaux peuvent fournir un soutien financier, pratique, moral ou émotionnel, des soins personnels ou encore un hébergement. Un système de solidarité

⁷² Peggy Levitt et Nadya Jaworsky, p. 137.

⁷³ Luis Eduardo Guarnizo, Alejandro Portes and William Haller, « Assimilation and Transnationalism: Determinants of Transnational Political Action among Contemporary Migrants », *American Journal of Sociology*, 108.6, (2003), p. 1229.

⁷⁴ Robin Cavagnoud, « Migrations féminines et reconfigurations familiales autour des enfants *left behind* en Bolivie », *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM*, 31 (2016), p. 4.

⁷⁵ Élodie Razy et Virginie Baby-Collin, « La famille transnationale dans tous ses états », *Autrepart*, 1.57-58, p. 15.

transnationale peut se mettre en place. Des revendications peuvent également émerger, par exemple pour faciliter les mouvements et/ou la migration des parents ou des enfants. Les liens transnationaux sociaux peuvent donc rejoindre des intérêt politiques. De même, le souhait d'éduquer ses enfants dans le respect des traditions du pays d'origine ou de constituer un patrimoine financier ou culturel pour le transmettre à la génération suivante sont des intérêts à la fois sociaux et économiques⁷⁶. Les liens transnationaux observés dans le domaine social sont généralement un support pour mettre en place d'autres relations.

Ces observations sont bien sûr à nuancer, et ne peuvent être appliquées à tous les migrants. La classe socio-économique, l'ethnicité et la conception des rôles des hommes et des femmes par les migrants, mais aussi par la société d'accueil, exercent une influence sur le vécu de la migration par les migrants.

Ces éléments peuvent également influencer les contacts maintenus avec la famille ou les amis. Un sentiment de fierté, l'envie de prouver que l'on peut s'en sortir sans aide, ou bien que ce fût une bonne décision de partir, peut par exemple empêcher les migrants de garder le contact tant qu'ils n'ont pas réussi à prospérer dans leur nouveau lieu de résidence⁷⁷. Des dissensions familiales peuvent apparaître avec le choc des cultures entre celui qui est parti et a dû s'adapter à une nouvelle façon de vivre, et ceux qui sont restés dans le pays d'origine. L'absence de contacts sociaux entre le migrant et le pays d'accueil ou le migrant et la société d'origine est tout aussi informatif sur l'état d'esprit du migrant que les liens qu'il pourrait entretenir⁷⁸.

Le contexte politique et social pèse également sur le développement des liens. Dans l'étude de Josiane Le Gall et Deidre Meintel, le contexte québécois « marqué par un pluralisme social unique [...] façonne fortement les stratégies de transmissions ⁷⁹ ». Les liens et les rôles assumés par les différents acteurs évoluent aussi ; alors que les études tendent à montrer que les femmes/mères s'impliquent davantage dans le travail de parenté et de

⁷⁶ Élodie Razy, Virginie Baby-Collin, p. 17.

Josiane Le Gall, Deidre Meintel, « Liens transnationaux et transmission intergénérationnelle : le cas des familles mixtes au Québec », *Autrepart*, 1.57-58, (2011), p. 128.

⁷⁷ Justyna Bell, « Migrants : keeping a foot in both worlds or losing the ground beneath them ? Transnationalism and integration as experienced in the everyday lives of Polish migrants in Belfast, Northern Ireland », *Social Identities*, 22.1, (2016), p. 86.

⁷⁸ Le Gall et Meintel, p. 132.

⁷⁹ Le Gall et Meintel, p. 141.

transmission, l'étude de Meintel et Le Gall suggère qu'avec les nouvelles technologies, « les hommes surtout les jeunes générations, jouent un rôle de plus en plus actif dans la communication à distance.⁸⁰». Le contexte social et familial joue donc un rôle dans la création et l'évolution des liens transnationaux sociaux entretenus par les migrants.

Les liens économiques transnationaux

L'argent est une des raisons principales de la migration et domine les relations transnationales entretenues par les migrants depuis le début des vagues migratoires. Les liens transnationaux économiques se résument presque exclusivement aux mandats d'argent (*remittances*) envoyés par les migrants à leur famille restée dans le pays. Il s'agissait à la fois de soutenir ceux qui étaient restés dans le pays d'origine et d'un geste de gratitude⁸¹. Le montant de l'argent envoyé par les migrants dans leur pays d'origine, à leur famille ou à des organisations, représente des centaines de millions de dollars, - \$ 643 270 millions en 2017, \$ 714 249 en 2019 au niveau mondial⁸²-, au point même de rendre certains pays en voie de développement dépendants de cet argent, comme Haïti, où c'est une part intégrante de l'économie du pays⁸³. Ces liens économiques peuvent devenir une force sociale et politique qui peut influencer la société du pays d'origine. Afin d'encourager leurs ressortissants partis à l'étranger à donner plus d'argent, certains gouvernements n'hésitent pas à mettre en place des programmes comme *Tres por Uno* au Mexique, où pour chaque peso envoyé par le migrant à une association, un club ou une fédération, le gouvernement rajoute trois pesos, d'où le nom du programme⁸⁴. Cette participation financière à la vie économique du pays est un moyen pour les migrants de conserver un sentiment d'attachement et d'implication dans leur pays d'origine. Cela leur permet également de maintenir un statut social qu'ils ont parfois la

⁸⁰ Le Gall et Meintel, p. 141.

⁸¹ Paolo Boccagni, « Whom Should we Help First? Transnational Helping Practices in Ecuadorian Migration ». *International Migration*, Vol.51, n°2. (2013). p. 194.

⁸² « Migration and Remittances Data ». *World Bank*. 16 nov 2017. <<http://www.worldbank.org/en/topic/migrationremittancesdiasporaissues/brief/migration-remittances-data> > consulté le 10 juillet 2018.

⁸³ Peggy Levitt and B. Nadya Jaworsky. « Transnational Migration Studies: Past Developments and Future Trends ». *Annual Review of Sociology*, Vol. 33 (2007). p.134.

⁸⁴ « Tres por Uno (Three for one) program ». *Global Forum on Migration and Development*. 23 décembre 2013. <<https://www.gfmd.org/pfp/ppd/24> > consulté le 10 juillet 2018

Carol L. Schmid, « The Past is Ever Present: Transnationalism Old and New – Italian and Mexican Immigrants in the US », *International Migration*, 55.3, (2017), p. 28.

sensation d'avoir perdu en partant. Dans certains cas, cette participation économique peut être collective, rassemblant des concitoyens pour un projet ponctuel comme le financement d'un évènement particulier ou la rénovation d'un édifice important⁸⁵. Cela reste cependant rare et uniquement rapporté pour des projets ponctuels. Quelques dissensions peuvent parfois survenir sur la façon dont les fonds sont dépensés. Certains aimeraient que l'argent serve à des infrastructures qui profitent à tous, alors que les migrants ont tendance à financer et soutenir des projets personnels dont leur famille peut bénéficier en priorité⁸⁶.

Comme évoqué précédemment, relations économiques et liens sociaux interagissent souvent. Ils peuvent permettre à un migrant d'en aider un autre nouvellement arrivé en lui indiquant où trouver du travail. Roger Waldinger a ainsi étudié l'apparition d'une niche commerciale pour les migrants, c'est-à-dire l'emploi d'un groupe identifiable de travailleurs dans le même secteur. Les migrants qui ont un travail facilitent le recrutement d'autres migrants. Ceux à la recherche d'un travail bénéficient ainsi d'informations de la part d'un employé déjà embauché, et l'employeur peut avoir des renseignements sur un futur candidat⁸⁷.

La stabilité économique et sociale dans le pays d'accueil favorise la donation, même en dehors des limites de la famille⁸⁸. Elle permet aux migrants de créer d'autres liens économiques associés par exemple l'investissement foncier, mais aussi à la mise en place de partenariats économiques voire la création d'entreprises allant de la boutique vendant des objets typiques originaire du pays d'origine, à une multinationale avec des franchises dans plusieurs pays⁸⁹. Ces entreprises peuvent, en fonction de leur taille, influencer le contexte économique des deux endroits concernés. Ces deux lieux se trouvent alors liés et interdépendants. La participation économique et la création de liens transnationaux économiques est également un moyen pour les migrants d'améliorer leur situation

⁸⁵ Paolo Boccagni., « Whom should we Help First ? », p.195.

⁸⁶ Paolo Boccagni. « Whom should we Help First ? », p. 198.

⁸⁷ Roger Waldinger, « The making of immigrant Niche », *The international Migration Review*, 28.1 (1994). p. 27-28

⁸⁸. Roger Waldinger, p. 198.

⁸⁹ Peggy Levitt et Nadya Jaworsky., p. 135.

économique et de gravir les échelons, tout en remédiant à l'isolation ou la mise à l'écart que leur départ a pu provoquer.⁹⁰

Le domaine culturel

Divers traits culturels différencient les sociétés ou communautés d'accueillis/d'accueillants. Il peut s'agir de la nourriture, des habits, de la langue mais aussi des traditions et des valeurs⁹¹. Même si elle peut parfois être confondue avec des stéréotypes, la culture repose toujours sur des éléments fondamentaux permettent aux membres d'un même groupe de s'identifier. Un des débats majeurs de ses dernières années concerne la sauvegarde de la culture aussi appelée identité nationale - bien qu'il soit parfois difficile de définir ce dont il s'agit- face aux effets de la mondialisation, ou à l'apparente « invasion » d'une culture étrangère dans un nouveau lieu. Les migrations sont, dans ce dernier cas, souvent pointées du doigt. Conserver des liens culturels, c'est refuser d'être totalement internalisé dans la société d'accueil et peut être interpréter comme une résistance à l'intégration, un désir de rester dans un environnement familier et surtout différent de ce qu'il y a autour. Encore une fois, ce point en rejoint d'autres, plus politiques, telles que la citoyenneté et l'intégration dans la société d'accueil. La culture et l'art sont des outils pour partager leur expérience de la migration, mais aussi conserver un lien avec la culture de leur pays d'origine. Les mouvements transnationaux contribuent parfois à la « revitalisation des discours sur les origines »⁹².

Les liens transnationaux culturels, tels que le financement d'un musée ou d'une collection privée, peuvent également revêtir des accents politiques lorsqu'une manifestation artistique défend ou dénonce une cause politique, comme c'est le cas pour les expositions chypriotes grecques qui militent pour la préservation de la culture chypriote, et qui par conséquent critique l'appropriation (ou la destruction) culturelle perpétrée par l'armée turque dans la partie nord de Chypre.

Il devient de plus en plus difficile pour les gouvernements de classer le nombre grandissant de groupes et d'appartenance ethnique, d'autant plus que cette définition ne correspond pas toujours à la façon dont les migrants se considèrent, car la culture est le reflet

⁹⁰ Edmund Terrence Gomez et Gregor Benton, « Transnationalism and the Essentialism of Capitalism : Chinese Enterprise, the State and Identity in Britain, Australia and Southeast Asia. », *East Asia*, 20.4 (2003), p. 20

⁹¹ Isabelle Jeuge-Meynard (dir), *Le Petit Larousse Illustré*, Larousse : Paris ; 2016.

⁹² Stefania Capone, « Religions « en migration » : De l'étude des migrations internationales à l'approche transnationale », *Autrepart*, Vol 4, n° 56, (2010), p.241.

de l'identité d'une personne mais aussi d'un groupe. Qu'il s'agisse de cinéma, de concert ou de peintures, les liens culturels aident à présenter une image de la population au reste du monde, et à la société d'accueil en particulier. Ils participent à la construction de l'identité culturelle des migrants. Ils informent sur le sentiment d'appartenance et donc sur la citoyenneté d'un migrant. En s'intéressant aux performances et aux évolutions artistiques dans son pays d'origine, le migrant découvre ou (re)découvre sa culture⁹³. La culture rend possible une médiation entre ce qu'il connaît, ce qu'il ressent et ce qu'il voit⁹⁴.

Cette médiation se traduit par une réappropriation de la culture. Les festivals traditionnels caribéens par exemples sont maintenant tenus dans de multiples villes occidentales, mais sont adaptés aux ressources de la ville et chaque ville a un festival un peu différent de celui du pays d'origine et de celui des autres villes. Peggy Levitt et Nadya Jaworsky évoque ainsi la « reterritorialisation » des traditions qui voyagent avec les migrants et évoluent au gré des contacts avec d'autres cultures⁹⁵. Elles se déterritorialisent (perte de connexion avec le territoire d'origine). Puis le migrant ou le groupe ethnique se réapproprient ces éléments en les adaptant, ils sont de nouveau ancrés dans un territoire, mais avec toutes les spécificités que ce territoire comporte, et avec l'influence de l'histoire personnelle des migrants, ce que certains chercheurs appellent un « continuum hybride »⁹⁶. On parle de *Continuum* car il ne s'agit d'une toute nouvelle culture, mais d'un continuum *hybride* car ces éléments sont ensuite réinventés ou recréés.

Ainsi, les migrations mettent en contact différentes cultures qui s'influencent et incitent à une réinvention de cette culture, à la suite de ces contacts. Cette interaction culturelle se manifeste également dans le phénomène de la « glocalisation ». Néologisme créé à partir des mots « globalisation » et « local », il désigne l'adaptation spécifique d'un produit ou d'un service à chacun des lieux où il est commercialisé, à chacune des cultures à laquelle il s'adresse. L'exemple le plus parlant est l'adaptation des produits vendus par une chaîne de

⁹³ Stuart Hall, « Cultural Identity and Diaspora ». Dans Jonathan Rutherford (ed.) *Identity: Community, culture, Difference*. Lawrence & Wishart : London, 1990. p.223.

⁹⁴ Stuart Hall, p. 231.

⁹⁵ Voir aussi Sofia Capone, « Religions « en migration » : De l'étude des migrations internationales à l'approche transnationale », *Autrepart*, 4.56, (2010), p.241.

⁹⁶ Levitt et Jaworsky, p. 139

fast-food comme Mc Donald's pour attirer plus de clients⁹⁷. Levitt et Jaworsky donnent les exemples de Barbie et de Mc Donald's, qui revêtent une signification différente dans la culture dans laquelle ils se trouvent : ainsi dans le Yucatan (Mexique), la poupée Barbie n'est pas la représentation d'une femme libérée qui s'occupe de sa carrière mais une jeune femme Maya traditionnelle avec un solide réseau familial. Par ailleurs, en Chine, Mc Donald's n'est pas considéré comme de la restauration rapide, mais davantage comme un loisir accessible à la classe moyenne et à la bourgeoisie, un symbole de liberté dans la sphère publique.

⁹⁷ Florent Motey. « Mc Donald's adapte son burger aux goûts de ses clients » Le Figaro [en ligne]. 25 octobre 2014. <<http://www.lefigaro.fr/societes/2014/10/25/20005-20141025ARTFIG00024-mcdonald-s-adapte-son-burger-aux-gouts-de-ses-clients.php>> consulté le 10 juillet 2018.

Montée en puissance des aspects religieux

La religion a souvent été étudiée comme un élément culturel, mais l'importance que ce sujet a prise dans les discours publics nous mènent à le considérer comme un facteur indépendant. Depuis 2001, culture et religion sont souvent confondues. Les responsables religieux et les gouvernements ont mis en place des programmes dans le but d'informer davantage la société d'accueil. Il est parfois difficile de distinguer la nationalité d'une personne de sa religion. Ainsi, pour l'opinion publique, un Mexicain est forcément catholique, de même qu'un Pakistanais est forcément musulman⁹⁸. Les valeurs des principales Églises encouragent la philanthropie, agissant comme un contrepoids face aux courants extrémistes⁹⁹.

Or, même lorsque religion et nationalité se superposent, il existe une multitude de pratiques d'une religion et bien que les coreligionnaires se retrouvent autour de valeurs communes, nationalité et religion ne sont pas forcément correspondantes. La religion joue néanmoins un rôle prépondérant dans l'expérience de la migration et dans le maintien de liens transnationaux. Les lieux de culte sont souvent le premier endroit où les nouveaux arrivants peuvent trouver de l'aide pour s'installer, et c'est également là qu'ils peuvent créer un nouveau réseau ou agrandir leur capital social. Les valeurs religieuses sont une base commune à tous les coreligionnaires, ce qui permet de créer une communauté transnationale qui s'étend dans plusieurs pays. Ainsi les églises jouent un rôle dans les liens transnationaux. Par exemple « la nature transnationale des églises évangéliques ou pentecôtistes aide les immigrés à conserver une continuité entre les différents territoires, en renouant dans la société d'accueil avec des rituels familiers ¹⁰⁰». La majorité des pratiques et habitudes religieuses sont transposables d'une société à l'autre, comme le prouvent les processions ou manifestations religieuses qui mobilisent tout un quartier à New-York¹⁰¹. L'importance de ces événements au cœur de la vie des migrants fait des différentes Églises des acteurs décisifs dans le maintien des liens transnationaux. Il n'est pas rare que les Églises soient à la source d'actions collectives comme des collectes de dons pour des migrants dans le besoin, dans le pays de résidence comme dans le pays d'origine. Mais les liens religieux ont des ramifications bien

⁹⁸ Levitt et Jaworsky, p.140

⁹⁹. Levitt et Jaworsky, p. 140.

¹⁰⁰ Stefania Capone, « Religions « en migration » : De l'étude des migrations internationales à l'approche transnationale », *Autrepart*, 4.56, (2010), p. 236.

¹⁰¹ <<https://www.sangennaro.org/>> consulté le 11 juillet 2018

plus profondes, et souvent, religion et politique se mêlent. Les différents papes, par exemple Jean-Paul II¹⁰², ou plus récemment le pape François, ont pris position sur des sujets qui n'étaient directement reliés à la religion. D'autres Églises sont plus ouvertement militantes, entretenant par exemple des liens plus ou moins forts avec des partis politiques. Comme pour les liens transnationaux sociaux qui ont une influence sur la structure familiale, les liens transnationaux religieux dans le pays d'accueil ont une influence sur les pratiques religieuses dans le pays d'origine. Les migrants exportent avec eux une façon différente d'envisager certains dogmes et y apportent souvent une conscience politique ou sociale. Cela peut avoir des conséquences politiques et sociales dans les deux régions/ sociétés liées concernées. La religion et les liens religieux transnationaux peuvent ainsi être à la base d'un renouveau ou d'une évolution des liens transnationaux.

Les églises sont aussi au cœur de la vie quotidienne des migrants. Pendant de nombreuses années ce sont les institutions religieuses qui étaient responsables de l'éducation des enfants et des registres administratifs, et c'est un rôle qu'elles ont repris à l'étranger, notamment par le biais d'écoles de langues, dans le but affiché d'enseigner aux plus jeunes la langue et l'histoire du pays d'origine de leurs parents. Elles influencent l'attitude de la seconde génération de migrants.

Ce qui ressort de ce rapide inventaire des liens transnationaux est qu'ils s'entrecroisent et s'influencent à plusieurs niveaux. Ces différents liens peuvent être divisés en deux groupes : ceux qui concernent l'attitude et la construction identitaire des migrants et ceux concernant les relations et les comportements des migrants.

1.1.1.3 De multiples (re)définitions

Il est évident que tous les migrants n'utilisent pas tout l'éventail de liens transnationaux cités ci-dessus. Chaque migrant et chaque population, en fonction de son histoire personnelle et du contexte, active certains de ces liens. À partir de quand peut-on alors parler de transnationalisme ? La première réelle définition du transnationalisme est énoncée au début des années 1990 par les chercheuses Nina Glick-Schiller, Cristina Szanton Blanc et Lind Basch. Leur définition s'éloigne de l'image traditionnelle du migrant adoptée

¹⁰² Levitt et Jaworsky, p. 141.

jusque-là : celle d'une personne « déracinée » de son environnement¹⁰³ comme « replantée » ailleurs. L'idée de déracinement suppose une coupure nette avec ce qui constituait la zone de connaissance du migrant : sa culture, sa famille étendue, sa langue. Ce déracinement peut être volontaire, dans le cas de migrants dits économiques à la recherche de meilleures conditions de vie pour eux et leur famille, mais il peut également s'agir d'un déracinement forcé, provoqué par la guerre ou des persécutions politiques. Une fois dans un pays étranger donc dans une aire culturelle différente, le meilleur moyen de prospérer semble de « s'intégrer », c'est-à-dire ici d'adopter les us et coutumes des résidents dans le but de se faire accepter. Cela n'a jamais empêché les migrants de garder des liens, mêmes sporadiques avec leur pays d'origine. Si un membre de la famille est parti seul, il envoie de l'argent à ceux restés dans le pays d'origine. Il écrit parfois des lettres, et si les circonstances le permettent, retourne ponctuellement dans son pays. Ce sont des attitudes attendues pour une personne qui a quitté son pays en laissant derrière lui des membres de sa famille et une histoire. Le but de ces liens est d'abord d'aider le migrant ainsi que ceux qu'il a laissés à survivre et à prospérer. Ces liens ne sont pas nouveaux, et bien que Nina Glick-Schiller, Cristina Szanton-Blanc et Linda Basch aient tout d'abord indiqué qu'elles étaient récentes, ces attitudes ont en réalité existé depuis de nombreuses années¹⁰⁴. Ce qui a changé cependant, en plus de la perspective selon laquelle ces liens sont envisagés, ce sont les effets que ces liens ont sur les deux pays impliqués¹⁰⁵. D'abord envisagés comme le seul produit des activités des gouvernements, ils sont désormais envisagés davantage comme le produit des activités des migrants. Les changements géopolitiques et technologiques survenus dans les dernières décennies ont rendu possible le développement des liens transnationaux. Les chercheurs se sont concentrés sur la double implication des migrants, qui construisent et entretiennent des liens sociaux qui relient le pays d'origine et le pays qui les accueille. En participant à la vie politique, économique et sociale des sociétés d'origine et de résidence, les migrants relient, à travers eux, ces deux aires. Le transnationalisme se définit alors comme « le processus selon lequel des migrants construisent

¹⁰³ Linda Basch, Nina Glick Schiller et Cristina Szanton Blanc, *Nations Unbound: Transnational Projects, Postcolonial Predicaments, and Deterritorialized Nation-States*, Basel: Gordon and Breach, (1993). p.4.

¹⁰⁴ Nancy Foner, "Engagements across National Borders Then and Now", *Fordham Law Review*, 75.5. (2007), p. 2484.

¹⁰⁵ Paolo Boccagni, « Revisiting the « Transnational » in Migration Studies: A Sociological Understanding », *Revue européenne des migrations internationales*, 28.1. (2012). p.34.

des champs sociaux qui lient leur pays d'origine et leur pays de résidence¹⁰⁶». Les immigrants deviennent des « transmigrants », et non plus des déracinés. La possibilité d'être présent dans deux sociétés à la fois change la perception de la place du migrant dans le monde. Il n'est plus « ici » *ou* « ailleurs », il est « ici » *et* « ailleurs ». Il peut suivre, participer et commenter la vie politique économique et culturelle. Cette double présence redéfinit qui il est¹⁰⁷.

1.1.1.4 Transnationalisme et relations internationales

Si cette définition apparaît au début des années 1990, les chercheurs en sciences sociales réfléchissent sur l'attitude des migrants depuis le début des années 1970. Une étude menée par Robert Keohane et Joseph Nye a apporté des précisions quant à ces liens entretenus par les migrants, ce qu'ils appellent des « communication inter-sociétales¹⁰⁸» qui s'expriment en dehors du contrôle de l'État. Keohane et Nye se sont particulièrement intéressés au rôle de ces interactions dans la politique internationale¹⁰⁹. Ils décrivent des liens qui touchent aux domaines du commerce, de la communication ou des contacts personnels¹¹⁰. C'est à travers ces canaux que des biens, de l'argent et des idées sont véhiculés, toujours en dehors du contrôle d'un organisme gouvernemental. Selon eux, ces interactions sociales sont si puissantes qu'elles peuvent influencer les relations politiques inter-états. En s'appuyant sur cette première réflexion, le transnationalisme concerne à la fois les échanges commerciaux internationaux, les mouvements révolutionnaires, les ONG, même l'Église Catholique¹¹¹, ou les organisations criminelles¹¹². En effet, ces organisations et associations regroupent des individus en dehors du contrôle de l'État, et exercent des activités sociales dans plusieurs

¹⁰⁶ « the process by which immigrants build social fields that leads together their country of origin and their country of settlement ».

Nina Glick Schiller, Linda Basch et Cristina Szanton Blanc. « Transnationalism: A New Analytic Framework for Understanding Migration ». *Annals of New York Academy Sciences*. 645.1 (1992). p. 1.

¹⁰⁷ Nina Glick Schiller, *et al.* p.1

¹⁰⁸ « intersocietal intercourse » Robert Keohane et Joseph Nye, « Transnational Relations and World Politics : an Introduction », *International Organizations*, 25.3 (1971). p. 330.

¹⁰⁹ Robert Keohane et Joseph Nye, p.331.

¹¹⁰ Robert Keohane et Joseph Nye, p.330.

¹¹¹ Steven Vertovec. « Migrations and Other modes of Transnationalism: Towards conceptual Cross-Fertilization ». *The International Migration Review*. 37.3. (2003). p. 645.

¹¹². Steven Vertovec, p. 644.

pays. Cette première approche, bien qu'éclairant le rôle des activités qui échappent au contrôle de l'État, est considérée comme trop large par certains chercheurs pour vraiment rendre compte de la transnationalité des populations migrantes. Dix ans après cette première réflexion, James Rosenau s'intéresse à l'interdépendance dans le monde des affaires¹¹³ et souligne l'importance croissante des associations et des relations qui émanent des individus et non du gouvernement. Il rejoint la réflexion de Keohane et Nye qui déplorait le manque d'attention accordé aux relations transnationales et à leur rôle dans la politique internationale. Selon Rosenau, ces nouvelles forces sociales ont le potentiel pour transformer radicalement les modes d'action collective. Il soulève également le fait que le vocabulaire et les méthodes utilisées pour étudier la société sont obsolètes. Le terme « d'interdépendance » est envisagé comme une solution mais à court terme car inadéquat¹¹⁴. Déjà en 1980, on voit deux thèmes récurrents se dessiner : le besoin d'un vocabulaire adapté pour décrire et étudier les phénomènes sociétaux, et la délimitation de ce qui relève du transnationalisme et de ce qui ne l'est pas, deux éléments encore débattus par les chercheurs aujourd'hui. Le travail de Rosenau pose également les bases d'une redéfinition des paradigmes selon lesquels la société est étudiée, et place non plus les états ou les gouvernements au centre mais l'individu, reconnaissant l'influence potentielle que ce dernier peut avoir dans la politique mondiale : « *international relations conducted by governments have been supplemented by relations among private individuals, groups, societies that can and do have important consequences for the course of events.* »¹¹⁵. C'est un débat au cœur des études transnationales, avec la remise en question du nationalisme méthodologique ou l'adoption de l'État-nation comme unité de référence pour étudier les sociétés¹¹⁶. Les réflexions théoriques de Keohane, Nye et Rosenau n'étaient pas encore des définitions, mais elles ont mis le doigt sur un phénomène jusqu'ici peu développé ou alors négligé.

¹¹³ James Rosenau. *The Study of Global Interdependence: Essays on the Transnationalization of World Affairs*. Frances Pinter: London, (1980),

¹¹⁴ Richard Little. Review.: Reviewed Work(s): « The New Interdependence: The European Community and the United States. », by Gordon K. Douglass; « The Study of Global Interdependence: Essays on the Transnationalization of World Affairs », by James N. Rosenau. *International Affairs* (Spring 1981).

¹¹⁵ James N Rosenau. *The Study of Global Interdependence: Essays on the Transnationalization of World Affairs*. Frances Pinter : London, 1980.p.1.

¹¹⁶ Andreas Wimmer et Nina Glick-Schiller. « Methodological Nationalism, the Social Sciences and the Study of Migration: An Essay in Historical Epistemology ». *International Migration Review*. (Automne 2003). 37.3. p.576.

Des études de cas, principalement centrées sur les Etats-Unis et les différents groupes qui cherchent à s'y installer témoignent également d'attitude et d'activités de la part des migrants qui vont bien au-delà du simple échange épistolaire ou financier, et qui ont une influence dans des domaines que l'on ne soupçonnait pas jusque-là. La définition de Nina Glick-Schiller et de ses consœurs, proposée au début de ce paragraphe est donc la première réelle tentative de définition d'un phénomène qui était décrit et observé, mais non conceptualisé. Elle répond à un décalage entre le vocabulaire à disposition des chercheurs en sciences sociales et ce qu'ils observent. Cette définition prend en compte les considérations émises jusque-là, et place l'individu au cœur de ces liens transnationaux, qui se forment et se développent en dehors donc du contrôle de l'État, mais non en dehors de son influence. Les liens transnationaux ne sont pas fixes et évoluent en fonction de nombreux facteurs, ce qui rend l'élaboration d'une définition d'autant plus difficile.

1.1.2 Une évolution qui suit celle de la société

Les relations transnationales sont influencées par différents facteurs tels que la classe, le niveau socio-économique, l'expérience personnelle et collective de la migration. La modification de ces liens et attitudes – intensité ou déclin – sont dues à ces contextes changeants. Trois facteurs sont à prendre en compte lorsqu'on analyse les attitudes transnationales des migrants : 1) le contexte international, tel que les relations diplomatiques entre les régions concernées ou l'importance et le poids des pays sur la scène internationale, 2) le contexte national, que ce soit la législation en matière d'immigration dans le pays de résidence, l'attitude du gouvernement du pays d'origine envers ses ressortissants à l'étranger ou la situation politique et économique des pays concernés et enfin 3) les avancées dans le domaine de la communication et des transport. Ce dernier point peut sembler anodin, mais en réalité il conditionne et influence les attitudes transnationales des migrants dans une proportion que peu de chercheurs soupçonnent.

1.1.2.1 Changements géopolitiques et nouvelles identités

Les années 1990 ont vu des bouleversements géopolitiques importants, tels que le démantèlement de l'URSS (1990), la réunification de l'Allemagne (1990-1991), la libération de Nelson Mandela (en 1991, suivie de son élection à la présidence en Afrique du Sud en 1994), les génocides en Bosnie (1992) et au Rwanda (1994) et le retour de Hong-Kong à la Chine (1997). Ces événements, avec l'avènement d'internet et les améliorations dans le

domaine du transport ont fortement pesé sur les vagues migratoires, amené à la reconnaissance nationale de nouvelles populations et introduit la notion de réfugié, un statut récent¹¹⁷. Des pays autrefois satellites de l'URSS ont éprouvé des difficultés économiques et politiques à la suite de leur indépendance retrouvée et certains migrants ont décidé de partir à la recherche d'un meilleur avenir, avec leur nouvelle identité culturelle. Le contexte international est rarement un contexte de paix universelle et des pays sont souvent en conflits plus ou moins ouverts, sur des questions politiques, économiques ou religieuses. Dans un contexte d'alliance réciproque, la neutralité est rare et chaque pays doit se positionner, ce qui peut mettre les migrants dans une position difficile. C'est cette inévitable prise de position qui influence la façon dont les migrants sont perçus et qui soulève la question de la loyauté évoquée précédemment, car les migrants doivent à leur tour faire un choix. Des liens fréquents et denses avec un pays en conflit ouvert avec le pays de résidence pourraient créer une situation difficile pour les migrants. Aujourd'hui, les pays dont les ressortissants se trouvent à l'étranger cherchent à conserver et même renforcer la loyauté de leurs citoyens expatriés. Plutôt que de les considérer comme des traîtres, ils en font des ambassadeurs informels¹¹⁸, leur accordant un statut politique particulier, qui se traduit par un statut social amélioré à la fois dans le pays d'accueil (interlocuteurs reconnus) et dans le pays d'origine (importance sociale). L'obtention de la double nationalité, élément fortement politisé, offre la possibilité aux migrants de rester politiquement et socialement actifs dans le pays d'origine. Comme expliqué plus haut à propos des liens politiques, la notion de « double loyauté » peut être une source de méfiance pour la société d'accueil. Un contexte de paix internationale incite généralement les gouvernements à accepter davantage les loyautés multiples, mais toute tension réactive leur méfiance¹¹⁹. Le contexte international est donc indissociable des études transnationales.

1.1.2.2 Des spécificités nationales

Les premières études sur le contexte du transnationalisme concernaient les Etats-Unis, terre d'immigration par excellence. L'attrait économique de la première puissance mondiale,

¹¹⁷ Saskia Sassen, *Guests and Aliens*, The New Press : New York, (1999). p. 95-96.

¹¹⁸ Luis E Guarnizo et Michael Peter Smith. « The location of Transnationalism » dans Michael Peter Smith and Luis E Guarnizo (eds) *Comparative Urban and Community Research*, Transaction: New Brunswick, (1998), p.8.

¹¹⁹ Roger Waldinger, « "Transnationalisme des immigrants et présence du passé ». *Revue européenne des migrations internationales*. 22.2. (2006), p 11.

conjugué aux difficultés politiques et financières de certains pays d'Amérique centrale, d'Amérique du Sud et des îles à proximité, ont tout naturellement attiré les regards des chercheurs. Mais le contexte est différent pour l'Europe en général et pour chaque pays en particulier. La France et la Grande-Bretagne ont majoritairement accueilli des migrants originaires des anciennes colonies de leur empire, tandis que l'Allemagne employait des migrants pour la plupart originaire de Turquie et des pays du sud de l'Europe¹²⁰. Certains migrants originaires du Zimbabwe par exemple, estiment qu'ils ont le droit de résider en Grande-Bretagne, selon un principe de colonisation inversée. Selon eux, la Grande-Bretagne ayant utilisé les ressources de leurs pays d'origine lors de la colonisation, ce n'est que justice, qu'à leur tour ils utilisent les ressources de ce pays¹²¹. Cet exemple est particulier, mais démontre les liens – parfois problématiques – qui peuvent influencer les relations entre les pays. Les migrants ont fait partie d'un ensemble qui, même s'il n'existe plus selon les mêmes termes aujourd'hui, les liait avec le pays colonisateur, mais également avec les autres colonies. Chaque pays européen a adopté des politiques différentes vis-à-vis des migrants qui entraient sur son territoire : alors que la Grande-Bretagne a encouragé la diversité ethnique, la France a davantage mis l'accent sur l'assimilation et le refus de la diversité ethnique dans la sphère publique. En Grande Bretagne, les politiques multiculturalistes apparaissent vers les années 1970, mais sont critiquées dès le début des années 1980.

Parce que le transnationalisme suppose la possibilité pour ceux qui le souhaitent de conserver des éléments de leur culture d'origine tout en résidant dans une société autre, il est souvent lié au multiculturalisme, une politique sociale et économique adoptée à différents niveaux par certains gouvernements européens, et qui visait à gérer l'intégration des migrants dans les sociétés occidentales. Les deux phénomènes sont pourtant bien différents : alors que le multiculturalisme émane de l'État, le transnationalisme trouve son origine parmi les individus, qu'ils soient regroupés et organisés en associations ou non. Mais en tant que politique, le multiculturalisme a une influence sur les attitudes transnationales des individus.

La notion d'Europe et d'institution supranationale ne se retrouve pas dans les études sur les Etats-Unis et ajoute un niveau d'influence. L'intention derrière le maintien de liens

¹²⁰ Alan Manning. « Feature: The introduction of immigrants and their Children in Europe: introduction », *The Economic journal*. 120.542. 2010. p. F1.

¹²¹ Dominic Pausura, « Competing Meanings of the Diaspora: the Case of Zimbabweans in Britain », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 36.9, (2010), p.1448.

transnationaux n'est pas la même et les influences sont différentes, faisant du transnationalisme européen un phénomène différent dans ses expressions. Les discriminations et leur pénalisation ont créé un contexte favorable ou défavorable au maintien d'une connexion plus ou moins visible et plus ou moins développée avec le pays d'origine. L'impact des discriminations propulse les non-migrants sur le devant de la scène, comme acteurs/influence dans la transnationalité de ceux qu'ils côtoient¹²², ce qui peut s'avérer particulièrement déterminant pour les enfants de la seconde génération. Les moqueries subies à l'école peuvent déterminer la nature des relations que le jeune entretiendra avec son pays d'origine¹²³.

Cette distinction est importante car les raisons qui poussent un migrant ou un groupe de migrant à entretenir des liens en vue d'un but précis dépendent de l'histoire personnelle, du contexte national et du contexte international. Faire correspondre la société kurde au Kurdistan ou faire l'amalgame entre migrants kurdes et migrants turcs, c'est passer à côté de ce qui motive vraiment les liens transnationaux. Dans le cas des Chypriotes, le cœur du problème réside également dans cette multitude d'influence, à savoir les gouvernements grec et turcs, ainsi que les gouvernements chypriote-grec et chypriote-turc. Être originaire de Chypre ne signifie pas être originaire de toute l'île, cela signifie être seulement originaire d'une partie de l'île, avec ses traditions et ses influences historiques. Pour les Chypriotes, il y a cette possibilité de créer une nouvelle identité chypriote une fois à l'étranger. Ils ne sont pas originaires de la République de chypre ou de la zone occupée, mais de l'île de Chypre dans son ensemble. L'état d'esprit n'est pas le même et conditionne les relations avec chacun des acteurs.

La situation politique et économique d'un pays a aussi une incidence sur la migration et sur le maintien des liens et les attitudes transnationales des migrants. Deux cas de figure se présentent ici. Soit les mouvements de réfugiés provoqués par des bouleversements politiques et sociaux profonds de la société obligent une partie de la population, ou une minorité ethnique à partir - ces mouvements sont généralement à la base des diasporas-, ou bien les migrants quittent leur pays à la recherche d'un travail et de meilleures conditions de vie. L'explosion de la démographie, ainsi que le changement dans l'économie de travail (d'une économie

¹²² Peggy Levitt et Nadya Jaworsky, p. 142.

¹²³ Lotta Haikkola, « Making Connections: Second-Generation Children and the Transnational Field of Relations », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 37.8, (2011), p.9.

ouvrière à une économie de service) a précipité la montée du chômage dans des pays encore peu développés comme Chypre ou certaines îles des Antilles¹²⁴. Des difficultés économiques achèvent de créer une situation où l'offre et la demande ou des facteurs de répulsion et d'attraction (*push-pull* en anglais) provoquent le mouvement des populations, majoritairement du ou des Suds vers le Nord, des pays en développement vers des pays développés. Enfin, des événements exceptionnels comme des catastrophes naturelles agissent inévitablement sur les attitudes, mais ce changement reste ponctuel. Certains de ces événements peuvent éclairer les décisions prises ensuite concernant le maintien d'une connexion avec le pays d'origine ou l'internalisation dans le pays de résidence. L'expérience de la migration n'est pas la même en fonction du contexte national de départ.

Enfin, la législation des pays conditionne les relations que les migrants peuvent entretenir avec leur pays d'origine, en favorisant ou en stigmatisant leurs attitudes. Les politiques migratoires et d'intégration, la pénalisation des attitudes racistes ou xénophobes dans le domaine du travail ou du logement, sont autant de facteurs permettant aux migrants de se sentir protégés. Ils se sentent en confiance pour créer des associations culturelles ou politiques, mais sont également plus enclins à collaborer avec les pouvoirs locaux.

1.1.2.3 Des connexions facilitées

Les migrants fonctionnent à l'aide de réseaux. Ce sont ces réseaux de personnes-ressources qui leur permettent de s'installer ou de trouver un travail à leur arrivée, mais ce sont aussi des constituants de leur capital social, des personnes qu'ils peuvent mobiliser si le besoin s'en fait ressentir. Plus le capital social est développé plus il est possible pour les migrants de prospérer et d'atteindre des objectifs qu'ils se sont fixés. Les SMS, les courriels, les vidéos-chats sont autant de possibilité de renforcer ces liens, tout comme les mariages, la participation aux événements culturels et l'adhésion à une association¹²⁵. Les technologies de l'information et de la communication (TIC) et leur utilisation ont donc des implications majeures.

¹²⁴ Panikos Panayi, *An Immigration History of Britain. Multicultural Racism since 1800*. Pearson Educating Ltd: Harlow, (2010), p. 49.

¹²⁵ Steven Vertovec. « Migration and Other Modes of Transnationalism : Towards Conceptual Cross-Fertilization ». *The International Migration Review*. 37.3 (2003). p. 648.

Les avancées technologiques dans le domaine de la communication mais aussi du transport ont souvent été désignées comme un facteur expliquant la plus grande visibilité des attitudes transnationales, rapprochant les migrants de leurs familles et réduisant virtuellement la distance les séparant. Elles ont permis une plus grande mobilité des personnes, des biens et des idées. L'avènement d'internet, des téléphones sans fil puis des smartphones mais aussi des compagnies de voyage *low-cost*, sont des outils formidables à la disposition des migrants pour garder le contact avec leur famille, mais l'impact de ces évolutions ne s'arrête pas là. L'utilisation des satellites Ku-Bande et de la compression digitale ont rendu un contenu ethnique local accessible aux migrants se trouvant à l'étranger¹²⁶, tel que des émissions dans la langue maternelle ou des flashes d'information à propos de leur pays... Cela leur permet de rester informé en temps réel de la situation politique, économique et sociale de leur pays, et les réseaux sociaux et autres moyens de communication leur permettent de réagir et d'interagir immédiatement avec leur famille sur des événements importants. Cette proximité change le rapport que les migrants ont au monde et la façon dont ils se considèrent. Cette possibilité de rester impliqué dans la vie politique et sociale de leur pays d'origine tout en résidant et en étant potentiellement impliqué dans une autre vie politique et sociale, pose la question de la construction identitaire du migrant dans cette nouvelle ère numérique. Internet devient un espace de lutte pour ceux qui ont été obligés de partir à cause de menaces. La densification ou l'intensification des liens transnationaux rendues possible par ces nouvelles technologies prend une signification plus profonde lorsqu'on l'envisage dans le cadre d'un militantisme politique. Conjugée à la possibilité pour un nombre croissant de migrants d'avoir la double nationalité et donc de voter et d'agir à la fois dans le pays d'origine et dans celui de résidence, les nouvelles technologies soulèvent un certain nombre d'interrogations, parfois déjà existantes, comme la méfiance des gouvernements face à la question de la double allégeance des migrants ou la cohésion sociale¹²⁷, mais également de nouvelles interrogations concernant l'émergence de « communautés imaginées » et la citoyenneté, à savoir comment les migrants se considèrent vis-à-vis des différentes sociétés dans lesquelles ils évoluent. Les migrants passent d'une situation d'alternance entre les deux pays/ aires culturelles/ sociétés à une coprésence, voire une simultanéité. Ils peuvent regarder les infos de leur pays d'origine

¹²⁶ Mihaela Nedelcu, « (Re)penser le transnationalisme et l'intégration à l'ère du numérique. Vers un tournant cosmopolitique dans l'étude des migrations internationales ? », *Revue européenne des migrations internationales*, 26.2, (2010). p. 42.

¹²⁷ Mihaela Nedelcu, p.42.

sur une chaîne câblée tout en suivant l'actualité du pays où ils résident sur leur téléphone. Ils peuvent également réagir en direct avec d'autres membres de leur famille via Skype® par exemple, comme s'ils étaient présents physiquement. Dans le cas de la société civile, les réseaux sociaux et internet sont un moyen de réduire les distances entre les personnes qui partagent le même intérêt, que ces personnes résident dans le pays d'origine, dans le pays où ces associations sont établies ou encore dans d'autre pays accueillant des membres de cette diaspora. Ces nouvelles possibilités ne signifient pas pour autant que les migrants se désintéressent de la société d'accueil. Au contraire, savoir qu'ils peuvent garder une connexion facile avec leur pays d'origine les rend plus disponibles pour s'intégrer dans le pays d'accueil.

Le transnationalisme n'est pas un phénomène linéaire, et son étude requiert de nombreux jalons méthodologiques, sur lesquels les chercheurs ne s'accordent pas toujours. La connectivité des personnes entre elles semble réduire la taille de la planète et augmente l'impact du plus petit événement. La transnationalité des migrants (le fait d'entretenir des liens transnationaux) étant si fluctuante, il est difficile d'arriver à une définition ferme et définitive du phénomène. Les débats sur le transnationalisme nous éclairent sur la nature même de ce phénomène.

1.1.3 Débats autour du transnationalisme

L'étude d'un phénomène et de ses manifestations présuppose que le terme adopté pour le décrire recouvre la même réalité pour tous. Or, le transnationalisme est loin de faire l'unanimité¹²⁸. À la suite des ouvrages de Nina Glick Schiller, Linda Basch et Cristina Szanton Blanc¹²⁹, des études de cas ont décrit des occurrences positives de ce phénomène, célébrant le transnationalisme comme une expérience enrichissante à la fois pour les migrants et pour les pays concernés tant sur le plan culturel qu'économique¹³⁰. Cet engouement vient du fait que ce changement de perspective dans l'étude des migrations permettait d'expliquer

¹²⁸ Winfried Fluck, « A New Beginning ? Transnationalisms ». *Literary History*. 42.3, (été 2011), p.365.

¹²⁹ Nina Glick Schiller, Linda Basch, et Cristina Szanton Blanc. *Nations Unbound: Transnational Projects, Postcolonial Predicaments, and Deterritorialized Nation-States*. Gordon and Breach: Basel, 1993.

Nina Glick Schiller, Linda Basch et Cristina Szanton Blanc. « Transnationalism: A New Analytic Framework for Understanding Migration », *Annals of New York Academy Sciences*. 645.1. (July 1992).

¹³⁰ Winfried Fluck, p. 365.

plus adéquatement les attitudes des migrants. Cette nouvelle façon d'envisager les relations des migrants avec le pays d'origine et celui de résidence a été le point de départ de nombreuses théories. Les chercheurs en sciences sociales s'intéressaient désormais aux migrants en tant qu'acteurs à part entière de ces relations. Le changement de point de vue qui a permis de mieux comprendre les attitudes des migrants s'est étendu à tous les acteurs concernés y compris les non-migrants et les gouvernements. Quatre éléments auraient facilité ce changement de point de vue de la part des chercheurs¹³¹ :

- 1) Les évolutions technologiques, qui réduisent à la fois le coût et la distance
- 2) Le passage du *melting-pot* au multiculturalisme, « légitimant l'expression de loyautés avec le pays d'origine »
- 3) Le développement du nationalisme, de la construction de l'identité nationale dans la société du pays d'origine
- 4) L'importance croissante des Droits de l'Homme (post-nationalisme), qui « diminue la différence entre les « nationaux » et les « étrangers » ».

Winfried Fluck estime même que ce nouveau sujet d'étude a permis de réinterpréter certains faits, comme la construction de l'identité américaine :

« Moreover, American culture gains a quasi-in-built cosmopolitan dimension. It is now a part of a happy global mélange in which it feels quite at home, because the global dominance of American culture receives an entirely new explanation: it can now be attributed to the fact that American culture is already in itself constituted by diversity and has thus anticipated an international trend toward cosmopolitanism¹³² »

Cette première vision du transnationalisme est qualifiée de transnationalisme esthétique¹³³. Le transnationalisme est vu comme le résultat positif et enrichissant de ces facteurs, permettant à la fois aux migrants de résister à l'assimilation par le pays d'accueil mais aussi permettant la création d'une culture hybride, profitable aux migrants et à la société

¹³¹ Roger Waldinger. « 'Transnationalisme des immigrants et présence du passé ». *Revue européenne des migrations internationales*, 22.2, (2006). p. 4.

¹³² Winfried Fluck, p. 365.

¹³³ Winfried Fluck, p. 367.

d'accueil. Toutes les attitudes des migrants sont observées à l'aune du transnationalisme, et sont décrites comme extrêmement positives¹³⁴.

¹³⁴ Winfried Fluck, p. 367.

1.1.3.1 Pertinence du transnationalisme comme nouvel objet d'étude

Si les effets bénéfiques du transnationalisme ne doivent pas être minimisés, il s'agit néanmoins d'une vision réductrice du phénomène et de ses implications. Les vagues migratoires n'ont jamais existées indépendamment d'autres acteurs, tels que les gouvernements. Ces derniers étaient déjà impliqués dans la vie de leurs ressortissants au début du 20^e siècle¹³⁵, posant la question de savoir si les facteurs d'évolution évoqués plus haut ont réellement changé la donne. Comme le soulignent Alejandro Portes, Luis E Guarnizo et Patricia Landolt, utiliser un mot de vocabulaire pour décrire un phénomène déjà existant n'apporte rien. Les termes « transnationalisme » et « transmigrant » sont aussi remis en question. Ce scepticisme face aux découvertes des années 1990 s'expliquent en partie par cet engouement exagéré pour les retombées positives du transnationalisme, avant de même de s'assurer qu'il s'agissait bien là d'un nouveau champ d'étude. Trois éléments sont nécessaires selon Alejandro Portes et al., pour parler d'un nouveau phénomène dans les sciences sociales :

- 1) Le processus doit impliquer une proportion significative de personnes appartenant à un milieu pertinent (ici, les immigrants et leurs pays d'origine)
- 2) Les activités observées ne doivent pas être fugaces ou exceptionnelles, mais posséder une certaine stabilité au fil du temps
- 3) Le contenu de ces activités ne doit pas faire partie d'un concept préexistant, ; le nouveau terme devenant alors redondant¹³⁶.

Puis, si ces trois conditions sont remplies, vient le moment de délimiter le phénomène, c'est-à-dire décider ce qui en fait partie et ce qui relève d'un autre phénomène, voire d'aucun phénomène du tout. Si toutes les attitudes migratoires relèvent du transnationalisme, alors aucune n'en fait partie¹³⁷. Il y a donc ici une réelle question, puisque les historiens ont démontré que ce qu'on a appelé transnationalisme au début des années 90 existait déjà depuis des années. Mais la définition du transnationalisme a évolué depuis sa première occurrence, pour désigner un ensemble d'attitudes bien particulières. Si le transnationalisme se définit

¹³⁵ Nancy Foner, p. 2485.

¹³⁶ Alejandro Portes, Luis E Guarnizo et Patricia Landolt. « The Study of Transnationalism: Pitfalls and promise of an Emergent Research Field ». *Ethnic and Racial Studies*, 2.2 (1999). p. 219.

¹³⁷ Alejandro Portes *et al.*, "The Study of Transnationalism", p. 219.

seulement comme ces liens sporadiques, alors il n'y a rien de nouveau. Bien qu'il existe autant de manière d'être transnational que de migrants, certains points communs peuvent être observés. Des contacts sociaux réguliers et soutenus sur le long terme démontrent une volonté de la part du migrant de conserver un lien spécial qui va au-delà des attitudes habituelles des migrants. Inévitablement la reconnaissance de cette volonté de connexion de la part du migrant amène la question de la raison de ce désir. Se rendre dans son pays régulièrement pour y revoir sa famille est-elle une attitude qui sort de l'attitude « ordinaire » ou « normale » d'un migrant ? Formulé autrement, cette attitude résulte-t-elle d'un désir particulier, d'un plan avec un dessein (politique, économique ou autre) ou bien est-elle dénuée de tout projet sous-jacent ? C'est là, dans l'intention, que se trouve la différence entre des attitudes transnationales et une expérience migratoire « normale ». C'est également ce qui fait la différence entre un agrégat de liens transnationaux et un champ social¹³⁸. Des attitudes de migrants, perpétrées sans aucun projet si ce n'est celui d'offrir un cadeau ou de rendre visite à sa famille, même mises bout à bout, ne constituent pas un champ social. En revanche, si les relations transnationales sont maintenues en vue d'un projet, il ne s'agit plus de relations disparates, mais d'un effort coordonné.

Une deuxième vision du transnationalisme apporte une autre indication. La raison pour la création et le maintien des liens transnationaux, tout comme la portée de ces liens diffèrent selon les migrants. Grâce aux technologies, les liens se forment plus vite et échappent pour la plupart au contrôle des gouvernements. Les mouvements sociaux deviennent une force sociale qui gagne en vitesse bien plus rapidement qu'avant. Le transnationalisme politique est envisagé comme un agent de changement politique¹³⁹. Les différents acteurs impliqués – volontairement ou malgré eux – dans les relations transnationales (les migrants, les gouvernements, les responsables de la société civile, mais aussi les non-migrants) sont des acteurs politiques potentiels¹⁴⁰. Le transnationalisme donne une voix à ceux qui se trouvent à la périphérie, en permettant un engagement politique ou économique et en rendant possible des rencontres et des alliances avec des acteurs dans les deux sociétés. Cet aspect intrinsèquement politique du transnationalisme diffère quelque peu des relations des migrants

¹³⁸ Paolo Boccagni. « Revisiting the « Transnational » in Migration Studies: a Sociological understanding ». *Revue européenne des migrations internationales*. 28.1. (2012), p.41.

¹³⁹ Winfried Fluck, p.372

¹⁴⁰ Saskia Sassen. « The Repositioning of Citizenship and Alienage: Emergent Subjects and Spaces for Politics ». *Globalizations*. 2.1.(Mai 2005), p.80, p.91.

au début du siècle. En effet, les liens transnationaux étaient créés pour aider le migrant à survivre dans un nouveau pays. Certains de ces liens s'étaient transformés en force politique, mais souvent les migrants conservaient uniquement l'aspect culturel. Si l'intention et l'effet est différent des phénomènes observés jusque-là, alors le transnationalisme est bel et bien un nouvel objet d'étude. Il est cependant de préciser ce qui relève du transnationalisme, afin de ne pas tomber dans l'écueil dans faire un terme « fourre-tout ».

1.1.3.2 Un phénomène difficile à définir

La question qui divise les chercheurs, c'est ce qui est réellement entendu lorsque l'on parle de transnationalisme. Au fur et à mesure de son étude, le phénomène est devenu de plus en plus ambigu¹⁴¹. Les liens décrits dans les cinq domaines sont observables et attestent sans aucun doute d'un lien entre pays d'origine et pays d'accueil via les migrants. Mais à partir de quand peut-on parler de transnationalisme ? Et qu'est-ce qui est vraiment observé ? S'agit-il d'individus, de réseaux sociaux ou de structures sociales plus développées ? L'institutionnalisation des associations et structures sociales changent-elles la façon dont les attitudes transnationales sont étudiées ? L'intensité et la densité des liens ainsi que les acteurs à l'origine et récipiendaires de ces liens sont autant de facteurs pesant sur les attitudes des migrants. Paolo Boccagni distingue trois niveaux d'institutionnalisation :

1) Les liens avec la famille ou un réseau de proches. Ces liens reposent sur la solidarité et la confiance.

2) des circuits qui permettent une constante circulation des biens, des personnes ou des informations et

3) les communautés dont les liens solidaires dépassent les limites données d'un territoire¹⁴².

Ce dernier degré reste en réalité assez rare car les liens entretenus sont souvent trop lâches pour vraiment correspondre à cette définition, ce qui nous ramène à la question de savoir à partir de quand on parle de transnationalisme. Les premières définitions incluaient le mouvement constant des personnes à travers les frontières ainsi que des pratiques

¹⁴¹ Michael Peter Smith et Luis E. Guarnizo (ed), « Transnationalism from Below ». *The Location of Transnationalism*, Transaction : New Brunswick, (2000). p.3

¹⁴² Paolo Boccagni, « Revisiting the “Transnational” in Migration Studies: A Sociological Understanding ». *Revue européenne des migrations internationales*, 28.1, (2012), p. 41.

occasionnelles comme l'envoi d'argent, de cadeaux ou de colis dans le pays d'origine¹⁴³. Cette description se trouva vite trop large, englobant toutes les pratiques migratoires, qui se sont trouvées facilitées avec l'avènement des trajets *low-cost*. Une deuxième définition inclut uniquement des contacts sociaux réguliers et soutenus sur le long terme¹⁴⁴. Ici les voyages occasionnels pour rendre visite à la famille restée dans le pays d'origine ne sont pas pris en compte, mais l'achat, le commerce et la consommation de produits ethniques sont en revanche inclus. Enfin une troisième définition décrit le transnationalisme comme la création de champs sociaux denses à travers lesquels les personnes, les produits, les idées, l'argent, l'information et les pratiques circulent. Des distinctions ont été apportées pour hiérarchiser ou tout du moins organiser la nature des relations.

Les termes de « large », et « étroit » pour décrire les pratiques transnationales ont vu le jour. La différence réside dans la densité des activités : un transnationalisme étroit correspond à des activités fortement institutionnalisées et un flux constant de personnes entre les deux pays. Les migrants pratiquant un transnationalisme étroit sont par exemple membres de partis politiques dans le pays d'origine. Tandis qu'un transnationalisme large se compose de voyages sporadiques et d'activités peu institutionnalisées¹⁴⁵. Une autre distinction (*core/expanded*) fait la différence entre des pratiques individuelles récurrentes, et des réponses occasionnelles à des catastrophes naturelles ou des crises politiques¹⁴⁶. Ces différentes appellations tendent à montrer une réticence de la part des chercheurs à laisser de côté certaines attitudes qui ne seraient que des liens ponctuels ou des attitudes migratoires observées depuis des années. Il faut pourtant distinguer les nombreuses attitudes des migrants, non pas en partant de la « normalité » mais au contraire en s'intéressant à ce qui sort de l'ordinaire. Les outils méthodologiques adoptés pour décrire l'attitude des migrants une fois arrivés dans un pays étranger seront toujours imparfaits car il y a une multitude de façons de vivre l'éloignement et la distance. Les migrants se sont toujours préoccupés de leur pays en

¹⁴³ Nina Glick Schiller, Linda Basch et Cristina Szanton-Blanc. *Nations Unbound: Transnational Projects, Postcolonial Predicaments, and Deterritorialized Nation-States*. Gordon and Breach: Basel, 1993. p. 84.

¹⁴⁴ Alejandro Portes, Luis E. Guarnizo et Patricia Landolt, « The Study of Transnationalism: Pitfalls and Promise of an Emergent Research Field ». *Ethnic Racial Studies*, 22.2.(1999). p. 231.

¹⁴⁵ Jose Itzigsohn, Carlos Dore-Cabral, Esther Hernández Medina et Obed Vasquez. « Mapping Dominican Transnationalism: Narrow and Broad Transnational Practices » *Ethnic and Racial Studies*, 22.2, (1999) p. 324.

¹⁴⁶ Jorge Duany. *Blurred Borders: Transnational Migration between the Hispanic Caribbean and the United States*. University of North Carolina Press: Chapel Hill, (2011). p. 22

cas de crise politique majeure ou de catastrophe naturelle, par des collectes de fonds, de l'envoi de matériel, etc. Ce sont les liens entretenus *entre* ces événements ponctuels qui sont au cœur des études transnationales.

Le deuxième point de contention concerne les instigateurs de ces liens. Les liens transnationaux se développent en dehors du contrôle direct de l'État, mais cela laisse une abondance d'acteurs potentiels : des multinationales, des associations institutionnalisées ou des mouvements citoyens créés et gérés par des migrants. Les réseaux terroristes tout autant que les ONG créent des liens avec une société ou un pays différent de celui dans lequel ils sont implantés, créant des liens transnationaux en dehors du contrôle de l'État. Ils correspondent donc parfaitement à la définition du transnationalisme. Ils ont également un but, un projet qui motive ces attitudes. Michael Peter Smith et Luis E Guarnizo distinguent le transnationalisme *from above*, ou transnationalisme du haut qui est initié par des élites puissantes et des institutions mondialement reconnues, telles que des multinationales comme Mc Donald's, Microsoft, mais aussi l'Église catholique, et un transnationalisme *from below* ou du bas, qui est initié par des associations citoyennes et inclurait des petits commerces ou des mouvements écologiques gérés par les migrants¹⁴⁷. Qu'il s'agisse de multinationales ou d'associations citoyennes, la définition du transnationalisme s'applique (créer des liens en dehors de l'impulsion du gouvernement), même s'il est évident qu'il ne s'agit pas du même type de transnationalisme.

Bien qu'ils correspondent en théorie à la définition du transnationalisme, les liens entretenus par des multinationales ne découlent pas des mêmes problématiques. Premièrement, il n'y a pas réellement de pays d'accueil. Les raisons qui ont poussé McDonald's ou Microsoft à s'implanter dans d'autres pays ne résultent pas d'un désir de connexion avec un pays d'origine. D'ailleurs, on emploie davantage le terme « multinational » pour parler d'organisations commerciales ou financières, par opposition à des associations ou des communautés « multiculturelles ¹⁴⁸ ». L'identité locale ou régionale s'oppose à l'identité nationale Il manque donc encore une distinction pour ne pas mettre sur le même plan par exemple une association écologique péruvienne gérée par des migrants péruviens qui militent depuis l'étranger pour la protection des ressources naturelles de leur

¹⁴⁷ Luis. E Guarnizo et Michael Peter Smith. « The location of Transnationalism » dans Michael Peter Smith and Luis E Guarnizo (eds) *Comparative Urban and Community Research*, Transaction: New Brunswick, (1998). p.3

¹⁴⁸ Patricia Clavin. « Defining Transnationalism » *Contemporary European History*, 14.4. (2005) p.439.

pays d'origine et une entreprise qui cherche simplement à atteindre une reconnaissance internationale. Toutes ces distinctions peuvent se recouper, mais aussi s'exclure et il devient difficile de définir avec exactitude à quel type de transnationalisme telle ou telle attitude appartient. Mais il en ressort globalement une dichotomie entre des liens et des relations habituelles individuelles et des liens plus lâches orientés vers une autre optique (uniquement commerciale ou pour se donner bonne conscience).

Enfin, un dernier point concerne les pays ou les sociétés liées grâce aux liens transnationaux. Les premières études de cas faisaient de l'État-nation l'unité principale d'étude des migrations¹⁴⁹. Mais une analyse de la géopolitique et de la géographie actuelle montre bien que ce n'est pas le cas. À l'intérieur même des états se trouvent différentes sociétés, chacune avec leurs caractéristiques. Des migrants italiens originaires de l'Émilie-Romagne, une région industrialisée du nord du pays, n'auront certainement pas les mêmes besoins ou attitudes que des migrants originaires des Pouilles, région rurale du Sud en difficulté financière. C'est encore plus vrai pour des pays en développement, pour lesquels les inégalités sont parfois flagrantes, comme l'Inde, ou pour des pays dont les frontières ne tiennent pas compte de l'histoire des territoires nationaux et culturels précoloniaux comme c'est le cas dans de nombreux pays africains (par exemple, la Somalie et l'Érythrée). Les frontières d'une société ne sont plus équivalentes aux frontières d'un état. Cela signifie aussi qu'une société ou un groupe peut subir l'influence de plusieurs législations. On parle alors davantage de région voire de *locus* ou *loci*. Comme l'expliquent Michael Peter Smith et Luis Guarnizo : « *translocal relations are constituted within historically and geographically specific point of origin and migration established by transmigrants* ¹⁵⁰ ». L'origine des migrants étant si spécifique, il apparaît normal qu'ils souhaitent conserver des éléments de leur culture. C'est pourquoi certaines études portaient du principe que les liens transnationaux étaient en opposition avec une complète intégration dans la société d'accueil.

¹⁴⁹ Andreas Wimmer et Nina Glick Schiller. « Methodological Nationalism, the Social Sciences and the Study of Migration : An Essay in historical Epistemology » *IMR*, 37.3. 2003.p.576

¹⁵⁰ Luis. E Guarnizo et Michael Peter Smith. « The location of Transnationalism » dans Michael Peter Smith and Luis E Guarnizo (eds) *Comparative Urban and Community Research*, Transaction: New Brunswick, (1998). p.13

1.1.3.3 Transnationalisme et intégration : une influence mutuelle

Le transnationalisme de certains migrants peut-il être interprété comme une forme de résistance ainsi que le suggéraient Nina Glick Schiller *et al.*¹⁵¹ Dans ce cas, le transnationalisme serait un obstacle à l'intégration des migrants dans la société d'accueil. Or, il a été démontré que le transnationalisme et l'intégration des migrants ne s'excluent pas mutuellement, bien au contraire. La loyauté - au centre des préoccupations nationales des pays concernés n'est pas synonyme d'un refus d'intégration. A l'inverse, l'intégration dans la société d'accueil, au point même de demander la double nationalité, ne s'accompagne pas forcément d'un désengagement progressif du pays d'origine. Les études récentes ont montré que le problème ne s'envisage pas en ces termes. Une plus grande stabilité dans le pays d'accueil permet de pouvoir engager des contacts avec le pays d'origine plus facilement¹⁵². Pour Roger Waldinger, ce que certains chercheurs appellent l'assimilation ou l'internalisation du migrant n'est qu'une « resocialisation », visant à aider le migrant à prospérer¹⁵³. Une meilleure éducation du migrant et de ses enfants peut mener à une meilleure compréhension et analyse des événements politiques du pays d'accueil et du pays d'origine. S'intégrer dans le pays d'accueil peut permettre au migrant d'obtenir un visa facilitant les allers-retours dans son pays d'origine. L'intégration dans la société d'accueil peut donc être une stratégie visant à faciliter les liens transnationaux. L'un ne signifie pas le déclin de l'autre.

Si l'intégration d'un migrant peut lui permettre de conserver un lien avec sa région d'origine plus facilement, elle est surtout la réalisation du projet qui l'a conduit jusque-là. Nuancer une affirmation ne veut pas dire adopter son contraire. Les migrants ont toujours besoin de s'intégrer dans la société d'accueil pour prospérer. Pour s'intégrer dans un pays et y prospérer il est préférable pour lui de montrer qu'il désire faire partie de cette société, notamment en adoptant les codes et les valeurs de ladite société. Cette intégration est une demande des gouvernements et des non-migrants de la société d'accueil, dans laquelle la

¹⁵¹ Nina Glick Schiller, Linda Basch et Cristina Szanton Blanc. *Nations Unbound*, p.46.

¹⁵² Luis Eduardo Guarnizo, Alejandro Portes et William Haller "Assimilation and Transnationalism", p.1232.

¹⁵³ Roger Waldinger. « Between 'Here' and 'There': Immigrant cross-border Activities and Loyalties ». *The international Migration Review*, 42.1, (2008), p. 8.

question de la double-loyauté peut faire l'objet de tensions et de modes de politisation défavorables aux migrants et à leurs descendants.

1.1.3.4 Le « mythe du retour »

Lorsqu'un migrant quitte sa région, que ce soit pour des raisons politiques ou économiques, il a généralement en tête l'idée de son retour. Celui-ci est conditionné aux changements de circonstances politiques dans le cas des diasporas. Pour les migrants économiques, le retour dépend de l'argent disponible ou de l'âge de la retraite. Le retour dans le pays natal semble être l'objectif de chaque migrant¹⁵⁴. Les migrants économiques ne travaillent dans un pays étranger que pour subvenir aux besoins de leur famille qu'elle vive avec lui ou qu'elle soit restée dans le pays d'origine. Nombreux sont ceux qui à l'heure de la retraite prévoient de repartir s'installer dans le pays d'origine où les liens transnationaux sociaux qu'ils ont entretenus leur ont conservé un certain statut social. Ils envisagent ainsi de profiter de l'argent qu'ils ont envoyé. Cette question du retour est ainsi au cœur des relations transnationales mises en place au début de la migration. Les migrants qui sont partis en laissant derrière eux un conjoint ou des enfants ont prévu de rentrer dans leur pays et sont donc plus susceptibles d'entretenir des liens avec leurs pays d'origine¹⁵⁵. Dans le cas de diasporas, le départ forcé et brutal de leur pays d'origine ne fait que renforcer cette envie de retourner dans ce pays, qui devient peu à peu un idéal. L'idée du retour est romancée, idéalisée, associée à un état parfait des choses.

En réalité, les migrants qui retournent définitivement dans leur pays d'origine sont peu nombreux. La première raison en est qu'ils finissent par s'intégrer dans le pays d'accueil. Ils y ont un certain confort économique, ils jouissent même peut-être d'une position sociale ou même politique intéressante. Pour défendre leurs intérêts, certains migrants se sont même présentés aux élections locales afin de pouvoir peser sur les décisions prises affectant les

¹⁵⁴ Peter J Spiro, *At Home in Two Countries: the Past and Future of Dual Citizenship*, N.c: NYU Press, (2016), p. 136.

Blanchard Melissa et Sirna Francesca, «Migrations de retour dans les Alpes italiennes : mobilités, «cittadinanza» et sentiment d'appartenance », *Revue européenne des migrations internationales*, 33.2-3,(2017), p.301.

¹⁵⁵ Luis Eduardo Guarnizo, Alejandro Portes et William Haller. « Assimilation and Transnationalism : Determinants of Transnational Political Action Among Migrants ». *American Journal of Sociology*. 108.6, (2003), p.1232

commerces¹⁵⁶. Gomez et Benton remettent en cause les affirmations de Light et Waldinger selon lesquelles il existerait des « entreprises ethniques » ou des « réseaux ethniques »¹⁵⁷. Selon ces derniers, les chefs d'entreprises prendraient des décisions en rapport avec la situation économique de leur pays d'origine. Ainsi les différents commerces tenus par des migrants d'origine chinoise partageraient des traits communs. Mais Gomez et Benton démontrent que les commerçants prennent des décisions qui les avantagent financièrement, indépendamment de leur ethnicité : « *Transnational business ties are not cultivated on the basis of common ethnic and cultural identity* »¹⁵⁸. Les entreprises familiales sont fréquentes parmi la population chinoise à l'étranger, mais n'ont rien à voir avec la culture chinoise ou le fait d'être Chinois. Selon eux, leurs observations éclairent également sur l'intégration des migrants dans la société d'accueil, la construction identitaire des migrants et sur la transmission des liens transnationaux à la seconde génération. Ils vont plus loin en affirmant que parler de « pays d'accueil » et de sentiment « d'appartenance » au-delà de la première génération est contraire à la promotion d'une coexistence ethnique dans les sociétés multiraciales¹⁵⁹.

Au fil de la vie d'un migrant, un décalage se crée entre la vision qu'il garde son pays et la réalité. Les habitudes prises dans le pays d'accueil diffèrent de celles du pays d'origine, et les habitudes du pays d'origine ont évolué. Le retour devient plus difficile. Si le migrant a pu faire des voyages ou garder un contact étroit avec sa famille, le migrant s'en rend compte dès les premières années. Le retour devient alors un idéal à atteindre qui ne sera jamais réalisé. Les liens transnationaux évoluent cependant pour atteindre d'autres objectifs et témoigner d'une loyauté toujours présente à l'égard du pays d'origine. Le même phénomène se retrouve avec les enfants des migrants. Encore plus intégrés et incorporés dans la société d'accueil que leurs parents puisqu'ils y sont nés, peu d'enfants souhaitent retourner occuper les terrains de leurs parents ou grands-parents¹⁶⁰. Bien qu'ils y gardent un attachement

¹⁵⁶ Jan Rath, *Unraveling the Rag Trade*, Oxford: Berg, (2002), p. 52

¹⁵⁷ Voir par exemple Ivan Light. *Ethnic Enterprise in America*, University of California Press, Berkeley, 1972.

Roger Waldinger, Howard Aldrich, Robin Ward, *et al.*, *Ethnic Entrepreneurs: Immigrant Business in Industrial Societies*, London ; Sage, 1990.

¹⁵⁸ Edmund Terrence Gomez et Gregor Benton, "Transnationalism and the Essentialism of Capitalism: Chinese Enterprise, the State and Identity in Britain, Australia and Southeast Asia". *East Asia*, 20.4. (2003), p.22.

¹⁵⁹ Gomez and Benton, p. 22.

¹⁶⁰ Gomez and Benton, p.11

particulier, rien ne les motive à partir de la société qu'ils ont toujours connue. Pour la population chinoise en Grande-Bretagne, Australie ou Malaisie par exemple « *descendants identify overwhelmingly with place of birth rather than ancestry* ¹⁶¹ ». Dans cet espace transnational à la croisée de l'histoire personnelle du migrant, sa localité d'origine et sa localité, le migrant a créé une nouvelle identité et a réinventé son histoire et son passé.

L'idée du retour informe aussi sur un autre sujet qui intéresse les chercheurs des études transnationales, à savoir la transmission de ces liens à la génération suivante.

1.1.3.5 L'implication de la seconde génération

Les enfants de migrants n'ont pas la même relation avec les espaces transnationaux habités par leurs parents que ces derniers. Pour eux, le pays d'accueil est pays natal. Leur connaissance du pays d'origine leur vient des transmissions orales, de l'attitude adoptée par leurs parents et de la langue, apprise à la maison, dans des écoles de langue, ou au cours des vacances passées dans le pays d'origine. Les chercheurs en ont conclu que les liens transnationaux déclinaient parmi la seconde génération, pour complètement disparaître avec la troisième génération. Ce déclin viendrait également du souhait des parents de voir leurs enfants évoluer vers le haut de l'échelle sociale¹⁶². Cette intégration, dans le but d'éviter que leurs enfants connaissent les mêmes difficultés qu'ils ont dû affronter, prévaut sur la reprise d'un commerce transnational par exemple. Cela ne les empêche pas pour autant de vouloir que leurs enfants connaissent et maintiennent des liens avec le pays d'origine. L'attitude des parents, leur éducation et l'exemple qu'ils montrent sont déterminants pour le maintien et le développement de ces liens.

Pour que les liens transnationaux persistent, il faut que les enfants transforment des liens familiaux existants en relations sociales significatives afin de pouvoir éprouver un attachement pour l'histoire familiale¹⁶³. Un lien s'établit entre les personnes et l'endroit. Cet attachement peut produire des liens transnationaux qui perdurent jusqu'à l'âge adulte, créant la possibilité de liens transnationaux parmi la seconde génération de migrants. Si ces rapprochements conditionnent le choix de l'enfant plus tard, ils ne peuvent cependant

¹⁶¹. Gomez and Benton, p. 24

¹⁶² Gomez and Benton, p. 20.

¹⁶³ Lotta Haikkola, « Making connections: Second-Generation Children and the Transnational Field of relations ». *Journal of Ethnic and Migration Studies*. 37.8, (2011), p. 1213.

empêcher certains décalages culturels, car les contacts ne sont pas permanents¹⁶⁴. Cet engagement transnational dépend des personnes et peut être redéfini ou réorganisé¹⁶⁵. De plus en plus de liens se font à travers des pays abritant une partie de la population migrante, sans avoir besoin de passer par le pays d'origine, comme par exemple des cousins iraniens situés à Londres et à Los Angeles peuvent entretenir des liens sans pour autant avoir besoin de passer par l'Iran, même symboliquement. Ils trouvent un terrain commun sur leur expérience d'enfants de migrants. Le déclin des liens transnationaux parmi les membres de la seconde génération n'est pas aussi évident que certains semblent l'indiquer. Les liens transnationaux évoluent et s'adaptent au vécu des enfants de migrants. L'identité transnationale de leurs parents, ainsi que l'identité collective de la population à laquelle ils appartiennent jouent également un rôle.

1.1.4 Transnationalisme et construction identitaire

Si les liens transnationaux sont conditionnés par les différents contextes nationaux et internationaux, ils influencent à leur tour les migrants, la façon dont ils se considèrent et leur rapport aux sociétés concernées, autrement dit leur citoyenneté. De la réponse à la question « Qui suis-je ? » dépendent les attitudes et les relations. Le transnationalisme pose la question de l'identité (nationale, collective ou individuelle). Comment un migrant impliqué et actif dans au moins deux sociétés se définit-il ? Les questions soulevées plus haut nous ramènent finalement à la construction identitaire du migrant.

L'identité nationale concerne l'appartenance légale d'une personne à un État, tandis que la citoyenneté concerne sa participation dans la communauté politique, entendu comme individus et groupes qui interagissent à l'intérieur d'une autorité politique. La communauté politique peut être nationale, mais aussi locale, régionale ou globale, tandis que la nationalité ne s'envisage qu'à l'échelle de l'État. La citoyenneté établit une différence entre les citoyens et les simples résidents¹⁶⁶.

Pendant longtemps identité nationale (ou nationalité) et citoyenneté se sont superposés : ceux qui étaient membre d'une entité politique (comme par exemple la *polis* dans

¹⁶⁴ Élodie Razy, Virginie Baby-Collin, « La famille transnationale dans tous ses états », *Autrepart*, 1.57-58, (2011), p. 17.

¹⁶⁵ Élodie Razy, Virginie Baby-Collin, *Ibid.*

¹⁶⁶ Keith Falks, "Active Citizenship" dans *Contemporary Political Concepts: a Critical Introduction*, Georgina Blakeley and Valerie Bryson, eds. Pluto Press, n.c (2002)p. 73.

la Grèce Antique) étaient aussi ceux qui pouvaient participer à la vie de cette société. Ces deux concepts ne concernaient cependant qu'une partie de la société. Les femmes, les mineurs, les esclaves et les étrangers ne pouvaient jouir de droits politiques relatifs à la vie de la cité.

La citoyenneté se comprend le plus souvent « par défaut ». Il est plus facile de définir qui n'est *pas* citoyen. Celui qui n'est pas citoyen, c'est celui qui ne jouit pas de droits civiques, le plus emblématique étant le droit de vote¹⁶⁷. Celui qui n'est pas citoyen, ne peut participer à la vie sociale et politique du pays. La citoyenneté est à la fois politique, économique et sociale. La dimension politique de la citoyenneté concerne les droits et devoirs du citoyen ; ce dernier doit obéir aux lois du pays et en contrepartie dispose de libertés : liberté d'opinion, de religion, d'expression, droit d'occuper une fonction, d'être juré, d'enseigner... Les articles et les lois régissant un pays posent les limites et les conditions de ces libertés, qui doivent être respectées par le citoyen. La citoyenneté est donc la condition indispensable pour être partie intégrante d'un pays ou d'une société. Elle est porteuse « de valeurs spécifiques, qui bien que situées dans une perspective universaliste, ne sont pas universellement admises ¹⁶⁸ ». Autrement dit, la citoyenneté participe à la construction de l'État en tant que projet collectif. Comment alors intégrer des personnes déjà porteuses d'un autre projet collectif ? Ces derniers ne peuvent avoir qu'un accès partiel à la citoyenneté¹⁶⁹.

La dimension économique de la citoyenneté pose le problème en des termes différents. En travaillant et en payant des taxes, en scolarisant leurs enfants à l'école, les migrants participent à la vie du pays et remplissent les fonctions d'un citoyen. Pourquoi en ce cas serait-il privé d'une partie des droits ? La citoyenneté peut-elle être symbolique ? Et dans ce cas quel intérêt revêt-elle ? Peut-on être citoyen sans être membre officiel d'un pays ? Peut-on reproduire ce schéma dans plusieurs sociétés ? L'identité transnationale est à la fois influencée par le statut officiel du migrant dans le pays d'accueil et le pays d'origine, mais également par son propre regard sur sa situation de citoyen. Elle se construit à la croisée des facteurs, dans un espace transnational.

¹⁶⁷ Anicet Le Pors, *La citoyenneté*. Coll. Que Sais-je ? 4e édition, tome 665 Presses Universitaires de France, (2011), p.57.

¹⁶⁸. Anicet Le Pors, *La citoyenneté*, p.59

¹⁶⁹ Anicet Le Pors, p.59.

L'espace transnational n'est pas tout à fait le pays d'origine ni tout à fait le pays d'accueil. Thomas Faist décrit les espaces transnationaux comme la relation triadique entre les institutions de l'état d'accueil, celle de l'état d'origine et le groupe minoritaire¹⁷⁰. Ces espaces peuvent être géographiques ou symboliques, mais sont toujours influencés par les politiques et les régulations des pays dans lesquels ils se développent. Cet espace, propre non seulement à chaque groupe ethnique mais également à chaque migrant peut être le point de départ d'une nouvelle construction identitaire, un endroit dans lequel les migrants, en tant que groupe ou en tant qu'individus se redéfinissent, la notion de « territoire » étant « inextricablement lié à l'identité nationale ¹⁷¹». Qu'est-ce que signifie être un Chypriote britannique ou « chyprio-britannique », c'est-à-dire plus largement les identités à trait d'union évoquées par Randolph Bourne ? Chaque attitude et chaque habitude définit un peu plus le migrant en tant qu'individu, mais également en tant que membre d'un groupe. Avec le temps, l'identité ethnique plus que l'identité nationale prend de l'importance pour les migrants.

1.1.4.1 Identité individuelle

Parce qu'il est soumis à de multiples influences, l'espace transnational est un espace dans lequel les identités sont remises en question, redéfinies, réinventées ou imaginées. C'est à l'intérieur de cet espace que les migrants façonnent non seulement qui ils sont, mais aussi l'image qu'ils veulent montrer, et qui n'est pas nécessairement la même. Dans cet espace, les identités nationales construites au sein de l'État-nation et qui ont longtemps été considérées comme monolithiques sont subverties¹⁷². Le migrant doit se composer une nouvelle identification qui corresponde à son rapport avec son pays d'origine et le lieu précis qu'il considère comme sa maison, le pays d'installation et son histoire personnelle. Cette nouvelle identité n'est pas fixe et évolue en même temps que le migrant évolue dans sa relation avec le pays d'accueil et le pays d'origine. Elle prend aussi en compte les influences de migrants appartenant à la même population, mais résidant dans un autre pays, ce qui éclaire

¹⁷⁰ Thomas Faist cité dans Paolo Boccagni. « Revisiting the « transnational » in Migration Studies: A sociological understanding ». *Revue européenne des migrations internationales*, 28.1, (2012). p. 39.

¹⁷¹ Edmund Terrence Gomez et Gregor Benton, p.21.

¹⁷² Winfried Fluck, p. 369.

l'importance des réseaux¹⁷³. Cette identité est également influencée par des structures sociales déjà en place, telles que la hiérarchie raciale ou sociale, les relations hommes/femmes¹⁷⁴...

C'est souvent un processus compliqué qui demande une négociation avec l'environnement proche, avec ses projets personnels et les attentes des autres, qu'il s'agisse des parents, de la communauté élargie ou des gouvernements des pays dans lesquels le migrant est impliqué. L'identité est toujours « en production », un processus jamais terminé, qui se nourrit des différentes représentations¹⁷⁵ : celle par des artistes de la communauté, celle de la société d'accueil et du pays d'origine, sa propre représentation ou son propre rapport au monde, etc. L'identité se construit en s'opposant ou en se nourrissant de ces représentations. Il y a l'identité culturelle commune à tous les membres d'une même population, faite de codes et d'une histoire qui fournissent un cadre et des références¹⁷⁶. Lorsqu'elle est construite par l'ensemble d'une population en vue de montrer à la société d'accueil une image favorable, cette identité peut être imaginée ou réinventée. Certains éléments sont par exemple idéalisés. Mais cette identité connaît des variations en fonction des individus. Tout en « étant », c'est-à-dire en appartenant et en montrant au monde une certaine identité, le migrant « devient »¹⁷⁷, il affine et cisèle son identité, selon son histoire personnelle.

Pour les migrants de la seconde génération, les premiers formateurs de cette identité transnationale sont les parents et l'héritage qu'ils souhaitent transmettre à leurs enfants. Qu'il soit question de transmettre le « sens de la famille », des traditions ou des habitudes, la vie familiale est le premier espace dans lequel l'identité se construit. L'appartenance à une famille et à une histoire détermine sa relation avec les différents endroits fréquentés ou visités, la vision de la vie politique et donc de sa propre implication dans ce domaine. Les grands-parents, de plus en plus impliqués dans l'éducation des petits-enfants sont un maillon central de cet ancrage culturel, qu'ils s'occupent des enfants pendant qu'un ou les deux parents sont partis à l'étranger ou qu'ils transmettent des éléments culturels lors de contacts ponctuels. Ces

¹⁷³ Larissa Ruiz Baia, « Rethinking Transnationalism: Reconstructing National Identities among Peruvian Catholics in New Jersey ». *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*. 141.4. (1999). p. 105.

¹⁷⁴. Luis. E Guarnizo et Michael Peter Smith. « The location of Transnationalism » dans Michael Peter Smith and Luis E Guarnizo (eds) *Comparative Urban and Community Research*, Transaction: New Brunswick, (1998). p.21

¹⁷⁵ Stuart Hall. « Cultural Identity and Diaspora ». Dans Jonathan Rutherford (ed.) *Identity: Community, culture, Difference*. Lawrence & Wishart: London, (1990). p. 222.

¹⁷⁶ Stuart Hall; p. 223

¹⁷⁷ Stuart Hall. P .225.

contacts sont facilités par l'apprentissage de la langue par les enfants qui rend l'interaction intergénérationnelle possible. Le langage étant fortement connecté à la culture, les enfants apprennent bien plus qu'une langue ; ils sont en contact avec la culture du pays, avec un autre mode de pensée. L'enfant se retrouve donc en « possession » de (au moins) deux cultures. Ayant toujours vécu dans le pays d'accueil de ses parents, qui est pour lui son pays d'origine, il doit s'approprier l'autre culture et décider ce qu'il en garde, ce qu'il ne conserve pas et comment il exprime ce choix dans sa vie quotidienne. C'est là que la construction identitaire se fait.

Comme on l'a vu précédemment dans le cadre de l'étude du contexte du transnationalisme, les TIC permettent une réduction voire un effacement de la distance en rendant possible des contacts répétés¹⁷⁸, voire une participation active dans la vie de la famille, même dans un autre pays¹⁷⁹. Mais la construction identitaire peut aussi se faire dans l'absence de liens. La distance peut aussi être entretenue comme dans le cas de migrants qui souhaitent se soustraire à une forte pression familiale et sociale dans leur pays d'origine¹⁸⁰. Cela reste cependant rare. Dans le but de créer dès que possible un lien avec le pays d'origine, les parents peuvent également décider que leur enfant ait la double nationalité lorsque cela est possible. Même si cette connexion peut sembler artificielle pour un enfant qui n'a jamais ou peu vécu dans un autre pays que celui dans lequel il est né, psychologiquement un lien est créé.

La construction identitaire d'un migrant ou d'un descendant de migrant n'est pas linéaire. Cette identité personnelle doit composer avec l'identité collective. Le migrant choisit de faire partie, d'intégrer ou au contraire de se démarquer de l'image identitaire collective montrée au monde.

1.1.4.2 Identité collective

L'identité collective, en tant que groupe se construit à la fois à travers des liens de solidarités et d'opposition – entre les individus, vis-à-vis de groupe qui partagent un intérêt

¹⁷⁸ Josiane Le Gall et Deirdre Meintel. « Liens transnationaux et transmission intergénérationnelle : le cas des familles mixtes au Québec », *Autrepart* 1.57-58, (2011), p.140.

¹⁷⁹ Mihaela Nedelcu, « (Re)penser le transnationalisme et l'intégration à l'ère du numérique. Vers un tournant cosmopolitique dans l'étude des migrations internationales ? », *Revue européenne des migrations internationales*, 26.2, (2010), p. 44.

¹⁸⁰ Le Gall et Meintel, p. 132.

commun ou en opposition avec les autres groupes, qu'il s'agisse de minorités ou du groupe majoritaire du pays d'accueil. Ceux qui trouvent des intérêts communs se regroupent en associations et se posent souvent en intermédiaire entre le pays d'accueil et celui d'origine. Les actions planifiées et mises en place, les attitudes ainsi que les habitudes définissent tout un groupe dans son rapport avec le pays de résidence mais aussi dans son rapport avec le pays d'origine. À ce premier niveau de définition identitaire s'ajoutent des éléments autres que l'origine ethnique, comme la classe sociale, le genre ou l'orientation sexuelle. Les groupes ne sont pas homogènes. Ces groupes à l'intérieur des groupes, et leurs interactions informent sur l'identité et les centres d'intérêt du groupe. Il est difficile pour de grands groupes d'entretenir sur le long terme des liens réguliers avec le pays d'origine, les liens se relâchent rapidement, car il est difficile de mobiliser tous les membres à chaque fois. De petits groupes ou des associations sont plus à même d'entretenir des liens significatifs. Les migrants entrepreneurs ou les activistes politiques à l'intérieur d'un groupe sont les « vrais transmigrants ¹⁸¹ » selon Luis Eduardo Guarnizo, *et alii*. Riva Kastoryano souligne un nouvel aspect des solidarités transnationales : la dimension organisationnelle. Alors que les migrants se sont longtemps contentés d'envoyer de l'argent ou de marier leurs enfants avec des personnes originaires du même pays/ de la même société, les migrants s'organisent de plus en plus en réseaux, et pas seulement dans le but de transmettre un travail.

L'observation de la société civile informe sur les tendances transnationales d'un groupe, bien qu'elle ne représente pas tous les membres d'un groupe. C'est dans les associations que les militants peuvent faire circuler des idées et « introduisent de nouveaux discours dans les débats publics dans plusieurs espaces à la fois ¹⁸² ». Afin d'avoir plus de poids dans les revendications, les associations s'institutionnalisent autour de projets et d'intérêts communs. Il est important de construire une communauté, reconnue, afin de pouvoir opposer une force sociale et de pouvoir peser sur la politique nationale et internationale. Dans ce but, les identités collectives ont été réorganisées, « réappropriées et

¹⁸¹ « true transmigrants ».

Luis Eduardo Guarnizo, Alejandro Portes et William Haller, « Assimilation and Transnationalism: Determinants of Transnational Political Action among Contemporary Migrants ». *American Journal of Sociology*, 108.3, (2003). p. 1213.

¹⁸² Riva Kastoryano. « Minorités et politique étrangère ; espace transnational et diplomatie globale ». *Politique étrangère*. 3, (2010). p.581.

redéfinies pour se positionner face aux États¹⁸³» afin qu'elles puissent s'affirmer. Tout comme la communauté kurde prise en exemple par Riva Kastoryano, les Chypriotes sont une minorité à l'intérieur même d'une population plus large. La reconnaissance des associations chypriotes et de leur individualité en tant que groupe est vitale pour pouvoir intervenir auprès des instances nationales et internationales. L'Europe offre en effet un cadre différent et de nouvelles opportunités de contestation pour les associations¹⁸⁴. La construction identitaire se mêle à des considérations politiques et interroge la question de la citoyenneté.

Riva Kastoryano observe ainsi que « la citoyenneté prend forme avec la participation aux institutions nationales du pays d'installation, quant à l'identité, elle s'exprime dans le cadre de relations à l'État d'origine¹⁸⁵». Citoyenneté et identité ne sont pas équivalentes même si elles s'influencent l'une l'autre. Leur création débute dans le pays d'origine mais la migration impose une réévaluation, et amène une dissociation. ;« cela revient à maintenir l'idée d'une citoyenneté [du pays d'origine] mais dans une logique de citoyenneté extraterritoriale¹⁸⁶». La première représentation de la citoyenneté vient du pays d'origine. Cette représentation est remise en question par la migration et doit désormais s'envisager dans le contexte du pays d'installation.

En ce qui concerne l'identité, elle est symboliquement ancrée dans le pays d'origine, et devrait normalement pouvoir rassembler tous les membres d'une même population, quel que soit leur lieu/ pays de résidence. Cette nouvelle identité doit transcender les frontières non pas entre le pays d'accueil et celui d'origine mais entre le pays d'accueil du migrant et d'autres pays accueillant des membres d'une même population. Quel est le point commun de tous les membres de cette population, dispersée dans plusieurs pays ? Y a-t-il une identité qui se dégage quelle que soit la population concernée ? La comparaison des sociétés civiles iraniennes et chypriotes ainsi que l'identité transnationale qui en découle permettra d'apporter un début de réponse.

1.1.5 Remarques conclusives sur le transnationalisme

¹⁸³ Riva Kastoryano, *Ibid.*

¹⁸⁴ Riva Kastoryano, p.585.

¹⁸⁵ Riva Kastoryano p.585.

¹⁸⁶ Riva Kastoryano p.585.

Le transnationalisme suscite encore aujourd'hui beaucoup de questions, mais l'intérêt du transnationalisme comme objet d'étude est indéniable. Les relations entretenues par les migrants ont évolué, de même que les contextes qui les influencent, et il est judicieux d'étudier l'impact de ces liens dans les sociétés concernées. Dans un monde toujours plus petit, l'information circule toujours plus rapidement et son impact est ressenti plus rapidement et plus vivement. Une première remarque, de plus en plus notée par les chercheurs est le regard du migrant sur ces attitudes que les chercheurs appellent transnationales. Autrement dit, la position d'énonciation du chercheur influence-t-elle ses observations¹⁸⁷ ? Paolo Boccagni reformule cette question en interrogeant l'interprétation que le chercheur fait des attitudes migratoires et le regard des migrants sur ces liens que les chercheurs appellent transnationaux. La vision préconçue du chercheur devrait donc selon lui faire davantage partie des récits méthodologiques¹⁸⁸. La même remarque se retrouve dans l'article de Nina Glick Schiller et Andreas Wimmer :

*Il serait sans aucun doute naïf de penser que nous puissions développer un langage théorique qui ne soit pas profondément influencé par les forces politiques et sociales qui nous entourent. La plupart d'entre nous est arrivé à la compréhension que toute observation est influencée par le contexte social et politique de l'observateur.*¹⁸⁹

Le transnationalisme est une catégorie pour les chercheurs, mais est-ce une réalité pour les migrants ? Peu de migrants sont conscients que leur attitude correspond au transnationalisme. Les notions de résistance ou de soutien politique sont souvent inconscientes¹⁹⁰ chez le migrant et ce que les chercheurs réfèrent parfois comme une attitude transnationale n'est pas perçue de la sorte par le migrant.

¹⁸⁷ Stuart Hall. "Cultural Identity and Diaspora". Dans Jonathan Rutherford (ed.) *Identity: Community, culture, Difference*. Lawrence & Wishart: London, 1990.

¹⁸⁸ Paolo Boccagni. « Revisiting the Transnational », p.45.

¹⁸⁹ "It would be naïve to think that we will ever develop a theoretical language not profoundly influenced by the social and political forces around us. Most of us have come to understand that any observation is shaped by the positionality of the observer"

Nina Glick Schiller and Andreas Wimmer, "Methodological nationalism and the study of migration", *European Journal of Sociology*, 43.2, (2002), p. 235.

¹⁹⁰ Michael Peter Smith, Luis E. Guarnizo (eds). « Transnationalism from Below ». The location of Transnationalism. Transaction : New Bruswick, 2000. p. 5

Le transfert d'argent et le soutien politique se trouvaient à la base des premières observations du transnationalisme¹⁹¹, et les liens se sont peu à peu développés pour désormais inclure des relations culturelles et financières plus larges. Les relations des migrants aujourd'hui, même si elles concernent les mêmes domaines et s'il est possible de trouver des similitudes, ce ne sont pas les mêmes que celles qu'ils entretenaient au début du siècle dernier. Il est plus facile de nos jours pour un migrant de se tenir informé, d'intervenir ou de garder un contact social. Ces nouvelles possibilités ont ouvert de nouveaux horizons à ces migrants. Les consciences politique ou écologiques, ainsi que de nouvelles façon d'envisager le commerce (davantage de produits locaux, moins standardisés...) ont aussi vu le jour au cours des dernières décennies. Ces différents facteurs favorisent l'apparition de nouvelles attitudes de la part des migrants. Les technologies de communication, d'information et de circulation – des biens, mais aussi des idées – font de ces attitudes une potentielle force sociale. Toutes ces attitudes, nouvelles et anciennes, doivent donc être étudiées. Il reste encore de nombreuses pistes de réflexion partiellement explorée ou inexplorées, qui permettraient de découvrir d'autres tendances.

1.1.5.1 Transnationalisme, translocalisme et identité

Les réflexions sur le nationalisme méthodologique ont permis aux chercheurs de se pencher avec précision sur l'importance des régions et des espaces dans la vie des migrants. Un simple regard sur la situation géopolitique et géographique du monde tel qu'il est aujourd'hui, indique qu'on ne peut plus faire correspondre sociétés et états-nations. Il n'est cependant pas possible d'occulter complètement l'État-nation, car il fait partie des facteurs qui influencent les liens, par les relations diplomatiques entreprises, par les lois sur le commerce ou encore l'autorisation potentielle pour les ressortissants d'avoir la double nationalité. Or de l'origine des migrants dépend la nature des liens. Pour reprendre l'exemple de Riva Kastoryano, la population kurde, dont le territoire ethnique ne correspond pas aux frontières établies par le gouvernement turc, se retrouve à cheval sur plusieurs pays. Le terme trans-régionalisme, voire translocalisme correspond davantage à la réalité de la situation. Il peut être intéressant de se demander dans quelle mesure cela influence les liens transnationaux. Ces régions qui sont si spécifiques aux migrants ne sont pas autonomes ou

¹⁹¹ José Itzigsohn, Carlos Dora Cabral, Esther Hernández Medina et Obed Vásquez, « Mapping Dominican Transnationalism : Narrow and Broad Transnational Practices », *Ethnic and Racial Studies*, 22.2, (1999), p. 336.

indépendantes pour la plupart, et doivent composer avec des entités plus larges (régions reconnues, pays...).

Les liens transnationaux sont réels mais ils sont rarement développés sur le long terme et ne concerne qu'une petite partie de la population, ce qui favorise le regroupement par région ou locus d'origine plutôt que par pays. Les liens sont-ils différents en fonction de l'endroit qu'ils concernent ? Par exemple, les migrants mettent-ils davantage de stratégies en place pour des liens qui concernent leur région, et se désintéressent ou relâchent leur intérêt quand il s'agit du pays dans son ensemble ? On pourrait alors supposer que les migrants utilisent les différentes distinctions proposées par les chercheurs (transnationalisme large/étroit, haut/bas...).

En fait, son rapport au monde, l'image qu'il donne à la société d'accueil et la représentation de celle-ci sont au cœur de l'identité du migrant. Le regard de l'Autre influence aussi la façon dont le migrant se représente. Pour s'approcher d'une identité authentique, ces représentations multiples doivent exploser, l'identité telle qu'elle était avant le départ est fragmenté pour être recomposée, réassemblée par le migrant qui a entretemps évolué du fait de la migration et de son parcours dans la société d'accueil. L'essayiste et psychiatre français Frantz Fanon exprimait ce sentiment de la manière suivante :

*« l'autre, par gestes, attitudes, regards, me fixe, dans le sens où l'on fixe une préparation par un colorant. Je m'emportai, exigeai une explication... Rien n'y fit. J'explosai. Voici les menus morceaux par **un autre moi** réunis¹⁹². »*

Plus tout à fait le même sans être différent (« un autre moi ») le migrant négocie et appréhende son rapport au monde. Les attitudes qui découlent de ce processus en sont naturellement empruntées. L'identité du migrant dépend donc fortement des différents contextes qui l'entourent et il est important que ces contextes soient pris en compte pour évaluer avec précision les attitudes transnationales. La construction de l'identité du migrant est complexe. et se retrouve en compétition avec d'autres identités à l'intérieur d'une population (féministe, environmentaliste, etc.).

1.1.5.2 Transmettre pour assurer la pérennité des liens

¹⁹² Frantz Fanon. *Peau Noire, masques blancs*. Paris : Editions du Seuil, (1952), p.108.

Tout comme les liens entretenus par les parents, les liens transnationaux de la seconde génération dépendent du contexte national et international. Parce qu'une plus grande stabilité facilite les liens transnationaux, la deuxième et la troisième génération ne devraient avoir aucun problème pour entretenir des relations avec le pays d'origine. Ils maîtrisent généralement mieux les ressources à leur disposition dans ce pays d'accueil. Il serait intéressant de se demander dans quelle mesure cette intégration et cette identification jouent un rôle dans la transnationalité de la seconde génération. Comment expliquer ce déclin observé par certains chercheurs ? Le foyer est bien sûr le point de départ de la transmission et établit souvent un exemple¹⁹³, mais les obstacles et les freins sont différents de ceux surmontés par leurs parents. Comment expliquer aussi que certains groupes issus de la seconde génération entretiennent des relations transnationales alors que d'autres non ? Une partie de la réponse se trouve dans l'attitude des parents et étudier les attitudes transnationales des enfants informe sur celle des parents et vice-versa. Dans quelle mesure les stratégies mises en place par leurs parents sont efficaces pour transmettre un héritage culturel. Le sentiment d'appartenance en effet ne peut pas se transmettre. Il est sujet à la négociation du migrant de la seconde-génération avec les multiples forces sociales qui l'entourent.

Les variations pourraient aussi être reliées à l'inégalité d'accès aux éléments qui facilitent les relations transnationales. Les TIC ne sont pas accessibles à tous selon les mêmes modalités et certains grands-parents peuvent avoir quelques difficultés à les maîtriser, réduisant les interactions¹⁹⁴. Les inégalités d'éducation, de ressources ou d'accès aux technologies rendent possibles des liens transnationaux denses et réguliers uniquement pour une frange bien spécifique du groupe : il faut que ce soit des migrants impliqués politiquement, avec des ressources financières leur permettant un accès aux technologies de communication et de transport facilement.

Si les liens ont pour but un projet dans un des deux pays, ou qui nécessite l'aide d'un pays, on peut supposer qu'une fois le projet achevé les liens transnationaux diminuent drastiquement puisqu'il n'y a plus la même motivation. Cela indique que les liens transnationaux et que l'identité transnationale d'un migrant n'est pas fixe mais évolutive selon

¹⁹³ Thomas Soehl et Roger Waldinger, « Inheriting the Homeland ? Intergenerational Transmission of Cross-border Tie in Migrant Families », *American Journal of Sociology*, 118.33, (2012), p. 779.

¹⁹⁴ Mihaela Nedelcu, « (Re)penser le transnationalisme et l'intégration à l'ère du numérique », *revue européenne des migrations internationales*, 26.2 (2010), p. 44.

différents facteurs. On peut donc supposer, en s'appuyant sur les études de cas concernant les migrants de la seconde génération, qu'un regain d'intérêt pour des liens transnationaux est envisageable dans la mesure où les parents transmettent à leurs enfants des éléments culturels du pays d'origine.

1.1.5.3 L'échelle de la société civile : avantages et inconvénients

Les différents débats et les pistes qui restent inexplorées ont mené les chercheurs à se demander quelle serait l'unité la plus pertinente pour étudier les migrants et les liens transnationaux. Étudier les individus pose plusieurs questions de méthodologie et d'interprétation. Il est rarement possible d'observer un échantillon assez conséquent d'un groupe ou d'une population pour vraiment se rendre compte des attitudes transnationales. L'histoire individuelle de chaque migrant joue un rôle sur les liens qu'il décide d'entretenir avec son pays d'origine, ou avec une communauté élargie. Le risque serait de généraliser des attitudes personnelles à tout un groupe ou même une partie d'un groupe. Étudier la population dans son ensemble, en plus de poser ici aussi des défis de réalisation, risque de mener le chercheur à diluer certaines attitudes et à négliger les inégalités qui peuvent peser sur les relations sans pour autant présager de l'intention. Les populations ethniques ne sont pas homogènes et considérer une population comme un seul bloc est loin d'être représentatif. Entre le micro et le macro-niveau d'analyse structurelle, se trouve le méso niveau¹⁹⁵ : s'intéresser aux groupes à l'intérieur même des groupes.

Les réseaux et les associations sont des unités qui permettent d'apprécier au mieux les liens transnationaux. Sans être des représentantes exhaustives d'une population, les structures observées dans la méso-analyse permettent de contourner les écueils des deux autres alternatives. La migration concerne davantage des réseaux que des individus : rapprochement familial, regroupement géographique dans un même quartier, transfert d'un travail à un ami ou un membre de la famille...Les réseaux sont cruciaux pour les migrants, ils offrent un soutien psychologique en même temps qu'une aide pour trouver un travail ou un logement¹⁹⁶.

¹⁹⁵ Ewa Morowska, « Disciplinary Agendas and Analytic Strategies of Research on Immigrant Transnationalism: Challenges of Interdisciplinary Knowledge », *The International Migration Review*, 37.3.(2003), p. 623.

¹⁹⁶ Steven Vertovec. « Migration and Other Modes of Transnationalism: Towards Conceptual Cross-Fertilization ». *The International Migration Review*, 37.3 (2003), p.652.

Les associations sont des agents de cohésion sociale qui permettent la mise en commun de ressources et la mise en relation d'individus partageant un intérêt commun¹⁹⁷ et des actions collectives. Parce qu'elles concernent un ensemble d'individus unis pour un même but, les associations obligent les responsables d'associations à définir leur association, et à réfléchir à leur identité. Comment ses membres sont-ils supposés agir étant donné la façon dont ils se représentent ? Être membre d'une association amène également à réfléchir sur les critères d'adhésion : ceux qui font ou qui peuvent faire partie du groupe. De cette ouverture ou fermeture du réseau dépend aussi la continuité de la transnationalité d'une population. Selon Patricia Clavin, pour qu'une communauté transnationale survive, ses parois doivent être « ouvertes, poreuses, révisables et interactives ¹⁹⁸ ». Contrairement aux structures fortement institutionnalisées qui supposent une hiérarchie bien établie (relation verticale), les associations permettent un développement horizontal des solidarités, avec des rapports sociaux davantage fondés sur l'égalité. Cela n'exclut pas cependant l'existence « de relations de pouvoir » en son sein et parmi les associations¹⁹⁹. Ces solidarités peuvent être étendues à d'autres nations et doivent composer avec les institutions établies des pays concernés.

Le transnationalisme est loin d'avoir livré tous ses secrets et les études, qu'elles soient comparatives, quantitatives ou qualitatives éclairent un peu plus à chaque fois les implications de ce phénomène pour la vie des migrants mais aussi pour les non-migrants. Il n'est pas possible bien sûr d'en étudier toutes les facettes et suites de ce phénomène en une seule fois et cette étude n'éclaire que certains aspects, en comparant les groupes chypriotes et iraniens à Londres.

¹⁹⁷ Steven Vertovec. « Migration and Other Modes of Transnationalism », p.657.

¹⁹⁸ Patricia Clavin, « Defining Transnationalism » *Contemporary European History*, 14.4, (2005), p. 439.

¹⁹⁹ Stefania Capone, « Religions « en migration » : De l'étude des migrations internationales à l'approche transnationale », *Autrepart*. 4.56, (2010). p. 244.

1.2 Londres, une mégalopole aux multiples facettes

Lorsque l'on évoque Londres, les images qui viennent à l'esprit sont les monuments historiques qui attirent des millions de visiteurs chaque année, le quartier de la City avec son architecture particulière, mais aussi les rues où se côtoient différents petits magasins, témoins de la diversité culturelle de la ville, une caractéristique héritée en partie du passé impérial de Londres, mais aussi des flux migratoires croissants venus de diverses régions du monde. Chacun de ces éléments, pris individuellement ou dans leur ensemble, fait de Londres une ville unique et hors norme. Les migrations et les modes de citoyenneté ont une dimension locale et urbaine, et doivent être considérés en lien avec les singularités historiques, politiques, sociales et économiques de Londres. On peut se demander si la connectivité et la prospérité de la ville sont des facteurs favorisant le transnationalisme. Dans quelle mesure ces différents éléments, qui font de Londres une « ville-monde », ainsi que les régulations économiques et les lois migratoires, influencent-ils les relations et les attitudes transnationales des populations étudiées ?

1.2.1 Londres, ville-monde

Écrire sur Londres, c'est évoquer une ville singulière à bien des égards. Avec une population de 8,7 millions d'habitants en 2016 (4 fois la population de la ville de Paris) et une superficie de 1572 km², - 15 fois plus grande que celle de Paris depuis que Londres a intégré sa banlieue dans les années 60 -, Londres ne ressemble à aucune autre ville, une singularité qui remonte aux origines de la ville. Point de convergence des axes principaux que les Romains utilisaient pour se déplacer dans toute l'Angleterre²⁰⁰, le port fluvial et maritime de Londinium s'est rapidement développé pour devenir une ville immense, qui accueille depuis des siècles, marchands, négociants, banquiers, mais également réfugiés politiques et religieux. Devenue la capitale de l'Angleterre en 1327, Londres devint le centre des échanges mondiaux au 16^{ème} siècle et le point de départ de l'Empire britannique. La politique impérialiste et

²⁰⁰Flora Roumpani et Polly Hudson, "The evolution of London: the city's near-2,000-year history mapped", *The Guardian online*, (15 mai 2014).
<<https://www.theguardian.com/cities/2014/may/15/the-evolution-of-london-the-citys-near-2000-year-history-mapped>> [13 août 2020]

expansionniste commencée sous le règne de la reine Elisabeth I permit au pays d'occuper rapidement une place prépondérante sur l'échiquier mondial, et fit de Londres une ville centrale et incontournable. Ce statut se confirmera au fil des siècles avec l'installation de nombreuses compagnies puis de banques et d'entreprises de services qui sont aujourd'hui plus présentes que jamais²⁰¹.

Londres abrite maintenant l'un de centres financiers les plus développés et prospères de la planète, la City, quartier indissociable de Londres. Il est à la fois le centre géographique, historique et financier de la ville. Aujourd'hui, ce quartier influence à lui seul non seulement toute la Grande-Bretagne, mais également l'Europe et les principales places financières mondiales. Un classement de septembre 2017 place Londres comme premier centre financier mondial²⁰², tandis qu'un autre la classe au deuxième rang des « villes-mondes » derrière New-York, et au quatrième rang pour le potentiel²⁰³, confirmant que Londres est une ville de premier plan et d'opportunités²⁰⁴. Sur les 27 critères nécessaires pour différencier puis classer les villes, Londres se classe dans les premières positions dans des catégories qui concernent les services financiers et le rayonnement international²⁰⁵.

Le terme « ville-monde » désigne une mégalopole dont l'influence financière, culturelle et sociale s'étend au-delà de ses limites²⁰⁶. Il ne s'agit pas uniquement de chiffres sur la superficie, la démographie, ou la production économique). Bien que la taille de la ville

²⁰¹ Sur les 37 milliards de dollars d'exportations annuelles de biens et de service, les services d'affaires et de finances constituent 15,5 milliards de dollars.

“The Development of London's Economy”, *London's Economic Plan and Major Industries*, <<http://www.uncsbrp.org/economicdevelopment.htm>> [13 août 2020]

²⁰² Mark Yeandle, *The Global Financial Centres Index n°22*, London: Z/Yen Group and the China Development Institute, (sept 2017), p.2-4

<<https://www.longfinance.net/programmes/financial-centre-futures/global-financial-centres-index/gfci-publications/>> [14 août 2020].

À noter que la ville de New York est en première place depuis 2018.

²⁰³ Nicole Dessibourg-Freer, Mike Hales *et al.*, *A Question of Talent, How Human Capital Will Determine the Next Global Leader, 2019 Global Cities report*, A. T Kearney (2019), p.2, 5.

<<https://www.atkearney.com/global-cities>> [14 août 2020]

²⁰⁴ Saskia Sassen. “The Global City: Strategic Site/ New Frontier”. *American Studies*. 41.2-3. (Été-Automne 2000). p. 92.

²⁰⁵ Nicole Dessibourg-Freer, Mike Hales *et al.*, <<https://www.atkearney.com/global-cities>> [14 août 2020]

²⁰⁶ “The Global city index”, *Foreign Policy*, 181 (September/October 2010). p.124-125.

soit un facteur important - synonyme de diversité et de complexité²⁰⁷-, ce n'est pas ce qui caractérise en premier les villes-mondes. Des éléments tels que les modes de gouvernance, l'impact des migrants ou la connectivité comptent davantage. Jugées comme étant sous une emprise trop prégnante de leur gouvernement national, les villes chinoises peinent par exemple à réunir tous les éléments pour faire partie du top 5 des villes-monde.

C'est Saskia Sassen qui utilise la première le terme « ville-monde »²⁰⁸ en 1991 pour décrire ces villes dont l'influence est internationale. Londres n'est pas l'unique ville en Grande-Bretagne (ou en Europe) à héberger un centre financier important ou à abriter une population cosmopolite partiellement héritée d'un passé impérial. Mais le développement de la City comme centre financier international, ainsi que l'influence de Londres dans des domaines aussi variés que la culture, l'économie ou la politique va bien au-delà de ses frontières²⁰⁹, et en font une des « villes-monde » les plus importantes. Gérée par la *Greater London Authority* (GLA) et les *boroughs*, des instances dont les pouvoirs sont plus importants que pour d'autres villes, Londres est un microcosme à la fois indépendant et interconnecté. Elle partage ses atouts et influence le reste du monde en ayant des règles qui lui sont propres,

tout en restant ancrée dans le contexte national du Royaume-Uni. Les déclarations du maire de Londres Sadiq Khan à la suite du résultat du référendum sur le maintien de la Grande-Bretagne au sein de l'Union Européenne démontrent que cette unicité de Londres est ancrée dans les mentalités des



Figure 1: Image illustrant la campagne lancée en avril 2018.
Illustration de Quentin Blake.
<https://www.london.gov.uk/about-us/mayor-london/londonisopen>

²⁰⁷ Saskia, Sassen et Robert S., Lynd. « What Makes a Global City Global? » *Foreign Policy*, 182 (November 2010) p. 18.

²⁰⁸ Saskia Sassen. *The Global City: New York, London, Tokyo*. Princeton: Princeton University Press, (1991).

²⁰⁹ « The Global city index », *Foreign Policy*. 181, (2010)

Londoniens²¹⁰. Le maire et la GLA veulent présenter Londres comme une ville ouverte et accueillante, que ce soit pour les migrants (légaux) ou pour les affaires, comme en témoigne cette campagne lancée par le maire : « London Is Open »²¹¹. ».

Le succès financier, fortement connecté à la prospérité générale de la ville dans le cas de Londres, est en partie attribué au « Big bang » financier de Margaret Thatcher, initié en octobre 1986. Les changements qu'elle effectue dans la régulation des opérations financières aident à mettre Londres sur le devant de la scène économique mondiale. L'abolition des commissions fixes à payer pour des opérations boursières ou l'autorisation pour les entreprises étrangères de posséder des entreprises britanniques attirent des banques des États-Unis et de l'Europe de l'Ouest dans la capitale britannique, et démocratisent le secteur, obligeant les entreprises à faire preuve d'une plus grande rigueur. Même si certains remettent aujourd'hui en cause le rôle et l'influence que ces changements ont réellement eu sur l'essor du quartier des affaires londonien²¹², la législation peut faire la différence entre une ville attractive et compétitive et une ville complexe dans laquelle il devient difficile de se retrouver au sens propre comme au sens figuré²¹³. Les différentes infrastructures de la ville ont dû s'adapter et évoluer pour répondre aux nouvelles exigences qui ont accompagné l'essor de la City.

Londres devient ensuite progressivement une technopole, un leader dans le transport et hyperconnecté avec le reste du monde. Les quartiers d'affaires, que ce soit celui de la City ou celui de Canary Wharf, sont devenus la vitrine de Londres et c'est cette réussite qui attire non

²¹⁰ De nombreux journaux ont repris les propos du maire. Shaun Connolly. « Sadiq Khan wants Special Brexit immigration Deal for London » (25 September 2017) <<http://www.independent.co.uk/news/uk/home-news/sadiq-khan-brexit-immigration-deal-london-mayor-eu-leave-deal-talks-european-union-a7965411.html>> [27 avril 2018]

²¹¹ GLA. « Our #LondonIsOpen Campaign » <<https://www.london.gov.uk/about-us/mayor-london/londonisopen>> [14 août 2020]

²¹² Philip Booth. « Thatcher: The Myth of Deregulation ». *IEA*, Discussion Paper 60: (May 2015) https://iea.org.uk/wp-content/uploads/2016/07/DP_Thatcher-the%20myth%20of%20deregulation_web_May.pdf [17 août 2020]

²¹³ Témoignage d'un directeur de banque aux États-Unis "The trouble with regulation in New York is that it's not joined up –there are too many people asking you to do too many things and half the time they contradict each other. It would be great to have just one regulator." Cité dans Michael Mainelli, "Global Financial Centers: One, Two, Three ... Infinity?", *Journal of Risk Finance*, 7.2, p 219-227 <<https://www.zyen.com/publications/professional-articles/global-financial-centers-one-two-three-infinity/>> [17 août 2020]

seulement les banques et les entreprises mais aussi des personnes à la recherche d'un travail. Saskia Sassen avance l'idée que cette évolution des villes-monde a mené à une polarisation géographique et sociale de celles-ci²¹⁴. Car si Londres attire des travailleurs internationaux ce qui lui permet de rester à la pointe de l'innovation, elle attire également des migrants à la recherche d'un travail²¹⁵. En 2016, le solde migratoire de Londres était proche de 100 000²¹⁶. Avec le développement et l'installation d'entreprises avec des salariés aux revenus élevés, une autre partie de l'économie se développe et requiert des employés peu qualifiés et donc peu rémunérés (restauration, ménage). À leur tour, ces employés ont besoin de services mais disposent de peu d'argent à dépenser, ce qui développe selon Sassen une informalisation du travail, par opposition à des emplois formels, c'est-à-dire régulés par un contrat, et apportant une sécurité et des droits. Les nouveaux migrants qui arrivent et qui occupent ces emplois informels (marchands ambulants, fabricants de vêtements à domicile ou aide-ménagères) n'appartiennent pas tant au phénomène de la migration qu'à la restructuration de l'économie dans les grandes villes²¹⁷. Ce que Saskia Sassen propose ici est une nouvelle façon d'envisager l'arrivée de nouveaux migrants, leur intégration et l'influence dans ces villes qui occupent désormais le centre de la vie financière mondiale. Ces villes concentrent désormais les ressources et les innovations, au détriment de villes industrielles ou de ports côtiers autrefois prospères. Les villes-monde attirent de nouveaux arrivants, et l'environnement de ces villes influence les migrants. Il y a une influence réciproque de la ville et de ses habitants, qu'ils soient présents depuis longtemps où qu'ils viennent d'arriver.

Saskia Sassen continue son analyse en expliquant que les villes-monde abritent par conséquent une multitude de cultures qui, autrefois fortement localisées à des endroits différents de la planète se retrouvent dans un même espace. D'après Saskia Sassen, les interactions provoquées par cette proximité font de ces villes hyperconnectées des sites stratégiques pour la transnationalisation du travail et la formation des identités

²¹⁴ Saskia Sassen. « The Global City: strategic Site/New Frontier ». *American Studies* Vol. 41 2/3. *Transnationalism, and the End of the American Century*. (Summer/Fall 2009), p. 82,83,85.

²¹⁵ Saskia Sassen, « The Global City... ». *American Studies*. (2009) p.92.

²¹⁶ Grégoire Normand. « La population de Londres a augmenté deux fois plus vite que le reste du pays », *La tribune, Partageons l'économie*, (13 octobre 2016)

<https://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/la-population-de-londres-a-augmente-deux-fois-plus-vite-que-le-reste-du-pays-607447.html> [17 août 2020]

²¹⁷ Saskia Sassen, « The Global City... ». *American Studies*. (2009) p.85 et 88.

transnationales. Cette concentration de la diversité aussi bien ethnique que socio-économique constitue la seconde partie de l'analyse des villes-monde. L'aspect financier, bien que prépondérant dans le contexte actuel, n'est qu'une partie de ce qui permet cette influence réciproque. La culture dominante de la ville, représentée par des entreprises à hauts revenus, ne peut inclure et représenter qu'une partie de la ville. Cette culture dominante catégorise souvent la super-diversité comme faisant partie de l'altérité (*Otherness*)²¹⁸. Cette diversité, souvent invisible, est néanmoins au cœur de l'évolution de la ville. Londres apparaît ici non seulement comme une ville hors du commun par son étendue et son activité, mais aussi comme un espace essentiel dans la construction des identités transnationales des populations présentes sur son territoire. À travers cet espace elles trouvent une nouvelle plateforme où elles peuvent s'exprimer. Saskia Sassen marque la différence entre l'absence de pouvoir et être un acteur politique et social *malgré* ce manque. De nombreux migrants découvrent une nouvelle liberté, mais aussi de nouvelles opportunités. Ils saisissent l'occasion de faire avancer certaines régulations au niveau des *boroughs*, parce que la ville leur en donne la possibilité. Les migrants de l'entre-deux guerres, puis plus tard entre 1945 et 1979, travaillaient souvent dans des entreprises familiales installés parfois dans leur logement, ou dans de petits entrepôts. Les migrants ont décidé de s'investir dans la vie politique locale afin d'améliorer les conditions de vie des travailleurs²¹⁹.

La Ville, comprise ici en tant qu'espace économique, social et politique, est un terrain disputé à la fois par les entreprises et les travailleurs peu rémunérés, mais aussi par les populations et diverses catégories entre elles. Les attitudes transnationales peuvent s'exprimer et se développer grâce aux opportunités que Londres offre, mais elles se construisent également en opposition aux différents acteurs de la ville, que ce soient les pouvoirs publics ou les autres populations.

Tous ces nouveaux arrivants ne s'installent pas au même endroit. Londres est composée de 32 *boroughs*, 12 font partie de l'*Inner London* et 20 forment l'*Outer London*. Le développement économique de Londres ainsi que les modifications qui en ont découlé ont

²¹⁸Saskia Sassen. « The Global City... ». *American Studies*. (2009) p.89.

²¹⁹ Jan Rath. *Unravelling the Rag Trade: Immigrant Entrepreneurship in Seven World Cities*. (Berg: New York, 2002). p.64.

Tim Butler, « The new urban intermediaries? The new middle classes and the remaking of London. » *Journal des anthropologues* (online), 77-78, (1999). p.2

mené à la gentrification des *boroughs* de *Inner London*. L'augmentation des prix de l'immobilier a poussé les ouvriers qui le pouvaient et la classe moyenne à déménager dans la périphérie de Londres. Certains résidents n'ont pas les moyens de choisir dans quel quartier s'installer et s'installent dans les quartiers plus abordables, tandis que d'autres n'ont même pas les moyens de déménager et se retrouvent « coincés » dans les *boroughs* du centre de Londres sans avoir les moyens d'en profiter²²⁰. La classe moyenne, qui s'installe dans les *boroughs* de *l'Outer London* se repose sur ses voisins de la classe ouvrière pour assurer des services tels que la garderie ou le ménage, ce qui ouvre des opportunités pour des migrants peu qualifiés. Selon Tim Butler, chercheur à East London University spécialisé dans l'interaction des classes moyennes avec les autres groupes sociaux, si les élites sont tout à fait satisfaites de ne pas avoir à interagir avec d'autres groupes sociaux et de pouvoir vivre dans des résidences sécurisées, la classe moyenne, quant à elle, ne peut pas se le permettre²²¹. Elle endosserait donc le rôle de force sociale de changement, rôle assumé par le leadership de la classe ouvrière tout au long du 20^{ème} siècle²²². Aujourd'hui les membres de la classe moyenne agissent en tant qu'intermédiaire dans la hiérarchie urbaine qui compose Londres, et sont un atout potentiel pour la cohésion sociale. Ils représentent une force sociale stratégique, qu'ils habitent dans les quartiers du centre de Londres ou dans la périphérie. La localisation des populations étudiées et surtout des associations est donc un réel indicateur sur leur situation socio-économique, mais aussi sur les interactions avec les autres groupes sociaux. Si la classe moyenne est une force sociale déterminante à Londres, on peut se demander quelles interactions sont mises en place afin d'atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés.

1.2.1.1 La gouvernance d'une ville-monde

Ces changements dans la géographie spatiale de Londres ont aussi amené des changements dans la gestion de la ville. Les proportions de la ville ainsi que son développement sont autant de défis que les autorités locales et nationales ont dû relever au cours des années. Avant qu'un gouvernement central pour la ville ne voie le jour, ce sont les paroisses et districts qui étaient en charge des différents services tels que les égouts, les rues et leur entretien, l'éclairage ou encore la lutte contre les nuisances sonores. Ce sont ces paroisses

²²⁰ Tim Butler, p. 86.

²²¹ Tim Butler, p. 86-87.

²²² Tim Butler, p.84.

et districts qui ont mis en place une instance plus centrale, le *Metropolitan Board of Work*²²³ en 1855, dont la mission était de fournir des infrastructures pour aider et accompagner la rapide croissance de la ville, comme par exemple s'assurer que les ponts enjambant la Tamise étaient en bon état.²²⁴ Seul l'aspect financier de la ville était pris en compte et le manque de considération pour les problèmes sociaux et économiques des Londoniens précipita sans doute la chute du *MBW*. Rongé par de nombreux scandales financiers, les habitants de Londres avaient peu confiance en ces membres qui n'étaient pas élus mais nommés, et qui étaient pour la plupart des hommes d'affaires. Ce bureau fonctionna jusqu'en 1888, remplacé par le *London County Council*, (LCC) directement élu et non nommé et dont les prérogatives concernaient aussi bien le système de santé que les arts. Sa juridiction ne concernait cependant que le centre de Londres (*Inner London*). L'expansion de la ville requit rapidement une gouvernance davantage régionale que municipale et le *LCC* fut remplacé en 1965 par le *Greater London Council* (GLC) qui supervisait désormais la banlieue de Londres en plus des *boroughs* du centre. Des tensions entre le dernier maire londonien du *GLC* Ken Livingstone et le gouvernement national avec à sa tête Margaret Thatcher ont mené à la dissolution de la structure en 1986. La ville de Londres s'est donc retrouvée sans autorité centrale décisionnaire et ce sont les *boroughs* qui ont pris le relais, assumant les responsabilités qui autrefois revenaient au gouvernement central londonien. Ces changements indiquent l'importance et la difficulté de trouver l'adéquation entre l'espace géré et les institutions. Les inégalités et les catégories sociales qui étaient autrefois séparées (plus une ville était importante -rang 1- plus elle attirait des travailleurs qualifiés contrairement aux villes de rang 3 par exemple, qui concentraient davantage une population ouvrière) sont aujourd'hui présentes sur un même territoire²²⁵. Toute instance gouvernementale locale pour la ville de Londres doit prendre en compte cette multiplicité de catégories sociales, économiques ou ethniques. L'action des *boroughs* semblait au départ une bonne façon de gouverner à la fois globalement et localement les différentes facettes de Londres. Chaque *borough* ayant ses

²²³ A.D Harvey. « London's Boroughs ». *History Today*. (July 1999). p.15.

²²⁴ Mike Paterson. « Birthday Greetings: A bridge Most Fair », *London Historian's blog, Random Musing about London's history*, (18th June 2011) <<https://londonhistorians.wordpress.com/tag/metropolitan-board-of-works/>> [14 août 2020]

²²⁵ Dominique Lorrain. « Gouverner « dur-mou » : neuf très grandes métropoles ». *Revue française d'administration politique*. 107.3. (2003), p 447.

propres caractéristiques, les autorités locales municipales, étaient à même de répondre plus adéquatement aux besoins des résidents.

Chacun des 32 quartiers qui composent Londres a sa propre identité et ce, depuis de nombreuses années²²⁶. Alors que 400 000 personnes travaillent à la City, seules 8 000 personnes y résident. La population y est peu diversifiée et d'un niveau socio-économique aisé. C'est un contraste saisissant avec des quartiers comme Brent, Barnet ou encore Newham, qui abritent la plus grande proportion des personnes non-britanniques, venues pour certaines des pays du Commonwealth²²⁷, mais aussi d'autres régions du monde. Newham faisait par exemple partie des 20 districts les plus défavorisés d'Angleterre en 2015.²²⁸ La gouvernance de Londres était alors presque exclusivement locale, un « réseau de gouvernance sans centre »²²⁹. Mais si les *boroughs* se gèrent à l'échelle locale, l'image globale de la ville ne peut être mise de côté. Londres est la capitale du Royaume-Uni, les préoccupations des résidents concernent en majorité la vie quotidienne, mais la GLA fait la promotion directe des intérêts de Londres auprès de Bruxelles et d'acteurs financiers et politiques²³⁰. La ville est également le moteur économique du pays et l'image qu'elle renvoie est aussi importante que son développement économique. Une gouvernance en réseau sans centre décisionnaire ne peut aider la ville à avancer dans son ensemble, et pas seulement au niveau de chaque *borough*. C'est une des raisons qui ont mené Tony Blair à rétablir une instance locale pour toute la ville de Londres avec la création de la *Greater London Authority* (GLA) en 2000, ainsi que de la fonction de maire élu.

Si cette décision redonne en apparence un centre à la gouvernance de Londres, son exécution est en réalité bien plus complexe. Les prérogatives de cette assemblée et du maire

²²⁶ Peter Ackroyd. *London, the Biography*. Chatto & Windus: London, (2000). p.701.

²²⁷ Anna Krausova et Carlos Da Silva Vargas. « Briefing. London: Census Profile », *COMPAS*. University of Oxford, (20 mai 2013), p.7.

²²⁸ Newham Info, *Newham London*,. < <https://www.newham.info/newham-facts-and-figures/>> [14 août 2020]

²²⁹ Tony Travers. *The Politics of London: Governing the Ungovernable City*. (Basingstoke : Palgrave, 2003) cité dans Michael Harloe : « Le nouveau gouvernement métropolitain de Londres : vers la terre promise ? » *Revue française d'administration publique*. 107.3. (2003).

²³⁰ Greater London Authority, "Promoting London overseas", *London Assembly*,

< <https://www.london.gov.uk/mayor-london/public-affairs/promoting-london-overseas>> [14 août 2020]

Greater London Authority "London's European Office", *London Assembly*,

< <https://www.london.gov.uk/mayor-london/public-affairs/londons-european-office>> [14 août 2020]

sont vagues et chevauchent celles assumées par les *boroughs* depuis 1986. Ces derniers fonctionnent en effet comme des municipalités avec un maire élu (parfois nommé), qui représente l'autorité locale. Les *boroughs* ont la charge de fournir des services aux habitants afin de maintenir des conditions de vie décentes. Bien que cela ne soit pas formellement écrit dans les textes de loi répartissant les pouvoirs à la suite de l'abolition du *GLC*, les autorités locales des *boroughs* veillaient également à la cohésion sociale et à la compétitivité économique. N'ayant pas d'autorité centrale décisionnaire pour l'ensemble de la ville, ce dernier point pouvait revêtir différentes réalités en fonction des besoins de la population. Chaque maire et chaque conseil municipales souhaitent que son quartier soit prospère et constituent un environnement sain, sécuritaire et juste pour toutes les personnes qui y habitent. C'est cependant différent d'une politique commune à toute la ville, envisagée comment entité entière et non divisible. Le rétablissement d'un gouvernement londonien avait également pour but de représenter la ville comme une entité à part entière et non comme une somme de quartiers. Cette nouvelle façon d'envisager la ville a sans doute aidé la candidature de Londres pour les Jeux Olympique des 2012²³¹. Les rôles de la GLA concernent principalement deux domaines : la cohésion sociale et la compétitivité économique²³². C'est donc le « nouveau » gouvernement central londonien qui donne désormais la direction à suivre dans ces deux secteurs, et non plus les *boroughs*, en fonction des besoins spécifiques ; parce que la *GLA* prend des directions pour l'ensemble de la ville, elle est un pouvoir central quasi régional étant donné la superficie de Londres. Les *boroughs* sont toujours en charge des services de la vie quotidienne des londoniens, tels que la collecte des déchets, l'entretien des routes ou encore la protection de l'environnement. Afin d'atteindre ses objectifs, les *boroughs* avaient formé de nombreux partenariats avec des associations et des lobbies. Le rétablissement d'un gouvernement central est venu bousculer l'organisation des autorités locales qui avaient désormais l'habitude de prendre leurs propres décisions. De son côté, dès 2001, le maire de Londres souhaitait faire de Londres un exemple de ville globale ou de ville-monde²³³ avec des rapports préconisant des changements dans le domaine du transport et le

²³¹ Mark Tewdwr-Jones, "Governing London and Sustainability: Power and Contestation in a World City", *Carbon & Climate Law Review*, 5.1, (2011), p. 65, 69.

²³² Michael Harloe. « Le nouveau gouvernement métropolitain de Londres : vers la terre promise ? », *Revue française d'administration publique*. 107.3. (2003) p.320, 322.

²³³ Mayor of London office, *The London Plan: Spatial Development Strategy for Greater London.*, GLA : London (Fév 2004), p.15.

développement économique. Cette vision a été exprimée en détail par la publication en 2004 du Plan pour Londres. Ce plan « stratégique » (*The London Plan : Spatial Development Strategy for Greater London*) présente une vision, menée a priori par une autorité locale puissante et actrice principale de la nouvelle gouvernance londonienne. Mais dans la pratique, on assiste plutôt à une réorganisation de la gouvernance incluant de multiples acteurs actifs à plusieurs niveaux, non seulement au niveau de Londres mais aussi au niveau des *boroughs*. Il a fallu prendre en compte à la fois les prérogatives de ces derniers, l'action du secteur associatif, et le nouveau gouvernement central, chacun cherchant son propre intérêt.

Le rétablissement de la *GLA* témoigne également d'un désir du *New Labour* (au pouvoir entre 1997, arrivée de Tony Blair à Downing Street, et 2010) d'être un gouvernement de proximité. Le *Local Government Act* (2000) confirme cette tendance à « rapprocher » le pouvoir en donnant davantage de pouvoirs aux autorités locales pour promouvoir et améliorer le bien-être économique, social et environnemental de la population, et en donnant la possibilité via des référendums d'avoir des maires directement élus en lieu et place d'un système qui reposait majoritairement sur des comités²³⁴. Cette délégation du pouvoir et du leadership sera consolidée par le gouvernement Brown en 2007 et la mise en place de « Quangos » (*quasi non-governmental organisation*), des structures partiellement subventionnées par l'État. Très décriées, elles furent progressivement dissoutes. En 2010, le gouvernement Cameron consolide les partenariats entre les associations et les pouvoirs publics avec le concept de *Big Society*, un désengagement de l'état des politiques sociales²³⁵. Une des mesures phares du programme de David Cameron, la *Big Society* devait redonner de l'importance à la société civile et développer l'implication des communautés, en déléguant les questions sociales aux associations. Le but était de décentraliser le pouvoir décisionnaire,

<https://www.london.gov.uk/sites/default/files/the_london_plan_2004.pdf> [14 août 2020]
GLA. *The London Plan: Spatial Development Strategy for Greater London*. February 2004

²³⁴ United Kingdom, *Local Government Act*, the National Archives (2000)
<<https://www.legislation.gov.uk/ukpga/2000/22/contents>> [17 août 2020]

²³⁵ Simon Cottin-Marx, Matthieu Hély, Gilles Jeannot et Maud Simonet, « La recomposition des relations entre l'État et les associations : désengagements et réengagements », *Revue d'administration publique*, 3.163, (2017), p. 464.

diversifier l'engagement civique et adopter une approche pluraliste sur les questions publiques²³⁶.

Certains ont pensé que cette nouvelle politique marquait une nouvelle ère pour le multiculturalisme et l'acceptation des BME, longtemps mise de côté²³⁷. Des initiatives comme le « Big Lunch », encourageaient les personnes à ouvrir leur maison à leur voisin et construire un sentiment d'appartenance à la communauté²³⁸. Ce devait être une alternative au « Big Government », un état omniprésent dans tous les domaines de la vie publique. En définitive, cette nouvelle approche fut bénéfique pour les organisations de la société civile déjà bien installées, laissant peu de places aux petites associations citoyennes²³⁹.

David Cameron s'était engagé à « réparer la société »²⁴⁰, qui avait souffert des attentats de juillet 2005 et de la crise financière et bancaire de 2008 qui avait fragilisé les banques et obligé les gouvernements nationaux à injecter des liquidités pour maintenir le système bancaire. La Grande-Bretagne avait fait de la réduction de la dette une de ses priorités. Le concept de la *Big Society* était donc tout indiqué. Les subventions accordées aux associations ont été drastiquement réduites et distribuées en fonction des projets que les associations mettaient en place. Cette réduction dans le budget alloué aux associations et aux projets locaux se traduit par exemple par l'abandon du *Migration Impact Fund* dont le but était d'aider les agences locales et régionales à supporter le coût des migrants qui s'installaient dans leur région²⁴¹. Cela allait de pair avec le désir d'utiliser les associations dans la gouvernance. Ainsi pour obtenir une subvention de la part de l'État, les associations devaient s'intégrer à un programme ou mettre en place un projet en accord avec les directives nationales, comme par exemple l'aide aux personnes âgées ou handicapées. Les associations se sont donc impliquées dans la gestion de la ville et dans la mise en application des projets

²³⁶ Richard Kelly et Robert Crowcroft, "From Burke to Burkha: Conservatism, Multiculturalism and Big Society", *The Political Quarterly*, 82, (2012), p. 109.

²³⁷ Cabinet Office, "The Future role of the Third sector in social and economic regeneration: Final Report, *HM Treasury*, (2007) p.21.

²³⁸ Hélène Balazard, Robert Fischer et Matt Scott, « The 'Big Society' in the United Kingdom: Privatisation or democratisation of public services », *Revue d'administration publique*, 3.163, (2017), p. 508.

²³⁹ Matthew Scott, "Reflections on 'The Big Society'", *Community Development Journal*, 46.1 (Janv 2011), p.134.

²⁴⁰ « we need to mend our broken society », *Conservatives Manifesto*, Conservative Party: London, (2010).

²⁴¹ Ben Gidley. « Migrants in London: Policy Challenges ». *Compass*: Oxford, (29 mars 2011). p.2

nationaux. Des projets tels que des repas chauds distribués aux personnes qui ne peuvent pas se déplacer ont vu le jour (*Meals-on-wheels*). D'autres associations ont obtenu l'agrément pour devenir centre d'examen pour le *Life in the UK* test. Le but des associations n'est pas uniquement de recevoir des subventions, mais également de se faire connaître auprès des pouvoirs locaux dans le but de développer leur influence²⁴². Mais, s'il y a un réel désir de la part du pouvoir national d'utiliser les associations comme partenaires à part entière dans la gouvernance, la mise en place de ces partenariats soulève quelques questions en ce qui concerne le réel pouvoir que les associations peuvent exercer sur leurs projets.

Grâce à l'impulsion des gouvernements Cameron et May, les associations ont davantage d'opportunités pour s'exprimer, du moment qu'elles organisent des projets en accord avec les programmes nationaux. On peut se demander dans quelle mesure ce nouvel espace influence - favorise ou limite - la transnationalité des nombreuses populations catégories qui sont représentées par les milliers d'associations présentes à Londres. Les éléments évoqués créent un environnement propice à l'expression des différentes catégories.

1.2.1.2 La super-diversité, une particularité londonienne

La ville de Londres a évolué au rythme des différentes populations qui ont résidé entre ses murs. Des négociants en textile du 11^{ème} siècle aux marchands italiens du 16^{ème}, tous ont influencé et formé la ville. Mais dès le début des échanges commerciaux, les migrants ont souffert d'un statut ambigu. Leur venue compensait l'importante mortalité de l'époque, mais déjà une certaine xénophobie s'était développée, quelques-uns se réclamant d'une « race première » ou « originelle » qui en réalité n'existait pas²⁴³. Parler de « vrais » londoniens, c'est oublier que Londres a été créée de toutes pièces par les différents envahisseurs (Romains, Saxons, Normands), puis par les réfugiés et commerçants qui se sont installés pour profiter de la place centrale qu'occupait la ville. Comme l'explique Peter Ackroyd dans *London, the Biography*, commerce et migration étaient indissociables²⁴⁴. Ce sont les migrants (réfugiés ou non) qui faisaient vivre la ville. L'analyse qui en ressort est que contrairement à ce que les différentes campagnes de communications présentent, la tradition de Londres

²⁴² Steven Vertovec. « Towards post-multiculturalism? Changing Communities, conditions and contexts of diversity » UNESCO. Blackwell Publishing: Oxford, (2010). p.85.

²⁴³ Peter Ackroyd. *London, the Biography*. (2000). p.702.

²⁴⁴ Peter Ackroyd. *London, the Biography* (2000). p. 703-704.

comme terre d'accueil des migrants est quelque peu trompeuse. Londres est bien une ville accueillante, mais parfois plus par profit que par principe humaniste²⁴⁵. Les changements géopolitiques des années 1990 ont vu la création et la reconnaissance de nombreuses minorités dont certains membres ont fui des régions politiquement et économiquement instables dans l'espoir d'un meilleur avenir. Les conflits des années 2000, comme les catastrophes naturelles et écologiques, ont poussé des centaines de milliers de personnes sur les circuits migratoires. La politique d'ouverture de l'Europe et la réputation de Londres comme ville d'accueil ont fait de cette dernière une destination privilégiée pour les nouveaux migrants.

Par sa place centrale sur le plan politique, administratif et économique, Londres a accueilli de nombreux groupes et a rapidement concentré une population toujours plus diversifiée dans certains de ses quartiers. Cette concentration de la diversité dans des espaces parfois très restreints et dans des conditions économiques difficiles a provoqué des heurts, notamment dans les années 1960. Mais tout comme la source des tensions et des émeutes n'était pas uniquement l'origine ethnique des populations, la diversité qui caractérise Londres aujourd'hui est bien plus complexe que le simple regroupement en un seul endroit de populations issues d'origines diverses. Il devient de plus en plus difficile pour les pouvoirs publics de catégoriser les populations. Alors que les migrants appartenaient généralement à de grands groupes organisés (populations venues des Caraïbes, du Pakistan ou de l'Inde), divisés en quelques catégories (*Black, Asian, Mixed*), la diversité qui caractérise Londres aujourd'hui est davantage composée de groupes plus petits et moins organisés²⁴⁶, (population venues d'Érythrée du Soudan, des pays d'Europe de l'Est qui sont récemment entrés dans l'Union Européenne...) à l'intérieur desquels les distinctions socio-économiques prennent le pas sur l'origine, ce qui aboutit à une multiplication des catégories dans lesquelles ces migrants s'identifient. La multiplication de petits groupes a mené les chercheurs en sciences sociales à considérer la réalité du terrain avec un œil nouveau. Cette « super-diversité » telle qu'elle est décrite par Steven Vertovec est un phénomène qui va bien au-delà de la simple question de

²⁴⁵ Peter Ackroyd. *London, the Biography* (2000). p.702.

²⁴⁶ Steven Vertovec. « The Emergence of Super-Diversity in Britain ». Working Paper 25. *COMPAS*, University of Oxford. (2006). p.3.

l'origine ethnique.²⁴⁷ On emploie le terme « diversité » lorsqu'il y a plus d'une centaine de groupes présents avec des statuts légaux et des conditions socio-économiques différentes.

Mais parler de super-diversité, c'est également prendre en compte la façon de vivre des migrants, la manière dont ils se définissent.²⁴⁸, et se positionnent politiquement. De la super-diversité en termes d'origine nationale, d'identification à une catégorie ethno-raciale ou encore de statut socio-économique, découle une super-diversité dans les pratiques citoyennes. Le concept de diversité dans ce contexte va donc bien au-delà de l'origine, elle interroge aussi le sentiment d'appartenance et par extension l'implication civique. Cette réalité est de plus en plus difficile à appréhender et à « gérer » pour la société d'accueil qui a parfois du mal à s'adapter aux changements induits par cette multiplicité de la diversité, mais aussi pour les autorités locales qui doivent composer avec chacune des populations et des sous-catégories qui les constituent. «La diversité en Grande-Bretagne n'est plus ce qu'elle était »²⁴⁹, explique Steven Vertovec La population londonienne a toujours été composée de multiples groupes, mais il y a eu un changement tant dans la diversité des groupes qui la composent, que dans l'organisation de la population migrante de Londres ; plus difficile à identifier clairement et avec une organisation sociale qui diffère de ce que les autorités locales avaient connu jusque-là, cette nouvelle caractéristique fait de Londres un terrain d'opportunités tant pour la ville que pour les migrants. Bien que la migration soit souvent un sujet politiquement controversé, elle est également « un puissant indicateur de la modernité, de l'ouverture et de la capacité d'adaptation d'une ville face aux progrès économiques²⁵⁰».

Ces nouveaux migrants ne diffèrent pas uniquement des populations précédemment installées par leur origine, mais également par leurs liens avec leur pays d'origine, leur structure sociale ou leur statut légal²⁵¹. Ces nouvelles populations n'ont en effet pour la

²⁴⁷ Steven Vertovec. « The Emergence of super-Diversity in Britain ». p.1

²⁴⁸ Sarah Spencer. « Super-Diversity and the City ». *Cities of Migration. Conversation in integration*. (21 mars 2012)

http://citiesofmigration.ca/ezone_stories/sarah-spencer-super-diversity-and-the-city/

²⁴⁹ «Diversity in Britain is not what it used to be» Steven Vertovec, *The Emergence of Super-Diversity in Britain*, Centre on Migration, Policy and Society - COMPAS, Working Paper 25 (2006), p.1.

²⁵⁰ Ian Gordon, Tony Travers et Christine Whitehead *The Impact of Recent Immigration on the London Economy*. London School of Economics and Political Science: City of London. (July 2007). p.6.

²⁵¹ Steven Vertovec. « *Towards post-multiculturalism. Changing Communities, conditions and contexts of diversity* » UNESCO. (Blackwell Publishing: Oxford, 2010) p.87.

plupart aucun lien historique avec Londres ou la Grande-Bretagne dans le sens où elles ne proviennent pas de pays anciennement sous l'empire britannique, et il est difficile pour les autorités locales de trouver un interlocuteur (leader accepté ou porte-parole reconnu) pour engager un dialogue. Cette nouvelle vague de migrants arrive dans un contexte social où les revendications identitaires d'ordre ethniques, économiques ou sociales, où sur des questions de genre ou encore d'orientation sexuelle, se libèrent et se multiplient. Cette réalité socio-économique, ajouté à ce que Londres apporte et représente, introduit un nouveau niveau à prendre en compte dans la gestion de la ville. En plus de vendre ou de présenter au monde une image d'une ville prospère et où il fait bon vivre et investir, les pouvoirs publics souhaitent aussi donner l'image d'une ville multiculturelle, tolérante, où toute personne est la bienvenue²⁵².

²⁵² John Eade. *Placing London. From Imperial Capital to Global City*. Bergham books: Oxford, (2000). p.179.

1.2.2 Gouverner la diversité à Londres

Combiner à la fois le besoin de main d'œuvre à différents moments de l'histoire de la ville avec la méfiance que l'arrivée « d'étrangers » peut provoquer a toujours été un numéro d'équilibriste pour les pouvoirs publics britanniques et encore plus pour les autorités locales londoniennes car la ville accueille la majorité des migrants²⁵³. D'une ouverture complète des portes en 1948 avec le *British Nationality Act*, les autorités britanniques ont ensuite tenté de réguler et de réduire le flux de migrants arrivant dans le pays, jusqu'à aujourd'hui où les récentes lois votées depuis 2010 ont pour but de créer « un environnement hostile pour les migrants illégaux ²⁵⁴» tout en aidant ceux qui résident légalement dans le pays.

Les premières lois britanniques régulant le flux de migrants arrivant dans le pays sont votées en 1905 et 1907, lorsque que les persécutions tsaristes envers les Juifs provoquent l'exode d'une grande partie de la population. La majorité des migrants qui arrivent à Londres sont alors peu qualifiés. D'autres lois suivront jusqu'à la Seconde guerre mondiale. Les migrants doivent démontrer qu'ils ont les moyens de subsister au Royaume-Uni sans bénéficier des aides sociales du pays²⁵⁵. Mais en 1948, au lendemain de la guerre et des bombardements dévastateurs que le pays avait subi, il y eut une forte demande de main d'œuvre et un réel désir de la part du Royaume-Uni de se reconstruire et d'occuper de nouveau un rôle sur la scène mondiale. Avec le *British Nationality Act* de 1948, le gouvernement de Clement Atlee espérait attirer des migrants afin d'aider à la reprise économique du pays. Ainsi, bien que chaque pays membre de l'Empire puis du Commonwealth ait sa propre nationalité, les ressortissants sont devenus sujets britanniques, et pouvaient à ce titre se rendre au Royaume-Uni et s'y installer librement²⁵⁶. Contrairement aux attentes, ce furent des migrants originaires des Antilles qui arrivèrent la même année à Londres. Des tensions dues autant aux inégalités économiques et sociales qu'à l'origine,

²⁵³ Ben Gidley. « Migrants in London: Policy Challenges ». *Compas*. Oxford, (2011), p.2.

²⁵⁴ Theresa May, alors ministre de l'intérieur, citée par Jessica Elgot. « Theresa May's 'hostile environment' at heart of Windrush scandal ». *The Guardian*. (17 avril 2018)

<<https://www.theguardian.com/uk-news/2018/apr/17/theresa-mays-hostile-environment-policy-at-heart-of-windrush-scandal>> [26 avril 2018]

²⁵⁵ Ian Spencer. *British Immigration Policy since 1939: The Making of Multi-Racial Britain*. Routledge: London, (1997). p.24

²⁵⁶ Panikos Panayi, *An Immigration History of Britain, Multicultural Racism since 1800*, Harlow: Pearsons: (2010), p.63.

apparurent dans les quartiers et les villes ouvrières de l'Angleterre. Des années 1960 jusqu'au début des années 1980, les gouvernements britanniques successifs ont tenté de réduire le flux de migrants tout en essayant d'améliorer les relations entre les différentes populations déjà présentes avec un ensemble de lois s'attaquant à la discrimination dans le travail (*Race Relations Act* de 1965), puis dans le logement (*Race Relations Act* de 1968)²⁵⁷.

Les populations arrivées pendant les années 60 avaient bénéficié d'un ensemble d'initiatives dans le but de promouvoir la tolérance et le respect, notamment en ce qui concerne les relations avec la société d'accueil. Des lieux de culte et des centres de communauté ont été créés, et de nombreuses associations se sont mobilisées pour aider les populations à s'intégrer. Mais ces politiques sont devenues inadéquates face à la réalité de la population londonienne, et elles ne peuvent résoudre les tensions. Il a été nécessaire de réévaluer et repenser les politiques gouvernementales à l'endroit des nouveaux arrivants. Ce sont en effet avec les groupes déjà installés que les tensions sont les plus vives et non uniquement avec la population dite « blanche »²⁵⁸. Avoir la même religion n'est pas synonyme d'entente ou de compréhension. Les Iraniens en sont un exemple particulièrement parlant : ils sont musulmans, mais font partie de la branche chiite, qui ne représente que 20% des musulmans. Isolés et peu nombreux en comparaison des musulmans sunnites, ils se retrouvent souvent en désaccord avec d'autres musulmans. Cette constatation de la multitude de sous-groupes ethniques, religieux et sociaux a mené à l'évolution des questions du recensement, dans le but de « classer » les populations qui composent désormais la société et correspondent davantage à la réalité.

En 1971 et 1981, seul le pays de naissance était demandé, ainsi que l'année d'entrée au Royaume-Uni.²⁵⁹ En 1991, la question de l'ethnicité apparaît en plus de celle sur le pays de naissance et l'année d'entrée au Royaume-Uni n'est pas demandée. Neuf choix étaient alors possibles, et 15 en 2001. C'est également en 2001 que la question de la religion apparaît

²⁵⁷ Panikos Panayi, p.269.

Richard T. Ashcroft and Mark Bevir, "British Multiculturalism after Empire: Immigration, Nationality, and Citizenship", *Multiculturalism in the British Commonwealth, Comparative Perspectives on Theory and Practice*, University of California Press: Berkeley (2019), p.30.

²⁵⁸ Sarah Spencer. « Super-Diversity and the City ». *Cities of Migration. Conversation in integration*. (21 mars 2012). <http://citiesofmigration.ca/ezone_stories/sarah-spencer-super-diversity-and-the-city/>

²⁵⁹ Voir annexe 3

pour la première fois. Les changements les plus significatifs concernant la diversité interviennent cependant en 2011. En plus du pays de naissance et de l'ethnicité comme dans les formulaires précédents (deux catégories ethniques : « *Gipsy* » et « *Arab* » sont rajoutées), le formulaire de 2011 pose la question de l'identité nationale, ce qui implique pour les migrants et leurs descendants la question de leur sentiment d'appartenance à la société britannique. Enfin deux autres questions indiquent un changement dans la façon d'envisager la présence des populations dans le pays : le type de passeport détenu par la personne, et son niveau de maîtrise de l'anglais. Ces dernières questions sont en cohérence avec l'Immigration, *Asylum and Nationality Act* de 2006, qui entre autres modifications de lois antérieures, impose un test pour toute personne qui souhaiterait obtenir la nationalité britannique. Ce test demande aux candidats de connaître l'histoire du pays, ainsi que les institutions²⁶⁰. Il ne s'agit plus seulement de s'intégrer à travers l'obtention d'un travail et de s'acquitter des différentes taxes, mais d'être acteur de la société et de contribuer à la cohésion sociale. Alors qu'il est possible pour certaines personnes de passer une vie entière sans parler un mot d'anglais, le but de ce test et des renseignements collectés par les fiches de recensement, est de remédier à cette situation.

Ces éléments démontrent que la question de la migration en Grande-Bretagne et plus précisément à Londres soulève d'autres interrogations que l'intégration des migrants, telles que l'identité, et la citoyenneté, c'est-à-dire la façon dont un migrant se définit et son rapport aux institutions et à la participation politique. L'identité n'est pas figée et le sentiment d'appartenance ne se développe pas naturellement une fois que le migrant est installé quelque part. Les catégories « *mixed* » apparues dans les formulaires de recensements pour correspondre à la réalité de la population, sont un autre exemple de cette multiplication de l'identité, que ce soit pour les migrants de la 2^{ème} et 3^{ème} génération ou pour les primo-arrivants. Pour Londres, la question de la migration et de l'intégration des migrants est directement liée à la compétitivité²⁶¹. Dans un contexte géopolitique toujours plus complexe et tendu, la façon dont un migrant se définit peut jouer un rôle dans son rapport à la citoyenneté mais aussi dans son interaction avec d'autres groupes. C'est particulièrement vrai

²⁶⁰ Home Office. *Life in the United Kingdom: A guide for new residents*, 3rd Edition, <<https://lifeintheuktests.co.uk/study-guide/>> [09.05.2018]

²⁶¹ Tim Butler, « The new urban intermediaries. The new middle classes and the remaking of London. » *Journal des anthropologues* (online), (1999). p.21.

dans le cas des Chypriotes et notamment des Chypriotes turcs. Il y a tout un symbolisme à se définir comme un Turc ou comme un *Chypriote* turc. Cette identité influence les réactions des Chypriotes grecs, des Turcs, des Chypriotes turcs, des Grecs, mais aussi des autorités administratives locales. Les Chypriotes turcs sont presque étrangers sur leur propre terre à Chypre et sont désormais en minorité. Ils souffrent de la situation économique précaire de la partie nord de l'île qui repose entièrement sur l'aide de la Turquie. Se définir comme Chypriote turc, c'est résister et refuser d'être assimilé aux Turcs du continent. D'un autre côté, les Turcs sont ressortissants d'un pays dont la position politique n'est pas toujours claire entre la Russie et l'Occident et qui occupe illégalement 1/3 de Chypre. Se définir comme Turc alors que l'on est Chypriote turc peut envoyer un message aux pouvoirs publics ou au reste de la population chypriote installée à Londres. La relation avec le pays d'accueil n'est en conséquence pas la même pour les Turcs ou les Chypriotes turcs. Ces considérations peuvent être multipliées par centaines, - par le nombre de populations présentes sur le sol londonien. La super-diversité est un facteur central avec lequel chacun des acteurs à Londres, du migrant au représentant local ou régional, doit composer. La gouvernance globale de Londres par ses différentes instances n'a pas toujours pris en compte les implications que cette super-diversité impliquait. Mais le rétablissement de la *Greater London Authority* en 2000 est aussi le signe d'un souhait de la part du gouvernement national de déléguer les pouvoirs au niveau régional et local²⁶².

Cette super-diversité est de plus en constante évolution, influencée par le profil des nouveaux arrivants (demandeurs d'asile ou étudiants de passage), par les lois migratoires et leur évolution qui cherchent à couvrir la majorité des cas. L'inclusion des associations au cœur de la gouvernance de Londres semble être à double tranchant pour les associations comme pour les pouvoirs publics. On peut se demander si ce désir autrefois porté par le gouvernement Blair n'est pas devenu un moyen aujourd'hui pour les pouvoirs publics de se désintéresser des problèmes locaux, tout en s'assurant par le biais des subventions que les différents acteurs travaillent pour un même but. Du côté des associations, la question se pose de savoir quel est le réel avantage – outre le relatif avantage financier- que ces dernières retirent de ce mode de gouvernance. Si la question de l'attitude des pouvoirs publics concerne

²⁶² « *We will clean up politics, decentralise political power throughout the United Kingdom and put the funding of political parties on a proper and accountable basis* » et voir la section « Good Local Government ». Tony Blair. «New Labour because Britain deserves better. Britain will be better with new Labour » New Labour Manifesto, 1997. <<https://www.fes.de/fulltext/ialhi/90057/90057001.htm>> [17 août 2020]

indirectement cette étude, l'attitude et l'opinion des associations qui travaillent – par choix stratégique ou réel investissement - avec les pouvoirs locaux peuvent influencer l'identité transnationale des populations qu'elles représentent. Dans ce contexte la cohésion sociale est un objet construit, donc complexe, évolutive et contestée. Il a fallu que les pouvoirs publics mettent en place des stratégies pour arriver à donner à Londres l'image d'une ville accueillante. Déléguer à des acteurs locaux n'est cependant pas la garantie de la suppression des problèmes qui agitent la société londonienne.

1.2.2.1 L'influence de la super-diversité londonienne sur la citoyenneté

Cette diversification de la diversité peut en effet générer de la méfiance de la part de la société d'accueil²⁶³. Les politiques dites multiculturalistes des années 1970 au Royaume-Uni se basaient sur les populations migratoires de cette époque et avaient contribué à les intégrer. Mais les nouveaux arrivants n'appartiennent pas aux catégories déjà établies et ont du mal à trouver leur place, engendrant des tensions. Sarah Spencer du COMPAS (Centre on Migration, Policy and Society de l'université d'Oxford) explique que les tensions observées avec les nouvelles populations ne concernent pas uniquement la société d'accueil « blanche » mais également les populations des vagues migratoires précédentes. Ces dernières ont en effet réussi à trouver un équilibre entre leur intégration dans la société londonienne et leur culture. Elles ont également adopté certaines habitudes de la société d'accueil et le décalage avec les nouveaux arrivants est tel qu'il est difficile pour eux de trouver un terrain d'entente. Cette observation éclaire les possibles tensions qui peuvent se créer même au sein d'une même population si tous ses membres ne sont pas arrivés à la même période. Dans le cas de la population iranienne par exemple dont la population aujourd'hui présente à Londres est le fruit de vagues de migration successives, les Iraniens récemment arrivés pour la plupart en tant que demandeurs d'asile ont des aspirations et des attitudes différentes que les Iraniens arrivés à la suite de la Révolution islamique par exemple. Cette différence joue également un rôle dans la perception que les migrants ont d'eux-mêmes. Les migrants iraniens issus de la classe moyenne et intellectuelle pour fuir un régime oppresseur n'envisagent pas leur intégration dans la société londonienne et leur citoyenneté de la même manière que des

²⁶³ Roger Waldinger and David Fitzgerald. « Transnationalism in Question ». *American Journal of Sociology*, 109.5, (March 2004). p.1184.

iraniens demandeurs d'asile ou des migrants économiques. Ces derniers peuvent donc se sentir plus en adéquation avec d'autres migrants économiques qui éprouvent les mêmes difficultés et les mêmes défis. Dans l'interview mentionné Sarah Spencer explique que l'ethnicité n'est pas le seul critère de diversité dans une société et que certains critères comme le genre, l'orientation sexuelle, le handicap ou encore l'âge peuvent être davantage rassembleur : « En réalité, la perception de votre identité en tant que gay ou handicapé peut se révéler plus forte que votre identité de migrants²⁶⁴ ». Cet enchevêtrement de critères de définition constitue ce qu'on appelle la super-diversité de Londres, et c'est cette nouvelle façon d'envisager l'identité, non plus comme un élément unidimensionnel défini uniquement en référence à des critères d'origine nationale ou d'identité ethno- raciale, mais comme une superposition de « couches » multiples.

Sur le terrain, cette diversité se traduit par des quartiers londoniens de plus en plus distincts sur le plan démographique. Ainsi, ce sont dans les quartiers de Brent, Newham, Ealing ou encore Barnet que l'on peut trouver la plus grande proportion de personnes nées en dehors- du Royaume-Uni²⁶⁵. Les quartiers de Brent et Ealing sont les deux quartiers de Londres à ne pas être majoritairement habités par une population blanche. À l'opposé, les quartiers Chelsea et Kensington, situés au cœur de Londres, ont une population moins diversifiée²⁶⁶. Il devient difficile avec cette multiplication des populations de définir chacune d'elle. Dans l'ensemble, les autorités locales tentent par tous les moyens de faire cohabiter les différentes populations. Mais les attentats de 2005 ont démontré que ce l'on croyait être un succès n'était pas si efficace et que la politique multiculturaliste appliquée tout au long des dernières décennies avait échoué²⁶⁷. Les rapports demandés par le gouvernement britannique ont conclu que malgré les efforts faits pour s'assurer de l'intégration des différentes populations dans la vie sociale londonienne, ces dernières menaient en réalité des « vies

²⁶⁴ “In fact, your sense of identity as a gay or disabled person may be stronger than your identity as a migrant” Sarah Spencer. *Diversity and the City*.

²⁶⁵ Anna Krasouva et Carlos Vargas Silva. «Briefing: London: Census Profile ». Compas: Oxford, (20 mai 2013).

²⁶⁶ Office for National Statistics, “Ethnicity and National Identity in England and Wales: 2011”, *People, Population and Community* (11 décembre 2012)
<<https://www.ons.gov.uk/peoplepopulationandcommunity/culturalidentity/ethnicity/articles/ethnicityandnationalidentityinenglandandwales/2012-12-11#differences-in-ethnicity-across-local-authorities>> [17 août 2020]

²⁶⁷ David Cameron, “PM's speech at Munich Security Conference”, Munich Security Conference. (5 février 2011). Discours.
<<https://www.gov.uk/government/speeches/pms-speech-at-munich-security-conference>> [27 Avril 2018]

parallèles²⁶⁸». C'est-à-dire que les populations sont cloisonnées et n'ont aucun contact les unes avec les autres. Bien que cette affirmation puisse être contestée ou tout du moins nuancée, elle a été le point de départ d'une série d'initiatives et de programmes gouvernementaux ayant pour but de remédier à la situation. La mise en application revenant aux autorités locales et dans le cas de Londres aux *boroughs*, a permis aux associations de se placer en véritables partenaires pour la mise en œuvre de ces programmes. À travers cette collaboration, les associations ont pu non seulement se faire connaître, mais également sensibiliser la population aux causes qui leur tenaient à cœur. Il existe toujours cependant des incompréhensions entre les associations locales et les pouvoirs publics. L'innovation gouvernementale de 2013 consistant à faire circuler des camionnettes dans les *boroughs* de Barnet, Ealing et Brent appelant à la délation et incitant ceux présent illégalement à partir de leur plein gré a été très mal perçue²⁶⁹.

La ville de Londres s'avère être un terrain de prédilection pour l'étude de populations minoritaires et leur rapport à la citoyenneté du pays qui les accueille. Le fonctionnement de Londres et les réductions budgétaires allouées aux associations d'une part et le désir des gouvernements Cameron puis May de voir les migrants s'intégrer et s'impliquer davantage dans la vie quotidienne (*cf.* le système de points à gagner à travers l'engagement civique (bénévolat dans des associations) qui permet l'obtention d'une carte de séjour²⁷⁰) ont obligé les migrants et leurs responsables ou porte-parole à se pencher davantage sur l'image que la société d'accueil avait de leur population. Dans le cas de la population chypriote, les associations et les responsables ont besoin du soutien du gouvernement britannique pour apporter un poids supplémentaire à leur demande concernant le retrait des troupes et la condamnation de la Turquie. Le soutien de l'opinion publique est donc un enjeu de taille pour ces associations. Se faire connaître, être reconnu comme participant à la vie quotidienne sont des actions qui mettent la société civile et par extension la population chypriote en lumière.

²⁶⁸ Ted Cante. *Community Cohesion. A New Framework for Race and Diversity*. Basingstoke: Palgrave MacMillan, 2008(2005). p.56.

²⁶⁹ "Council 'horrified' over scheme for immigrants to go". *BBC News* (23 juillet 2013)
< <https://www.bbc.com/news/uk-england-london-23419848> > [17 août 2020]

²⁷⁰ United Kingdom, "Borders, Citizenship, and Immigration Act", National Archives, (2009)
< <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/2009/11/content> > [17 août 2020]

De leur côté, les associations iraniennes souffrent de la réputation de leur pays. Contrairement à la société civile chypriote, les Iraniens ne cherchent pas à recevoir un soutien de la part du gouvernement britannique, ni même de la population, mais ils souhaitent se faire connaître pour des sujets différents que ceux diffusés dans les journaux. En montrant leur contribution à la société d'accueil, les associations mettent en lumière des aspects positifs de la population iranienne à Londres, et gagnent ainsi la confiance et la faveur de l'opinion publique. Cela pourrait également leur être utile dans l'éventualité d'un soulèvement populaire comme c'est arrivé en décembre 2017 en Iran. Il s'agit à la fois de ne pas éveiller la méfiance mais également de chercher un soutien diplomatique si nécessaire. Dans les deux cas de figure, pour la société civile chypriote et la société civile iranienne, il convient de replacer ces aspirations dans le contexte de Londres, où de nombreuses associations et populations se côtoient, avec sans doute des aspirations comparables pour des causes qui leur sont propre. La compétitivité qui entre en compte ne peut alors se jouer que sur le plan de l'engagement civique. Dans une autre ville au profil démographique différent, les impulsions et les initiatives seraient sans doute moins développées. Ainsi, Sarah Spencer fait la distinction entre appartenir ou se sentir membre d'un pays et se sentir membre ou appartenir à une ville²⁷¹. L'appartenance à un groupe est aujourd'hui de plus en plus flexible, et peut prendre plusieurs formes et durer plus ou moins durablement²⁷². Le lieu d'origine tout comme le lieu d'installation peuvent influencer l'identité du migrant, et éclairent sur sa propre détermination et par extension sur sa conception de la citoyenneté. Comme les études sur le transnationalisme l'ont montré, l'état-nation n'est pas la seule référence pour parler de société d'origine. Le migrant fait parfois partie d'un village ou d'une ville, voire même d'une région avant de faire partie d'un pays. Cette distinction touche à l'identité du migrant. Dans une société ou une communauté qui ne connaît rien de lui, le migrant peut se définir plus précisément. Cela peut être lié à l'histoire personnelle du migrant ou être un signe d'identification. Tout comme l'endroit choisi comme lieu d'origine (pays, ville ou région) fait partie de l'identité du migrant, le lieu d'installation impacte l'identité du migrant. En accord avec les caractéristiques de la ville, les Londoniens sont souvent vus comme des personnes

²⁷¹ Sarah Spencer. *Diversity and the City*.

²⁷² Asma Chaieb Achour, « L'impact du sentiment d'appartenance sur l'achat du produit partage et du produit national ». *ISEOR Recherches en Sciences de Gestion*, 4.91, (2012), p. 65

qui n'ont pas peur de prendre des risques²⁷³, et qui sont favorables à la multiculturalité ou tout du moins au mélange des cultures. Plus le migrant se sentira membre d'une ville, plus il adoptera, consciemment ou non, les caractéristiques qui y sont attachées. Ce sentiment d'appartenance incitera aussi le migrant à s'impliquer civiquement. Les politiques d'accueil et d'intégration de Londres jouent donc un rôle important dans l'identité transnationale du migrant.

Il faut tenir compte des facteurs autres que l'origine ethnique qui jouent un rôle prépondérant dans la définition de l'identité, à savoir la religion, la langue principale du foyer, les données socio-économiques. Ce qui prime n'est peut-être pas le combat chypriote ou l'opinion que les gens ont de la population iranienne mais l'amélioration des conditions de vie, car cela concerne tous les résidents de ce quartier. Une fois cet objectif atteint, alors les résidents s'intéressent à ceux qui les ont aidés, ou à ceux qui sont non seulement dans la même situation mais qui ont une préoccupation supplémentaire. Le lien se fait par rapport à la situation économique et non par rapport à l'origine ethnique. Enfin, dans une ville-monde telle que Londres, les inégalités économiques et sociales telles que l'accès aux soins, favorisent la polarisation de la population avec un écart entre ceux qui sont riches et ceux qui s'appauvrissent²⁷⁴. Une étude publiée en 2010 par la commission pour l'Égalité Nationale (*National Equality Panel*) chargée de récolter des données sur la relation entre les inégalités économiques et les caractéristiques des groupes qui composent la société, indique que sur la période 2006-2008, l'accroissement des inégalités salariales a « duré plus longtemps et été plus rapide pour Londres », que pour le reste du pays et que par conséquent les inégalités étaient bien plus prononcées²⁷⁵. Une autre étude, publiée en 2018 et qui s'appuie sur des données récoltées par l'Institut des Études Fiscales (*Institute for Fiscal Studies*) montrent un pic dans les inégalités salariales pour la période 2010/2011. Enfin, bien que les inégalités se soient stabilisées, Londres reste la région la plus touchée par les inégalités et aucun signe ne

²⁷³ Rob Pearce and Mike Raco, "Governing a future London: the city of any dreams?" cite dans Sarah Bell, James Paskins (eds), *Imagining the Future: London 2062*, Ubiquity Press : London, (2013), p.109

²⁷⁴ Saskia Sassen. « The Global City: Strategic Site/New Frontier » *American Studies*. 41.2-3 (Été-Automne 2000). p.91.

²⁷⁵ John Hills (chair), Mark Brewer *et Als*. *An anatomy of economic inequality in the UK: Report of the National Equality Panel*. Government Equality Office: London, (2010.) p.295, 306, 395.

semble annoncer une réduction de l'écart²⁷⁶. La citoyenneté et l'implication des migrants ne passent plus uniquement par l'origine ethnique mais par d'autres facteurs, et c'est un « combat » qui se joue au niveau de la société civile et on au niveau individuel. Voilà pourquoi il semblait plus pertinent de s'intéresser à la société civile dans le cas de Londres pour répondre aux questions concernant l'identité transnationale des Chypriotes et des Iraniens. Tous ces éléments peignent une réalité bien plus complexe qu'un simple agrégat de populations d'origines diverses.

Un des éléments révélateurs peut être les liens qui sont entretenus par les migrants avec leur pays d'origine. Il ne s'agit pas ici de prouver que liens et les relations maintenues avec le pays d'origine provoquaient l'ostracisation et l'exclusion des migrants qui refusent de s'intégrer au profit de liens transnationaux. Il a été démontré depuis longtemps que les liens dits transnationaux et l'intégration des migrants dans une société n'était pas deux éléments incompatibles, mais deux processus qui se chevauchent dans l'évolution de la vie des migrants²⁷⁷. L'assimilation dans la société d'accueil pour les migrants qui ont un niveau d'éducation avancée (au-delà du lycée) peut favoriser les liens transnationaux²⁷⁸. Cependant, l'étude de ces liens peut donner des éclaircissements sur l'identité de ces migrants et leur « degré » de citoyenneté.

1.2.3 Conclusion

Le terme « ville-monde » pour qualifier Londres recouvre une réalité et des défis complexes. Les implications de cette notion concernent aussi bien la géographie spatiale, démographique et sociale de la ville que la gouvernance de celle-ci. Le cas des Londres est encore plus particulier à cause de l'histoire qui y est rattachée. Les migrants arrivés après la seconde-guerre-mondiale ne sont pas les mêmes que ceux du début des années 2000. Ce qui ressort des différentes études qui ont tenté de normaliser les villes-monde est que chaque ville-monde a évolué et continue d'évoluer selon son propre modèle. Si les phénomènes

²⁷⁶ Trust for London. « Inequality: The gap between the richest and poorest in London ». (2015/2016) <<https://www.trustforlondon.org.uk/data/topics/inequality/>> [17 août 2020]

²⁷⁷ Roger Waldinger and David Fitzgerald. « Transnationalism in Questions ». *American Journal of Sociology*, 109.5, (March 2004). p.1193.

²⁷⁸ Luis Eduardo Guarnizo, Alejandro Portes et William Haller. « Assimilation and Transnationalism: Determinants of Transnational Political Action among Contemporary Migrants ». *American Journal of Sociology*, 108.6, (Mai 2003). p.1229

sociologiques, comme la migration par exemple, se retrouvent dans chacune des villes dites ville-monde de la planète, ils n'ont pas les mêmes causes²⁷⁹. Ce qui est vrai pour une ville ne s'applique pas nécessairement à une autre. Gérer une telle ville requiert d'avoir une vue d'ensemble, que ce soient des projets futurs, de la situation actuelle ou de l'influence de son passé. Les populations étudiées sont donc influencées par Londres : par sa connectivité, sa compétitivité, son ouverture économique et internationale, ou par sa gouvernance. La ville devient un facteur dans la création et l'évolution des attitudes et des identités transnationales car c'est un endroit d'opportunités. Être Chypriote ou Iranien à Londres n'a pas la même signification qu'être Chypriote à New York ou Iranien à Los Angeles.

Les lois concernant la migration, les projets pour l'expansion et l'image internationale de la ville ou encore les décisions prises par les pouvoirs publics dans l'optique de gérer une ville tentaculaire sont autant d'éléments qui jouent un rôle dans la construction des identités transnationales. L'incidence de la législation sur les populations et leur réponses ou attitudes, sont des éléments éclairant le rapport entre la ville et les migrants. Les identités transnationales peuvent être limitées ou au contraire favorisées par un de ces éléments. Le désir de cohésion sociale a mené les pouvoirs publics à déléguer et à mettre en place des programmes dans ce sens. Mais on peut se demander s'il s'agit d'une cohésion de façade puisque construite sur un système dans lequel pour obtenir un soutien diplomatique de la part du gouvernement britannique ou des autorités locales, les populations doivent accomplir ou participer à des programmes en lien avec les directives et les projets locaux et nationaux. Londres est une ville qui s'est réinventée au fil des époques, afin de pouvoir prospérer et conserver sa place prépondérante dans la communauté internationale. La notion d'appartenance des populations migrantes à Londres est fonction de la ville en tant qu'espace, - c'est-à-dire en tant que ville étendue, capitale du pays et centre historique-, et en tant que société - qui se réclame du multiculturalisme, de la tolérance et d'une tradition d'accueil des migrants. La tradition de Londres comme ville d'accueil influence les représentations que les migrants ont de la ville et donc leurs attitudes et leurs attentes. Cette question de l'appartenance influence aussi la notion de retour telle qu'elle est envisagée *a priori*, et la façon dont elle est construite après quelques années dans la société d'accueil. Mais cette

²⁷⁹ Chris Hamnett. « Les changements socio-économiques à Londres. Croissance des catégories tertiaires qualifiées ou polarisation ? », *Sociétés contemporaines*. 22-23. (1995). p.18.

influence n'est pas à sens unique et les populations migrantes ont déjà par le passé modifié des éléments de l'endroit où elles se trouvaient²⁸⁰, tels que l'économie (polarisation économique et sociale), la culture (cuisine, folklore), ou l'espace (temples, centre communautaires, quartiers associés à une population en particulier). Londres interagit avec ses populations, ses catégories et donc influence leurs attitudes.

²⁸⁰ Marie Price and Lisa Benton-Short. « Immigrants and world cities: From the Hyper-diverse to the bypassed ». *GeoJournal*. Vol 68. N°2/3. *Immigrants and Transnational Experiences in World Cities* (2007). p.103.

2. DEUX GROUPES D'ETUDE : LES CHYPRIOTES ET LES IRANIENS

Les deux populations observées ont été choisies en fonction des critères suivants : leur présence à Londres, leur visibilité dans les médias et dans les études migratoires, ainsi que les liens historiques que leurs pays d'origine entretiennent avec la Grande-Bretagne. Il était important de trouver des populations présentes sur le sol londonien depuis quelques années afin que les membres de ces populations aient eu le temps de développer et de maintenir (ou non) des liens observables avec leur lieu d'origine. L'étude d'une population arrivée récemment à Londres ne pourrait apporter des données sur le développement et l'évolution des relations transnationales. Les populations choisies ont également été peu étudiées et il est par conséquent possible de dégager de nouveaux éléments concernant le transnationalisme.

Chypre et l'Iran ont chacun une histoire particulière qui les lie avec la Grande-Bretagne et les deux populations sont présentes sur le sol britannique depuis des décennies. Sous domination britannique de 1878 à 1960, Chypre a gardé des liens avec la Grande-Bretagne à travers le Commonwealth tandis que la vie politique et économique de l'Iran a été fortement influencée par la Grande-Bretagne pendant une importante moitié du XX^{ème} siècle, bien que l'Iran n'ait jamais été une colonie. La Grande-Bretagne est donc devenue une destination privilégiée pour les ressortissants de ces deux pays, et ces différentes vagues migratoires étalées du début des années 1920 au milieu des années 2000 ont eu des conséquences non seulement sur la formation de la société londonienne, mais également dans la construction de l'identité de ces groupes à Londres.

La situation des Chypriotes et des Iraniens aujourd'hui, que ce soit à Londres ou dans leur pays respectif, ne peut s'envisager en-dehors de l'histoire nationale et internationale de ces deux pays. Le contexte influe encore aujourd'hui sur les décisions prises par les responsables de la société civile. Les axes de développement d'une association (aide aux migrants, conseils juridiques, développement d'actions culturelles) sont par exemple fonction des relations internationales entre le pays qu'elle représente et le pays dans lequel elle se trouve. L'Histoire avec un grand H ne peut en effet être dissociée des attitudes transnationales des migrants, et c'est souvent dans des épisodes historiques que l'on trouve ce qui suscite, empêche, ou intensifie ces attitudes. Un cadrage historique permet de déterminer dans quelle mesure le passé joue un rôle dans le présent des sociétés impliquées. Les liens entre les deux pays et la Grande-Bretagne, notamment au travers de l'histoire migratoire, apporteront un

premier éclaircissement. En effet, ce sont ces vagues successives de migrants qui composent ces groupes aujourd'hui. Leur attitude à leur arrivée, la réaction de la population d'accueil, leur intégration sont autant de facteurs qui éclairent la situation aujourd'hui, et qui influencent leur conception de la citoyenneté.

L'étude du profil socio-économique de ces deux groupes, ainsi que la dimension socio-économique de la transnationalité fournira un deuxième élément permettant de cerner au mieux la situation actuelle de ces deux populations. Enfin, une étude détaillée de la société civile chypriote et de la société civile iranienne constituera un point d'entrée dans l'étude des deux populations concernées à Londres.

2.1 Chypre

2.1.1 Contexte historique

Pour comprendre les enjeux de la situation de Chypre aujourd'hui, il faut remonter assez loin dans l'histoire de l'île, car le conflit qui l'agite prend en réalité racine dès le XVII^{ème} siècle. La Grande-Bretagne a alors été l'agent déclencheur qui a mis le feu aux poudres, mais les clivages culturels et ethniques trouvent la source dans les différentes périodes de l'histoire chypriote.

2.1.1.1 Avant la domination britannique

Bien que sa superficie soit seulement de 9 251km², l'île de Chypre a été au centre de nombreux conflits tout au long de son histoire. Deux cultures cependant ont eu un impact prépondérant. Au carrefour de routes de commerce entre l'Afrique, l'Europe et le Moyen-Orient, l'île de Chypre a été gouvernée successivement par la Phénicie, l'Égypte et même la Perse avant d'être intégrée au Royaume d'Alexandre et à l'Empire byzantin en 330 avant J-C, et donc exposée pendant des décennies à une culture hellène. Chypre est restée sous la gouvernance de l'Empire byzantin jusqu'en 648, lorsque les Arabes envahissent l'île. Ce qui aurait pu être le début de l'islam ne s'est pas produit car un arrangement entre Justinien II et le calife Abd El-Malik permet à l'Empire byzantin de continuer à s'occuper de l'administration et de la religion sur l'île, tandis que les Arabes gèrent les domaines politiques, fiscaux et économiques. Cet accord durera jusqu'en 965, date à laquelle Nicéphore Phocas reconquiert l'île qui revient alors entièrement sous la domination de l'Empire byzantin²⁸¹. De 1192 à 1570 pendant la période des croisades, l'île est ballotée entre les Francs et les Vénitiens, avant de passer sous la domination de l'Empire ottoman en 1570 et ce jusqu'en 1878. Pendant près de 30 ans l'Empire ottoman s'attacha à imposer une nouvelle culture et une nouvelle religion mais sans grand succès. L'île a toujours gardé et valorisé son patrimoine hellénique. Elle est en effet surnommée l'île d'Aphrodite et la religion orthodoxe, avec un pape autocéphale à sa tête depuis le V^{ème} siècle²⁸² est au centre de la vie quotidienne des Chypriotes. En 1878, alors que l'Empire ottoman et la Russie se disputent des territoires,

²⁸¹ Eric Solsten, (ed). *Cyprus, a Country Study*. 4th edition. Washington : Library of Congress, (1993), p.12.

²⁸² Eric Solsten. (ed), p.70.

l'île de Chypre est composée en majorité de Chypriotes grecs, héritiers de la période byzantine, et de Chypriotes turcs, héritiers de l'occupation ottomane. Des dominations franques et vénitiennes découlent des groupes ethniques minoritaires tels que les Maronites ou les Arméniens. Les deux ethnies principales cohabitent dans une paix relative : les villages étaient mixtes, mais les relations entre les deux groupes étaient limitées²⁸³.

2.1.1.2 1878-1960 : Domination britannique

Pour être autorisés à participer à la vie citoyenne ou travailler, les Chypriotes grecs sont obligés de changer de religion ou de payer un impôt. Beaucoup se convertissent uniquement pour ne pas payer l'impôt. La situation reste la même jusqu'en 1878, lorsque l'Empire ottoman en guerre contre la Russie depuis le début des années 1820, offre Chypre à la Grande-Bretagne en contrepartie d'une protection et d'un soutien militaire. Le traité de Berlin ratifié en 1878 régit ces nouvelles dispositions : Chypre passe sous la domination de l'Empire britannique, mais l'Empire ottoman conserve la gestion de l'île au quotidien. Petite et peu développée sur le plan économique, l'île se trouve cependant au cœur des routes de commerce et de trois régions en pleine restructuration. En 1878, les Britanniques n'ont pas encore le contrôle de l'Égypte, et Chypre se situe à un endroit stratégique où il est possible pour les Britanniques de baser des navires et des troupes. Benjamin Disraeli, le premier ministre de l'époque revient des négociations avec l'Empire Ottoman fier de son acquisition, qui s'inscrit dans le projet impérialiste de la Grande-Bretagne, développé depuis le début des années 1870²⁸⁴, et il est accueilli en héros²⁸⁵. Mais en 1882, la Grande-Bretagne prend le contrôle de l'Égypte et Chypre perd son intérêt stratégique²⁸⁶, la Grande-Bretagne se détourne alors de l'île. Les deux ethnies continuent leurs traditions et pratiquent leurs langues et leurs religions librement. C'est l'Église orthodoxe, garante des traditions, de la religion et de la langue, qui dispense une éducation, principalement hellénique, car celle-ci est en partie financée par la Grèce²⁸⁷.

²⁸³ Pierre Blanc, *La déchirure chypriote*. Paris : L'Harmattan, (2000), p 15-16.

²⁸⁴ Henri Grimal, *De l'Empire britannique au Commonwealth*. Paris : Armand Colin, (1971). p 152.

²⁸⁵ Piers Brendon, *The Decline and Fall of the British Empire, 1781-1997*. London : Vintage Books, (2007), p.611-612.

²⁸⁶ Piers Brendon, *The Decline and Fall of the British Empire 1787-1917*. London: Vintage Books, 2007.p. 612

²⁸⁷ Piers Brendon, p 612.

Lorsque la Première Guerre mondiale éclate, l'Empire ottoman tente tout d'abord de rester neutre, mais s'engage au côté de l'Allemagne au vu de ses liens économiques avec le pays. Liée au Reich par un traité signé en août 1914, la Porte vient au secours de ce dernier, affaibli par des défaites et enlisé dans ce qui devient une guerre d'usure²⁸⁸. La Grande-Bretagne décide alors de prendre totalement le contrôle de Chypre et d'en faire une colonie, en grande partie pour éviter à l'Empire ottoman de se servir de l'île comme base militaire. L'île devient d'abord un protectorat de la couronne britannique, avant de formellement devenir une colonie en 1925, et ce malgré les protestations de la population grecque²⁸⁹. En 1915, la Grande-Bretagne avait offert à la Grèce de lui céder l'île, si la Grèce s'engageait au côté des forces alliées. Mais mal préparée, la Grèce préféra rester neutre et l'offre fut retirée²⁹⁰. Le Haut-Commissaire de Chypre, Sir Garnet Wolseley devint donc gouverneur de Chypre en 1925.

Mais si les Chypriotes turcs reconnaissent l'autorité britannique immédiatement, les Chypriotes grecs eux, souhaitent le rattachement à la Grèce, (appelé l'*Enosis*, l'union). Une délégation, menée par l'évêque de Citium se rend même à Londres en 1929, dans le but de convaincre le Parlement britannique que le rattachement à la Grèce est légitime. Mais le Parlement lui oppose un refus, et lui conseille même de s'intéresser davantage à des projets constructifs, qu'à des débats politiques²⁹¹. De leur côté, les Chypriotes turcs souhaitent rester sous la domination britannique ou être rattaché à la Turquie (*Taksim*) plutôt que de voir l'île devenir une partie de la Grèce.

L'*Enosis* était un projet principalement soutenu par l'Église orthodoxe, mais devint un projet politique concret en 1931²⁹², lorsque les Chypriotes grecs se révoltèrent contre l'autorité britannique et allèrent jusqu'à brûler la maison du gouverneur. *Oktovriania*, le nom donné au mouvement, fut réprimé par les troupes britanniques et mena à une période de

²⁸⁸ Allan Kaval, « Il y a 100 ans : Première Guerre mondiale et chute de l'Empire ottoman, signature de la convention de Moudros le 30 octobre 1918 », *Les clés du Moyen-Orient*, (26 oct 2018), <<http://www.lesclesdumoyenorient.com/Premiere-Guerre-mondiale-et-chute-de-l-Empire-ottoman.html>> [18 août 2020]

²⁸⁹ Piers Bendon, p.612

²⁹⁰ Halil Ibrahim Salih., *Cyprus: the Impact of Diverse Nationalism on a State*. University of Alabama Press: Alabama, (1978), p.6

²⁹¹ Halil Ibrahim Salih., p. 7.

²⁹² Robert Rotberg, « The Cyprus Crucible : The Importance of Good Timing ». *Harvard International Review*. 25.3, (Automne 2003). Questia Online Library.[web]

gouvernance quasi-dictatoriale. Dans un « classique exemple de dramatisation et d'exagération »²⁹³, la Grande-Bretagne prit cette insurrection comme une révolution préméditée et une menace contre l'Empire. Le gouverneur suspendit la Constitution, abolit le Conseil Législatif et les conseils municipaux, et déporta les instigateurs des émeutes. Le drapeau grec ne devait plus être hissé, ni les cloches sonnées. S'en suivit une période de censure et de gouvernance autoritaire, surnommée « Palmerocratie » du nom du gouverneur Sir Herbert Richmond Palmer, nommé en 1933. Ce devait être la fin du mouvement en faveur de *l'Enosis*²⁹⁴. Entre 1939 et 1945, la Grande-Bretagne perd son emprise sur l'Égypte et la Palestine, faisant de nouveau de Chypre un atout stratégique. Et alors que de nombreuses colonies acquièrent de plus en plus d'indépendance, Chypre est gouvernée d'une main de fer, un cas unique dans tout l'Empire²⁹⁵.

L'engouement pour *l'Enosis* ne faiblit pas pour autant, et en 1950 l'Église orthodoxe organise un référendum sur *l'Enosis*. Le rattachement à la Grèce est soutenu et voulu par 96% des Chypriotes grecs, et en 1955, ces derniers reprennent les armes contre le pouvoir britannique. Cet affrontement ne fait que renforcer les divisions avec les Chypriotes turcs qui ne souhaitent pas que l'île soit rattachée à la Grèce. Fidèle à son crédo « Divide and Rule », la couronne renforce ses troupes coloniales sur l'île en recrutant des Chypriotes turcs qui se retrouvent donc en première ligne, directement face aux Chypriotes grecs²⁹⁶, ce qui ne fait qu'aggraver l'antagonisme entre les deux communautés. Cette situation proche de la guerre civile déchire le pays avec d'un côté l'évêque Makarios III — futur président de l'île — et George Grivas, un révolutionnaire, et de l'autre côté, les Chypriotes turcs, en minorité. Ces affrontements durèrent jusqu'en 1959, date à laquelle la Grande-Bretagne, poussée par les Nations Unies et en manque de financement pour continuer les combats, décide de commencer les négociations pour l'indépendance de Chypre. Cette opposition laissa un goût amer aux Britanniques et inquiéta grandement les Chypriotes turcs. Une ligne de démarcation avait même dû être mise en place à Nicosie entre les quartiers grecs et les quartiers turcs. Quinze années plus tard, la ligne verte divise toujours la ville de Nicosie et l'île. Cette période de l'histoire chypriote pose les bases d'un conflit qui dure encore aujourd'hui, alimenté par

²⁹³ Piers Brendon, p. 614

²⁹⁴ Halil Ibrahim Salil, .p.7.

²⁹⁵ Piers Brendon, p.614.

²⁹⁶ Pierre Blanc, *La déchirure chypriote, géopolitique d'une île divisée*. L'Harmattan : Paris, (2000). p.21.t

les clivages culturels exacerbés lors de ces années sous domination britannique. Ces clivages sont tellement ancrés dans l’imaginaire de ces deux populations majoritaires, que l’indépendance ne put pas enrayer le divorce entre les deux groupes.

2.1.1.3 L’indépendance

Les accords de Londres et Zurich qui définissent les conditions de l’indépendance de Chypre sont ratifiés par la Grèce, la Turquie et la Grande-Bretagne en 1959. Ces accords prévoient l’organisation du pouvoir dans l’île à la suite du départ de la Grande-Bretagne : les deux ethnies de l’île doivent être représentées de manière proportionnelle à leur population et le pouvoir exécutif, élu tous les 5 ans, doit être composé d’un Président chypriote grec et d’un Vice-Président chypriote turc. Chacun possède un droit de veto. Les ministres doivent également représenter cette proportionnalité : 70% doivent être Grecs et 30% Turcs. Dans le but d’éviter à l’ethnie majoritaire de dominer entièrement l’île, cette proportion se retrouve également dans les emplois publics où 30% des emplois sont réservés aux Turcs et ce pourcentage monte jusqu’à 40% dans les forces de police (bien que les Chypriotes turcs ne représentent que 18% de la population). Entre 1960 et 1962, ces quotas ne furent pas respectés par manque de Chypriotes turcs dans les forces publiques. En contrepartie, la Grande-Bretagne conserve 2 bases militaires sur l’île : Akrotiri et Dékélia, ce qui équivaut à environ 3% du territoire. Les accords prévoient également que la Grèce, la Turquie ou la Grande-Bretagne puissent intervenir « en cas de menace contre l’intégrité du territoire insulaire ²⁹⁷», mais aussi pour rétablir l’équilibre constitutionnel.

L’indépendance, proclamée le 16 août 1960, est accueillie avec peu d’enthousiasme, car les deux groupes majoritaires sont en conflit ouvert et les groupes minoritaires tels que les Maronites ou les Arméniens ne sont pas du tout pris en compte. Les Chypriotes grecs et les Chypriotes turcs espéraient chacun un rattachement à la mère patrie, la Grèce pour les uns, la Turquie pour les autres. En 1960, Monseigneur Makarios III est élu président et le Docteur Fazil Küçük est vice-président.

²⁹⁷ Pierre Blanc, *La déchirure chypriote, géopolitique d’une île divisée*. L’Harmattan : Paris, (2000), p. 21.

2.1.1.4 Guerre civile et partition



Figure 2: Archevêque Makarios III

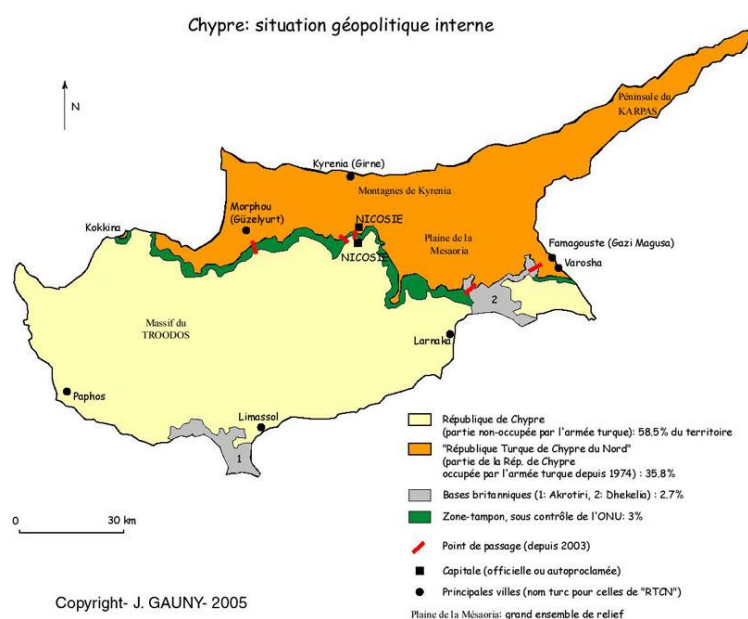
Dès 1963, le président Makarios III décide de faire treize amendements à la Constitution. Les plus significatifs sont l'abolition du droit de veto du Président et du vice-Président, la modification du mode d'élection du pouvoir exécutif et le changement du pourcentage de Grecs et de Turcs dans le service public. Ces amendements sont refusés par les ministres turcs, ce qui provoque un blocage constitutionnel. Des affrontements intercommunautaires éclatèrent en décembre 1963 et mirent un point final à l'espoir d'une cohabitation pacifique entre les Chypriotes grecs et les Chypriotes turcs. En 1964, les Chypriotes turcs reprennent l'idée d'une partition et d'un rattachement à la Turquie. Totalement réfractaires à cette idée, les Grecs mènent des opérations d'épurations ethniques et les Chypriotes turcs ripostent, ce qui plonge le pays dans une guerre civile sanglante. Chacune des ethnies répond de manière violentes aux provocations, ce qui ne fait que renforcer les arguments des Turcs en faveur d'une partition. Au Parlement, les ministres turcs pratiquent la politique de la chaise vide, et les Chypriotes grecs en profitent pour passer des lois en leur faveur. Face à la situation, les États-Unis tentent secrètement de régler le problème en servant de médiateur entre la Turquie et la Grèce.²⁹⁸ Les négociations échouent et l'ONU envoie un contingent de Casques bleus le long de la ligne dessinée par les Britanniques en 1958 afin de limiter les affrontements, ce qui renforce la partition de l'île. La situation reste inchangée jusqu'au 15 juillet 1974, date à laquelle la dictature des colonels grecs tente de renverser le pouvoir chypriote et de rattacher l'île à la Grèce. Le coup d'état échoue mais c'en est trop pour la Turquie, qui répond le 20 juillet 1974 en envahissant un tiers de l'île, sous le prétexte de protéger ses ressortissants et en s'appuyant sur la Constitution de 1960. L'île est définitivement divisée le long de ligne verte ou ligne Attila, et l'animosité entre les deux communautés est à son comble. Les Chypriotes grecs présents dans la partie occupée sont expulsés du jour au lendemain et leurs maisons sont données à des Chypriotes turcs (venus de la partie sud par exemple) puis à des colons turcs venus d'Anatolie. En 1983,

²⁹⁸ Eric Solsten, (ed). *Cyprus, a Country Study*. 4th Edition. Washington : Library of Congress, (1993), p.36, 42.

Rauf Denktash, le président chypriote turc proclame la création de la République Turque de Chypre Nord, (entité uniquement reconnue par la Turquie), anéantissant les projets de réunification et de retrait des troupes espérés par les Chypriotes grecs. Au cours de cette invasion, environ 6 600 Chypriotes grecs disparurent et la Turquie a toujours refusé de donner des informations jusqu'à ce jour. Depuis l'entrée de Chypre dans l'Union Européenne, ce sont maintenant les instances européennes qui sont chargées de régler le conflit. Chypre est le seul pays européen en conflit et divisé à être membre de l'Union Européenne.

2.1.1.5 Chypre aujourd'hui

Quarante-et-un ans plus tard, la situation a peu changé. Des points de passage ont été ouverts le long de la ligne verte, permettant aux Chypriotes grecs expulsés de leurs maisons de retourner sur leurs terres, mais seulement en visite. Les tentatives de négociation entre les deux parties sont régulièrement mises à mal. En 2005, l'espoir d'une réunification renaît avec l'élection de Mehmet Ali Talat au poste de président de la partie occupée en 2005. Son attitude face à la réunification de l'île diffère radicalement du précédent président Rauf Denktash. Celui-ci avait catégoriquement refusé d'envisager une telle possibilité, déclarant



même qu'il n'y avait pas de nation chypriote, simplement des Grecs et des Turcs²⁹⁹.

Figure 3: Carte Situation géopolitique interne de l'île de Chypre
Diploweb.com, mis en ligne en février 2007. J Gauny – 2005.

²⁹⁹ Denktash, Rauf. "Introduction to the first edition", *The Cyprus Triangle*. Nicosia: K. Rustem & Bro, 1988 (1982), p.7, p.17.

Les deux parties de l'île ont évolué différemment. Du fait de son isolement diplomatique, la partie occupée est largement soutenue par la Turquie et son économie repose essentiellement sur le tourisme venu de Turquie et sur l'agriculture. De son côté, la partie grecque a rapidement évolué, développant le secteur tertiaire et s'appuyant sur le tourisme, notamment venu d'Europe. C'est également dans la partie méridionale de l'île que se trouvent les universités et les systèmes de transportation les plus développés. L'ouverture des points de passage en 2003 et 2004, a permis aux Chypriotes grecs de retourner voir les villages d'où ils avaient été expulsés mais n'a pas vraiment amélioré le tourisme dans la partie turque. Les difficultés économiques de la partie occupée s'expliquent par la non-reconnaissance de la RTCN par la communauté internationale. En conséquence, elle ne peut bénéficier des crédits nécessaires à son accroissement³⁰⁰. De plus, la décision prise par la Cour de Justice européenne le 5 juillet 1994 stipule que les certificats sanitaires de la partie occupée ne seront plus acceptés en Europe, entravant grandement le commerce de cette zone avec le reste du continent européen. Le fossé entre les deux communautés, creusé au fur et à mesure des années, semble de plus en plus irréversible.

Ces événements historiques et leurs conséquences, à la fois économiques et sociales, ont influencé non seulement les vagues migratoires, mais également l'attitude des Chypriotes grecs et turcs présents à Londres. Les communautés installées dans un pays étranger sont une force sociale non négligeable tant dans le pays d'accueil (les revendications des minorités ont souvent été le point de départ de changements sociaux) que pour le pays d'origine (notamment à travers les paiements qu'ils envoient régulièrement). Les événements politiques actuels qu'ils soient sociaux ou économiques sont l'occasion pour les migrants de se faire connaître et surtout de faire connaître leurs opinions.

2.1.2 Les Chypriotes à Londres : une intégration réussie

La communauté chypriote compte aujourd'hui plus de 300 000 membres en Grande-Bretagne, avec une grande majorité présente à Londres³⁰¹. Les deux autres villes abritant une population significative de Chypriotes sont Birmingham et Manchester. Trois vagues de

³⁰⁰ Pierre Blanc, p.41.

³⁰¹ Pierre Blanc, p.205.

migrations, liées à la situation économique et politique du pays, ont mené les Chypriotes à s'installer à Londres.

2.1.2.1 Migration chypriote à Londres

La première vague de migrants arrive au début des années 1920. Chypre était devenu un protectorat britannique depuis 1914 et une colonie depuis 1925, les Chypriotes étaient donc considérés comme des membres de l'Empire. L'île est encore peu développée et l'économie repose essentiellement sur l'agriculture et les petits commerces. La Grande-Bretagne représente un eldorado offrant des opportunités économiques sérieuses. Les nouveaux arrivants trouvent rapidement du travail dans le secteur de l'hôtellerie, de la restauration ou de l'industrie textile, reprenant les commerces laissés par les entrepreneurs juifs qui ont changé de classe socio-économique et pris des emplois dans les bureaux, comme ce fut par exemple le cas à New York.³⁰² Environ 2 000 Chypriotes émigrèrent à Londres avant 1945, en grande majorité des Chypriotes turcs³⁰³. La migration n'est cependant pas un processus aisé pour les Chypriotes. Bien qu'ils soient issus d'une colonie britannique et qu'ils jouissent de facilités pour se rendre en Grande-Bretagne, le Parlement britannique met en place dès les années 1930 des mesures visant à complexifier et empêcher la venue des Chypriotes³⁰⁴ qui, bien qu'assimilés à une immigration blanche et européenne, sont considérés comme venant du Nouveau Commonwealth³⁰⁵, qui abrite généralement une population noire, réputée non formée et donc avec peu d'ouvriers qualifiés et non désirée en Grande-Bretagne. Ainsi, les Chypriotes se voient imposer une taxe afin d'indemniser le gouvernement chypriote (donc le gouvernement britannique en 1930), dans le but de couvrir d'éventuelles dépenses telles qu'un rapatriement. Les migrants les plus pauvres devaient fournir une déclaration sur l'honneur qu'une aide leur serait apportée une fois à Londres, et ce jusqu'à l'obtention d'un

³⁰² Jan Rath, (ed). *Unravelling the Rag Trade: immigrant Entrepreneurship in Seven World Cities*. New-York: Berg, (2002), p.21, p.115.

³⁰³ Atay Tayfun, « Ethnicity within Ethnicity Among the Turkish-Speaking Immigrants in London ». *Insight Turkey*.12.1 (Winter 2010).

Panikos Panayi, *An Immigration History of Britain, Multiculturalism Racism since 1800*, Harlow: Pearson (2010), p. 44.

³⁰⁴ Ian Spencer, *British Immigration Policy since 1939: The Making of Multi-Racial Britain*. Routledge: London, (1997). p 23-24.

John Rex, Daniele Joly et Czarina Willpert, (eds), *Immigrants Associations in Europe*. Gower: Aldershot, (1987). p. 43.

³⁰⁵ John Rex, *et al.* p.2.

travail³⁰⁶. Ces restrictions ont favorisé la création de réseaux, pour que d'autres Chypriotes puissent trouver un référent rapidement afin de pouvoir émigrer³⁰⁷. Ces restrictions ne s'appliquèrent qu'à quelques groupes de migrants, mais sont un bon exemple de l'obstructionnisme qui sera pratiqué par la Grande-Bretagne dès les années 1960 avec le *Commonwealth Immigrant Act* de 1962. La dépression de la fin des années 1920 et des années 1930 ralentit l'arrivée des Chypriotes, les emplois disponibles se raréfiant. Ceux qui sont installés à Londres s'intéressent à la vie locale dans le but de favoriser leur insertion et certains deviennent conseillers municipaux, notamment dans le but d'aider l'industrie textile.³⁰⁸.

La deuxième vague arrive à partir du milieu des années 1950 et se prolonge jusque vers le milieu des années 1960³⁰⁹. Ce sont également les opportunités économiques qui attirent les Chypriotes. Le Royaume-Uni est en pleine reconstruction à la suite de la Seconde Guerre mondiale, ce qui provoque un boom industriel, et les offres d'emplois se multiplient. Il faut envisager cette vague de migrants économiques différemment de celles étudiées au début du XX^{ème} siècle. Les migrants ne partaient pas définitivement. Dans leur esprit la notion de retour était centrale. Les migrants chypriotes envoyaient régulièrement de l'argent à la famille restée sur l'île et revenaient lorsqu'ils cessaient de travailler. Les nouveaux arrivants bénéficiaient des réseaux déjà en place depuis les années 1920, et une grande communauté chypriote se constitue, concentrée dans les quartiers de Haringey, Enfield et Barnet, ainsi que Hackney pour les Chypriotes turcs (voir carte ci-dessous), bien que l'entrée des migrants se fasse à travers un système d'affidavit. Les affrontements inter-ethniques sur l'île dans les années 1950 et surtout le départ des Britanniques en 1960 provoquent le départ de milliers de Chypriotes turcs vers Londres. Le départ des Britanniques a également pour conséquence une baisse du nombre d'emplois disponibles sur l'île, mais le départ des Chypriotes turcs est principalement dû aux affrontements avec les Chypriotes grecs.

³⁰⁶ Ian Spencer, p 24.

³⁰⁷ John Rex, p.44.

³⁰⁸ Rath, Jan. Ed. *Unravelling the Rag Trade: Immigrant Entrepreneurship in Seven world cities*. Berg: New-York, 2002. P.65. Questia Online Library.

³⁰⁹ Anthias, Floya. *Ethnicity, Class, Gender and Migration. Greek-Cypriots in Britain*. Aldershot: Avebury, 1992. p 4-6.

Panayi, Panikos. *An immigration History of Britain, Multicultural Racism since 1800*. Harlow: Pearson, 2010. p.41.

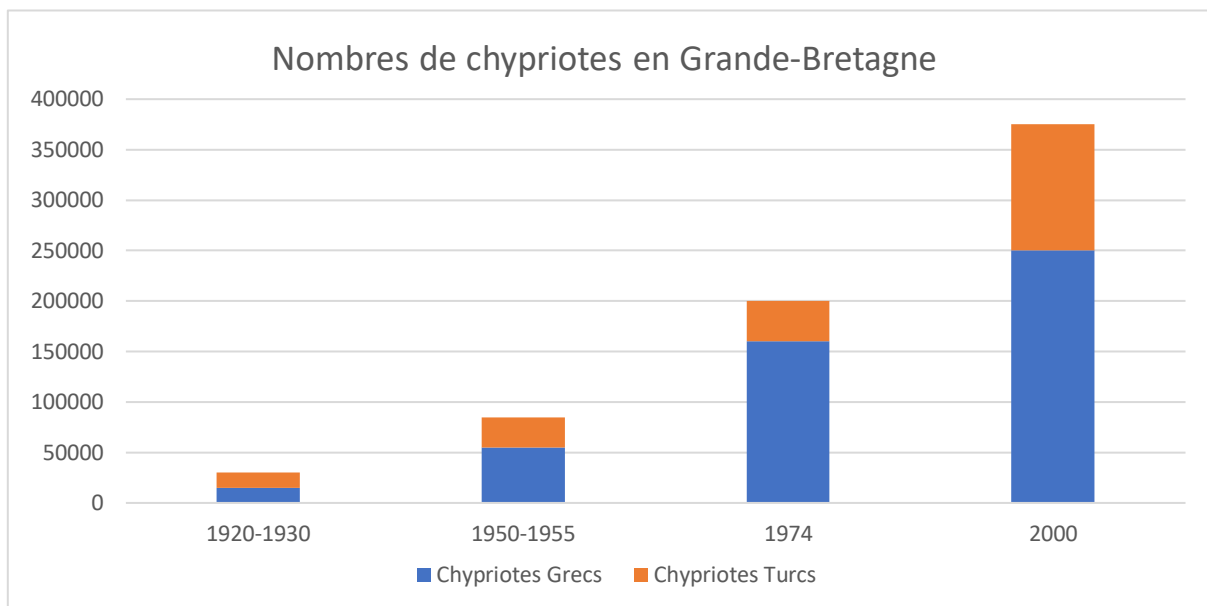


Figure 4: Tableau démographique de la population chypriote en Grande-Bretagne

Source:

Panikos Panayi, *An Immigration History of Britain : Multicultural Racism since 1800*. Harlow: Pearsons, (2010). p 57

Floya Anthias, *Ethnicity, Class, Gender and Migration*. Aldershot: Avebury, (1992), p.6-8

Enfin, la troisième vague arrive à la suite de l'invasion de l'île par la Turquie en 1974. En l'espace de quelques mois, 10 000 à 20 000 Chypriotes grecs, se sentant comme des réfugiés ou des immigrants dans leur propre pays, décident de quitter l'île et de s'installer en Grande-Bretagne. Ils suivent les réseaux mis en place, et la concentration de la communauté dans les quartiers de Haringey, Enfield et Barnet s'intensifie. Les Chypriotes grecs obtiennent le statut de réfugiés assez rapidement. Bénéficiant des réseaux mis en place mais également de moyens technologiques plus développés, ils s'intègrent rapidement dans la société londonienne. La migration chypriote aujourd'hui reste stable et concerne principalement des étudiants qui repartent au bout de quelques années. Certains Chypriotes recherchent toujours des opportunités économiques, mais l'Europe n'est plus l'eldorado qu'elle a été.

2.1.2.2 Profils socio-économiques des Chypriotes à

Londres

Point de départ vers l'intégration : l'industrie textile

Les premiers migrants chypriotes arrivés dans les années 1920 ont trouvé des emplois dans le domaine de la restauration et de l'industrie textile. Très vite, c'est ce deuxième secteur qui devient le centre de l'économie chypriote à Londres. S'appuyant sur le travail des femmes dont les compétences en couture ont permis de soutenir cette économie (confection et

vente)³¹⁰, les Chypriotes ont peu à peu occupé les emplois d'abord détenus par les Juifs dans le nord de Londres (notamment Enfield) depuis la fin du XIX^{ème} siècle³¹¹. Ils créent leurs propres entreprises, ce qui les pousse à s'engager dans la vie locale, notamment en tant que conseillers municipaux pour améliorer les conditions de travail dans les usines. Prospères, ils cèdent leur place aux Chypriotes turcs, et se destinent à des emplois mieux rémunérés³¹². Parallèlement à leur évolution économique dans la société londonienne, les Chypriotes grecs ont également changé de lieu d'installation. D'abord dans le nord de Soho et autour de Saint-Pancras, ils ont lentement migré vers le Nord de Londres, et Haringey est aujourd'hui le quartier où se trouve la plus grande concentration de Chypriotes ou de Britanniques d'origine chypriote. De cette période d'auto-entrepreneuriat, les Chypriotes grecs ont gardé un sens de l'entreprise qu'ils ont emporté dans les quartiers où ils se sont installés et il n'est pas rare de trouver des petits commerces dans *Turnpike Lane* ou *Green Woods*. Ils sont encore aujourd'hui très représentés parmi les auto-entrepreneurs (près de 40%).³¹³ Le travail dans l'industrie textile a également permis aux Chypriotes grecs de conserver la structure familiale, les enfants et les femmes travaillant dans l'arrière-boutique. Dans les années 50 et 60, les hommes partaient en éclaireurs à Londres, et le reste de la famille les rejoignait rapidement.

Les Chypriotes turcs ont eux-mêmes prospéré et ce sont aujourd'hui les populations kurdes qui occupent des postes peu rémunérés. Les Chypriotes turcs tentent de se démarquer de la population kurde, malgré la langue et la religion qu'ils ont en commun, car ces derniers sont considérés comme moins prospères et surtout moins éduqués. À leur arrivée, les enfants chypriotes grecs et turcs eurent beaucoup mal à s'intégrer dans le système scolaire britannique. Un rapport de l'ILEA (*Inner London Education Authority*) en 1968, remarquait que les enfants chypriotes avaient des résultats médiocres comparés aux autres enfants réfugiés, avec des résultats particulièrement faibles pour les Chypriotes turcs. Ce fut confirmé par le rapport Swann (*Report of the Committee of Enquiry into the Education of Children from Ethnic Minority Groups*, 1985), qui attribuait ces difficultés à l'environnement pauvre dans lequel les enfants se trouvaient, l'illettrisme des parents et le peu d'intérêt des

³¹⁰ Anthias Floya, *Ethnicity, Class, Gender and Migration*. Avebury: Aldershot, (1992). p.53. Print.

³¹¹ Jan, Rath. *Unravelling the Rag Trade: Immigrant Entrepreneurship in Seven World Cities*. New-York: Berg, 2002. p.21.

³¹² Tayfun, Atay. *Op.cit.*

³¹³ Floya Anthias. *Op.Cit.* p.9 et 53

professeurs à l'égard de ces enfants³¹⁴. Rapidement cependant, les enfants chypriotes rattrapent leur retard et les Chypriotes grecs ont maintenant des résultats similaires au niveau national. Les Chypriotes turcs, bien qu'ayant progressé, restent en peu en-deçà.

Une constante dans la vie des Chypriotes : l'Église orthodoxe

L'Église orthodoxe a toujours joué un rôle primordial dans la vie politique et sociale des Chypriotes grecs. C'est l'Église qui a soutenu l'*Enosis* depuis le début, et c'est également elle qui a organisé le référendum de 1950 qui avait recueilli 96% de votes des Chypriotes Grecs en faveur du rattachement à la Grèce. L'Église orthodoxe a également soutenu quelques groupes ou groupuscules politiques radicaux, notamment pendant *Oktovianna*. Au centre de l'administration depuis la période byzantine, elle a continué à tenir les registres même après que l'île est passée sous domination ottomane. Aujourd'hui encore, que ce soit à Chypre ou à Londres, elle est le point d'ancrage des Chypriotes grecs et le garant de la culture³¹⁵, à travers la perpétuation des fêtes traditionnelles et la transmission de l'histoire. Si l'Église s'est détachée de la Grèce et du nationalisme grec (*Enosis*) depuis la partition de 1974³¹⁶, elle garde toujours un intérêt pour la politique.

Les églises orthodoxes à Londres sont en lien avec l'Église de Chypre. Cette dernière leur fournit les ressources nécessaires qu'elles soient matérielles ou humaines, pour continuer à faire partie de la vie quotidienne des Chypriotes. Ainsi c'est l'Église qui s'est occupée d'ouvrir des classes de langues pour les enfants dès les années 1950. Les manuels sont fournis par la Grèce et l'Église orthodoxe. Bien que les écoles se soient diversifiées et ne soient plus uniquement dépendantes de l'Église, les Chypriotes restent très attachés à la religion. En 1960, on estimait qu'environ 77% de la population de Chypre était orthodoxe, et 18.3% était musulmane. Le reste était composé des Arméniens Grégoriens, des Maronites, des Catholiques, des Anglicans et des Juifs³¹⁷, témoins des gouvernements successifs de l'île au cours de son histoire.

³¹⁴ Jill, Rutter. *Refugee Children in the UK*. Maidenhead (England); Open university Press, 2006. p.66.

³¹⁵ Eugene K Keefe, *et al. Area Handbook for Cyprus*. US Government printing Office: Washington, DC, (1971), p. 113.

³¹⁶ André-Louis Sanguin, «Nettoyage ethnique, partition et réunification à Chypre », *Revue Géographique de l'Est*, 45.1 (2005), p.19.

³¹⁷ Eugene K. Keefe, p 114.

L'implication de l'Église orthodoxe avec des groupes politiques radicaux tels que EOKA, avait quelque peu affaibli son influence. Les Chypriotes grecs et les Chypriotes turcs vivaient en relative harmonie à Londres et la vision de l'Église ne convenait pas à l'image que les Chypriotes voulaient donner de leur communauté. Mais la nouvelle génération de responsables de la société civile (la troisième), notamment en la personne de Christos Karaolis souhaite se rapprocher de l'Église orthodoxe, premièrement pour toucher davantage de personnes qui ne seraient peut-être pas intéressés par une implication politique dans le conflit et ensuite pour effectuer un recensement plus précis de la population chypriote à Londres et en Grande-Bretagne³¹⁸, s'appuyant sur le rôle traditionnel de l'Église d'être le centre de l'administration chypriote.

Les Chypriotes turcs sont moins attachés à leur religion que les Chypriotes grecs.³¹⁹ La religion est davantage une tradition et un trait culturel qu'une véritable façon de vivre. L'islam pratiqué est une version de l'islam sunnite, différent de celui que l'on peut rencontrer au Moyen-Orient. Seule l'aumône est encore largement pratiquée par les Chypriotes turcs³²⁰.

2.1.3 La société civile chypriote

La concentration de la population chypriote dans des *boroughs* londoniens bien définis favorise la vie associative communautaire, et la population chypriote compte de nombreuses associations (près de quatre-vingts³²¹) dans des domaines variés. Les plus nombreuses et les plus connues sont les associations de village. Elles regroupent des Chypriotes originaires d'un même village, le plus souvent dans la partie nord de l'île. Les membres se réunissent tout d'abord pour discuter et partager leur expérience et recréer le lien communautaire mais aussi pour dénoncer l'occupation de ces villages par l'armée turque. Lors des manifestations devant l'ambassade de Turquie à Londres, les noms des villages occupés illégalement sont énumérés dans un mégaphone.

Suivent les associations politiques qui adoptent une attitude plus militante face au conflit de Chypre. Certaines associations sont des branches de partis politiques chypriotes qui se sont établies à Londres dans le but de servir la population chypriote (*AKEL in Britain*

³¹⁸ Interview de Christos Karaolis, 15 novembre 2015.

³¹⁹ Atay Tayfun, p.126.

³²⁰ Eugene K Keefe, p.114.

³²¹ John Rex, p.46.

(communistes), *DESY UK* (conservateurs libéraux)). Elles se rapprochent et s'allient avec des partis politiques britanniques afin d'avoir une plus grande visibilité et exercer une plus grande influence, au moins dans les *boroughs*, à défaut d'agir directement sur les questions internationales qui concernent Chypre. D'autres associations politiques ne sont pas affiliées à un parti politique (britannique ou chypriote), mais ont clairement un discours politique, critique envers la Turquie mais également envers la Grande-Bretagne et l'Europe, qui ont la charge de la résolution de la question chypriote, comme l'association *Lobby for Cyprus*.

Les Chypriotes grecs comme les Chypriotes turcs se battent pour garder un lien culturel à l'étranger. Les gouvernements européens ont rapidement classé les migrants qui arrivaient en catégories. Afin d'éviter d'être assimilés à une catégorie plus large qui ne leur correspond pas totalement, la communauté chypriote a mis en place des stratégies pour définir et promouvoir la culture chypriote auprès de la société d'accueil. Des écoles de langue grecque ont vu le jour, d'abord en parallèle d'associations religieuses puisque pendant de nombreuses années, c'est l'Église orthodoxe qui s'occupait de l'enseignement du grec. Les écoles de langue se sont aujourd'hui diversifiées, offrant des cours aux enfants mais également aux adultes qui souhaiteraient se familiariser de nouveau avec la langue de leur île d'origine. L'Église orthodoxe propose toujours des cours de langue pour les enfants, et fait venir des professeurs et des manuels depuis Chypre, afin que l'enseignement que reçoivent les élèves soient le plus authentique possible³²². Les artistes chypriotes sont également régulièrement mis à l'honneur dans des manifestations culturelles ouvertes à tous.

Enfin, des associations sportives proposent aux Chypriotes de Londres de se retrouver autour d'un intérêt commun, qui n'est pas en lien avec la politique, la culture de l'île ou l'île elle-même (*Kopa League* par exemple). Il s'agit plutôt de réunir des personnes d'une même origine autour d'un loisir commun, afin de partager des expériences et de recréer un « morceau » de Chypre dans un pays étranger, à travers des liens sociaux. C'est également le but des associations de quartier, qui accueillent Chypriotes grecs et Chypriotes turcs sans faire de distinction : la télévision diffuse des séries grecques, les livres sont en turc, toutes les affiches sont en deux voire trois langues. En théorie, les associations listées accueillent aussi bien des Chypriotes turcs que des Chypriotes grecs. Mais si les divisions ne sont pas aussi prononcées que sur l'île, il existe néanmoins une certaine distance entre les deux communautés. Il faut souligner que les associations chypriotes turques sont plus rares et

³²² Floya Anthias, p 126.

moins visibles. La principale différence entre les deux communautés réside dans leur rapport avec la société londonienne. Les Chypriotes grecs sont beaucoup plus tournés vers la société d'accueil, tout en gardant un lien émotionnel et culturel fort avec leur pays d'origine, tandis qu'il est plus fréquent pour certains Chypriotes turcs de passer toute leur vie à Londres sans parler un mot d'anglais³²³. C'est ce qu'explique Sule Ibrahim, chargée de projet pour *Turkish Cypriot Community Association* (TCCA), une association qui fournit entre autres services une aide juridique et administrative aux Chypriotes turcs, et qui traduit les papiers administratifs. Mme Ibrahim explique que ces services sont vitaux pour les Chypriotes turcs car nombreux sont ceux qui ne sortent pas de la communauté turcophone. Ils trouvent du travail dans les quartiers à forte communauté turque, parfois parmi des membres de la famille, font leurs courses dans les boutiques tenus par des Turcs. Madame Ibrahim regrette cet isolement qui crée un décalage avec la communauté chypriote grecque. La communauté chypriote turque devient moins visible et éprouve davantage de difficultés pour s'intégrer dans la société d'accueil. L'une des barrières principales selon Madame Ibrahim est la langue ; de nombreux Chypriotes turcs ne pratiquent pas l'anglais et si des associations comme celle de l'interviewée ne proposaient pas des cours d'anglais, de nombreux Chypriotes turcs ne parleraient pas un mot d'anglais. Cette observation ne signifie pas cependant qu'il y ait une contradiction entre l'intégration dans la société d'accueil et le fait de garder des liens culturels avec le pays d'origine. La différence ici s'explique par d'autres facteurs, tels que l'histoire nationale à laquelle s'identifie la population chypriote turque. Une des raisons qui peuvent éclairer cet isolement des Chypriotes turcs est qu'ils ont été malgré eux associés à la Turquie en tant qu'opresseurs à la suite de l'invasion de 1974, et bien qu'ils aient souffert aux mains des Chypriotes grecs dans les années 1955-1960, c'est l'expulsion des Chypriotes grecs qui a marqué les esprits. Les Chypriotes grecs se sont également rapidement organisés et ont tout fait, que ce soit à travers des associations ou des appels à la communauté internationale, pour que leur situation soit connue. Depuis, des rapprochements entre les deux communautés se sont opérés à Londres, et les responsables d'association, notamment les associations de quartier, considèrent les Chypriotes turcs comme des victimes de l'invasion turque tout comme les Chypriotes grecs.

³²³ Interview de Sule Ibrahim, chargée de projet de TCCA, le 10 décembre 2015.

Les Chypriotes à Londres forment une communauté très soudée, qui a su conserver un mode de vie et des caractéristiques ethniques distinctes³²⁴, à la fois pour conserver la culture chypriote vivante mais aussi dans le but de créer des situations et des rencontres propices à la résolution du conflit. Pour les Chypriotes grecs cette partie de leur histoire est un problème non résolu et leur intégration dans la société londonienne n'atténue pas le sentiment d'injustice. C'est dans cet état d'esprit que la communauté chypriote entretient des liens avec Chypre. Ces liens relient les communautés chypriotes grecques à Londres, à Chypre et la société d'accueil. Bien qu'ils soient moins développés, les liens entretenus par la communauté chypriote turque sont également significatifs. Ils semblent cependant être davantage tournés vers la Turquie qui soutient la partie Nord de l'île économiquement. Le nombre grandissant de colons turcs installés dans la partie nord de l'île rend la distinction entre Turcs et Chypriotes turcs de plus en plus difficile, ces derniers devenant minoritaires dans le Nord de l'île. Pour les Chypriotes turcs, étant donné leurs difficultés à s'intégrer, les relations avec Chypre leur permettent de se raccrocher à quelque chose de familier.

2.1.3.1 La résolution du conflit au cœur de la transnationalité des Chypriotes à Londres

Les liens transnationaux entretenus par les Chypriotes ont pour point de départ principal les événements de 1974 : l'invasion turque et l'expulsion de milliers de Chypriotes grecs de leurs propriétés. Les liens créés par les réfugiés avec leur société d'origine à la suite de ce traumatisme se sont révélés beaucoup plus denses et développés que les liens entretenus par les Chypriotes arrivés en Grande-Bretagne avant 1974. Les Chypriotes qui s'installent à Londres à la suite de cette invasion sont uniquement des Chypriotes grecs. Le choc initial passé, ils se sont rapidement rassemblés et organisés en associations dans le but de se soutenir et d'essayer de changer la situation de l'île. Cependant, 40 ans après et à la suite de l'échec du plan Annan en 2004, la situation a peu changé et les responsables de la société civile craignent que les générations futures n'oublient les événements de 1974 et cessent de se mobiliser. Comme nous le verrons un peu plus loin, le plan Annan ne prévoyait qu'un retour limité des réfugiés. Les liens transnationaux apparaissent donc comme un moyen d'entretenir un devoir

³²⁴ John Rex, Daniele Joly et Czarina Willpert, (eds). *Immigrants Associations in Europe*. Gower : Aldershot, (1987), p.42.

de mémoire nécessaire selon Peter Droussiotis, l'ancien président de la Fédération Nationale des Chypriotes.

Le maintien de liens transnationaux par les responsables d'associations chypriotes est facilité par la situation internationale et diplomatique de l'île. Entrée dans l'Union Européenne le 1^{er} mai 2004, l'île bénéficie d'une situation internationale sans conflit ouvert et d'une situation économique relativement saine, à la suite des réformes économiques mises en place après la crise financière qui a touché l'île en 2008. Les deux pays sont des alliés diplomatiques, et les Chypriotes grecs peuvent créer, maintenir et développer des liens avec leur culture d'origine sans craindre d'être stigmatisés par la société britannique, qui pourrait questionner leur loyauté ou les accuser de profiter des avantages ou des allocations du système britannique.

S'il est vrai que l'île de Chypre abrite deux groupes ethniques distincts, les Chypriotes grecs et les Chypriotes turcs, cette distinction n'est pas aussi flagrante une fois à Londres, même si elle est possible de la ressentir. La fracture entre les deux communautés ne se manifeste pas de la même manière une fois à Londres. Pour les Chypriotes grecs, le groupe majoritaire et le plus actif, les Chypriotes turcs sont avant tout des Chypriotes dont les vies ont également été chamboulées à la suite des événements de 1974. C'est en tous cas le discours de responsables de la société civile. Parmi les responsables d'associations que j'ai rencontrés, tous ont mis en avant le fait qu'il y avait avant tout un seul peuple chypriote. C'est la Turquie qui est blâmée et non les Chypriotes turcs. Le responsable du centre communautaire de Haringey, Chris Stylianou³²⁵ a même expliqué que la responsabilité de la partition et des affrontements entre les Chypriotes grecs et les Chypriotes turcs revenait aux deux communautés à part égale. Ce qui compte aujourd'hui, c'est d'avancer selon une même ligne directrice. Le secrétaire général du Parti communiste chypriote AKEL en Grande-Bretagne Bambous Charalambous insiste sur l'identité commune des Chypriotes, qu'ils soient grecs ou turcs. Cette affirmation est reprise par des responsables d'associations comme Chris Stylianou, Peter Droussiotis ou le nouveau président de la Fédération chypriote. Ces déclarations sont une nette opposition aux colons turcs et ont pour but de donner plus de poids à la demande de réunification. Le ressentiment chypriote grec s'exprime à l'égard de la

³²⁵ Directeur d'origine chypriote grecque du centre communautaire chypriote situé à Haringey. Interview de Chris Stylianou le 26 novembre 2015

Turquie et des colons qu'elle a fait venir pour peupler la partie nord de l'île, mais pas à l'encontre des Chypriotes turcs. De leur côté, les Chypriotes turcs se considèrent comme des Chypriotes mais leur héritage turc occupe une place plus importante pour eux que ne l'est l'héritage grec pour les Chypriotes grecs. Les responsables chypriotes grecs ne mentionnent jamais l'héritage grec. Interrogé sur le rôle et l'implication ou l'influence de la Grèce dans la politique ou l'économie chypriote, Peter Droussiotis, président jusqu'en juin 2015 de la Fédération nationale des Chypriotes de Grande-Bretagne, a immédiatement précisé que Chypre n'entretenait aucun lien avec la Grèce autre que les relations diplomatiques normales. Certains vont même faire la distinction entre le grec parlé en Grèce et celui parlé à Chypre qui comporte quelques différences. A l'inverse, l'héritage turc est au centre de la vie des Chypriotes turcs. La partie Nord de l'île dispose de peu de ressources et c'est essentiellement la Turquie qui la soutient économiquement. Les attitudes transnationales présentent donc des similitudes mais ne sont pas les mêmes d'un groupe à l'autre.

Il y a enfin une différence d'ordre socio-économique qui influence la transnationalité des deux groupes. La situation sur l'île de Chypre a une influence sur l'attitude des migrants à Londres. Les Chypriotes grecs bénéficient d'une situation économique relativement florissante et d'opportunités internationales, et les migrants chypriotes grecs sont brillamment insérés dans la société londonienne. Les Chypriotes turcs vivent dans un pays qui n'est pas reconnu par la communauté internationale³²⁶, et qui a du mal à vivre de ses ressources. C'est la Turquie qui soutient économiquement cette partie de l'île. Cette situation rend l'insertion des Chypriotes turcs difficile une fois à Londres. Ils sont associés au pays oppresseur. Enfin, les Chypriotes grecs sont majoritairement orthodoxes, tandis que les Chypriotes turcs sont pour la plupart musulmans. Ces distinctions ont une influence sur les migrants à Londres, et sont les raisons pour lesquelles les deux communautés n'entretiennent pas exactement les mêmes liens avec l'île de Chypre.

2.1.3.2 Un activisme politique développé

La principale caractéristique du transnationalisme chypriote grec est qu'il dépend presque entièrement de la situation de l'île de Chypre. La majorité des associations qui composent la société civile chypriote grecque ont été créées juste après 1974 et l'arrivée

massive d'immigrants chypriotes dans la capitale britannique. Chacune dans son domaine, ces associations répondent à une problématique relative au conflit, que ce soit un devoir de mémoire, une action politique, juridique ou le désir de conserver la culture chypriote. En conséquence, les liens entre Chypre et la Grande-Bretagne se sont développés dans des domaines variés, mais ils sont particulièrement denses dans le domaine politique et le domaine culturel. Dernièrement les liens transnationaux économiques se sont également densifiés.

Le principal regroupement d'association est la *National Federation of Cypriots in the UK* (NFCUK — Fédération Nationale des Chypriotes de Grande-Bretagne)³²⁷. Basée dans le nord de Londres et fondée immédiatement après les événements de 1974, son but est double : elle est premièrement le « fer de lance » des efforts de la communauté chypriote britannique pour la réunification de l'île et le retrait des troupes³²⁸. Son deuxième objectif est de coordonner le travail des Chypriotes britanniques dans le domaine politique, économique, social, culturel et éducatif, tout en travaillant avec les « institutions pertinentes » pour l'avancement des Chypriotes britanniques³²⁹. La Fédération souhaite regrouper le maximum d'associations chypriotes (grecques ou turques) afin de donner du poids à la société civile et donc à la communauté chypriote à Londres. Elle est très impliquée au niveau politique. Peter Droussiotis, président de la Fédération jusqu'en juin 2015 s'exprimait régulièrement devant le Parlement britannique afin d'attirer l'attention des membres du Parlement sur le conflit chypriote. Il y a environ 300 000 Chypriotes (toutes ethnies confondues³³⁰) sur le sol britannique, et la Fédération cherche à représenter aussi bien les Chypriotes grecs que les Chypriotes turcs. Le président de la Fédération n'est affilié à aucun parti politique que ce soit à Chypre ou en Grande-Bretagne.

L'activisme politique chypriote est particulièrement productif. Lors des dates importantes rappelant des événements marquants de l'histoire de l'île et du conflit, les responsables d'associations ainsi que des membres de la communauté chypriote manifestent

³²⁷ National Federation of the Cypriots in the UK (NFCUK), <<https://cypriotfederation.org.uk>> [20 août 2020]

³²⁸ “Cyprus issue”, *National Federation of Cypriots in the UK*, <<https://cypriotfederation.org.uk/cyprus-issue/>> [20 août 2020]

³²⁹ Our aims”, *National Federation of Cypriots in the UK*, <<https://cypriotfederation.org.uk/our-aims/>> [20 août 2020]

³³⁰ Historiquement l'île de Chypre abrite 5 ethnies : les Chypriotes grecs, les Chypriotes turcs, les Maronites, les Latins et les Arméniens.

devant l'ambassade de Turquie afin de dénoncer l'attitude de celle-ci. Toutes les associations sont représentées, qu'elles soient politiques ou à but social, des associations de villages ou des associations étudiantes. Des photos et un reportage sur la manifestation du 15 novembre seront diffusés à Chypre et en Grèce.

Le but est de faire connaître le problème chypriote à la fois au grand public et aux politiciens. Par ses actions particulièrement visibles et son lobbying au Parlement, la Fédération est le lien le plus visible entre Chypre et la Grande-Bretagne. Son statut d'association d'associations lui confère une certaine importance auprès des instances officielles. Elle est décrite comme l'organisme représentatif et la voix reconnue de la communauté chypriote³³¹. Les liens transnationaux qu'elle entretient préfigurent en grande partie les liens transnationaux entretenus par les autres associations.

Mais l'activisme chypriote ne s'arrête pas uniquement aux manifestations lors de dates symboliques qui jalonnent l'histoire du conflit. Toutes les occasions sont utiles pour parler de la situation politique de l'île et des Chypriotes présents à Londres, et ces occasions sont largement partagés sur YouTube ou publiées sur les réseaux sociaux comme Facebook. En 2013, on peut voir Peter Droussiotis alors président de la Fédération Nationale des Chypriotes de Grande-Bretagne, dans une vidéo YouTube, commentant la crise financière qui a touché l'île en 2013. Il en a profité pour parler du peuple chypriote et de sa « patience » face aux situations difficiles et résumer rapidement le conflit³³².

Créer des liens politiques entre la Grande-Bretagne et Chypre

Il y a six partis politiques majeurs dans la république de Chypre ; certains d'entre eux ont établi une branche en Grande-Bretagne afin de pouvoir servir la population chypriote. La partie Nord de l'île compte cinq partis politiques. Les autres partis politiques chypriotes turcs (le parti démocrate (DP), le parti de la liberté et de la réforme (ÖRP), le parti de l'unité nationale, et le parti républicain turc) ne sont pas présents en Grande-Bretagne. Ils apparaissent seulement dans les médias chypriotes-turcs diffusés à Londres tels que *Londra*

³³¹ "UK-Turkey relations and Turkey's regional role; Written evidence from the National Federation of Cypriots in the UK", *UK Parliament Publication and Records*, (30 nov 2011).

<<http://www.publications.parliament.uk/pa/cm201012/cmselect/cmfaff/1567/1567we28.htm>> [20 août 2020]

³³² « Peter Droussiotis BBC News Channel 2 », *Youtube*, (2 avril 2013)

<<https://www.youtube.com/watch?v=Wq4FTu0zMrM>> à 0'30. [20 août 2020]

Gazete ou *Kibris mail*. La *Londra Gazete* a notamment documenté les élections du Parti de l'Unité Nationale en novembre 2015. C'est un parti conservateur favorable à l'indépendance de Chypre Nord et opposé à la réunification de l'île.

Le but de ces partis est à la fois d'être un lien entre les politiciens chypriotes et les politiciens britanniques, mais c'est également d'être un moyen d'engager la communauté chypriote à Londres concernant la situation de l'île. En s'occupant des problèmes quotidiens ils se font connaître à la fois des Chypriotes et des non-Chypriotes. Ils ont alors l'opportunité de parler de la situation de l'île et des actions mises en place. La venue d'une délégation chypriote turque et les rencontres organisées entre celle-ci et des membres du Parlement britannique soulève de nombreuses questions concernant l'évolution du lobby chypriote turc. La partie nord de l'île n'étant pas reconnue par la communauté internationale, les relations diplomatiques ne sont pas fréquentes.

Partis politiques chypriotes grecs	Les démocrates Unis (EDI)	Aucune branche en Grande-Bretagne
	Mouvement écologiste et environnemental (KOP)	Aucune branche en Grande-Bretagne mais en lien avec le parti écologiste britannique par le biais de l'Europe.
	Mouvement pour la social-démocratie (EDEK)	Le site de la Fédération compte parmi ses membres la branche britannique de ce parti. Aucun site web ou moyen de contact.
	Parti démocrate (DIKO)	Idem
	Parti progressiste des travailleurs (AKEL)	_ Branche britannique très connue de la population chypriote. Le secrétaire général de « AKEL in UK », Bambos Charalambous, est également l'éditeur en chef du journal « Parikiaki ». _ Soutien le parti travailliste britannique.
	Ralliement démocratique (DISY)	_ Parti présent en Grande-Bretagne, avec des quartiers généraux à Londres. Le site web n'a pas été mis à jour depuis 2005 cependant, et les moyens de contacts semblent obsolètes. _ Soutien le parti conservateur britannique

Partis politiques chypriotes turcs	Parti de la démocratie commune (TDP) Ligne politique sociale- démocrate.	Pas de branche britannique officielle, mais le ministère des affaires étrangères chypriote turc maintient des liens avec une association chypriote turque <i>TDP London Solidarity Association</i> , qui a aidé la délégation chypriote turque lors de son séjour en Grande-Bretagne en Février 2015 ³³³ .
---------------------------------------	---	--

³³³ Deputy Prime Ministry of Foreign Affairs, “TDP delegation in UK”, *Turkish Republic of Northern Cyprus*, (5 février 2015), <<http://mfa.gov.ct.tr/tdp-delegation-in-uk/>> [20 août 2020]

L'implication du parti AKEL, un exemple d'implication politique

La Fédération est soutenue dans ses actions par les partis politiques chypriotes présents en Grande-Bretagne. AKEL, acronyme grec de Parti Progressiste des Travailleurs, organise des rencontres entre les hommes politiques chypriotes qui visitent Londres et des membres du Parlement britannique. Le but est d'influencer les membres du Parlement afin que ceux-ci s'impliquent pour une solution « juste et équitable » du conflit qui oppose Chypre à la Turquie. Bambos Charalambous, secrétaire général du parti AKEL en Grande-Bretagne organise des rencontres électorales pour soutenir les candidats travaillistes. Des membres du parti AKEL sont présents à Londres depuis les années 30, mais le secrétariat du parti a été formellement établi en 1972. Les membres étaient très impliqués dans la vie politique locale et étaient affiliés au Parti communiste. Aujourd'hui encore le parti AKEL aide les représentants politiques à être à l'écoute de la population. AKEL est partie intégrante de la vie locale, en particulier pour les Chypriotes, même si le parti fait profession d'aider tous ceux qui en ont besoin³³⁴. Les liens et les connections formées par l'antenne du parti à Londres deviennent des liens avec le parti à Chypre. Ainsi M. Charalambous explique que le secrétariat général du parti en Grande-Bretagne est évidemment en relation étroite avec Chypre, mais qu'il agit en Grande-Bretagne³³⁵. La Grande-Bretagne dispose d'une influence et d'un poids diplomatique bien plus important que Chypre au niveau européen, et le but du secrétariat d'AKEL en Grande-Bretagne est « de trouver des moyens d'influencer les politiciens de ce pays (*i.e. Grande-Bretagne*) pour une solution juste et viable pour Chypre, d'accentuer la pression sur la Turquie »³³⁶. La candidature de la Turquie pour faire partie de l'Europe est un enjeu que les Chypriotes souhaitent utiliser. Les autres associations (associations culturelles, sociales ou de partenariats économiques) sont davantage focalisées sur des projets et des questions plus locales, qui touchent aux personnes plutôt qu'au pays en général. Mais pour les associations ayant un intérêt politique, et qui tentent d'impliquer l'Europe et la Grande-Bretagne, les déclarations sont unanimes : il n'est pas possible que la Turquie rentre dans l'Union Européenne, alors qu'elle ne respecte pas certains prérequis, notamment le fait de promouvoir la paix et de mettre fin aux conflits. Le ministre chypriote

³³⁴ Interview avec Bambos Charalambous 28 octobre 2015.

³³⁵ “We have obviously a close relationship with Cyprus, but we operate in Britain” 2'47-2'50.

³³⁶ Interview Bambos Charalambous, «the main objective is to pursue, find ways and means to influence the politicians of this country and to push pressure on Turkey ». 3'11-3'46.

des Affaires étrangères a indiqué en 2015 que Chypre ne lèverait pas son veto contre l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne, car la situation à Chypre n'a pas changé³³⁷. En conséquence, des négociations pour résoudre le conflit qui divise l'île ont été amorcées, afin que la Turquie puisse finaliser son adhésion. Elles n'ont pourtant mené à aucune solution ou espoir de résolution.

En contrepartie d'une implication politique de la part des partis, les partis politiques chypriotes présents à Londres affichent leur loyauté à un parti britannique, généralement à leur équivalent politique. Ainsi, le parti britannique AKEL, qui descend du parti communiste a d'abord affiché son soutien au parti communiste britannique, mais devant les difficultés rencontrées par ce dernier, le secrétaire général d'AKEL en Grande-Bretagne explique qu'il est proche du parti travailliste et qu'il soutient les membres du Parlement dans la circonscription de Haringey par exemple, où se trouvent les bureaux d'AKEL. Desy ou *Democratic Rally* est lui, un parti de centre-droite et soutient donc le parti conservateur. Cet appui des partis politiques chypriotes se manifeste notamment par le soutien des programmes et leur promotion auprès de la population chypriote qui est très attentive à ce que les partis recommandent. Lors des élections législatives de mai 2015, de même qu'en juin 2017, les Chypriotes étaient encouragés par la Fédération à voter pour des partis qui s'intéressaient au conflit qui divise leur île³³⁸. Car ils sont proches de la communauté chypriote, le soutien des partis politiques chypriotes peut s'avérer être un atout non négligeable pour les hommes politiques britanniques. M. Charalambous est également l'éditeur en chef du journal chypriote hebdomadaire *Parikiaki*³³⁹. Il est donc idéalement placé pour relayer les informations concernant la situation de l'île et les différentes actions des associations auprès de la communauté chypriote.

Les principaux partis politiques chypriotes sont présents à Londres et constituent avec la Fédération Nationale des Chypriotes et ses actions au Parlement, la principale source des liens transnationaux politiques. Les autres associations soutiennent leurs actions et la Fédération Nationale bénéficie d'un soutien populaire très important. Lors de la manifestation

³³⁷ Michele Kambas, "Cyprus says cannot lift veto on Turkey's EU talks", Reuter, (19 oct 2015) <<https://www.reuters.com/article/us-cyprus-turkey-eu-idUSKCN0SD0TH20151019>> [20 août 2020]

³³⁸ "General Election 8 June 2017: Our Message to Voters", *National Federation of Cypriots in the UK*, (5 may 2017), <<https://cypriotfederation.org.uk/2017/05/general-election-8-june-2017-our-message-to-voters/>> [20 août 2020]

³³⁹ *Parikiaki*, www.parikiaki.com

du 15 novembre 2015 devant l'ambassade de Turquie, j'ai pu discuter avec quelques personnes présentes qui n'étaient pas responsables d'une association, simplement des Chypriotes vivant à Londres. L'action de Peter Droussiotis et Christos Karaolis le nouveau président de la Fédération fait l'objet d'un soutien indéfectible de leur part, malgré le peu de résultats jusque-là. Le fait que ce dernier fasse partie de la troisième génération de chypriotes présente à Londres est une fierté pour la population chypriote. Cette précision est mentionnée dans l'article du site de la Fédération présentant les résultats des élections.

Mais malgré les efforts des différentes associations et des partis politiques, la situation n'a pas changé : la Turquie ne manifeste aucune envie de changer le *statu quo*, les autorités britanniques restent en retrait et l'Europe n'a pas tenté d'apaiser ou de régler le conflit depuis que l'île est entrée dans l'Union Européenne. Un manifestant déplorait le fait que le gouvernement britannique ne soit pas représenté lors de ces manifestations afin de montrer le soutien du gouvernement pour la cause chypriote. L'absence de réactions de la part du gouvernement turc ou de l'ambassade (pas un mouvement derrière les rideaux de l'ambassade pendant les deux heures qu'a duré la manifestation) et le manque d'implication du gouvernement britannique fait penser à certains que ce n'est sans doute pas la bonne solution pour attirer l'attention du gouvernement britannique. Il ne sera pas question de la manifestation dans les médias britanniques nationaux ou même locaux. Seul un représentant de la télévision grecque était présent, ainsi que quelques journalistes de journaux chypriotes ou grecs publiés à Londres. Un manifestant regrettait également le nombre en constant déclin de Chypriotes présents pendant les manifestations. Une des raisons de ce manque d'engouement peut être la lassitude et le manque de résultat, mais une autre raison est que toutes les associations ne sont pas unanimes quant à la solution à adopter pour Chypre ou concernant les relations que la société civile devrait entretenir avec les autorités britanniques et chypriotes.

L'association *Lobby for Cyprus*, bien que son nom comporte le terme « lobby », évite toute relation avec les autorités britanniques. Elle souhaite uniquement faire du lobbying auprès des autorités européennes. En effet, depuis son entrée en Europe le 1^{er} mai 2004, le conflit qui divise l'île de Chypre relève des autorités européennes et non plus de l'ONU. L'association s'appuie sur le Traité de l'Union Européenne³⁴⁰ pour faire pression sur les

³⁴⁰ Les articles 2 et 3.2 rappellent les valeurs des droits de l'homme qui doivent être respectées par les membres de l'Union Européenne, notamment la libre circulation des personnes. L'île de Chypre est rentrée entièrement

instances concernées afin qu'elles prennent position et cherchent activement une solution, celle-ci devant être la plus proche possible de celle prônée par l'association, à savoir les 3 R :

- *Removal* : le Retrait complet des troupes militaires turques installées dans le Nord de l'île. C'est un des sujets principaux de discordes concernant les plans de paix ou de réunification proposés. Les Chypriotes grecs souhaitent la souveraineté complète et entière de leur pays. De son côté, la Turquie craint pour ses ressortissants. L'argument principal avancé, c'est que c'est justement pour protéger les Chypriotes turcs que l'armée a dû être envoyée sur l'île.
- *Return* : le Retour sans condition des Chypriotes grecs expulsés dans leurs propriétés, et le cas échéant, le retour de leur héritage à leurs descendants.
- *Rapatriation* : le Rapatriement des colons turcs (en majorité venues d'Anatolie). Afin de peupler l'île et d'opposer un argument démographique la Turquie a fait venir de nombreux paysans d'Anatolie à Chypre, leur donnant les maisons et les terrains appartenant aux Chypriotes grecs qui avaient été expulsés. En plus d'habiter dans des maisons qui ne leur appartiennent pas, les Chypriotes grecs reprochent aux colons de ne pas prendre soin de la région.

Ce programme n'est cependant pas partagé par la majorité de la société civile. Il suppose en effet une réunification totale de l'île, ce qui paraît de plus en plus difficile à envisager avec le temps qui passe. Il semblerait au contraire que la société civile chypriote, grecque et turque, souhaite la création d'un état bizonal et bicommunautaire, avec un fort gouvernement fédéral³⁴¹. Pendant le dernier forum économique mondial à Davos-Klosters qui s'est déroulé du 20 au 23 janvier 2016, lors d'un panel sur la réunification de Chypre réunissant le président chypriote grec Nico Anastasiades, le président chypriote turc Mustafa Akinci et Espen Barth Eide, le délégué des Nations Unies pour la question chypriote, le président chypriote turc a réaffirmé sa volonté de voir la création d'une fédération bizonale avec une égalité politique³⁴². Il y aurait une seule identité chypriote, une seule citoyenneté, mais deux régions distinctes. C'est un objectif qui ne pourra être atteint que si la Turquie

dans l'Europe mais elle y adhère en tant que territoire divisé. L'article 5.3 stipule que l'Union doit intervenir si le pays ne peut atteindre les objectifs fixés, *i.e.* les valeurs de l'Union Européenne.

³⁴¹ Interview de Bambos Charalambous, 28/10/15.

³⁴² "Davos 2016 - Reuniting Cyprus", *World Economic Forum*, Youtube (21 janv 2016)
<<https://www.youtube.com/watch?v=B7hg0Yls1No>> [20 août 2020]

accepte de retirer ses troupes. Les négociations engagées par les deux présidents depuis mai 2015 sont centrées sur cette question.

Actions juridiques, le cas médiatique Apostolides contre Oram

Parallèlement aux liens politiques entretenus par la Fédération nationale chypriote, les associations chypriotes majeures mènent des actions au niveau judiciaire. L'association « *Lobby for Cyprus* » a ainsi porté de nombreux cas devant la justice, soutenus par les différents membres du bureau de l'association qui utilisent leurs compétences professionnelles. L'association n'a aucun employé et toutes les actions sont effectuées par des bénévoles. Parmi les membres du bureau se trouvent des avocats, une journaliste, un graphiste, un comptable, des hommes d'affaires et un assistant d'éducation. Le cas le plus célèbre fut le cas C-420/07 Apostolides contre Oram,³⁴³ dont la décision finale, rendue par la Cour de Justice Européenne est consultable sur le site de celle-ci, CURIA.³⁴⁴ David et Linda Oram, deux ressortissants britanniques avaient acquis en 2002 un terrain vendu par un particulier dans la zone nord de l'île. Ils y avaient construit une maison et une piscine et s'y rendaient régulièrement pendant les vacances. Meletis Apostolides avait été expulsé de son terrain lors des événements de 1974 et avait revendiqué la possession de ce terrain³⁴⁵ auprès du tribunal de Nicosie après une visite qu'il avait effectué à la suite de l'ouverture de la ligne verte en 2003. Le tribunal avait condamné les époux Oram à évacuer le terrain et à verser des indemnités à M. Apostolides. Ce jugement ne pouvant être appliqué car le tribunal de Nicosie n'avait aucune juridiction dans la partie Nord de l'île, Meletis Apostolides, avec l'aide de l'association *Lobby For Cyprus*, avait porté le cas devant les instances européennes. De leur côté, les époux Oram ont fait appel, et le cas a été porté devant une cour d'Appel au Royaume-Uni. En plus de toutes ces complications juridiques, le couple Oram était défendu par Cherie Blair, femme du Premier Ministre en fonction au moment des faits, Tony Blair. L'implication indirecte du Royaume-Uni (par la participation de Cherie Blair) *contre* les

³⁴³ « Conclusion de l'Avocat Général, Affaire C-420/07 », *Info Curia Jurisprudence*, (18 décembre 2008) <http://curia.europa.eu/juris/document/document.jsf?jsessionid=9ea7d0f130d53012212768e94f38b7faf0b2e03f0fc.c.e34KaxiLc3eQc40LaxqMbN4Oc34Le0?text=&docid=74011&pageIndex=0&doclang=fr&mode=lst&dir=&oc=c=first&part=1&cid=539393> [20 août 2020]

³⁴⁴ *Ibid.*, [20 août 2020]

³⁴⁵ Depuis 2003, il est possible pour les Chypriotes grecs de passer la ligne verte (ou ligne Attila). Beaucoup en profitent pour aller voir leur propriété

intérêts des réfugiés chypriotes grecs, expliquent en grande partie pourquoi certaines associations refusent de créer des liens avec la Grande-Bretagne. Celle-ci défendra toujours ses intérêts en premier. La Haute Cour de Justice donna raison au couple Oram. Mais l'appel de M. Apostolides mena le cas devant la Cour de Justice Européenne au Luxembourg. Celle-ci donna finalement raison à M. Apostolides. Aucun recours supplémentaire n'étant possible, les Oram décidèrent d'abandonner la propriété plutôt que de la détruire.

Le jugement dans l'affaire Oram contre Apostolides créa un précédent pour tous les réfugiés chypriotes grecs expulsés de leurs propriétés. Mais il démontra aussi que le Royaume-Uni n'était pas prêt à accéder aux demandes chypriotes, et l'affaire jeta un froid dans les relations diplomatiques des deux pays³⁴⁶. Le président chypriote alors en fonction Tássos Papadopoulos qualifia l'action de Cherie Blair de « provocante »³⁴⁷. Sous le feu des critiques, Cherie Blair avait justifié sa décision de défendre le couple Oram en expliquant que la décision du tribunal de Nicosie était contre l'intérêt public du Royaume-Uni³⁴⁸. L'affaire n'était pas politique au début, mais l'est devenue à cause de l'implication de Cherie Blair. Si Cherie Blair n'avait pas représenté le couple Oram, le cas ne serait sans doute pas devenu aussi symbolique.

Les actions en justice ne concernent pas uniquement les propriétés de particuliers, mais également les bâtiments publics. Les actions d'épurations culturelles de l'armée turque ont mené la communauté à se concentrer sur la culture chypriote et sa préservation. Cet intérêt pour la culture a également amené les Chypriotes à s'interroger sur leur identité.

2.1.3.3 Le rôle de liaison des associations étudiantes

Les associations étudiantes sont également très actives. Les membres sont en majorité des étudiants chypriotes venus faire un cycle d'études en Grande-Bretagne, et sont particulièrement actifs au niveau politique. D'après le Haut-Commissariat de Chypre en Grande-Bretagne, Chypre est le 5^{ème} pays pour le nombre d'étudiant dans une université

³⁴⁶ "Cypriot anger at Cherie land case", *BBC News* (17 décembre 2005)

<http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/4538960.stm> [20 août 2020]

³⁴⁷ "Cherie Blair's Actions Provocative", *Greek News Greek American Newspaper*, (19 décembre 2005)

<<https://www.greeknewsonline.com/cherie-blairs-actions-provocative/>> [20 août 2020]

³⁴⁸ Interview *Lobby for Cyprus*, réalisé le 31 mars 2015. (23'57).

britannique³⁴⁹. Leur attitude est une des plus constructrices du transnationalisme chypriote. Ils amènent avec eux un souffle nouveau à l'activisme politique des associations à Londres, car ils sont pour la plupart déjà actifs dans l'île. Ceux qui ne le sont pas lorsqu'ils arrivent à Londres, deviennent impliqués rapidement : une fois à Londres, ils cherchent à se rapprocher d'associations de leur pays d'origine (par nostalgie) et sont encouragés à prendre position et à prendre part aux actions. Ils continuent ensuite cet activisme une fois de retour à Chypre. Dans les deux cas, les liens créés sont conservés et développés dans le cadre de partenariats. Ainsi, l'association chypriote d'Hackney qui participe à l'opération « *Cycle Across Barriers* », s'appuie sur les étudiants un temps actifs dans l'association puis repartis à Chypre pour mettre en place des actions tout au long du parcours³⁵⁰.

Les étudiants sont de loin ceux qui utilisent les réseaux sociaux au maximum pour pouvoir atteindre plus de personnes. Ils sont présents lors des manifestations et n'hésitent pas à partager et échanger sur le sujet, et à créer des sociétés dans les universités où ils étudient afin de toucher le plus de monde possible.

2.1.3.4 La revendication d'une identité chypriote

La Turquie n'a pas seulement envahi une partie de l'île de Chypre lors des événements de 1974, elle a aussi encouragé l'immigration de personnes venues de l'Anatolie, une région essentiellement agricole alors, afin d'occuper les maisons laissées vides par les Chypriotes grecs. Cette migration a été organisée afin d'assurer la pérennité de l'occupation turque dans cette partie de l'île. Cela signifie aussi que la Turquie bénéficie d'un soutien populaire en cas de négociations et d'un argument démographique. Les Chypriotes turcs se retrouvent en minorité dans leur île, et dans le cas d'un référendum, par exemple, ils ont peu de chance de faire entendre leurs revendications. Les premiers colons sont arrivés rapidement après l'expulsion des Chypriotes grecs et il est difficile aujourd'hui de dissocier les Chypriotes turcs des Turcs du continent. Cette situation a pour résultat une communauté chypriote turque à Londres bien plus complexe que la communauté chypriote grecque. Si les deux groupes se considèrent avant tout comme Chypriotes, les Chypriotes grecs se sont libérés de l'influence de la Grèce au niveau politique et culturel pour embrasser la culture chypriote. Si l'existence

³⁴⁹ "High Commission Departments", *High Commission of Cyprus in the UK*.
<<https://cyprusinuk.com/departments/>> [20 août 2020]

³⁵⁰ Interview Andreas Michaelides. 22 octobre 2015

même d'une culture chypriote fait débat, les événements culturels organisés par les associations cherchent à montrer ce qui caractérise l'île et ses habitants. Sur les plans culturels et politiques, les Chypriotes grecs à Londres et à Chypre sont plus indépendants que leurs homologues turcs. La Turquie soutient la partie occupée de l'île presque exclusivement. Les Chypriotes turcs s'associent avec la Turquie alors que les Chypriotes grecs, tout en reconnaissant l'héritage culturel de la Grèce, expliquent clairement que la Grèce n'a aucune forme d'influence dans la vie quotidienne. *L'Enosis* (le rattachement avec la Grèce) avait perdu de son attrait après 1960 et l'indépendance de l'île, mais c'est le coup d'état des dictateurs grecs en 1974, déclencheur de la riposte turque, qui a définitivement mis un point final au lien politique entre la Grèce et Chypre.

Les Chypriotes turcs se réfèrent à la Turquie comme la patrie de leurs ancêtres³⁵¹. Sule Ibrahim, une jeune femme ayant vécu à Chypre dans la partie occupée, et à Londres, est chargée des projets culturels et sociaux de TCCA (*Turkish Cypriot Community Association*). Cette association a pour vocation première de fournir un service d'aide à domicile pour les personnes âgées de la communauté chypriote turque et de la population turque en général. L'association offre également un service de conseils juridiques et de rédaction de papiers administratifs afin de venir en aide aux nouveaux migrants. Mme Ibrahim explique qu'elle est en contact avec des Chypriotes turcs et grecs ainsi qu'avec des Turcs du continent. Bien qu'elle se sente plus proche des Chypriotes grecs – « *We are alike culturally* » -³⁵², il y a un lien particulier avec la Turquie, qu'elle ne ressent pas avec les Chypriotes grecs. L'association TCCA a par exemple participé à un festival sur la culture d'Anatolie à Londres, liant ainsi les Chypriotes turcs et la Turquie sur le plan culturel³⁵³. Même si les Chypriotes grecs font la promotion d'une culture chypriote commune, les Chypriotes grecs et les Chypriotes turcs ne sont pas aussi unis culturellement. Il n'y a pas qu'une seule identité chypriote, celle-ci se décline en fonction de l'appartenance à un groupe. Peut-on alors parler de culture chypriote ? Les éléments principaux qui forment une culture et une identité comme la langue et la religion, sont différents parmi les Chypriotes grecs et les Chypriotes turcs. Les Chypriotes grecs sont majoritairement de confession orthodoxe et parlent grec, tandis que les Chypriotes turcs sont majoritairement musulmans et parlent turc. Les valeurs qui les réunissent sont des

³⁵¹ Interview Sule Ibrahim. 10 décembre 2015

³⁵² Interview Sule Ibrahim. 10 décembre 2015. 39'17.

³⁵³ TCCA bulletin. Issue 8 June 2015.

valeurs universelles telles que la tolérance et les droits humanitaires et non des valeurs particulièrement chypriotes. Même le fait de prendre soin des personnes âgées comme des membres importants de la communauté n'est pas propre à Chypre, mais se retrouve dans la majorité des pays méditerranéens et du Proche-Orient. Les coutumes d'un groupe composent sa culture, qui elle-même compose l'identité de ce groupe. Les Chypriotes grecs et les Chypriotes turcs ne partagent pas de coutumes communes assez spécifiques pour dire que celles-ci constituent la culture chypriote.

Cette différence a des conséquences sur les attitudes transnationales concernant la culture. La Turquie, en plus d'occuper le nord de l'île, transforme peu à peu les monuments hérités de l'époque byzantine. Les églises sont changées en mosquées ou même en étable ou salle de réunion. Les plaques tombales sont détournées. La culture grecque est peu à peu éradiquée de cette partie de l'île, à travers des actions d'épurations ethniques menées par la Turquie. S'il s'agit pour les associations de conservation chypriotes grecques de sauver et sauvegarder leur héritage, cette situation ne trouve pas la même résonance parmi les Chypriotes turcs.

Les autres liens transnationaux culturels concernent la cuisine et la langue, des traits culturels distincts dans les deux communautés, ce qui ne fait que renforcer le fossé. Même si celui-ci est moins prononcé qu'à Chypre, il existe une différence et une certaine méfiance entre les Chypriotes grecs et les Chypriotes turcs, même à Londres. L'association TCCA et le centre communautaire de Haringey propose chacun une restauration pour les membres de la communauté qui le souhaitent. Les cafés et thés proposés à TCCA sont turcs tandis que ceux proposés à Haringey sont grecs et l'alternative n'est pas disponible. C'est un de nombreux exemples de préservation culturelle des communautés au détriment d'une unité chypriote. L'association chypriote d'Hackney organise régulièrement des restaurants éphémères (*pop-up restaurants*) dans ses locaux. C'est l'occasion pour les membres et sympathisants de danser au son de la musique traditionnelle et de manger des plats typiques de l'île.

2.1.3.5 Le rôle de l'Église

Historiquement au centre de la vie quotidienne et politique chypriote, l'église orthodoxe a toujours joué un rôle important. Le fait que le premier président de l'île en 1960 ait été l'évêque Makarios III témoigne de la place centrale de l'église. L'église est également, pour les Chypriotes grecs, un pilier de leur identité et de leur culture. C'est l'église orthodoxe qui avait la charge de la pérennité des rituels et des coutumes pendant la domination ottomane. C'est donc tout naturellement qu'elle continua d'assumer un rôle prépondérant

dans la vie des Chypriotes. C'est l'archidiocèse de Thyatire et de Grande-Bretagne basé à Londres qui s'est occupé en premier d'organiser l'enseignement de la langue grecque pour les Chypriotes grecs³⁵⁴. Aujourd'hui encore c'est l'église orthodoxe qui fournit des manuels, en lien avec le ministère de l'éducation chypriote, et qui s'occupe de faire venir des professeurs de grec chypriotes. Des associations de parents d'élèves et le ministère de l'éducation chypriote ont pris le relais aujourd'hui, mais l'église orthodoxe conserve néanmoins un intérêt important pour l'enseignement de la langue et de la culture comme en témoigne la récente ouverture de l'école privée Saint Andrew the Apostle, ou de la première école primaire orthodoxe en septembre 2000³⁵⁵. Les Chypriotes grecs bénéficient également des écoles créées pour les Grecs du continent. Les classes sont pour un public jeune, depuis la maternelle jusqu'au CGSE³⁵⁶, mais certaines proposent des cours pour adultes. La présence de l'église orthodoxe grecque en Grande-Bretagne remonte au 17^{ème} siècle avec la construction d'une église dans le quartier de Soho en 1677. La cathédrale Sainte Sophie fut construite en 1877 dans le quartier de *Bayswater* près de *Hyde Park* entre autres pour remplacer l'église de Soho « confisquée » en 1684 pour être donnée aux réfugiés Huguenots. L'archidiocèse de Thyatire et Grande-Bretagne a été formellement établi en 1922 avec une juridiction comprenant la Grande-Bretagne, l'Irlande, l'île de Man et les îles Anglo-Normandes. Bien que l'archidiocèse regroupe tous les croyants orthodoxes grecs, la majorité sont d'origine chypriote grecque. L'actuel archevêque Gregorios est lui-même un Chypriote grec, originaire d'un village dans le district de Famagouste occupé par l'armée turque³⁵⁷. Les événements de 1974 contribuent au développement exponentiel de l'organisation. Les « événements tragiques » de 1974 sont commémorés³⁵⁸, tout comme la guerre d'indépendance grecque de 1821³⁵⁹. Mais l'archidiocèse accorde surtout une grande importance à l'éducation, en s'associant aux écoles orthodoxes grecques ou en soutenant les écoles de langue. De

³⁵⁴ Maria, Roussou. *Greek Outside Greece. Cypriots in Britain: A profile of a Greek-Speaking Community in Contemporary Britain*. 2nd Edition. Nicosia: Diaspora Books, 1991. Print. P 37.

³⁵⁵ http://www.thyateira.org.uk/index.php?option=com_content&task=view&id=13&Itemid=152 [3 septembre 2017]

³⁵⁶ General Certificate of Secondary Education

³⁵⁷ http://www.thyateira.org.uk/index.php?option=com_content&task=view&id=14&Itemid=29 [3 septembre 2017]

³⁵⁸ http://www.thyateira.org.uk/index2.php?option=com_content&do_pdf=1&id=1515 [3 septembre 2017]

³⁵⁹ http://www.thyateira.org.uk/index2.php?option=com_content&do_pdf=1&id=1502 [3 septembre 2017]

nombreuses associations liées à l'église ont été créées à la suite de l'arrivée des réfugiés chypriotes grecs en 1974 : *Ladies' Auxiliary Societies*, *Greek Orthodox Charity Organisation* et *Central Education Council*. Les Chypriotes grecs ont donc joué un rôle dans le développement de l'église orthodoxe grecque à Londres, tout comme l'église occupe une place centrale dans la vie quotidienne.

L'enseignement du grec n'est pas un acte anodin lorsqu'il s'agit de la construction de l'identité transnationale. Le grec n'a d'utilité qu'en Grèce ou à Chypre, ou au sein d'un groupe hellénophone. L'apprentissage de cette langue crée obligatoirement un lien entre la communauté chypriote grecque à Londres et l'île de Chypre, ou l'histoire qui y est rattachée. La langue est un élément fondamental d'une identité car elle permet la communication et par conséquent l'évolution d'un groupe. Sans communication, il n'y a pas d'accord, pas de connivence. La communication permet également la distinction avec d'autres groupes. Ce qui se dit en grec n'est pas compréhensible par d'autres groupes. Elle crée un sentiment d'appartenance tout comme l'église orthodoxe crée un sentiment d'appartenance pour les nouveaux migrants. Parler grec signifie faire partie d'une communauté particulière, d'un groupe avec une histoire spécifique. Le rôle de l'église était donc aussi social. Indépendamment de sa religiosité, un migrant peut toujours venir dans une église et trouver de l'aide et un soutien parmi les membres de l'église orthodoxe. Au début de l'immigration chypriote, les réseaux étaient formés dans les églises, premier rendez-vous des nouveaux arrivants. Les églises orthodoxes de Londres, notamment Saint Sophia qui est la plus active, sont en contact avec l'église orthodoxe chypriote à Chypre. Ces liens ne sont pas simplement culturels. En effet, l'église orthodoxe, autocéphale depuis 431, a une longue histoire de soutien des groupes chypriotes nationalistes. C'est l'église qui organisa le premier référendum concernant *l'Enosis* en 1950. Les résultats (96% des Chypriotes grecs en faveur du rattachement à la Grèce) ont été le déclencheur de troubles dans l'île. Aujourd'hui, l'église est officiellement neutre, mais à Londres elle travaille étroitement avec certaines associations notamment la Fédération Nationale des Chypriotes. Son président actuel compte sur l'aide de l'église pour effectuer par exemple un recensement des Chypriotes présents en Grande-Bretagne³⁶⁰.

Les écoles de langue sont aussi un moyen de perpétuer la culture et la mémoire auprès des générations suivantes. Peter Droussiotis expliquait dans une interview que le principal

³⁶⁰ Interview de Christos Karaolis. 15 novembre 2015.

obstacle qu'il rencontrait en tant que président de la Fédération n'était pas uniquement l'inaction de l'Europe ou de la Grande-Bretagne face au problème chypriote, mais également le temps qui passe. Cela fait maintenant 41 ans que l'île est divisée. Les Chypriotes de la deuxième et surtout ceux de la troisième génération n'ont pas connu l'île autrement que divisée, et la situation apparaît de plus en plus comme définitive pour beaucoup de jeunes Chypriotes. Un des arguments pour attirer les parents et leurs enfants à s'inscrire dans les écoles de grec est le fait que la langue les relie à la culture de leur pays.

2.1.3.6 Liens culturels

Il n'y a en fait que peu d'implication dans le pays d'origine de la part de ces associations. De plus en plus les professeurs de langue sont recrutés à Londres, tout comme les prestataires cuisiniers. La focalisation des responsables de la société civile est cependant certainement double : maintenir/ rappeler des coutumes chypriotes à l'aide d'évènements culturels récurrents d'une part, tout en aidant les membres à s'insérer dans la société par le biais de conseils d'autre part. Cette double focalisation, bien qu'elle concerne des coutumes différentes pour les Chypriotes grecs et les Chypriotes turcs, est présente dans les deux communautés.

La Fédération Nationale des Chypriotes organise également des évènements culturels comme par exemple des concerts et des expositions d'art à Londres, notamment comme ce fut le cas pour le 40^{ème} anniversaire de l'invasion turque en 2014. Le discours autour de ces évènements est différent de celui des associations. Des artistes originaires de Chypre ont été sollicités et invités. Le but derrière ces manifestations était résolument politique : rappeler à la communauté installée à Londres qu'il ne faut pas oublier ce qui s'est passé et continuer à être actif dans l'objectif d'une résolution de la situation. Mis à part cette occasion particulière, ces évènements culturels sont surtout un prétexte pour se retrouver et resserrer le lien social. C'est



lors de ces évènements que des partenariats sont souvent créés, avec des Chypriotes de passage ou entre Chypriotes vivant à Londres, avec des contacts particuliers à Chypre.

Naissance de liens transnationaux économiques, un nouvel état d'esprit

Le temps qui passe a poussé les responsables d'associations à adapter leur attitude. En effet, après 41 années, et au regard de l'attitude des autorités britanniques et européennes, il est devenu évident pour certains qu'une résolution du conflit n'est pas à l'ordre du jour. Leur

Figure 4: Campus de Uclan à Lanarka, Chypre.

focalisation a lentement changé. Même si la résolution du conflit reste prédominante, les responsables se préoccupent de plus en plus de l'impact que la population chypriote peut avoir parmi la société d'accueil. L'accent est mis sur la contribution (académique, culturelle ou scientifique) des Chypriotes en Grande-Bretagne. C'est par exemple le cas de Peter Droussiotis, l'ancien président de la Fédération chypriote. Homme d'affaires, il a récemment pris la direction d'*Episteme*, une association regroupant des professionnels britanniques d'origine chypriote dont le but est de former des partenariats impliquant à la fois la Grande-Bretagne et Chypre. Cette association crée des partenariats dans des domaines variés : ses actions incluent des expositions d'art chypriote, des collaborations entre Uclan (University of Central Lancashire) et des universités chypriotes³⁶¹, ou encore un séminaire sur la collaboration entre l'Église Catholique, l'Église Grecque Orthodoxe et l'Église Anglicane, par l'archevêque de l'archidiocèse de Thyatire et de Grande-Bretagne. C'est un état d'esprit que l'on retrouve dans les associations qui souhaitent se diversifier davantage et s'ouvrir à toute la population londonienne et plus seulement à un groupe spécifique. Le but est de montrer la contribution de la population chypriote et son utilité au sein de la société londonienne. C'est un moyen de créer des liens entre les différents groupes ethniques présents là où les associations se trouvent, et donc de contribuer à la cohésion sociale.

Le manque de liens entre les communautés a été pointé par le gouvernement et notamment par David Cameron lors d'un discours à propos de la présence de l'extrémisme en Grande-Bretagne, comme une des causes de la méfiance de la population londonienne à l'égard des multiples groupes, surtout depuis les attentats de 2007 et a été mentionné par certains politiciens comme un problème auquel il faut remédier³⁶². Avec 300 000 ressortissants chypriotes en Grande-Bretagne, la population chypriote n'est pas la plus nombreuse ou la plus visible. Au niveau local cependant, dans les *boroughs* de Haringey et Wood Green, la population grecque est très connue. Dans un contexte où le gouvernement délègue de plus en plus la mise en œuvre de ses politiques aux associations et aux autorités locales, la population et les associations chypriotes grecques ont un rôle à jouer. Mettre

³⁶¹ L'université du Lancashire a ouvert un campus à Lanarka en 2012, permettant aux étudiants d'obtenir un double diplôme valable à Chypre et en Grande Bretagne. Ce nouveau campus fait partie d'une stratégie d'internationalisation de l'université. <http://www.uclancypus.ac.cy/en/uclan-cyprus/uclan-uk/> [3 septembre 2017]

³⁶²Discours de David Cameron, le 20 juillet 2015. <https://www.gov.uk/government/speeches/extremism-pm-speech>

l'accent sur la contribution des associations crée un argument supplémentaire pour la négociation et la résolution du conflit qui oppose l'île de Chypre à la Turquie. En montrant son utilité pour la cohésion sociale, les associations peuvent demander en retour une aide de la part du gouvernement pour un sujet qui leur tient à cœur. Plus les deux pays sont liés par des partenariats économiques, culturels ou sociaux, plus il est difficile pour les autorités britanniques de ne pas s'impliquer dans la résolution du conflit, car une résolution du conflit peut signifier plus d'opportunités économiques pour la Grande-Bretagne à travers ces collaborations, et potentiellement un soutien supplémentaire pour la population chypriote.

2.1.3.7 Stratégies de communication

Ce besoin de soutien des associations chypriotes se ressent également dans leur utilisation des réseaux sociaux. Les Chypriotes ont réussi à brillamment s'insérer dans la société londonienne. Les effets de cette insertion sont qu'ils sont peu voire pas du tout connus du public ; ils ne montrent pas de signes ostensibles d'appartenance à un groupe particulier et ont pendant très longtemps gardé leur culture dans la sphère privée. Ce qui est un avantage en période de troubles sociaux, devient un inconvénient lorsque l'on veut faire passer un message. L'objectif est donc pour les associations de se faire connaître afin de gagner un soutien populaire qui incitera ensuite la Grande-Bretagne à s'engager. Les réseaux sociaux permettent d'atteindre des populations peu renseignées sur la situation comme les adolescents et jeunes actifs. Élu président de la Fédération Nationale chypriote de Grande-Bretagne en 2007, Peter Droussiotis a œuvré pour mettre en lumière les actions de la société civile chypriote. La Fédération Nationale chypriote a mis à jour son site web ouvert en 2008 et créé une page Facebook. De nombreuses associations ont suivi, documentant les événements qu'elles organisaient sur les réseaux sociaux. C'est le cas des associations de villes d'origine (*Hometown Associations*), qui espèrent ainsi regrouper davantage de personnes. La Fédération Nationale des Chypriotes compte une trentaine d'associations de ce type parmi ses membres. Elles sont présentes sur les réseaux sociaux tels que Facebook mais sont peu visibles sur internet. Elles concernent principalement des villages situés dans la partie nord de l'île, comme Aradippou, Chirokitia ou Patriki. Leur but est à la fois de venir en aide aux personnes originaires de ces villages et présentes en Grande-Bretagne et d'aider leur village, que ce soit par des levées de fonds ou des manifestations. C'est principalement sur Facebook que l'on peut voir les actions et les événements organisés par ces associations. C'est également Facebook qui permet aux nouvelles générations de créer des liens.

L'association *Lobby for Cyprus* a un compte twitter très actif dans lequel elle relate les avancées et actions que l'association accomplit. Cette stratégie de communication permet également aux Chypriotes vivant sur l'île d'être au courant des actions de la société civile, créant un lien émotionnel avec la communauté installée à Londres. Les manifestations devant l'ambassade de Turquie sont documentées à la télévision chypriote.

Les résultats de cette stratégie sont visibles à un niveau local des *boroughs* mais presque inexistantes au niveau de la ville de Londres. Les manifestations devant l'ambassade de Turquie ne sont pas couvertes par les médias locaux (ce que déplorent certains manifestants). Un des manifestants expliquait que finalement, peu de personnes entendaient parler de la manifestation en elle-même, même parmi la population chypriote grecque. « Les voitures passent, ils voient qu'il se passe quelque chose, mais comme on n'en parle pas dans les médias ça ne sert à rien ». L'ambassade se trouvant dans le quartier de Belgravia, un quartier extrêmement riche, la manifestation rassemble peu de suffrages populaires. Au niveau local cependant, les associations voient de plus en plus de personnes non-chypriotes participer aux activités qu'elles proposent. La communication à travers les réseaux sociaux en est en grande partie responsable.

Le soutien de la population est un atout non-négligeable dans le cas des Chypriotes grecs. Un appui populaire peut forcer les autorités à s'intéresser de manière plus approfondie à la situation. La communauté chypriote seule a du mal à se faire entendre dans une ville où se côtoient plus de 200 nationalités. Chacune cherche à se faire entendre, à se faire connaître, dans le but de réduire la méfiance de la population locale. La différence se joue sur la visibilité de la communauté et sa présence sur les réseaux sociaux.

2.1.4 Controverse

2.1.4.1 Décalage entre le discours et les actions

Malgré un désir affiché de communiquer sur la situation de manière plus large et plus abordable, certains séminaires et certaines rencontres organisées par la société civile chypriote ne sont pas accessibles à des sympathisants extérieurs car en grec ou turc et non traduites. Certains sites internet présentent également seulement une partie de leur contenu en anglais, le reste étant rédigé en grec, sans possibilité d'accéder à une traduction en anglais ou en turc. Il semblerait que les responsables de la société civile choisissent quels événements culturels ils veulent partager avec le reste de la société d'accueil.

Le 25 mars a été présenté comme le *Cyprus National Day* sur le site de la Fédération Nationale des Chypriotes, mais aucune information à propos de la journée n'était disponible. Après consultation auprès du président, seuls deux séminaires étaient organisés. Il s'avéra également qu'il s'agissait en fait du jour de la fête nationale grecque. Les deux séminaires organisés portaient sur la révolution grecque contre le pouvoir ottoman et la lutte anticoloniale des Chypriotes à partir de 1955, des sujets peu susceptibles d'intéresser les Londoniens. Les séminaires étaient en grec, un autre élément qui soulève beaucoup de questions. Pourquoi cette association avec la Grèce alors que la société civile met par ailleurs un point d'honneur à montrer son indépendance ? Lors de l'interview, Peter Droussiotis avait d'ailleurs insisté pour souligner que la Grèce n'avait aucune influence dans les actions chypriotes³⁶³.

La Grèce et Chypre ont une histoire commune et il y a de nombreuses raisons pour lesquelles les Chypriotes souhaiteraient s'associer à ce jour, mais pourquoi dans ce cas ne pas faire plus de publicité, même en direction des Chypriotes grecs ? Ces informations n'ont jamais été disponibles sur le site et cela semble indiquer que les responsables de la société civile chypriote entretiennent des liens avec la Grèce sans doute dans le but de bénéficier de son soutien lors de négociations au niveau européen, sans pour autant en parler autour d'eux, alors que la Fédération est considérée comme le porte-parole de la communauté. Parallèlement, la Grèce a expliqué qu'elle ne s'impliquerait pas dans le processus de réunification. Il s'agit à l'évidence de liens concernant uniquement les responsables de la société civile et non les membres. Cela semble indiquer un double discours de la part des responsables. De même certains aspects de l'histoire chypriote sont passés sous silence. Il n'est fait mention nulle part du rôle de Makarios III et des politiciens chypriotes grecs dans la guerre civile qui a secoué l'île de 1961 à 1965. La Constitution mise en place par la Grande-Bretagne, la Grèce et la Turquie lors des accords de Zurich en 1960 prévoyait la proportionnalité entre Chypriotes grecs et Chypriotes turcs en fonction de la population. Makarios III en a profité pour faire passer 13 amendements à la Constitution pendant sa présidence. Minoritaires, les Chypriotes turcs n'ont rien pu faire pour empêcher ces changements. Au cours des interviews réalisés seul le directeur du Centre Communautaire chypriote d'Haringey a mentionné le rôle des Chypriotes grecs et de la Grèce dans le conflit

³⁶³ Interview Peter Droussiotis 6 novembre 2013

qui s'est déroulé en 1974. Il explique que le coup d'état raté de la dictature des colonels grecs et l'attitude de Makarios III ont donné à la Turquie les prétextes nécessaires pour intervenir.

La communication semble même être difficile entre les Chypriotes grecs eux-mêmes. Le désaccord concernant la solution à adopter pour l'île démontre que la vision de la réunification n'est pas la même pour tous les responsables de la société civile chypriote grecque. Si les négociations évoluent quelle sera la réaction des responsables de *Lobby for Cyprus* ? L'échec du plan Annan en 2004 montre toute l'influence que la communauté installée à Londres peut avoir sur ce qui passe sur l'île. Même si les Chypriotes réfugiés à l'étranger n'étaient pas autorisés à voter, ils ont clairement influencé les résultats du référendum via des communiqués et une campagne de sensibilisation. Les articles 3.5 et 3.7 du plan Annan étaient les points les plus controversés :

- Article 3.5: la proportion de Grecs dans la partie turque ou la proportion de Turcs dans la partie grecque ne pouvait pas dépasser 5% pendant 19 ans ou jusqu'à l'entrée de la Turquie dans l'Europe.
- Article 3.7: il reprend les mêmes conditions et par conséquent limitait le retour des réfugiées dans leur village.

Si les Chypriotes turcs étaient en faveur de ce plan, les Chypriotes grecs y étaient farouchement opposés, notamment les réfugiés installés à Londres. L'association *Lobby for Cyprus* avait d'ailleurs fait campagne contre ce plan. Le plan a été accepté par 64% des Chypriotes turcs et rejetés par 76% Chypriotes grecs. On peut donc se poser la question de l'attitude des différentes parties si les négociations devaient avancer.

2.1.4.2 Une unité d'apparence

Les différences de vues concernant la résolution du conflit n'est qu'un exemple d'une unité qui relève plus de la façade que de la réalité. Malgré un discours parlant de solidarité et d'acceptation, les associations chypriotes grecques font peu d'actions en faveur des Chypriotes turcs et vice versa. La solidarité affichée dans les discours n'est pas retranscrite dans l'attitude effective des responsables de la société civile. Les responsables chypriotes grecs dominant le discours public concernant la situation de l'île et la vision chypriote turque n'apparaît jamais. Le consensus est que la meilleure solution pour les deux communautés serait un état bizonal et bicommunautaire avec un fort gouvernement fédéral. Mais les différences économiques entre les deux zones pourraient mener à des conflits. La place de la Turquie n'est jamais discutée, alors que les Chypriotes turcs ressentent un fort attachement

pour le pays. L'attitude dominante de la population chypriote grecque confine parfois au manque de considération envers les Chypriotes turcs. C'est d'ailleurs l'attitude des Chypriotes grecs qui avait provoqué les troubles intercommunautaires après l'indépendance de 1960, même si le « *Divide and Rule* » mis en place par la Grande-Bretagne avait jeté les bases d'une rivalité entre les deux groupes.

2.1.4.3 L'illusion d'un retour possible

Attila ou ligne verte en 2003 a donné de l'espoir à de nombreux Chypriotes. Ils avaient désormais la possibilité de retourner sur leur propriété. Mais cette ouverture a en fait été une déception. Bien que les Chypriotes expulsés aient l'occasion de retourner dans leur village, leurs maisons sont habitées par d'autres et ils ont très peu de recours. Les décisions prises par le tribunal de Nicosie ne sont pas reconnues dans la partie nord de l'île. Ceux qui se rendent dans leurs villages d'origine en ramènent des souvenirs tels que l'eau de la fontaine du village ou un sac de terre de leurs propriétés³⁶⁴. La terre et le retour sur les terres est presque sacralisé ; il est romancé jusqu'à devenir une utopie qui devient la solution à tous les problèmes. Les colons turcs installés dans les propriétés sont diabolisés et dans l'imaginaire chypriote le retour est un idéal à atteindre. Il y a peu de chance que ce retour se réalise. Beaucoup de propriétés ne pourront pas être récupérées et la majorité des réfugiés installés à Londres ont construit une vie en Grande-Bretagne, leur famille est intégrée dans la société londonienne. De plus, la solution préconisée par la société civile d'un état bizonal et bi-communal ne prévoit pas l'expulsion des colons turcs, ni le retour des propriétés à leur propriétaires. L'espérance du retour cependant est une motivation suffisante qui permet aux Chypriotes de garder le lien avec leur pays d'origine. Même s'ils ne retournent jamais définitivement à Chypre, la possibilité suffit au maintien de la connexion.

2.1.4.4 Obstacles et défis

Les responsables de la société civile chypriote grecque et ceux de la société civile chypriote turque doivent faire face à des défis et des obstacles différents. Les Chypriotes grecs sont très bien insérés dans la société, mais le temps qui passe éloigne un peu plus la possibilité d'une résolution de la situation telle qu'elle était envisagée il y a 41 ans. Le plan actuel a évolué, des concessions ont été faites et plus le temps passe, plus les Chypriotes devront faire face à la réalité de la situation. Une solution viable ne satisfera pas tout le monde. Le retour des réfugiés dans leurs propriétés apparaît de plus en plus hypothétique, et il n'y a pas de consensus sur cet aspect parmi les différentes associations.

³⁶⁴Lisa Dikomitis, "Three Readings of a Border, Cypriot Crossing the Green Line in Cyprus". *Anthropology Today*. 21.5. Oct 2005

La contribution des Chypriotes à la société est devenue une préoccupation grandissante car il n'est plus possible pour une population de plus en plus active de rester centrée sur son problème, sans s'occuper de ce qui se passe localement. C'est aussi une manière d'attirer les jeunes Chypriotes en incluant ce qui fait partie de leur vie de londoniens dans les relations avec Chypre. Aujourd'hui les jeunes actifs cherchent à créer des réseaux afin de prospérer. L'association *Nepomak* (acronyme grec que l'on peut traduire par Organisation Mondiale pour les Jeunes Chypriotes à l'Étranger) créée en 2002 regroupe des étudiants et des jeunes actifs afin qu'ils puissent découvrir Chypre et apporter leur soutien³⁶⁵. Cette association est très liée avec la société civile chypriote grecque. Le nouveau président de la Fédération Nationale des Chypriotes de Grande-Bretagne est l'ancien président de *Nepomak*.

Bien qu'ils se sentent proches de leurs compatriotes grecs, les Chypriotes turcs n'ont pas les mêmes préoccupations. L'occupation de l'île est moins troublante pour eux, car il n'y a pas de conflit de religion ou de politique comme c'est le cas pour les Chypriotes grecs. Il semblerait tout de même que la présence de l'armée soit un problème et que quelques voix s'élèvent, mais la Turquie exerce une domination assez lourde sur l'île. Moins bien insérés dans la société londonienne, les associations sont partagées entre leur envie de venir en aide aux Chypriotes turcs et aux Turcs et leur désir de les voir s'insérer dans la société. Sule Ibrahim de TCCA résumait ce dilemme en expliquant que pour prospérer, les Chypriotes turcs ont besoin d'aide pour la rédaction de papiers administratifs par exemple, mais qu'à force de leur fournir cette aide, ils ne faisaient aucun effort pour apprendre l'anglais. Certaines personnes âgées ne peuvent pas communiquer autrement qu'en turc et un rapport datant de 2008 publiée par la ville de Londres rapporte que contrairement à d'autres groupes pour qui l'anglais est également la seconde langue, la langue turque est un obstacle à la réussite académique des élèves turcophones³⁶⁶. Ils font partie de ceux qui réussissent le moins bien académiquement³⁶⁷. Le principal défi des associations est donc d'aider les différents membres de la population à s'intégrer dans la société londonienne afin de prospérer. Parallèlement, les responsables souhaitent garder des liens avec la Turquie. Le seul obstacle est le manque de

³⁶⁵ . <http://www.nepomak.org/>

³⁶⁶ <https://metranet.londonmet.ac.uk/research-units/ipse/research-projects/completed-projects/p81.cfm>

³⁶⁷ TCCA bulletin Issue 8. (June 2015). Interview de Ceyda Aslanses.

ressources humaines et financières. Certains partenariats culturels ont dû être abandonnés à cause du changement de politique concernant les subventions à Londres. Le gouvernement délègue de plus en plus l'exécution de ses programmes aux autorités locales et les autorités locales s'appuient davantage sur les associations et les œuvres de bienfaisance. Si les Chypriotes grecs bénéficient d'un fort soutien de la part de la communauté, les responsables Chypriotes turcs déplorent le manque de volontaires. Il devient alors difficile de mettre en place des actions, car il n'y a pas assez de monde pour les mener à bien. Sule Ibrahim explique que ce n'est tout simplement pas dans la culture des Turcs de s'impliquer dans des associations. Cette attitude de non-implication dans la société d'accueil semble être récurrente parmi les Chypriotes turcs, un élément qui les distingue des Chypriotes grecs et qui peut mener à une différence dans les attitudes transnationales, étant donné que certaines sont facilitées par les associations. Les associations chypriotes turques sont moins nombreuses et moins soutenues par la population via le bénévolat. Le défi de la communauté chypriote turque s'avère donc de convaincre les Chypriotes turcs du besoin d'implication, au risque de perdre les liens culturels qui sont au cœur de la transnationalité chypriote turque.

2.2 L'Iran

2.2.1 Contexte



Figure 5: carte des frontières de l'Iran antique.

Clawson, Patrick and Michael Rubin. *Eternal Iran*. Palgrave MacMillan : Basingstoke, 2005. P.33

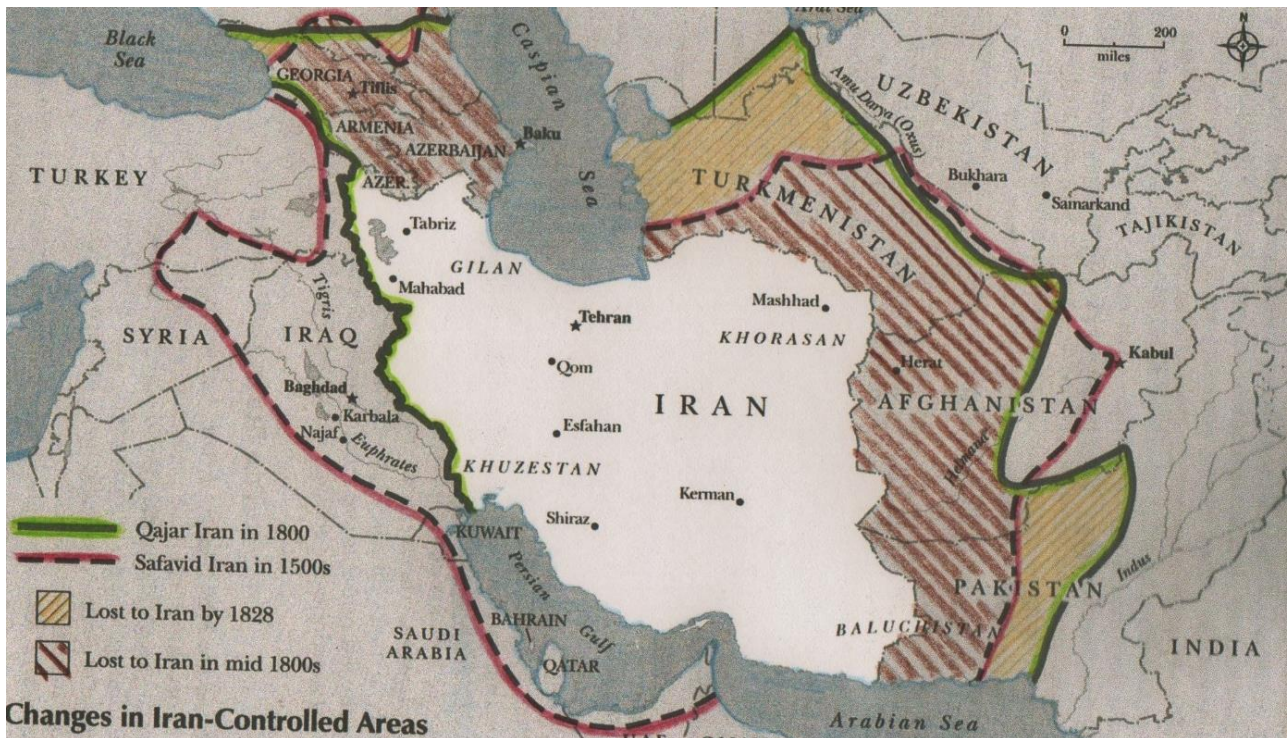


Figure 6: carte de l'âge d'or de la Perse.

Clawson, Patrick, and Michael Rubin. *Eternal Iran*. Palgrave MacMillan : Basingstoke, 2005. P.33

2.2.1.1 Premiers contacts avec la Grande-Bretagne

L'Iran n'a jamais été une colonie britannique, mais cela n'a pas empêché la Grande-Bretagne de jouer un rôle prépondérant voire central dans les affaires politiques économiques et sociales de l'Iran dès le milieu du 19^{ème} siècle. Les différentes dynasties qui ont gouverné l'Iran à la suite de la chute de l'empire d'Alexandre le Grand en 331 avant J-C, avaient fait de ce pays un puissant Empire avec des frontières qui s'étendaient bien au-delà de ce qu'elles sont aujourd'hui. Sous la dynastie des Safavides de 1501 à 1736, l'Iran vécut un « âge d'or »³⁶⁸, une période faste qui selon les Iraniens représente le réel visage de l'Iran et dont ils sont très fiers³⁶⁹. Encore isolé du fait de sa géographie, l'Iran ne subissait aucune pression ou influence de la part de l'Occident.

Au début du XIX^{ème} siècle, avec les découvertes et les progrès technologiques, le monde se rétrécit et l'Iran n'est plus aussi protégé qu'avant par les montagnes qui composent son paysage. La France et la Grande-Bretagne commencent à s'intéresser à ce pays qui est devenu la seule barrière entre la Russie et les possessions britanniques et françaises. Parallèlement, à partir de 1799, les minorités ethniques arméniennes, géorgiennes et afghanes qui composent l'empire iranien déclarent leur indépendance avec l'aide de gouvernements occidentaux qui apportent une aide militaire³⁷⁰, une des nombreuses raisons à l'origine de la méfiance de l'Iran à l'égard de l'Occident et qui prépare le terrain au développement du nationalisme. Selon les Iraniens, sans l'intervention des pouvoirs occidentaux, l'Iran serait toujours une puissance du Moyen-Orient. La peur d'une attaque napoléonienne conduit la Grande-Bretagne à envoyer John Malcolm en 1800 comme ambassadeur du Roi, à Téhéran³⁷¹, le premier d'une longue liste d'ambassadeurs venus des quatre coins de l'Europe dans le but de contrôler la géopolitique de la région. En quelques années l'Iran doit faire face à la réduction de son pouvoir et de son empire, et se retrouve confronté aux puissances occidentales qui cherchent à s'immiscer dans ses affaires. En 1891, Naser Al-Din (1848-1896) accorde le monopole de la vente et de l'exportation du tabac à la Grande-Bretagne. Les leaders religieux, de concert avec les commerçants et les intellectuels libéraux, encouragent à

³⁶⁸ Patrick Clawson et Michael Rubin. *Eternal Iran, Continuity and Chaos*. Basingstoke : Palgrave MacMillan, (2005), p. 23.

³⁶⁹ Patrick Clawson et Michael Rubin, p. 11, 54.

³⁷⁰ Patrick Clawson et Michael Rubin, p. 32

³⁷¹ Patrick Clawson et Michael Rubin, p.32.

la résistance et organisent des manifestations et des grèves en opposition. Les bazars sont fermés et une fatwa est prononcée contre le fait de fumer et le Shah revient sur sa décision. La Révolte du Tabac crée un précédent dans l'histoire iranienne : il est possible de faire plier le pouvoir exécutif et de s'élever contre la prépondérance occidentale. Cet événement fut le point de départ de d'une prise de conscience iranienne, qui mena à une révolution constitutionnelle.

Pour attirer des capitaux, des dérogations sont accordées aux Britanniques et l'Iran se plie aux exigences du pays. Le pays fut par exemple obligé de reconnaître la souveraineté de l'Afghanistan sous la pression britannique³⁷², alors que le pays avait d'abord eu l'intention de le reconquérir. Avec eux, les ambassadeurs amènent leur culture et de nouvelles habitudes qui font leur entrée dans un pays jusque-là peu en contact avec les us et coutumes occidentaux. L'influence de l'Occident se fait peu à peu sentir à travers les réformes militaires et économiques calquées sur le modèle européen et à travers les relations commerciales et les emprunts toujours plus colossaux que le Shah Muzaffar Al-Din (1896-1907) contracte avec la Russie et les pays occidentaux dans le but de moderniser son pays et de reproduire ce qu'il a vu au cours d'un voyage en Europe qui l'a grandement impressionné³⁷³. Ces emprunts donnèrent l'opportunité à la Grande-Bretagne et à la Russie d'étendre leur influence dans le pays. La création de l'APOC (*Anglo-Persian Oil Company*) en 1909 confirma un peu plus la prédominance de la Grande-Bretagne en Iran, même si la Grande-Bretagne ne s'intéressa vraiment au pétrole de l'Iran qu'à la suite de la Première Guerre mondiale. Les intérêts britanniques en Iran étaient surtout particuliers (comme la concession Reuters, 1872, la plus grande concession faite à un particulier par un pays étranger³⁷⁴). En plus de d'influencer les réformes militaires et économiques, les pays occidentaux tels que la Grande-Bretagne ou la France influencent la législation et les ressortissants européens bénéficient d'une immunité judiciaire. Afin de préserver les investissements étrangers sur lesquels repose l'économie iranienne, les résidents étrangers sont rarement inquiétés lors de débordements ou d'accidents de voiture³⁷⁵. Cette ingérence des pouvoirs occidentaux irrite de plus en plus certaines franges

³⁷² Pour la Grande-Bretagne le contrôle de l'Afghanistan était nécessaire à la sécurité de l'Inde et du pouvoir britannique là-bas.

³⁷³ Glenn E Curtis et Eric Hooglund (ed.). *Iran, a Country Study* (5^{ème} édition). Washington : US Government Printing Office, (2008), p. 25.

³⁷⁴ Patrick Clawson et Michael Rubin, p.40.

³⁷⁵ Patrick Clawson and Michael Rubin, p.35.

de la société iranienne, tels que les commerçants qui souffrent de la concurrence étrangère, ou les chefs religieux qui déplorent la dépendance de l'Iran aux nations européennes. Mais l'APOC emploie de nombreux Iraniens, ce qui en fait un acteur économique central et le chiffre d'affaires de l'entreprise est essentiel pour l'économie du pays. Cette immunité, imposée par les ambassades et les consulats, est également vue comme une atteinte à la souveraineté du pays. Ce mécontentement grandissant mena à la Révolution Constitutionnelle iranienne de 1907-1909. En 1906, à la suite d'une série de manifestations, le Shah Muzaffar al-Din n'eut pas d'autre choix que de créer un Parlement et de rédiger une Constitution dont le but était de réduire le pouvoir de la Grande-Bretagne et de la Russie dans les affaires iraniennes. Mais le Shah mourut quelques jours seulement après la signature, et son successeur Muhammed Ali, peu enclin à respecter la Constitution, tenta de renverser le Parlement avec l'aide de la Russie et de la Grande-Bretagne, qui avaient divisé l'Iran en deux parties. Forts de l'expérience de la concession de tabac, les leaders religieux, les marchands et les intellectuels prirent les armes et le Shah fut obligé de reconnaître le gouvernement en place et la Constitution, tout comme la Russie et la Grande-Bretagne. Ces débats ne firent qu'aggraver la situation économique et politique de l'Iran, à tel point qu'à la fin de la Première Guerre mondiale, l'Iran était non seulement loin de l'empire oriental de son passé, mais dépendant de la Grande-Bretagne et des capitaux étrangers pour vivre, ce qui divisait la population, fragilisait l'économie et le pouvoir en place³⁷⁶. Cette première partie de l'histoire iranienne pose les bases du nationalisme iranien, certains sont nostalgiques de cet âge d'or. Les leaders religieux blâment les pays occidentaux et la Russie comme cause du déclin impérial de l'Iran et la méfiance à l'égard de toute ingérence occidentale ne fit que s'accroître. Aujourd'hui encore, certains Iraniens tiennent l'Occident responsable des difficultés que l'Iran rencontre.

2.2.1.2 L'âge d'or de la dynastie des Pahlavis

C'est dans ce contexte qu'un militaire iranien, membre des brigades cosaques chassa le Premier ministre en 1921 et se proclama Shah quelques années plus tard, marquant le début d'une nouvelle dynastie, celle des Pahlavis. Beaucoup d'Iraniens soupçonnèrent que ce coup d'État avait été fomenté par l'Empire britannique car celui-ci avait pris le commandement des

³⁷⁶ Patrick Clawson et Michel Rubin. *Eternal Iran, Continuity and Chaos*. Basingstoke: Palgrave MacMillan, 2005. p.31-68.

brigades cosaques iraniennes à la fin de la Première Guerre mondiale³⁷⁷, mais les Britanniques ignoraient les intentions de Reza Kahn³⁷⁸, un orphelin qui avait rejoint les brigades cosaques iraniennes dès ses 15 ans. Reza Khan continua le remaniement et l'occidentalisation du pays, reléguant l'islam et les chefs religieux au second plan. Ces derniers perdirent de leur influence au fur et à mesure des années et continuèrent d'alimenter la rancœur à l'égard du pouvoir en place. Reza Khan remplaça le calendrier islamique par le calendrier perse mais garda le début du calendrier en 622 (date de l'Hégire). Un symbolisme fort selon Patrick Clawson et Michael Rubin, qui expliquent que « la majorité des Iraniens était peut-être musulmane, mais l'islam n'était pas la source de l'identité iranienne³⁷⁹ ». Reza Khan œuvra également pour l'unification de l'Iran. En 1935, il changea le nom du pays de « Perse » en « Iran ». Le nom « Perse » avait été donné au pays par les premiers envahisseurs et avait été repris par les pouvoirs occidentaux. « Iran » est le vrai nom du pays dans sa langue, le Farsi. Le nouveau Shah insista également pour envoyer des étudiants à l'étranger dans le double but que ceux-ci donnent une image positive de l'Iran, mais aussi qu'ils rapportent des savoirs qui permettront à l'Iran d'évoluer et de gagner de l'importance sur la scène internationale³⁸⁰. L'enseignement supérieur en Iran se développa (le budget passa de 10 000 à 12 millions de dollars entre 1925 et 1940) et le curriculum fut changé pour mettre l'accent sur la grandeur préislamique du pays, développant un nationalisme basé sur un autre élément que l'islam seul³⁸¹. Les jeunes Iraniens qui se rendaient à l'étranger avaient donc une certaine fierté à être Iraniens et à le faire savoir. Mais cet éloignement des valeurs traditionnelles religieuses enseignées jusque-là, et la dépendance du pays à la Grande-Bretagne ont préparé le terrain pour l'une des révolutions les plus bouleversantes du XX^{ème} siècle.

2.2.1.3 Ingérences occidentales

³⁷⁷ Clawson and Rubin. *Op.cit.* p.51.

³⁷⁸ Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner, *Histoire de l'Iran contemporain*, Paris : La Découverte (2017), p.40.

³⁷⁹ Patrick Clawson et Michael Rubin, p. 53 « the majority of Iranians may be Muslims, but Islam was not the source of Iran's identity ».

³⁸⁰ Glenn E Curtis et Eric Hooglund (ed.). *Iran, a Country Study* (5^{ème} édition). Washington : US Government Printing Office, 2008. P25

³⁸¹ Dans cet aspect, les réformes de Reza Khan s'inspire du modèle de Mustafa Kemal Atatürk en Turquie.

Pendant la Seconde Guerre mondiale et la guerre froide, malgré le désir du Shah de rester neutre dans les conflits, l'influence et la mainmise des gouvernements occidentaux sur la politique du pays se fit sentir. En refusant d'aider les Alliés pendant la Seconde Guerre mondiale, (qui voyaient d'un mauvais œil les relations entre l'Allemagne et l'Iran dans les années précédant le conflit), Reza Khan provoqua la colère de la Grande-Bretagne et de la Russie, qui envahirent le pays en 1941 et le forcèrent à abdiquer en faveur de son fils Muhammed Reza. Celui-ci entretint des relations amicales étroites avec les États-Unis immédiatement après la guerre, ce qui lui permit de moderniser le pays grâce aux capitaux américains. En 1949, le premier ministre Mohamad Mussadiq³⁸² mena une révolte et tenta de nationaliser l'APOC afin de s'émanciper du bloc de l'ouest (ce qui mena le Shah à s'exiler temporairement). Les services secrets britanniques appelèrent tout d'abord à un boycott de l'APOC. Bien qu'efficace, le boycott ne menaça pas la popularité ou l'autorité de Mussadiq. Au mois d'août 1953, les services secrets britanniques et américains mirent au point un plan afin de renverser Mussadiq, empêcher la montée en puissance d'un parti communiste dans le pays dans un contexte de guerre froide³⁸³, et mettre à la tête du gouvernement le général Fazlullah Zahedi, un leader de l'opposition³⁸⁴. Avec l'accord du Shah, la CIA aida Zahedi à rejoindre l'armée iranienne qui fit une déclaration en faveur du Shah. Des émeutes éclatèrent entre partisans du Shah et du Premier ministre, mais Mussadiq ne bénéficiait plus d'un soutien populaire aussi développé qu'en 1952 et il fut capturé et assigné à résidence jusqu'à sa mort en 1967. Des documents confidentiels de la CIA publiés par le *New York Times* en 2000³⁸⁵ révèlent que des agents américains étaient infiltrés en Iran dans le but de provoquer de l'agitation, confirmant un peu plus l'influence et l'ingérence occidentale dans la vie politique et économique de l'Iran.

Les changements du pays continuèrent, non sans apporter la preuve qu'ils étaient fonction du bon vouloir des États-Unis. À son retour d'exil en 1953, le Shah décida de

³⁸² L'orthographe occidentale est Mossadegh

³⁸³ Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner, *Histoire de l'Iran contemporain*, Paris : La Découverte (2017), p.59

³⁸⁴ Lawrence James. *The Rise and Fall of the British Empire*. New York: St Martin's Press, 1994.p. 564.

³⁸⁵ James Risen, "Secret of History, the CIA in Iran", *New York Times on the web*, (2000)

<https://archive.nytimes.com/www.nytimes.com/library/world/mideast/041600iran-cia-index.html>

[25 août 2020]

moderniser et d'occidentaliser le pays. Ces réformes, qui portèrent le nom de Révolution Blanche (1964-1972), furent à la fois économique (réforme agraire, mise en place d'un budget) et sociale (meilleure protection des femmes qui obtinrent le droit de vote et le divorce). Cela fut possible grâce à l'aide financière des États-Unis, qui permit au Shah d'augmenter le budget de l'armée et de se créer une police secrète, la SAVAK³⁸⁶. Les États-Unis obligèrent le Shah à nommer des ministres favorables aux réformes bénéfiques pour leur pays, comme par exemple l'accord Sofa (*Status of Forces Agreement*). Les modifications accordaient l'immunité judiciaire aux conseillers américains et à leurs familles³⁸⁷. Le Shah s'apparentait cependant de plus en plus à une marionnette de l'Occident dans l'opinion des membres du clergé et des intellectuels, qu'à un chef digne de gouverner. Ceux-ci regrettaient l'époque où l'Iran était une nation puissante et indépendante. Lorsque le Shah tenta d'adopter une gouvernance plus autoritaire, proche du culte de la personnalité, les oppositions se cristallisèrent autour de ce dernier. Toute la population, des étudiants, aux intellectuels, aux membres du clergé était soudée contre les ingérences étrangères et par conséquent contre le Shah. À la suite d'une sécheresse, le pays se trouva dans une situation économique désastreuse, dépendant encore un peu plus des capitaux américains et du pétrole, contrôlé par les Britanniques, pour survivre. Davantage occupé à ressembler aux leaders européens qu'à régler les problèmes qui accablaient la population, le Shah ne fit rien pour améliorer la situation. Les Iraniens descendirent de nouveau dans les rues pour protester. Les premières manifestations eurent lieu en 1977, à la suite d'incidents entre des étudiants et les forces de l'ordre. La grogne gagna d'autres franges de la société en quelques mois et les affrontements avec la police devinrent quotidiens. Parmi toute cette agitation, un homme religieux connu, l'Ayatollah Khomeiny, commença à prendre de l'importance. Emprisonné à la suite de son opposition contre la Révolution blanche, Rouhollah Khomeiny avait été condamné à l'exil. Écoulé et respecté, depuis la Turquie, l'Irak puis la France, l'imam représenta l'opposition au régime. Lorsqu'un journal proche du pouvoir accusa Khomeiny de trahison en janvier 1978, ces partisans descendirent dans les rues pour manifester. Les émeutes firent des victimes et les mois qui suivirent virent le pays sombrer dans le chaos, avec de multiples grèves qui

³⁸⁶ John Limbert, « Les États-Unis et l'Iran : de l'amitié à la haine », *Hérodote*, 2.169, (2018), p.74-76

Patrick Clawson et Michael Rubin, *Eternal Iran : Continuity and Chaos*, Basingstoke: Palgrave McMillan (2005) p.83.

³⁸⁷ John Limbert, p.75.

fragilisèrent l'économie en plus de déstabiliser la société. La Révolution Islamique était en marche.

2.2.1.4 La révolution islamique

En septembre 1978, le Shah prend conscience qu'il n'a plus le soutien de la population, et que son pouvoir repose uniquement sur le bon vouloir des pays occidentaux. Il essaye donc de renforcer son pouvoir en éliminant ses opposants, enfreignant la Constitution, mais le peuple iranien réagit avec davantage de manifestations et de révoltes. Les grèves s'étendent à d'autres catégories de travailleurs, et les étudiants organisent de plus en plus de manifestations pour dénoncer l'attitude du Shah. L'Ayatollah Khomeiny en exil, ainsi que les chefs religieux, cristallisent le mécontentement de la population sur des sujets de société tels que l'habillement, le mariage ou la pratique de la religion. Le Shah instaure la loi martiale pour contrer ses opposants, mais décide de former un nouveau gouvernement dit de « réconciliation ». Il rétablit le calendrier musulman, ferme les casinos, légalise de nouveau les partis politiques de l'opposition et invite l'Ayatollah Khomeiny à revenir dans le pays. Celui-ci refuse, sentant que le pouvoir est prêt à céder et à concéder bien plus. Les changements opérés par le Shah furent inutiles pour inverser la vapeur et face à l'agitation croissante, le Shah et sa famille quittent le pays le 16 janvier 1979. Ils ne revinrent jamais en Iran. Le Shah mourut au Caire le 27 juillet 1980, sa femme Farah Pahlavi et ses enfants dont le prince héritier Reza Pahlavi, vivent toujours en exil et partagent leur existence entre les États-Unis, la France et l'Égypte. Le 1^{er} février 1979, l'Ayatollah est de retour en Iran, accueilli en triomphe et en sauveur de la nation. Il installe un nouveau gouvernement quelques jours plus tard à la suite de la démission du Premier ministre. Le 1^{er} avril 1979, l'Ayatollah proclame la création de la République islamique d'Iran, à la suite d'un référendum les 30 et 31 mars 1979.

Près de 10% de la population participa à cette révolution³⁸⁸ ce qui en fait l'une des révolutions les plus populaires de l'histoire. Ce sont les étudiants et les intellectuels qui ont lancé et soutenu cette révolution³⁸⁹, et non le clergé bien qu'il ait profité de l'occasion. Mais ces premiers soutiens de la Révolution sont rapidement déçus par la tournure des événements.

³⁸⁸ Patrick Clawson et Michael Rubin, p 87.

³⁸⁹ Farhad Khosrokhavar, « LA révolution islamique en Iran et ses acteurs juvéniles », SARLD NADQ, 2.5, (1993), p.92.

Le nouveau gouvernement est brutal, ne tolère aucune opposition, et ressemble finalement beaucoup au gouvernement précédent au grand dam de ceux qui se sont battus pour un changement dans la société iranienne. Dès le mois d'octobre, la nouvelle Constitution impose la loi cléricale. La prise d'otages à l'ambassade américaine en novembre 1979 qui dura 444 jours, et la guerre avec l'Irak (1980-1988), finirent de couper les liens qui unissaient les puissances occidentales et l'Iran, et isolèrent le pays. De nombreuses personnes se sont élevées pour critiquer la prise d'otages, qui donnait une mauvaise image de l'Iran. Certes, le pays n'était plus sous la coupe des pays occidentaux, mais beaucoup se sont désolidarisés de cette action. Les relations diplomatiques avec le reste du monde allèrent de mal en pis, jusqu'à ce que l'Iran soit frappé d'un embargo et accusé de soutenir le terrorisme international.

La Révolution islamique a été un choc à la fois pour l'Occident et pour la population iranienne. Elle a redéfini les relations de l'Iran avec le reste du monde, mais également les relations entre les Iraniens et leur pays. La majorité des Iraniens avaient accueilli la Révolution à bras ouverts, signe pour eux que l'Iran allait de nouveau être un État souverain et non un vassal des pouvoirs occidentaux. Les suites de la Révolution ont cependant aliéné bon nombre de ces soutiens. La situation sociale et économique actuelle de l'Iran découle directement de cet événement, tout comme la situation de la diaspora iranienne.

2.2.1.5 Situation politique et économique de l'Iran aujourd'hui

Le pouvoir politique en Iran après la Révolution

Il est difficile de définir avec exactitude le régime politique de l'Iran. Officiellement, l'Iran est une république théocratique, mais l'importance du guide suprême de la révolution l'Ayatollah Khamenei réduit le rôle du président à celui de simple exécutant des ordres et de la politique du Guide suprême. L'Ayatollah ou Guide Suprême de Révolution islamique détient tous les pouvoirs et les décisions politiques appartiennent *in fine* au Conseil Islamique de la Révolution, bien qu'un président soit élu tous les quatre ans. La charge de Guide Suprême est en effet supérieure à celle de Président en Iran. Mais alors que le président est élu, le Guide Suprême de la révolution islamique est désigné par le Conseil de la Révolution Islamique. (Lorsque le président ne suit pas les recommandations de l'Ayatollah comme ce fut le cas en 2015 concernant le programme nucléaire de l'Iran et les négociations avec l'Occident, l'Ayatollah n'hésita pas à faire savoir sa désapprobation par le biais du réseau social twitter.)



Figure 5: l'Ayatollah Khamenei, Guide Suprême de la Révolution islamique depuis 1989.

By seyyed shabodin vajedi -

L'Ayatollah Khomeiny assumait la responsabilité de guide Suprême de la Révolution jusqu'à sa mort, le 4 juin 1989. Ali Khamenei, qui avait été président du pays de 1981 à 1989, fut désigné comme son successeur. En digne héritier, Khamenei ne montra aucun signe de rapprochement ou d'apaisement avec l'Occident. C'est l'homme politique Hachemi Rafsandjani qui succède à Ali Khamenei à la tête du pays en 1989. Dans un contexte économique difficile pour le pays et une situation internationale tumultueuse, il tente de mettre en place une politique modérée.³⁹⁰. Ses actions furent limitées par l'Ayatollah, et aucun consensus n'est trouvé sur les cinq points importants qui préoccupent les États-Unis et l'Europe : la *fatwa* contre Salman Rushdie, le conflit israélo-palestinien, le soutien à des groupes considérés comme terroristes, les Droits de l'Homme et les armes de destructions massives³⁹¹. À la suite de ses deux mandats, il fut remplacé en 1997 par Mohammed Khatami qui rencontra les mêmes obstacles. Les relations entre l'Iran et les pays occidentaux restent distantes, car le pays est accusé de soutenir des groupes considérés comme terroristes tels que le Hamas ou le parti chiite libanais Hezbollah, responsable de nombreux actes terroristes depuis sa création en 1982. Mais c'est la découverte d'uranium enrichi dans le pays en 2003 qui achève de briser la confiance entre l'Iran et les pays occidentaux. La signature du traité de non-prolifération en 2003 ne change pas les ambitions nucléaires de l'Iran, et les autorités iraniennes annoncent en 2005 que le pays continuera son programme nucléaire. Les quelques ouvertures voulues par Khatami furent mises à mal à la suite de l'élection d'un nouveau président ultraconservateur et proche du clergé, Mahmud Ahmadinejad (2005-2013). La situation politique et économique plonge la population dans une période difficile et des émeutes éclatèrent en 2007 à la suite du rationnement de l'essence. De nouvelles sanctions économiques en 2008 aggravèrent un peu plus la situation³⁹².

³⁹⁰ Camille Verleuw. « Iran 2015 : Qui gouverne à Téhéran et comment ? Chi'isme, ésotérisme, stratégie ». *ESKA*, « Sécurité globale », (2015). 1.1. p. 90.

³⁹¹ Julien Saada, « La stratégie politique iranienne : idéologie ou pragmatisme », *Revue internationale et stratégique*, 1.69, (2008), p.60.

³⁹² Patrick Clawson et Michael Rubin, *op.cit.*

Cependant, la signature d'un Plan d'Action Global Conjoint³⁹³ entre les États-Unis, la Chine, la France, l'Allemagne, la Russie, le Royaume-Uni, l'Union Européenne et l'Iran à la suite de l'élection de Hassan Rouhani en 2013, laisse présager une amélioration des relations. Certaines des sanctions économiques ont été levées en janvier 2016, ce qui a donné lieu à des scènes de joie dans les rues de la capitale et dans tout le pays³⁹⁴. Néanmoins, les relations restent tendues. L'Iran est toujours associé à un islam radical, un inconvénient pour les Iraniens à l'étranger qui se réclament davantage de la Perse et de sa culture, que de la théocratie mise en place il y a maintenant 37 ans.

2.2.2 Immigration iranienne à Londres

2.2.2.1 Avant 1979 et la Révolution

Très admiratifs de l'Occident et de l'Europe en particulier, les Shahs d'Iran ont cherché à reproduire ce qu'ils y avaient vu et encourageaient la haute société à adopter les éléments culturels européens. Dès le début du XX^{ème} siècle, les riches familles iraniennes envoyèrent leurs enfants faire un cycle d'étude en Europe³⁹⁵. À la suite de son avènement en 1925, le Shah Reza Pahlavi avait développé le système éducatif et insisté pour que les étudiants soient envoyés à l'étranger. Ces Iraniens constituèrent la première vague de migrants iraniens. Certains sont restés en Europe, d'autres sont revenus quelques années après, et exercent en tant que médecins, avocats ou hommes d'affaires en Iran. La Grande-Bretagne et Londres offraient non seulement des opportunités économiques, mais les relations diplomatiques entre les deux pays étaient un atout à la fois pour les Iraniens et pour les Britanniques. Les hommes d'affaires iraniens créaient des partenariats économiques avantageux entre les deux pays. La Grande-Bretagne profite d'un accès au pétrole iranien tandis que les Iraniens profitent des flux de capitaux. Cette première frange de la population iranienne met en place des réseaux d'entraide pour les étudiants iraniens qui souhaiteraient

³⁹³ Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA)

³⁹⁴ Bloomberg Quick Take, « Iran Welcomes End of Sanctions With Eye on Business », Youtube (15 juillet 2015) <<https://www.youtube.com/watch?v=dckHyY-cwss>> [23 octobre 2017]

³⁹⁵ Cette tradition perdure jusqu'à la Révolution islamique.

Clawson, Patrick, and Michael Rubin. *Eternal Iran: Continuity and Chaos*. New York : Palgrave McMillan, (2005), p. 34.

Vida Nassehi-Behnam. "L'exil occidental". *Civilisations*. 32.2. *Regards sur l'Iran*. (1998). p.214

venir s'installer. Encore aujourd'hui, les étudiants iraniens en médecine sont prévenus par les associations médicales iraniennes à Londres lorsqu'un praticien prend sa retraite et qu'un cabinet est disponible, avec une patientèle déjà bien établie.

2.2.2.2 Vagues migratoires suite à la Révolution islamique

Les réseaux mis en place furent très utiles, premièrement aux sympathisants du Shah, familiers avec le mode de vie londonien³⁹⁶, qui quittèrent l'Iran dès la proclamation de la République, puis aux Iraniens déçus de la Révolution et aux opposants au pouvoir en place comme les Moudjahidines, l'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran (*OMPI*), également connue sous son nom iranien de *Modjahedin-e-Khalq (MEK)*. Certains, privés de leur emploi et menacés de mort quittèrent l'Iran dès 1980³⁹⁷. Les groupes religieux minoritaires comme les Bahais, les Chrétiens et les Juifs quittèrent également le pays à la suite des persécutions perpétrées par le nouveau régime, malgré l'article 13 de la constitution iranienne qui garantissait la liberté de religion³⁹⁸. Pendant les 5 années qui suivirent la Révolution, 1 million d'Iraniens³⁹⁹ firent leur pays. Ironiquement, les dirigeants de partis politiques, les officiers supérieurs, mais aussi les juristes, professeurs ou poètes qui étaient en faveur de la Révolution et du changement de gouvernement en 1979⁴⁰⁰, sont ceux qui s'opposèrent à la République Islamique dès 1980. Le nouveau gouvernement réforma toutes les institutions en imposant la loi cléricale, un changement radical comparé à la sécularisation et la « persianisation » du pays, engagées par Reza Khan⁴⁰¹. Ceux qui ont porté la révolution voulaient que le pays accède à plus de liberté politique⁴⁰² et furent déçus lorsque la Révolution eut pour résultat une réduction des libertés. Une majorité des Iraniens se rendit

³⁹⁶ Kathryn Spellman. *Religion and Nation: Iranian local and Transnational Networks in Britain*. Oxford: Berghahn Books, (2004). Studies in Forces migrations, Vol.15. p.30.

³⁹⁷ Vida Nassehi-Behnam. "L'exil occidental". *Op.cit.* p.219.

Akbar E. Torbat. « The Brain Drain from Iran to the United States ». *Middle East Journal*, 56.2.(2002). p. 277.

³⁹⁸ Kathryn Spellman. *Religion and Nation*. *Op.cit.* p. 25.

³⁹⁹ Spellman, Kathryn. *Religion and Nation: Iranian Local and Transnational Networks in Britain*. Berghahn Books : New-York, 2004. P 1. Print.

⁴⁰⁰ Farhad, Khosrokhavar, « La révolution islamique en Iran et ses acteurs juvéniles », *NAQD* 2.5, (1993), p 92.

Vida Nassehi-Behnam. "L'exil occidental". *op.cit.* p.216.

⁴⁰¹ Mehdi Bozorgmehr. « Internal Ethnicity : Iranians in Los Angeles ». *Sociological Perspectives*, 40.3, Immigration and Incorporation. (1997). p.392.

⁴⁰² Farhad Khosrokhavar. « La Révolution islamique en Iran et ses acteurs juvéniles ». *SARL NAQD.*, 2.5. (1993), p.91.

aux États-Unis qui constituaient alors une destination attractive économiquement. Le nombre d'immigrants iraniens augmente brusquement à partir de 1980, passant de 5 861 nouveaux immigrants sur le sol américain en 1978, à 10 481 en 1980.⁴⁰³ Los Angeles fut la destination principale, et la population iranienne est tellement importante aujourd'hui que la ville est parfois renommée « Tehrangeles »⁴⁰⁴. La population iranienne est plus importante en Californie que dans les 20 états combinés.⁴⁰⁵

Certains Iraniens décidèrent cependant de s'installer en Grande-Bretagne. Plus de la moitié s'installèrent à Londres. Bien que réfugiés et parfois sans ressources, les nouveaux arrivants furent rapidement intégrés grâce à l'aide de la population iranienne déjà sur place. La plupart purent à trouver du travail dans le domaine dans lequel ils exerçaient en Iran.

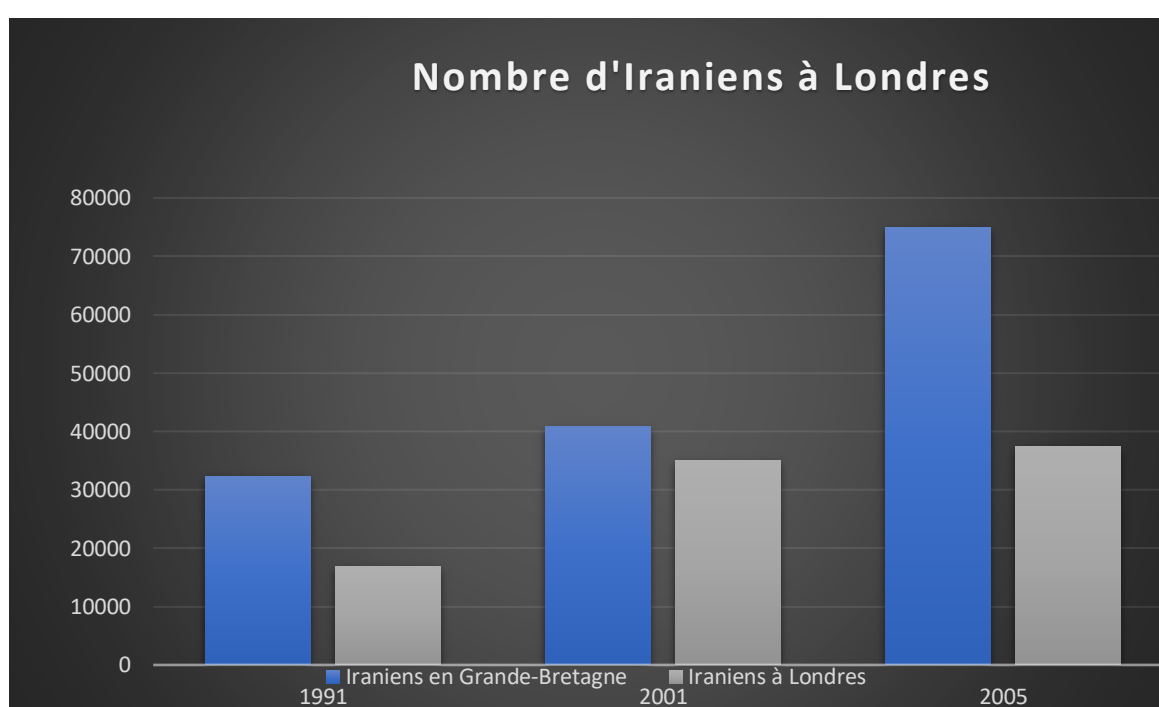


Figure 6: Evolution de la population iranienne en Grande-Bretagne

Sources : _Kathryn Spellman. Religion and Nation, Iranian local and Transnational Networks in Britain. Op.cit.

_Encyclopaedia iranica. <http://www.iranicaonline.org/articles/great-britain-xii1> [18/09/17].

<https://www.ons.gov.uk/peoplepopulationandcommunity/populationandmigration/internationalmigration/datasets/populationoftheunitedkingdombycountryofbirthandnationality>

⁴⁰³ Mehdi Bozorgmehr. « From Iranian Studies to Studies of Iranians in the United States ». *Iranian Studies*. 31.1 (Hiver 1999), p.9.

Mehdi Bozorgmehr, Georges Sabagh and Georges Sabbagh. « High Status Immigrants: A Statistical Profile of Iranians in the United States ». *Iranian Studies*, 21.3/4, (1988), p.7.

⁴⁰⁴ Cameron McAuliffe. « Transnationalism Within: Internal Diversity in the Iranian diaspora ». *Australian Geographer*, 39.1, p.65.

⁴⁰⁵ Shirin Hakimzadeh, "Iran: A Vast Diaspora Abroad and Millions of Refugees at Home", *Migration Policy Institute*, (1^{er} septembre 2006), web.

<<http://www.migrationpolicy.org/article/iran-vast-diaspora-abroad-and-millions-refugees-home>> [29 août 2020]

L'immigration iranienne fut ensuite relativement stable jusqu'au début du XXI^{ème} siècle.

2.2.2.3 Migration iranienne depuis les années 2000

Depuis le début des années 2000, les Iraniens constituent alors la majorité des demandeurs d'asile⁴⁰⁶. Cette nouvelle vague s'explique par les conditions de vie devenues difficiles pour les jeunes iraniens à la suite des sanctions économiques imposées par l'Occident. Les perspectives d'emplois sont faibles et les jeunes iraniens remettent de plus en plus en cause un modèle théocratique qui brime leur liberté et bafoue les droits de l'Homme⁴⁰⁷.

En se basant sur les phases d'immigration il est possible de diviser la population iranienne en deux catégories socio-professionnelles générales. Ces catégories ne tiennent pas compte de la religion et du statut de minorité ethnique en Iran mais nous verrons un peu plus loin que ces catégories ont une influence sur l'attitude des Iraniens entre eux, et avec l'Iran. La première catégorie socio-professionnelle est composée de deux vagues de migration. Premièrement, les Iraniens venus faire un cycle d'étude en Europe. Issus de riches familles, c'étaient traditionnellement des soutiens du Shah. En danger lorsque la Révolution a éclaté, certains ont décidé de s'installer en Grande-Bretagne. Déjà familiers avec le mode de vie londonien et titulaires d'un diplôme reconnu en Europe, ils n'ont eu aucun mal à s'intégrer dans la société londonienne. Ils sont généralement employés dans des fonctions bien rémunérées et sont conscients de leur statut dans la communauté iranienne que ce soit à Londres ou en Iran. Ils sont généralement installés dans des quartiers aisés tels que Kensington and Chelsea⁴⁰⁸, et comme leurs compatriotes installés aux États-Unis, leurs enfants ont accès à des études supérieures et ont un haut niveau d'éducation⁴⁰⁹. Les intellectuels et professeurs qui ont émigré à la suite de la Révolution islamique composent la deuxième partie de cette catégorie socio-professionnelle. Comme les Iraniens décrits plus haut, ils ont fui le pays, non pas à cause de leur soutien au Shah, mais à cause de leur opposition à la Révolution et à la mise en place d'une Constitution islamique. Il s'agit pour la

⁴⁰⁶ Scott Blinder, « Migration to the UK: asylum ». *Briefing*. (13 février 2013), p.8

⁴⁰⁷ <<http://www.migrationpolicy.org/article/iran-vast-diaspora-abroad-and-millions-refugees-home>> [29 août 2020]

⁴⁰⁸ Kathryn Spellman, p 38.

⁴⁰⁹ Mehdi Bozorgmehr. « From Iranian Studies to Studies of Iranians in the United States ». *Iranian Studies*, 31.1, *Iranians in America*, (1998), p.11.

majorité de professeurs ou d'administratifs, avec des compétences qui leur ont permis de s'intégrer rapidement dans la société d'accueil⁴¹⁰. Ces Iraniens sont également aisés et bien considérés dans la société iranienne à Londres. Contrairement à d'autres groupes migratoires les Iraniens ne s'installent pas nécessairement dans des quartiers spécifiques, et il n'existe pas de *Little Persia* par exemple. Bien que l'on puisse trouver des endroits avec une plus forte concentration de restaurants iraniens, les Iraniens sont dispersés.

La deuxième catégorie socio-professionnelle est composée des demandeurs d'asile Iraniens. Leur nombre a augmenté de manière significative au début des années 2000. En 1995, les États-Unis ont imposé un embargo commercial et financier à l'Iran qu'ils accusent de retarder le processus de paix au Moyen-Orient. Quelques années plus tard, l'Iran est soupçonné de chercher à se doter de la bombe nucléaire en 2005. Les Nations-Unies votent alors une série de mesures qui isolent un peu plus le pays. Les perspectives économiques se raréfient pour les Iraniens. Parallèlement, le gouvernement iranien continue de bafouer les Droits de l'Homme et les opposants au régime risquent torture et emprisonnement. Dans ces conditions, de nombreux Iraniens décident de quitter leur pays et de demander asile à la Grande-Bretagne. Ces migrants ont généralement peu de compétences qui peuvent leur être utiles dans la société d'accueil et ont par conséquent plus de mal à s'intégrer.

Les Iraniens ont gardé un sens de la hiérarchie sociale très marquée. Les catégories socio-professionnelles et les catégories religieuses ne se mélangent pas en Iran, et cette distinction se retrouve à l'étranger⁴¹¹. Elle est reproduite par les Iraniens aisés à l'encontre des nouveaux venus. La troisième catégorie de migrants iraniens est en effet présente depuis peu à Londres. Ils éprouvent davantage de difficultés financières et ne fuient pas seulement un gouvernement oppresseur. Ils sont également à la recherche d'opportunités économiques. Pour eux, la Grande-Bretagne est synonyme de nouveau départ et de liberté. Malheureusement, beaucoup ne bénéficient pas du réseau iranien, car celui est essentiellement formé d'Iraniens éduqués et aisés, qui ne veulent pas se mêler à des catégories d'Iraniens avec qui ils n'ont rien en commun selon eux. La société iranienne semble comporter des « castes » qui vont au-delà de la simple distinction de classes socio-économiques, même si elles ne sont

⁴¹⁰ Akbar E. Torbat. « The Brain Drain from Iran to the United States ». *Middle East Journal*, 56.2, (2002), p.275-276.

Bien que cette étude s'intéresse aux Iraniens aux États-Unis, la situation initiale est la même pour ceux qui se sont installés en Grande-Bretagne.

⁴¹¹ Cameron Mc Auliffe. « Transnationalism Within », p .65.

pas aussi fondées que dans d'autres sociétés comme l'Inde. Certains groupes ne se rencontrent jamais et évitent de se côtoyer même dans un pays étranger⁴¹². Ces distinctions sont reproduites dans le pays d'accueil, notamment par les enfants issus de la seconde génération⁴¹³. Certains Iraniens ne sont pas censés rencontrer des Iraniens qu'ils considèrent comme issus d'une caste inférieure et moins éduquée, et ils perpétuent cette distinction, voire discrimination, dans la société d'accueil⁴¹⁴. On peut supposer que cette distinction se retrouve dans les associations qui composent la société civile. Cette séparation définit et influence les réseaux créés par les Iraniens, mais également la possibilité de mobilité sociale du groupe le plus stigmatisé.

2.2.3 La société civile iranienne

Les différentes vagues migratoires évoquées un peu plus tôt ont vu l'installation d'un nombre non négligeable d'Iraniens à Londres⁴¹⁵. Certains ont connu l'Iran avant la Révolution islamique et sont nostalgiques de cette période. D'autres n'ont connu que l'Iran post-révolution islamique. Enfin, un très petit nombre est présent à Londres pour des raisons diplomatiques et retourneront en Iran. Ces trois groupes maintiennent des liens transnationaux différents. L'hétérogénéité de la population iranienne à Londres se retrouve dans la société civile. Deux catégories d'associations se sont développées à Londres. La première catégorie regroupe des associations professionnelles de médecins, d'avocats ou d'hommes d'affaires, qui ont peu à peu développé un réseau. Leurs membres sont des Iraniens déjà installés et intégrés dans la société londonienne, ce qui se traduit par une certaine aisance financière. L'association *Anjoman* par exemple, regroupe des hommes d'affaires et des avocats iraniens. Créée en 1996, elle est d'après ses propres termes, « démocratique, apolitique, et à but non lucratif ». C'est également la déclaration de l'association *BibaUk (British Iranian Business Association in the UK)*, fondée en 1994 et qui se propose d'être un forum pour les hommes et les femmes d'affaires britanniques d'origine iranienne. Ces associations s'adressent à des personnes intégrées dans la société londonienne. Les rencontres de l'association *British*

⁴¹² Cameron Mc Auliffe, "Transnationalism Within: Internal Diversity in the Iranian Diaspora". *Australian Geographer*. 39.1, (Mars 2008), p.68-69.

⁴¹³ Cameron Mc Auliffe, p 68.

⁴¹⁴ Cameron Mc Auliffe, p.69.

⁴¹⁵ Environ 40% de la population iranienne vivant en Grande-Bretagne se trouve à Londres (34000/83000). Source : <http://www.ons.gov.uk/ons/datasets-and-tables/index.html>

Iranian Medical Association sont payantes et se passent dans des hôtels prestigieux tout comme les rencontres organisées par *Anjoman*. Leur date de création suggère qu'elles n'ont pas été créées en réaction aux événements. Leur but est de montrer l'apport de l'Iran à la communauté scientifique et au monde de l'entreprise, notamment à travers des conférences et des séminaires accessibles à la fois aux Iraniens et aux Londoniens. Cette tendance se retrouve parmi les jeunes avec des associations visant à créer un réseau de jeunes iraniens chefs d'entreprise, ou des étudiants d'écoles de commerce. Il existe bien sûr des associations qui ont été créées à la suite des événements de 1979 comme *Iranian Community Center*, mais leur but rejoint la contribution à la société britannique après quelques années. Établi 1983 par des réfugiés iraniens, le but de ce centre est d'aider les minorités à créer leur entreprise et « contribuer à la société britannique⁴¹⁶».

Pendant la dernière décennie, l'Iran a multiplié les provocations à propos de son programme nucléaire ou du respect des Droits de l'Homme. Or la communauté iranienne de Londres voudrait démontrer que les Iraniens sont bien plus que ce que le gouvernement de la Révolution laisse voir. À travers des associations apolitiques et laïques, les responsables de la société civile veulent montrer que les Iraniens peuvent contribuer à la société. Changer le regard de la société d'accueil rejoint le but initial de la Révolution islamique, qui était de montrer que l'Iran était plus qu'un vassal des pays occidentaux. C'est pourquoi de nombreux Iraniens l'avaient soutenue, avant d'être déçus. Ce que les associations iraniennes à Londres tentent d'accomplir, c'est montrer que l'Iran est une puissance tant sur le plan culturel, que sur le plan scientifique ou économique. Les associations cherchent bien souvent à se démarquer voire à se désolidariser de la politique de l'Iran en se déclarant apolitique ou en attirant l'attention sur le passé perse. L'Iran compte de nombreux poètes et artistes, et son passé culturel est riche. Des sociétés cherchent à le mettre en valeur, en offrant par exemple des bourses à des étudiants faisant des recherches sur la culture persane du pays. C'est notamment le cas de l'association *Iran Heritage Foundation*.

Ces associations sont cependant très fermées. Pour y rentrer il faut être recommandé par un des membres de la société, et l'adhésion est payante. Il faut à la fois être membre d'un réseau et avoir de l'argent, ce qui renforce un peu plus la séparation entre les deux franges de la population iranienne à Londres.

⁴¹⁶ The Iranian Community Center, *Mission Statement*.
<<https://secure.thebiggive.org.uk/charity/view/63860/the-iranian-community-centre%20%5b>> [31 août 2020]



Figure 9 : Page d'accueil du site internet de l'association Iran Heritage Foundation

Pendant les années qui ont suivi la Révolution, la transmission de la culture iranienne n'était pas la principale préoccupation des migrants. Leurs efforts se concentraient sur la recherche d'un travail et de bonnes écoles pour leurs enfants⁴¹⁷. Mais alors que leur séjour s'avère de moins en moins temporaire, les Iraniens éprouvèrent le besoin de recréer et de transmettre des éléments de la culture perse. C'est ainsi que des écoles de farsi furent créées. On y enseigne non seulement farsi, mais également les poètes perses célèbres et l'histoire iranienne. Les écoles de langue sont indépendantes et payantes, rendant leur accès difficile pour certains. Elles préparent à des épreuves optionnelles du CGSE. Ce sont généralement des parents issus de classes moyennes ou aisées qui peuvent se permettre de payer un enseignement facultatif pour leurs enfants. Dans les écoles, la fracture semble être autant sociale qu'économique. Les écoles sont parfois en lien avec d'autres associations comme *Rustam School* qui a un partenariat avec l'association *British Iranian Medical Society*. Des membres de l'associations interviennent dans le cadre d'une journée sur le thème de l'orientation professionnelle. Les élèves sont poussés à s'orienter vers des carrières d'avocats, de médecins ou de chefs d'entreprise, maintenant une fracture avec d'autres élèves plus pauvres, qui n'ont pas eu accès à ces écoles de langue et donc à cet encouragement à

⁴¹⁷ Kathryn Spellman, *Religion and Nation, Iranian Local and Transnational Networks in Britain*, Berghan Books: New York (2004), p.40.

embrasser des carrières prestigieuses. Les conditions sont telles qu'il serait impossible pour eux de s'intégrer dans un de ces réseaux. Il y a donc toute une partie de la population iranienne à Londres qui se retrouve à l'écart, sans un réseau d'entraide organisé.

Dans le but de remédier à ce vide associatif pour les demandeurs d'asile, de nouvelles associations ont vu le jour vers le milieu des années 2000. C'est le cas de *Iranian Welfare Association*. Dirigée par une Iranienne qui travaillait auparavant au département de l'immigration pour le gouvernement britannique, l'association a pour but d'aider les Iraniens demandeurs d'asile ou en situation précaire, ce qui rend leur intégration dans la société londonienne difficile :

We don't have any contact with them. Even I tried to set up a group to bring high profile people and leaders of the community to discuss the issue about why young Iranian people are, what can I say, they are not in contact with their community. I just see that a lot of problem is happening. [...]. But I have a good experience with my daughter. She has a very high-profile job you know. [...] I wanted to do the same for the young people. I went to speak with one of the Iranians who are claiming... He told me 'I support you'. But when I sent an e-mail after a while he didn't reply. After one month I called, and he said 'I don't know maybe my secretary didn't show me. Send it again'. See, I don't have a proper administration support, but I did it again. Again, he didn't reply so now I ignore him ».⁴¹⁸

On peut voir ici le décalage entre les associations récentes qui ont moins de moyens et celles qui sont établies depuis quelques années et qui sont beaucoup plus développées. Les associations qui viennent en aide aux réfugiés disposent de moins de volontaires.

« Even, in one seminar, for people who are like me, fundraising seminar, I meet up with Iranian Association, a very high profile one, (the one in Hammersmith, n.d.a). I'm very socializing person and I say 'Hello, how are you' and, « I'd like to, to get... do you have any volunteer to send, I need. Seven years ago. And he said. 'We are a very big organization, nobody can be like us'. That is what he said ! »⁴¹⁹

Iranian Association aurait refusé de travailler en collaboration avec elle, bien que cette association s'occupe également d'aider les nouveaux migrants. Centre d'examen pour le test *Life in UK*, IA accueille des migrants venus de tous les horizons et leur fournit des informations. Elle propose parallèlement des cours de danse ou de cuisine traditionnelle

⁴¹⁸ Interview présidente de l'associations *Iranian Welfare Association* le 6 novembre 2015

⁴¹⁹ Idem

iranienne. Il semble que la distinction de classes se retrouve donc à l'intérieur même de la société civile et dans les contacts et réseaux développés. *IWA* a peu de contact avec l'Iran, non seulement à cause de la situation du pays, mais également à cause de la séparation sociale présente en Iran et qui se retrouve à Londres.

La société civile iranienne est complexe, prise en étau entre la fierté de son passé et le désir de voir les sanctions occidentales se lever, et divisée par une fracture sociale qui empêche certains Iraniens de prospérer. Afin de ne pas être assimilées à des terroristes, certaines se sont tournées vers la société qui les accueille et souhaitent, en étalant leurs succès et leurs compétences, faire changer d'avis l'opinion publique sur les Iraniens.

2.2.4 Les Iraniens et la transnationalité

Après la guerre Iran-Irak (1980-1988) qui s'est révélée être une impasse, le pays a sombré dans l'isolationnisme. L'Ayatollah Khomeini a quant à lui toujours entretenu une certaine méfiance à l'égard l'Occident. Ces deux éléments ont coupé le pays de la scène internationale⁴²⁰. Cette situation rend les liens entre les Iraniens et leur pays plus difficile. Les divisions internes sont pourtant toujours présentes et chaque élection présidentielle démontre un peu plus la mainmise du Guide Suprême sur la vie politique du pays. Les élections de 2009, qui ont vu la réélection controversée de Mahmoud Ahmadinejad, un président conservateur, ont mis à mal l'apparente stabilité du pays. L'enregistrement d'Ahmadinejad pour les élections de 2017 et ce malgré l'opposition de l'Ayatollah Khomeini qui craignait que sa candidature ne provoque trop de divisions dans le pays⁴²¹, est une indication supplémentaire des dissensions qui agitent l'Iran. Ce sont autant d'éléments qui rendent les liens physiques (partenariats économiques, voyages, ou actions sociales par le biais de levées de fonds) difficiles entre les Iraniens à l'étranger et leur pays d'origine. C'est pourtant dans ce contexte que des relations entre les migrants et leur pays d'origine se sont formées. La modération politique d'Hassan Rouhani, l'actuel président iranien a très peu d'effet sur la situation politique du pays car c'est l'Ayatollah Ali Khamenei qui en réalité contrôle le pays, et une grande part de la population iranienne à Londres est ici car en opposition au régime en

⁴²⁰ Patrick Clawson and Michael Rubin, p.112.

⁴²¹ Garrett Nada, "The Race: Khamenei vs Ahmadinejad", *The Iran Primer*, hébergé par "The United States Institute of Peace", (April 2017).

<<https://iranprimer.usip.org/blog/2017/apr/19/latest-race-khamenei-vs-ahmadinejad>> [30 août 2020]

place en Iran. Il faut ajouter à ces facteurs les relations difficiles que le pays entretient avec le reste de la communauté internationale et les menaces que le Guide Suprême de la Révolution fait peser sur ceux qu'il qualifie de traîtres. Les caractéristiques de la population iranienne en Grande-Bretagne ainsi que son histoire migratoire comportent des similarités avec d'autres groupes⁴²²; les Iraniens qui ont émigré à Londres ne sont les seuls à fuir une situation politique ou à bénéficier de réseaux aisés dans le pays qui les accueille. Mais cette histoire migratoire, combinée à l'histoire nationale, exerce une influence sur les pratiques et les relations entretenues par la population iranienne à Londres, et entraîne leur singularité. En effet, contrairement à d'autres groupes de migrants, les Iraniens ne cherchent pas à tout prix à rester entre eux.

À travers une observation des liens transnationaux entretenus par les associations et à l'aide des rencontres avec les responsables d'associations, nous pourrions dégager des tendances concernant le transnationalisme iranien. Confronté et comparé au transnationalisme chypriote, cela permettra de déterminer dans quelle mesure les attitudes transnationales sont propres à chaque groupe, notamment à travers la conception et l'expression de leur citoyenneté à Londres.

2.2.4.1 Les liens transnationaux politiques, entre religion et histoire

La situation politique de l'Iran et les relations tendues avec l'Europe et les États-Unis, rendent les liens transnationaux iraniens dans le domaine politique non seulement difficiles à maintenir mais également difficiles à observer. Pour cette raison, les liens transnationaux politiques sont quasi-inexistants. Certains groupes d'opposition au Shah, puis à la loi cléricale mise en place, comme les

Après le schisme de 632, l'islam s'est séparé en deux branches majoritaires, qui s'opposent autour de la succession du prophète Mahomet. Les Sunnites représentent 85% des musulmans et se trouvent dans les pays de la Péninsule arabique. Les Chiites représentent seulement 15% des musulmans et se trouvent en Irak et en Iran. Ils sont partisans d'un islam plus strict et rejettent l'ordre actuel, dans l'attente d'un Messie.

⁴²² La situation des Iraniens arrivés à partir de 1979 est similaire à celle des Cubains qui ont émigrés en Floride entre 1959 et 1973 à la suite de l'accession au pouvoir de Fidel Castro. Issus de la bourgeoisie, de nombreux Cubains ont quitté l'île, soit en réaction au nouveau gouvernement, soit à la suite d'une désillusion de la nouvelle politique mise en place

Moudjahidines, ont tenté de continuer leur combat une fois à l'étranger mais leur position parfois considérée comme radicale n'a jamais rencontré de succès parmi les autres migrants⁴²³. Dans un geste diplomatique en réponse aux tentatives d'ouverture pendant la présidence de Khatami, les Moudjahidines ont été classés comme groupe terroriste par les États-Unis en 1997. Mis à part ce groupe à tendance marxiste, les liens politiques sont peu répandus et on ne trouve presque aucune association politique iranienne à Londres. Si liens politiques il y a, ils restent marginaux ou sont associés à d'autres projets et restent secondaires.

La population iranienne souhaite vivement rester à l'écart de tout aspect politique. Il existe cependant de nombreux liens qui concernent la culture, et l'histoire de l'Iran éclaire la relation entre religion, politique, histoire et culture. Le gouvernement iranien est directement relié à l'islamisation du pays, et toute contestation politique passe souvent par une critique ou une opposition à l'islam, à la religion chiite ou aux conditions d'observations des rites religieux. Religion et politiques sont donc mêlés. Parallèlement, la République islamique est l'héritière de l'islamisation de l'Iran, une période historique de 1 400 ans. Un moyen de protester est de nier ou de minimiser l'impact de l'islam tout en mettant en exergue le passé et la culture préislamique du pays. Les liens culturels, religieux et politiques sont donc entremêlés. Ce mélange entre les divers domaines de vie quotidienne est le cœur du problème selon M. Namdar Baghaei-Yazdi, le vice-président de l'association *Iranian Medical Society*. Selon lui la religion est devenue un outil politique (« *Shia religion became a political tool* »), et s'il approuve la redécouverte d'un passé préislamique par les générations plus jeunes, il prône une claire séparation entre la religion et la politique⁴²⁴. Une tension se crée entre l'intérêt historique et légitime des Iraniens pour leur histoire, et l'appropriation ou confusion de cette histoire avec la situation politique du pays. Enfin, le contexte international ajoute un élément quant à la perception que la société londonienne et la communauté iranienne à Londres ont de ces liens. En effet, l'islam est associé à tort aux attentats et attaques terroristes de ces dernières années. Le vice-président de l'association reconnaît que cet intérêt pour la culture non-arabique est une bonne chose pour les Iraniens : « *a lot of keeping away from all these obviously, ... I mean, you know... one of the greatest thing I say about Iranians is this :*

⁴²³ Kathryn Spellman. *Op.cit.* p. 29.

⁴²⁴ «I only go to the extent of learning from them (the religions, nda). When religion goes into politics, then you get problem ». Interview du 26 octobre 2015.

keeping that little bit of non-let's call it- Arabic, non-Islamic identity is a good thing ». C'est cette tendance qui selon lui évite aux Iraniens de faire face aux réactions négatives à l'encontre des musulmans qui ont suivies certaines attaques⁴²⁵.

Il semblerait que les Iraniens tentent de maintenir un fragile équilibre, entre le maintien des liens et la perception de ces liens par le reste de la société iranienne, ou encore entre lien avec la culture perse et distance avec le régime. Selon M. Namdar Baghaei-Yazdi :

*They (en parlant de la République islamique, nda) did a nice job, I should say, unfortunately. They did a nice job and they manage to take control of, you know, even until today some of the biggest... for example one of the biggest Iranian cultural society, here in the London (sic), in the UK. It's called Iran Heritage Foundation, IHF, I'm sure you've come across them. They're very big, they do very good cultural works and they promote everything and things, but they have some dubious links with the regime in Iran, I think. So, they are rich people, rich Iranians who look after their own interest in Iran or have a very direct relationship.*⁴²⁶.

On retrouve ici cette dualité entre la fierté autour d'une association qui cherche à mettre en valeur et à promouvoir la culture perse, et les liens maintenus avec l'Iran. Dans cette citation apparaît également l'élément financier (*rich people, rich Iranians*), renforçant l'idée que la communauté iranienne à Londres est non seulement hétérogène mais également méfiante envers certains de ses membres. La situation politique de l'Iran influence de manière considérable les liens transnationaux, que ce soit directement par les difficultés à mettre en place des partenariats ou à établir des contacts, ou indirectement, par la peur et la méfiance que certains responsables d'associations éprouvent concernant leur pays d'origine. Les liens politiques ou religieux sont donc fonction à la fois du contexte international et de la situation nationale du pays. Étant donné la réaction de M. Baghaei-Yazdi, un membre prééminent d'une des associations iraniennes bien connues, on peut supposer qu'une association ouvertement politique (pour ou contre le régime en place) n'obtiendrait pas le soutien ou l'approbation du reste de la communauté, un possible autre facteur expliquant la rareté des

⁴²⁵ "Brutal racist attack in London leaves Iranian-Kurdish teenager unconscious", *The New Arab*, (02 avril 2017) <<https://www.alaraby.co.uk/english/news/2017/4/2/brutal-racist-attack-in-london-leaves-iranian-kurdish-teenager-unconscious>> [31 août 2020]

Jonathan Mitchell, "Mosque targeted in Finsbury Park terror attack sent death threats and racist hate mail", *The Evening Standard*, (30 juin 2017). <<https://www.standard.co.uk/news/london/mosque-targeted-in-finsbury-park-terror-attack-sent-death-threats-and-racist-hate-mail-a3577411.html>> [31 août 2020]

⁴²⁶ Interview du 26 octobre 2015.

liens politiques. L'attitude de M. Baghaei-Yazdi fait écho aux observations de Waldinger et Fitzgerald qui expliquent que la méfiance de la population d'accueil est un facteur dans le maintien des liens transnationaux⁴²⁷. Il faut néanmoins nuancer cette observation par le fait que lorsqu'ils sont interrogés sur les raisons concernant leur manque de lien avec l'Iran, certains responsables répondent tout simplement que cela ne les intéresse pas. Il ressort des interviews que ce n'est pas quelque chose qui manque ou qui provoque une frustration pour la société civile. Cette attitude est d'ailleurs un indicateur de la particularité du transnationalisme iranien qui est résolument tourné vers la société d'accueil et non vers le pays d'origine. Une première supposition, à la suite de l'observation des liens ou de l'absence de liens et de tentatives pour établir des liens politiques est que les liens transnationaux que la communauté iranienne entretient avec l'Iran servent un but en relation avec la société d'accueil. Or tous liens politiques ne seraient d'aucune utilité, pour la société londonienne, comme pour la communauté iranienne à Londres étant donné les circonstances.

2.2.4.2 Liens transnationaux culturels : entre insertion et conservation

Il est plus facile de trouver des liens transnationaux culturels entretenus par la population iranienne à Londres. Les associations regroupant des Iraniens de classe aisée comme la Société Médicale Iranienne de Grande Bretagne (*Iranian Medical Society in the UK*), BibaUk (*British Iranian Business Association in the UK*), ou celles qui rassemblent des Iraniens issus de la classe moyenne, voire des migrants en difficulté financière et sociale comme la majorité de ceux qui passent la porte de *Iranian Association* ou de *Iranian Welfare Association*, intègrent toujours un élément culturel dans les services proposés, qu'il s'agisse de cours ou de la célébration de fêtes traditionnelles. Les migrants arrivés après la Révolution de 1979 avaient le désir de s'intégrer dans la société londonienne rapidement pour pouvoir prospérer. Pour eux, cet exil n'était que temporaire. Mais à mesure que les années passèrent, il devint clair qu'ils n'étaient plus seulement de passage. Le désir de garder des éléments de leur pays d'origine s'est alors fait plus pressant⁴²⁸. L'association *Iranian Association* (IA) par exemple, illustre ce changement d'intérêt. Établie en 1985 dans le quartier de Hammersmith,

⁴²⁷ Roger, Waldinger and David Fitzgerald. « Transnationalism in Question ». *AJS*, 109.5, (mars 2004), p.1184.

⁴²⁸ Kathryn Spellman, *Religion and Nation, Iranian Local and Transnational Networks in Britain*, Berghan books: New York, (2004). p. 41-42.

IA a d'abord fourni des services concernant le logement, les aides financières possibles et l'immigration. Jusqu'au début des années 1990, sa focalisation principale était le logement des migrants iraniens d'abord, puis issus d'autres pays. L'association a aussi coopéré avec les autorités locales pour devenir centre d'examen pour le test permettant de devenir citoyen britannique (LUK 07) ou a diversifié ses services et fourni des cours d'informatiques, de photographies, d'alphabétisation⁴²⁹. Depuis le début des années 2000 et 2010, des projets culturels célébrant la culture iranienne avec des fascicules sur des artistes iraniens ou sur la cuisine traditionnelle iranienne ont vu le jour. IA propose également des ateliers sur l'histoire et l'art iranien. L'association édite des petits livrets à destination de toute la population. On y trouve des sections telles que *An Introduction on Iranian Food and Culture* rédigée par un non-Iranien, et qui a pour but de faire découvrir la cuisine ainsi que les us et coutumes de l'Iran à travers les observations d'un Britannique. Plusieurs fois dans le livret, le terme « Persian » est employé.

Bien que le terme « perse » soient un nom donné par les Européens⁴³⁰, les associations culturelles l'utilisent davantage pour décrire la « vraie » culture iranienne, par opposition à la culture islamique. Le mot « perse » renvoie à un passé préislamique dans l'histoire iranienne. C'est de cette culture que les Iraniens sont le plus fiers car l'Iran était à ce moment un puissant empire⁴³¹.

2.2.4.3 Les écoles de langue

En accord avec ce besoin de conserver des traits culturels en rapport avec le pays d'origine, des écoles de langue ont rapidement vu le jour. Quelques écoles ont été créées dès l'arrivée des migrants, mais la majorité des écoles de farsi apparaît au début des années 1990, puis vers la fin des années 2000. Les écoles de langue sont nombreuses et extrêmement bien organisées, reconnues par le ministère de l'Éducation britannique. Elles permettent aux étudiants d'avoir un diplôme reconnu attestant de leur niveau dans cette langue. *Rustam School*, établie en 1981 et située dans le quartier aisé de Highgate, est sans doute l'école la plus reconnue parmi la communauté iranienne. Sa directrice est une pionnière dans

⁴²⁹ <<http://www.iranianassociation.org.uk/about-us/>>

⁴³⁰ Le terme « Iran » a définitivement été adopté par le Shah Pahlavi en 1935. Le terme « Perse » était le nom donné au pays par les Grecs de l'Antiquité, lors des premières mentions du pays.

⁴³¹ Clawson, Patrick et Michael Rubin. *Eternal Iran, Continuity and Chaos*. New-York et Hampshire : Palgrave MacMillan, 2005. P.12-17. Print.

l'enseignement du farsi et de la culture iranienne en Grande-Bretagne. Elle a créé elle-même les manuels scolaires nécessaires pour l'enseignement qu'elle souhaitait dispenser. Les manuels scolaires traditionnels étaient en décalage avec la vie que les Iraniens vivant à Londres expérimentaient. À la création de l'école en 1981, les manuels provenaient d'Iran et le programme correspondait à ce qui était enseigné en Iran. (C'est encore le cas pour une école iranienne à Londres dont nous évoquerons le cas un peu plus tard). Si cela a pu fonctionner pendant un temps, le profil des étudiants a changé et les cours ont dû évoluer en conséquence. Il ne s'agit plus d'Iraniens issus de la première génération de migrants qui ont émigré à Londres à la suite de la révolution islamique, et qui craignaient de perdre la maîtrise du farsi. Pour ces personnes, le farsi était une langue déjà apprise, qu'elles utilisaient de moins de moins, car obligées d'utiliser l'anglais dans le cadre de leur travail, et pour s'intégrer dans la société d'accueil. Aujourd'hui, les élèves et les étudiants sont pour la plupart complètement ignorants de la langue. Que ce soient des enfants qui entendent uniquement du farsi chez eux, ou des adultes qui cherchent à (ré)apprendre la langue pour des motifs personnels ou professionnels, le niveau des étudiants et leurs attentes ont évolué. Les manuels scolaires iraniens n'étaient donc plus appropriés. Leur niveau était trop difficile pour des personnes qui n'avaient été au contact de la langue perse que de manière sporadique. Les textes des poètes et des auteurs iraniens étaient trop compliqués à étudier. (Ils sont cependant toujours au programme des étudiants qui souhaitent passer l'option farsi au GCSE). La deuxième raison pour laquelle les manuels scolaires iraniens n'étaient plus adaptés est le décalage culturel entre ce que les manuels représentaient et la vie quotidienne des élèves. Les responsables religieux ont la charge de l'éducation en Iran et de l'élaboration des manuels. Or, les recommandations présentes dans les manuels scolaires iraniens (port du voile par exemple), ne correspondent pas à la réalité de la vie quotidienne de la plupart des élèves à Londres. La directrice, Mrs Shala White, explique que le but de l'école n'est pas de radicaliser les élèves, mais d'en faire des citoyens britanniques, avec une compréhension plus approfondie de leur pays d'origine et de la culture qui y est rattachée⁴³². C'est pourquoi *Rustam School* a créé de toute pièce un programme d'enseignement du farsi, ainsi que des manuels scolaires pour toutes les tranches d'âge, adaptés aux étudiants de l'école. Ce

⁴³² “we treat them as bilingual English-Iranian. We don't say you're Iranian you mustn't speak English or you mustn't do this or do that. We celebrate both cultures and their languages”. Mrs. Shala White, 14th November 2015. (20'12)

processus a pris deux ans, mais les manuels créés par *Rustam School* sont aujourd'hui utilisés dans d'autres écoles et même d'autres pays. Ils ne sont pas acceptés en Iran, car selon Mme White, « les femmes illustrées dans ces manuels scolaires ne sont pas voilées »⁴³³. Encore une fois, l'emphase est mise sur l'intégration dans la société d'accueil, ainsi que le passé culturel et littéraire du pays est le p

Les écoles de langue créées vers la fin des années 2000 comme *Hadaf Persian School* ou *Andisheh Persian Language School* affichent le but d'aider les Iraniens nés en Grande-Bretagne à se (re)connecter à leur culture d'origine. Le site web de l'école Hadaf évoque par exemple les difficultés de communication entre les parents et les enfants à cause de la barrière linguistique ou encore l'inquiétude des parents face au manque de contact de leurs enfants avec la langue et la culture iraniennes⁴³⁴. L'école Andisheh fait la promotion du farsi à la fois pour les personnes avec un héritage anglo-iranien, mais également pour toute personne intéressée par la culture iranienne, à travers un exposé historique de la langue (remontant bien avant l'ère islamique) ou des faits sur la langue⁴³⁵.

Les écoles de langue font partie des relations transnationales les plus développées dans la communauté iranienne. Elles ont le double emploi de faire connaître la culture et la langue à la société d'accueil tout en permettant aux Iraniens de garder contact avec la culture de leur pays d'origine, un contact à la fois émotionnel et presque physique, lorsqu'il s'agit de nourriture, de costumes et de musiques traditionnelles. L'apprentissage du farsi peut également être le déclencheur d'autres liens transnationaux comme des partenariats culturels ou économiques, qui seraient impossibles sans une bonne connaissance de la langue. Certaines écoles de farsi installées à Londres font partie d'une franchise présente dans d'autres pays, mettant un peu plus l'accent sur le fait que la diaspora iranienne est une diaspora organisée et que les membres de cette diaspora restent en contact⁴³⁶. Les écoles de langue soulignent ici un autre aspect du transnationalisme iranien : le passage par l'Iran n'est pas indispensable à la transnationalité des Iraniens. La diaspora iranienne constitue une communauté transnationale qui n'a pas besoin de l'Iran moderne pour prospérer ou se

⁴³³ Interview Mrs. Shala White. 14th November 2015. (10'31)

⁴³⁴ <http://www.hadafpersianschool.co.uk/About.html> [11/10/17]

⁴³⁵ <http://andishehschool.org.uk/persian-language-farsi/> [11/10/17]

⁴³⁶ <http://persian-school.org/london/> [11/10/17] Les écoles de cette franchise sont présentes en Amérique du Nord (US et Canda) et dans plusieurs pays d'Europe.

développer car elle repose sur un passé romancé et idéalisé. La notion de pays d'origine ne correspond pas avec l'Iran moderne et devient par conséquent hors de propos pour la population iranienne qui cherche à réinventer ou réinterpréter un passé en accord avec l'idée qu'elle essaye de transmettre à la fois aux Iraniens de la seconde et troisième génération et à la société londonienne.

2.2.4.4 Les autres associations iraniennes

L'importance de la contribution à la société britannique en général et londonienne en particulier se retrouve dans la majorité des associations iraniennes. Les Iraniens tentent de lier les deux cultures qui composent leur quotidien : la culture perse et la culture britannique. Ainsi, *Iranian Medical Society in the UK* organise des séminaires afin d'informer les personnes des différentes avancées dans le domaine médical. Parallèlement, l'association célèbre des fêtes nationales iraniennes telles que *Norouz* (le nouvel an iranien) et *Shab-E Yalda* (la nuit la plus longue de l'année, qui marque le début de l'hiver) dans des endroits prestigieux comme un bateau sur la Tamise ou l'hôtel Hilton. Le choix de lieux prestigieux est également un moyen de montrer le succès de la communauté.

L'association *BIMA (British Iranian Medical Association)* donne des conseils aux étudiants de médecine iraniens en Iran pour qu'ils réussissent le *Overseas Registration Exam*, un concours pour pouvoir exercer dans le domaine dentaire en Grande-Bretagne. Les associations suivent deux lignes principales : le besoin d'insertion des Iraniens dans la société londonienne, et la conservation de la culture iranienne, un souhait croissant face à la situation de l'Iran aujourd'hui. Cette dualité est une autre caractéristique du transnationalisme iranien. Bien que des désaccords diplomatiques entre l'Iran et les gouvernements occidentaux puissent constituer un obstacle à des voyages, les Iraniens cherchent néanmoins à recréer certains événements importants de la vie quotidienne iranienne, tout en essayant de s'intégrer dans la société londonienne. La diaspora iranienne est donc impliquée dans les deux aires culturelles, même si des liens physiques ne sont pas toujours possibles.

Ce fragile équilibre recherché par les responsables de la société civile entre insertion et conservation de la culture a pour but de montrer à la société d'accueil qu'il est possible pour les Iraniens d'être loyaux à la fois à leur culture d'origine et à leur pays d'accueil. La promotion des valeurs britanniques telles que les droits de l'homme, la liberté de religion et de presse, alors même qu'elles sont bafouées en Iran montre que la diaspora iranienne fait la part entre la culture et la politique de leur pays.

En effet, malgré la bonne volonté affichée par le président Rouhani, le gouvernement iranien est régulièrement accusé de bafouer les droits de l'homme. Les opposants au régime, s'ils n'ont pas le temps de quitter le pays à temps sont souvent emprisonnés sans autre forme de procès. *IRL (Iran Liberty Association)* milite pour le respect des droits de l'homme en Iran et a pour vocation d'apporter son aide aux victimes du régime iranien, tout en étant basée à Londres. C'est la seule et unique vocation de l'association. Si le régime politique iranien venait à changer, l'association serait sans doute dissoute, arrêterait son activité ou fusionnerait avec une autre association militant pour les droits de l'Homme en général⁴³⁷. Certaines activités et même certaines associations elles-mêmes, sont directement liées à la situation actuelle du pays, qu'elles soient politiques comme *Iran Liberty Association* qui se mobilise pour le respect des droits de l'homme en Iran, ou sociales comme *Iranian Welfare Association*, qui aide les demandeurs d'asile à s'intégrer. D'autres associations ont été créées pour la diaspora à Londres, et ne prennent pas en compte la situation politique du pays dans les activités qui sont menées.

2.2.4.5 L'influence de la situation diplomatique

Les relations internationales entre les pays ou les régions concernées peuvent influencer les liens transnationaux maintenus par les populations migratoires. Elles peuvent faciliter les relations voire les encourager comme c'est le cas pour certains pays qui tirent parti de l'argent que les migrants envoient à leurs familles pour la réalisation de projets⁴³⁸, ou au contraire, elles peuvent les limiter, soit parce qu'elles sont envisagées avec méfiance par la société d'accueil, soit parce que la société d'origine considère ceux qui ont quitté le pays comme des traîtres. Dans le cas de l'Iran, il est difficile pour la population installée à Londres de passer outre la situation dans laquelle se trouve le pays au regard des relations diplomatiques. Mis en garde à plusieurs reprises par les Nations Unies pour son programme nucléaire et la répression interne⁴³⁹, l'Iran a refusé de prendre en compte les exigences demandées et ce, malgré les sanctions économiques : gel des avoirs, embargos sectoriels et

⁴³⁷ Depuis 2018, *IRL* a été rebaptisée *International Liberty Association*, mais se concentre presque exclusivement sur les événements qui se passent en Iran. <<https://iliberty.org.uk/>> [14 septembre 2020]

⁴³⁸ Nadjé Al-Ali Khalid Koser, (ed). *New Approaches to Migration? Transnational Communities and the Transformation of Home*. London: Routledge, (2002).

⁴³⁹ 13 résolutions depuis 2006.

<<https://www.tresor.economie.gouv.fr/services-aux-entreprises/sanctions-economiques/iran>>[14 sept 2020]

militaires et interdiction de territoire. Toute transaction commerciale, tout déplacement peut devenir suspect⁴⁴⁰. La résolution des Nations Unies 1737 publiée en 2006 demande même aux États-membres de faire attention à l'enseignement dispensé :

*17. [Le Conseil de sécurité] Engage les États à faire preuve de vigilance pour empêcher que des ressortissants iraniens reçoivent un enseignement ou une formation spécialisés dispensés sur leur territoire ou par leurs propres ressortissants, dans des disciplines qui favoriseraient les activités nucléaires de l'Iran posant un risque de prolifération et la mise au point de vecteurs d'armes nucléaires.*⁴⁴¹

Ces sanctions et leurs effets économiques et sociaux peuvent avoir une influence sur les relations et les liens entretenus par la population iranienne à Londres avec leur pays d'origine. En d'autres termes, y a-t-il des relations entretenues par les Iraniens qui ne se seraient pas créées si la situation avait été différente, ou au contraire, les difficiles relations diplomatiques ont-elles empêché certains aspects des relations transnationales d'émerger ? Parallèlement, on peut se demander si parmi les activités transnationales observables aujourd'hui, il en est qui se sont développées indépendamment de la situation internationale de l'Iran.

À la suite de l'observation de la société civile, il apparaît qu'il y a en effet deux types d'associations et par conséquent deux types d'activités transnationales. Il y a les associations créées en réaction à une situation particulière, à savoir l'arrivée de réfugiés en 1979 ou de demandeurs d'asile au début des années 2000, et celles créées parce qu'elles correspondent à la population iranienne en Grande-Bretagne, comme par exemple les associations médicales ou professionnelles créées pour rassembler les membres d'un même corps de métier. Dans ce dernier cas, la situation de l'Iran n'a pas d'incidences majeures sur le développement des relations. Les associations créées indépendamment de la situation sont globalement plus

⁴⁴⁰ Les Nations Unies ont demandé aux États-membres de surveiller les déplacements et les transactions de toute personne avec une connaissance pouvant aider le programme nucléaire iranien, ou ayant des affinités politiques avec le pouvoir en place.

Voir par exemple la résolution 1929 de l'année 2010.

<https://www.un.org/securitycouncil/fr/content/resolutions-adopted-security-council-2010> [14 sept 20120]

⁴⁴¹ « Le conseil de sécurité frappe de sanction l'Iran face au risque de prolifération que fait encourir son programme nucléaire », *Nation Unies*, CS/8928, (23 décembre 2006), Web.

<https://www.un.org/press/fr/2006/CS8928.doc.htm> [14 septembre 2020]

anciennes. Les associations plus récentes créées en réaction à la situation sont donc appelées à changer voire à disparaître en fonction de l'évolution de la situation.

Ces associations dépendent fortement à la fois du contexte national iranien, de la législation britannique ainsi que des évolutions des sanctions internationales. Les attentats de 2005, les attaques isolées, mais aussi la situation économique de l'Iran sont autant de facteurs qui exercent une influence sur le discours adopté par les responsables d'associations et sur les lignes de conduite qu'ils souhaitent donner à leurs associations. Pays dont la religion principale est le Shiisme, alors que ses voisins sont principalement Sunnites, l'Iran est une enclave et semble isolé dans la région dynamique du Moyen-Orient. Lors de la levée de certaines sanctions économiques en janvier 2016, les associations telles que *Iranian Welfare Association* espéraient nouer quelques liens avec des entreprises iraniennes et attendaient beaucoup de ce changement. La levée des sanctions n'a cependant pas été commentée par des associations établies depuis bien plus longtemps en Grande-Bretagne, un élément qui confirme que la situation de l'Iran n'a que peu d'intérêt et d'influence pour elles.

Les relations internationales entre l'Iran et l'Occident se sont un peu apaisées pendant un temps⁴⁴², mais la politique du président américain Donald Trump (retrait de l'accord signé en 2015, demande de rétablissement de toutes les sanctions économiques) a relancé les dissensions entre les deux pays⁴⁴³. Si la plupart des associations choisissent de n'avoir aucun lien effectif avec le pays, cela ne les empêche pas cependant de maintenir une connexion avec l'Iran, mais celle-ci ne passe pas par des partenariats ou des associations. Peut-on alors encore parler de transnationalisme ? Si l'on accepte uniquement la définition selon laquelle le transnationalisme correspond à l'implication effective du migrant dans au moins deux aires culturelles⁴⁴⁴, l'attitude de nombreuses associations iraniennes ne correspond pas à cette

⁴⁴² Les sanctions économiques ont été levées en janvier 2016, à la suite du *Joint Comprehension Plan Of Action-(JCPOA)* concernant son programme nucléaire iranien.

<<https://www.whitehouse.gov/issues/foreign-policy/iran-deal>> [1^{er} septembre 2020]

⁴⁴³ Face aux demandes du président américain et à la menace du rétablissement des sanctions, l'Iran a officiellement accusé le président de meurtre sur la personne de Qassem Soleimani et a demandé son arrestation à Interpol.

Patrick Wintour, "Iran issues arrest warrant for Donald Trump over Qassem Suleimani killing", *The Guardian*, (29 juin 2020).

<<https://www.theguardian.com/world/2020/jun/29/iran-issues-arrest-warrant-for-donald-trump-over-qassem-suleimani-killing>> [1^{er} septembre 2020]

⁴⁴⁴ Nina Glick-Schiller, Cristina Szanton Blanc et Linda Basch. *Nation Unbounds: Transnational Projects, Postcolonial Predicaments, and Deterritorialized Nation-States*. Gordon and Breach: Basel (England), 1993., p.32.

définition, car les migrants retournent peu en Iran et entretiennent peu de liens avec les associations basées en Iran. Il y a pourtant une connexion avec la culture d'origine, tout en étant impliqué dans la société d'accueil, donc un lien entre deux aires culturelles qui se fait par le migrant. Les attitudes des associations et les témoignages personnels de migrants que j'ai parfois pu recueillir, montrent leur intérêt pour le pays d'origine, qui se traduit par l'aide apportée à la population iranienne à Londres, par la préservation de la culture iranienne, mais également, dès que c'est possible, par une action sur le sol iranien, par le biais de partenariats médicaux ou de levées de fonds.

2.2.4.6 Vers des liens économiques renouvelés ?

L'association *BibaUk* n'a aucun lien avec l'Iran mais rassemble des hommes d'affaires Iraniens aux revenus élevés (« *high-earners*⁴⁴⁵») sur la base de leur occupation et de leur pays d'origine. Il est également apparu au fil des interviews que ces liens économiques ne demandaient qu'à être renforcés si la situation le permettait. Les Iraniens démontrent un intérêt pour des liens et des relations transnationales plus développées dans le domaine économique, mais sont arrêtés d'une part par la situation politique de l'Iran et d'autre part par la méfiance de la société d'accueil. Ce souhait donne une indication sur les préoccupations des Iraniens. Alors que les liens politiques ne sont pas recherchés, les liens économiques sont encouragés ; c'est le succès de la communauté iranienne qui importe, afin qu'elle ne soit pas considérée comme inférieure, mais au contraire comme un partenaire d'égal importance sur la scène internationale. C'est en grande partie la raison pour laquelle les Iraniens installés en Grande-Bretagne ne se rendent pas en Iran régulièrement et n'entretiennent pas de liens avec des institutions ou des associations iraniennes. Parallèlement, la majorité des Iraniens est assez bien intégrée dans la société londonienne, et se préoccupe l'image qui est donnée de la communauté iranienne. Entretenir des liens économiques dans les circonstances actuelles pourrait mettre en péril le travail accompli jusque-là.

Les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis et du 7 juillet 2007 en Grande-Bretagne⁴⁴⁶, ont considérablement modifié l'attitude de la société d'accueil envers certains groupes ethniques présents à Londres. Le fait que certains des auteurs des attentats à Londres

⁴⁴⁵ *British Iranian Business New* 6.1, (January 2006). Print

⁴⁴⁶ Les attentats à Paris du 7 janvier et du 13 novembre 2015 ont également mené la communauté iranienne à s'exprimer.

aient été des citoyens britanniques qui correspondaient aux critères d'intégration du pays a accru la méfiance des citoyens envers leurs voisins. La multi-diversité culturelle de Londres, considérée comme un atout, est soudain devenue une menace. L'ancien premier ministre britannique David Cameron a ainsi déclaré en 2011 que le multiculturalisme d'État avait échoué, appelant à la redéfinition « d'une identité nationale partagée par tous »⁴⁴⁷. Les politiques et directives officielles de son gouvernement ont peu à peu évolué, incluant des critères d'intégration des migrants comme que l'apprentissage de la langue, ou des limitations concernant le nombre de migrant acceptés⁴⁴⁸. De nombreux raccourcis sont faits entre religion et culture, et entre pays d'origine et religion. C'est ce qu'expliquent Nadya Jaworsky et Peggy Levitt. L'opinion publique a de plus en plus de mal à distinguer une nationalité d'une religion, comme les Mexicains et le catholicisme, les Indiens et l'hindouisme, ou les Pakistanais et l'islam⁴⁴⁹. La population iranienne semble avoir rapidement compris que son héritage islamique et sa situation politique ne jouaient pas en sa faveur et pouvaient même devenir des handicaps. Deux attitudes des associations iraniennes à Londres découlent de cette constatation. Tout d'abord, l'accent est mis sur l'intégration des Iraniens dans la société londonienne et sur leur contribution à tous les niveaux de la société. Deuxièmement, les associations cherchent à se dissocier de l'héritage islamique du pays et tentent d'attirer l'attention sur l'héritage culturel perse (et non arabe ou islamique).

2.2.4.7 Nouveaux liens transnationaux

Les Iraniens qui arrivent en Grande-Bretagne depuis le début des années 2000 sont en majorité des migrants économiques. Les difficultés économiques provoquées par les sanctions, ainsi que la détérioration des droits de l'homme en Iran ont poussé de nombreux iraniens à quitter leur pays⁴⁵⁰. Ces migrants sont généralement peu ou pas qualifiés et bénéficient de peu de moyens. Appartenant à une catégorie sociale différente des Iraniens déjà présents, ils ont peu de liens avec les autres membres de la communauté qui sont installés à

⁴⁴⁷ « PM's speech at Munich Security Conference », *Gov.uk*, (5 février 2011)
<<https://www.gov.uk/government/speeches/pms-speech-at-munich-security-conference>> [07 septembre 2020]

⁴⁴⁸ The conservatives Party Manifesto (2015).

⁴⁴⁹ , Peggy Levitt and Nadya B Jaworsky. "Transnational Migration Studies: Past Developments and Future Trends". *Annual Review of Sociology*. 33. (2007). p. 140.

⁴⁵⁰ <<http://www.migrationpolicy.org/article/iran-vast-diaspora-abroad-and-millions-refugees-home>> [7 septembre 2020]

Londres depuis plus longtemps. Ces derniers font en effet partie d'une catégorie plus aisée et surtout sont plus éduqués, ayant suivi des études supérieures. C'est dans ce contexte que l'association *Iranian Welfare Association* a été créée en 2006 dans le quartier de Haringey. Le but de cette association est de venir en aide aux Iraniens en difficultés économiques et sociales et de proposer en parallèle des ateliers autour de la culture iranienne tels que des cours de danse traditionnelle ou de musique. Il n'est pas question de contribuer ni même de véritablement s'insérer dans la société londonienne pour ceux qui participent à ces rencontres, mais de survivre. Trois jours par semaine, l'association propose différents services dans un bâtiment partagés avec d'autres communautés (kurdes, turques...). Le dimanche, les activités sont plus récréatives avec des cours et des séminaires sur des sujets divers. Les lundis et mercredis, ce sont essentiellement des conseils concernant le logement, la santé ou même des problèmes judiciaires qui sont proposés. La présidente de l'association Mina Mohseni, explique que la majorité des personnes qui fréquentent cette association sont en âge de travailler (moins de 60 ans) mais sont au chômage et particulièrement vulnérables. Beaucoup de migrants sont dépressifs car ils ont quitté le pays et leur famille dans l'espoir d'une meilleure situation, mais leur vie à Londres n'est pas ce qu'ils avaient imaginé. Il y a deux communautés iraniennes à Londres selon Mme Mohseni : l'une est composée d'Iraniens aisés exerçant le métier de médecins ou de professeurs, une communauté très médiatisée. La deuxième communauté est composée de migrants au chômage ou en grande difficulté économique. Les deux communautés n'ont pratiquement aucun contact entre elles, et c'est une situation qui se remarque parmi les associations. Lors d'une rencontre organisée par les autorités londoniennes rassemblant les diverses associations, Mina raconte ses tentatives pour développer un partenariat avec d'autres associations iraniennes, notamment *IA*, sans succès. Lorsqu'elle parle des autres associations iraniennes qu'elle connaît, Mina emploie un ton plutôt méprisant, ironisant sur le fait que les membres se rencontrent dans un hôtel Hilton⁴⁵¹, bien loin des préoccupations des Iraniens qu'elle aide deux fois par semaine. Elle leur reproche de ne pas aider les Iraniens, mais de simplement se rencontrer sans but précis. Mina elle-même fait partie d'une famille aisée et ses enfants ont pu faire des études supérieures. Elle a travaillé longtemps pour le département s'occupant des réfugiés, mais elle a voulu œuvrer pour les Iraniens en particulier, face au nombre grandissant de demandeurs d'asile

⁴⁵¹Interview de Mina Mohseni, présidente de *Iranian Welfare Association*, 6 novembre 2015.

iraniens. En effet, les Iraniens constituent le principal groupe de demandeurs d'asile en Grande-Bretagne⁴⁵².

Ceux qui bénéficient des services de l'association n'entretiennent pas de liens avec l'Iran car ils sont trop occupés à tenter de prospérer dans la société londonienne. Si des liens devaient être créés entre les deux pays, ce seraient par le biais des responsables de la société civile. On peut supposer que si l'Iran n'était pas une quasi-dictature⁴⁵³ et n'était pas en froid avec les puissances occidentales, il serait sans doute possible et plus facile pour les Iraniens installés à Londres, qu'ils soient réfugiés ou migrants économiques, de maintenir des liens avec leur pays d'origine, tout comme beaucoup d'autres groupes le font. Mais les Iraniens ne peuvent pas se tourner vers leur pays d'origine par peur de représailles ou parce qu'ils sont en opposition au régime, et sont donc obligés de se concentrer sur leur vie à Londres, avant de pouvoir envisager faire quelque chose en lien avec l'Iran. L'exemple de Mme Mohseni l'illustre bien. Si elle a voulu faire quelque chose pour les Iraniens c'est en pensant à Londres et aux autorités locales qui l'ont beaucoup aidée lorsqu'elle est arrivée⁴⁵⁴. Mais c'est seulement une fois qu'elle a estimé avoir réussi, qu'elle a voulu aider le gouvernement à prendre en charge la population iranienne nouvellement arrivée. Une partie des attitudes transnationales iraniennes sont donc en suspens à cause la situation politique iranienne. Mina Mohseni explique que si elle le pouvait elle souhaiterait développer des partenariats avec certaines associations iraniennes basées en Iran. Elle regrette le manque de cohésion entre les associations et la perte de la culture car célébrée en petits groupes plutôt qu'ensemble. Il en résulte un manque de cohésion, d'harmonisation et d'entraide, voire une fragmentation de la communauté.

IWA a été créée à cause de la situation économique et politique du pays. Elle n'aurait sans doute pas vu le jour dans un autre contexte et les attitudes transnationales de l'association et de ceux qui y participent sont également conditionnées par la situation du pays. Parmi les autres associations iraniennes, il en est cependant qui étaient présentes avant les récents changements géopolitiques et dont les discours publics changent peu en fonction des changements diplomatiques. Les liens et les attitudes des dirigeants de ces associations

⁴⁵² Blinder, Scott. « Migration to the UK: asylum ». *Briefing*. (13/02/2013), p.8.

⁴⁵³Pas d'opposition politique, aucune liberté de presse, actes de torture contre les opposants au régime et décisions d'un seul homme. Le régime iranien comporte toutes les caractéristiques d'un régime totalitaire.

⁴⁵⁴ Interview Mina Mohseni, 6 novembre 2015.

dénotent des liens constants avec l'Iran qui ne sont pas fonctions des agitations politiques. Ces associations regroupent souvent des migrants installés à Londres depuis plusieurs années. Les sujets abordés par ces associations et leur raison d'être tendent à confirmer que ces associations sont basées sur des éléments uniquement iraniens comme le passé préislamique.

Ces associations telles que la société médicale entretiennent cependant des rapports transnationaux avec l'Iran qui ne sont pas créés en réaction à la situation politique. Quatre éléments tendent à confirmer le fait qu'il existe bien un transnationalisme qui découle de la communauté et non des événements. Tout d'abord la date de création de ces associations. *Iranian Medical Society* a été créée en 1960, a fonctionné pendant deux ans avant d'être dissoute et rétablie en 1973. *British Iranian Medical Association* a été créée en 2009. *Iranian Youth Development Association* a quant à elle été établie en 1989, et *BibaUk* en 1994. Ces dates ne correspondent pas à des événements majeurs dans l'histoire iranienne ou britannique. Ces associations cherchent à venir en aide aux Britanniques d'origine iranienne, que ce soit pour les aider à prospérer dans leurs carrières médicales (*medical societies/associations*), à apprendre le farsi ou à les éduquer sur des sujets de société. On peut donc émettre l'hypothèse que dans un tout autre contexte national, des associations similaires auraient vu le jour, confirmant l'observation que ces associations ne sont pas en lien avec le contexte. Patrick Clawson et Michael Rubin, spécialistes américain de stratégie au Moyen-Orient font le lien entre les attitudes des Iraniens, que ce soit en Iran ou à l'étranger, et l'histoire et la géographie de leur pays. L'Iran a été un empire puissant dans la région du Moyen-Orient. Malgré les différentes invasions, le pays a su conserver non seulement sa langue, le farsi, mais également un sentiment nationaliste iranien très fort⁴⁵⁵ relatif à l'histoire et à la géographie. Ils considèrent toujours que leur sphère d'influence s'étend au-delà des frontières de l'Iran⁴⁵⁶. Ils expliquent également que par leur histoire et la géographie de leur pays, les Iraniens sont foncièrement indépendants et fiers, et qu'il est maintenant inscrit dans leur ADN national de montrer leur succès, comme un rappel du passé impérial de leur pays. Ces caractéristiques font partie des Iraniens et ce sont ces caractéristiques qui les poussent à créer des associations qui soudent et soutiennent la communauté médicale, un domaine généralement considéré comme prestigieux. Ce sont également ces caractéristiques qui les poussent à s'entraider. Étant aisés, le contexte économique londonien ou iranien ne joue aucun rôle. Ce

⁴⁵⁵ « Iran-ness » Clawson and Rubin, *Op.cit.* p. 9

⁴⁵⁶ *Ibid.*

transnationalisme est caractéristique des Iraniens. À travers les études faites auparavant et mes observations de la communauté chypriote, il semble que les liens transnationaux sont avant tout maintenus pour aider la communauté à l'étranger et la communauté dans le pays d'origine. Or le transnationalisme iranien est presque exclusivement tourné vers la société d'accueil. L'aide à la communauté semble venir après la contribution que les Iraniens peuvent apporter à la société londonienne.

Nous avons vu plus tôt qu'une des raisons du maintien de liens avec le pays d'origine était le besoin d'aider la famille et par extension parfois le pays d'origine à travers des mandats, des levées de fonds, ou même des actions politiques. Dans ce même esprit, la société médicale iranienne de Grande-Bretagne envoie des docteurs iraniens installés en Grande-Bretagne et mieux formés pour effectuer certaines opérations en Iran. Des levées de fonds ont été organisées pour fournir du matériel médical à certains hôpitaux, une aide humanitaire lors de la guerre Iran-Irak (1980-1988) ou lors de tremblements de terre. Ces associations peuvent donc ponctuellement entretenir des liens en fonction des événements comme par exemple un tremblement de terre ; leur opinion sur la guerre Iran-Irak ou les changements politiques au fil des années et des présidents n'a pas d'influence sur les liens transnationaux.

2.2.5 Controverses

La confrontation de ces deux visions de l'Iran met un peu plus en exergue le décalage entre les deux parties de la population iranienne à Londres. Les réseaux iraniens restent très hermétiques, perpétrant l'impression de caste qui règne parmi la population. Même les réseaux de jeunes actifs ou de jeunes entrepreneurs qui se sont créés récemment ne s'adressent qu'à une partie de la population iranienne. Pour profiter de ces réseaux au maximum, il faut en effet déjà avoir une situation professionnelle. La *British Iranian Network Alliance*, par exemple, met en relation des entités commerciales, des organisations caritatives et a pour but de consolider les liens créés entre les membres. En plus de ne pas être utile à des Iraniens en recherche d'emploi, cet organisme ne concerne que des Iraniens déjà insérés dans la société d'accueil. Pareillement, les réseaux entretenus par les associations médicales ne profitent qu'à ceux qui sont en mesure de faire des études de médecine, à Londres ou en Iran. L'immigration et l'emploi sont des sujets clé dans les pays européens aujourd'hui, et la confiance et le soutien de la société d'accueil sont des éléments centraux pour une insertion réussie et harmonieuse. Si les Iraniens veulent avoir la confiance de la société d'accueil, il est difficile pour eux de dire ouvertement qu'ils encouragent des migrants à s'installer à Londres.

Agir en opposition aux dispositions gouvernementales ou faire montre d'une loyauté envers son pays d'origine plutôt qu'envers le pays d'accueil peut rendre le processus d'insertion difficile. Il s'agit donc pour la communauté iranienne d'atteindre un équilibre entre l'aide qu'ils veulent apporter à leurs compatriotes et la loyauté dont ils doivent faire preuve pour gagner la confiance de la société d'accueil.

2.2.5.1 Entre modernité et tradition

Le désir des Iraniens de contribuer à la société londonienne n'est pas simplement une stratégie visant à se faire accepter par le pays d'accueil. L'intégration des Iraniens a été tellement couronnée de succès qu'ils sont davantage concernés par ce qui se passe à Londres que par ce qui se passe en Iran. Ils n'en oublient pas pour autant leur pays d'origine. Ils partagent leur expertise et leurs connaissances avec le pays qui les accueille, dans le but de montrer qu'ils sont originaires d'un pays puissant. Il y a donc un sentiment paradoxal parmi les Iraniens : ils emportent avec eux un bout d'histoire nationale, l'histoire d'un pays fort et puissant, d'un pays à la pointe des dernières innovations en matière de recherche, mais ce bout d'Iran n'est pas l'Iran d'aujourd'hui, c'est un Iran du passé, un pays romancé. La Perse est le pays de savoir-faire produisant des tapis chatoyants, des fiers guerriers, des inventeurs et des auteurs reconnus. Un mélange est fait entre un pays dématérialisé, et la culture du pays où ils se trouvent qui leur permet de pleinement montrer leur potentiel, pour faire de l'Iran et des Iraniens un atout pour le pays d'accueil.

La vision de l'Iran que les nouveaux arrivants demandeurs d'asile apportent avec eux ne correspond pas à cet idéal romancé. Ils ont connu l'Iran moderne, rejeté par l'Occident et en proie à des difficultés économiques, comme en témoigne leur peu d'éducation ou les difficultés qu'ils éprouvent à s'intégrer. La célébration de *Norouz*, le nouvel an perse est une illustration de ce décalage entre les deux catégories sociales. Alors qu'il est célébré en grande pompe par les associations établies depuis longtemps et la frange aisée de la population iranienne à Londres, ce n'est pas la priorité de *IWA*, qui préfère se concentrer sur le bien-être de ses sympathisants et laisser les célébrations dans la sphère privée. Cette fête représente la Perse ancienne, préislamique. Célébrée dans des bâtiments modernes et prestigieux, elle est le symbole de l'Iran que les Iraniens arrivés à Londres à la suite de la Révolution veulent faire connaître à la société d'accueil.

Il y a donc deux façons de vivre la transnationalité dans la communauté iranienne, et il semble que l'on peut faire une distinction entre les associations « établies » qui bénéficient de moyens (argent, volontaires...) ainsi que de (re)connaissance grâce à leurs membres, une

sorte « d'establishment » iranien basé dans des quartiers riches de Londres, et les associations plus récentes et moins connues et parfois moins acceptées par la majorité de la communauté iranienne.

La société iranienne à Londres a beaucoup évolué depuis les années 80, notamment avec l'arrivée de demandeurs d'asile au début des années 2000. Ces derniers appartiennent à une catégorie sociale différente des migrants arrivés après la Révolution islamique et ils n'ont pas les mêmes centres d'intérêts. Les associations et les liens transnationaux ont évolué avec la population iranienne (à Londres ou en Iran), et ne sont en aucune manière figés. Ici aussi comme pour les Chypriotes, les liens transnationaux évoluent en fonction des besoins et de la situation de la population et de la situation diplomatique des pays concernés.

Alors que les Iraniens arrivés à la suite de la Révolution sont les garants d'une image de l'Iran préislamique et séculière, les nouveaux arrivants portent en eux une vision et des expériences qui diffèrent et qui ne manquent pas de créer un besoin pour de nouveaux liens transnationaux.

2.2.5.2 IRIS, une école iranienne à part

The *School of the Islamic Republic of Iran* est différente des autres écoles. Située dans le *borough* de Brent, ce n'est pas simplement une école de langue mais une école musulmane indépendante créée en 2001 et appartenant à la République islamique d'Iran, mais sur le sol britannique. Toutes les classes sont données en farsi et les élèves sont principalement des enfants de diplomates ou de dignitaires iraniens présents à Londres temporairement. Les cours sont identiques à ceux enseignés en Iran. Les élèves étudient avec les mathématiques et l'histoire, l'Arabe et le Coran⁴⁵⁷. Bien que cette école soit radicalement différente des autres écoles présentes à Londres, tant dans son programme scolaire que dans les élèves qui assistent aux cours, le but est le même en ce qui concerne le transnationalisme : il s'agit de ne pas perdre contact avec le pays d'origine. La différence est que cette école veut garder contact et créer un lien avec l'Iran d'aujourd'hui. Ce ne sont pas les mêmes aspects qui sont mis en avant. Dans le cadre de l'école *Rustam* et des autres écoles de farsi qui ne sont ouvertes que le week-end, il s'agit de pratiquer la langue et de découvrir les coutumes qui composent la culture perse. Le but est que les élèves soient fiers de leur héritage perse tout en étant intégrés

⁴⁵⁷ "Ofsted (Office for Standards in Education, Children's Services and Skill) inspection report on the School of Islamic Republic of Iran", *Ofsted*. (16th -18th April 2013). Print.

et fiers de la culture britannique qui fait partie de leur vie de tous les jours. Dans le cadre de l'école islamique, il s'agit de rester dans le même état d'esprit et le même environnement qu'en Iran, la foi musulmane étant au centre des cours. Par sa présence sur le sol britannique, l'école islamique doit cependant se conformer à certaines exigences. Ainsi le dernier rapport sur l'école⁴⁵⁸, déplorait que malgré quelques visites d'endroits sans rapport avec la culture arabe ou la religion musulmane, les élèves ne soient pas davantage impliqués dans la vie de la communauté qui les entoure. Il semblerait que cette école ne cherche même pas, contrairement aux autres associations, à faire partie de la communauté iranienne à Londres. Cette impression est renforcée par la constatation dans le rapport du niveau des élèves, qui est très élevé en mathématiques et en farsi mais plutôt faible voire très faible en anglais, ce qui semble renforcer la tendance selon laquelle les Iraniens accordent beaucoup d'importance à la réussite scientifique. Cette école est la seule de ce genre qui existe en Grande-Bretagne⁴⁵⁹.

Les écoles et les associations iraniennes à Londres ont pour but de créer une communauté iranienne forte et soudée, mais également une communauté intégrée dans la société d'accueil. Ainsi, les associations sont souvent reliées entre elles. IRI School diffère totalement des autres associations dans son attitude et sa façon d'être dans la société londonienne. Mais on peut supposer cependant que les liens avec l'Iran y sont beaucoup plus développés. Les liens transnationaux entretenus par les autres associations sont essentiellement culturels et sont maintenus à travers des partenariats entre les différentes associations, du moment qu'elles sont dans la même catégorie sociale. Ces liens entre associations resserrent aussi bien les liens entre les différents membres de la population iranienne à Londres, que les liens des différentes populations iraniennes à travers le monde.

2.2.5.3 Influencer les plus jeunes

L'école *Rustam* accueille des intervenants de BIMA (*British Iranian Medical Association*) dans le cadre d'une journée pour aider les élèves à choisir leur orientation (*Open Horizon*). L'accent est mis sur des métiers « prestigieux »⁴⁶⁰. La société médicale iranienne de Grande-Bretagne est elle-même en lien avec *Iran Heritage*, une association qui cherche à

⁴⁵⁸Ofsted. *Op.cit.*

⁴⁵⁹ Il semblerait que ce soit également la seule école de ce genre en Europe. On peut donc en conclure que la Grande-Bretagne offre une possibilité particulière pour ce type d'école indépendante.

⁴⁶⁰ Les associations invitées sont des associations médicales, d'hommes d'affaires ou d'avocats iraniens.

préservé à et promouvoir l'art perse. Ils ont conjointement organisé un symposium sur les contributions des Perses dans les différents domaines, au fil des siècles⁴⁶¹. On retrouve ici le désir de montrer un peuple intellectuellement et scientifiquement essentiel. Ce sont les contributions scientifiques de l'Iran qui sont au centre des discussions et non des questions de religions ou de politiques, deux domaines qui semblent dominer les pensées de l'opinion publique lorsqu'il s'agit de l'Iran. Une communauté unie est une communauté forte, qui peut avoir du poids auprès des autorités locales par exemple. Mais comme toutes les communautés présentes sur le sol britannique depuis plusieurs décennies, la communauté iranienne doit faire face au vieillissement des responsables actuels de la société civile et la question se pose de savoir si la génération suivante est prête à marcher dans les pas de ses prédécesseurs. Beaucoup de jeunes actifs iraniens ont uniquement connu l'Iran post-Révolution et la plupart n'est jamais allée en Iran. Y a-t-il un désintérêt pour la culture perse de la part des générations suivantes ? Quel est le centre d'intérêt principal de ces jeunes Iraniens et quid des demandeurs d'asile ? Sont-ils désintéressés de la situation politique de l'Iran ?

2.2.6 Évolution, pérennité et perspective

La majorité des universités londoniennes comptent parmi leurs associations étudiantes une association iranienne. Leurs actions et leurs objectifs rejoignent ceux des associations telles que *BIMA* ou *BibaUk*. Les étudiants capables de suivre des études supérieures sont ceux qui sont issus d'une catégorie sociale plus élevée et aisée, les liens transnationaux qu'ils entretiennent correspondent donc à ceux des associations de la société civile dans lesquelles ils pourraient aisément se fondre dans quelques années. Ces associations étudiantes sont très présentes sur les réseaux sociaux et notamment Facebook où leurs messages sont plus politiques que certaines associations. Les termes *non-religious* et *non political* sont cependant présents dans chaque description et aucune de ces associations n'est ouvertement engagée politiquement, que ce soit contre le pouvoir en place en Iran, ou contre l'attitude des pays européens à l'égard de l'Iran. Comme pour les associations citées plus haut, cette absence de prise de position politique n'est pas tant le signe d'un désintéressement de la communauté iranienne pour son pays, que la confirmation de l'importance que la situation internationale

⁴⁶¹ *Iran Heritage Foundation (IHF) and British Iranian Medical Association (BIMA)*. "Iran's Medical Heritage: Symposium on a Millennium of Contributions". 14 June 2015. http://www.iranheritage.org/Medical_Symposium/

peut avoir pour la communauté. C'est délibérément que les responsables de la société civile, qu'ils soient de la première ou de la seconde voire de la troisième génération, évitent d'aborder le sujet. C'est un trait distinctif de la communauté iranienne et il se retrouve dans les associations étudiantes. Seule l'association estudiantine de la *SOAS (School of Oriental and African Studies)* de l'université de Londres semble être plus engagée face à ce qui se passe au niveau international et national concernant l'Iran. Ses messages sont souvent critiques envers les gouvernements occidentaux pour leur politique envers l'Iran, ou à critiquer l'Iran pour son non-respect des droits de l'Homme. Un message du 23 mars 2016 critique les Etats-Unis pour les sanctions toujours en place contre l'Iran, tandis qu'un message du 4 novembre 2014 critiquait le gouvernement iranien pour l'incarcération jugée arbitraire d'une étudiante iranienne. *SOAS* fait également partie des associations en lien avec l'école *Rustam* pour *Open Horizon Day*.

Établie en 1989, *Iranian Youth Development Association* ressemble beaucoup à *Iranian Association* dans les services qu'elle propose : cours de farsi, création d'un réseau professionnel, service de conseils destinés en priorité aux Iraniens, mais pas seulement⁴⁶². Il est également clairement spécifié qu'un des buts de cette association est de contribuer à la société qui l'entoure, rejoignant par là le désir des Iraniens de montrer qu'ils sont un groupe actif et bénéfique pour la société d'accueil. Les générations suivantes semblent donc avoir repris le flambeau de leurs aînés, avec peut-être un désir plus affirmé de voir la situation politique changer. *SOAS Iranian Society* organise, relaie ou soutient ainsi régulièrement des conférences sur des sujets plus polémiques tels que les sanctions internationales imposées à l'Iran ou les conséquences de la Révolution Islamique de 1979.

D'autres associations telles que l'association iranienne de Volleyball à Londres (*IVA*), cherchent aussi à faire connaître la culture iranienne, à montrer que l'Iran ne se réduit pas à ce que l'on entend lors des bulletins d'information. Pour cette association aussi, c'est le mot *Persian* et non *Iranians* qui est utilisé pour se référer aux Iraniens Il n'y a pas de réel désir de mobiliser des personnes ou de recruter de nouveaux membres. Il semblerait que ces associations souhaitent simplement partager la vie des Iraniens à Londres.

Encore une fois, le fait d'être Iranien – l'iranité – est plus important que le pays d'origine. Peut-on en conclure que cela marque le début d'un changement dans les attitudes

⁴⁶² "Intercultural Youth Development Association – a Farsi speaking community in South London", *IYDA*. <<http://www.iyda.org.uk/wordpress/>> [15 septembre 2020]

transnationales iraniennes ? Ce sont en effet les convictions et les opinions des Iraniens de la deuxième et de la troisième génération ou les demandeurs d'asile qui décideront du futur du transnationalisme iranien.

Les Iraniens de la seconde et de la troisième génération ont peu ou n'ont pas connu la Révolution islamique. Ils savent seulement, par le biais des témoignages de leurs parents ou grands-parents, le bouleversement que cet événement a provoqué. Tout comme certains Iraniens se révoltent et défient les lois islamiques en Iran, on peut penser que les jeunes Iraniens à Londres suivront, et se mobiliseront pour faire évoluer la situation. Mais le système de caste et les murs entre les différents groupes qui composent la communauté iranienne à Londres font que la tradition prend le pas sur le changement. Ceux qui pourraient avoir envie de bousculer l'ordre établi sont pour le moment occupés à s'intégrer et à trouver un emploi pour survivre. Les associations que compte la société civile iranienne sont peu enclines à évoluer ou à se développer pour le moment. Les Iraniens, qu'ils soient nouvellement arrivés ou qu'ils soient nés à Londres seront toujours intéressés par l'apprentissage du farsi et des coutumes iraniennes. C'est le lien le plus facile à entretenir avec le pays d'origine. Comme pour le grec et le turc, la pratique de la langue permet également la création d'une communauté, puisqu'elle permet la communication. Dans une société ultra-diversifiée où les gens sont vite catégorisés, il est rassurant de pouvoir se définir à travers un élément culturel particulier. Le farsi est propre à l'Iran, tandis que certaines coutumes sont communes à d'autres pays du Moyen-Orient.

Les associations d'aide sociales sont déjà majoritairement tournées vers la société d'accueil, à travers les services qu'elles proposent aux habitants des quartiers où elles se trouvent et à l'aide qu'elles apportent aux autorités locales. Il est fort probable que ces associations diversifient leurs actions et les services proposés afin de rester pertinentes et utiles à la société. Une association repliée sur elle-même, qui aide uniquement les habitants de son pays d'origine ne saurait être bien considérée à long terme par la société d'accueil. Étant de plus en plus insérées et même intégrées dans la société d'accueil, les actions culturelles, derniers liens transnationaux que ces associations mettent en place, sont appelées à devenir anecdotiques. Si des jeunes Iraniens reprennent la direction de ces associations, il est peu probable que les actions changeront. Au contraire, ceux-ci seront déjà intégrés dans la société et œuvreront dans cette optique également. C'est une attitude que j'ai pu observer dans l'association *Iranian Welfare Association*. J'avais initialement rendez-vous avec la personne chargée des relations publiques, mais comme elle était en retard, c'est la présidente qui est

venue me parler. Elle ne se distinguait pas des autres membres de l'association. Mais lorsque la jeune femme chargée des relations publiques est arrivée, le contraste était saisissant tant dans l'attitude que dans l'apparence. Maquillée et très bien habillée, elle détonait au milieu des personnes en difficultés financières. Elle avait très peu de temps à m'accorder tout comme aux membres de l'association. Elle m'a néanmoins expliqué qu'elle ne voyait pas l'intérêt de chercher à entretenir des liens avec des associations en Iran. Son but était clairement de prospérer ici et non d'entretenir des liens avec l'Iran, un besoin que ressentaient pourtant tous les membres qui venaient aux réunions. Plus jeune que Mme Mohseni et que les personnes présentes, elle était en décalage, avec son téléphone portable et ses projets de faire connaître l'association dans d'autres quartiers. Elle illustre ce qui importe réellement pour les jeunes Iraniens : la vie à Londres et non plus la vie en Iran ou les liens avec l'Iran.

Enfin, les associations qui regroupent un corps de métier comme *Anjoman* et les avocats ou les associations médicales sont les associations dont le futur est le plus incertain. Freinées dans leur désir de créer des liens avec l'Iran à cause des difficultés politiques et économiques, ces associations finiront de se tourner uniquement vers la société qui les accueille. En cas de changement dans les opportunités, les nouveaux dirigeants éprouveront-ils ce désir de se lier avec des associations en Iran ? Le temps est peut-être la variable qui sera la plus déterminante. Les nouveaux médecins iraniens qui n'ont pas connu l'Iran ne voient pas tous l'utilité de garder des liens avec un pays si diamétralement opposé de leur mode de vie.

Le transnationalisme iranien se trouve donc à un carrefour. La situation actuelle n'encourage pas pour le moment la population iranienne à entretenir des liens transnationaux politiques ou économiques et les étudiants / demandeurs d'asile qui souhaitent voir un changement ne sont pas majoritaires. Même si les liens transnationaux entretenus par la société civile venaient à être fortement réduits, cela ne signifierait pas pour autant la fin du transnationalisme. Tout comme pour les Chypriotes, les liens évoluent en fonction de la population dans la société d'accueil et dans le pays d'origine, et de la situation internationale. Le passé romancé ou idéalisé s'estompe avec le temps et la voix dominante est celle des générations suivantes aisées qui sont davantage tournées vers leur carrière.

À l'opposé, la prolongation de la situation politique en Iran, pourrait mener les plus jeunes Iraniens, bien insérés dans la société en tant que docteurs ou chef d'entreprise, à se mobiliser politiquement et donc à développer un transnationalisme politique qui aurait pour résultat un changement de régime en Iran. Les Iraniens de la deuxième et de la troisième génération n'ont pas connu la Révolution Islamique. Ils n'ont pas connu la peur que certains

des Iraniens qui ont fui l'Iran ont connue. Cette ignorance pourrait être ce qui les pousse à s'engager pour l'Iran. La transnationalité iranienne se trouve bien à un carrefour, et peu d'éléments laissent présager de l'issue.

3. ANALYSE CONTRASTIVE DES ELEMENTS

OBSERVES

3.1 Société civile et transnationalisme

L'identité transnationale est l'identité qu'une personne développe une fois établie dans une société qui n'est pas sa société d'origine. Elle mêle au moins deux endroits et s'appuie sur les liens transnationaux qui sont développés. L'observation de la société civile permet de dégager des tendances concernant l'identité transnationale non pas d'une personne mais d'un groupe. L'observation de la société civile a permis d'examiner les différentes attitudes que les Chypriotes et les Iraniens ont adoptées une fois installés à Londres.

3.1.1 Structure des sociétés civiles

3.1.1.1 Clivage ou fragmentation

Comparer deux sociétés civiles permet de voir s'il y a des similitudes ou des différences notables parmi les liens transnationaux et donc dans la construction de l'identité transnationale d'un groupe. Il existe une différence nette entre la société civile iranienne et la société civile chypriote. Bien que les deux communautés que les sociétés civiles représentent se trouvent au cœur de situations diplomatiques complexes, leurs réactions est différente. La société civile chypriote apparaît plus structurée, avec une association dominante qui est le représentant officiel de la communauté chypriote à Londres. Cette organisation trouve son origine dans la focalisation de la population chypriote sur un enjeu précis, à savoir la réunification de l'île et surtout le retrait des troupes turques dans la partie nord de Chypre. La société civile iranienne est fragmentée ; une reproduction, il semble, de la fragmentation de la population en Iran. Les associations de la société civile ne se retrouvent pas autour d'un objectif commun comme c'est le cas pour la société civile iranienne. Leurs actions, qui sont presque exclusivement sur le plan culturel, sont indépendantes les unes des autres.

L'affiliation à la Fédération Nationale des Chypriotes du Royaume-Uni (*National Federation of Cypriot in the UK*) semble être un gage de sérieux (voire un passage obligé) pour les associations chypriotes qui se créent, particulièrement à Londres. Cette affiliation signifie également que l'association qui y adhère soutien la solution proposée par la Fédération pour la résolution du conflit. Il existe une forme d'ostracisme pour les associations

chypriotes qui ne sont pas affiliées ou qui promeuvent une autre solution. C'est par exemple le cas de l'association *Lobby For Cyprus*. Alors que la Fédération Nationale a fait évoluer son projet d'une réunification totale de l'île à un état bizonal et bicommunautaire, *Lobby for Cyprus* milite toujours pour le projet initial des 3Rs : Retrait des troupes turques, Rapatriement des colons turcs installés dans la partie nord de l'île et Retour des Chypriotes grecs expulsés de leurs propriétés lors de l'invasion de 1974. Cette association n'est pas reconnue par la Fédération et n'est pas soutenue dans ses actions. Lorsque cette dissension est mentionnée, les personnes interrogées expliquent que même si certains Chypriotes ne sont pas d'accord avec la solution proposée, le consensus général est désormais en faveur d'un pays bizonal, une solution qui apparaît comme la voie de la raison. Les opposants sont à la marge et bien qu'ils ne soient pas empêchés de promouvoir leur solution, ils sont loin d'être majoritaires⁴⁶³.

La Fédération et les réseaux sociaux qu'elle développe se font le relais des différentes manifestations organisées et leur offre par la même occasion une plus grande visibilité auprès de la population londonienne. Cela témoigne d'un désir de s'unir pour changer la situation actuelle à Chypre, un but qui ne peut être atteint, selon les différents responsables, que si les Chypriotes sont unis. Toutes les actions, toutes les manifestations que les associations mettent en place ont pour but d'aider à réaliser le projet de réunification et de retrait des troupes turques. C'est notamment grâce à cet effort commun, que la Fédération bénéficie d'une visibilité grandissante dans les instances politiques britanniques avec l'aide du Haut-Commissaire de la République de Chypre à Londres et les partenariats contractés avec les partis politiques locaux. C'est cette unité qui définit la société civile chypriote grecque. L'association *Lobby for Cyprus* et la solution qu'elle prône constitue un deuxième bloc, moins important. À leurs débuts, La Fédération Nationale des Chypriotes et l'association *Lobby for Cyprus* ne différaient pas tant que ça l'une de l'autre. Le but était le même (les 3R) et seules quelques modalités dans les moyens d'accomplissement séparaient les deux associations : la Fédération n'hésite pas à utiliser des liens politiques et à solliciter les partis politiques de Chypre et de Grande-Bretagne, alors que l'association *Lobby for Cyprus* souhaite rester farouchement indépendante de tout partenariat politique, que ce soit à Chypre ou en Grande-Bretagne. Aujourd'hui, les deux solutions prônées ne comportent pas les mêmes implications et n'impliquent pas les mêmes conséquences. Il s'agit de deux projets

⁴⁶³ Interview de Bambos Charalambous, 28 octobre 2015.

politiques différents. Bien que la majorité des Chypriotes (grecs ou turcs) semble suivre la solution d'un état bizonal, il n'est pas rare de voir dans les commentaires des réseaux sociaux, des Chypriotes démontrer de l'impatience face au peu d'engagement politique de la Grande-Bretagne, et surtout face aux provocations diplomatiques de la Turquie. Ce clivage de la société civile chypriote grecque devient de plus en plus prononcé, à mesure que les années passent et que la Turquie fait pression sur l'Europe, notamment sur la question de l'accueil des migrants. Cette division prend même le pas sur la séparation entre Chypriotes grecs et Chypriotes turcs.

Il y a en effet beaucoup plus d'associations chypriotes grecques que d'associations chypriotes turques. Une des raisons réside dans le fait que les Chypriotes turcs sont presque automatiquement assimilés avec la population turque de Londres, et qu'il est de plus en plus difficile de distinguer les Chypriotes turcs d'avec d'autres groupes turcophones. Rassembler les Chypriotes turcs autour de la culture chypriote fait partie des projets de la Fédération, notamment pour apporter plus de poids à leurs arguments. Parallèlement, les Chypriotes grecs cherchent de leur côté à se démarquer de la culture grecque à laquelle ils sont régulièrement associés, dans le but de mettre l'accent sur le côté chypriote, et non le côté grec de leur identité, afin de montrer que leur identité chypriote est différente de l'identité grecque, même si elle en émane. Cela se traduit par des liens transnationaux culturels chypriotes renforcés, comme par exemple des concerts d'artistes chypriotes turcs ou des rencontres bicommunautaires. Il existe cependant des partenariats entre les Chypriotes grecs et les associations grecques tels que les écoles de langue (les particularités linguistiques chypriotes ont disparu au fil des années), et la célébration de certaines fêtes religieuses, du fait de leur histoire commune. Certaines associations grecques sont même membres de la Fédération Nationale des Chypriotes. En revanche, il paraît peu probable que la Fédération s'associe à une association turque, à moins que celle-ci ne prône le retrait des troupes ; le nombre relativement peu élevé des associations chypriotes turcs joue pour le moment en faveur des Chypriotes grecs, qui ne rencontrent que peu d'opposition de la part des Chypriotes turcs. Aucune association chypriote turque n'est donc pour le moment enregistrée parmi les membres de la Fédération, même si de nombreuses associations chypriotes grecques font profession d'accueillir tous les Chypriotes.

Cette unité (ou plutôt recherche d'unité) des Chypriotes est utilisée comme un argument en faveur de la réunification, pour montrer que contrairement à ce qui s'est passé dans les années 60, les deux communautés principales (ainsi que les minorités) peuvent

cohabiter. Le discours sous-jacent est que la Turquie constitue le seul obstacle à une réconciliation. Le problème ne viendrait donc pas des communautés mais de la Turquie, un intrus. Le discours des associations chypriotes turques est plus nuancé. Tout comme la partie nord de l'île, les migrants qui arrivent à Londres dépendent beaucoup des associations turques. L'aspect politique n'est pas abordé. Une remarque cependant est apparue dernièrement parmi les Chypriotes turcs, la population kurde, elle aussi associée à la population turque, fait craindre aux Chypriotes turcs d'être un peu « perdus » dans toute la population dite turque. Or, il est important pour un groupe ethnique de pouvoir se définir, voire se distinguer. La super-diversité de Londres peut certes être un atout pour la société, mais également un frein à la détermination précise d'un groupe ethnique. Or, il peut être important voire nécessaire pour un groupe de se distinguer d'un ensemble plus large, que ce soit parce que cet ensemble le présente sous un jour peu favorable, ou parce que le groupe souhaite par exemple transmettre des revendications qui lui sont propres. En se constituant déjà en groupe conséquent, la société civile chypriote grecque s'assure d'être visible, alors que les Chypriotes turcs semblent noyés dans l'ensemble de la population dite turque.

Cette entente entre associations n'est pas aussi développée dans la société civile iranienne. Si quelques associations du même domaine professionnel se regroupent, comme par exemple les associations médicales ou les écoles de langue, leur attitude est plus individualiste. Il existe plusieurs réseaux d'école de langue de farsi : *Rustam*, *Andisheh*, *Hadaf*... Bien que chaque réseau scolaire affiche le même but de faire connaître la langue farsi et la culture perse aux enfants iraniens, il n'y a pas d'unité. Cela peut s'expliquer en partie par la situation délicate de l'Iran et la pluralité de ressentis et d'opinions. Certains Iraniens ne sont pas en accord avec le régime actuel et sa façon de gérer la population et les relations internationales. *Rustam School* par exemple, a modernisé les livres de cours utilisés dans l'école afin de correspondre davantage à ce que les jeunes Iraniens vivent au jour le jour à Londres. Les photos de jeunes filles portant le voile et certains textes poétiques ou certaines sourates ont été supprimés. Ces écoles sont tournées vers la société où elles résident et veulent que la génération suivante puisse contribuer de manière significative à la société britannique. L'accent est mis sur les scientifiques ou personnalités iraniennes connues en Grande-Bretagne. Les écoles font appel aux associations qui ont le même point de vue, dans le but de susciter des vocations parmi leurs élèves. Cependant, l'entraide semble s'arrêter là. Les projets des uns et des autres ne sont pas centralisés, et il y a peu de projets communs à long terme. L'attitude des écoles de langue est une bonne illustration de la fragmentation de la

société civile et de la communauté iranienne à Londres. Les différences socio-économiques sont très marquées et influencent les centres d'intérêt de associations. Contrairement à la société civile chypriote, la société civile iranienne ne se retrouve pas autour d'un objectif politique commun. Pour les Iraniens arrivés en Grande-Bretagne pendant les années 1950 ou les années 1980, l'objectif est avant tout culturel, et dirigé vers la société d'accueil. Il n'y a pas de vision commune. Chaque association met en place les activités qui lui permettent d'atteindre ses objectifs, sans qu'elle cherche le soutien d'autres associations. La plupart a les ressources financières et humaines pour être autonome. Il est souvent nécessaire d'être parrainé par un membre de l'association pour pouvoir adhérer ou participer. Cela réduit le cercle de personnes qui peuvent devenir membre, car ce sont forcément des personnes qui se connaissent et qui ont les mêmes centres d'intérêt. Il n'est pas inhabituel de devoir s'acquitter d'un droit d'entrée, ce qui restreint davantage le champ des adhérents potentiels. Il faut par exemple payer entre 36 et 60 £ par an pour adhérer à *British Iranian Business Association*, entre 39£ par an, pour adhérer à *British Iranian Medical Society* et entre 50 et 100 £ par an pour adhérer à *Iran Heritage Foundation*. En plus de ce droit d'entrée, la plupart des événements culturels, et notamment *Norouz*, sont également payants.

La dernière vague migratoire iranienne est composée majoritairement de demandeurs d'asile. Depuis le début des années 2000 il y a de plus en plus d'associations qui viennent en aide aux demandeurs d'asile. Pour rappel, en 2016 les Iraniens constituaient le pourcentage le plus important des demandeurs d'asile en Grande-Bretagne⁴⁶⁴. Les responsables des associations d'aide aux demandeurs d'asile souhaiteraient plus de coopération entre les associations, en grande partie car ils manquent de ressources. Mais la fragmentation de la communauté semble enracinée dans le mode de fonctionnement de la société civile et il n'y a aucune coopération. Ces associations et leurs membres sont peu soutenus par le reste de la société civile. Elles n'ont aucun contact avec les associations déjà présentes. Cela peut s'expliquer en partie par la différence du statut socio-économique et par des intérêts éloignés de ceux qui animent les autres groupes.

Quel que soit leur statut socio-économique, les associations qui souhaitent s'impliquer dans la vie citoyenne du quartier où elles se trouvent le font individuellement. Alors que la plupart des associations chypriotes tentent de se faire connaître des autorités locales en participant à des programmes sociaux (pour les personnes âgées par exemple), il n'existe que

⁴⁶⁴ Scott Blinder, "Briefing, Migration to the UK: Asylum", *COMPAS*, University of Oxford, (20 Juil 2018), p.8.

peu d'associations iraniennes à Londres qui s'impliquent dans des partenariats avec les collectivités locales. La société civile iranienne donne l'impression d'être principalement centrée sur elle-même. Elle privilégie les intérêts des membres : aider les étudiants en médecine qui souhaite s'installer à Londres, développer l'activité économiques des hommes d'affaires... Ces associations ne sont pas tournées vers l'Iran, et même si elles peuvent mettre en place des activités accessibles à tous, comme par exemple des conférences sur des sujets de santé publique, leur participation civique reste limitée pour la plupart d'entre elles.

Les deux sociétés civiles chypriotes et iraniennes sont donc organisées différemment. Bien que la société civile chypriote soit clivée entre deux projets politiques sur la réunification de l'île, la séparation ne s'effectue pas selon des critères économiques, comme c'est le cas pour la société civile iranienne. La polarisation se fait autour d'une idéologie politique pour les Chypriotes, alors que la société civile iranienne s'organise autour d'intérêt plus personnels. Cela ne signifie pas pour autant que l'on ne peut pas trouver des points communs parmi les liens transnationaux mis en place. Si l'organisation donne une vue d'ensemble, la société civile est en effet composée de nombreuses associations, et peut donc présenter une multitude de liens transnationaux. L'initiative des liens émane majoritairement des migrants installés dans la société d'accueil. Ce sont ceux qui sont partis qui souhaitent conserver un lien avec leur pays d'origine. Ces attitudes peuvent aider à dégager des tendances sur la conception de la citoyenneté des deux groupes étudiés.

3.1.1.2 Un transnationalisme d'intensité variable

Il est possible de faire une distinction parmi les différentes actions mises en place par les sociétés civiles. Il y a d'un côté les liens qui ont pour but de conserver un contact avec le pays d'origine ou de développer une activité économique, et qui sont des liens simples et réguliers mais pas constants. Ils sont simples dans la mesure où il ne s'agit pas d'une étape pour atteindre un autre objectif. Les parents qui souhaitent que leurs enfants apprennent la langue de leur pays d'origine le font dans le but d'éveiller les enfants à la culture du pays d'origine. Bien que des éléments historiques soient également enseignés, il n'y a pas d'autre objectif derrière, contrairement à des associations comme NEPOMAK qui s'appuie sur une redécouverte de la culture pour pouvoir mobiliser de jeunes d'origine chypriote. L'objectif est double et la relation transnationale est plus complexe. Cette distinction entre liens complexes et simples est moins visible parmi les associations iraniennes, mais peut néanmoins être observée chez les associations qui viennent en aide aux demandeurs d'asile.

Liens simples

Les liens simples créés et maintenus par la société civile revêtent tous un rôle particulier dans la vie quotidienne du migrant, et influencent par extension sa vie de citoyen.

_ Conserver un contact avec la culture du pays d'origine : Cette connexion est souvent la première à laquelle on pense, et une des premières qui se développe parmi les migrants. Cela permet au migrant de maintenir une part significative de sa culture d'origine, alors qu'il s'investit dans la vie de la société où il réside. Cette part est à l'appréciation du migrant, mais si un migrant décide de faire partie d'une association, cela révèle un intérêt et un désir particulier pour la raison d'être de cette association. Les associations culturelles telles que *Hackney Cypriot Society* pour les Chypriotes grecs, *Enfield Turkish Cypriot Association* pour les Chypriotes turcs ou *Iranian Association* pour les Iraniens, organisent des événements apolitiques et centrés autour de ce qui est considéré comme des éléments culturels : des cours de cuisine et des pop-up restaurants, des cours de danse ou des conférences sur le passé historique du pays ou de la région. Le temps d'une heure ou d'une soirée, le migrant peut retrouver sa vie d'antan dans une ambiance aussi authentique que possible. Les écoles de langues participent également à cette connexion culturelle. Elles permettent aux parents d'initier leurs enfants à la culture de leur pays d'origine à travers la langue. La langue est le vecteur de la communication. Elle rend possible une interaction directe (contrairement aux outils électroniques) et permet la création d'une communauté, d'un lien social. Elle est inclusive pour ceux qui la maîtrisent, et exclusive pour les autres. L'implication reste néanmoins minime, les cours se passent généralement le week-end ou en soirée. À noter que les écoles de Farsi à Londres préparent au GCSE et permettent aussi aux élèves d'améliorer leur niveau en mathématiques.

Certaines *Hometown Associations (HTAs)* aident les migrants à garder un lien avec leur pays d'origine. Retrouver des personnes qui viennent de la même région ou du même village est un moyen de garder contact avec la culture d'origine. Ils peuvent soutenir la région ou obtenir de l'aide. Ces associations font écho aux premiers liens dits transnationaux et qui avaient pour but d'aider le migrant à survivre puis prospérer dans la société d'accueil, pour à son tour pouvoir aider la société d'origine. Les HTAs entretiennent souvent une vision idyllique de l'île.

De nombreux sites internet ont été créés en 2004, lors des négociations pour l'entrée de Chypre dans l'Union Européenne. Le plan Annan devait permettre la résolution du conflit et ces sites ont sans doute été créés pour apporter du poids aux revendications des Chypriotes

grecs. Ces sites sont tous créés sur le même modèle, avec souvent les mêmes expressions pour parler de l'invasion turque. Le village y est décrit comme un endroit paradisiaque où chacun vivait en harmonie avant que des « barbares » ne débarquent et « pillent » ou « saccagent » le village⁴⁶⁵. Beaucoup de ses sites n'ont pas été mis à jour depuis des années, partiellement parce que la situation a peu évolué depuis l'entrée de Chypre dans l'Union européenne, et partiellement parce que le but était d'influencer le vote des Chypriotes grecs. Les Chypriotes grecs installés à Londres n'étaient pas en mesure de voter dans le Référendum sur le plan Annan, en 2004, et ont donc fait campagne. *Lobby for Cyprus* a par exemple tenu des séminaires, à Londres et à Chypre, pour dénoncer le manque d'informations et les propositions du plan⁴⁶⁶. Les associations présentent souvent un côté politique sous-jacent dans le cas de la société civile chypriote, du fait de la situation. Les membres des HTAs chypriotes regrettent souvent de ne pas pouvoir retourner librement là où leurs familles ont vécu pendant des années. Les HTAs iraniennes sont beaucoup plus rares (voire inexistantes), ce qui pourrait indiquer un détachement pour un lieu précis de la part des ressortissants iraniens une fois installés à Londres. Les associations iraniennes regroupent plutôt des personnes d'une même profession (comme les associations médicales) ou regroupent les Iraniens qui habitent au même endroit dans le pays d'accueil. L'intérêt principal est sur les personnes, leur vie une fois à Londres, et moins sur le pays d'origine.

_ Développer une activité économique : Le but premier des liens transnationaux était d'aider les migrants à survivre. Cette fonction première est toujours au centre des liens, même si elle a évolué et se décline maintenant sur des plans différents ou à travers des stratégies plus modernes. C'est par exemple le cas de l'association chypriote EPISTEME, qui a pour but de mettre en relation des entreprises chypriotes et des entreprises londoniennes. Ces relations privilégiées aident les Chypriotes établis à Londres qui ont une entreprise, ainsi que les Chypriotes restés à Chypre. Dans une même optique, les associations iraniennes *Anjoman* ou *Iranian Medical Society* ou *BIMA (British Iranian Medical association)* favorisent la mise en relation de professionnels iraniens installés à Londres ou aident les étudiants iraniens à

⁴⁶⁵ “Karavas, Kyrenia District, Cyprus. Village in Cyprus, occupied illegally by the Turkish army: Turkish state terrorism since 1974”, *Kypros–Occupied Cyprus*. <http://kypros.org/Occupied_Cyprus/karavas/> [15 septembre 2020]

“Occupied Cyprus Project”, *Kypros –Occupied Cyprus*. <http://www.kypros.org/Occupied_Cyprus/> [15 septembre 2020]

⁴⁶⁶ Interview de Liza Matsangou et Theodora Christou, 31 mars 2015.

s'établir à Londres. Dans les deux cas, le but recherché est l'amélioration des conditions de travail : créer des partenariats, faciliter la reprise d'un cabinet ou même l'obtention d'un examen. Pour les associations iraniennes, il y a peu de projets destinés au pays d'origine. Ce sont des actions ponctuelles pour aider, en cas de catastrophes naturelles par exemple. Les associations n'ont pas de coordination centrale : chaque association organise une levée de fonds pour pouvoir apporter de l'aide comme ce fut le cas lors d'inondations en avril 2019, ou de tremblement de terre, en mai de la même année. Les associations médicales ont aussi mis sur pied des projets par le passé pour opérer des enfants avec du matériel indisponible en Iran ou pour équiper un hôpital. Ces dernières actions restent ponctuelles. Les actions et les résultats de ces initiatives ne sont pas partagés par ou avec d'autres associations iraniennes. Du côté des associations chypriotes, le seul « projet » commun à toutes les associations est la résolution du conflit. Chypre bénéficie d'une situation économique stable et n'a pas vraiment besoin d'une aide quelconque. Quant aux villages de la partie Nord, bien qu'ils soient parfois en difficulté financière, ils sont peu accessibles.

Si ces liens sont simples dans leur objectif, ils n'en sont pas moins développés et peuvent occuper une grande partie de la vie du migrant si celui-ci le désire. Il est en effet facile pour un migrant établi à Londres de rejoindre une association qui a les mêmes centres d'intérêts ou même de créer une association, ce qui renforce l'idée selon laquelle l'espace dans lequel les liens se forment n'est pas anodin.

3.1.1.3 Des liens plus complexes et politisés

Construire des relations entre les deux pays : C'est un élément qui concerne presque exclusivement les associations chypriotes. Les Iraniens qui souhaitent faire évoluer la situation en Iran ne sont pas nécessairement organisés en associations. Ce sont généralement des personnes isolées, et certains craignent toujours des représailles de la part du gouvernement iranien ou des reproches de la part de la société d'accueil. Les associations chypriotes ont au contraire développé tout un ensemble d'activités et de stratégies afin d'aider à la résolution du conflit. L'une de ces stratégies est de lier les deux pays sur le plan politique.

Les attitudes des sociétés civiles et des associations dans le domaine politique divergent. Les liens transnationaux dépendent de la situation nationale et internationale du pays d'origine. Même si les Iraniens souhaitaient participer à la vie politique de leurs pays, cela leur serait difficile. Le gouvernement iranien ne reconnaît pas la double nationalité et contrairement à d'autres pays, ne soutient pas les migrants qui se rendent à l'étranger. Ils ont également peu de possibilités pour s'opposer au régime politique de leur pays. De plus, les

relations restent tendues entre l'Iran et l'Occident. Cela n'empêche pas les Iraniens, en tant qu'individus, de se mobiliser parfois comme cela a été le cas lors de la visite de Donald Trump à Londres. Un événement avait été organisé pour protester contre l'interdiction d'entrée aux Etats-Unis des ressortissants de certains pays (dont l'Iran) et la menace de revoir l'accord sur le programme nucléaire iranien. C'est également sur Facebook que les étudiants d'origine iranienne attirent l'attention sur l'Iran. La société iranienne de la SOAS se fait ainsi le relais des injustices commises dans le pays, comme une étudiante emprisonnée pour avoir assisté à un match de volley-ball, ou une fatwa ordonnée sur un film en préparation sur un poète du 13^{ème} siècle, fondateur du sufisme (une branche de l'islam fortement condamnée par le clergé iranien). Il n'y a pas de réelle prise de position de la part de l'association étudiante : ces articles sont partagés mais aucun avis ou commentaire n'est donné dans la majorité des cas. Le pays d'origine ne remplit pas sa fonction de protecteur de ses ressortissants.

La situation est très différente pour les Chypriotes grecs. Les associations chypriotes s'impliquent dans la vie politique de leur pays d'origine et de leur pays d'accueil, parce qu'elles ont la liberté de la faire et qu'elles ont des revendications claires. Chypre fait partie de l'Union Européenne depuis 2004 et est à ce titre un allié de la Grande-Bretagne, mais cela ne l'empêche pas de privilégier ses intérêts, quitte à s'opposer au gouvernement britannique, comme l'a prouvé l'affaire *Oram contre Apostolides* et les recours en justice pour faire reconnaître des actes de tortures à l'encontre de militants EOKA B par des soldats britanniques⁴⁶⁷. Cela a aussi permis d'augmenter son importance sur la scène internationale. La communauté internationale ayant condamné à plusieurs reprises l'occupation turque, les associations chypriotes sont légitimes dans leurs revendications. Mais une intervention ou tout du moins un soutien de la Grande-Bretagne lors de négociations est un atout non négligeable. La situation est différente pour les Chypriotes turcs, qui ne disposent pas du même soutien. Leurs liens politiques, s'il y en a, sont très peu documentés et essentiellement en lien avec la Turquie. Les Chypriotes grecs tentent de leur côté de lier les deux pays sur un plan politique local.

⁴⁶⁷ Helena Smith, "Cypriot veterans win right to claim damages over UK torture claims", *The Guardian*, 12 Janvier 2018.
<<https://www.theguardian.com/world/2018/jan/12/cypriot-veterans-win-right-to-claim-damages-over-uk-torture-claims>> [13 mai 2020]

"UK government pays £1m to Cyprus 'torture victims'", *BBC News*, 24 Janvier 2019.
<<https://www.bbc.com/news/uk-46978271>> [13 mai 2020]

C'est notamment le cas avec les branches des partis politiques chypriotes que l'on retrouve à Londres. Le plus connu et le plus actif ces dernières années était le parti AKEL, le parti progressiste des travailleurs (*Anorthotikó Kómma Ergazómenou Laou*). L'objectif est d'aider les Chypriotes et même les Londoniens qui en ont besoin, notamment à travers des revendications sociales (prix des loyers, prestations sociales). AKEL à Londres s'est installé dans le quartier de Wood Green, un quartier connu pour avoir une concentration de Chypriotes grecs plus importante. Le parti s'est même associé avec le parti travailliste. En plus de les aider, AKEL veut faire connaître les Chypriotes et leur île au reste de la population londonienne : la raison de leur présence à Londres, leurs attitudes et implications dans la société londonienne, ceci afin de demander un soutien politique ou social pour les ou plutôt la cause qui leur tient à cœur : la résolution du conflit qui divise l'île. Chypre a besoin du soutien et de l'implication de l'UE pour faire pression sur la Turquie. Pour les Chypriotes grecs, c'est un objectif à atteindre. Les partis politiques principaux chypriotes ont développé des branches à Londres et s'emploient à aider les Chypriotes. Chaque *borough* légifère sur des aspects de la vie quotidienne, les partis se sont proposés comme force sociale dans le but de défendre les intérêts chypriotes. Au fur et à mesure des années, ces partis se sont associés avec leur homologues britanniques. En contrepartie de faire campagne pour que les Chypriotes votent pour eux, le parti s'engage à les soutenir dans leurs démarches : organisation de rencontres entre diplomates ou politiciens chypriotes et britanniques, prise de position publique... La diaspora chypriote a aussi pris conscience de l'impact démographique qu'elle représentait. Face à l'inaction des



institutions européennes ou des Nations Unies, les Chypriotes font campagne localement. La page d'accueil du site de la Fédération Nationale incite par exemple, ceux qui le souhaitent à écrire à leurs représentants locaux pour demander une prise de position publique concernant les actions turques, notamment avec la campagne *#handsoffcyprus*.

Il semblerait que la stratégie soit payante, puisque dans une allocution du parti travailliste du 19 novembre 2019, le porte-parole réaffirmait le soutien du parti pour la réunification de l'île en une fédération bizonale et bicommunautaire, pour le retrait des

troupes étrangères et la possibilité pour les personnes qui le souhaitait de récupérer leurs terrains ou d'avoir des informations sur les personnes disparues. Enfin, le parti condamne aussi les forages illégaux de la Turquie dans la zone exclusive économique chypriote, qui est au centre d'un bras de fer diplomatique. Le dernier point concernait le souhait du parti d'organiser un nouveau référendum sur le Brexit « une fois qu'il serait au pouvoir », et faire campagne en faveur du maintien de la Grande-Bretagne dans l'Union européenne. AKEL est à la recherche des soutiens et s'est engagé à faire campagne en faveur des MP travaillistes lors des élections à partir du moment que ceux-ci soutiennent Chypre. L'action du parti AKEL va au-delà de sa mission de départ, qui était d'aider les Chypriotes à Londres. Un autre parti, le parti DISY (*Dimokratikós Si Nagermós*), rassemblement démocrate, est également actif sur le sol londonien, notamment avec la branche des jeunes démocrates. Cela fait écho à une autre stratégie développée par la société civile : la mobilisation des jeunes. Une des préoccupations les plus importantes des responsables chypriotes est de pérenniser l'intérêt et le militantisme de la société chypriote alors que le conflit s'éternise. La population chypriote en est rendue à la troisième génération désormais, et la majorité des jeunes chypriotes sont nés et ont toujours vécu à Londres. Il est difficile pour eux de s'intéresser à un conflit qui ne les touche pas directement. Peu d'entre eux, ou même parmi leurs parents, ont l'intention de retourner vivre à Chypre. Leur famille, leurs amis, et leur travail se trouvent à Londres.

Liens économiques

Les partenariats politiques comme ceux initiés par AKEL ne sont pas les seuls liens créés par la société civile. Ces liens qu'ils soient politiques, économiques ou culturels permettent aux associations de lier les deux endroits dans lesquels ils souhaitent s'impliquer. Pour les Chypriotes, lier Londres et Chypre peut faire la différence lors de négociations. L'importance de Londres, plutôt que de la Grande-Bretagne dans son ensemble, a pris encore plus de sens avec le Brexit. Les déclarations du maire de Londres Sadiq Khan ont peut-être temporairement rassuré les responsables chypriotes, mais la sortie de la Grande-Bretagne de l'UE signifie que les Chypriotes perdent un allié de poids lors des débats au Parlement européen. Or, Londres valorise la diversité de sa population et souhaite montrer qu'il est possible de vivre et de prospérer à Londres, quelle que soit le pays ou la région d'où l'on vient. Il reste donc un espoir pour que Londres (les autorités locales, les entreprises qui y sont implantées) puisse encore être un atout pour les Chypriotes. L'association EPISTEME, évoquée plus haut, met donc en relation des entreprises chypriotes et des entreprises londoniennes. Les intérêts économiques communs qui sont développés seront précieux pour

convaincre les autorités locales de s'impliquer. L'association a été créée par des chefs d'entreprises et développée par Peter Droussiotis, l'ancien président de la Fédération Nationale des Chypriotes. De son propre aveu, la situation n'évolue pas et ne semble pas être sur le point de changer. De plus en plus, la communauté internationale et les instances européennes se contentent du *statu quo*, ce qui fait le jeu de la Turquie. Il est donc nécessaire selon lui de se battre autrement, car il y a d'autres moyens de contribuer à la résolution du conflit. S'il s'agit de partenariats économiques pour les chefs d'entreprise, pour lui, responsable d'une association membre de la Fédération Nationale, ces partenariats revêtent un caractère différent. Si l'attitude de la Turquie ou du gouvernement de la partie occupée de l'île devait menacer les intérêts londoniens, la société civile trouverait un point d'appui dans ces partenariats. Nous avons évoqué également l'importance du quartier de la City dans la vie londonienne, ce qui renforce la pertinence de ces liens économiques pour les objectifs chypriotes. Aucun partenariat n'est à ce jour, établi avec la partie nord de l'île. Un partenariat avec les Chypriotes turcs pourrait être un argument en faveur de la réunification et le signe d'une aide économique autre que celle de la Turquie. Ces associations économiques viennent renforcer les liens politiques.

Sensibiliser à la culture : Pour susciter l'intérêt des jeunes londoniens d'origine chypriote, la société civile compte sur la culture et l'identité chypriote et notamment la



Figure 11 : affiche faisant la promotion de l'événement « Cycle across barriers » pour l'année 2018. Facilement visible sur Facebook.

recherche de l'identité. C'est par exemple le cas de l'association NEPOMAK, qui propose des voyages pour (re)découvrir la culture et l'histoire chypriote, avec des cours de langue grecque. Il s'agit d'éveiller la conscience des jeunes Chypriotes afin de pallier le déclin d'intérêt pour Chypre et donc pour la résolution du conflit. Les témoignages des participants évoquent l'histoire des grands-parents, le fait de savoir d'où l'on vient. Chypre n'est plus un pays lointain, mais un héritage bien réel. Cette redécouverte doit mobiliser les jeunes d'origine chypriote à s'impliquer pour la résolution ou au moins éveiller leur conscience face à la situation.

Ces liens sont cohérents avec le désir d'unité et de vouloir obtenir le maximum de soutien populaire. Il y a donc un autre objectif derrière la découverte de la culture. L'association NEPOMAK a pour vocation de réunir les jeunes Chypriotes du monde entier. Elle a donc des branches à Chypre et en Grande-Bretagne, mais aussi en Australie, au Canada ou en Afrique du Sud. Elle est en quelque sorte le pendant de la Fédération Nationale. Les deux associations travaillent d'ailleurs régulièrement ensemble. Ce lien s'est renforcé avec la nomination à la tête de la Fédération Nationale des Chypriotes de Grande-Bretagne de Christos Karaolis, l'ancien président de NEPOMAK. Ce choix est l'assurance de la continuité du combat. Les actions mises en place peuvent faire appel à des centres d'intérêt autre que politiques comme le programme *Cycle Across Barriers*. Le but est de réunir des jeunes Chypriotes vivant à Londres et à Chypre et de faire un circuit à vélo qui traverse la ligne verte -ligne qui sépare la république de Chypre et la zone occupée- et fait escale dans des lieux significatifs de l'île comme Nicosie ou Famagouste. Même si le but n'est pas ouvertement politique, les organisateurs souhaitent tout de même éveiller la conscience des jeunes. Passer la frontière et voir la différence entre les deux zones n'est certainement pas anodin, en particulier pour un Londonien qui connaît peu à l'histoire de son pays.

Ces associations ont vocation à faire partager les éléments culturels que la société civile veut mettre en valeur. Dans les cas des Chypriotes grecs, elles permettent de défendre une culture en danger, prise entre deux autres cultures dominantes, la culture grecque et la culture turque. Même si les Chypriotes grecs sont très proches de la Grèce que certains

considèrent toujours comme la mère patrie, il serait contre-productif pour la réunification de l'île, de faire l'amalgame entre la Grèce et Chypre. Créer des liens avec des associations chypriotes garantit que le centre de l'attention sera sur Chypre et non sur une autre culture.

Comme évoqué plus tôt, la collaboration entre les associations n'est pas une priorité pour la société civile iranienne. C'est une préoccupation qui ne se retrouve pas réellement la société civile iranienne, puisqu'il n'y a aucun projet fédérateur dirigé vers l'Iran. Le désir des parents pour que leurs enfants apprennent le Farsi ou connaissent l'histoire iranienne est loin de correspondre à un quelconque militantisme. Cela leur permet de corriger ou d'enrichir le discours public à propos de l'Iran, qui se focalise davantage sur les problèmes diplomatiques et économiques de l'Iran et moins sur la richesse de la culture perse. S'il existe des réseaux visant à mettre en relations de jeunes hommes et femmes d'affaire iraniens, ils n'ont aucun lien avec des associations établies de longue date comme *Anjoman* ou *British Iranian Business Association*.

Certaines associations iraniennes établissent des liens avec la société iranienne, mais cela reste rare. *Iranian Welfare Association* travaille avec des associations iraniennes en Iran pour aider les demandeurs d'asile qu'elle conseille à Londres. Même s'ils représentent un des groupes les plus nombreux à demander l'asile en Grande-Bretagne, les demandeurs d'asile ou les réfugiés sont assez peu représentés dans la société civile. Les associations iraniennes à Londres qui regroupent des hommes d'affaire ou des médecins britanniques d'origine iranienne ne sont pas forcément en lien avec des associations équivalentes en Iran. Le but de ces associations est d'aider les Iraniens installés à Londres à prospérer. La situation politique et économique de l'Iran rend les liens économiques peu pertinents pour aider ceux qui sont à Londres, et une aide économique en faveur de l'Iran semble difficile à mettre en place. En ce qui concerne les liens politiques ils sont extrêmement peu représentés. Le régime iranien est considéré comme un régime autoritaire, peu d'Iraniens présents à Londres le soutiennent ouvertement.

C'est une autre différence majeure dans les attitudes des deux sociétés civiles. Alors que les associations chypriotes essaient de mobiliser les générations suivantes pour qu'elles puissent continuer les actions mises en place, les associations iraniennes ont un but strictement culturel et éducatif, la société civile ne se faisant l'écho d'aucune revendication politique ou économique.

3.1.1.4 La notion de retour

La différence dans la situation politique nationale du pays d'origine explique également comment la notion de retour est envisagée par les deux groupes. Un des éléments caractéristiques des diasporas est la notion de retour. Comme ces groupes ont dû quitter de force leur pays / leur région, celui revêt presque la signification d'une terre promise, souvent idéalisé et romancé. Indépendamment de ce qu'il s'y passe réellement, le pays de retour est vu comme un endroit presque parfait, où la vie pourra reprendre son cours, avant qu'elle n'ait été brutalement interrompu par les circonstances qui ont poussé les migrants à s'exiler. Toutes les attitudes mises en place ont pour but un retour dans le pays d'origine. Iran et Chypre ont tous deux vécu un événement traumatique qui fut la source du départ de milliers de ressortissants. C'est pourquoi ces deux groupes peuvent être considérés comme des diasporas. Alors que l'idée d'un retour reste très présente parmi la communauté chypriote grecque, le retour n'est presque pas évoqué par la communauté iranienne, ou par la communauté chypriote turque. Pour les Chypriotes grecs, la notion de retour va de pair avec la notion de justice et de réparation. Tant que le conflit n'est pas résolu, un retour sur les propriétés de leurs ancêtres est impossible. Bien qu'il soit possible de retourner sur les lieux pour une visite, ils ne peuvent disposer des terrains d'où leurs parents et grands-parents ont été expulsés. D'autre part, il n'est pas rare d'entendre parmi les responsables de la société civile un discours selon lequel les deux communautés principales et les minorités s'entendaient très bien avant l'indépendance et surtout avant l'invasion de la Turquie. La notion du retour englobe un imaginaire basé sur un discours historique transmis par la société civile. Le retour n'est pas seulement géographique, il est également historique. S'il est vrai que les Chypriotes grecs et les Chypriotes turcs cohabitaient avant l'indépendance, ces derniers craignaient l'indépendance et le retrait de la Grande-Bretagne. Les dispositions prises lors de la déclaration d'indépendance n'ont pas suffi et de nombreuses exactions ont été commises dès 1963.

Pour les Chypriotes turcs installés à Londres, l'idée de retour est très différente. Tout d'abord, ils n'ont pour la plupart aucun problème pour retourner sur l'île. Ceux qui sont venus, sont venus pour des raisons économiques et non politiques. Retourner à Chypre signifie retourner à la pauvreté. La partie Nord de l'île n'est soutenue financièrement et politiquement que par la Turquie. Le tourisme y est moins développé que dans la République de Chypre et l'acquis communautaire de l'Union Européenne y est suspendu, ce qui freine le développement économique de la région. L'idée d'un retour historique n'est pas positive, puisqu'ils étaient victimes de discrimination avant la partition de l'île. Enfin, la communauté

turcophone est plus importante que la communauté chypriote turque. Il est possible pour les Chypriotes turcs de trouver un travail et de vivre à Londres sans avoir à apprendre la langue anglaise. Pourquoi, dans ce cas, retourner dans une région en difficulté économique, alors qu'il est possible grâce à la société civile turque, de réussir et de s'établir à Londres ? Ces éléments ont longtemps été ignorés par la société civile chypriote grecques dans leurs revendications. Mais ils ont besoin du soutien de tous les Chypriotes et ont commencé à de tenir compte de la réalité historique du passé dans l'élaboration d'une solution pour la réunification de l'île.

Pour les Iraniens, la notion de retour est tout aussi problématique. La majorité de la communauté iranienne à Londres fait partie de la classe moyenne voire de la bourgeoisie. Ceux qui se sont établis à Londres à la suite d'un cycle d'étude en Europe sont ici par choix, et le pays qu'ils ont quitté ne ressemble pas à l'Iran d'aujourd'hui. Rien ne les empêche cependant de retourner en Iran, mais il n'y a aucun intérêt économique. Ceux qui ont dû partir à la suite de la Révolution islamique étaient des intellectuels ou des personnes de la classe moyenne, et ont pu bénéficier du soutien de la communauté déjà présente à Londres, ce qui les a aidés à s'intégrer dans la société londonienne. Le gouvernement iranien a certes évolué depuis 1979 : l'Ayatollah Khomeini a été remplacé par l'Ayatollah Khamenei et le président iranien Hassan Rouhani est plus modéré que son prédécesseur, Mahmoud Ahmadinejad. Certaines sanctions économiques ont même été levées. La structure reste cependant la même, le Leader Suprême (l'Ayatollah) a le dernier mot sur la plupart des décisions politiques et la Constitution est toujours basée sur la loi islamique. Un retour en Iran reviendrait à retourner dans un pays qui ne leur convient toujours pas, et pourrait même être synonyme de danger pour certains. La situation avant la Révolution Islamique de 1979 n'était pas non plus idéale. Le Shah était dépendant de l'Occident, ce qui déplaisait fortement aux intellectuels entre autres, qui ont soutenu la révolution au début. Pour que le retour en Iran soit attractif, il faudrait revenir à une situation où l'Iran était indépendant et jouissait d'une forte influence sur les pays alentours. C'était le but de la révolution et c'est ce que le gouvernement iranien cherche toujours à atteindre. Mais cela l'a isolé sur le plan diplomatique. Le retour en lui-même n'est pas idéalisé ni romancé. Le discours public de la communauté iranienne à Londres porte davantage sur les regrets d'un passé glorieux que sur un possible retour. Pour les demandeurs d'asile qui sont venus à Londres à la recherche de meilleures conditions, l'idée de retour ressemble pour eux, à celle qu'en ont les Chypriotes turcs. Cette différence dans la notion de retour influence l'évolution des liens transnationaux.

3.1.1.5 L'influence des gouvernements

La caractéristique principale de la transnationalité, c'est qu'elle se crée hors de l'influence de l'état-nation. C'est une construction qui part de l'individu, que celui-ci s'organise en groupe / association ou qu'il reste seul. Cela ne signifie pas pour autant que la transnationalité soit exempte de l'influence des gouvernements des pays concernés. L'appareil législatif est un des aspects relatifs à l'état-nation qui influence les liens, que l'acteur transnational choisisse de le contourner ou de les respecter. Les différentes lois visant à réguler l'immigration en Grande-Bretagne, depuis le *Commonwealth Immigrant Act* de 1962, qui apporte des restrictions au *British Nationality Act* de 1948, jusqu'au *Borders, Citizenship and Immigration Act* de 2009 qui modifie le statut des personnes résidant sur le sol britannique depuis plus de 5 ans, favorisent ou compliquent l'établissement de liens transnationaux et sont donc un facteur de la transnationalité, bien qu'indirect. Les prises de position des gouvernements ont une influence sur les liens transnationaux. Dans le cas de l'Iran, les liens transnationaux prennent en compte les relations tendues entre l'Occident et l'Iran. Le gouvernement iranien est suspecté d'apporter un soutien financier et logistique à des groupuscules considérés comme terroristes par le reste de la communauté internationale⁴⁶⁸. Des liens transnationaux économiques ou politiques de la part d'associations iraniennes établies à Londres, pourraient susciter la méfiance. Les associations pourraient perdre des subventions si elles sont soupçonnées d'aider des groupes violents ou de financer des activités illégales. Certains comptes et avoirs de mécènes iraniens à l'étranger ont même été gelés⁴⁶⁹.

Pour les Chypriotes grecs, la principale influence émane du gouvernement chypriote. Le président Anastasiades est conscient du rôle que la Grande-Bretagne et les expatriés chypriotes peuvent jouer dans la résolution des conflits qui agitent l'île. Il ne s'agit plus

⁴⁶⁸ Mark Townsend, "Special forces find proof of Iran supplying Taliban with equipment to fight British", *The Guardian*, (22 Juin 2008)

<<https://www.theguardian.com/uk/2008/jun/22/military.afghanistan?gusrc=rss&feed=uknews>> [27 septembre 2020]

Siobhan Gorman et Jay Solomon, "Reports Bolster Suspicion of Iranian Ties to Extremists", *Wall Street Journal*, (27 Juillet 2010).

<<https://www.wsj.com/articles/SB10001424052748703700904575391664183556930>> [27 septembre 2020]

⁴⁶⁹Nicole Ng, "ICJ: Iran bid to recover billions in frozen US assets can proceed" *DW*, 13 Février 2019.

<<https://www.dw.com/en/icj-iran-bid-to-recover-billions-in-frozen-us-assets-can-proceed/a-47498602>> [27 septembre 2020]

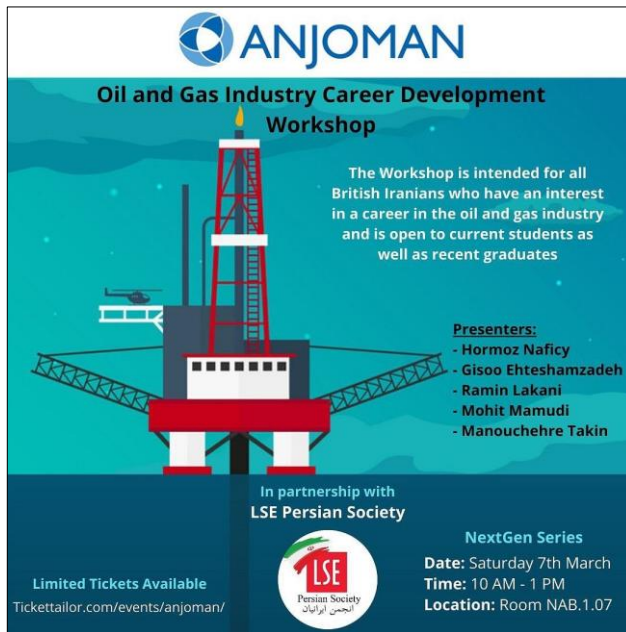


Figure 12: affiche d'un séminaire en partenariat avec la société persane de La « London School of Economics ».

uniquement de la partie occupée, mais aussi des incursions turques dans la zone économique exclusive chypriote pour profiter d'un gisement pétrolifère. Tout comme les Chypriotes grecs de Grande-Bretagne se sont mobilisés lors des réflexions autour du plan Annan en 2004, le gouvernement chypriote compte sur leur investissement pour aider à la vie politique, sociale et économique du pays. Cela se traduit par l'établissement de liens transnationaux entre les associations ou entre les partis politiques comme vu un peu plus haut. Même si les liens transnationaux

chypriotes et iraniens n'émanent pas d'une directive gouvernementale, il faut tout de même prendre en compte l'influence indirecte que les gouvernements jouent sur la transnationalité des communautés.

3.1.1.6 Conséquences indirectes du Brexit

Les attitudes et les stratégies des associations chypriotes et iraniennes ont évolué au gré des changements politiques, économiques et sociaux. Le Brexit a par exemple modifié les stratégies des associations chypriotes.

Deux changements principaux peuvent être observés. Il n'est pas viable pour une association de ne pas s'intéresser à ceux qui cohabitent avec elle. La politique sociale de Londres a d'ailleurs mis en place des programmes dans le but d'aider les différents groupes à interagir et à agir pour le bien de la communauté, avec des aides financières conditionnées aux actions mises en place. Afin de développer des relations de proximité et de confiance entre les communautés, le gouvernement local londonien (*Greater London Authority, GLA*) a décidé de faire appel aux associations pour des missions de biens publics et aider à la mise en œuvre de certains objectifs sociaux, comme réduire la solitude des personnes âgées. Cela permet également à la GLA de mieux maîtriser les subventions accordées aux associations. Cette organisation est une opportunité pour les sociétés civiles chypriotes et iraniennes. Cela leur donne la possibilité de se faire connaître. Les associations iraniennes qui avaient tendance à se focaliser uniquement sur la vie des Iraniens à Londres, ont par exemple opéré un

changement en s'ouvrant de plus en plus à la population londonienne en général. L'association *Anjoman*, qui s'est rebaptisée *British Iranian Business and Professional Society*, possède désormais un compte Facebook (créé en août 2018) et organise des événements pour mettre en relations des professionnels et des jeunes diplômés. Il est précisé que tous les diplômés peuvent participer, même s'ils ne sont pas iraniens. Toute personne intéressée par le secteur professionnel iranien peut se présenter. Les conférences et les rencontres données organisées par l'associations ont également évolués pour embrasser un public plus large, comme un atelier de réflexion sur les métiers en rapport avec l'industrie du pétrole et du gaz.

De même, les écoles de langue comme *Rustam School* ont ouvert des classes pour des hommes d'affaire qui souhaitent développer leur activité avec l'Iran. Ils peuvent désormais suivre des classes de Farsi économique accéléré. Certains événements restent cependant réservés aux membres de la communauté iranienne. Pour de nombreuses associations, l'adhésion reste payante et la candidature doit être proposée et appuyée par deux membres.

Les associations chypriotes avaient déjà diversifié leurs services, afin de se faire connaître des autorités locales. L'évolution majeure a été le changement dans la résolution préconisée du conflit. En 2004, les Chypriotes grecs de Londres avaient fait campagne pour que le plan Annan soit rejeté, car il ne prévoyait pas le retour des réfugiés dans leurs propriétés. L'opinion publique avait d'ailleurs été surprise de ce refus. Aujourd'hui, leur position est beaucoup plus modérée. La notion de retour, romancée par les traditions orales et l'évocation d'un passé quasi-parfait face à une réalité dérangeante, n'est plus aussi attrayant que par le passé. La solution soutenue aujourd'hui par la quasi-majorité de la société civile prend en compte les quarante-cinq années de séparation et reconnaît que les Chypriotes grecs ont eu des torts à la suite de l'indépendance en 1960. Les Chypriotes se posent moins en victimes, mais plus en négociateurs, en force sociale de changement et d'apaisement, pour un retour à la normale. L'objectif est de rassembler les Chypriotes (grecs et turcs) tout en mettant la pression sur la Turquie et les instances internationales en charge du dossier. La sortie de l'Europe de la Grande-Bretagne a quelque peu changé la donne, puisque Chypre ne pourra plus bénéficier de ce soutien lors des conseils européens. La Grande-Bretagne peut bien entendu toujours prendre position et s'impliquer, et c'est pourquoi la Fédération Nationale multiplie les rencontres entre hommes politiques britanniques et chypriotes, et suit de près les déclarations des partis politiques.

Dans un souci d'apaisement et de rassemblement les associations culturelles ont commencé à organiser des événements qui pouvaient également attirer des Chypriotes turcs comme un concert de musique chypriote turque organisé par la *Hackney Cypriot Association*. Alors que la société civile iranienne se tourne vers la société d'accueil, la société civile chypriote se tourne vers les autres groupes. Sur les réseaux sociaux, la Fédération Nationale a ainsi fêté *Diwali*, le festival Hindou des Lumière et *Hanoukka*, la fête juive.

Certaines de ces associations ont fait évoluer leurs prestations et les activités proposés. Dans le cas de l'association iranienne *Iranian Association* (IA), les activités proposées ne sont

plus uniquement pour les Iraniens et

Figure 13 : Affiche promotionnelle. « Hoş Seda » signifie "Bienvenue" en turc.

bien que les cours de cuisine et de

danse soient toujours proposés, l'association propose également d'aider les migrants à préparer et à passer le *Life in the UK Test*, nécessaire pour obtenir un visa de résidence, voire la nationalité britannique. Cette implication de la société civile dans des domaines qui relèvent de la gouvernance locale d'un *borough* montre un désir de la part de l'association de ne plus être uniquement associée avec l'Iran, mais d'être vue comme une association d'utilité publique. Elle cherche à démontrer son action citoyenne en faveur de tous ceux qui habitent dans le quartier et sa pertinence dans le tissu associatif du quartier où elle se trouve. On retrouve cette même diversification des services dans centre communautaire chypriote de



Haringey qui participe avec d'autres association au programme *Meals-on-Wheel*.

Des bénévoles apportent un repas chaud à ceux qui ne peuvent pas se déplacer ou se faire à manger seuls.

Le président de l'association explique que cela fait écho à la disposition des

Chypriotes de s'entraider et de prendre soin de leur voisin. Cela démontre un désir de faire partie de la société, non plus simplement en tant que membre passif, mais en tant qu'acteur à part entière. Il n'est pas viable pour une association de ne rester centrée que sur une partie de la population en se basant sur des critères ethniques. En étant utile à la population dans son ensemble, les associations et leurs membres ne sont plus vus comme des Chypriotes qui

vivent à Londres, mais comme des Londoniens qui se trouvent être d'origine chypriote. Cette attitude n'est cependant pas répandue dans toutes les associations.

Dans les écoles de langue, deux attitudes distinctes se démarquent. Les écoles des Farsi sont de plus en plus tournées vers la société d'accueil en poussant les jeunes à contribuer à la société londonienne. La majorité des écoles de Farsi proposent également des cours de mathématiques. Le lien avec le pays d'origine est toujours présent comme à l'école Rustam où des invités exclusivement iraniens mais issus de différents domaines professionnels sont invités à se présenter. Parallèlement, sur le site de la *Greek Parents association*, on apprend que pendant des années, le but des écoles de langue grecque était d'aider les nouveaux arrivants à apprendre l'anglais⁴⁷⁰. Or, cet objectif n'étant plus nécessaire, les écoles se tournent davantage vers la culture d'origine et développent maintenant des cours de grec, de musique et de danse traditionnelle grecque ou chypriote.

⁴⁷⁰ « Greek Parents Association » <https://www.greekparentsassociation.co.uk/> [27 septembre 2020]

3.1.2 Tendances dégagées concernant les attitudes transnationales des deux groupes observés

La comparaison des deux sociétés civiles nous offre donc plusieurs pistes concernant l'identité transnationale des groupes iraniens et chypriotes à Londres. Elle permet une observation à plus grande échelle que celle de l'individu seul. Une personne qui s'implique dans une association est en accord avec ses principes généraux et c'est pourquoi l'observation de la société civile peut nous donner des tendances qui concernent les groupes ethniques. Il est possible d'observer des associations de même type dans les deux sociétés civiles, mais avec une intensité différente ou un objectif distinct. Ce sont ces similitudes et différences qui permettent de dégager des tendances sur les identités transnationales des migrants chypriotes et iraniens à Londres.

3.1.2.1 Influence de la super-diversité

Londres représente une formidable opportunité pour les migrants individuellement et pour la société civile car elle leur permet d'avoir accès pour certains, à des ressources hors de portée dans leur pays d'origine. Il peut s'agir de ressources humaines, physique, telles que des volontaires pour monter et faire vivre une association, un salaire ou des subventions pour mener à bien des projets, ou bien des ressources plus abstraites mais néanmoins vitales, telles que l'accès aux soins ou une protection institutionnelle. Une nouvelle organisation des rôles hommes/ femme et l'accès aux institutions européennes sont autant d'avantages que l'installation à Londres a apporté aux migrants. Rien que dans cet aspect, une migration vers un pays occidental constitue un facteur facilitateur dans la construction de l'identité et la création de relations transnationales.

Mais le facteur majeur de Londres, c'est la super-diversité, qui est un facteur à prendre en compte dans l'élaboration de l'identité transnationale. La super-diversité de Londres, sa connectivité, son histoire impériale et son influence sur la scène internationale aujourd'hui sont des éléments qui agissent sur les attitudes des associations. L'exemple de l'association *Midlands Greek and Cypriot Association* est assez parlant. L'association est très active sur les réseaux sociaux et dans la région des Midlands, mais les actions et les services proposés sont différents de ceux proposés par les associations présentes à Londres dans. Il n'y a aucune

mention politique. Un des objectifs est de promouvoir « la culture, la tradition, la langue et l'histoire chypriote ». Il n'est pas fait mention de la séparation de l'île⁴⁷¹. Les activités concernent la culture et l'aide à apporter aux personnes qui en ont besoin, notamment parmi la communauté grecque et la communauté chypriote. L'association s'intéresse presque exclusivement à sa communauté, même si quelques activités sont proposées pour le reste de la population de Birmingham. Beaucoup des messages sont postés uniquement en grec, aliénant toute participation de personnes non-hellénophone. Si les associations politiques chypriotes grecques se trouvent à Londres et pas ailleurs, on peut en déduire que la ville joue un rôle dans la création de ses associations. Cela montre également que ces associations politiques sont stratégiques, car elles savent que c'est à Londres qu'elles auront le plus de chance d'être entendues. C'est par exemple à Londres que se trouvent les ambassades. La Fédération Nationale organise tous les ans une manifestation devant l'ambassade turque pour protester contre l'invasion. Cela confirme l'hypothèse selon laquelle l'identité transnationale des migrants est, entre autres, influencée par la ville de Londres.

3.1.2.2 L'influence de la ville de Londres sur le transnationalisme chypriote grec et iranien

La ville de Londres, avec les spécificités qui ont été évoquées, est un acteur à part entière dans la formation et le développement des liens transnationaux chypriotes et iraniens. Tout d'abord, parce qu'elle centralise la plupart des institutions gouvernementales, Londres accueille la majorité de la population de migrants. Il y a donc une plus grande concentration de personnes issues du même endroit, ce qui est un atout pour la création d'une société civile active et entreprenante. La diversité d'associations permet à une majorité de migrants de s'impliquer et de trouver une association qui correspond à ses attentes et à ses besoins. Chaque nouvelle association et chaque nouvelle adhésion est une opportunité pour des liens transnationaux soutenus, plus développés ou plus variés. Londres est donc le terrain idéal pour la constitution d'une société civile et pour que celle-ci devienne une force sociale dans la société où elle se trouve. Les associations chypriotes grecques en général et la Fédération Nationale des Chypriotes en particulier profite de leur situation à Londres pour pouvoir faire du lobby auprès des membres du Parlement britannique, demander le soutien d'autres

⁴⁷¹ Une seule activité en 2014 pour commémorer les 40 ans de séparation a été organisée. Elle n'a pas pu avoir lieu et a été annulée.

institutions présentes à Londres. C'est le deuxième point qui fait de Londres un acteur du transnationalisme chypriote grec. Londres est une ville avec une forte présence politique et diplomatique. Cette proximité des institutions et des ambassades facilite les contacts et le développement de liens transnationaux politiques. Ceux-ci ne seraient pas nécessairement inexistantes dans une autre ville que Londres, mais sans doute moins développés. La situation de Chypre aurait poussé les associations à influencer ou se faire connaître des autorités locales, mais les obstacles pour contacter des personnalités influentes auraient limité l'éventail des actions politiques menées. L'affiliation à la Fédération Nationale des Chypriotes est un canal par lequel les associations présentes à Leeds ou Birmingham peuvent agir sur les liens politiques, car les bureaux de la Fédération sont à Londres et que cette dernière a donc un accès direct aux membres du Parlement, aux ambassades, et autres institutions diplomatiques ou politiques.

De la même manière, pour la société civile iranienne, Londres joue un rôle dans la création et le développement de liens transnationaux. L'objectif de la société civile iranienne est d'entrer en collaboration avec les autorités locales et de montrer que la communauté iranienne est un atout pour la société d'accueil. La politique de Londres concernant les partenariats avec la société civile, mais également la liberté pour créer une association et même obtenir des fonds si l'association participe à un programme particulier, a laissé la latitude nécessaire aux associations iraniennes pour mettre en place des activités culturelles et pour se faire connaître auprès des autorités locales.

L'absence de liens transnationaux politiques significatifs peut être attribuée à la fragmentation de la société civile. Étant davantage tourné vers l'intégration dans la société d'accueil, aucun projet commun politique ne rassemble les associations issues des deux premières vagues migratoires (Iraniens aisés dans les années 1950 et intellectuels dans les années 1980). Les demandeurs d'asile et migrants économiques, en nombre grandissant à Londres depuis le début des années 2000 ne disposent pas du soutien et des ressources nécessaires pour mettre en place de tels liens pour le moment. C'est l'attitude de la société civile qui limite la création de liens politiques et non le contexte londonien.

Certaines écoles de langue farsi font partie d'une franchise présente dans tout le pays, mais les liens avec les associations iraniennes de la région sont davantage développés à Londres. L'environnement urbain et connecté permet des déplacements facilités et rapides, un avantage pour établir des contacts et organiser des rencontres, comme la venue des membres d'une association dans l'école *Rustam*.

Londres n'est pas responsable de la création de liens transnationaux, mais la ville facilite les échanges et les rencontres et permet aux liens de se développer davantage qu'ils n'auraient pu l'être dans une autre ville.

3.1.2.3 Regroupements d'associations

Lorsque Steven Vertovec⁴⁷² ou Sarah Spencer⁴⁷³ parlent de super-diversité, il ne s'agit pas uniquement des groupes ethniques, mais aussi de la catégorie socio-économique, l'orientation sexuelle, le handicap, ou le genre. Ce besoin d'appartenance, dans une société toujours plus diverse et dans laquelle il est difficile d'exister se retrouve parmi les deux sociétés civiles. La super-diversité incite aussi les associations et par extensions les migrants à se redéfinir. Les organismes de recensement se trouvent face au défi de réussir à trouver des formulations qui permettent à chaque personne de se définir. Cette question de la définition identitaire est au centre des relations transnationales. Il est parfois nécessaire pour un migrant de se définir autrement qu'à travers l'appartenance à un groupe ethnique. Cela peut être dû à la situation nationale du pays ou parce que l'appartenance ethnique n'est pas ou n'est plus le trait principal à partir duquel le migrant souhaite être défini

Ce besoin d'un sentiment d'appartenance ne passe pas uniquement par l'adhésion à une association, mais aussi par le regroupement ou la collaboration des associations entre elles. S'il est important pour un migrant de faire partie d'une association, faire partie d'un ensemble plus large est également vital pour expérimenter ce sentiment. Dans son pays d'origine, il faisait partie d'un sous-ensemble (médecin, handicapé ou étudiant) dans un ensemble plus large (ville, région, pays). Cette structure est traduite dans le regroupement des associations à



Figure 7: affiche pour une rencontre par une association chypriote dont le premier trait de définition n'est pas la culture chypriote mais l'orientation sexuelle.

⁴⁷² Steven Vertovec. "The Emergence of Super-Diversity in Britain". *Working Paper 25, Centre on Migration, Policy and Society*. University of Oxford, (2006), p.1.

⁴⁷³ Sarah Spencer. "Super-Diversity and the City. Cities of Migration. Conversation in integration". (09 mars 2020). <http://citiesofmigration.ca/ezone_stories/sarah-spencer-super-diversity-and-the-city/> [20 sept 2020]

Londres. Le volume des liens entre les associations ou le type de regroupement est une indication sur la façon dont la société civile souhaite se définir, quelle est son identité transnationale à Londres.

On retrouve le même type d'associations dans les deux sociétés civiles : 1) des associations culturelles qui ont pour but de faire connaître la culture et l'histoire du pays d'origine aux migrants, mais aussi à la société d'accueil, 2) des associations économiques qui regroupent des personnes d'un même domaine professionnel, et 3) des associations que l'on pourrait qualifier de sociales, dont certaines ont pour objectif d'aider les personnes en difficultés. La ressemblance s'arrête ici pour les deux groupes étudiés. En effet, les associations ne sont pas organisées de la même manière et ne s'adressent pas au même public. Alors que la société civile chypriote est majoritairement solidaire autour d'un même objectif, les associations iraniennes fonctionnent indépendamment les unes des autres. Il y a peu de contact entre elles. La société civile chypriote garde un intérêt significatif pour le pays d'origine et la situation actuelle, contrairement à la société civile iranienne qui se concentre presque exclusivement sur la vie à Londres ou le passé antique du pays. Cela explique l'absence d'associations politiques parmi la société civile iranienne.

Bien que la migration soit moins vécue comme un déracinement qu'auparavant, elle est tout de même synonyme de changements soudains. À travers des associations qui regroupent les personnes d'un même domaine professionnel ou des *HTAs*, le but est de créer un groupe à l'intérieur d'un groupe. Parmi tous les groupes sociaux et ethniques qui cohabitent à Londres, il y a le groupe plus précis des Iraniens ou des Chypriotes. Dans ce groupe, il y a le groupe, plus petit, des Chypriotes qui viennent de Famagouste ou des Iraniens qui sont docteurs. Cela permet à l'individu de définir qui il est ou comment il souhaite se présenter au reste de son groupe plus large et à la société d'accueil. Il fait partie de l'identité transnationale du migrant, puisqu'au croisement de sa représentation dans la société d'accueil et de son statut dans la société d'origine.

Une première théorie que l'on peut dégager, est que les groupes ethniques ont tendance à mettre en place les mêmes types d'associations quelle que soit leur origine ou l'histoire personnelle. Il s'agit d'associations qui permettent de se regrouper et de retrouver un semblant de sentiment d'appartenance, sentiment essentiel

1. Transmission à la génération suivante

Un autre point de questionnement était la transnationalité des deuxièmes et troisièmes générations. Ce qui ressort de cette observation, c'est que la transmission à la génération

suivante est au cœur de nombreux liens transnationaux, mais avec des résultats différents selon les groupes. Ce besoin de transmission se retrouve dans les deux groupes, et peut se retrouver même dans d'autres groupes⁴⁷⁴. Le moyen privilégié pour transmettre des éléments culturels sont les écoles de langue. Ces écoles n'enseignent pas uniquement la langue, mais aussi l'histoire du pays d'origine. Les politiques successives de la Grande-Bretagne en matière d'immigration et d'intégration des migrants ne changent pas le fait que pour espérer prospérer dans le pays d'accueil, le migrant a besoin d'apprendre la langue et de connaître les traditions et code de cette société. La scolarisation des enfants est un signe d'intégration et un facteur de succès. Ce faisant, ils perdent contact avec leur culture d'origine. Les enfants parlent davantage l'anglais que le grec, le turc ou le farsi. C'est donc un souhait général des parents de transmettre une partie de leur héritage culturel à leurs enfants. On peut donc en déduire qu'il s'agit d'une deuxième tendance. Elle renseigne également sur l'identité transnationale. En effet, ce que l'on transmet à la génération suivante est ce que l'on veut voir perdurer, ce que l'on veut que les autres, ceux qui sont en-dehors de ce groupe, retiennent. Pour les écoles de langue iraniennes, les cours de langues sont accompagnés de cours de math. Pour les écoles de grec, c'est l'histoire et les événements qui ont mené à la situation actuelle qui comptent. Un soin particulier est apporté afin de ne pas stigmatiser les Chypriotes turcs.

La transmission de la culture ne signifie pas automatiquement un intérêt de la part de la deuxième et troisième génération pour les liens transnationaux établis. Un des questionnements que l'on retrouve régulièrement dans les études sur le transnationalisme concerne la pérennité de ces liens parmi les générations suivantes. Il est généralement admis que la transnationalité d'un groupe décroît dans les générations suivantes. L'intérêt est davantage symbolique que le témoin d'une réelle connexion⁴⁷⁵, car les membres des générations subséquentes ont un accès plus difficile aux normes, valeurs et symboles de la culture de leurs parents. Ces éléments ne peuvent s'appréhender qu'à travers l'expérience, des contacts et des pratiques. Il est donc nécessaire pour les enfants ou petit-enfants de se

⁴⁷⁴ Josiane Le Gall, Deirdre Meintel. « Liens transnationaux et transmission intergénérationnelle : le cas des familles mixtes au Québec ». *Autrepart*1.57-58, (2011), p. 135.

⁴⁷⁵ Ali Akbar Mahdi, "Ethnic Identity among Second-Generation Iranians in the United States", *Iranian Studies*, 31.1, Iranians in America (Winter 1998), p.77, 89.

réappropriés ces éléments pour en tirer leur propre compréhension⁴⁷⁶. Le but des liens transnationaux pour les migrants de la première génération est de créer un lien avec le pays d'origine pour ne pas totalement perdre contact avec leur histoire, et pour survivre et prospérer dans la nouvelle société. Ces deux éléments ne s'appliquent pas totalement aux générations suivantes. La barrière de la langue et de l'adaptation à de nouveaux codes sociétaux n'étant pas aussi important que pour leurs parents, les enfants ont tendance à mieux réussir et à changer de tranches socio-économiques. Si l'histoire et le passé peuvent toujours présenter un intérêt pour eux, l'intérêt immédiat réside dans leurs amis, leur travail et les connexions, qui se trouvent dans la société d'accueil. La culture de leurs parents reste cependant un élément déterminateur de l'identité ethnique, mais devient secondaire. Dans la société super-diversifiée de Londres, d'autres critères prennent le pas. Les études ont donc conclu que ces liens transnationaux constituaient une connexion dormante, qui pouvait se réactiver ponctuellement par exemple pour venir en aide lors de catastrophes naturelles ou faire du lobbying pour des questions politiques⁴⁷⁷. Ces liens peuvent cependant subsister si les enfants sont en contacts réguliers avec la culture via des voyages fréquents ou un flux constant de nouveaux migrants⁴⁷⁸. La mobilité est un élément clé, même si elle ne revêt pas la même signification pour chaque génération. Si les voyages sont une préfiguration d'un retour possible pour les migrants de la première génération, ils correspondent davantage à la recherche de racines pour leurs enfants⁴⁷⁹.

Les associations étudiantes iraniennes, ainsi que la popularité grandissante de NEPOMAK et des voyages organisés à Chypre tendent à confirmer ces éléments. Les connexions sont réinventées, réorganisées pour correspondre davantage à la réalité de la vie quotidienne. Le lien avec le pays n'est plus au centre de ses relations, car il ne revêt pas la même signification. Les liens transnationaux se font au-delà du pays, en unissant des membres d'une même communauté et de la même génération sans avoir besoin de passer par le pays. Les éléments qui font l'identité de la société civile restent cependant valides. NEPOMAK met en contact des Chypriotes du monde entier. Des liens transnationaux sont

⁴⁷⁶ Lotta Haikkola, "Making Connections: Second-Generation Children and the Transnational Field of Relations", *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 37.8, (September 2011), p.1213.

⁴⁷⁷ Marta Bolognani, "Visits to the country of origin: how second-generation British Pakistanis shape transnational identity and maintain power asymmetries", *Global Networks* 14.1 (2014), p. 104, 116.

⁴⁷⁸ Ali Akbar Mahdi, *Op.cit.*, p. 77.

⁴⁷⁹ Marta Bolognani, p. 105.

alors créés, sans que Chypre soit forcément un passage obligé. Imaginons que des jeunes Chypriotes de Londres décident de monter une association pour venir en aide aux handicapés. Ils s'associent avec deux autres associations chypriotes du Canada et d'Afrique du Sud (deux pays où NEPOMAK est présent) qui ont le même centre d'intérêt. Il s'agit bien de liens transnationaux, connectant des associations chypriotes et des régions différentes, mais Chypre n'est pas physiquement impliqué. Le lien avec le pays se trouve désormais sur un plan psychologique ; il est toujours présent dans l'essence des liens. Pour les jeunes Iraniens, il est plus difficile de réinventer des liens qui sont déjà fragiles. Mais la notion de connexion dormante s'applique tout à fait à l'attitude des associations étudiantes iraniennes. Si le besoin devait s'en faire sentir, des liens et des connexions peuvent être réactivés. C'est notamment le cas lors de besoins particuliers (aide lors de la pandémie, fonds de secours après des catastrophes naturelles) ou pour un sujet précis. Ces connexions qui montrent un lien plus fort avec le pays sont ponctuelles. En dehors de celles-ci, les liens restent superficiels. On ne peut donc pas dire, qu'il y ait un réel déclin dans la transnationalité des Chypriotes ou des Iraniens. Que la connexion entre les deux régions soit dormante ou active, elle a dû être réappropriée par les nouvelles générations, afin d'être plus en accord avec la vie quotidienne.

3.1.2.4 Figuration de la société d'origine

Les sociétés civiles ont tendance à reproduire, inconsciemment ou non, le système social de leur pays d'origine. C'est une façon de garder un lien avec le pays d'origine tout en étant dans le pays d'accueil. C'est encore plus manifeste avec les groupes diasporiques tels que les Chypriotes et les Iraniens car leur départ ne s'est pas fait de leur plein gré. Cela rejoint aussi la notion de retour non pas géographique, mais historique. Ils essaient de reproduire un système idéal, celui dont ils auraient fait l'expérience s'ils étaient restés dans leur pays ou si celui-ci n'avait pas subi les bouleversements qui ont conduit à leur départ forcé. Cette tendance semble se développer lorsque l'idée de retour devient de plus en plus irréalisable. Un retour rapide à Chypre et désormais utopique, et les activités culturelles telles que des restaurants éphémères, sont le moyen d'ouvrir une parenthèse chypriote aussi authentique que possible, dans la vie londonienne. Les associations culturelles qui ont diversifié leurs services surfent également sur cette envie de la communauté chypriote de vivre à Londres un peu comme s'ils étaient à Chypre. Lors du départ des Chypriotes grecs en 1974, l'île était peu développée sur le plan touristique et il y avait peu de grandes villes. Pour les associations, l'organisation de la mégapole en quartier semi-indépendants correspond à leur mode de fonctionnement. Cela leur permet de cibler leur service et de se concentrer sur une partie de la

population sans être perdues dans la masse d'associations que compte Londres. C'est une attitude qui se retrouve principalement chez les Chypriotes de la première génération. Elle perdure parmi les générations suivantes en tant qu'habitude ou tradition, puisque les enfants et petits-enfants d'exilés n'ont pas connu la situation de Chypre avant la partition. C'est devenu une composante de l'identité chypriote à Londres, indépendamment de la situation de l'île.

On retrouve cette re-création de la société d'origine dans la société d'accueil parmi la communauté iranienne, mais le processus semble être moins délibéré ou moins construit que pour la communauté chypriote, ce qui tendrait à démontrer que cette tendance peut se retrouver parmi d'autres communautés et faire partie de leur identité transnationale sans qu'il s'agisse pour autant d'une stratégie transnationale. Peu d'Iraniens ont exprimé le désir de retourner en Iran⁴⁸⁰, mais l'attachement pour le pays ou pour l'idée qu'ils ont de leur pays reste très présent. Un système de caste, similaire à celui qui se trouve en Iran, s'est développé parmi la communauté iranienne⁴⁸¹, et cette hiérarchie se retrouve même parmi les associations. La majorité des associations s'adresse à des personnes aisées, qui peuvent payer les frais d'adhésion, ou des personnes intégrées avec succès dans la société. Les demandeurs d'asile ont peu de chance d'être membres de ces associations. Les associations iraniennes plus récentes et qui viennent par exemple en aide aux demandeurs d'asile n'ont pas les mêmes préoccupations et subissent ce système de caste. Même les associations estudiantines font partie malgré elles de ce système, l'éducation supérieure n'étant pas abordable pour tout le monde en Grande-Bretagne. Cette figuration de la société d'origine apparaît aussi dans la création d'associations uniquement féminine, la plus connue étant *Iranian Women's Association* à Londres. La mission de cette association est d'aider les jeunes femmes qui sont récemment arrivées en Grande-Bretagne ou qui résident en Iran et projettent de venir en Grande-Bretagne. Cette aide passe par l'éducation et la mise à disposition d'un réseau. Sa raison d'être se rapproche de celle d'Anjoman ; certains séminaires ont d'ailleurs été organisés en concertation avec les deux associations⁴⁸². Il est inscrit sur les invitations si

⁴⁸⁰ La directrice de l'école Rustam est retournée vivre en Iran quelques années après la Révolution islamique ; mais cette expérience a été de courte durée et elle est revenue à Londres après seulement quelques années

⁴⁸¹ Cameron McAuliffe, "Transnationalism Within: internal diversity in the Iranian diaspora", *Australian Geographer*, 39.1, p. 68.

⁴⁸² <<http://iranianwomenassociation.com/>> [15 mai 2020]

hommes et femmes sont invités ou simplement les femmes⁴⁸³. Il n'existe pas de telles distinctions dans les associations chypriotes, et cela reste rare dans les sociétés civiles occidentales. La distinction se fait généralement sur un point précis, historique ou sociale (par exemple une association pour les droits de femmes Latinos en Grande-Bretagne). Mais *Iranian Women's Association* ne diffère pas d'*Anjoman* dans son fonctionnement, ou les services qu'elle propose. Cette séparation fait écho à la société d'origine, dont les habitudes restent parfois répandues, même une fois établies dans une société qui fonctionne sur un modèle différent. Tout comme les associations iraniennes à Londres auxquelles elle ressemble, il faut une recommandation et payer un droit d'entrée pour être membre de l'association. Quelle que soit la classe sociale, la célébration de Norouz, le Nouvel An Zoroastrien est célébré par l'ensemble de la communauté.

3.1.2.5 Contribution à la société d'accueil

La Fédération Nationale des Chypriotes de Grande-Bretagne est très présente sur les réseaux sociaux et profite de cette visibilité pour faire connaître la communauté chypriote. Une stratégie également adoptée par les associations étudiantes iraniennes. Qu'il s'agisse d'un étudiant récompensé par un organisme britannique ou d'une victoire sportive, les Chypriotes et les Iraniens aiment montrer leur contribution à la société.

Pour les Iraniens, les réseaux sociaux leur permettent de faire connaître la contribution scientifique, littéraire et artistique perse dans la pensée moderne. La situation politique actuelle a changé l'image que l'on a du pays et parasite ce que les Iraniens souhaitent voir mis à l'honneur. Ils préféreraient que l'on se concentre sur le passé de l'Iran. Les célébrations du Nouvel An perse (*Norouz*) sont ainsi largement documentées sur les réseaux sociaux. *Norouz* n'est pas en lien avec l'islam, mais avec le calendrier zoroastrien qui remonte à la période Sassanide en Iran (224-651, date de l'invasion musulmane). C'est aussi une occasion pour les associations organisatrices de montrer leur succès : ces dernières années, les associations médicales s'étaient réunies sur un bateau sur la Tamise, au White City House ou encore au Hyatt Regency London Hotel The Churchill. Le prix d'entrée dépasse 120 £. Il est à noter que les célébrations sont indépendantes les unes des autres, ce qui empêche cette fête pourtant

⁴⁸³ <<http://iranianwomenassociation.com/events>> [15 mai 2020]

centrale dans la culture iranienne d'être aussi bien représentée à Londres que d'autres fêtes, comme par exemple Diwali⁴⁸⁴.

Il semble important de montrer aux Chypriotes et aux Iraniens restés dans le pays d'origine, qu'ils réussissent ou que leurs enfants réussissent, mais aussi de démontrer leur implication et la plus-value qu'ils apportent dans la société qui les accueille. Pourquoi cette insistance ? La première hypothèse est que dans une société ultra diversifiée, il est difficile de se faire connaître ou d'être reconnu. L'opinion publique repose beaucoup sur ce qui est visible. Il existe une sorte de compétition latente entre les différentes associations et leur communauté, encore plus depuis que les aides accordées aux associations s'amenuisent et sont conditionnées à leur action dans la gouvernance locale. Partager la contribution des jeunes Chypriotes ou des jeunes Iraniens envoie le message que les membres de ce groupe ne sont pas à la charge de la société d'accueil et sont même une plus - value. Une deuxième hypothèse fait écho aux débuts de la migration. Lorsqu'un membre de la famille partait pour s'installer ailleurs à la recherche de meilleures conditions de vie, il était soutenu par sa famille financièrement et moralement. Montrer le succès est un moyen de prouver que ce départ, qui peut parfois être pris comme un abandon ou une trahison, n'était pas en vain. Tout comme dans l'étude de Justyna Bell⁴⁸⁵, dans laquelle certains migrants réduisent ou coupent le contact avec leur famille ou leurs amis tant qu'ils n'ont pas réussi et même prospéré, cette mise en valeur permet de montrer à ceux qui sont restés que ce départ était justifié et que les sacrifices justifiés n'ont pas été gâchés. Dans le cas d'une diaspora, cela peut être signe de résilience face à des circonstances difficiles. Pour les responsables de la société civile du pays d'accueil, cela témoigne des caractéristiques du groupe. Ainsi Peter Droussiotis, alors président de la Fédération Nationale des Chypriotes de Grande-Bretagne, expliquait à un journaliste de la BBC en 2013 qui s'étonnait de voir que les Chypriotes à Londres et à Chypre n'étaient pas plus anxieux face au plan de redressement économique imposé par l'Union Européenne, que cette résilience face aux épreuves était une caractéristique des Chypriotes, car ils avaient enduré bien pire au cours de leur histoire⁴⁸⁶.

⁴⁸⁴ <https://www.diwaliinlondon.com/>

⁴⁸⁵ Justyna Bell, "Migrants keeping a foot in both worlds or losing the ground beneath them? Transnationalism and integration as experienced in the everyday lives of Polish migrants in Belfast, Northern Ireland". *Social Identities*, 22.1, (2016), p.85.

⁴⁸⁶ "Peter Droussiotis BBC News Channel 2", *Youtube* (2 avril 2013)
<<https://www.youtube.com/watch?v=Wq4FTu0zMrM>> [27 septembre 2020]

3.1.3 L'identité transnationale des Chypriotes et des Iraniens

La transnationalité d'un groupe s'envisage comme une balance, la recherche d'un équilibre entre les liens qui unissent un groupe à son pays d'origine et les liens qui l'unissent à son pays d'accueil. Mais cet équilibre est rarement atteint. En réalité, le volume des liens, - que ce soit vers les pays d'accueil ou le pays d'origine - est variable au fil des années et des différents facteurs qui l'affectent. La double implication d'une association est rarement uniforme ou constante. Les liens peuvent s'intensifier en fonction d'événements ponctuels, mais ces événements ne remettent pas en cause l'identité profonde du groupe. Pour les associations médicales iraniennes par exemple, même s'ils existent des liens avec les étudiants iraniens en Iran, le centre de l'attention se situe à Londres : intégrer les nouveaux étudiants une fois qu'ils sont à Londres, prospérer dans leur secteur et dernièrement, proposer des conférences ou des séances d'information pour la population londonienne. Cet intérêt presque exclusif pour la vie dans le pays d'accueil est un élément de leur identité. La communauté iranienne à Londres semble se considérer davantage comme britannique qu'iranienne. Cela ne les empêche pas d'organiser des levées de fonds pour des associations iraniennes de premiers secours comme ce fut le cas lors des inondations en avril 2019 ou avec le Coronavirus depuis février 2020. Ces liens occasionnels ne changent pas la réalité de leurs liens distendus avec leurs pays d'origine. Les liens avec le pays d'origine sont renforcés, mais temporairement. Ce qui caractérise les associations iraniennes installées à Londres, c'est la tendance à privilégier les nouveaux arrivants qui font partie du même groupe socio-économique. L'identité transnationale iranienne correspondrait donc davantage à un transnationalisme large avec des liens occasionnels dirigés vers le pays d'origine. On pourrait avancer que cette identité provient de la situation de l'Iran, de la difficulté d'établir des liens durables à cause de la situation politique mais ce n'est pas la seule explication. En effet, pour ceux qui ont décidé de s'installer à Londres à la suite d'études en Europe, aucun obstacle ne les empêchait de retourner en Iran ou de développer un lien particulier avec le pays d'origine tout en étant dans le pays d'accueil. Or, les associations établies avant la Révolution islamique ont exactement la même attitude que les associations établies après. C'est donc une caractéristique du groupe en lui-même, qui est aujourd'hui renforcée par la situation politique du pays.

Même sans une association-pilote, on retrouve un lien entre les différentes associations iraniennes, mais ce lien est beaucoup plus restreint et n'englobe pas toutes les associations comme c'est le cas pour la société civile chypriote. C'est un lien qui s'est renforcé au fur et à mesure des années. Ce changement peut aussi être attribué à la super-diversité de Londres, qui induit une sorte de compétition entre les différents groupes et notamment les associations. Les subventions ont en effet été réduites ces dernières années et le contexte international pousse les communautés montrer leur contribution à la société d'accueil. Malgré les multiples campagnes culturelles que les associations iraniennes ont pu mener, il y a toujours un amalgame entre l'islam, l'Iran et l'islam radical utilisé par les terroristes pour justifier leurs attaques, depuis le début des années 2000. Le but des associations musulmanes était donc de survivre, d'aider leurs membres à réussir et ne pas se faire remarquer. L'identité transnationale iranienne est donc plutôt caractérisée par le soutien que les associations iraniennes fournissent à la nouvelle génération. Dès que cela leur est possible, les associations soutiennent les écoles de langue ou les étudiants nouvellement diplômés. En effet, contrairement aux associations chypriotes grecques, les associations établies depuis de nombreuses années, ne souhaitent pas se faire connaître ou partager la raison d'être de leur associations. Cependant, vivre à côté des autres groupes, sans chercher à interagir, est justement ce qui a été reproché (à tort ou à raison) aux différentes populations présentes à Londres et dans les grandes métropoles⁴⁸⁷. Les associations ont alors essayé de donner l'image d'une communauté qui représente un atout pour la société d'accueil. Mais l'adhésion payante à certaines associations, qui reproduit le système de caste en Iran, reste un frein à une ouverture totale. Et donc malgré leurs efforts, ce trait devient une caractéristique des Iraniens à Londres. Face à la super-diversité de Londres et à la situation diplomatique de l'Iran, les associations iraniennes restent plutôt fermées, centrées sur elles-mêmes.

L'identité transnationale chypriote correspond davantage à un transnationalisme étroit. Toutes les occasions sont utilisées pour pouvoir créer du lien entre les migrants et le pays d'origine, les migrants et le pays d'accueil, mais aussi entre les deux pays. Cela correspond à la participation à l'effort de résolution du conflit et de réunification de l'île. Être un Chypriote londonien, c'est se mobiliser pour une plus grande cause. Cette idée de retour et de résolution

⁴⁸⁷ Staff and agencies, "Key points of the Cantle report", *The Guardian*, (December 11, 2001), <<https://www.theguardian.com/uk/2001/dec/11/race.world5>> [29 Avril 2020]

Ted Cantle (chair), Great Britain Home Office, *Community Cohesion: A Report of the Independent Review Team*", London: HMSO, (2001), p.9.

du conflit, ainsi que le besoin de soutien des instances politiques britanniques (ou tout du moins le soutien des autorités locales) les incitent à se regrouper dans le but d'avoir plus de poids. C'est ainsi que la communauté chypriote grecque se définit : de personnes en faveur de la réunification de l'île, du retrait des troupes turque, de la création d'un état bizonal et bicommunautaire, avec un fort pouvoir fédéral. Être un Londonien d'origine chypriote, c'est se rallier à la Fédération Nationale chypriote et soutenir la solution proposée par l'Europe et les Nations Unies. Bien sûr, ce n'est qu'une tendance, car comme nous l'avons vu plus haut, il y a des associations qui proposent une autre solution et ne souhaitent pas être affiliées à la Fédération Nationale. Même si elles ne sont pas soutenues et ont tendances à être isolées, voire à disparaître, elles offrent une alternative à ce qui est proposé par la Fédération. Elles sont néanmoins minoritaires, moins visibles sur les réseaux sociaux et ne constituent pas une caractéristique identitaire de la communauté dans son ensemble. Un autre élément de l'identité transnationale chypriote grecque est le service apporté au reste de la population, à l'échelle du quartier. Cet élément va de pair avec l'évolution des relations transnationales. Cela concerne les Chypriotes londoniens spécifiquement car cela découle de l'organisation de Londres. En effet les *boroughs* gèrent les aspects sociaux internes tels que le soin apporté aux personnes plus fragiles ou l'aide aux migrants. Aider les autres et notamment les personnes âgées provient, selon les Chypriotes, de leur culture méditerranéenne. C'est une façon pour eux d'agir à Londres, comme il le ferait dans leur village à Chypre.

Une nouvelle caractéristique de l'identité transnationale est apparue ces dernières années et se retrouve aussi bien chez les Chypriotes que chez les Iraniens. Le pays ou la région d'origine a de moins en moins d'importance dans l'établissement des liens transnationaux. De plus en plus, les liens sont noués sans passer par le pays d'origine. Les associations iraniennes vont davantage s'impliquer avec des associations iraniennes aux États-Unis ou au Canada qu'avec des associations en Iran. Il en est de même pour les Chypriotes, avec l'exemple de NEPOMAK qui regroupe et met en contact des Chypriotes du monde entier. Être transnational veut donc également dire être en lien avec des personnes originaires de la même région, du même pays. Il est normal que cela se développe avec les deuxièmes et troisièmes générations car ils ont plus de points communs avec les jeunes dont les parents, issus de la même région d'origine, se sont installés dans un autre pays, qu'avec u jeune resté dans le pays d'origine. Les obstacles et les préoccupations ne sont pas les mêmes. Il y a donc une nouvelle identité qui se crée et qui ne correspond pas à l'identité du pays d'origine ; elle

découle de cette transnationalité. Elle est appelée à évoluer en même temps que les liens transnationaux.

Cette identité transnationale semble rejoindre l'identité que le gouvernement britannique cherche à imposer ou à définir pour les migrants, à travers une citoyenneté « probatoire », constituée de points gagnés avec l'obtention du test *LifeinUK* et la participation à des actions sociales, telle que conçue dans le *Borders, Citizenship and Immigration Act* de 2009. Être simplement résident n'est plus suffisant pour être citoyen. L'identité du migrant doit être construite en relation avec la société d'accueil. Mais alors que l'identité conçue par le gouvernement britannique s'appuie uniquement sur les interactions dans la société d'accueil, celle formée par les migrants prend sa source à la fois dans la société d'origine et la société d'accueil, ce qui fait en fait une identité transnationale.

3.2 La citoyenneté des groupes observés

Le concept de citoyenneté désigne le lien entre un individu et une forme de gouvernement. Un individu est membre d'un pays et exerce les droits et les responsabilités qui lui incombent en rapport avec cet État-nation. La question de la citoyenneté est étroitement liée à la création de l'identité transnationale. Citoyenneté et identité transnationale découlent d'une construction, personnelle et communautaire, qui se nourrit des expériences vécues. L'identité transnationale est imprégnée de l'identité nationale et du sentiment d'appartenance, deux éléments qui s'expriment dans l'exercice de la citoyenneté. L'implication citoyenne du migrant provient de son positionnement dans chacune des sociétés et des espaces qu'il occupe. Cette citoyenneté transnationale est propre à chaque groupe. Cette dernière partie examinera l'implication des identités transnationales que nous venons de voir, dans la citoyenneté associative des migrants. La société civile joue un rôle dans l'exercice de la citoyenneté par la communauté qu'elle représente, en rassemblant des individus et créant une mémoire collective autour d'événements. C'est autour de ces mémoires collectives que l'identité du migrant en tant que membre d'une communauté et non individu isolé, prend racine. On pourrait imaginer qu'une implication transnationale des associations dans différents espaces pourrait être un frein à une citoyenneté significative, cette dernière requérant une implication complète. En effet, s'inscrire dans une démarche citoyenne pourrait donner l'impression d'un renoncement à toute autre forme de citoyenneté ailleurs. Mais tout comme transnationalisme et intégration dans la société d'accueil ne s'excluent pas, de même,

transnationalisme et citoyenneté ne sont pas antagonistes, mais évoluent dans une relation d'interdépendance.

La citoyenneté est avant tout envisagée comme une situation positive. Le citoyen jouit de privilèges, de droits, par opposition aux étrangers, qui en étant exclu de l'entité politique, sont exclus des avantages qu'elle peut apporter. Roger Waldinger remarque ainsi que les migrants qui jouissent de la citoyenneté du pays où ils se trouvent bénéficient d'une plus grande liberté pour voyager dans leur pays d'origine, sans avoir crainte de ne pouvoir ré-entrer de nouveau⁴⁸⁸. Dans l'Antiquité, la citoyenneté concerne ceux qui sont membres de la ville et qui participent à l'administration de cette dernière. Pour être citoyen, il faut donc être membre. La citoyenneté c'est faire valoir ses droits sur la ville. Mais les modalités d'adhésion ou de regroupement ne sont pas toujours claires, ce qui soulève des questions. Se rassemble-t-on autour de la culture et d'éléments tels que la langue ou l'histoire passée, ou autour d'idéaux et de valeurs communes ?

Les réflexions sur la création de l'État-Nation au début du 19^{ème} siècle, ont fait de ce dernier le cadre politique de référence. L'État-Nation, avec ses frontières délimitées est l'échelle par excellence pour envisager l'appartenance à un lieu. Un individu est membre d'une nation sur des critères tels que l'origine, la langue, la confession religieuse ou la culture⁴⁸⁹, des éléments qui supposent un passé commun. Mais aujourd'hui les notions de nationalité et de citoyenneté se chevauchent. Pendant de nombreuses années, si un individu était membre d'une nation, il en était également citoyen. Le terme « *nationals* » en anglais par exemple désigne le ressortissant d'un pays ou un citoyen. Si l'on s'en tient à cette définition, la question de la citoyenneté des migrants ne devrait pas exister. N'étant plus résident de leur pays d'origine (ou de la région qu'ils désignent comme lieu d'origine), ils ne peuvent plus prétendre aux avantages que celui-ci garantit. L'appartenance étant basée sur un passé commun, ils ne peuvent devenir membre d'un autre endroit ; ils n'auront pas de passé commun avec les autres membres. Bien qu'ils soient résidents d'une nouvelle société, ils n'en font pas complètement partie, car ils ne peuvent pas prétendre à une histoire et une tradition commune avec le reste de la société. Cependant, de nombreux migrants sont aujourd'hui des citoyens à part entière dans le pays qui est leur pays d'accueil. La citoyenneté doit donc

⁴⁸⁸ Roger Waldinger, « Between Her and There: Immigrant Cross-Border Activities and Loyalties », *The International Migration Review*, 42.1, (2008), p. 17.

⁴⁸⁹ Étienne Tassin, « Identités nationales et citoyenneté politique », *Esprit*, 198.1, (Janvier 1994), p.100.

prendre racine dans d'autres éléments que le passé et les traditions. Le rassemblement autour de valeurs communes, une volonté de vivre ensemble en bonne entente forment une base permettant une intégration sociale réussie. Il faut donc repenser la superposition entre citoyenneté et nationalité. De plus, de nombreux migrants exercent leur citoyenneté dans leur pays d'origine et leur pays d'accueil, même si c'est selon des modalités parfois différentes. Peut-on vraiment être citoyen dans deux espaces, et selon quels critères ? Quelle est la réaction des autres membres des espaces concernés ? Autant de questions qui interrogent la citoyenneté des migrants aujourd'hui.

3.2.1 Interroger la citoyenneté des migrants

La citoyenneté se définit en termes d'inclusion ou d'exclusion des affaires publiques de l'entité politique où le migrant réside et a résidé. Elle soulève des questions sur la double nationalité, sur ce qui lie réellement des citoyens entre eux et à la *polis* (entendue comme entité politique), mais aussi sur les différents types de citoyenneté, et enfin comment la citoyenneté et l'identité transnationale redéfinissent ce qu'être transnational veut dire.

L'identité transnationale n'est pas une construction composite, une superposition des différentes influences ou des différents endroits que le migrant a fréquentés. Il s'agit d'un dosage particulier qui crée un élément propre, indivisible, et qui évolue en fonction de différents facteurs tels que le temps de résidence dans un endroit, les liens sociaux qui sont créés ou les activités politiques, économiques ou sociales dans lesquelles le migrant s'engage. L'exercice de la citoyenneté qui accompagne cette identité transnationale est donc également sujette aux changements et est appelée à évoluer.

La citoyenneté ne va pas de soi pour les migrants. Perdre leurs droits citoyens dans le pays d'origine ne signifie pas qu'ils obtiennent automatiquement des droits dans le pays d'accueil. Il y a une différence entre accepter quelqu'un dans le pays et lui permettre de devenir membre. Dans le cadre de la monarchie constitutionnelle, les « sujets » britanniques sont des citoyens lorsqu'ils participent à la vie de la société. Aux 19^{ème} et 20^{ème}, le terme « *denizen* » faisait référence à une personne qui résidait de manière permanente dans un pays et qui, de ce fait, jouissait de *certain*s droits. Il semble que la citoyenneté doive être gagnée, méritée, et c'est en substance ce que les dernières politiques britanniques semblent préconiser. Jamais formellement énoncée, le principe de la citoyenneté britannique s'est construit à travers des versions successives et, dans le cas de Londres, s'est adapté à la situation démographique. Longtemps ville-refuge pour les exilés, Londres est devenue la métropole du

Commonwealth au sortir de la Seconde guerre mondiale, accordant la nationalité – et donc la citoyenneté- britannique « pleine et entière » à tous les migrants du Commonwealth, avant de s’inscrire dans le projet européen, projet remis en cause dernièrement avec le référendum sur le Brexit⁴⁹⁰.

Les attaques de 2005 en Grande-Bretagne ont poussé les autorités à repenser l’attachement des citoyens à leur pays. L’attachement peut être local, régional, national ou supranational. Si l’attachement national a longtemps été l’entité de base, il semblerait qu’aujourd’hui l’attachement local/ régional ait pris le pas sur l’importance de l’attachement national. Quant à l’attachement supranational, comme par exemple l’Europe, il est généralement redécomposé dans un attachement régional, donc plus petit, mais qui occulte complètement l’importance de la nation encore une fois. Londres n’échappe pas à ces interrogations, se voulant héritière d’une histoire cosmopolite, sans pour autant être en rupture avec le reste du pays ou antagoniser certains habitants. Ce qui est certain, c’est que Londres, en tant qu’espace local ou régional est bien plus pertinent pour le développement de la citoyenneté que l’échelle nationale du Royaume-Uni.

3.2.1.1 Nationité vs nationalité

Même s’ils ne sont pas officiellement membres d’un pays ou d’un endroit, les migrants exercent une forme de citoyenneté là où ils se trouvent. Si la citoyenneté c’est participer à la vie publique et à l’administration, alors les migrants sont des citoyens, non pas à l’échelle de l’État nation, mais à l’échelle de la ville. Il est plus facile pour un migrant de s’intégrer et de participer au niveau local qu’au niveau national, notamment par le biais de la société civile. Or, originellement la citoyenneté est associée à la ville⁴⁹¹. Les minorités ethniques ont souvent été des acteurs de changement au niveau local, comme c’est par exemple le cas dans le domaine de l’industrie textile pour les Chypriotes depuis le début du 20^{ème} siècle. Dans les *boroughs* de Hackney and Haringey, où une forte concentration de la population chypriote se trouve, la participation politique des syndicats et des associations chypriotes est particulièrement élevée. Les entrepreneurs ont œuvré pour de meilleures

⁴⁹⁰ Marie Poinot, « L’ADN cosmopolite de Londres », *Musée de l’histoire de l’immigration*, 3.1326, (2019), p.2.

⁴⁹¹ Saskia Sassen, “The Repositioning of Citizenship and Alienage: Emergent subjects and spaces for Politics”, *Globalizations*, 2.1, (Mai 2005), p. 81.

Anicet Le Pors *La Citoyenneté*, (Coll. Que Sais-je), PUF, Paris : (2011), p.56.

conditions de travail ou un assouplissement de certaines régulations, et une collaboration entre les pouvoirs locaux, régionaux (avec le GLC) et la société civile s'est développée⁴⁹². En participant à la vie de la ville ou du « *borough* », les migrants se sont *de facto* intégrés dans la vie politique et sont devenus des participants à la vie de la cité. Ils étaient vus par le GLC comme des canaux utiles pour « la promotion d'objectifs sociaux désirables » depuis l'emploi jusqu'à l'égalité raciale⁴⁹³. Ils ne bénéficient pas pour autant automatiquement des mêmes droits que d'autres participants. La citoyenneté ne s'entend pas uniquement en tant que participation politique, mais comme statut légal⁴⁹⁴. Elle est un privilège et ne peut être accordée à tout le monde.

La notion de nationalité ne peut cependant pas être complètement exclue de l'équation. Quand on est membre d'une ville, l'appartenance à cet endroit nous définit. Ceux qui sont membres de la ville de Londres, sont des Londoniens. Ils sont liés par le passé de la ville, son histoire, mais aussi les traditions qui y sont attachées. Pour être membre de la ville, il faut pouvoir prouver son lien avec celle-ci, que ce soit par les parents et le droit du sol par exemple. Mais être membre peut aussi s'exprimer à travers une participation active à la vie quotidienne, voire un enrichissement financier et culturel. Dans ce cas, le lien n'est plus sur le passé (les générations passées ou la résidence sur le long terme, même si ce dernier point peut jouer un rôle plus tard), mais sur le futur et les valeurs partagées. Le lien qui les relie en tant que membre de cet endroit, leur sert de « nationalité ». C'est leur attitude qui définit leur appartenance, tout comme ce sont les habitudes transnationales qui éclairent sur leur identité. Étienne Tassin identifie deux types de nationalités : soit celle-ci rassemble un groupe de personnes autour d'une identité commune, soit il s'agit d'un lien unissant des personnes à un lieu⁴⁹⁵. La citoyenneté des migrants transnationaux se trouve au carrefour de ces deux nationalités. Le migrant sera toujours lié à son lieu d'origine qu'il choisisse de l'intégrer dans son identité personnelle ou non. Mais ce lieu devient peu à peu symbolique et c'est le lieu de résidence qui devient significatif : c'est là que le migrant travaille, c'est là que les enfants sont scolarisés voire nés, c'est aussi le lieu de nouveaux réseaux, plus utiles que ceux maintenus

⁴⁹² Jan Rath, *Unravelling the Rag Trade: Immigrant Entrepreneurship in Seven World Cities*, Berg: New York, (2002), p.61.

⁴⁹³ Jan Rath, p.64.

⁴⁹⁴ Bernard Crick, (ed) Andrew Lockyer *Active Citizenship: What Could It Achieve and How?* Edinburgh: Edinburgh University Press, (2010), p.100.

⁴⁹⁵ Etienne Tassin, « Identités nationales et citoyenneté politique », *Esprit*, 198.1, (Janvier 1994), p.98.

dans le pays d'origine. Pour les migrants de la première génération, qui sont nés et ont grandi dans un autre pays ou une autre région que celle où ils résident, l'histoire et la mémoire de ce lieu seront toujours une part de ce qui a construit la personne et donc son identité. Mais plus il passe de temps dans son nouveau pays de résidence, plus l'histoire de celui-ci devient liée au migrant. Il est témoin des changements, des avancées ou des épreuves. Sa participation face à ces événements, son implication le lie à ce lieu, par un lien aussi fort que celui qui l'unissait à son pays d'origine. C'est en partie pour cette raison sans doute, que la législation de 2009 allonge le temps qu'un migrant doit passer sur le sol britannique avant de pouvoir faire une demande de naturalisation. Il devient alors envisageable d'accorder la citoyenneté pleine et entière.

La super- diversité et les nombreuses associations de Londres indiquent en effet qu'une histoire ou un terrain social commun n'est pas la seule base sur laquelle des personnes peuvent se regrouper. Au-delà d'un passé supposément commun, ce sont les expériences de vie qui rapprochent les personnes. Le passé n'est pas vécu de la même manière par tous, mais les expériences dans le pays d'accueil peuvent constituer une base solide de rapprochement.

Lorsque des associations dites ethniques sont créées, si le lieu d'origine peut être une base de rapprochement, il n'est plus le seul élément qui relie les personnes. Contrairement à d'autres groupes d'appartenance (la famille, les collègues de travail...), l'adhésion à une association est une appartenance choisie. L'adhésion indique les éléments d'identification que le migrant considère comme faisant partie de son identité. Ce sont ces éléments qui imprègnent l'exercice de la citoyenneté de ces migrants. Ils deviennent en quelque sorte la marque de loyauté ou d'allégeance des migrants membres de cette association. Ainsi, un migrant peut se comporter comme un citoyen, sans pour autant être légalement membre du pays. La citoyenneté s'exprime au-delà du droit de vote.

La nationalité basée sur un passé commun n'est donc pas utilisée pour encadrer la citoyenneté de ces associations. Comme nous l'avons vu, la super diversité de Londres se traduit par des regroupements sociaux qui n'ont pas pour base la dimension ethnique de la personne. Tout comme les associations sont créées sur des bases diverses telles que l'orientation sexuelle, le genre, ou la carrière professionnelle (comme les réseaux qui mettent en contact des jeunes actifs Iraniens dans le domaine de la finance installés à Londres), ce sont des valeurs communes qui peuvent fournir une base possible à un exercice de la citoyenneté collectif à Londres pour les migrants. En participant à la vie de la ville ou du *borough*, les associations créent un lien avec les autres groupes, qu'ils s'agissent d'autres

groupes minoritaires, ou du groupe majoritaire. Ces valeurs communes tendent vers un but particulier, et pour les sociétés civiles le but est de montrer au reste de la société que les associations contribuent à la richesse de la vie locale. Ce but commun suppose une coopération, et crée donc une « nationalité » non plus en lien avec le lieu mais avec l'objectif que les membres de cette association se sont fixés. Pour atteindre ces objectifs, des actions propres à chaque association, qui peuvent trouver leur point d'ancrage dans des expériences passées, sont mises en place. L'ancrage spatial ou géographique de l'association ne concerne plus le pays d'origine, mais l'endroit où cette association s'est implantée. Plus l'association est présente depuis longtemps, plus elle fait partie de l'histoire de l'endroit. Il peut s'agir de la ville, mais aussi du quartier, une échelle qui correspond particulièrement au cas de Londres.

De plus en plus en effet, la ou les appartenances ne s'évaluent plus à l'échelle de l'état-nation, mais à l'échelle de la région voire de la ville ou du quartier, un *locus* défini pour celui qui s'y attache, mais qui ne correspond pas nécessairement à un territoire délimité par des frontières fixes et reconnues. Ce qu'on appelle nationalisme méthodologique, est de plus en plus dénoncé par des chercheurs en sciences sociales depuis les années 2000 (voir par exemple, Glick-Schiller et Wimmer (2002), Beck and Beck-Gernsheim (2009)). L'État-nation n'est plus l'échelle par défaut dans l'étude des sciences sociales. Les études sur les migrations et l'attitude des migrants ont démontré que la corrélation entre état-nation et nationalisme n'est pas évidente, et la super-diversité de Londres ne fait qu'accentuer cet état de fait. La multitude d'acteurs, (groupes et de communautés ou associations) qui sont aujourd'hui présents dans la ville, sont de plus en plus réticents à s'identifier immédiatement à une nationalité⁴⁹⁶. C'est par exemple le cas de la population kurde, qui ne dispose pas d'un pays clairement défini. Le territoire revendiqué par cette communauté se trouve à cheval sur la Turquie, la Syrie, l'Iran et l'Irak et dispose d'une autonomie limitée. Ce que l'on appelle Kurdistan est une région historique, grossièrement définie par des éléments géographiques (les monts Taurus en Turquie ou les monts Zagros en Iran). S'identifier ou se définir en tant que Kurde à Londres et parmi d'autres groupes minoritaires ne passe donc pas par l'appartenance à un État-nation. Au mieux, l'attachement concerne la région du Kurdistan. Le flou géographique et juridique peut cependant mener les Kurdes à se définir autrement que par le lien avec la région. C'est également le cas avec les Chypriotes et les Iraniens. Certains

⁴⁹⁶ Saskia Sassen, *The Repositioning of Citizenship and Alienage: Emergent Subjects and Spaces for Politics, Globalization*, 2.1, (Mai 2005) p.80.

facteurs peuvent les amener à non plus se définir en rapport avec le pays d'origine, mais en se basant sur d'autres critères. Dès lors, la citoyenneté du migrant ne peut s'envisager comme l'adhésion ou l'appartenance juridique à un état-nation. Cela ne veut pas dire cependant que la citoyenneté du migrant est la même dans tous les espaces qu'ils habitent. Un migrant peut décider que son pays d'origine n'est pas le fondement de sa citoyenneté d'origine, mais que le pays d'accueil constitue la base de sa nouvelle citoyenneté. Cela dépend de l'attitude des pays autant que du sentiment subjectif du migrant. Pour la Grande-Bretagne et Londres, néanmoins, il semblerait que la citoyenneté se construise à l'échelle du quartier ou de la ville. Londres marque sa différence, pas uniquement en tant que capitale, mais en tant que ville-monde. Elle se démarque dans ses politiques migratoires, sa connectivité internationales ou sa démographie cosmopolite. Un migrant installé à Londres développera davantage un sentiment d'appartenance pour Londres plutôt que pour la nation toute entière dans laquelle il peut ne pas se reconnaître, le vécu à Londres étant particulier à la ville. Enfin, comme évoqué plus tôt, la ville de Londres dans sa compréhension la plus large est presque une région à elle toute seule. Les expériences significatives se vivent donc d'abord au niveau local.

Pour les sociétés civiles chypriotes et iraniennes, les *HTAs* sont un exemple de ce déplacement du sentiment d'appartenance. Les associations de ville d'origine mettent non seulement l'accent sur le village (ainsi que les privations ou épreuves endurées par les membres de ce village), mais également sur un projet commun de retour dans le village ou d'aider ceux qui y sont restés. On touche ici à la différence entre le sentiment d'appartenance et la nationalité. La nationalité est le fait d'être légalement membre d'un État-Nation, alors que le sentiment d'appartenance s'apparente davantage à ce que Bénédicte Anderson appelle la « nationité » (« *nationness* »)⁴⁹⁷. Le sentiment d'appartenance n'est pas juridique ou légal mais personnel. Il émane du migrant et reflète ses expériences de vie. Lorsqu'un migrant choisit d'adhérer à une association, qu'il s'agisse d'une association culturelle ou une association de village d'origine, cela en indique davantage sur son sentiment d'appartenance que sur sa nationalité. Les deux peuvent correspondre comme ils peuvent être en décalage. « La possession de la nationalité d'un État ne s'accompagne pas toujours d'un sentiment

⁴⁹⁷ Benedict Anderson, *L'imaginaire National, Réflexion sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris : La Découverte (2002) cité dans Antoine Dumont « L'état des recherches sur les associations de migrants internationaux », *Revue européenne des migrations internationales*, 26.10, (2010), p.128.

d'appartenance à la nation représenté par cet État ». ⁴⁹⁸ L'attitude transnationale et civique des sociétés civiles doit donc s'observer à l'aune de cette « nationité » et non plus uniquement à l'aune de la nationalité. Il n'est pas toujours question de lien entre deux pays, mais de liens entre deux régions ou deux villes. On parle alors de translocalisme ou trans-régionalisme. Ces liens sont plus significatifs et plus développés que des liens transnationaux, car plus ciblés et plus proche de l'intérêt du migrant.

Le transnationalisme et les études sur la citoyenneté portaient jusque-là sur le lien entre deux espaces ou plus que le migrant a habité : traditionnellement, le pays d'origine et le pays de résidence. Mais des nouveaux éléments ont apporté des modifications à ces premières études : tout d'abord les migrants ne restent pas au même endroit, une fois la première migration effectuée. Il arrive par exemple que certains restent quelques temps à Londres parce que des membres de leur famille s'y trouve, mais cherchent à rejoindre une autre ville. Il peut aussi s'agir d'un autre pays. Ce sont des endroits qui, bien qu'habités temporairement peuvent revêtir une signification pour le migrant (lieu de travail, scolarisation des enfants, amis aussi premiers contacts avec une nouvelle culture, une nouvelle société). Le deuxième élément concerne les liens transnationaux. Une fois leur première fonction d'aide à l'installation remplie, les liens se transforment et évoluent pour devenir plus politiques ou plus axés sur l'aspect économique. Des partenariats se développent entre les associations issues de la même communauté mais dans des pays différents. C'est par exemple le cas de NEPOMAK qui rassemble des jeunes Chypriotes du monde entier. Ces jeunes sont unis dans leur expérience d'enfants de migrants chypriotes, de la seconde voire la troisième génération. Les liens unissent des associations dans différents pays, sans passer par le pays d'origine. Ce phénomène de déterritorialisation renforce l'importance de certains espaces significatifs pour les migrants. Même si l'association peut être en lien avec Chypre, c'est un lien différent car basé sur le passé. La notion de déterritorialisation a été évoquée par Nina Glick Schiller ⁴⁹⁹ et Saskia Sassen, et semble, au premier abord ne concerner que la relocalisation des cultures ; des habitudes réalisées non plus dans le pays d'origine mais dans le pays d'accueil :

⁴⁹⁸ Antoine Dumont « L'état des recherches sur les associations de migrants internationaux », *Revue européenne des migrations internationales*, 26.10, (2010), p.128.

⁴⁹⁹ Nina Glick Schiller, "The Implications of Haitian Transnationalism for U.S.-Haiti Relations: Contradictions of the Deterritorialized Nation-State", *Journal of Haitian Studies*, 1.1, (Spring 1995), p.117.

*« An immense array of cultures from around the world, each rooted in a particular country or village, now are reterritorialized in a few single places, places such as New York, Los Angeles, Paris, London, and most recently Tokyo ».*⁵⁰⁰

Mais la déterritorialisation va un peu plus oins que le simple « changement de décor ». Il s'agit de la perte de la signification d'un pays avec la culture qui y est attachée, mais suppose aussi une reterritorialisation. Les éléments culturels ou les expériences vécues qui servent de base à une association sont inévitablement attachés à un endroit défini. C'est d'autant plus vrai pour les jeunes de la deuxième et de la troisième génération puisqu'ils ont expérimenté les éléments culturels majoritairement dans le pays d'accueil. Leur connaissance de la culture est davantage ancrée dans sa réalisation dans le pays d'accueil que dans le pays d'origine. Le discours culturel de la société civile se trouve au centre de cette culture reterritorisée dans un espace différent que celui d'origine. Que ce soient les associations dites ethniques ou les écoles de langue, elles recréent et même parfois réinventent la culture du pays d'origine. De l'appréhension de cette culture par les membres de la seconde génération dépend l'évolution et la pérennité des liens transnationaux, ainsi que la conception de la citoyenneté. En l'absence d'influence de la part des associations culturelles ou ethniques, ce sont d'autres sources d'influences qui auront un impact sur la citoyenneté des jeunes : les autorités locales, l'enseignement civique des établissements scolaires ou bien la comparaison avec d'autres groupes.

Le lieu choisit par les mes migrants élément d'identification (ex : je suis Londonien ou je suis Britannique) n'est pas anodin. Dans le cas de Londres, la ville n'est plus uniquement un lieu, mais devient un acteur à part entière dans la construction de la citoyenneté. La citoyenneté en milieu urbain n'est pas la même que celle en milieu rural. Le sentiment d'appartenance semblerait renforcé dans les villes⁵⁰¹. De plus, la super-diversité londonienne et ses conséquences achèvent de faire de Londres non pas un simple refuge ou espace géographique, mais un facteur déterminant dans le façonnement de la citoyenneté des migrants qui se trouvent à Londres.

⁵⁰⁰ Saskia Sassen, "The Global City: Strategic Site/New Frontier", *American Studies*, 41.2-3, (Summer/Fall, 2000), p.89.

⁵⁰¹ Marta Bivand Erdal et Ceri Oeppen, « Migrant Balancing Act : Understanding the Interactions Between integration and Transnationalism », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 39.6, (2013), p.879.

3.2.1.2 La citoyenneté à l'échelle de Londres

L'organisation en quartiers semi-indépendants permet aux Londoniens de construire une citoyenneté sur mesure. Deux façons de vivre la citoyenneté se chevauchent. Tout d'abord une citoyenneté au niveau local, à l'échelle du quartier, où il est plus facile pour une personne de s'investir dans la vie associative et de lier des liens avec ses voisins. C'est également un espace qui facilite les liens politiques locaux et permet l'expression des droits tels que le droit de vote. Puis une citoyenneté au niveau régional, à l'échelle de la ville de Londres dans son ensemble (*Greater London*), qui relève davantage d'une citoyenneté imaginée. À cette échelle, il est davantage question de la représentation extérieure de Londres, que d'un réel engagement politique pour la majorité des associations. Plus tôt, nous avons évoqué l'histoire de Londres et notamment de son héritage de ville cosmopolite. Cette identité londonienne est construite par la *GLA*. C'est la vision, l'objectif de Sadiq Khan, lorsqu'il met sur pied une campagne telle que « *London is Open* ». C'est l'image qui est construite et présentée. Les associations londoniennes, qu'elles soient ethniques ou non, s'inscrivent dans cette démarche, mais c'est au niveau du quartier qu'elles peuvent s'impliquer davantage, participer et être reconnues, sans être noyées dans une masse d'associations souvent dominée par d'importantes associations caritatives (*charities*) qui sont sur le devant de la scène. En étant membre à part entière de ces *boroughs*, les sociétés civiles de migrants peuvent également adapter leur vision de la citoyenneté et exprimer de manière plus précise ce qu'être citoyen Britannique de Londres originaire de Chypre ou d'Iran veut dire pour eux. C'est seulement à ce niveau qu'elles sont en mesure d'exprimer réellement leur identité.

Pour être considéré un « bon » citoyen britannique, il est nécessaire de s'impliquer civiquement. C'est en substance ce que prévoit la loi de 2009 sur l'immigration et la citoyenneté. Dans ce système, les migrants peuvent gagner des points pour faciliter l'obtention de la nationalité britannique, qu'ils peuvent demander après entre 3 et 8 ans de résidence ans sur le sol britannique, en fonction de leur situation, sans avoir été absents plus de 90 jours⁵⁰². Cette législation touche la question de la loyauté, qui est en lien direct avec la transnationalité et la citoyenneté des migrants. Bien que Londres offre de prime abord un environnement plus accueillant que le reste du pays, cet accueil se fait sous certaines

⁵⁰² "Borders, Citizenship and Immigration Act 2009", *Legislation.gov.uk*, (2009).
<<https://www.legislation.gov.uk/ukpga/2009/11/part/2/crossheading/acquisition-of-british-citizenship-by-naturalisation>> [27 septembre 2020]

conditions tacites, et l'implication dans la vie de la société reste centrale : « vous travaillez dur, vous payez vos impôts, vous enrichissez notre vie publique et culturelle, vous êtes les bienvenus ⁵⁰³». Le migrant n'est bienvenu que s'il apporte quelque chose de valeur pour la société, s'il prouve sa loyauté, en enrichissant la société dans laquelle il vit, et en respectant les lois. Cela explique ce besoin des sociétés civiles iraniennes et chypriotes, évoqué un peu plus tôt, de montrer la contribution qu'elles apportent à la société britannique et plus particulièrement à la société londonienne à l'échelle des *boroughs*, en passant par les réseaux sociaux ou à travers l'organisation de séminaires ciblés.

De nombreux projets ont vu le jour afin d'aider les migrants à contribuer à la vie de la société londonienne, et la GLA travaille avec la société civile afin de créer un environnement propice à l'intégration de migrants. Certains organismes, comme le LMSP (*London Strategic Migration Partnership*) et le MRAP (*Migration and Refugee Advisory Panel*) sont financés par le ministère de l'Intérieur, et font partie de la politique d'intégration sociale de la ville. D'autres comme la CII (*Citizenship and Integration Initiative*) sont le fruit d'œuvres caritatives qui souhaitent aider le gouvernement local à mettre en place les objectifs qu'il s'est fixé⁵⁰⁴. Dans son article sur le rôle de l'intégration sociale dans les politiques londoniennes, Jacqueline Broadhead remarque que ce sont les associations caritatives ou en lien avec la société civile qui sont le plus efficaces ou pro-actives.⁵⁰⁵ La particularité démographique et politique de Londres est propice à une gouvernance locale de proximité, plutôt qu'une gouvernance régionale. La GLA ne se concentre plus uniquement sur les minorités ethniques et les migrants, mais sur les inégalités et l'inclusion sociale dans son ensemble. Le but est de développer la participation citoyenne des habitants, sans se focaliser sur leur statut migratoire. En déplaçant l'intérêt principal sur les inégalités sociales, plutôt que sur la question migratoire, le gouvernement londonien espère fédérer davantage les populations dans leur ensemble et non plus sur une base ethnique. Cela montre également une prise en compte de la super-diversité de Londres, qui est, bien plus complexe que la question ethnique seule. Ces éléments jouent un rôle dans les actions que les associations peuvent mettre en place. La loi

⁵⁰³ Sadiq Khan, "Mayor of London response to European Union referendum result", *London Assembly* <https://www.london.gov.uk/press-releases/mayoral/mayor-of-london-response-to-eu-referendum-result> [18 mai 2020]

⁵⁰⁴ Jacqueline Broadhead, « Le rôle de l'intégration sociale dans les politiques mises en œuvre par l'Autorité du Grand Londres entre 2016 et 2019 », *Hommes & Migrations*, 1326, (1^{er} juillet 2019), p.54.

⁵⁰⁵ Jacqueline Broadhead, p.54.

de 2009 prévoit également que le candidat à la naturalisation fasse preuve d'un bon caractère. Sans être explicitement détaillé, on peut comprendre qu'il s'agit de respecter les lois et d'être une influence positive pour les gens autour de soi. C'est une recommandation mise en place assez largement parmi les associations chypriotes. Elles s'impliquent de plus en plus localement pour participer à des programmes sociaux, et ne se focalisent plus uniquement sur les problèmes qui ne concernent qu'une partie spécifique de la population, à savoir les migrants chypriotes grecs qui ont émigré en 1974. Leur objectif principal n'est pas oublié pour autant. Tout adhérent à cette association peut faire valoir cette participation citoyenne pour obtenir un visa ou la naturalisation. L'aide aux Chypriotes reste l'objectif principal, mais les stratégies mises en place sont différentes. Si les associations ont tendance à privilégier les membres de leur communauté, les services proposés concernent tous les habitants du quartier. La diversification des services dans le but de profiter à toute la communauté locale et d'accepter plus de bénéficiaire fait écho à l'image cosmopolite de la ville construite par la GLA. Londres influence les attitudes de la société civile et leur citoyenneté.

Le rapport du CII de mai 2018 détaille les 3 axes principaux de l'organisme : développer l'engagement civique à travers l'inscription sur les listes électorales et de naturalisation, soutenir les jeunes Londoniens et les aider à connaître leurs droits, et travailler à l'élaboration d'une identité diverse mais commune⁵⁰⁶. Les deux premiers points ont été au centre de travaux initiaux, ce qui a donné lieu à l'instauration de cérémonie de naturalisation, et à un effort particulier pour l'inscription sur les listes électorales. Cela résonne particulièrement parmi la société civile chypriote, qui met l'accent sur le poids démographique de la communauté à Londres, et sur l'impact qu'elle peut avoir sur la vie politique. Majoritairement représentés dans les *boroughs* de Wood Green, Haringey et Enfield, les Chypriotes font pression sur les Membres de Parlement qui sont en campagne pour qu'ils prennent position dans le conflit qui oppose Chypre à la Turquie.

Cette politique d'inclusion sociale promue par Londres va quelque peu à l'encontre des politiques nationales, qui visent plutôt à rendre plus difficile l'obtention de la nationalité dans un effort de réduire l'immigration légale. Mais cela confirme les annonces de Sadiq Khan, notamment dans son discours du 28 juin 2016, à la suite des résultats du référendum

⁵⁰⁶ Trust for London, *Citizenship, and Integration Initiative Interim Report*, (London) Mai 2018, p.4.

sur le Brexit, dans lequel il appelait à ce que Londres ait « plus de contrôle », et notamment plus « d’auto-détermination »⁵⁰⁷.

La citoyenneté des communautés chypriotes et iraniennes se construit dans cet environnement propre à Londres, ce qui suggère que la citoyenneté transnationale de la société civile à Birmingham ou Leeds n’est pas la même. Les autres villes britanniques ont un passé et une histoire qui diffère de Londres (ville industrielle par exemple), et une organisation différente. Or, c’est l’histoire de Londres ainsi que son organisation qui pousse la société civile à évoluer et qui permet une multitude de partenariats qui, à leur tour ont un impact sur la société civile et son engagement civique.

Parmi les nombreux partenariats possibles dans la société civile, ceux qui concernent les mineurs ont reçu une attention particulière de la part du gouvernement londonien. L’intérêt porté aux jeunes, et pas seulement les jeunes issues de la migration, indique un objectif d’intégration sociale qui prend racine plus en amont que les politiques antérieures ne l’avaient fait. Les jeunes sont les futurs citoyens qui composeront le tissu démographique de Londres d’ici quelques années. Le CII est une autre voix, ajoutée aux nombreux discours auxquels les jeunes sont confrontés, qui conditionne la conception de la citoyenneté.

3.2.1.3 La citoyenneté des mineurs

C’est un aspect qui a été peu exploré dans les études sur le transnationalisme ou la citoyenneté car les mineurs sont considérés comme étant sous l’influence de leurs parents. La plupart des pays reconnaissent aux enfants des droits spécifiques avec la Déclaration des Droits de l’Enfant. La place de l’enfant dans la société est ambiguë : il est considéré comme un futur citoyen, un citoyen en devenir qu’il faut former, informer ou influencer. Il a des droits et des spécificités qui lui sont propres, mais il est toujours sous la direction et la responsabilité des adultes. Il n’est pas un adulte miniature mais un citoyen à part entière, qui n’est pas encore arrivé à maturité de sa citoyenneté⁵⁰⁸. C’était d’ailleurs le fondement des

⁵⁰⁷ Sadiq Khan, “London must take back control”, London Assembly, 28 juin 2016,

<https://www.london.gov.uk/press-releases/mayoral/mayor-addresses-top-business-leaders> [18 mai 2020]

⁵⁰⁸ Stéphanie Courtans, Martine Alcorta et Véronique Rouyer, « Des enfants citoyens ou des citoyens en devenir? Enjeux et paradoxes de l’éducation à la citoyenneté », *La revue internationale de l’éducation familiale*, 41.1, (2017), p.27

critiques de la Déclaration des Droits de l'Enfant par Philippe Meirieu⁵⁰⁹ et Alain Finkielkraut⁵¹⁰, qui accusaient les Nations Unies de ne pas rendre en compte la spécificité d'un enfant, qui n'est pas un adulte comme les autres. De même, pour Anicet Le Pors, si la citoyenneté se comprend comme jouissance des droits civiques, la notion d'enfant-citoyen est nulle et non avenue⁵¹¹. Pour Stéphanie Constans, Martine Alcorta et Véronique Rouyer, la question de la citoyenneté des mineurs apporte une quatrième dimension à la notion de citoyenneté⁵¹² : les dimensions juridiques et politiques concernent les droits et les devoirs du citoyen, y compris, mais pas seulement, le droit de vote à partir de 18 ans, la dimension civile concerne l'appartenance à une cité qu'ils acquièrent à la naissance, et les valeurs et modes de vie qu'ils adopteront. Se pose déjà ici, pour les enfants de migrants, la question de la double identité et le conflit qui peut surgir entre les éléments transmis par la famille et les éléments qu'un enfant né dans le pays d'accueil intégrera inévitablement dans sa vie quotidienne, à travers l'école par exemple, mais aussi à travers les médias et les réseaux sociaux, digitaux ou non, dont il fera partie. La quatrième dimension est la dimension psychologique : la prise de conscience par l'enfant qu'il dispose de droits à partir du moment qu'il appartient à une communauté. Si le discours des parents ou de la société civile du pays d'origine est le discours dominant, alors cette communauté est fondée sur un passé commun. Mais si c'est la société d'accueil qui devient la communauté de référence, la base d'adhésion ne peut être le passé, mais les projets et les valeurs communes pour le présent et le futur. Ici encore, un choix est opéré par le mineur entre la culture de la société d'accueil et celle potentiellement transmise par sa famille. Ce choix peut être complet (le mineur choisit de s'identifier uniquement à une culture) ou mélanger des éléments des deux cultures. Dans tous les cas, le mineur prend conscience qu'en fonction du cercle dans lequel il choisit de s'intégrer, des droits et des responsabilités accompagnent ce choix.

⁵⁰⁹ Philippe Meirieu, *Le pédagogue et les droits de l'enfant : histoire d'un malentendu ?* Edition du Tricorne : Paris (2002), p.4.

⁵¹⁰ Alain Finkielkraut, *La mystification des droits de l'enfant*, Actes du colloques Amiens 8-10 novembre 1990. <http://atelier.de.philo.free.fr/EMC_Finkielkraut_Enfant.htm> [27 septembre 2020]

⁵¹¹ Anicet Le Pors, *La Citoyenneté*, (op.cit). p. 55.

⁵¹² Stéphanie Courtans, Martine Alcorta et Véronique Rouyer, « Des enfants citoyens ou des citoyens en devenir ? Enjeux et paradoxes de l'éducation à la citoyenneté », *La revue internationale de l'éducation familiale*, 41.1, (2017), p.26.

Le discours des adultes, qu'il s'agisse de la famille proche ou éloignée, des professeurs (dans les écoles de langue ou les établissements scolaires), des leaders de la société civile ou des autorités, induit des conséquences sur la vision de la citoyenneté du mineur. De plus en plus, ce discours n'est plus informatif, mais formateur. Il y a un réel projet d'éduquer les jeunes à la citoyenneté, voire de créer ou développer un sentiment d'appartenance. Dans cette optique de l'éducation à la citoyenneté, le CII a concentré ses efforts lors de la première année sur l'inscription sur les listes électorales, les connaissances politiques chez les 16-18 ans et le développement de matériel pour que les jeunes Londoniens connaissent leur droit et se renseignent sur la citoyenneté. La citoyenneté étant un objet construit, le jeu des influences démarre dès le début de la socialisation. Si l'enfance est une période de préparation du futur citoyen ou de maturation de la citoyenneté, alors le sentiment d'appartenance peut être développé et dirigé. Si le mineur est un citoyen à part entière alors il peut – doit ? – être éduqué sur les droits et les devoirs qui accompagnent son appartenance à la société. C'est ainsi que la question de la transnationalité des deuxièmes et troisièmes générations prend naissance bien plus tôt que certaines personnes ne le pensent. Dans l'environnement particulier que nous avons décrit plus haut, la question de la pérennité ou de l'évolution de l'identité transnationale d'un groupe et donc de sa citoyenneté, se pose dès la naissance de cette deuxième génération.

Le rôle de la famille est primordial dans la mise en place des rites et habitudes qui vont modeler la culture du mineur. Au-delà du noyau nucléaire de la famille proche, les membres éloignés (oncles, tantes, grands-parents) ont souvent un rôle de transmission. Si ces derniers sont restés dans le pays d'origine, ils peuvent être un allié ou un obstacle au choix des parents. Les liens transnationaux développés par les parents, individuellement ou dans le cadre de la société civile, sont placés au cœur de cette éducation à la citoyenneté. Un transnationalisme étroit tel qu'il est pratiqué parmi la société civile chypriote, avec des voyages fréquents, une implication des parents dans les projets des associations à Londres, devient un élément fondateur de la citoyenneté du mineur. Le transnationalisme large qui caractérise la société civile iranienne, n'est pas pour autant synonyme d'une influence moindre sur la conception de la citoyenneté. Le soin particulier apporté aux jeunes Iraniens afin qu'ils apportent leur contribution à la société ou pour aider ceux qui désirent s'installer à Londres, est tout aussi formateur pour la citoyenneté.

Comme précisé plus tôt, l'enfant reste sous la responsabilité de ses parents. Même si l'adolescence, période cruciale pour l'affirmation de l'identité, peut mener à des conflits, tant

que l'enfant est un mineur il est dans l'obligation de suivre les habitudes et les rites de la famille. Certains parents peuvent décider de ne pas faire de la culture d'origine le point central de leur transmission pour aider à l'intégration sociale de leurs enfants. D'autres au contraire, ne sont pas intégrés dans la société et ne le souhaitent pas. Installés dans le pays d'accueil par besoin et non par choix, ils font tout pour éviter toute acculturation qui ne serait pas nécessaire. Cette transmission peut par exemple s'exprimer à travers le choix du prénom. Le choix définitif revient au jeune, mais les parents lui lèguent un héritage citoyen et culturel dès le début.

Les politiques d'inclusion sociales développées par la ville de Londres en direction des mineurs montrent un désir de déplacer le débat autour de la citoyenneté, et d'apporter une alternative au discours proposé aux mineurs. Il est généralement accepté que les orientations politiques formées pendant les jeunes années perdurent à l'âge adulte⁵¹³. En prenant la main dès le plus jeune âge, le CII et les associations de la société civile influencent déjà la transnationalité d'un jeune. C'est tout le projet des écoles de langue qui doivent parfois concilier le message historique et culturel qu'elles veulent transmettre, avec la réalité vécue par les jeunes dans les écoles londoniennes. Le sentiment d'appartenance est en évolution constante et fluctue en fonction de la maturité du jeune et de ses expériences. L'étude de Guérin-Pace, met en lumière deux éléments importants : les personnes qui ont vécu dans différents endroits ont tendance à adopter une échelle plus large lorsqu'on le demande de définir leur appartenance géographique, mais les plus jeunes ou les plus âgés ont tendance à rester attaché au local⁵¹⁴. C'est à l'échelle locale que les cercles sociaux formateurs se forment : la famille et l'école font partie des groupes d'appartenance primaires, tandis que l'environnement du travail est un groupe secondaire⁵¹⁵. La politique de Londres semble donc être bien ajustée pour l'objectif que la ville s'est fixé : généraliser l'inclusion sociale sur des bases autres que la culture ou l'ethnicité. Les autorités londoniennes et les organismes qui s'y sont associés souhaitent que les jeunes qui sont à Londres, temporairement ou sur le long terme, puisse développer un attachement qui pourrait à terme être bénéfique pour la ville.

⁵¹³ Stéphanie Courtans, Martine Alcorta et Véronique Rouyer, « Des enfants citoyens ou des citoyens en devenir ? Enjeux et paradoxes de l'éducation à la citoyenneté », (op.cit), p.29.

⁵¹⁴ France Guérin- Pace, « Sentiment d'appartenance et territoires identitaires », *L'espace géographique*, 35.4, (2006), p.301.

⁵¹⁵ René Kaës, « Le concept de groupe d'appartenance et le problème de migration des concepts », *Revue de psychothérapie psychanalytique de groupe*, 2.69, (2012), p.184.

Cette politique marque encore un peu plus la différence entre la citoyenneté culturelle, développée par la société civile à travers notamment les écoles de langue, et la citoyenneté légale, encouragée par l'environnement dans lequel se trouve le jeune. Le rapport du CII pointait l'implication de la société civile dans l'élaboration et la mise en place des initiatives à destination des mineurs, ce qui confirme non seulement l'intérêt d'une étude qui se concentre sur la société civile, mais aussi l'intérêt d'une comparaison, afin d'essayer de dégager des tendances concernant le lien entre la société civile et la citoyenneté du mineur.

La citoyenneté est donc un enjeu qui mobilise de nombreux acteurs. Pour les mineurs, qu'ils soient nés à Londres où qu'ils arrivent à un jeune âge dans la société britannique, la citoyenneté se construit en même temps que leur identité transnationale, par opposition à des adultes qui ont déjà construit leur citoyenneté dans leur pays d'origine, et qui doivent composer avec l'influence que la transnationalité exerce. Les deux notions sont interdépendantes : la transnationalité est également influencée par la citoyenneté. Une citoyenneté limitée à cause du statut légal par exemple, peut pousser un migrant à s'impliquer plus régulièrement au niveau politique, dans un espace ou un autre. Les concepts ne s'excluent pas nécessairement, mais ils ne sont pas indépendants l'un de l'autre.

3.2.2 Ce que les attitudes transnationales apportent à la citoyenneté

Société civile chypriote	Société civile iranienne
<ul style="list-style-type: none"> _Transnationalisme étroit : contacts fréquents et soutenus avec le pays d'origine _Fort pouvoir fédérateur d'une association-pilote _Diversité de service pour la société d'accueil _ Transmission politique aux générations suivantes 	<ul style="list-style-type: none"> _Transnationalisme large : liens distendus, réactivés ponctuellement pour des besoins humanitaires _Importance du succès des nouvelles générations, mais cette préoccupation concerne principalement la classe moyenne haute ou la bourgeoisie. _Ouverture mesurée vers le pays d'accueil
Idéalisation d'un passé plus que du lieu Contribution à la société d'accueil	

Une association est composée de membres qui, bien qu'ils se rassemblent sur des points communs, restent des individus avec une histoire personnelle à part entière, et il est parfois nécessaire d'aplanir les individualités pour pouvoir fonctionner en tant que groupe. C'est à travers les actions stratégiques, qui correspondent aux préoccupations des membres, que les responsables de la société civile peuvent former des « mémoires collectives ». Si une association s'implique dans cette action, cela fait écho aux valeurs et aux projets qu'elles professent, et à ce qui la définit. Il existe de nombreux types d'associations. Si la super-diversité a permis à des associations de se créer sur une autre base que la nationalité ou l'origine, elle a aussi permis de créer des associations plus ciblées, comme l'association qui rassemble les membres de la communauté LGBTQ+ d'ascendance chypriote grecque. Mais si les associations sont de plus en plus variées, la majorité ont pour base l'ethnicité. À partir du moment, où une association est implantée dans un endroit, elle en devient membre, et participe à la vie civique. Le choix des actions, de participer à un programme social local ou de mobiliser des ressources humaines et financières pour un projet découle de l'identité transnationale, de ce que cela signifie pour cette association d'être une association chypriote ou iranienne à Londres. Même l'absence d'implication est une indication sur la conception de la citoyenneté des associations. L'implication civique fait partie de la transnationalité. Elle peut s'exprimer par le biais de liens transnationaux, mais elle fait écho à l'identité transnationale du migrant

dans son ensemble. Elle exprime ce que cela signifie d'être une association chypriote grecque ou une association iranienne à Londres. Les conclusions sur les identités transnationales des Chypriotes et des Iraniens sont le point de départ de l'engagement civique des sociétés civiles.

Les liens transnationaux ne présagent pas nécessairement du degré d'implication citoyenne. Les liens transnationaux sont l'expression d'une identité changeante, qui s'intensifient au fil des années, mais peut être totalement inversée lors d'un événement particulier. La citoyenneté relève de la relation que le migrant souhaite entretenir avec le pays dans lequel il réside. Souhaite-t-il s'impliquer et participer à la vie de la société que ce soit sur le plan politique, social ou économique ? Ou bien au contraire cherche-t-il à garder ses distances avec la société d'accueil ? Ces questions valent aussi bien pour la société d'accueil que pour la société d'origine. Les liens transnationaux sont construits et présentent une image aux responsables gouvernementaux dans le cadre de partenariats par exemple, ou au reste de la population dans le cas d'une société cosmopolite. Ils sont stratégiques. Cela ne signifie pas qu'ils sont faux ou qu'ils ne sont pas sincères, mais il y a une différence entre l'identité transnationale et l'expression de la citoyenneté. Les liens transnationaux sont aujourd'hui de plus en plus l'expression de sentiments ou de ressentis.

La société civile pose des actions sur les sentiments qui ont poussé les individus à adhérer à une association. Elle contribue à la construction d'une communauté imaginée, et façonne ce qu'être un Chypriote ou un Iranien londonien signifie. Les liens transnationaux sont alimentés par des sentiments divers : le besoin de survivre et de prospérer dans le pays d'accueil, l'envie de s'intégrer dans la société d'accueil, de montrer son utilité en tant qu'individu mais également en tant que groupe ethnique, le besoin de garder un lien avec la société d'origine et de transmettre ce qui fait son histoire personnelle. La citoyenneté répond à la question de la relation que la communauté – à travers l'adhésion à une association – veut entretenir avec le pays dans lequel elle se trouve.

3.2.2.1 La citoyenneté des Chypriotes : une citoyenneté de quartier

La citoyenneté étant un objet politique, les liens transnationaux politiques des sociétés civiles chypriotes et iraniennes sont forcément en relation avec l'exercice de la citoyenneté. Pour les Chypriotes, les liens politiques, comme la majorité des liens transnationaux, sont au service de la réunification de l'île. La participation de la société civile chypriote à la vie de la société, participation politique ou autre, est pensée pour la réunification de l'île. Les liens

politiques transnationaux de la société civile chypriote grecque manifestent une volonté de lier les deux pays afin que la Grande-Bretagne, qui est toujours un des garants de Chypre⁵¹⁶, intervienne ou tout du moins soutienne la société civile chypriote sur le plan diplomatique face à la Turquie. Les premières participations citoyennes ont débuté au niveau local. Quelques associations, portées par la collaboration grandissante entre les pouvoirs publics et le troisième secteur, ont décidé de participer à la vie locale, notamment à travers l'aide aux personnes isolées ou aux personnes âgées. La citoyenneté de la société civile chypriote semble être avant tout une citoyenneté de quartier, une citoyenneté qui se construit au niveau local, à l'échelle des *boroughs* et non de la ville de Londres dans son entièreté. Sur le plan politique, la Fédération Nationale des Chypriotes de Grande-Bretagne insiste sur l'importance pour que les Britanniques d'origine chypriote votent, mais surtout votent pour un candidat qui a démontré son intérêt pour la question chypriote. Les messages de Peter Droussiotis puis de Christos Karaolis après lui mettent l'accent sur l'importance démographique chypriote dans certains quartiers londoniens, et sur le poids politique que les Chypriotes britanniques peuvent avoir dans la vie politique.

“The UK Cypriot community must make its voice heard during this election campaign and I urge everyone to go to vote today. As you think about who to vote for, amongst the many issues that you will be weighing up, please also consider what candidates have done for Cyprus. There are candidates standing for election that have asked questions and spoken about Cyprus in Parliament; attended and supported our events; actively shown that they support a free, united Cyprus based upon a just and viable solution to the Cyprus issue; and have campaigned against the Turkish occupation. Please support those candidates that have supported our community.”

-Message du 12 décembre 2019, par Christos Karaolis-⁵¹⁷

Pour les élections générales anticipées du 12 décembre 2019, de nombreux messages avaient été relayés sur le site de la Fédération et sur les réseaux sociaux afin d'encourager les Chypriotes et les Londoniens d'origine chypriote à s'inscrire sur les listes électorales. La Fédération avait même précisé que les Chypriotes qui n'avaient pas la nationalité britannique

⁵¹⁶ “Treaty of Guarantee”, 1959.

<http://web.deu.edu.tr/kibris/articles/app.html#:~:text=%2D%20Treaty%20of%20Guarantee%20between%20the,The%20United%20Kingdom%20and%20Turkey.&text=%2D%20Declaration%20made%20by%20the%20Greek,Community%20on%20February%2019%2C%201959.>

⁵¹⁷ “Go to vote today”, *National Federation of Cypriots*, 12 décembre 2019.

<https://cypriotfederation.org.uk/2019/12/go-to-vote-today/> [17 juin 2020]

pouvaient voter en tant que citoyen du Commonwealth⁵¹⁸. La Fédération se présente cependant comme une association apolitique. Peter Droussiotis avait expliqué que la Fédération ne pouvait être efficace qu'en restant apolitique. Ce sont les membres de la Fédération, donc les différentes associations, et les liens politiques qu'ils ont mis en place, qui sont vraiment au cœur des actions politiques de la communauté chypriote à Londres⁵¹⁹. La Fédération ne fait qu'encourager ses membres à s'impliquer politiquement, mais ce sont les associations qui décident des modalités. Dans un message pour la nouvelle année 2018, le président Christos Karaolis rappelle les « promesses faites aux parents et aux grands-parents » pour que Chypre soit libre et réunifiée, mais il précise bien que ce sont les associations citoyennes et les mouvements populaires qui ont été des acteurs du changement à travers le monde, et que Chypre peut utiliser cette force sociale pour atteindre ses objectifs⁵²⁰. Ce sont les associations qui créent une communauté politique à l'intérieur de la communauté plus étendue que sont les Londoniens d'origine chypriote.

Être un Londonien d'origine chypriote, c'est s'occuper des membres de sa communauté, œuvrer pour la réunification de l'île, mais être un Chypriote du *borough* de Haringey ou Hackney, c'est développer des liens politiques particuliers avec d'autres associations pour des programmes tels que « *Ageing Better* »⁵²¹, et « *Managing your money, if you have any* »⁵²², des partenariats avec les pouvoirs locaux, mais c'est aussi se faire connaître de son représentant élu au Parlement. Ces attitudes vont dans le sens de la loi de 2009 et les additions de 2011, sur l'obtention de la citoyenneté, dans laquelle la citoyenneté est construite en outre par la mise en valeur d'un « bon caractère ». La citoyenneté doit être gagnée par une bonne attitude, en montrant que le désir de faire partie de la société dans

⁵¹⁸ "Have you registered to vote?", National Federation of Cypriots, 14 novembre 2019.

<https://cypriotfederation.org.uk/2019/11/have-you-registered-to-vote/> [17 juin 2020]

⁵¹⁹ "Peter Droussiotis: "The British Cypriot vote can make a difference to the result of the UK General Election on 7th May"", National Federation of Cypriots, 21 avril 2015.

<https://cypriotfederation.org.uk/2015/04/peter-droussiotis-the-british-cypriot-vote-can-make-a-difference-to-the-result-of-the-uk-general-election-on-7th-may/> [17 juin 2020]

⁵²⁰ « Happy New Year! Make a difference for Cyprus this year », National Federation of Cypriots, 5 janvier 2018

<https://cypriotfederation.org.uk/2018/01/happy-new-year-make-a-difference-for-cyprus-this-year/> [17 juin 2020]

⁵²¹ Hackney Cypriot Association

<https://www.hackneyicare.org.uk/kb5/hackney/asch/service.page?id=HPucZ9pG8HU> [17 juin 2020]

⁵²² <http://www.hackneycypriotassociation.org/about-us/#objectives> [17 juin 2020]

laquelle l'association se trouve. Une certaine éthique ou attitude est attendue. Nous avons ici un aperçu de la complexité de la citoyenneté pour les groupes et les associations dits ethniques. Il ne s'agit pas uniquement d'appartenir à un endroit et de jouir des droits qui y sont rattachés. La citoyenneté se vit aussi par rapport aux autres. Les attentats de 2005 ainsi que les manifestations contre la discrimination raciales ont influencé cette vision du « bon citoyen ». Un bon citoyen se mesure par sa capacité à interagir avec les autres et à se conformer aux règles de la société dans laquelle il se trouve. La notion d'ethnicité n'est pas l'élément principal dans l'obtention de la nationalité et donc des droits civiques.

La Grande-Bretagne est prête à accueillir des migrants sur son sol, à partir du moment qu'ils apportent une plus-value à la société. En devenant membre du pays, ils deviennent des représentants de ce pays dans toutes les actions qu'ils font, encore plus si elles sont publiques. La même idée peut s'appliquer à la ville ou aux quartiers. Bien que l'adhésion au quartier soit moins formelle que l'obtention de la nationalité, les membres d'un quartier représentent ce dernier lorsqu'ils mettent en place des actions. C'est également pour cela que les liens transnationaux qui contribuent à l'enrichissement de la société sont mis en avant. Dès lors que la société civile se rend utile, qu'elle apporte quelque chose à la vie publique, alors elle ouvre un droit à l'exercice de la citoyenneté, entendue comme participation politique et jouissance de droits politiques. Elle s'inscrit dans le plan politique du pays et marque des points, au sens propre comme au sens figuré.

La différence entre citoyenneté politique et citoyenneté sociale jette parfois la confusion. Une association peut s'impliquer dans la vie du quartier sans pour autant que ses membres ne jouissent de la nationalité britannique. Ils n'en sont pas moins citoyens, d'après la vision de la citoyenneté qui est proposée par le pays, même s'il s'agit d'une citoyenneté limitée. La vision politique de la citoyenneté pour la société civile chypriote grecque s'exprime par le droit de vote et l'utilisation de toutes les instances politiques pour impliquer la Grande-Bretagne dans son rôle de garant. Toutes les associations participent à cette dimension politique, mais l'impulsion se fait au niveau national. La dimension sociale de la citoyenneté est celle qui s'exprime au niveau local, dans les partenariats et l'interaction avec d'autres groupes, et la participation aux programmes locaux. Dans la dimension sociale et dans le contexte de Londres, l'échelle de la ville semble complètement occultée. La société civile chypriote ne se pense pas comme londonienne, mais soit britannique, soit membre d'un quartier particulier.

La société civile chypriote se trouve dans une situation idéale, au regard de la citoyenneté et de la législation britannique. L'implication grandissante du secteur tertiaire dans la mise en place des politiques locales favorise le rôle des associations et leur permet de s'impliquer plus facilement et sur le long terme, de devenir des membres fondateurs du quartier dans lequel elles se trouvent, ce qui ensuite leur permet de faire connaître la situation politique de l'île.

À l'aune de l'observation de la société civile chypriote, on peut dire que la citoyenneté des migrants transnationaux montre un désir de la part de la société civile de s'engager dans une réelle relation avec la société dans laquelle il réside. De prime abord, on pourrait penser que cette relation est stratégique dans l'optique de réaliser la réunification de l'île. Mais l'implication politique de la société civile concerne exclusivement la politique britannique. Bien que la Fédération soit en lien avec des associations chypriotes ou que certains Chypriotes soient à Londres temporairement et donc en mesure de voter à distance pour les élections présidentielles de Chypre, aucune mention n'a été faite dans les publications de la Fédération, que ce soit sur les réseaux sociaux ou le site, contrairement aux nombreux messages concernant les différentes élections britanniques, européennes, nationales ou locales. Cela ne signifie pas que les Chypriotes londoniens ne se sont pas mobilisés pour les élections chypriotes de janvier 2018, mais à l'échelle de la société civile, aucune relation avec le pays n'est publiquement engagée. Cela fait écho à la situation de la diaspora chypriote qui souhaite la réunification de l'île, mais ne retournera pas forcément s'installer sur l'île. Leur vie est majoritairement à Londres. Leur citoyenneté s'exprime dans le contexte de la situation actuelle et son évolution prospective. Les liens transnationaux reposent sur le passé, sur le traumatisme vécu par leurs parents ou leurs grands-parents. Même si au début de leur implication, les actions citoyennes étaient stratégiques, les associations sont là depuis plus de 40 ans maintenant et font partie du paysage de la ville et du quartier.

3.2.2.2 La société civile iranienne : une citoyenneté stratégique

L'identité transnationale de la société civile iranienne diffère de celle de la société civile chypriote particulièrement sur les liens et l'implication politique. Pour des raisons qui émanent à la fois de l'Iran et de la Grande-Bretagne, la communauté iranienne à Londres a presque unanimement décidé de rester apolitique, sans qu'il y ait eu une concertation parmi les différents acteurs de la société civile. Les éléments de l'identité transnationale iranienne

tels que le désir de faire connaître la contribution actuelle et passée de la communauté iranienne, et la transmission de la culture et de l'identité transnationale aux générations suivantes, se retrouvent dans les deux sociétés civiles. La situation de la communauté iranienne confirme une des affirmations de Roger Waldinger qui expliquait que l'on ne pouvait pas envisager les liens transnationaux sans prendre en considération la législation des pays concernés⁵²³. C'est aussi vrai pour la citoyenneté. L'Iran refuse par exemple d'accorder la double nationalité à ses ressortissants. Les individus de la communauté ne peuvent donc pas conserver des droits politiques en Iran, et doivent « gagner » leur citoyenneté en Grande-Bretagne avant de pouvoir jouir d'une citoyenneté. L'adhésion à une association aurait pu être donc le moyen de créer une citoyenneté collective, de prendre position, non pas en tant qu'individu puisque le vote en Iran est impossible, mais en tant que communauté, et de faire entendre la voie de la communauté iranienne, voire de militer. L'impossibilité de créer une relation publique avec l'Iran aurait pu être la motivation derrière une implication avec le pays d'accueil. Toute personne a besoin de se sentir membre d'une entité politique, qui fournit des droits et a un rôle de protection. Mais les associations iraniennes, en particulier celles qui ont été créées avant la Révolution Islamique, ne prennent pas position. Cela est dû en partie à l'état des relations diplomatiques entre l'Iran et la Grande-Bretagne ou l'Occident en général. Un soutien au régime de l'Ayatollah pourrait soulever des questions sur la loyauté du groupe envers la société dans lequel il se trouve. Or, dans la création de la citoyenneté, la notion de but commun est centrale pour fédérer différents groupes. Afin qu'il y ait coopération sur un objectif commun, il faut que les différents acteurs de cette coopération puissent se faire confiance. Les associations iraniennes restent donc à l'écart de toute question politique. Cette absence de prise de position est aussi révélatrice qu'une déclaration officielle. Car s'ils ne peuvent pas s'impliquer dans la vie politique iranienne, rien ne les empêche de s'intégrer dans la vie politique britannique. Ce refus de le faire tendrait à prouver qu'en règle générale, la société civile iranienne ne souhaite pas participer à la vie politique britannique ou londonienne. La dimension politique de la citoyenneté est totalement inexistante parmi la société civile iranienne, non pas à cause de la législation, mais par choix des acteurs de la société civile. Cela pourrait être interprété comme un soutien par défaut à leur pays d'origine, et montre dans tous les cas que les actions et les liens tournés vers la société d'accueil restent

⁵²³ Roger Waldinger et David Fitzgerald, "Transnationalism in Question", *American Journal of Sociology*, 109.5, (March 2004), p.1183-1185.

superficiels ou ne sont pas encore très développés. L'ouverture de ces dernières années relève davantage d'une stratégie liée au contexte créé par la législation britannique, qu'une réelle envie de s'impliquer dans la vie sociale de Londres. Les actions menées restent très ciblées et bénéficient autant aux Iraniens qu'aux personnes étrangères à la communauté.

Les associations qui regroupent des membres de la seconde génération semblent plus impliqués mais ponctuellement, comme la venue de Donald Trump à Londres. Seule l'association étudiante de la SOAS en a fait mention. Des manifestations ont été organisées, mais aucune par la société civile iranienne. Les manifestations contestaient les sanctions économiques maintenues par les États-Unis à l'égard de l'Iran. Le fait qu'aucun consensus de la société civile n'ait été mentionné peut indiquer un désintérêt de la part de la société civile pour les questions politiques et financières relatives au pays d'origine, ou le désir de ne pas montrer à la société d'accueil les engagements politiques. La majorité des associations regroupe des individus d'un niveau socio-économique plutôt aisés, il est donc possible que les questions de sanctions financières ne soient pas d'un grand intérêt pour eux, puisqu'ils ont de toutes façons très peu de lien avec l'Iran.

L'exercice de la citoyenneté par la société civile iranienne semble être conditionnée aux prérequis demandés pour l'obtention légale de cette citoyenneté. En quittant l'Iran, les migrants ont abandonné leurs droits politiques et n'ont pas systématiquement obtenus des droits dans les pays ou les régions où ils résident. Cette absence de droits peut être apparenté à une absence de nationalité : légalement ils ne font partie d'aucune entité politique. Ce n'est pas le cas des Chypriotes, qui en plus d'avoir la possibilité de demander la double nationalité, sont membres de l'Union européenne et du Commonwealth. En tant que tels ils peuvent participer facilement à la vie politique de leur pays d'origine et du pays où ils se trouvent en tant que citoyen européen ou citoyen du Commonwealth. Les Iraniens ne bénéficient pas de cette accumulation ou superposition de nationalité. Il semble donc que la société civile se soit repliée sur d'autres critères de rassemblement et d'appartenance, et qui sont exclusivement propre à la diaspora. Ce sont les expériences et les traumatismes vécus qui soudent la société civile iranienne. S'il est possible de créer un sentiment de rassemblement pour les membres de la communauté et d'exprimer ce sentiment à travers des actions associatives, il est difficile pour toute personne extérieure à la société de se sentir impliqué. Le deuxième problème est que le peu d'actions qui ont été faites avec une ouverture sur la société d'accueil n'englobent pas toute la société, mais uniquement un pourcentage ciblé : des entrepreneurs, des étudiants en commerce, etc. La citoyenneté entendue comme participation à la vie politique n'est pas

utilisée et la citoyenneté entendue comme participation à la vie de la société n'est pas complète. La citoyenneté des Iraniens se limite au respect des lois du pays dans lequel ils se trouvent. Ils paient leurs impôts, scolarisent leurs enfants, et font preuve d'un bon caractère. Il n'y a de participation active, ils ne prennent pas part à la vie de la société au-delà de ce qui peut leur être utile pour prospérer à Londres.

On pourrait expliquer cette attitude par le fait que la majorité de la communauté n'a pas choisie d'être à Londres. Ceux qui ont quitté le pays à cause de la Révolution islamique ou ceux qui l'ont quitté à cause des difficultés économiques sont à Londres par intérêt (économique principalement) et non par réel choix. Mais c'est également le cas de la diaspora chypriote grecque. Ceux qui sont arrivés en 1974, ont été contraints de quitter leur pays, et tout comme les Iraniens, ont choisi la Grande-Bretagne et Londres par intérêt (réseaux déjà existants, communauté présente, contexte économique) plutôt que par affinité. Pourquoi cette différence alors dans l'exercice de la citoyenneté entre les associations iraniennes et les associations chypriotes ?

Un premier élément de réponse réside dans la situation diplomatique des pays d'accueil. La situation de l'Iran et les lois iraniennes laissent finalement peu de choix aux Iraniens pour exercer leurs droits à la citoyenneté. Ils sont considérés comme des traîtres par le régime de l'Ayatollah et ne peuvent bénéficier de la double nationalité pour participer à la vie politique de leur pays. Au Royaume-Uni, ils peuvent au mieux espérer une citoyenneté de seconde zone, en étant citoyen sans vraiment l'être, tant qu'ils ne peuvent présenter les éléments demandés. Leur citoyenneté est donc passive, et il semble que la société civile se concentre sur des éléments plus superficiels (organisation de fêtes culturelles, séminaires ou journée d'étude sur des aspects de l'histoire iranienne), qui demandent une implication moindre, mais qui permettent à presque toute la communauté iranienne de progresser. Le changement pourrait venir de la dernière vague de migrants, les demandeurs d'asile. Leur expérience est assez différente, puisque basée sur des problèmes économiques et non politiques. Mis de côté par les autres membres de la communauté, ils pourraient vouloir s'en démarquer encore plus en prenant position plus ostensiblement.

De leur côté, les Chypriotes jouissent de plusieurs niveaux de droits politiques (en tant que Chypriotes, Britanniques, Européens) et un retour dans le pays d'origine, bien qu'hypothétique ou selon des modalités différentes de celles défendues jusque-là, n'est pas totalement inaccessible. La situation diplomatique ne pose, pour le moment aucun problème. La Turquie est un allié dont les pays européens semblent se méfier de plus en plus. Enfin,

même si le Royaume-Uni ne pourra plus utiliser son influence au sein du Parlement européen pour pousser à la résolution du conflit, le pays est toujours garant de Chypre et y conserve deux bases militaires, des arguments que la société civile ne manquera pas d'exploiter afin d'arriver à ses fins.

Un deuxième élément est le discours public concernant ces deux groupes. Les Iraniens sont souvent assimilés aux musulmans, bien qu'ils fassent partie d'un courant différent de l'islam et que beaucoup d'Iraniens se réclament en réalité du zoroastrisme. Le discours public autour de l'islam reste teinté de méfiance malgré les efforts faits au niveau national et local (Programmes *Near Neighbour* ou *A Year in Service* par exemple). De plus l'amalgame est souvent fait entre la nationalité et la religion, ce qui pénalise la société civile iranienne, lorsqu'elle essaie de se faire connaître. Les Chypriotes grecs sont en majorité de confession orthodoxe, et le discours public les concernant (quand il y en a un) est relativement neutre. Ils rencontrent en réalité peu de difficulté au niveau associatif, si ce n'est la compétition pour l'attention des autorités locales. La religion orthodoxe n'est pas vue comme une menace. Les Chypriotes grecs sont souvent associés à la communauté grecque, qui est davantage connue pour sa culture que des quelconques problèmes politiques. Le discours des responsables de la société civile s'est adapté pour contrer ce que les Chypriotes Turcs ou la Turquie pourraient leur reprocher avant les événements de 1974. Chypre a été mis sur le devant de la scène en 2011, alors que l'île rencontrait des difficultés financières à la suite de la récession mondiale, et aucun scandale n'a été à déplorer.

3.2.3 Remarques conclusives

La citoyenneté s'avère être un profond révélateur des liens qui unissent les migrants et les différents endroits qui font partie de leur identité. L'identité transnationale qui a pu être dégagée repose sur des liens qui ont pour but de créer une image pour les groupes cotoyés, et un imaginaire, pour la communauté représentée. Les Chypriotes donnent l'image d'une communauté qui met tout en œuvre pour la résolution du conflit qui déchire l'île. Dans l'imaginaire créé par la société civile pour les Chypriotes, la communauté chypriote s'est toujours battue pour ceux qui avaient été expulsés. Encore aujourd'hui, ils ont réussi à transmettre ce militantisme aux générations suivantes. Les différents obstacles rencontrés, notamment politique avec l'échec du plan Annan et la réticence des Nations Unies puis de l'Union Européenne à pleinement s'impliquer dans la résolution du conflit au-delà de recommandations qui ne sont pas respectées par la Turquie, leur ont permis d'évoluer. La

communauté s'est tournée vers les autres. Elle a pris soin des plus vulnérables à Londres et à Chypre. Tout ceci reste stratégique. Les liens transnationaux ont toujours été une stratégie, que ce soit pour survivre à la suite d'une migration ou pour atteindre un objectif précis. Contrairement à la transnationalité qui peut être exploitée par les communautés, la citoyenneté témoigne du degré d'implication de la communauté avec les endroits concernés. Or, la citoyenneté des Chypriotes grecs semble montrer une direction différente des liens transnationaux, au niveau de la société civile. La diaspora dans son ensemble semble avoir évolué vers une citoyenneté davantage londonienne que chypriote. Il est possible pour les Chypriotes de voter pour les élections présidentielles chypriotes, et les résultats du scrutin de janvier 2018 montre que les Chypriotes de l'étranger ont voté. Mais en tant que communauté, que groupe ethnique établi à Londres, les élections n'ont pas du tout été traitées. La citoyenneté politique s'exprime peut-être au niveau individuel, mais pas au niveau collectif. D'autre part, s'il est vrai que certaines associations comme NEPOMAK développent des partenariats avec des associations chypriotes en faveur d'enfants défavorisés, on ne peut pas réellement parler de citoyenneté sociale. L'implication reste minime, bien différente de la situation à Londres, où certaines associations sont en passe de devenir des acteurs incontournables de la vie londonienne.

Lorsque les Chypriotes grecs se sont retrouvés réfugiés dans leur propre pays et sont parties à Londres afin de pouvoir survivre, leur but n'était pas d'abandonner leur pays d'origine à son sort. Maintenant que la communauté est bien ancrée dans la société londonienne, c'est de leur responsabilité d'aider la résolution du conflit, non pas pour qu'il puisse retourner à Chypre définitivement, mais parce que la population restée à Chypre les a aidés à travers les réseaux transnationaux déjà présents lors qu'ils étaient en difficulté. La situation est surtout difficile pour les Chypriotes de Chypre. Pour ceux qui sont installés à Londres, le retour est hypothétique. L'implication des associations chypriotes relève davantage d'un attachement social, d'une promesse faite aux générations précédentes qu'ils ne laisseraient pas la situation telle qu'elle était en 1974. C'est à leur tour d'aider leur pays, puisqu'ils sont membres d'un pays -et d'une ville- dont le poids diplomatique est plus significatif que Chypre.

Dans le cas de la communauté iranienne, la citoyenneté est presque inexistante. La participation à la vie sociale est pensée pour certains membres de la communauté iranienne uniquement. L'identité transnationale laissait pourtant penser que la société civile iranienne faisait des efforts afin de s'intégrer plus visiblement dans la société londonienne. Il apparaît

clairement que les changements opérés par la société civile iranienne sont presque exclusivement fonction de la politique britannique ou iranienne. La notion de bon citoyen ou de bon caractère a été introduite relativement récemment dans les textes de lois. La société civile iranienne s'est donc adaptée, afin de respecter les lois et de pouvoir aider les membres de sa communauté. C'est donc une autre façon d'envisager la citoyenneté. Sans que cette action soit uniquement passive, elle n'est pas aussi active que certains groupes comme les Chypriotes grecs. Mais la société civile iranienne fait de son mieux pour respecter les lois et ainsi montrer son respect face aux autorités locales et nationales. L'absence de participation politique au niveau associatif peut être dû à la crainte d'être mal jugé.

Contrairement aux Chypriotes, l'échelle du quartier n'est pas pertinente pour l'étude de la société civile iranienne. Certains quartiers n'ont pas de données concernant la population iranienne présente, en grande partie parce que la population iranienne ne souhaite pas se faire connaître⁵²⁴. Mais la société civile iranienne amorce un virage dans son intégration sociale. De plus en plus ouverte à la société autour d'elle, elle indique une envie de faire partie du paysage associatif connu des quartiers. Mais alors que les Chypriotes grecs se sont tout suite fait connaître, les Iraniens ont mis plus de temps à être acteur de leur intégration. La méfiance et le discours public à leur égard a pu être un frein au développement d'une citoyenneté plus active. Tout comme l'identité transnationale est en évolution la conception de la citoyenneté par la société civile iranienne est en train d'évoluer. Pour le moment, elle se résume à une préoccupation tournée vers les membres de sa communauté et une timide prise en compte de la population londonienne dans son ensemble. Leur qualité de bon citoyen semble passer par la reconnaissance de leur contribution intellectuelle, scientifique et sociale.

L'identité transnationale et la citoyenneté de la société civile sont interdépendantes, mais dépendent des facteurs extérieurs qui impactent leur développement et leur évolution. Les choix des migrants ou de la société civile sont en réalité moins libres que ce que l'on a pu penser. Puisque chacun cherche à appartenir à un endroit, à s'en sentir membre, les associations ne peuvent s'affranchir des exigences inhérentes à l'adhésion ou l'appartenance à cet endroit. L'identité transnationale peut préparer le terrain à une citoyenneté plus active, mais ne peut remplacer un engagement actif de la part de la société civile dans la relation qui unit une association et l'endroit avec lequel elle souhaite entretenir une relation.

⁵²⁴ Kathryn Spellman, *Religion and Nation: Iranian local and transnational networks in Britain*, Bergham Books, Oxford (2004), p.39.

CONCLUSION

La migration est une expérience de vie transformatrice pour les migrants. Quelles que soient les raisons et les conditions de son départ, le migrant qui quitte sa région et sa zone de connaissance est profondément affecté par cette expérience. Les études transnationales s'attachent à découvrir dans quelle mesure cette transformation agit sur les entités autour du migrant : la famille proche et éloignée, son réseau professionnel, son réseau d'amis mais également les institutions de son pays d'origine et celle du pays où il réside, ainsi que les autres migrants qui résident dans un autre pays mais qui sont originaires du même endroit. À travers des liens, des attitudes, des relations plus ou moins soutenues, le migrant recrée un espace où il se redéfinit. Ces relations ne sont pas nouvelles, et l'attitude des migrants aujourd'hui n'est pas fondamentalement différente de l'attitude des migrants du début du 20^e siècle. Les éléments qui ont motivé ma recherche découlent des débats qui animent les recherches sur le transnationalisme, et plus particulièrement l'impact des contextes nationaux et internationaux, ainsi que la pérennité des liens établis par les primo-arrivants. Ces liens transnationaux étant l'expression du vécu de la migration par les migrants, ils nous éclairent sur l'identité du migrant dans son rapport au monde et en fonction de son histoire. Autrement dit, comment il se définit dans la vie citoyenne des sociétés qu'ils côtoient.

De nombreuses questions demeurent sur la pertinence même du transnationalisme comme sujet d'étude⁵²⁵, les réticences des chercheurs en sciences sociales se basant sur la remarque des historiens que des liens entre le pays d'accueil et le pays d'origine ont toujours été entretenus par les migrants. Dans ce cas, pourquoi parler d'un phénomène nouveau, alors que ce qui est observé l'est déjà sous une autre appellation. Le terme de « transmigrant » est lui aussi remis en question, puisqu'il n'apporterait rien au domaine de recherche⁵²⁶. Force est de constater cependant que la situation des migrants aujourd'hui n'est pas celle des migrants du siècle précédent. Les chercheurs ont peu à peu constaté que ces relations étaient conditionnées par les contextes qui concernaient les migrants. Le contexte national du pays

⁵²⁵ Roger Waldinger, "Between "Here" and "There": Immigrant Cross-Border Activities and Loyalties", *The International Migration Review*, 42.1, (2008), p.3 et 4.

⁵²⁶ *Ibid*, p.3.

d'origine et celui du pays d'accueil pèsent sur les relations que le migrant entretient, tout comme l'histoire personnelle et les différentes ressources auxquelles il a désormais accès. Il y a donc un phénomène à observer. La question suivante était de savoir comment l'observer sans y inclure des attitudes qui n'en font pas partie et sans en laisser d'autre de côté. Des distinctions et des limites ont été posées afin de définir exactement ce qui relevait du transnationalisme. Bien que les distinctions soient nombreuses un consensus émerge pour dire que les liens qui sont réguliers et qui ont une influence sur les sociétés d'accueil et/ ou d'origine sont des liens transnationaux. Il faut également que ces liens soient partagés par une part significative de la population étudiée⁵²⁷. L'étude de la société civile s'est alors imposée, car elle permet de dégager des tendances partagées par une majorité et de montrer les orientations prises par les responsables ou les représentants, qui ont souvent des porte-paroles pour le groupe. La composition de la population des grandes métropoles est de plus en plus fragmentée, avec ce que Steven Vertovec a appelé la super-diversité⁵²⁸. Principalement visible à Londres, elle est cependant de plus en plus présente dans les métropoles. La super-diversité signifie que les groupes ethniques qui servaient de référence jusque-là sont éclatés. Divisés en sous-groupes ethniques, mais pas seulement, ils informent sur l'identité d'un migrant. Ces sous-groupes sont représentés par des associations, dont les responsables peuvent devenir les porte-parole du groupe. Interroger des individus même en grand nombre ne permettrait pas d'avoir une vue d'ensemble et poserait donc la question de la validité des résultats. Ils ne pourraient être représentatifs de la population. Puisque les liens transnationaux échappent au contrôle de l'État, il fallait trouver un niveau institutionnalisé capable de représenter avec pertinence les populations étudiées sans qu'il s'agisse d'un organisme en lien trop étroit avec les gouvernements. La société civile s'est imposée. L'adoption de la société civile comme unité d'observation parmi les populations correspond également aux remarques faites par des nombreux en chercheurs en faveur des associations ou de la méso-analyse⁵²⁹. Mon étude s'est

⁵²⁷ Alejandro Portes, Luis E. Guarnizo et Patricia Landolt, « The Study of Transnationalism: pitfalls and promise of an emergent research field », *Ethnic and Racial Studies*, 22.2, (Mars 1999), p.219.

⁵²⁸ Steven Vertovec, « The Emergence of Super-Diversity in Britain », *Center on Migration, Policy and Society*, Working Paper 25, University of Oxford (2006), p.1.

⁵²⁹ Andreas Wimmer et Nina Glick Schiller, « Methodological Nationalism, the Social Sciences, and the Study of Migration: An Essay in Historical Epistemology », *The International Migration Review*, 37.3 (2003), p.598.

Ewa Morawska, « Disciplinary Agendas and Analytic Strategies of Research on Immigrant Transnationalism: Challenges of Interdisciplinary Knowledge », *The International Migration Review*, 37.3 (2003), p.614.

donc concentrée sur la société civile. Le choix des populations s'est fait en conservant un souci de pertinence : des groupes ni trop développés, ni trop petits, afin de pouvoir dégager des tendances applicables à d'autres groupes. Du fait de leur histoire nationale et migratoire, les Chypriotes et les Iraniens ont été choisis. De plus, les événements traumatiques de 1974 et 1979 respectivement permettent d'apporter des éclairages quant à l'influence de l'histoire.

S'il est vrai que le désir de maintenir des liens avec le pays d'origine n'est pas nouveau, la nature des liens et les attitudes ont elles, changé au gré des innovations technologiques. Les attitudes transnationales du début du 20^e siècle ne sont pas les attitudes transnationales du début du 21^e siècle. La super-diversité, particulièrement visible à Londres mais qui apparaît à plus ou moins grande échelle dans les sociétés contemporaines a multiplié ses attitudes, et les chercheurs se doivent d'adapter leurs outils méthodologiques à ces changements rapides. La frontière peut être mince entre différentes distinctions du transnationalisme et l'analyse, tout comme le phénomène lui-même n'est pas linéaire. Le premier défi était donc de choisir une définition pour savoir quelles attitudes observer. Au cours des recherches historiographiques sur le transnationalisme la notion d'intention m'est apparu comme un fil conducteur. L'intention derrière les attitudes des migrants définit si ces attitudes sont transnationales ou non. Les liens transnationaux doivent avoir un impact, dans au moins un des pays concernés. Cet impact peut concerner le pays et ses institutions mais aussi le statut ou la position (sociale, économique ou politique) du migrant. Des liens et des relations entretenus parce qu'un migrant a le mal du pays ne peuvent être placés sur le même plan que des attitudes qui ont pour but de conserver au migrant sa position sociale ou de faciliter son intégration et son enrichissement dans la société d'accueil. Cette définition laisse de nombreuses attitudes en dehors du champ des études transnationales, mais le transnationalisme découle des études migratoires et se retrouve souvent à cheval avec d'autres champs d'étude.

Cette étude tente d'apporter des éléments de réponse quant à la construction de la citoyenneté des migrants dans un contexte de super-diversité. Les premières études sur le transnationalisme décrivaient des relations transnationales plus intenses que dans le passé, notamment dans le but de résister et de s'opposer à la vision des immigrants que les Etats-Unis voulaient modeler⁵³⁰. Si les transmigrants, comme ils sont appelés dans l'étude de Nina

⁵³⁰ Nina Glick Schiller, « The Implications of Haitian Transnationalism for U.S.-Haiti Relations: Contradictions of the Deterritorialized Nation-State », *Journal of Haitian Studies*, 1.1, (1995), p. 119.

Glick Schiller, maintiennent des liens dans différents domaines, c'est pour aller à l'encontre de l'idée selon laquelle un migrant doit délaissier sa culture d'origine pour s'intégrer dans le pays d'accueil. Cette affirmation a été questionnée par des chercheurs comme Roger Waldinger et David Fitzgerald, qui mettent l'accent sur l'influence que le contexte international peut avoir sur ces relations. Ils remettent également en question la pertinence du transnationalisme. Puisque les liens transnationaux sont fonction du contexte international, que celui change au gré des relations diplomatiques et que les liens entre les migrants et leur pays d'origine ne sont pas nouveaux, ce que l'on semble avoir découvert n'est en fait qu'une manifestation de liens déjà existant mais exprimés différemment. La confusion provient en partie de l'affirmation selon laquelle le transnationalisme est un phénomène récent. Comme expliqué plus haut, ce n'est pas le cas. Même si le phénomène est plus ancien que précédemment supposé, il n'en demeure pas moins un phénomène à part entière, qui a évolué. Les nouvelles technologies, les changements géopolitiques et l'attitude du pays d'accueil envers les migrants sont des facteurs qui influencent les relations transnationales. En ce qui concerne mon étude, la question était de savoir si la super-diversité de Londres avait une influence sur les relations transnationales des migrants chypriotes et iraniens, y compris ceux des générations suivantes, et comment ces relations transnationales influencent leur citoyenneté et leur identité transnationale.

Les observations faites au cours de mon étude m'ont permis de dégager certaines tendances. Premièrement, la super-diversité n'est qu'une influence indirecte. Pour gérer la ville, le gouvernement national, le gouvernement régional ainsi que les gouvernements locaux des 32 *boroughs* ont mis en place des programmes ayant le but de mener à une meilleure cohésion sociale. Les villes industrielles britanniques ont un passif parfois violent sur les relations entre les groupes ethniques, que ce soit entre eux, ou avec la population dominante. La législation britannique ainsi que la politique locale de Londres entraînent une modification des relations transnationales telles qu'elles sont envisagées par la société civile. Elles poussent les responsables à s'investir davantage dans la vie locale par exemple. Les conclusions et remarques de cette étude ne seraient pas applicables à des groupes similaires mais résidants dans une autre ville, comme par les Iraniens à Los Angeles. Le transnationalisme reste un phénomène ancré localement, dans un espace bien défini. Il serait intéressant d'observer les mêmes groupes dans un autre espace transnational, afin de déterminer l'ampleur de l'influence de la société d'accueil. Les premières études de cas étaient presque exclusivement centrées sur les Etats-Unis. La diversification des études, notamment sur des pays européens a

montré que, bien que certains points communs existent, les relations transnationales dépendant d'un nombre important de facteurs qui peuvent pousser les migrants à les modifier, les ajuster ou les supprimer.

Avec la double intention de capitaliser une aide institutionnelle en cas de besoin et de montrer la bonne volonté de la population, les associations chypriotes participent à ces programmes. Dans le même contexte de super-diversité, l'attitude des associations iraniennes est différente, démontrant le rôle que la situation nationale du pays d'accueil peut jouer. Les relations transnationales chypriotes ont progressé, pour que le lien entre la Grande-Bretagne et Chypre se renforce, tandis que les relations transnationales iraniennes sont restées sensiblement les mêmes. Est-ce à dire que l'identité transnationale chypriote a également évolué, contrairement à l'identité iranienne ? Pas tout à fait. L'identité transnationale c'est la façon dont un migrant se définit dans sa relation avec son pays d'origine et son pays d'accueil. L'attitudes des Chypriotes à cet égard n'a pas changé. Qu'il s'agisse d'associations créées en 1976 ou en 2004, le but est toujours le même et un Chypriote londonien se définit par rapport au conflit qui divise l'île. Qu'ils se considèrent comme Chypriote ou comme Londonien d'abord, leurs attitudes transnationales sont en rapport avec la résolution du conflit. Pour les Iraniens, l'identité transnationale reste finalement peu développée. Un Iranien londonien se définit comme un Iranien membre de la société londonienne avant tout. Les liens avec le pays d'origine sont toujours présents, mais n'ont pas été particulièrement affectés par la Révolution islamique. Il y a des similitudes entre les attitudes Iraniens issus de la bourgeoisie qui se sont installés librement en Grande-Bretagne dans les années 1950 et les intellectuels qui se sont installés après la Révolution islamique. Ils se ressemblent tant sur leurs origines sociales que sur leurs attitudes envers la société d'accueil et envers la nouvelle vague migratoire iranienne. Leur profil diffère en revanche de ces demandeurs d'asile qui sont arrivés au début des années 2000 et qui composent une nouvelle strate de la population iranienne à Londres. Alors que les deux premiers groupes entretiennent des liens superficiels ou lâches avec leur pays d'origine et se concentrent sur favoriser l'insertion des étudiants iraniens aisés dans la société londonienne, les demandeurs d'asile entretiennent des liens plus profonds et davantage centrés sur la politique et l'économie. Les circonstances du départ et la classe sociale ont donc une influence sur les liens transnationaux. Je m'attendais à ce que les Iraniens arrivés à Londres à la suite de la Révolution islamique aient une attitude proche de celle des Chypriotes et donc des demandeurs d'asile. Mais ce qui les préoccupe c'est l'insertion dans la société londonienne, probablement parce qu'ils ont les moyens de réussir

leur intégration. Ils s'appuient sur les réseaux établis par les Iraniens et qui sont sensiblement de la même classe sociale : ce sont des docteurs, des dentistes, des avocats ou des professeurs. Il est plus facile de bénéficier de l'aide des réseaux. Les demandeurs d'asile en revanche sont peu qualifiés et éprouvent des difficultés à s'intégrer. On peut donc en conclure que même si intégration et transnationalisme ne s'excluent pas, il est possible dans certains cas de trouver une corrélation entre les difficultés d'intégration et le renforcement de liens transnationaux. Notons cependant que ce cas n'est possible que dans la mesure où le contexte national de l'Iran et de la Grande-Bretagne pèse sur ces liens. La fermeture des frontières britanniques⁵³¹ et les difficultés pour les migrants d'obtenir un droit d'asile ainsi que l'hostilité ou tout du moins la passivité du reste de la population iranienne à Londres à leur égard n'incite pas les nouveaux arrivants à rester. Pour pouvoir rentrer, il faut que la situation change en Iran, d'où des pratiques transnationales plus soutenues. Ces attitudes peuvent également avoir pour objet de les aider à s'intégrer dans la société londonienne, en trouvant un appui ou un soutien en Iran, qu'ils ne trouvent pas à Londres. Encore une fois, les liens transnationaux sont fonction des contextes.

L'attitudes des deux autres groupes s'expliquent également par leur intégration dans la société londonienne et leur participation à la vie citoyenne. Les dernières politiques en matière de cohésion sociale ont mis l'accent sur la participation citoyenne par le biais du volontariat, de l'aide au niveau local et par la participation à des projets interculturels ou interreligieux⁵³². Dans cet état d'esprit, afin de garantir la pérennité de leur situation, ces groupes s'attachent davantage à la société d'accueil. Le transnationalisme permet de réinventer une identité.

Les réseaux sont également au centre des études transnationales, tant dans l'analyse des relations qui semble plus pertinente au niveau de la société civile, que sur l'influence que ces réseaux peuvent avoir sur les migrants et donc sur les relations transnationales. Ils sont

⁵³¹ Alan Travis, "Immigration bill: Theresa May defends plans to create 'hostile environment'", *The Guardian*, (10 oct 2013)
<<https://www.theguardian.com/politics/2013/oct/10/immigration-bill-theresa-may-hostile-environment>> [27 septembre 2020]

⁵³² *Borders, Citizenship, and Immigration Act* (2009)

Ministry of Housing, Communities and Local Government, "Launch of 'Together in Service' to support multi-faith volunteering" *Gov.uk*, (21 novembre 2013)
<<https://www.gov.uk/government/news/launch-of-together-in-service-to-support-multi-faith-volunteering>> [27 septembre 2020]

liés à la construction de l'identité transnationale, puisque cette dernière se construit en opposition par rapport à l'Autre. Plus les réseaux sont ouverts et acceptent des membres d'horizons divers, plus la construction de l'identité est vague. A l'inverse, des réseaux fermés sont plus facilement définissables, mais se retrouvent également plus ostracisés, leur identité correspondant à quelques individus. Les réseaux éclairent également sur la difficulté pour la société civile de maintenir les liens transnationaux. Les associations chypriotes institutionnalisées comme la Fédération Nationale ou *Nepomak* entretiennent une attitude transnationale à la frontière du transnationalisme étendu (*expanded*) et du transnationalisme étroit. L'institutionnalisation de ces associations les oblige à composer davantage avec les institutions de la société d'accueil, ce qui leur laisse moins de temps pour les relations transnationales à proprement parler. L'intention est la même et le but n'a pas changé mais le chemin pour y arriver est plus long. Parallèlement, leurs relations ont plus d'impact que d'autres associations. Les *HTAs* n'ont pas ce type de problème et sont plus à même de maintenir des liens serrés avec le pays d'origine. Leurs liens restent cependant très locaux.

Il existe une hiérarchie parmi les associations. Celles qui sont très institutionnalisées ont davantage d'importance, car elles sont plus visibles et reconnues. Elles deviennent tout naturellement le porte-parole de la population. S'il existe des dissidences, elles sont marginales et surtout marginalisées. Cette visibilité les oblige néanmoins à composer avec les institutions de la société d'accueil et peut mettre à mal certains de leurs intérêts. De plus cela ne présage pas du succès de leurs interventions. Lorsque la Turquie a été accusée de violer la zone économique exclusive de Chypre, les responsables de la société civile se sont tournés vers leur soutien politique au Parlement, mais la réponse fut vague et ne montrait aucune prise de position claire⁵³³. Cet exemple montre les limites de l'implication de la Grande-Bretagne pour l'accomplissement du projet que les Chypriotes se sont fixés.

L'identité transnationale de la seconde génération diffère dans sa construction, puisque les éléments de départ sont différents. Ce qui est le pays d'accueil pour leurs parents est leur pays d'origine. Le pays d'origine reste cependant lié à leur parent. Comment la super-diversité pourrait-elle jouer un rôle dans l'identité transnationale de la seconde génération ? Les études portant sur les membres de la seconde génération sont presque toutes exclusivement centrées sur les Etats-Unis. Or, l'idée du melting-pot diffère de la politique migratoire que les pays européens ont adoptée. Certains prônent l'assimilation, tandis que la

⁵³³ Voir annexe 2

Grande-Bretagne a longtemps prôner le multiculturalisme. Dans un cas, les nombreuses cultures fusionnent pour n'en donner qu'une, qui forme l'identité ou la culture américaine, tandis que dans l'autre cas, les cultures se côtoient mais conservent leur singularité. C'est cet ensemble de culture qui était censé représenter l'identité britannique. Les attaques terroristes ont mis à mal cet idéal (aux Etats-Unis comme en Grande-Bretagne), mais cet esprit subsiste néanmoins dans des grandes villes cosmopolites comme Londres ? Bien que cette opportunité permette à la seconde génération de conserver des liens transnationaux, elle ne l'influence pas réellement. Le souci des parents iraniens c'est que leur enfant réussisse dans la société londonienne. Les écoles de langue préparent au *GCSE* et encouragent les enfants à s'intéresser à des carrières prestigieuses. Être iranien est assimilé à cette réussite sociale et économique. On retrouve le même état d'esprit parmi la population chypriote, notamment avec la création de réseaux mettant en relation des hommes d'affaires ou des professionnels de différents domaines. Être chypriote est associé à la contribution à la société londonienne et à être concerné par le conflit qui déchire l'île. Contrairement aux écoles de langue iranienne, la réussite académique n'intervient que plus tard, lorsque les jeunes Chypriotes sont en âge de comprendre les enjeux du conflit. Les écoles de langues s'occupent de transmettre la langue et l'histoire. On retrouve cette envie d'excellence parmi les jeunes professionnels comme avec l'association *Nepomak* qui, en plus de proposer des stages intensifs pour découvrir la culture chypriote et « renouer avec leur racines⁵³⁴ », propose aux jeunes actifs chypriotes des stages avec les Nations Unies à New-York ou l'organisation d'exploration spatiale chypriote⁵³⁵.

Les attitudes mais aussi la façon de penser sont transmises par les parents et cette influence détermine l'attitude de la génération suivante. Notons tout de même, que les liens transnationaux chypriotes entretenus par la seconde génération sont davantage tournés vers la société d'accueil, héritage de l'évolution de l'attitude de la société civile. Il ressort de cette étude que l'attitude de la seconde génération n'est pas aussi claire que certains chercheurs le pensaient. Comme certaines études l'avaient déjà démontré, le maintien des liens transnationaux après la première génération est plus complexe qu'un simple déclin parce que la génération suivante est intégrée et n'a pas connu les mêmes facteurs qui ont influencé la première

⁵³⁴ « What has NEPOMAK been up to in 2018... ? Hear it » *NEPOMAK*, Global President's speech, NEPOMAK World Conference, 2018 <<https://www.facebook.com/NEPOMAK/videos/1929568513731867>> [consulté le 6 août 2018]

⁵³⁵ « CSEO Internships, Cyprus launches into the space era », <<https://nepomak.org/cseo-internships/>> [consulté le 6 août 2018]

génération. S'il est vrai que certains contextes sont différents, il ne faut pas sous-estimer l'influence parentale. En inscrivant leurs enfants dans une école de langue pour apprendre la culture et la langue du pays d'origine, ils inscrivent également l'enfant dans une communauté. Les relations sociales qui sont créées influencent aussi la relation avec le pays d'origine. Cela fait partie de la négociation et de la construction de leur identité. La super-diversité de Londres provoque un sentiment diffus de besoin de reconnaissance. Il y a tellement de groupes, qu'une compétition s'installe et qu'il devient indispensable pour la société civile des populations étudiées de se distinguer.

Ces observations confirment les remarques des chercheurs sur l'influence du pays d'accueil et du pays d'origine. Qu'il s'agisse de l'octroi de la double nationalité⁵³⁶, du contrôle des frontières⁵³⁷, ou des relations diplomatiques⁵³⁸. Il apparaît cependant, que certains facteurs influencent davantage les relations transnationales, tandis que d'autres semblent pouvoir être contournés. C'est cette différence qui pèse sur la construction de l'identité nationale. Quant à l'attitude de la seconde génération, mes découvertes vont dans le sens des récentes études qui démontrent que le déclin des attitudes transnationales n'est pas si évident mais reste une possibilité. Encore une fois le contexte est déterminant. La société civile ne peut représenter une population dans son ensemble. Il restera toujours des exceptions, des Iraniens impliqués politiquement ou des Chypriotes qui ne se préoccupent pas du conflit. Les entretiens semi-directifs avec les responsables de la société civile, même s'ils permettent de classifier certaines attitudes ne permettent pas de rendre compte de la complexité de la transnationalité des populations. Le contexte dans lequel les relations sont observées peut aussi influencer comme les différences entre les Etats-Unis et l'Europe l'ont montré.

Bien que cette étude apporte des éléments de réponse dans le vaste champ d'étude que représente le transnationalisme, certains points peuvent encore être approfondis. Le rôle des non-migrants tant dans les relations transnationales des primo-arrivants que de la seconde

⁵³⁶ Irene Bloemraad, "Who Claims Dual Citizenship? The Limits of Post nationalism, the Possibilities of Transnationalism, and the Persistence of Traditional Citizenship", *The International Migration Review*, 38.2 (2004), p.403.

⁵³⁷ Steven Vertovec, "Migration and other modes of Transnationalism: Towards Conceptual Cross-Fertilization", *The International National Review*, 37.3, (2003), p.652-653.

⁵³⁸ Roger Waldinger et David Fitzgerald, « Transnationalism in Questions », *American Journal of Sociology*, 109.5, (mars 2004), p. 1189.

génération semble jouer un rôle plus important qu'initialement. Il serait intéressant également de voir également quel est le résultat des programmes mis en place dans les *boroughs* pour améliorer la cohésion sociale, ainsi que les dernières lois en matière de migration. Enfin, cette étude a mis en relief que les distinctions proposées par les chercheurs pour catégoriser les différentes attitudes ne s'excluaient pas à l'intérieur même d'un groupe. Le transnationalisme reste encore un phénomène difficile à déchiffrer. Afin de confirmer certaines des tendances dégagées par cette étude, il serait intéressant de s'attacher à comparer la même population mais dans des pays d'accueil différents. Elle pourrait éclairer davantage la part de transnationalité des Chypriotes ou des Iraniens qui est due au contexte, et la part qui émane de leur intention propre. L'identité transnationale pourrait alors être encore plus précise, et décrire le plus justement possible ce que cela signifie d'être un Chypriote ou un Iranien à Londres.

BIBLIOGRAPHIE

LISTE DES SOURCES PRIMAIRES

Entretiens avec des responsables de la société civile

Entretien avec Monsieur Peter Droussiotis, Président de la Fédération Nationale des Chypriotes de Grande-Bretagne de 2007 à 2015, réalisé le 6 novembre 2013.

Entretien avec Mesdames Theodora Christou et Elisabeth Matsangou, représentantes de l'association *Lobby for Cyprus*, réalisé le 31 mars 2015.

Entretien avec Monsieur Kaveh Kalanthari, responsable de *Iranian Association*, réalisé le 13 avril 2015.

Entretien avec Monsieur Andreas Michaelides, responsable de *Hackney Cypriot Association*, réalisé le 22 octobre 2015.

Entretien réalisé avec Monsieur Namdar Baghei-Yazdi, vice-président de *Iranian Medical Society*, réalisé le 26 octobre 2015.

Entretien avec Monsieur Bambous Charalambous, secrétaire général du parti AKEL en Grande-Bretagne, réalisé le 28 octobre 2015.

Entretien réalisé avec Madame Shala White, directrice de l'école de farsi *Rustam*, réalisé le 14 novembre 2015.

Entretien avec Monsieur Christos Karaolis, le président de la Fédération Nationales des Chypriotes de Grande-Bretagne, réalisé le 15 novembre 2015.

Entretien avec Monsieur Chris Stylianou, manager et coordinateur de *Cypriot Community Center*, réalisé le 26 novembre 2015.

Entretien avec Madame Mina Mohseni, responsable de l'association *Iranian Welfare Association*, réalisé le 6 décembre 2015.

Entretien téléphonique avec Monsieur Babak Emamiam, vice-président de *British Iranian Business Association in the UK*, réalisé le 9 décembre 2015.

Entretien avec Madame Sule Ibrahim, porte-parole de l'associations *Turkish Cypriot Community Association*, réalisé le 10 décembre 2015.

LISTE DES SOURCES SECONDAIRES

ACHOUR Asma Chaieb. « L'impact du sentiment d'appartenance sur l'achat du produit partagé et du produit national ». *ISEOR Recherches en Sciences de Gestion*, 4.91, (2012), p. 59-81.

ACKROYD Peter. *London, the Biography*. London: Chatto & Windus, (2000). 822 p.

AL-ALI Nadjé, Khalid Koser, ed. *New Approaches to Migration? Transnational Communities and the Transformation of Home*. London: Routledge, (2002). 264 p.

ANTHIAS Floya. *Ethnicity, Class, Gender and Migration. Greek-Cypriots in Britain*. Aldershot: Avesbury, (1992). 156 p.

ASHCROFT Richard T. et Mark Bevir, *Multiculturalism in the British Commonwealth: Comparative Perspectives on Theory and Practice*, University of California Press: Berkeley (juillet 2019), 305 p.

BALAZARD Hélène, Robert Fischer et Matt Scott, « The 'Big Society' in the United Kingdom: Privatisation or democratisation of public services », *Revue d'administration publique*, n3.163, (2017). p. 507-520.

BAUBÖCK Rainer et Thomas Faist, ed, *Diaspora and Transnationalism, Concepts, Theories and Methods*. Amsterdam: Amsterdam University Press, (2010). 352 p.

BELL Justyna. "Migrants: keeping a foot in both worlds or losing the ground beneath them? Transnationalism and integration as experienced in the everyday lives of Polish migrants in Belfast, Northern Ireland". *Social Identities*, 22.1, (2016)., p. 80-94.

BELL Sarah, James Paskins (eds), *Imagining the Future: London 2062*, London: Ubiquity Press, (2013), 192 p.

BLAKELEY, Georgina, and Valerie Bryson, (editors). *Contemporary Political Concepts: A Critical Introduction*. Pluto Press, (2002). 240 p.

BLANCHARD Melissa et Sirna Francesca, « Migrations de retour dans les Alpes italiennes : mobilités, « cittadinanza » et sentiment d'appartenance », *Revue européennes des migrations internationales*, 33.2-3, (2017), 301-322.

BLANC Pierre. *La déchirure chypriote*. Paris : L'Harmattan, (2000). 287 p.

BLINDER Scott. « Migration to the UK: Asylum, Briefing ». Oxford: *The Migration Observatory*, (2013). 11 p.

BLOEMRAAD, Irène. Who Claims dual Citizenship? the Limits of Post nationalism, the Possibilities of Transnationalism, and the Persistence of Traditional Citizenship. *International Migration Review*. 38.2, (2004). p. 389-426.

- BOCCAGNI Paolo. "Whom Should we Help First? Transnational Helping Practices in Ecuadorian Migration". *International Migration*, 51.2. (2013). p. 191-209.
- BOCCAGNI Paolo. "Revisiting the "Transnational" in Migration Studies: A Sociological Understanding". *Revue européenne des migrations internationales* [Online], 28.1 (2012). P.33-50.
- BOLOGNANI Marta. "Visits to the country of origin: how second-generation British Pakistanis shape transnational Identity and maintain power asymmetries". *Global Networks* 14.1. (2014). p. 103-120.
- BOURNE Randolph. Trans-national America. *Atlantic Monthly*, n°118, juillet 1916. N.c.
- BOZORGMEHR Mehdi, et Georges Sabbagh. High Status Immigrants: A Statistical Profile of Iranians in the United States. *Iranian Studies*, 21.3/4. (1988). p. 5-36.
- BOZORGMEHR Mehdi. Internal Ethnicity: Iranians in Los Angeles. *Sociological Perspectives*, 40.3, Immigration and Incorporation. (1997). p.387-408.
- BOZORGMEHR Mehdi. From Iranian Studies to Studies of Iranians in the United States. *Iranian Studies*. 31.1 (1999). p. 5-30.
- BRENDON Piers. *The Decline and Fall of the British Empire, 1781-1997*. London : Vintage Books, (2007), 793 p.
- BROADHEAD Jacqueline. « Le rôle de l'intégration sociale dans les politiques mises en œuvre par l'Autorité du Grand Londres entre 2016 et 2019 ». *Hommes & Migrations*, 1326, (1er juillet 2019), p.49-57.
- BUTLER Tim, The new Urban Intermediaries. The new Middle classes and the Remaking of London. » *Journal des anthropologues* (online), 77-78, (1999). p.83-97.
- CANTLE Ted. *Community Cohesion: A New Framework for Race and Diversity*. Basingstoke : Palgrave MacMillan, (2005). 266 p.
- CAPONE Stefania. « Religions « en migration » : De l'étude des migrations internationales à l'approche transnationale ». *Autrepart*, 4.56, (2010). p. 235-259.
- CAVAGNOUD Robin, « Migrations féminines et reconfigurations familiales autour des enfants *left behind* en Bolivie ». *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM*, 31. (2016). p.1-13.
- CLAVIN Patricia. "Defining Transnationalism". *Contemporary European History*, 14.4 (2005). p.421-439.
- CLAWSON Patrick et Michael Rubin. *Eternal Iran, Continuity and Chaos*. Basingstoke: Palgrave MacMillan, (2005). 204 p.
- CLIFFORD James. "Diasporas". *Cultural Anthropology*, 9.3, (1994). p. 302-338.

- COOREBYTER, Vincent de. « Immigration et culture (1) : décors et concepts ». *Courrier Hebdomadaire du CRISP*. 1.1186 (1988). p 3-48.
- COTTIN-MARX Simon, Matthieu Hély, Gilles Jeannot et Maud Simonet. « La recomposition des relations entre l'État et les associations : désengagements et réengagements ». *Revue d'administration publique*, 3.163. (2017). p. 463-476.
- COURTANS Stéphanie, Martine Alcorta et Véronique Rouyer, « Des enfants citoyens ou des citoyens en devenir ? Enjeux et paradoxes de l'éducation à la citoyenneté », *La revue internationale de l'éducation familiale*, 41.1, (2017), p.23-44.
- CRICK Bernard et Andrew Lockyer (eds). "Active Citizenship: What Could It Achieve and How?", Edinburgh: Edinburgh University Press, (2010), p.100-111.
- CURTIS Glenn E, et Eric Hooglund (ed.). *Iran, a Country Study*. 5^e édition. Washington: US Government Printing Office, 2008. 416 p.
- DENKTASH, Rauf. *The Cyprus Triangle*. Nicosia: K. Rustem & Bro, 1988 (1982). 222 p.
- DESSIBOURG-FREER Nicole, Mike Hales *et al.*, *A Question of Talent, How Human Capital Will Determine the Next Global Leader, 2019 Global Cities report*, A. T Kearney (2019), 15p.
- DIKOMITIS Lisa. Three Readings of a Border, Cypriot Crossing the Green Line in Cyprus. *Anthropology Today*. 21.5, (2005). p. 7-12.
- DJALILI, Mohammad-Reza, et Thierry Kellner. « Reza Shah et la fondation de l'Iran moderne », Mohammad-Reza Djalili (éd.), *Histoire de l'Iran contemporain*. La Découverte, (2017), 128p.
- DUANY Jorge. *Blurred Borders: Transnational Migration between the Hispanic Caribbean and the United States*. University of North Carolina Press : Chapel Hill, (2011). 304 p.
- DUMONT Antoine « L'état des recherches sur les associations de migrants internationaux », *Revue européenne des migrations internationales*, 26.10, (2010), p.117-137.
- EADE John. *Placing London. From Imperial Capital to Global City*. Bergham books: Oxford, (2000), 198 p.
- ERDAL Marta Bivand et OEPPEN Ceri. "Migrant Balancing Acts: Understanding the Interactions Between Integration and Transnationalism". *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 2013, 39.6. p. 867-884.
- FANON Frantz, *Peau Noire, masques blancs*, Editions du Seuil, (1952), 239 p.
- FINKIELKRAUT Alain. *La mystification des droits de l'enfant*, Actes du colloques Amiens 8-10 novembre 1990.
- FLUCK Winfried. « A New Beginning? Transnationalisms ». *Literary History*. 42.3, (été 2011) p. 365-384.
- FONER Nancy. "Engagements across National Borders, Then and Now". *Fordham Law Review*. 75.5 (2007). p. 2483-2492. Web

FRANK, Robert, ed. « Le débat transnational ». *Mondes, histoires espaces relations* 1. Paris : Armand Colin, (2012), p.13.

GIDLEY Ben. *Migrants in London: Policy Challenges*. Compas : Oxford, (29 mars 2011). 8p.

GLICK SCHILLER Nina, Linda Basch et Cristina Szanton Blanc. « Transnationalism: A New Analytic Framework for Understanding Migration ». *Annals of New York Academy Sciences*. 645.1. (July 1992). p. 1-24.

GLICK SCHILLER Nina, Linda Basch, et Cristina Szanton Blanc. *Nations Unbound: Transnational Projects, Postcolonial Predicaments, and Deterritorialized Nation-States*. Gordon and Breach: Basel, 1993. 356 p. Web.

GLICK SCHILLER Nina. “The Implications of Haitian Transnationalism for U.S.-Haiti Relations: Contradictions of the Deterritorialized Nation-State”. *Journal of Haitian Studies*. 1.1, (1995). p. 111-123.

GOMEZ Edmund Terrence et Gregor Benton. “Transnationalism and the Essentialism of Capitalism: Chinese Enterprise, the State and Identity in Britain, Australia and Southeast Asia”. *East Asia*, 20.4. (2003). p. 3-28.

GOODISON Nicholas. « London European City of Finance ». *RSA Journal*. 140.5425, (Jan1992). p. 100-107.

GORDON Ian, Tony Travers et Christine Whitehead. *The Impact of Recent Immigration on the London Economy*. London School of Economics and Political Science: City of London. July 2007. 32 p.

GRIMAL Henri. *De l'Empire britannique au Commonwealth*. Paris: Armand Colin, (1971). 416 p.

GUARNIZO Luis E., Alejandro Portes et William Haller. “Assimilation and Transnationalism: Determinants of Transnational Political Action among Contemporary Migrants”. *American Journal of Sociology*, 108.6, (2003). p. 1211-1248.

GUERIN- PACE France, “Sentiment d'appartenance et territoires identitaires », *L'espace géographique*, 35.4, (2006), p.298-308.

HAIKKOLA Lotta. “Making Connections: Second-Generation Children and the Transnational Field of Relations”. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 37.8, (2011). p. 1201-1217.

HALL Stuart. “Cultural Identity and Diaspora”. Dans Jonathan Rutherford (ed.) *Identity: Community, culture, Difference*. Lawrence & Wishart : London, (1990). 240 p.

HAMNETT Chris. « Les changements socio-économiques à Londres. Croissance des catégories tertiaires qualifiées ou polarisation ? » *Sociétés contemporaines*. 22/23. (1995). p.15-32.

HARLOE Michael. Le nouveau gouvernement métropolitain de Londres : vers la terre promise ? *Revue française d'administration*. Vol 3, n° 107. 2003. p. 319-331.

HEPBURN Eve. Citizens of the region: Party conceptions of regional citizenship and immigration integration. *European Journal of Political Research*. 50 (2011), p.504-529.

HARVEY A.D. « London's Boroughs ». *History Today* (online). Vol 47, n°7. July 1999, p.15-17

HILLS John (chair), Mark Brewer *et al.* *An anatomy of Economic Inequality in the UK: Report of the National Equality Panel*. Government Equality Office: London, (2010). 476 p.

JAMES Lawrence. *The Rise and Fall of the British Empire*. New York: St Martin's Press, 1994. 704 p.

JENSON Jane, « The European Union's citizenship regime: Creating Norms and Buildings Practices », *Comparative European Politics*, 5.1, p.35-51.

ITZIGSOHN José et Silvia Giorguli-Saucedo. "Incorporation, Transnationalism, and Gender: Immigrant Incorporation and Transnational Participation as Gendered Processes". *The International Migration Review*. 39.4. (2005). p. 895-920.

ITZIGSOHN José. "Immigration and the Boundaries of Citizenship: The Institutions of Immigrants' Political Transnationalism". *The International Migration Review*. 34.4, (2000). p. 1126-1154.

ITZIGSOHN Jose, Carlos Dore-Cabral, Esther Hernández Medina et Obed Vasquez. "Mapping Dominican Transnationalism: Narrow and Broad Transnational Practices". *Ethnic and Racial Studies*. 22.2, (1999). p. 316-339.

ITZIGSOHN José. "Incorporation and Transnationalism Among Dominican Immigrants". *Caribbean Studies.: Caribbean Migration to Metropolitan Centers: Identity, Citizenship and Models of Integration* 32.1. (Jan-Jun 2004). p 43-72.

KAËS René, « Le concept de groupe d'appartenance et le problème de migration des concepts », *Revue de psychothérapie psychanalytique de groupe*, 2.69, (2012), p. 183-192.

KASTORYANO Riva. « Minorités et politique étrangère : espace transnational et diplomatie globale ». *Politique étrangère*. Vol 3, (2010). p. 579-591.

KEEFE Eugene et al. *Area Handbook for Cyprus*. US Government printing Office: Washington, DC, (1971). 260 p.

KEOHANE Robert et Joseph Nye. « Transnational Relations and World Politics: An Introduction ». *International Organizations*, 25.3, (1971). p. 329-349

KELLY Richard et Robert Crowcroft. "From Burke to Burkha: Conservatism, Multiculturalism and Big Society". *The Political Quarterly*, 82, (2012). p. 109 -119.

KHOSROKAVAR Farhad, 'La révolution islamique en Iran et ses acteurs juvéniles'. *NAQD*. 2.5, (1993). p. 91-110.

KIVISTO Peter. Social spaces, transnational immigrant communities, and the politics of incorporation. *Ethnicities*, Vol. 3, No. 1 (March 2003), p. 5-28.

KRAUSOVA Anna et Carlos Da Silva Vargas. "Briefing: London: Census Profile". *COMPAS*: University of Oxford, (20 mai 2013), 16 p.

LE GALL Josiane, Deirdre Meintel. « Liens transnationaux et transmission intergénérationnelle : le cas des familles mixtes au Québec ». *Autrepart*, 1. 57-58. (2011). p. 127-143.

LE PORS Anicet. *La citoyenneté*. Coll. Que Sais-je ? 4^e édition, tome 665. Presses Universitaires de France, (2011). 128 p.

LEVITT Peggy et Nadya Jaworsky. "Transnationalism Migration Studies: Past Development and Future Trends". *Annual Review of Sociology*. 33, (2007). p. 129-156.

LEVITT Peggy et Mary C. Waters. (eds.) *The Changing Face of Home: The Transnational Lives of the Second Generation*. Russell Sage Foundation : New York, (2002). 408 p.

LORRAIN Dominique. Gouverner « dur-mou » : neuf très grandes métropoles. *Revue française d'administration politique*. 3.107, (2003), p 447 - 454.

MAHDI Ali Akbar. "Ethnic Identity among Second-Generation Iranians in the United States", *Iranian Studies*, Vol. 31, No. 1, Iranians in America (Winter, 1998). p.77 – 95.

MAINELLI Michael, "Global Financial Centers: One, Two, Three ... Infinity?", *Journal of Risk Finance*, 7.2, p 219-227.

MANNING Alan. "Feature: The introduction of immigrants and their Children in Europe: Introduction". *The Economic journal*. 120.542. (2010). p. F1-F3.

MCAULIFFE Cameron. Transnationalism Within: Internal Diversity in the Iranian diaspora». *Australian Geographer*, 39.1. (2008). p.63-80.

MEINTEL Deirdre. « Cape Verdean Transnationalism: Old and New ». *Anthropologica*. 44.1. (2002). p. 25-42.

MEIRIEU Philippe, *Le pédagogue et les droits de l'enfant : histoire d'un malentendu ?* Edition du Tricorne: Paris (2002). 46 p.

MORAWSKA Ewa. "Research on Immigration/Ethnicity in Europe and the United States: A Comparison". *The Sociological Quarterly*, 49.3 (Summer, 2008), pp. 465-482.

MORAWSKA Ewa, « Disciplinary Agendas and Analytic Strategies of Research on Immigrant Transnationalism: Challenges of Interdisciplinary Knowledge », *The International Migration Review*, 37.3.(2003), 611-640.

NASSEHI-BEHNAM Vida. L'exil occidental. *Civilisations*. 32.2 « Regards sur l'Iran ». (1998). p. 209-248.

N.c. « The Global Cities Index ». *Foreign Policy*, n° 181. (Septembre/Octobre 2010). p 124-125.

NEDELUCU Mihaela. « (Re)penser le transnationalisme et l'intégration à l'ère du numérique. Vers un tournant cosmopolitique dans l'étude des migrations internationales ? ». *Revue européenne des migrations internationales*. 26.2 (2010). p. 33-55.

PANAYI Panikos, *An Immigration History of Britain. Multicultural Racism since 1800*. Pearson Educating Ltd: Harlow, (2010). 392 p.

PATTERSON Rubin. Transnationalism: Diaspora-Homeland Development. *Social Forces*. Vol 84, n°4. Juin 2006. p. 1891 – 1907.

PAUSURA Dominic. “Competing Meanings of the Diaspora: the Case of Zimbabweans in Britain.” *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 36.9. (2010). p. 1445-1461.

POINSOT Marie. « L'ADN cosmopolite de Londres », *Musée de l'histoire de l'immigration*, 3.1326, (2019), 3p.

PORTES Alejandro, Luis E. Guarnizo et Patricia Landolt. “The Study of Transnationalism: Pitfalls and Promises of an Emergent Research Field”. *Ethnic and Racial Studies*. 22.2. (1999). p. 217-237.

PORTES, Alejandro. “Introduction: The Debates and Significance of Immigrant Transnationalism “. *Global Networks: A Journal of Transnational Affairs*. 1.3, (2002) p.181-94.

PORTES Alejandro et Alejandro Rivas. « The Adaptation of the Migrant Children”. *The Future of Children*. 21.1. Princeton University. (2011).

PORTES Alejandro, Cristina Escobar et Alexandria Walton Radford. Immigrant Transnational Organizations and Developments: A Comparative Study. *The International Migration Review*. Vol 41, n°1. (2007). p. 242-281.

PRICE Marie and Lisa Benton-Short. Immigrants and world cities: From the Hyper-diverse to the bypassed. *GeoJournal*. 68.2-3, *Immigrants and Transnational Experiences in World Cities* (2007). p.103-117.

RATH Jan, (Ed). *Unravelling the Rag Trade: immigrant Entrepreneurship in Seven World Cities*. New York: Berg, (2002). 252 p.

RATTANSI, Ali. *Multiculturalism, a Very Short Introduction*. Oxford: Oxford University Press, (2011). Print

RAZY Élodie et Virginie Baby-Collin. “La famille transnationale dans tous ses états ». *Autrepart*. 1. 57-58. p. 7-22.

- REX John, Daniele Joly et Czarina Willpert, (eds). *Immigrants Associations in Europe*. Gower: Aldershot, (1987). 247 p.
- ROSENAU James, N. *The Study of Global Interdependence: Essays on the Transnationalization of World Affairs*. France Pinter: London (1980), 344 p.
- ROTBURG Robert. "The Cyprus Crucible: The Importance of Good Timing". *Harvard International Review*. 25.3 (2003). p. 70-74.
- ROUSSOU Maria. *Greek Outside Greece. Cypriots in Britain: A profile of a Greek-Speaking Community in Contemporary Britain*. 2nd Edition. Nicosia: Diaspora Books, (1991). 187 p.
- RUIZ BAIA Larissa. "Rethinking Transnationalism: Reconstructing National Identities among Peruvian Catholics in New Jersey". *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*. 141.4. (1999). p. 93-109.
- RUTTER Jill. *Refugee Children in the UK*. Maidenhead (England); Open university Press, 2006. 249 p.
- SAADA, Julien. « La stratégie politique iranienne : idéologie ou pragmatisme », *Revue internationale et stratégique*, 1.69 (2008), p.55-68.
- SAFRAN William. "Diasporas in Modern Societies: Myths of Homeland and Return". *Diaspora: A journal of Transnational Studies*, 1.1. (Printemps 1991). p. 83-99.
- SALIH Halil Ibrahim. *Cyprus: The Impact of Diverse Nationalism on a State*. University of Alabama Press : Alabama, (1978). 203 p.
- SANGUIN André-Louis. Nettoyage ethnique, partition et réunification à Chypre, *Revue géographique de l'Est*, 45.1, (2005), p.13-25.
- SANTELLI Emmanuelle. « Entre ici et là-bas : les parcours d'entrepreneurs transnationaux. Investissement économique en Algérie des descendants de l'immigration algérienne en France ». *Sociologie*. 1.3 (2010), p. 393-411.
- SASSEN Saskia. *The Global City: New York, London, Tokyo*. Princeton: Princeton University Press, (1991). 480 p.
- SASSEN Saskia. *Guests and Aliens*. The New Press: New York, (1999). 202 p.
- SASSEN Saskia. « The Global City: Strategic Site/ New Frontier ». *American Studies*. Vol 41, n° 2/3. (2000). p. 79-95.
- SASSEN Saskia. « The Repositioning of Citizenship and Alienage: Emergent Subjects and Spaces for Politics ». *Globalizations*, 2.1, (2005). p. 79-94.
- SASSEN Saskia et Robert S Lynd. « What makes a Global City Global? » *Foreign Policy*, n°182. (Nov 2010). p. 18.
- SCHMID Carol L, "The Past is Ever Present: Transnationalism Old and New – Italian and Mexican Immigrants in the US". *International Migration*. 55.3. (2017). p. 21-37.

SCOTT Matthew. "Reflections on 'The Big Society'". *Community Development Journal*. 46.1, (Janvier 2011), p.132-137.

SIMSEK Dogus. Experiences of Turkish Cypriot, Kurdish and Turkish Youth in Creating Transnational Social Spaces in London Schools. *Border Crossing: Transnational Working Papers*, n° 1302. (2013) p. 15-27.

SMITH Michael Peter et Luis. E. Guarnizo (eds). *Transnationalism from Below*. Transaction: New Brunswick, (1998). p.3-31.

SOLSTEN Eric. (ed). *Cyprus, a Country Study*. 4th Edition. Washington: Library of Congress, (1993). 346 p.

SPENCER Ian. *British Immigration Policy since 1939: The Making of Multi-Racial Britain*. Routledge: London, (1997). 224 p.

SPELLMAN Kathryn. *Religion and Nation: Iranian Local and Transnational Networks in Britain*. Oxford: Berghahn Books, (2004) Studies in Forces migrations, Vol.15. 235 p.

SPENCER Sarah. "Super-Diversity and the City". *Cities of Migration. Conversation in integration*. (21 mars 2012). <http://citiesofmigration.ca/ezone_stories/sarah-spencer-super-diversity-and-the-city/> [11 août 2020]

SPIRO Peter J, *At Home in Two Countries, The Past and Future of Dual Citizenship*, New York: NYU Press, (2016), 131-150.

TASSIN Etienne. « Identités nationales et citoyenneté politique », *Esprit*, 198.1, (Janvier 1994). p. 97-111.

TAYFUN Atay. "Ethnicity within Ethnicity Among the Turkish-Speaking Immigrants in London". *Insight Turkey*. 12.1. (2010). p. 123 -138.

TEWDWR-JONES Mark, "Governing London and Sustainability: Power and Contestation in a World City", *Carbon & Climate Law Review*, 5.1, (2011), p. 57-69.

TORBAT Akbar E. The Brain Drain from Iran to the United States. *Middle East Journal*. Vol. 56, n° 2. 2002. p. 272-295.

TRAVERS Tony. *The Politics of London: Governing the Ungovernable City*. (Basingstoke : Palgrave, 2003. 256 p) cité dans Michael Harloe, « Le nouveau gouvernement métropolitain de Londres : vers la terre promise ? », *Revue française d'administration publique*. 3.107. (2003). p. 319-331. Print

VARGAS-SILVA, Carlos. « Geographical Distribution and Characteristics of Long-Term International Migration Flows to the UK ». *Briefing, COMPAS*. (22 janvier 2013)..

VERLEUW Camille. « Iran 2015 : Qui gouverne à Téhéran et comment ? Chi'isme, ésotérisme, stratégie ». *ESKA, « Sécurité globale »*, 1.1 (2015), p. 17-128.

VERTOVEC Steven. « Towards post-multiculturalism? Changing Communities, Conditions and Contexts of Diversity ». *UNESCO*. Blackwell Publishing: Oxford, 2010. p. 83-95.

VERTOVEC Steven. "The Emergence of Super-Diversity in Britain". *Center on Migration, Policy and Society*. Working Paper 25, University of Oxford (2006). 42 p. Print.

VERTOVEC Steven. "Migrations and Other modes of Transnationalism: Towards Conceptual Cross-Fertilization". *The International Migration Review*. 37.3. (2003). p. 641-665.

VIGOUR Cécile. *La comparaison dans les sciences sociales : Pratiques et méthodes*. Paris, La Découverte, « Repères », 2005. 336 p.

WALDINGER Roger et Lauren Duquette-Rury. "Emigrant Politics, Immigrant Engagement: Homeland Ties and Immigrant Political Identity in the United States". *The Russell sage Foundation Journal of the Social Sciences*, 2.3, (Juin 2016). p. 45-59.

WALDINGER Roger. « « Transnationalisme » des immigrants et présence du passé ». *Revue européenne des migrations internationales*, 22.2, (2006). p. 23-41.

WALDINGER Roger et David Fitzgerald. « Transnationalism in Questions ». *American Journal of Sociology*, 109.5, (Mars 2004), p. 1177-1195.

WALDINGER Roger. "The Making of Immigrant Niche". *The international Migration Review*. 28.1. (1994). p. 3-30.

WIMMER Andreas et Nina Glick Schiller. "Methodological Nationalism, the Social Sciences, and the Study of Migration: an Essay in Historical Epistemology". *International Migration Review*, 37.3, (2003). p.576-610.

YEANDLE Mark, *The Global Financial Centres Index n°22*, Z/Yen Group and the China Development Institute, (sept 2017), 48p.

Sources gouvernementales

CONSERVATIVE PARTY. *The Conservative Party Manifesto*. London: n.m, (2015). 83 p.

CONSERVATIVE PARTY. *Invitation to Join the Government of Britain, The Conservative Party Manifesto*. London : n.m, 2010. 131 p.

FOREIGN AND COMMONWEALTH OFFICE. « Le Royaume-Uni et sa diversité ethnique ». HMSO, London: (2001).

GLA. *Londoners born overseas, their age and year of arrival*. London: Greater London Authority, (Sept 2013). 15 p.

GLA. "Promoting London overseas", *London Assembly*,
<<https://www.london.gov.uk/mayor-london/public-affairs/promoting-london-overseas>> [14 août 2020]

GLA. "London's European Office", *London Assembly*,
<<https://www.london.gov.uk/mayor-london/public-affairs/londons-european-office>> [14 août 2020]

HOME OFFICE OF GREAT BRITAIN. *Life in the United Kingdom: A guide for new residents*. 3rd Edition. London: TSO (The Stationery Office), 2018 (2013). 180 p.

MAYOR OF LONDON OFFICE, *The London Plan: Spatial Development Strategy for Greater London.*, GLA: London (Fév 2004), p.15.

https://www.london.gov.uk/sites/default/files/the_london_plan_2004.pdf [14 août 2020]

MINISTRY OF HOUSING, COMMUNITIES AND LOCAL GOVERNMENT, “Launch of 'Together in Service' to support multi-faith volunteering” *Gov.uk*, (21 novembre 2013)

<https://www.gov.uk/government/news/launch-of-together-in-service-to-support-multi-faith-volunteering> [27 septembre 2020]

OFFICE FOR NATIONAL STATISTICS, “Ethnicity and National Identity in England and Wales : 2011”, *People, Population and Community*, (2012),

<http://www.ons.gov.uk/peoplepopulationandcommunity/culturalidentity/ethnicity/articles/ethnicityandnationalidentityinenglandandwales/2012-12-11> [11 août 2020]

OFSTED. Report on the School of the Islamic Republic of Iran. (April 2013). 10 p.

UNITED KINGDOM, *Local Government Act*, the National Archives (2000)

<https://www.legislation.gov.uk/ukpga/2000/22/contents> [17 août 2020]

Documents vidéographiques

BLOOMBERG QUICK TAKE, « Iran Welcomes End of Sanctions With Eye on Business”, *Youtube* (15 juillet 2015)

<https://www.youtube.com/watch?v=dckHyY-cwss> [23 octobre 2017]

« Peter Droussiotis BBC News Channel 2 », *Youtube*, (2 avril 2013)

<https://www.youtube.com/watch?v=Wq4FTu0zMrM> à 0'30. [20 août 2020]

“Davos 2016 - Reuniting Cyprus”, *World Economic Forum*, *Youtube* (21 janvier 2016)

<https://www.youtube.com/watch?v=B7hg0Yls1No> [20 août 2020]

Webographie

CONSEIL DE L'EUROPE. « Convention sur la réduction des cas de pluralité de nationalités et sur les obligations militaires en cas de pluralité de nationalités », *Conseil de l'Europe*, (1963)

<https://www.coe.int/en/web/conventions/full-list/-/conventions/rms/090000168006b6ee>

GLA. « Our #LondonisOpen Campaign »

<https://www.london.gov.uk/about-us/mayor-london/londonisopen> > [14 août 2020]

LONDON ECONOMIC PLAN. “The Development of London's Economy”, *London's Economic Plan and Major Industries*,

<http://www.uncsbrp.org/economicdevelopment.htm> [13 août 2020]

NATIONAL FEDERATION OF CYPRIOTS IN THE UK. <https://cypriotfederation.org.uk> [28 septembre 2020]

PATERSON Mike. « Birthday Greetings: A bridge Most Fair », *London Historian's blog, Random Musing about London's history*, (18th June 2011)
<<https://londonhistorians.wordpress.com/tag/metropolitan-board-of-works/>> [14 août 2020]

Tres por Uno (Three for one) program. *Global Forum on Migration and Development*. (23 décembre 2013). <<https://www.gfmd.org/pfp/ppd/24> > [10 juillet 2018]

World Bank. Migration and Remittances Data. *World Bank*. (16 nov 2017)
<<http://www.worldbank.org/en/topic/migrationremittancesdiasporaissues/brief/migration-remittances-data>> [10 juillet 2018]

Articles de presse

BENEDICTUS Leo (ed) “London: the world in one city” *The Guardian (online)*, (21 janvier 2005), web. <<https://www.theguardian.com/uk-news/series/london>> [11 août 2020]

BBC. “UK government pays £1m to Cyprus 'torture victims'”, *BBC News*, (24 Janvier 2019).
<<https://www.bbc.com/news/uk-46978271>> [13 mai 2020]

BBC. “Cypriot anger at Cherie land case”, *BBC News* (17 décembre 2005)
<http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/4538960.stm> [20 août 2020]

BOOTH Philip. « Thatcher: The Myth of Deregulation ». *IEA*, Discussion Paper 60: (Mai 2015)
https://iea.org.uk/wp-content/uploads/2016/07/DP_Thatcher-the%20myth%20of%20deregulation_web_May.pdf
[17 août 2020]

CONNOLLY Shaun. « Sadiq Khan wants Special Brexit immigration Deal for London » (25 September 2017)
<<http://www.independent.co.uk/news/uk/home-news/sadiq-khan-brexit-immigration-deal-london-mayor-eu-leave-deal-talks-european-union-a7965411.html>> [27 avril 2018]

ELGOT Jessica. « Theresa May's 'hostile environment' at heart of Windrush scandal ». *The Guardian*. (17 avril 2018)
<<https://www.theguardian.com/uk-news/2018/apr/17/theresa-mays-hostile-environment-policy-at-heart-of-windrush-scandal>> [26 avril 2018]

ENCYCLOPAEDIA IRANICA. “The Persian Community in Britain”, *Encyclopaedia Iranica* (15 décembre 2002)
<<https://iranicaonline.org/articles/great-britain-xii1>> [28 septembre 2020]

GORMAN Siobhan et Jay Solomon, “Reports Bolster Suspicion of Iranian Ties to Extremists”, *Wall Street Journal*, (27 Juillet 2010).
<<https://www.wsj.com/articles/SB10001424052748703700904575391664183556930>> [27 septembre 2020]

Greek News. “Cherie Blair’s Actions Provocative”, *Greek News Greek American Newspaper*, (19 décembre 2005)
<<https://www.greeknewsonline.com/cherie-blairs-actions-provocative/>> [20 août 2020]

HOOTON Christopher. “Sadiq Khan's Brexit EU referendum response in full: 'There is no need to panic’”, *The Independent*, 24 juin 2016, web. <<http://www.independent.co.uk/news/uk/sadiq-khans-brexit-eu-referendum-response-in-full-there-is-no-need-to-panic-a7100071.html>> [11 août 2020]

HORNE Alex et Owen Powell. “The World In One City, Two shy Englishmen attempt to meet the world without leaving London”, *Blogspot*, 24 Octobre 2007, <<http://worldinonecity.blogspot.fr/>> [11 août 2020]

MOTEY Florent. « Mc Donald’s adapte son burger aux goûts de ses clients ». *Le Figaro (en ligne)*, (25 octobre 2014)

<<http://www.lefigaro.fr/societes/2014/10/25/20005-20141025ARTFIG00024-mcdonald-s-adapte-son-burger-aux-gouts-de-ses-clients.php>> [10 juillet 2018]

NG Nicole, “ICJ: Iran bid to recover billions in frozen US assets can proceed” *DW*, (13 Février 2019).

<<https://www.dw.com/en/icj-iran-bid-to-recover-billions-in-frozen-us-assets-can-proceed/a-47498602>> [27 septembre 2020]

NORMAND Grégoire. « La population de Londres a augmenté deux fois plus vite que le reste du pays », *La tribune, Partageons l'économie*, (13 octobre 2016)

<<https://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/la-population-de-londres-a-augmente-deux-fois-plus-vite-que-le-reste-du-pays-607447.html>> [17 août 2020]

ROUMPANI Flora et Polly Hudson, “The evolution of London: the city's near-2,000-year history mapped”, *The Guardian online*, (15 mai 2014).

<<https://www.theguardian.com/cities/2014/may/15/the-evolution-of-london-the-citys-near-2000-year-history-mapped>> [13 août 2020]

SMITH Helena, “Cypriot veterans win right to claim damages over UK torture claims”, *The Guardian*, (12 Janvier 2018).

<<https://www.theguardian.com/world/2018/jan/12/cypriot-veterans-win-right-to-claim-damages-over-uk-torture-claims>> [13 mai 2020]

Staff and agencies, “Key points of the Cattle report”, *The Guardian*, (December 11, 2001),

<<https://www.theguardian.com/uk/2001/dec/11/race.world5>> [29 Avril 2020]

TRAVIS Alan, “Immigration bill: Theresa May defends plans to create 'hostile environment'”, *The Guardian*, (10 oct 2013)

<<https://www.theguardian.com/politics/2013/oct/10/immigration-bill-theresa-may-hostile-environment>> [27 septembre 2020]

TOWNSEND Mark, “Special forces find proof of Iran supplying Taliban with equipment to fight British”, *The Guardian*, (22 Juin 2008)

<<https://www.theguardian.com/uk/2008/jun/22/military.afghanistan?gusrc=rss&feed=uknews>> [27 septembre 2020]

WINTOUR Patrick, “Iran issues arrest warrant for Donald Trump over Qassem Suleimani killing”, *The Guardian*, (29 juin 2020).

<<https://www.theguardian.com/world/2020/jun/29/iran-issues-arrest-warrant-for-donald-trump-over-qassem-suleimani-killing>> [1^{er} septembre 2020]

British Iranian Business New 6.1, (January 2006).

Ouvrage de référence

JEUGE-MEYNART Isabelle (dir), *Le Petit Larousse Illustré*, Larousse : Paris, (2016).

NOTE

Les annexes suivantes sont des transcriptions des entrevues réalisées par l'auteure à Londres. Bien que ces transcriptions soient le plus précises possibles, elles peuvent se révéler incomplète ou inexacte en divers endroits dans le cas de propos inaudibles ou d'erreurs de transcription.

En outre, l'auteure a conservé les fautes grammaticales, les hésitations et répétitions des interlocuteurs (dont la langue maternelle n'est pas l'anglais), pour rester fidèle à la forme orale, et parce que ces éléments langagiers sont aussi révélateurs que les propos énoncés.

ANNEXE 1

Entretiens avec des responsables de la société civile

CHYPRE

National Federation of Cypriots in Great Britain

Le point de vue de l'organisation officielle

Monsieur Peter Droussiotis, président de la Fédération Nationale des Chypriotes de Grande-Bretagne de 2007 à 2015. Entretien réalisé le 6 novembre 2013.

Why was the Federation created?

The Federation was created in 1974 and it wasn't created, uh, principally, uh, as a response to the invasion of Cyprus by Turkey in 1974. So, there was a community here already of Cypriots, uh, which, um, had emigrated to this country in the 1950s, 1960s and early 1970s. And there had been a community here from even before, um, to go back to the 1930s and so on but it was a relatively small community. The community got larger in the 1950s and, uh, sixties then. Um, so that was an established community, but it was relatively young, in the sense that the immigrants, the majority of those here were fairly recent immigrants. In 1974, they had established organization. They had schools and they had churches and so on. In this country but following the invasion of Cyprus and there was a, obviously a desire to help the islands because it was invaded by Turkey. So, they decided in coordination with the then president of Cyprus, Archbishop Makarios to basically establish, the Federation to bring together all of the organizations of the community. So as to, have greater impact as a community in this country, partly in response to the crisis Cyprus. Because following the war, there was a lot of refugees, a lot of people, you know, um, basically were displaced and many of them ended up in this country as well. So, uh, that was a big influence on Cypriot people. There was a big influx of Cypriots, Greek Cypriots who came to this country following the war in 1974. Many of them who were made refugees, you know, and they were trying to find a new home. You know, some of them went to Greece. Uh, many of them came here in this country. So, the Federation was established partly as a response to that crisis, but it has become over the years, the collective body that brings together, all of the community organizations. We inventory all of them in this country. So, it's the established voice of the community, here. And as such, it performs two functions, two essential functions. One is to represent the community and how the community bonds its interests and, um, its presence. in

this country. And then the secondly, it's to, help, our island of origin, which we're still remains divided. And of course, we have close links to the islands. And, um, even recently when there was a financial crisis, which affected Cyprus, as I'm sure you know about, as a community, we, have joined forces, you know, in this country to help, Cyprus. So, so that is the function of the Federation. It's two-folds: to represent the community, to advance the interest of the community, to support the objectives of British Cypriots, and secondly, to help Cyprus as well.

You talked about the refugee looking for a new home. Are there a lot of back and forth travels to Cyprus? Do they hope to come back to Cyprus someday to establish themselves or do they want to stay in England?

Well, um, I think... um, in... certainly emotionally, I mean, people want to have that attachment and they would like to go back to the island, but you've got to understand that this happened, you know, nearly 40 years ago. So, many people have obviously lived here for a very long time, including myself. We have married here. We have families here. We have, uh, established roots here, and this is certainly our second home now. In the sense that, um, in many cases our children have been born here as well. Even though I wasn't born here, I've lived here most of my life, and this is where, uh, I consider this to be my home. But I have this affinity with Cyprus as well. That's why I said it's that dual allegiance that you mentioned earlier. I have that dual allegiance and that will be forever within me. Whether that allegiance that I have would be carried on by my children in the same way, remains to be seen. Although I'm confident that, by and large, this a tendency to have plural allegiances is one that, well in this country anyway or in big cities like London, which are diverse and multi-ethnic is quite common, you know? Um, I mean they say that more than 50% of the population in London is not indigenous English. So, uh, so I think, um, yeah. Have I answered your question?

Yes, yes. You talk about the close links that you keep with Cyprus. How are they manifested? What kind of links do you have with Cyprus?

As a community or as, um, as, as, as, as the two countries, you mean committed as a community of Cypriots and the links with the island?

Yes exactly, as a community of Cypriots.

Um, well, the links are very, um, uh, close, and they are diverse. I mean, um, I mean, first of all at the business level, there are a lot of business, people have connections with the island, and trade with the Island, invest in the Island. So there are connections in that sphere, and there are connections in, uh, in the sense that, uh, we have in this country Greek schools,

Greek language schools, which are supported, um, by the Cypriot government, and we have teachers from Cyprus here as well. So, there is that link, in the educational field. Um, because there's a desire to try and maintain the language, you know, to the extent that it's possible ,or at any rate to try and educate the young about the background origin and history of that, ethnic, sort of, uh, group. Um, so there are those links. There is the religious link as well. Because, um, I mean, by and large, Cypriots, Greek Cypriots are Orthodox, you know, Christians. And there is that link, uh, which is really, um, not just formed in relation to Cyprus, but in relation to the empire Greek orthodox as well. So, there is the identity, which is, I think adds another dimension of the Greek Cypriot identities. There's this religious dimension. That isn't to say that everyone is particularly religious. But it's almost like a cultural element of what makes you a good Cypriot. On the political level there are very close links because obviously, as I said, the Federation's purpose is partly to work in this country, is to seek to influence the British government to seek to influence the European Union uh, to seek to, um, support the objectives of the Cypriot government, try to reunite the island. So as a result of that, we have very close links with politicians on the island, from the president down. And I meet with the president. We meet with the senior politicians on the items. So those links are very strong at all levels.

I've heard that, um, churches are really especially important for you newcomers. Like you just said, it's not really their religion, but the fact that as a community, they can find support here, because people are just link by religion. So, would you say that the Cypriot community is close, like really tight knit or is it looser?

Well, that's a difficult question because I would say that the community is multi-dimensional. In other words, um, I don't think that there is, uh, just one. I mean the community has evolved. And there is one part of the community that is a highly close knit, and I would say, uh, in some respects, introverted. Okay? But I think the new generations, and that's probably, you know, more of the older generations of the newcomers. The first generation, uh, remain a lot closer to their origins. And then there is the second generation like me, and those after me, the second, third, fourth generations. In those cases, I think that they are a little looser. Although they have this affinity and they have an emotional attachment to their country of origin, they're nevertheless, uh, a lot more extrovert uh, and, uh, I guess, they are, as I said, multi dimension and in the sense that they can cope with the multiple identities, you know, a lot more comfortably. So, they will..., I call myself a British Cypriot who lives, because I consider myself to be British as well as Cypriot, I call myself Greek as well. Because I am a

Greek, from the Greek ethnic origin, and I consider myself as a European as well. So, I have all these different identities, but if you ask, you know, an older Cypriot, whether they will consider themselves British, they may say that they don't. To that extent, they remain alone, tighter, um, than the new generations. But I think that that's a fact that of the way that the community has evolved.

You mentioned the Greek language and its importance. There are many Greeks language schools, and we just said that, for your generation, it is important to teach Greek or Cyprus history to your children or your grandchildren. Is it really an important part?

Yes, yes. It's very important. I think in some respects, because maintaining the language is hard, I think it's even more important, you know, to try and teach them, educate them about the significance, understanding, you know, their origins, where they came from. Of course, you know, we're talking about a, like a race or an ethnic group, with that very long history, like the Iranians. National groups in the sense that they'd been around for centuries. So, so there is an element of pride in the fact that you're talking about ancient civilizations here. Um, I don't know whether that colours our determinations to instil, you know, new generations that need to, uh, have a memory to know, to have self-knowledge about their past, where their parents and grandparents came from. I think it is important, but equally important is to instil in them, uh, the understanding that we're all diverse. You know, we're not, none of us are one thing. And what makes us, who we are, is the multiplicity of our identities, you know, and the fact that many of us have British educations, uh, we got, you know, a British way of thinking as well. Because you've lived here for so long or many of us were born here. So therefore, uh, we have... Because the multiple identities are plural allegiances. By and large, I think the majority of people in my community, on the new generation, feel comfortable. That was a small minority who would not subscribe because that was, say you're a Greek Cypriot and nothing else, but they are a minority and they will, eventually disappear.

I've read many contradictory assertions about Greek Cypriot or Cyprus in itself. Would you consider that there is a specific Cypriot culture or is it more Greek or Turkish?

Well, this is all that, this is a highly interesting angle that exists in Cyprus because you have obviously the Cypriot identity, uh, but you have the other ethnic sort of dimension as well. So, you got the Greek Cypriots, the Turkish Cypriots; you got the Armenians because you have Armenians in Cyprus as well. We've got the Latins, because you could go back; um Cyprus has a distinctive, very small Latin group people who originated from the days when Cyprus were being ruled by the Venetians. And then you have the Maronites, who are a distinctive...

the Maronites are close to Catholicism, but then basically they originate from Lebanon. There were maybe three or four villages in Cyprus where they were in Cyprus, but they're now in the occupied areas of Cyprus, but they're called Maronites. So, so. to answer your question yes, there is definitely a Cypriot identity, um, that I think comprises all of those groups, including the Turkish Cypriots. Yeah. And many... even though... within the identity there are strands. Nevertheless, there are similarities in many Turkish Cypriots, you know, before the invasion, they lived in mixed villages with Greek Cypriots. And many of them, uh, in fact, spoke, uh, Greek, you know, they didn't speak Turkish. So, if you go back historically, I mean, they say that some of these villages, right? In fact, Greek Cypriot villages. Cause some of them carry the names of saints, like Saint Nicholas, which is a Greek Orthodox name. So, he asked the question, how, why is it that you have Turkish Cypriots who are not orthodox, maybe they're Muslim living in a village called Saint Nicholas. Um, so, uh, the answer to that is that some of these villages, uh, the view is that some of these people became Muslim because they didn't want to pay taxes. And you know, so there are, there are some, uh, I think if you go back and examine racial origin, there will be some, uh, issues to do with people who islamised themselves voluntarily. During the Ottoman rule to basically avoid oppressive taxation. Nevertheless, the Cypriot identity has a uniqueness of its own, you know, and, uh, my grandmother, when she was alive and I was a little boy in Cyprus was telling me stories of, you know, Greek Cypriots and Turkish Cypriots attending the festivals of each other and celebrating together, in quite a lot of events. Unfortunately, following the invasion, Turkish Cypriots were moved to the North and Turkey has brought in a lot of Turkish from Turkey who have a different identity, cause they're not Cypriot. They're trying to, I mean, I met with Turkish Cypriots back in February, Trades unionists. And they were desperate, because they were saying that their identity was being basically, uh, been blacked out deliberately because, you know, Turkey wanted to effectively islamised this part of Cyprus. And the reality is that many of these Turkish Cypriots, they're not particularly religious, really, they are secular, and they don't, they're not Muslims in the way that proud ministers of (?) Turkey are Muslims. So, there is that tension, I'm giving you a very long answer, but I think that the short answer is there is a Cypriot identity. But that nevertheless, there are underlined ethnic sort of identities as well. So, this is why I said to you that I'm proud to be a Cypriot, but I have pride in my Greek origin as well. And some Turkish Cypriots are probably, safe to say that they are proud of this origin, but they have some pride in their Turkish origin as well. Some people will say that, in fact, we should forget about the Greek Turkish and just concentrate on the Cypriots.

And there are people who feel this strongly. I'm a realist. I don't think you, you can come out of your consciousness, an element that was instilled in you.

I read that before the British invasion, the Turkish and Greek Cypriots, were living in harmony. Um, and from what I've read so far from Turkish and Greek Cypriots in England, the division is less obvious than in Cyprus itself. So, would you say that in England, the division, the scar let's say of the Turkish invasion is the less obvious once in England. Are there any cultural events that gather all Cypriots, without mentioning the fact that they're Turkish or Greek?

Yes. I think, um, in Cyprus, you've got to understand that they've created an artificial division. I mean, geographically, historically, Cyprus was never divided in this way. Never. So, what they've done, is that they come in, they put a barbed wire running across the island and they then transported Turkish Cypriots who are living throughout the island, scattered throughout the mixed villages and mixed towns through them. All the Greek Cypriots were thrown out of their villages and towns, and they're now refugees they said. And then not only that they've actually brought from Turkey, we think it's hundreds of thousands of Turks that were all from Asian mountain to settle in Northern Cyprus. So, in reality, you know, the island is artificially divided, well the democracy has been changed deliberately by Turkey, as part of the long-term strategy to make it difficult, difficult for the two communities to come together. So obviously though it's been difficult for those communities to interact freely across this divide because there is a, an army of occupation there, about 40,000 troops, you know. So here in this country, it is definitely the case that there are closer links of all Cypriots from both communities. There are community centres, for example, community organizations, which are like communal and have both communities, you know, involved, working together, having join events together. If you go to the Cypriot community centre, in the north London for example, there is another community centre in Enfield, Harringay, the other in Enfield, these are Cypriots community centres where both the governance, the governing body of these organizations are bicomunal, And also the events that they have and the facilities that they provide are enjoyed alike by communities across, uh, ethnic groups. So yes, you know, there is that. But, there are some elements, you know, particularly in the Turkish community who are not keen for the communities to live together, under pressure from Turkey, and some elements, you know who are against the idea of the reunited Cyprus, you know. So, uh, and some of the progressive Turkish Cypriots who do long to see the island reunited are often, uh, on depression. Uh, and many of them are stigmatized and stay with Greek Cypriots. So, so

there is that issue, and the other issues would be that the longer the island is divided, the more difficult it becomes for Cypriots to work together. Because that is Turkey's objective and they want to basically keep this going for as long, for so long, that people lose the sense of what it is to be a Cypriot, belonging to the entire island.

[...]

I would like to come back on your situation in England. It seems that you benefit from a lot of support. I've seen, I was in the different articles on your website: a lot of support from the British government or the British in general, and yet you are not a really visible community. Some communities are more, more visible, -maybe for bad reasons, - but which is better for you? Being visible or having support with that —

In what way “visible”?

I read a lot more articles for example, about Pakistanis or Indians in general (for bad or good reasons) but not really about Cypriots. When asked some people don't even know if there are Cypriots in England. I mean, you're not that visible as a community and yet you're important, in terms of number, in London especially, and it hasn't got a lot of support from the British government or some good officials. [...] Would you like to be more visible as a community?

Well, I mean, first of all, I think that the community is, it's not just the North London even though that's a big part of, I think,... uh, historically Cypriots, you know, ended up in north London : Barnet, Enfield, Haringay and the outskirts of the Hertfordshire and so on. So that's a large presence in those areas, but I think that if you look at the main of where the community, you will find big groups in places Birmingham, Manchester, Glasgow, Wales also all the big places, you know, big cities in this country. [la plupart des Chypriotes (60%) se trouvent à Londres, même si certaines communautés sont établies dans le reste du pays. Sources: BBC News] So that's number one, number two, I think, certainly our community has integrated, you know, relatively well. So, it's not a community it's troublesome that leaves him in sort of a, ghettos or you seeking to...uh... to push an agenda, that brings it into conflict with the host community. And that is not what is happening. I mean, it's fair to say that with some of the Muslim community by and large is very peaceful, but there are some elements within the community that are radical and they're basically creating a lot of friction, tension and by virtue of the way they behave, and also by virtue of the fact that they live in these ghettos by and large, and that's an issue. I mean, so that's why probably they're in the news a

lot more than... that sort of community I think, uh, our community has integrated well. In terms of visibility, I think, uh, you know, you will find that many Cypriots have ended up doing extremely well. You will find uh, increasingly you get Cypriot names, you know, coming up time and time again, because of the contribution that these British Cypriots are making to the different fields in this country. So, for example, Chris Pissarides, who was awarded the Nobel prize for economics, he's a British Cypriot professor at the LSE. You have a professor Kypros Nicolaides uh, who is an authority on foetal medicine. I mean, it's the foremost authority worldwide. Yeah. So, you have a lot of people who have succeeded in business, like Stelios Haji-Ioannou and Theo Paphitis. It's not a, it's not a community as large as the Indian community, I'm talking about a community maximum about 300,000, probably between 350 and 300,000. And it's still a community that is evolving. Basically, you had a community that, has not made its mark in one particular area, which is that we haven't gone our own prestige politicians, you know, at a high level in this country. So, if you look at the Jewish community, some Asian, they managed to have members of parliament and so on, elected. Whereas we haven't. We do have one Cypriot in the house of Lords. His name is Lord Adonis, he's half Cypriot and half English and there's in fact a Turkish Cypriot who was in the house of Lords as well and that's Baron Hussein-Ece, that's been something that I have found, I think the key to see more results. And that I think, it is an issue in terms of visibility. I think sometimes it's, it's not just visibility that matters, but it's what happens, uh, behind the scenes, you know, and the influence that you can exert, behind the scenes. So, some of the ones that you've seen, we just publicized from the Federation website demonstrates the work that we're doing in the public domain, working with politicians from all of the parties, I think we are seen regularly. I think we are in the consciousness of a lot of the people who matter you know, whether they're senior politicians, whether they're journalists, whether they are, uh, academics. I've heard that people who have influence on, on this country's foreign policy, they are very well aware of our community. When the crisis in Cyprus took place in March, following the eurozone's actions. There was a poll and they wanted interview. I mean, I spent about a week of my life was going from one studio to the next, including some you may see on the web, interview by the BBC and so on about the economic crisis, if you search the web you might find it. So, in fact, uh, it's an interesting point, because that crisis, uh, created an opportunity for us to become a little more visible. Sometimes it's through things like that, visibility is enhanced. I think, yeah, we have become more visible in the last few years, probably because of the way that the Federation and I, in particular, I've tried to embrace new

methods of communication. So, before I became president, we did another website. So now have it. So, if you had searched for the Federation before, then you probably wouldn't have found it at all. That was six years ago. So, you would have been really not that well informed whereas now there is a website, which you can go to, and you can find out a lot of material going back a lot of years, about the things we've done. But then we do a lot of other things that we don't want to be visible. Other things that happen behind the scenes, because some of the best discussions maybe we have behind closed doors, because that's the way politics works.

[...]

On your website gathered a lot of associations, but I haven't seen Turkish Cypriot associations, are you in contact with Turkish associations?

Yes. I mean, uh, some of the associations, uh, listed there, like the Enfield Cypriot association, and, uh, there were the Cypriot community centres on that, some of these have had Turkish Cypriot representation, they're bicomunal. There are Turkish Cypriot organizations with whom we have excellent relationships, but many of them are not members of the Federation. That is something that I personally would want to see, but for a variety of reasons, including some of the reasons I mentioned before, which have to do with the fact, there is a pression for Turkish Cypriot not be seen, to be associated at least this formally with, Greek Cypriot uh, organizations. That makes it difficult. I think what is important at this point is that we work with Turkish Cypriots, is that we collaborate with them, that we have joined event is that we had a dialogue with them rather than structures, because for as long as the island remains divided, and that Turkey's presence is what it is, it makes it sometimes harder to integrate things structurally. But I don't see that as the bigger... the bigger issue is that we have the dialogue with Turkish Cypriots, that we have common objectives and the common objectives, you know, are to reunite the island. There are Turkish Cypriot who may not want that who may want to have their own separate state. You mustn't forget that you're talking about a minority here. I mean, I think Turkish Cypriots, *some* Turkish Cypriots they don't want to see a reunited island. So, they, they, they shouldn't be the ones that decide this because this is an island, which, uh, at 82% of the population who are Greek, Greek Cypriots, and 18% who are Turkish Cypriot. They have, they have a voice and whatever happens, they're going to have a much bigger voice than their numbers, which is justified. But the reality is that you have Turkey that isn't really in Cyprus because it wants to protect Turkish Cypriots, but it's there because it's got its own influence, and it wants to advance its own

interest, you know. It's a big factor. Turkey is a big factor. This is not a conflict between Turkish Cypriots and Greek Cypriots. It's a conflict that's been created by Turkey by and large, Britain, you know, helped, create this conflict as well in the past, when it was running Cyprus, for its own purposes, because it tried to divide and rule, try to create friction between the communities. I hate to say this, but this is what, this is what the Brits did. If you go back historically, in a number of places around the world, you know in India as well, in Africa, like they did in Cyprus, that's the legacy. And it's true, basically. But that's the history, we need to move forward, we need to learn from, we need to move forward.

What would you say is the most difficult, being a Cypriot association in Britain? Are there any obstacles to the two actions you try to perform like helping Cyprus? Is there any backlash?

I think the biggest problem for us is time, really. The longer that this goes on, the more difficult it becomes because obviously how the younger generation is that... They still have this passion, because many of them are brought up by parents and grandparents who were refugees. Some of them lost their loved ones. Some of their relations are missing, from the war. But, um, you know, as time goes on... People, they don't forget. I think it's, it's natural that those who haven't experienced, that haven't lived through it, may not feel as driven. So, the longer it goes on and you know this is Turkey's strategy right there. It is to allow time, what they've done in other places as well. The longer it goes on, the more difficult it is to assemble the troops and fight for the cause. And that the only other issue which has to do with time is the British politicians, themselves. Many of them elected to parliament now hadn't really lived through, uh, you know, uh, the invasion of Cyprus. So, they don't really remember that, but they have to read about it or we have to tell them about it so, it takes a lot more energy that it did in the early years after the war, when it was fresh in people's mind. Yeah those are the challenges. The other challenge is that I'm a volunteer, right? I'm doing this as a volunteer. It's out of my...I mean, I've got to..., uh, I'm not, I haven't got millions and millions, so that's why I still have to work, I have a family support and I'm doing this because I have this passion for justice for Cyprus. And therefore, it's the lack of resources alone, I mean, what do we do, we do on the back of voluntary contributions, fundraising, donations. Um, we are a voluntary organization and those are challenges. The other thing I should say is that I done one this past week. I don't want our community to be seen as a single-issue community. Because yes, you know, we will always fight for Cyprus, but we are a community that is contributing to so many different worlds and life in this country, whether it's the

medical world, the academic world, the economic world and the social and cultural world. And therefore, I want, that's the message I want to convey to the world, is that this community is adding a lot of value to this country. It's a positive addition to all these worlds in Britain.

Do you see a lack of interest from younger people for Cyprus or for the cultural elements linked to Cyprus?

Do I see a lack of interest? I don't see a lack of interest, no. I see a continuum. I mean, it's fair to say that many families, you know, they go Cyprus on holiday, at least once a year, they'll take their children. I mean, my children, I've got three daughters, and then they begin to say to me, can we go on holiday somewhere other than Cyprus every year (laughs). So, um, so, you know, it's a balance. Um, I think, uh, broadly I would say that the younger generation, they still feel that passion. But we have to work, work, work. we have to.

Would you say that's, it's not natural, that you have to maintain the cultural elements, for example, to speak Greek, or to go to cultural events, do you have to drag them, but would you say that it's more and more difficult to maintain those cultural elements?

I'll tell you I'll speak for my own family. I married an English woman. We have three girls aged, 17, 14, 12. They went to Greek school. They, um, we then decided to have a Greek language tutor coming to the house on Wednesdays. They don't speak Greek very well, because my wife is English, and she doesn't speak Greek, even though she learnt Greek as well. I'm impatient when it comes to learn, or I haven't got the time. Yeah, maybe I'm a bit lazy as well when it comes to teaching them Greek. So, I, what we've done we persuaded them, that it would be nice to have the foundation of that language, because it's an important language. Occasionally I hear complaints, but my 17 years old took her GCSE in Greek. She passed, she got a good result, and then the other two are doing, uh, preparing that. The truth is that, you know, they're, um, they're British girls, this is where they live, we got to understand. We go on Cyprus on holiday, they have an attachment to Cyprus. They know about the history of the island; they understand the importance of their origins. But they haven't got the same knowledge that I have. And I don't expect them to have. So, I think, we have to accept that, right? People's consciousness is evolving all the time. And, um, I think what is important is that whenever I speak to them, they say, they say... If I ask them, what are you? They would say I'm Greek, or they will say, but I'm actually also English. When I say, where are you from? They would say, Oh, well, we're from Cyprus. Sometimes they will say that, and they laugh when they say that because they don't come from Cyprus, but they have that connection. And that connection will always be with them, so I think this is what you said

earlier about this dual identity. That is almost instilled in them. You know, it's like an actual thinking. So, when they say... maybe it's the surname as well, they have this surname they carry, which is a different side. And it's not Smith or Brown, it's Droussiotis. So, it's a surname that means something else. So yeah, all that created all these perceptions of who they are. [...]

Alright, are people going back to Cyprus disappointed? You know, there's this romancing, when you come back to your homeland—

Of what it would be.

Yes. Have you experienced that? Does it change the way you see Cyprus?

Well, there is a romantic notion that I'll go back to Cyprus. Of course, you know, Cyprus is not what it was 40 years ago. Now there are many people go by regularly and they see the island and they see what it's like. I think, um, in an ideal world, right? what I'd love to have, is the ability to live in Cyprus for a few months maybe more, when I'm older and retired and, uh, and then live here as well. That will be my ideal., But I have no illusions about the fact that there is a, there is a dilemma you know, about this. The fact that I'm having two countries because you love both, both countries. You have roots, friends, experiences, and memories in relation to this country. And then for you, you're effectively... you do have this dual identity in my case, and I mean it's a problem for people my generation, the biggest challenge to me, in this dual identity, is on the practical fear that has to do with the fact that... my parents they're now in their eighties, having lived in this country for 35 years, they then, as they got older, they've decided to go back to the Island, and live there. And my mom on the phone not every day, but certainly every week, complaining and saying, Oh, you know, I 'm not going to stay. I shouldn't have left England, because I don't see you and your sisters - I've got two sisters - and the grandchildren often enough. Cause I'm getting older. Yes, I've got, I live here. It's a nice climate. It's a nice environment. I can go to the church, I can do the things I enjoy, and I meet my friends and so on, but I haven't gone quality time with my family. So, that's, in practical terms, those are the issue that arise. When you have dual identity, you have effectively two countries, you know Because a lot of people, you know, they haven't got that, they haven't got that issue.

A scholar said that having two countries in in fact having none at all. Would you say that it's kind of true that having both countries, you do not belong anymore to Cyprus and not fully to England?

This a transnational kind of question. I wouldn't say that. I think that's, uh, I would say this. I think maybe you become, uh, from the case of Cyprus because of the conflict, you know, Cyprus and Turkey, Turkish Cypriots, it can really appeal to some dynamic. But in some other cases I would suspect that yes, you know, that it may, it may make you less sensitive to national identity, right? I think that's probably the case. I mean, I think my children will be more transnational in that sense. And they will probably be less sensitive to national identity. Um, then other who haven't got this dual identity that we have. So, there is an element of truth in that, but I wouldn't know in detail. I would suggest there's a balance, that the dual identity strong enough, and therefore, it doesn't completely make you into somebody that's completely without any sense of who you are, but it does mean that you're probably more of an internationalist, not nationalist.(laughs).

You mentioned your family. Is that an important element for Cypriots?

I think this is probably the most important ingredient in our culture, it's the family. And when he said earlier about being close to me, I think that element, the family, is close to the nature of the community. It's all about the family.

Are they in touch? Are grandparents and parents living together in Cyprus? Is it still true in England?

Parents and grandparents used to live together. My grandmother lived with us; I remember her as a child. That was quite common. I think it's less common than now. It's because are more self-sufficient build their own houses, you know, and so on. But in villages, in Cyprus, there's still people living not very far from each other and definitely there's a lot of help and mutual support. In this country, uh, I think Cypriots tend to try and live near each other, their relative so that they can support each other. And there is, there is still that tendency for grandparents getting involved from the upbringing of the grandchildren. But I think with the new generation, I think that's becoming less common. [...]

Do you get a lot of support from non-Cypriots associations?

We have a whole group of, uh, politicians, right? British politicians. They support our cause from across the political divide. And these are people that we see regularly, and I personally spend time with them. We are trying to develop relationships with, uh, other communities as well. For example, I've got some links, with Jewish associations that I'm very keen to develop further. We have obviously Turkish Cypriot, Armenians, some progressive Muslim groups as well. So, we are... My mission line is to create alliances with other groups who share a human rights agenda. And whether, whether they are, you know, Kurdish or Iranians, it doesn't

matter as long as the objectives are similar, which is to create a world that is ruled by Human rights. That's the key thing. I personally think we can do a little more in that area. Some, Cypriots don't focus on that as much, but I think that's a disadvantage. Speaking for myself. That's a big thing. Having multiplicity of alliances. They'll just read publications, but with other group, we share the same agenda.

Are there any cultural Cypriots events celebrated in England? For example, for the national day?

Yes. The national days are in March and April. We have them every year. Um, and if you look at the website, you will find some of the events. We'd have those. And, this is, this is some of the...I think, I think this is a challenge. They're not as outward looking in terms of bringing in other community as it should be. So, there's more events which engage with the community, our community, but not really would be external elements around, whether it's British or another community. I think that's a mistake. The events should be more open. This in one the elements that I'm not happy with.

Would you say that these events are particularly attended by Cypriots, or is the general population coming to these events?

No. The event that you mentioned, the national celebrations, are mainly Cypriots. We do have other events which are intended to embrace the wider community. One of these, I'm sharing this with you, we are setting up a UK Cypriot business council that will be made up of, successful British Cypriots businesspeople. And the idea behind that is to, because of the island's economic challenges, is to try and encourage partnership between Cypriot and the United Kingdom, in investment, into Cyprus, to try and create a positive image for the island and the Cypriots generally. I've got some of the biggest name in the community here. This is part of the strategy of demonstrating that there is a positive presence of the Cypriots here. I see this as part of the next stage of the game. The next stage of the evolution, which is to create a bondage of success. And build on the successes of individual entrepreneurs or people who have succeeded and excelled in different walks of life, who were willing to act together. And that will help Cyprus as well thinking in the context of the economic crisis, but also in terms of establishing greater visibility for the community here. I think we can do a little more to establish greater visibility. And as I said, In fact when the crisis emerged in Cyprus, I said, one of the by-products of this crisis, is that mainly, that we'll become more visible, but we want to make sure to come up...to address the crisis, to deal with a crisis. So that's, that's my philosophy. That's what I'm trying to do. That's quite... it hasn't happened yet, but we have to

go on. There's something is important in terms of, you know, because it just shows how that really is evolving and how we take advantage of things that are happening to create greater visibility and potentially enhance the influence of the community as well. Because there are a lot of individual successes, but sometimes you can bring all those successes together, and make a collective push.[...]

What are the actions that you make to help the island?

Well, there's the political sphere and they support what are doing. We have the support of the British government and so on. I mean, the reality is that the British government, uh, is a guarantor power of Cyprus independence, they have bases on the island, is a member of the UN security council. Cyprus is in the European union or the Commonwealth. And the reality is actually this country has not been doing enough to help Cyprus. That applies to every government, whatever political persuasion. If we, if we hadn't been here, if the community haven't been here and organized, working the way we have this country, I think it would have been, would have been against Cyprus. Certainly, it wouldn't have been ...I don't, I'm not, I'm not saying that that they are as supportive as they could be, because they see Turkey as a big strategic ally. Our community's presence in this country has not become more negative, you know, all the problems, because we are here, and we speak to politicians. So that's a great call, we are ambassadors for Cyprus. And we are British as well. We're not alien. We are British electors; we have the right to vote here. They have to listen to what we have to say. The more organized we are, the better educated we are, one of the things is that we have something to say. I'm happy to give it to help the island. I think it's crucial, because it's a big country, very important for Cyprus.

Is there an increase in the number of the associations affiliated to the federation?

My honest answer, right, is that the renewal of the Federation and the future development of the Federation are challenges that we have to meet because the community is changing all the time. And, uh, we have a youth Federation called NEPOMAK and they're working parallel to us, but I think the... What is required is to reach out to the broader community out there, and to understand that this community is evolving very fast. And that the organized community has to, keep up with the bigger community out there, because that's the challenge that we face. So, to answer your question, I think that we're fairly static the organization. The issues that the organization are there, are regenerated, or they get new lighting, because that will help the Federation. Additionally, it's to create new strategic groups, like I the one I mentioned, the UK Cyprus business council. I'm president of EPISTEME, which is an

association of British Cypriot professionals. We need to work harder to bring in, motivate people in the professions in science, academia, to get more involved, but we've got to give them the motivation to do that. People have busy lives. We've got to give them the motivation to do that. The motivation will not just be working for Cyprus. That's a big motivation, but it will also be about working together as a community to preserve that identity. That is all we have. To build it. It is challenge. I'm not denying that it is a challenge, surely to maintain that connection with the new generation. Additionally, I think we got to create our own models. We should be joining the British parties, getting more involved in British politics. I was a councillor once in Haringey, there should be more of that. I want to see young people engaging in British politics, becoming involved in British politics and I say there's a whole range of issues, domestic, foreign policy, all of this this. And then you will have a vital community. It may not happen as fast as I'd like, it may not happen within the structures that we have, but there will be new structures and new groups. I think we have to accept that you can control the nature of the world. is that it's dynamic.

AKEL in Britain

Le point de vue d'une association politique

Monsieur Bambos Charalambous, secrétaire général du parti AKEL en Grande-Bretagne. Entretien réalisé le 28 octobre 2015.

I would like to know a little more about your associations in Britain and what you do in Britain, probably with the situation in Cyprus

We are an extension of AKEL in Cyprus. As you may know, it's one of the largest parties in Cyprus. Last election, I think it was.... Uh... about 33 %, so it's the second largest before DISY. We have a secretary of AKEL in Britain, and we have an organising secretary. My name is Bambos Charalambous. Here's my card. Ok. We've been established since 1972, but we have links, ...uh... [since] 1930 when our compatriots were members of the Communist party of Britain. We have Cypriot communists. We used to produce as well the newspaper *Vima*. Which obviously, it's gone now. It's not in operation. But we have this newspaper *Parikiaki*. We have a close relationship obviously with Cyprus, but we are operating in Britain. We are a left-wing party, so it's a lot of issues that we do address to do people obviously, you know, on local level and government level. We, as a party, we are under the umbrella of the National Federation of Cypriots in UK, it's an organisation where the main objective is to pursue and try and find ways and means to influence the politicians of this country for a just and viable solution and put some pressure on Turkey for a just and viable solution. You're aware of the Cyprus problem?

Yes.

And that there has been an occupation for over forty years now, forty-one years, and Turkey they got 40 000 troops in Cyprus on the island. And the Cyprus is the only divided country in the European Union. So, we have a lot of work to do, a lot of work to do. Uh.... With lobbying, MPs and even, like I said, counsellors, you know. And also helping the people with their problems. Because let's face it, we have a lot of problems in this country, you are aware of the recession, and all of this globalization business, it has an effect on people, ordinary people, there's a lot of people, when they come from Cyprus they need to work because of all the economic problem there as well. Obviously, we try and find them jobs and find them where to live and get on with their lives. It's a full-time job for us.

[...]

Why was AKEL created in the UK? Why have a branch of AKEL in the UK? It was established before the invasion, so why —

It was before, because there were a lot of left-wing people that needed ... you know to..., people wanted to have AKEL. It's something that... and instead of being into the communist party of Britain, cause as you know... We thought no, we start, since we are AKEL, why not have AKEL branch, AKEL in Britain, for argument's sake. That was the thought about it and it served its purpose and it's still serving its purpose.

Can you tell me more about your actions? You talked about arranging meeting with people with the government? Do you do anything else, politically speaking?

Yes... uh.... Every time there is an election, we always organize elections meetings. Our friends and we support our friends. Obviously, the communist party is not strong, so no candidates, so automatically we support Labour candidates. They are the closest to us, and now with Jeremy Corbyn it's even closer because he's a left-wing, and it's even closer. But within Labour movement, there is left-wing people. The unions, as well, we have a close relationship with the Unions. So, on the local level, and on the gov – on the main government, we organize meetings and we see people and it's an ongoing thing. We have people with their problem, issues, different issues. We're trying to help as much as we can.

Do you work with both communities?

Yes. AKEL is the only party that has across the board members, we have Turkish members, we have Armenians, we have Maronites, as members. So for us, it's not uh...you know... we look at people as people. We don't have attack (?) over them. That's what AKEL stands for.

If you had more resources, what actions would you like to put into place? In Britain or in London in order to influence —

Well, first of all, if we had, what you say, more resources?

Yes, more people involved, more funding —

Obviously, first of all, I try as much as I can to lobby the members of Parliament for a just and viable solution that's our top of our agenda. At the same time, it's helping the people socially. There are people in that, that need support, there are people that need support; all the poor people that need support. You know. You fight for Human rights and a just community, a just society. That's our objective. We are left-wing people. We always think of the person, right, and we're trying and help by as much as people as we can. It's not easy, because you haven't got a lot of resources, but we try and manage within.

Would you say that the international situation influences what you do? I was thinking about the economic problems Cyprus had a few years ago for example, and —

Yes, obviously the international situation has an effect what we are doing. You know in Cyprus, before it was in England with the banks and all that in 2007 / 2008. So obviously it has an effect.

Do you adapt your actions —

Yes, we have to try, that's why our party has been going for 90 years, next year is our ninetieth anniversary. It was 1926 that AKEL was formed. That's why we survived because we adapt to the changing world. We're trying (?) every situation. It's not an easy part, but we manage to do it well.

About the solution you want for Cyprus, I interviewed a few other Cypriot associations and there are the 3 Rs that I heard again and again: Removal, Return and Repatriation; would you say it's also part of your —

So, the 3Rs are there for...on the "Lobby for Cyprus" situation, they are lobbying but it's a different organization. What we want is bizonal, bicomunal federal state, with a strong central government with free movement of all the people and with the implementation of Human rights based on the US resolution for Cyprus, which is crystal clear that Human rights are very important: freedom of speech, freedom of movement, freedom of owning properties, everywhere you go. Otherwise if there is restriction, it won't be a just and viable solution. That's why I said a just and viable solution.

Ok, I wasn't aware that —

Yes, bizonal, bicomunal, ...One identity, one international identity and one strong federal government.

Are you in contact with other associations in the UK?

Yes of course!

Are you closer to some of them?

We have good relationship with all the associations whether they are right wing of left wing, our objective here is Cyprus. We are crystal clear about that. It doesn't matter what our political belief are, we don't have arguments about politics in Cyprus. Well, to a certain extent we keep our own identity, but overall, we have a very good relationship with everybody, and that's how it should be, and we speak with one voice. And that's what it is.

What about the fact that not all Cypriots advocate for the same solution in Cyprus?

Well, it's a minority. It's a minority, and whatever you do, if you're living in a democratic society, that's what you get. This is democracy as its best. But they are a minority. But there are people...but people who don't want a solution is people is people that are (?) a solution, ok. It's not fair on the majority. The majority they want a solution, and the majority they want a bizonal bicomunal federation.

Are you in contact with associations in Cyprus, other than the main branch of AKEL? Maybe an association helping people settle in the UK?

We do have a relationship with associations in Cyprus, it's a must, right. We've got with lots. We help one another when we possibly can.

What relationship do you have with the UK government? You said you were lobbying them...

We have a relationship with the Labour party. Through our National Federation, we know people from the Conservative as well, from the government. This is not a problem I mean Theresa Villiers she's someone that really helps the Cyprus issue, David Burrows, he's an MP for Southgate, Theresa Villiers she's a conservative MP for Barnet, we know them well and in the meetings that they have with the National Federation, they're always present. Roger Gail, he is another person for the Conservatives that have ties with us. So yes, through the National Federation of Cypriots in the UK we have contact with the government, we have contact with the opposition, and even with the Liberals.

Did you see the video of Peter Droussiotis making a speech in the House of Commons Is it the kind of action you do, or —

No, because we are under the national Federation and Peter Droussiotis was the president of the National Federation until June. Now we have a young person, Christos Karaolis

He was Nepomak before, right.

Yes, you've done your research, that's good.

He was the president of the national federation, that's why we're trying to have someone who is not involved with the Cypriot parties so much. Peter Droussiotis was not involved with a Cypriot party. Same way with Christos Karaolis, that's why he was elected there, and I think Christos Karaolis will do well. Peter did exceptionally well, and I'm sure Christos will do very well as well. [...]

Did you meet any opposition?

No, I wouldn't say. Because like I said we are working for a solution for the Cyprus problem, the Cyprus solution, and we might come from a different angle, we are going to the same think, right and left in this country.

Any opposition from Turkey maybe?

Well, Turkey has some associations... They are against the solution, they want an independent state, but ... we used to, but we don't have anymore. I don't think so. They are in disarray in Turkey now with all the problems and we are pleased that Akinçi is in power in the Northern part of Cyprus.

Yes, he is keen on negotiations...

Yes, he is a very nice man. Obviously, we got to respect that he is in a difficult situation. He has to please Turkey as well. The Greek side doesn't have to please Greece. That's the difference. Therefore, there are the 40 000 troops looming over their heads, so it's not easy for Akinçi. So, I stand behind with Akinçi and I understand when he makes comments we might not like. [...]

There was a press release from the Cyprus information Office, in the Kibris newspaper, on 21st November. It explained that "if the negotiations didn't reach a final peace settlement, the status quo of the existing situation would be definitive and there would be no further negotiation after March 2016". Have you heard of it?

I haven't heard of it, but I disagree with it. There must always be hope. It's not easy, it's very difficult to find a solution after 41 years, but we must be persistent, have patience and understand and I'm sure we will find a solution. So, I disagree... I can't really... but the status quo is not going to be... We're hoping obviously...

So, you still hoping that after 41 years a solution can be found that could content everyone?

Yes, yes, you make a decision and one or two people might not like it. It's the same for the Cyprus solution. It's standard, it's common.

Thank you for your time.

Entretien pendant une manifestation devant l'ambassade turque, *Belgrave Square*.

Le point de vue d'un Chypriote de la 3ème génération

Monsieur Christos Karaolis, président de la Fédération nationale des Chypriotes de Grande-Bretagne depuis 2015. Entretien réalisé le 15 novembre 2015

What were the challenges you had to take since you took the presidency of the National Federation?

As kind of the third-generation president of the generation, I guess What I'm looking to do with my presidency is how to bring the third and fourth generations of the diaspora closer to the organized community. For Cypriots born in the UK who were raised in the UK, educated in the UK, the outlook is very different. As one of those people, I view Britain, the UK is my home, and Cyprus is my homeland. For the first generation, there's not that distinction and so I think that's kind of the first and foremost challenge I want to address as president of the Federation. Secondly, obviously I want to continue the work we do on lobbying on the Cyprus issue because it's critical at the moment.

Do you see a difference from what you were doing in Nepomak?

I do, I think, as president of Nepomak it was a little easier, because I was only dealing with second and third generations Cypriots, here I kind of juggle the second and third generation as well as the first generation. The first generation have a crucial role to play in the organized community, so it's critical that we keep them close to us as a diaspora.

Do you see a difference in the attendance of the manifestation you're organizing?

Hum...yes, is the honest answer but I don't think that means that there is any less interest. I think that a lot of third and fourth generation - and I speak to them - there's still this passion about their homeland and about the Cyprus issue. But for them, they don't want to show their passion in this way. They ... if you know, if you look on post on Facebook or other examples for them, their way of demonstrating is different than the first generation and frankly that's a challenge I want to look at with the Federation because forms of protest and demonstrations have changed, over the last forty years, right? Which is perfectly natural. So, I don't think there's any lack of passion, I think it's just the forms of protest have changed.

What do you want to do, what are your goals?

Concretely, I want to mobilize the community, and practically I think the first step, I want to do, I spoke with the High Commissioner and the Church, and we want to do a jointly a census of UK Cypriots. So that we can understand where the UK Cypriot population live and then

eventually, we can engage on what they want. You would do anything else. And so, very concretely, that's a very first step that we want to make.

We then obviously want to broaden our support basic parliament. We want more MPs supporting our cause, so tomorrow there's a debate in Parliament on Famagusta. It would be great to get a strong turnout of MPs but for the next couple of years in my tenure I want to have more and more MPs engaging with the Cyprus issue on a kind to day-to-day basis.

And obviously, there's an ultimate goal it's at last to see Cyprus reunited.

I've seen some cameras and tv crew, are you going to broadcast the protest in Cyprus or in London, or —

Both, this gentleman here is from *Cyprus Broadcasting Corporation* so that will be broadcast in Cyprus, as well as we are on a diaspora channel and then they have a TV, so they would broadcast it in London and over the internet.

What effect do you expect from this protest?

I think what we hope to achieve today is to remind Turkey of its obligation towards Cyprus, to remind them as British Cypriot, the Cyprus issue is deeply caused to our heart and we will continue to put pressure on both Turkey, and more easily the British government until such a time has come to resolve the issue.

Do you think that the links British Cypriots have with Cyprus are getting loose? Can they be reinforced?

I mean they obviously not going to be strong in the third generation, but I think that, like I said there are different kinds of links with the homeland. You know, a lot of fourth generation feel passion about their root, feel pride in Cyprus, so I don't think that they don't feel any less Cypriot, they just feel a different kind of passion and price. There's certainly room for reinforcement, don't get me wrong. But there's still hope there.

I have seen new associations created, building economical partnerships between Cyprus and the UK. Is it a good way to link the two countries?

Cyprus has always had a very strong history with Britain as a trading partner, I mean it's a former colony. So, it's always a solid historic trade base, I mean anything we can do to encourage that trading relationship to be enhanced is a great thing. The UK Cyprus Enterprise Council, great initiative, UK in Cyprus, the other way around, great initiatives.

What part of the community are you in touch with?

As a Federation we have different type of members; we obviously have the Church, as a member, we have Cypriot students as our member, we have NEPOMAK, the youth organization as our member, [inaudible à cause des slogans scandés dans le mégaphone], we have village association as our member, professional associations, so we have a whole variety of a member.

Lobby for Cyprus

Le point de vue d'une association en désaccord avec la Fédération Nationale

Mesdames Liza Matsangou et Theodora Christou, représentantes pour l'association. Entretien réalisé le 31 mars 2015.

I've seen a little on the website but what is really the goal of the association, the raison d'être?

Is it well, it's lobbying for the peaceful reunion of the island, and you have the three Rs, which are like, the backbone, I would say for the organization's objective. So that's the removal of all Turkish troops, repatriation of all refugees, and the removal of the, um, colonists. [the 3Rs are Removal, Repatriation and Return as stated on their website]

We want the Turkish troops to leave, we don't think there's any place for an occupying military force there. And they present the main problem because like, we don't think it's division, it is more about occupation. And so, what we request freedom. Um, and then the return of all refugees. So, they were all displaced by the incoming Turkish military. And so, um, the return of refugees is one of the key aspects because *Lobby for Cyprus* was set up by refugee association. So even though it's an independent organization, it kind of acts as an umbrella organization for all the refugee associations.

And then repatriation of all Turkey's colonists. Um, we, our point of view is that, um, Turkey imported a lot of Turks from the mainland and then what did to change the demographics of Cyprus. So, um, as we see them there, they're tools of ethnic conflict, um, and war crimes, so, they don't belong there.

What actions do you put in place in order to achieve this? Do you host events?

Yeah, we do organize seminars. They're on different things and topics related to the occupations. That could be the cultural destruction of churches and graveyards, or it could be about the issue of property and occupied area.

So, we do those kinds of seminars and we also have some fundraising events because we don't receive funding from any particular source. And as well as that, we do try to put out as many press releases as possible and petitions for people to sign. But that can be difficult due to lack of resources sometimes.

So, we do as much as we can, but everyone is in full time employment, which makes it more difficult.

There's no full-time employee, it's all done in our spare time and we will have full time jobs somewhere else, which is not *Lobby for Cyprus*. Another thing we do is the newsletters. We produce the newsletters.

All our newsletters and press releases and statements go out to members of parliament here in the UK and members of the European parliament as well. We take opportunities to meet and parliamentarians and discuss the issue so they can raise them in the house of parliament and ask questions.

We previously had trips to Brussels to meet with and MEPs. What else did we do? We've all been like, there's quite a few lawyers in Lobby, so we've all been involved in the background and on lot of the leading cases. So Apostolides and Oram, one of our executive members, His firm was representing them.

We've been involved in the background in Lloyd's (?) against Turkey. That was an HCR case. Another thing that *Lobby for Cyprus* does, is that we're a member of a larger refugee organization group called the European union for exiled and expelled people.

So that's, soon to be a permanent European union body by it's not yet achieved that status. It takes quite a few years and Lobby has been involved since the group was first formed. So that's something that we occasionally go to Germany or Italy and meet with other refugee organizations.

So that's to try and elevate the issue to the European level. We do try to raise it to as many different facets as possible, in the hope that something does come out of it.

You said that you were meeting with members of parliament. The electoral campaign began, do you plan on doing something special, like a particular event to bring the issue of Cypriots in the forefront or it's not really —

We encourage our members to go and support members of parliament who have been particularly vocal in favour of Cyprus. Lately like I said our resources are limited, so we can't, we can only rely on our members to volunteer their time. That's what we do in terms of its support, those who have been actively in support of, giving their time.

Do you have a lot of members? or would you say you're a big association or on a smaller scale?

We have members of Lobby, but then we, all the refugee associations are also members of Lobby. Their members are all members. So, I don't actually know exactly how many members.

There are quite a few members it's a large organization, but in terms of those who come to the general council meeting every month, that's more limited.

We have monthly meetings where all members are invited to attend and it's basically its format is the same. It's an update on recent developments and update on campaigns that are ongoing, and then any other business and people just discuss their issues.

Events that people attend, the events of other organizations or seminars, or meetings with, um, individuals such as MPs. That's all discussed there and, and everyone's allocated their individual tasks to carry out of the month, so that we continue to progress.

Our current campaign is the right to vote.

In 2004, there was a referendum on the proposed UN plan. During that referendum, the refugees living in diaspora, those who are living outside of Cyprus did not get to vote, which is really perverse because in order to get the right to vote in Cyprus, you have to live in Cyprus for six months before an election.

But then if you're a refugee, your house is in an occupied area, you know? It has kind of like a bit of a perverse situation. What we're trying to do is get the government to change the law, to allow those in the diaspora, to vote in any future referendum. And so that's the campaign we've been running.

We have support from organization, diaspora organizations in the UK, in America and Australia and New Zealand, South Africa, Canada. So, we've got the support of everyone. Now we're going to attack the government. Well, no, attack is a bit much!!!

Do you work with other associations in London? You, what kind of links do you have? Is it essentially refugee associations? I've seen that there were a lot of hometown association It's like people who come from the same village, they want to connect, I guess. Do you consider it part of the refugee association?

The refugee's associations and the associations we were referring to, it's the associations which represent villages which are currently under occupation. So that's what we would term as refugee associations, also the committee on missing persons as well.

One example of an organization that we're quite close with is Ayios Amvrosios [village dans la region de Kyrénia, *nda*] association, and that's because like the founding person who organized *Lobby for Cyprus* was from that village. My family's from that village as well. So that's why there's a link there, which is quite good because we can support each other and go to each other's events.

There's Augusta association, it is another one that we've worked with in the past. And we have organized a seminar with them that was hosted at Carla's house, which was quite a good one that was years ago. It is good to partner with them so that we can organize events together and, like I said support each other.

Do you have links to links with associations in Cyprus? The equivalent, maybe, of your association, working for the, peaceful unification of the Island.

There isn't really any equivalent of *Lobby for Cyprus*, cause the unique characteristic of *Lobby for Cyprus* is that it's non-political. Non-party political. Whereas other organizations for in particular, the national Federation of Cypriots is very much political, society politics. Not in the UK but Cyprus politics. *Lobby for Cyprus* doesn't see the point of us living in the UK being attached to the political parties of Cyprus. What you will find in Cyprus is that a lot of the organizations that are established, have a connection to one of the political parties.

So, in terms of an equivalent *Lobby for Cyprus* in Cyprus, there isn't really one. Again, you may find them as smaller groups for refugees. There's an association representing Kyrenia, and it's an organization which campaigns, um, and it tries to be non-party political.

There's, there's one in the UK and there's one over in Cyprus. What you find in terms of like campaigning for the Cyprus issue is that the mayors in exile, are very active. The mayors in exile are the ones that will lead the way for their organizations. Despite the fact that they don't, they can't go to their villages, they still appoint them mayors.

There was a mayor who came over and spoke last year at the refugee conference, when we had a seminar. It was quite a small one and it was more to the community. I would say it was about refugee stories. He came over and spoke which was two years ago.

We had an, another mayor who came in and spoke about how he's trying to rebuild connections with the village and trying to restore parts of it, because it falls apart completely.

You talked about the return of all refugees. But as the time passes by, second generation migrants are born in the UK, most of them at least. Would you like passing on the legacy to the children of the refugee?

It's like inheritance. Your parents have a house in Paris, when they die, they will give it to you. It's the same way. if my parents had a house in the occupied areas and they die, and they will then in that will, I will inherit it and it becomes mine. Our point is that the legal title...it's whoever holds the legal title that should be entitled to return and live in those areas.

Is it more about having the possibility to go there and to be in your house, in your family's house rather than having all the refugees came back to Cyprus? Because it's been 40 years now.

It's about having the right to go back. But they can decide to do so or not, but it's having the freedom. The choice, if you want to go, but you can. Because under the Anna plan, it would only allow 10% of any particular village to be Greek Cypriot. And so, you have like entire villages that were a hundred percent Greek and we're talking like villages of say a hundred people. If you're letting 10% back, you're letting 10 people back. Greek families tend to be big. You'll be saying like you and your mother can go, but your father can't go.

It shouldn't be basing lives of people on numbers. You should be basing it on the right it's your

property, the fact that someone has managed to stay there illegally for 40 years, shouldn't change the fact that it's a crime that's been committed. It's a violation of human rights and you possess the right to return.

Are you satisfied with the state of things right now, about the events you do for a lobby for Cyprus? If you had the resource, unlimited fund, what would you do? Would you push maybe in the European, Parliament more?

I think we would do a lot more if we had the resources at hand. So that would come from all sides of things from social media and an online presence, to keeping up to date with press releases and updates to people and all the, all the members and outside community as well, organizing more events, having more meetings. I think there would be so much more that we could do.

Because your website is quite complete. You have a Facebook page—

Yes we do, because everyone's working full time, it would be good to have, say, one person who did all the social media and would update the website, regularly keeping members up to date with everything and trying to reach out to as many people outside of the Cypriot community as possible, that would be going to other people's events, making those connections, growing the network, As well as meeting with individuals that would,... like decision makers.

But when you say you go to Germany or Brussels or Italy, is it your own fund, the money that the association has?

It depends. A lot of people will fund themselves. Some people will get some money from that. I just wanted to add in social media, you can also look at Twitter. Our Twitter account is fully it's more active.

I think I would just echo what Liz said, there's so much more we can do with more funds. I mean, what, the other difference that Lobby Cyprus has to other organizations is that other organizations are like 40 years old, you know, and their membership is 40 years old.

They don't know the new... they don't necessarily know the social media, but also their professions aren't necessarily new. They came over and they did what they could with their limited English, their limited education, whereas our generation and the generation that runs *Lobby for Cyprus*, they're all professionals. Whether they're journalists or graphic designers or lawyers or accountants or running their own consultancy funds. We have a lot like, we try and make it as professional as possible and as well researched.

There were a lot of conditions about people coming back and not able to settle for long enough for something like that. Do you think the Anna plan was too mild or let's say not enough thought out?

It definitely was not well thought through, it was very forced. It was very quick because Cyprus was entering the European union. To appease Turkey, they didn't want to leave the Cyprus situation as it was. Cyprus entered as an entire Island, but obviously the laws of the European union, can't be enforced in the area where you have no control.

What they tried to do in 2004 was try and make it so everything would be fine entering the European union. It was a very rushed job. I mean, you have like the final version of the Annan plan appearing at 11:59, the night before people were voting on it. Yeah. And that was only the 300 pages. The fact that the entire Annan plan was over 5,000 pages means that, you know, the people were voting on something they really didn't know or understand. That was the key problem with the Annan plan, it was the lack of information given to people who were relying on their political parties to give them summaries of what the Annan plan was, and what it would give. Lobby was very active during that period. We held seminars here and in Cyprus. There was a book published on the Annan plan, which I think you can download for free from our site. That was that was an example of Lobby providing this independent voice and a reasoned and professional voice. It was, it was analysed by lawyers and academics.

I've seen some press release about seminars that were held in the house of Parliament, but none in the European Union. Is there something that you do at the European level or —

The European level is the money, like getting out to Brussels costs money, but at all the MEPs, are on our database and receive all our updates and our newsletters.

You are concerned about Cyprus but you're based in the UK, does the whole anti-European sentiment going on in the UK affect your goal, like the fact that you need to go to Europe, that you need to Europe to be involved in order to have maybe some help to help —

It's just another dimension for us to go to and another platform that we can use. And I think perhaps because we are Cypriot, our culture is separate. We do see ourselves as European, maybe more than other British people. For us, it's another platform to use.

I mean, Cyprus entering the European union, everyone was in favour and very hopeful because they thought the year of being a member of the European union would provide us with that extra protection and that extra power against Turkey. And you're like, well, you have passed very strong principals and the respect for the rule of law and human rights and equality.

Aa lot of people were hopeful that that would influence negotiations because negotiations... *Lobby for Cyprus* does not support a bizonal or by communal Federation. You regard it as an apartheid system or segregation; segregation by statute has been imposed on Cyprus. Cyprus has never been two communities, to create a bicomunal "bifederation", well, it's a fabrication. Why are you ignoring everyone else? So the minorities that existed in the fifties, in the sixties, and now the minorities that have come either through migration or through the European union, why should they be a second class citizen and disregarded when their numbers are equal? We see Europe and its fundamental principles as another key to help shift negotiations from this fake bizonal bicomunal understanding or outdated or old-fashioned colonial legacy imposed upon us. One of the fundamental bases of the European union is non-discrimination, you can't discriminate against someone, whereas what they're proposing and what is now proposed was nothing, but discrimination.

It was the case that was lost over here in terms of property but won in the European court of human rights. Whereas that failed over here, when it was elevated to the EU, they said, well, no, the human rights come and apply in. It was, ruled in favour of the British couple who had illegally purchased a property in the occupied area. They won the case in the UK. When the Greek person, the Greek Cypriot person who owned that property, elevated it to the European level, the ECJ [*European Court of Justice*] ruled in favour of him because it was in actual fact his property, his rights.

The UK and the Turks hired the lawyers on behalf of the English couple and they hired Sherry Blair who at the time was of course the Prime Minister's wife. What she tried to argue was that to enforce this decision was against the public interest of the UK, because the UK had a foreign policy, which was not consistent with what was been trying to do through the case. But through all the case was doing was, it wasn't political. So, when Apostolides was in Orange Grove, in and the occupied areas; some developer moved in, built a Villa, which he sold to the Orams, who've lived there for 10 years. He's like, you're trespassing. This is my land. You can't be there. So, he sued them in the Cyprus court. And the Cyprus court had awarded him damages for trespass and a number of other headings. But then he can't enforce it because they're in the occupied areas. Cyprus courts have no power over there. His option was to use a EU law to enforce the order of the Cyprus courts in another European country. And the Orams had money in the UK, so he came to the UK. He said to the UK court, here's the decision of the Cyprus court. You have to enforce it unless there is public interest reasons not to. That's what Sherry argued in the first instance. And then the court of appeals sent, referred the question to the ECJ and said "how do you interpret protocol?" 10 is the, a key it's about like whether the laws of Europe apply to the occupied areas or not. And if they don't apply, does that mean that the Cypress courts cannot rule in the area? Anyhow, we won. This is an example of how being involved with Europe and being part of Europe has helped our cause. [...]

Let's talk about the destruction of cultural heritage. Some articles deal with churches use for something else, like stables. Are you stressing culture, Cypriot culture in your events? Did you learn Greek, or did you parent make you learn?

We all go to Greek schools in the UK. Most of us have been to Greek schools every Saturday for many years. We do a ground where you go back to Cyprus, we maintain the linguistics. But in there we keep to English just so that we can meet an audience beyond our community. In terms of cultural destruction, yes we have the three Rs, but *Lobby for Cyprus* is also about showing Turkey's crimes and the violations that it commits, and that then supports the reason why our three RS should be respected. We've done a lot about cultural destruction. We work with organizations like there's one in the Netherlands, called "A walk at truth". They work what has been obtained from the black market. A lot of the frescoes that were caught out of the churches and sold. We do joint event; we've done a joint event with her. We attended her event she held at the House of Lords. [...]

What about events on Greek or Cypriot national days?

The Greek part is..., we don't impose it on anyone in our committees. There's some that feel that they're just Cypriot, others feel that they're Greek Cypriots; that's up to individuals, but in terms of when it comes to human rights violations, where we don't hide the fact that we were attacked as Greek Cypriots, you know. A lot of people try and compensate and say, we're Turkish Cypriots were also killed, and they were also blah, blah, blah, blah. But yes, but you can't balance two imbalances, you know, like for everyone person that was killed, there was so many more. You know like religious freedom, our churches have been desecrated, like you said, and destroyed, whereas their mosques in the Republic in the free areas have been maintained and so forth. We were removed and, and displaced from the occupied area because we were Greek for, and a lot of the actions that the Turks have done since the invasion has been to ethnically cleanse any kind of the character, from changing the names of the streets and villages to shattering the crosses off churches and also of graveyards. If you go to a graveyard, all the crosses are just shattered and scattered. The Greek ambassador will be invited to events and we do maintain links.

That's part of our Greek heritage. The population was attacked because they were Greek because of the Greek language or cause of being Christian, you could say. I think as a wider issue, we do, we'd like to maintain the Greek heritage, but we do see ourselves as separate.

Do you make the difference between a Turkish Cypriot and just Turkish people?

Definitely. We call them mainland Turks or Turkish Cypriots and yeah, of course they're very different. So whereas the Turkish Cypriots had for many years lived with the Greek Cypriots and You know, had very lot of things in common, the Turks that were imported from the mainland weren't imported from the towns, they were imported from rural areas. You have stories of them not knowing what a fridge is or what anything is cause, you know, because they didn't, weren't used to this developed world. There are people who have gone over to the occupied areas and have gone to the villages where you have both mainland Turks and Turkish Cypriots living, they don't mix. I think they will have their own coffee houses on each corner, and they won't necessarily mix. I mean, there's a minority who have intermarriages and stuff, but that's a real minority and they're very different culturally speaking.

You really make a difference between Cypriots in general or Greek and Turkish Cypriots and, and the colonist.

The other thing is that Turkish Cypriots, they were called that by the Brits in the 1950s. Until 1950, they were in just Muslim Cypriots. They were basically Greek separately who under the

Ottoman rule had converted to Islam because to be a Muslim under the Ottoman rule, you received tax breaks, you received better jobs, better education. That's why you can see a lot of similarities, it's because the Turkish Cypriots were in fact Greek Cypriots who had converted to Islam. Then when the British wanted to resist our calls for independence in the 1950s, they did what they do best, which was to divide and rule. You can see across the empire, what they did it on, was on it, on religion. You have like Pakistan and India; you have Hindu and that's what they did. There is a very, there's a marked difference between Turks from the mainland and Turkish Cypriots

I don't know how many years ago now, me and my family visited my mother's village, when the occupied area was open for Greeks Cypriots to visit for the day. When we went there my auntie's house and my grandparent's house of right next to each other and in my aunt's house, there are Turkish Cypriots living. We knocked on the door and we were invited in, we sat down in the house, this was well maintained. We had a very civilized conversation with them. Then when we went next door to my grandparents' house, it was occupied by, um, the colonists that had been brought over to Cyprus and there were piles of rubbish around the house. They wouldn't let us in, we had to sneak peek in the house and it was in a really bad state, very like messy and dirty, and as I said, there was rubbish everywhere, which was quite upsetting for my grandparents, so that I feel like that was a real example of the difference between the two, the houses right next to each other and how they, the difference in the two. They're the different cultural groups. I'm quite sure that they don't mix with each other.

Wasn't it too distressing to go in the house occupied by someone else and just be able to sit?

It was very difficult and I wasn't born there, but even for me, I found it quite upsetting just because I've grown up with so many stories and I've heard about it all my life and, like the pain that my family has been through. It was also quite upsetting because there were still some items that belonged to my auntie that should have been passed down to, from my grandmother in the house. We sat down and we were speaking to them in English, and my grandmother said to me in Greek, "I can see my things on the mantel piece". [...]

What would you say the place of your association in the Cypriot community? Like you said that sometimes there's a lot attendance to your seminars. Do people or refugees rely on your association to get help for example in legal cases?

Our association is one of the more accessible ones. We have a lot of emails, a lot of phone calls we're known throughout the community. Because we're non-political, they see us as an

independent voice. And also, unlike the national Federation who are bound by. The policies of the government of Cyprus, we're not bound by the policies of the government of Cyprus.

The UK or anyone. The community views us as an independent voice and an independence authority on the position. In fact, we're all too busy, and when we haven't done something or something that they think we should have. They actually come back as like, why has Lobby not done anything on there? Because lobby did not have any time, please feel free to do what you want. We get emails about people saying, are you petitioning against this, can you do something about that? I would say that because we're not politically aligned we can, we all free to express ourselves, when we want it, whereas other organizations will not because they don't want to upset their political alliances or say something out of line, whereas we can, as we think, and as we feel.

Our position has been consistent from beginning to end. We don't change with the wind or the government.

Did you notice a change in the attitude of the second generations Cypriots, people who were born in the UK? Are they as concerned as people used to be? It's been 40 years...

It depends when the upbringing or it depends on the parents. A lot of the refugee people, or refugees, they would have heard the story and so forth. And I think that generation of —

I think there has been some decline generally, unfortunately. Yes, they'll vote. I said, I suppose, because I've grown up with stories. That's why I feel quite passionately about it. And I've been involved in the Amyos association from when I was little. I used to dance with them, they had dinner and dances. And so, it means a lot to me, but perhaps others that didn't have that grownup, um, it's an unsolvable problem, but I also think, they see it as.

But I also think you bring them in on different things. Those who come from villages, occupied villages you have that heart and that longing in the memories, whereas. I think like I'm not a refugee, so I didn't, I didn't join *Lobby for Cyprus* or started working on the Cyprus issue because of my village's in the occupied areas. I started because I'm a human rights lawyer. And then you're learning about human rights and seeing human rights around the world and then comparing it to Cyprus, like, wait, something's wrong here. This doesn't add up. A lot of people can get in through their own professions or if you mean, I think in order to get new to engage in it, is to show the injustices and show them, you know, like they've all heard about everything that happens around the world and they all get fired up about injustice and human rights violations. So, to say some more, you know what, you're from Cyprus the same thing's happening. And then they get more involved and then they read lessons. And I

have so many messages almost every day. Like, have you seen this article? Have you seen this ad? But I'm like, okay. No, but you have. Write a letter! Do something! [...]

Going back on the second generation, would you speak to your children about the situation in Cyprus?

We definitely speak to other children. I definitely, definitely tell all my colleagues about Cyprus. They are on it about Cyprus, they're on it about the correct terminology I know. I mean, that's because a lot of my work is involved, but even so, I mean, a lot of the people here, I still make sure they know about Cyprus.

I think that's something I would feel quite strongly to do. [...]

Are there any people that your association or you have trouble working with? Did you get any negative reactions?

There's definitely, I mean, Turkey, there's no hiding the fact that Turkey has a lot more money and pumps a lot of funds into promoting its side of history, to revising history, to getting its version of the facts across. You can't post something without 10 Turks, or 10 Turkish sponsored people post reposting or criticizing and so forth.

They spend a lot on public relations, whereas the Cypriot government does not do the same actual.

You'll reply once or twice, and you just need to learn, know when to draw the line and say, you know what? This person can go on forever because this is their full-time job. I have to get back to my full-time job now and I've made the points and that's it.

It never happened during an event?

No, it's the same old people that attend the events. So, they have the same old statements and, you know, they'll make their points. Someone else will make that point. We try to not get into that. Cause that's the old history that they had just rehashing, we try and make new points: Why aren't we given the right to vote to the diaspora? Why are we still promoting bicomunal bifederation? It's an apartheid system. So we bring in new issues and let them get on with it.

Hackney Cypriot Association

Le point de vue d'une association de quartier

Monsieur Andreas Michaelides, responsable de l'association. Entretien réalisé le 22 octobre 2015.

I saw that your association was created in 1976, right. Who created your association? Was it people from Cyprus who were coming after the Turkish invasion or people who wanted to do something for the Hackney community?

Most of the people were here already in London. But they were all, had that belief to continue working between all the communities for Cyprus. It was specifically set up to continue working with all the communities, for Cypriots in Hackney, living, working in the area. Those days there were quite a lot of, much more people than they are now, because migration starts in the centre and then gradually people move out and that's, what's been happening here. It was about probably six or 10,000. Cypriots Turkish Cypriots in Greek Cypriots, and Maronites, and Armenians, and then gradually, they were moving out of the borrower into the outskirts of London. And so now mostly, are older people remaining although, some younger ones are coming.

There were more Cypriots that there is now?

That's right.

You told me the goal of your association is to work with all the communities, —

Yeah. Cypriot communities.

Oh, right. Cypriot community —

Yes. And of course, for the other communities here. You can't just live your own life in your need, the idea is to actually work with the host community.

You openly said you wanted to work with all the communities, Turks and Greeks. It's not the case for all associations. How do you actually, achieve that? Is it difficult?

Oh, at the beginning was very difficult because I'm speaking quite a bit because I was one of the original in 1976. We were about six or seven people and we started it. Jamila came about two years ago now. It was our idea. We always believed that we are Cypriots first and we are Greeks, Greek speakers, or Turkish speaker then, or different religions or atheists. We had that, that concept and commitment. There were others within the Cypriot community, who were opposed to that idea. They were much more with nationalists or in some degree, some fascists. We were threatened. We had people here working from both communities, when we

got money, we employed Turkish and Greek Cypriots because they are the majority of the population about probably 96, 97% of the Cypriots are. I mean, 18% of Turkish Cypriots you know, 80% are Greek Cypriots and about two or 2% are other nationalities.

We had threats, especially from the fascist of the Turkish side. At the time, there was a thriving element in London.

Were you born in Cyprus? Did you arrive here because of the invasion?

No, no. I came before I came to study and go back and marry rich (laughs). I failed miserably.

What action do you put in place in order to unite the communities?

Do all the activities with everybody who comes in. Then try to connect to Cyprus, because when you're here you miss you country. We have Cypriot foods, we have dancing, films. Yeah. *I saw on Facebook that you had quite a lot of things going on. Are they monthly?*

The film club is bimonthly.

What about the luncheon?

Three times a week.

I saw pop up restaurants, group discussions and regular evening to attract young people.

What do you do to attract young people?

What do we do? They get a chance to get on like with entire generations, and they get to experience and learn new stuff, that they wouldn't otherwise.

Are you working together on a project for the community or is it learning something new about Cyprus?

Well, the film club, for example, um, yeah. We, we, we, we choose a film that there is, uh, relates to some of the issues around Cyprus, similar, not necessarily Cypriot films, but Cypriots plus other films. And then after the film, we provide some, we do everything with food and drink really, and so people stay behind. Then they set a discussion and sometimes quite a heated discussion. It touches on issues like feminism, about conflict resolution, and about, —of course when you are discussing things, you are able to actually offer your own opinions and when you offer some food and drink it, it encourages people to participate much more. We had recently a film from Lebanon, which was about the Muslims and Christians sort of living together in a village outside Lebanon. I tell you; it was really brilliant. It was a pretty an end. And it created quite a bit of an interesting debate. And then we had film, called Zorba the Greek, which probably you had, which was written back in 1946, and filmed in

1962, which was basically about changing of your attitude to life. Mainly the story was around two men. But of course, we're talking about 1946, when the book was written, there was no such thing as feminism then in the way that actually people are doing that. The film was reaching completely egocentrically about men. And of course, a lot of women here were just revolted, or a revolution happened, you know, and of course there were a few men that would...openly accused that We don't need you. That was that's wonderful to hear. You can see how, and of course it encourages a younger people who are involved in these struggles now. We have another thing which is not very common with other organizations. It's a lot of people from Cyprus, young people, come like you to do a PhD or master's, and they are politically inclined with a small P about Cypriot living together and being as one. When they want to be active because they are active in Cyprus, they look for organizations in London to take part and participate. And we have one of the few, very few that do something like that. They'd come, and for three or four years, they get involved and even including in the management committee and then their own circles, then they bring younger people in and that's why it's in some way... One other area where we have actually involved a number of young people: we do a cycle trip, from one end of Cyprus to the other, it's just crosses the barriers, and the idea is to meet both communities. And we want them both to participate. The last one was enormous success. We had about 30 people cycling, 50/50 from different communities and a lot of publicity.

It garnered a lot of interest, from Turkey as well.

As Jamila said, you pick up things that you see is the experience, like flowers, like plants... Some of the people went on the ride; when they came into London, they said, well, is there anything we can actually be involved around, around food and plants. So, we created just a little space that's on the roof, and we created a roof garden. Only young people organized it. They bought the plants, they brought it here and then they told us how to look after them and all the rest. See, so it's still there and they would not want to be in the second stage. So that's how we involve younger people.

Are you linked with association in Cyprus?

Yes, we are. There's one in particular, one organization called "Home for Cooperation". They're much more well-funded by Norway and other countries as well. Basically, they work with both communities in areas like education. In fact, one of the people who came to study here and got involved in our Cypriot association and became member of the management

committee, when she left, she now works for them, on an educational project. We've got a very, would you say organic, say, link.

Are there other of the associations in London that you work with?

There's two, three more organizations in London that we are linked to, but very, very nebulously.

I mean, we've got, there's one called the Turkish Cypriot Democratic organization, but they only work with Turkish Cypriots. There's one in Wood Green, they work with Turkish Cypriots and with Greek Cypriots, but we don't see any of their activities. I don't think they have a Facebook or any.

So, it's so difficult to find Turkish Cypriot associations.

Well, there's *Cypriot Care*, I have worked with them.

Cypriot care, an organization, that again is far from here, because the directors, now they set up a company themselves and they carry pro Cypriots, mostly Turkish Cypriots and some Kurdish.

they provide home care and they, they, they are based one day a week here. We cooperate with them. But it's a company now rather than an association. It's a limited company now, but they are still working and they're supporting us and we're supporting them.

Of course, some contacts with a trade union and trade unionist in Cyprus. I'm pretty close, when we do things like a cycle ride, they provide some of their accommodation or sponsor some of the events that they do, but you've got individuals that when they leave from here and they go to Cyprus, we've got contact with them, musicians and politicians and activists. That's quite healthy.

What are you most proud of about your association? What is your biggest achievement according to you?

I think that we've been going on for all these years with very little funding and we are still here and we are still thriving and I think that's an enormous achievement and it's difficult to explain what you are doing to the host, to the local communities, you know, because when you say the word Turkey, they mean Turkey. They don't realize that culturally, we have so many, so, so we are so different from Turkey. Similarly, with Greeks. We are, you know, Greek. Of course, some context and ideas and back history, but you know, of course, completely different way of an outlet to life. I think that's, that's the achievement.

How do you fit in the Hackney community? You just said it was difficult to explain to the local people. So how do you feel, how do you explain? Are other people participating in what you do, or is it mainly Cypriots?

I think that we found that the best way is to have alliances and having joined projects, especially around common activities that we do, like the luncheon clubs. Yes, we open three days a week. We serve something like about 40 meals a week and for 48 weeks a year. So that's 2000 meals. We are you going to be a part of a luncheon association. Very recently. There are 13 organizations now and it's joint lead, of leading the association, as regards to funding, one is on the finance side, and one on the sort of the admin side. We are leading on the finance side. So, we are the joint lead of the association. We are now being heard more and more, about what we do, and so we are able every opportunity to tell people what we do. Because we haven't got the capacity to send letters or newsletters or anything like that. It's Expensive. One later and it's a pound. (laughs). When you've got to send 2000 out, that's 2000 pounds.

It has to be through solicitation. Or Facebook. Yeah. I guess because we haven't joined Twitter yet, because nobody had the time to sit down and write small things, you know?

How does the local community respond to your actions?

The things we do, they love. I mean, for example, we had a popup, 10th of October, - I was in Cyprus on holiday-, usually you have to publicize it and put English papers in Facebook. This time I got a phone call: we're full up. People just spread the word round and we have 52 people booked in, I know from all nationalities, from everywhere. I mean, if you go, I've got the Facebook, -we might try and put it on- you can see that it was completely new, new people. I mean, 90% of the people who came here were new people, from London. We are being well known

What's the idea behind the popup restaurants?

Well, it started off being financial, really, because you don't get any funding. You've got the building here and it's our building. Somebody came about three years ago, they came with this idea that was just developing called popups, popup restaurants. I don't know if you call it different. They come in, they do three or four events and then they disappear, they go somewhere else, and we realized that they were making lots of money. We thought, well, we will start our own on. We don't the charge, all the people. So, you have a double, a dual goal or an aim, which is a), to attract more people and b) to make some money. And because we are all volunteers except for a couple of people, but like the chef and the assistant, then we are

able to make about five, 600 pounds every time we have one and that's goes to all the cost that we have, and that's how we started. Of course, everybody liked it. They like this idea of just having fun. Of course, you have the chance of explaining what we do to everybody. You know, we share, we talk about what the association does, and some people do come back. [...]

Are you in contact with the local government in Cyprus regarding the situations or not at all?

Um, no, not at all. I mean, not officially, not on an official level, although we participate in organizations that, in London, that have a link with Cyprus. There's one called Cyprus United platform. We are members of that. Some of our members are very, very active in the organization of it. Some lives in Athens, the other one lives in Istanbul. There are some that live in London. And so periodically there are, campaigns and visits to the House of parliament to explain to MPS what's happening. That's the type of link we have. We do have official links with organizations that work in Cyprus for some form of unity with good one, which is called Megan, which is Famagusta. And then they're working on unifying the divided city now and turn it into an eco-city. Some of our members who are here, very actively in the committee of working in that. We only participate in events they organize in London, because they bring it over here, because they want to influence the politicians and the academics here. It's a big, big Cypriot community in the UK. Some people say as many as 300,000, so it's quite... that's the type of link. About two years ago, we hired something like 15 trade unionists, leaders of trade unions in the North coming to influence, to lobby parliament here. We had Cypriot care organize a symposium here in our association, we were able to meet and explain some of the things. We keep it going. But the best of all, is the individual members who go back and get involved. We then exchange ideas and, and of course Facebook is amazing in that. It is very great for that. If you use it in a creative way.

You said people were lobbying Parliament. What do you expect from parliament?

I mean, Britain has a big voice. In addition, they've got two bases in Cyprus Fortunately, or unfortunately they're an integral part of the Cypriot life. We need to find ways of influencing. They themselves are quite powerful in Europe. Not only that, but their biggest ally is Turkey. You wonder why, is, for example, the United UK so much in favour of Turkey joining the European union. If that's the case, it means... We feel therefore that if Turkey needs the support of the UK to get into the European union, then the Cypriots, Turkish Cypriots, want Turkey to realize they're not becoming a minority in the North of Cyprus. They really need to be paid more attention and have a voice. I take the Cypriots. I've lost, we're losing the voice. They become,

So Turkish Cypriot do not relate to Turkish people?

Because I'm a Greek Cypriot, I don't know.

It's a little bit different. I mean people from Turkey are different, we speak the same language.

Well, it's not exactly the same but we speak Turkish, slightly different, but we read them right the same way on the language, a little bit different.

And to some degree, religion. You have a religious person who are not Muslims.

Yes, they're strict, they're more strict

[Andreas takes a call; Jamila answers the questions] [...]

Do you come back to Cyprus from time to time? How many times a year?

Yes, once a year. Because it needs to be during the summertime because of the children.

Sometimes they want to go somewhere else.

Are your children interested in Cyprus and its culture? Are they curious and is it you who talk to them about it?

Yes, they are. I speak Turkish and my husband's speaks Greek to them. I think they find interest when they meet from Cypriot people. But it's more or less, it's the parents encouraging them.

[Andreas comes back and explain that the musician for the next pop-up restaurant were nearly taken by another association, the Enfield Cypriots]

About the volunteer, someone does the electrics and he doesn't charge. Some of them, occasionally we offer them food. We've got one volunteer, which is Scottish. His name is Andrew and but he, all of a sudden, he went to be a volunteer for on the refugee crisis in Greece, because he speaks Greek, he's Scottish, but he speaks Greek.

He puts me to shame! (Jamila laughs)

Well he speaks 6 languages so...All our own board members are all volunteers, and they do different jobs. We've got eight. Yeah. [...]

Are you in touch with the local government, maybe in Hackney, in the town hall?

Well, basically because of the funding, we get some funding from the town hall on the luncheon program, but the local authorities now have started in the last few years to farming out is the word we use, which is actually giving the management of the funding to other organizations, umbrella organization. Here we've got what is called a Hackney's community for voluntary services, HCVS, and so the lunch club is then given to HCVS to manage and they give them a commission. And then the HCVS collects out information. They get to give

us the money. So now we have, we are once removed from... We're starting to feel that now, that decisions are being made and we cannot influence them democratically because you've got to have another organization in the middle. Before we had access directly to the politicians. But now we need to convince the umbrella organization, that we are not getting a good service, we really didn't want to influence their, their activity is.... They've got a conflict of interest. They cannot go in and pressurize the council because they get a commission. Oh, I see. They've got a buffer, whether it was done specifically for that reason. I imagine it wasn't. I think the council thought we can farm out and we, we don't have to worry about all these reports coming in and over us lets another organization do that. So now we're trying to change. We set up this organization called Hackney Lunch clubs association. Because now we are saying, to our agents at CVS, we're not satisfied with your doing or you're not moving fast, and we need to start... I think we want to meet directly with the council and that's it. [...]

Did you notice a change in attitudes from younger generations? You told me people who came to study here are actually being more and more involved in activism. Was it always the case?

No, the only thing that, it's been represented in a higher level in Cyprus, but even you hear the two leaders of the community say, why do people work and live together and take part together in London, in the UK and us in Cyprus we are not doing it?! They are using us as an example of living and working and participating on joint projects here, especially in London. But they are not doing it in Cyprus or they're doing it very limited, in a limited capacity. Bear in mind, they're all there and they want a solution. That's why, in effect, one of the reasons why we did the cycle is just to see, look, you've got the chance of doing it in Cyprus and enjoy it. Then use this, the environment as well at the same time. So we are, we are influencing I think considerably, at the highest level. When younger people leave from here, and go back to Cyprus, they get become more active and they've, they have techniques that they have learned here, and they use them. In fact, they're much better than us because the ground is fertile. I mean, if you see the, Famagusta youth organization, when they organize an event and they're organizing almost one a week ,they're hundreds and thousands, I went to a peace festival, when I was in Cyprus in September, they were probably about 15,000, 20,000 people from both communities. Turkish Cypriots and Greek Cypriots in a big concert organized by the trade unions. And I think it's because he started happening a lot here. We are very small in comparison, but, you know, yes, I think I'm quite proud of that.

Does the situation of Cyprus come sometimes here in the conversation?

It does happen, especially at film club, when the debates come in, and there are some older members, they actually blame Turkey to a degree. Therefore of course Turkey should be blamed, but they forget that we started, the Greek Cypriot started the coup, with the fascist living in Greece. We never thought about what's going to happen afterwards. We thought, Oh, or rather they thought we are going to be the leaders in Cyprus and sort everything out. But then, they knew it was going to happen. [...]

Is there anything you regret, something you wish you would have been able to put into place with your association? Something you can't do because of legislation or opposition, maybe?

We would like very, very much... For the last 10 years, we haven't had a Greek Cypriot or a Greek speaker working in the association. The things we cannot do is structure. Um, we know that about 2000, 2500 Greek speakers are in Hackney alone. And we have no way of contacting them we've got no resources to do that. Our focus number one now is to get some funding, to get a worker to actually do that piece of work.

And find people are living actually here and are isolated. I mean, it's not just Cyprus that needs to be in our minds. People are having troubles in here. [...]

I try to support people there. All of those about 2 000 Greek Cypriots are the elderly population now, probably they're the ones who came there early. And working, in the garment industry, didn't have chance to learn English. Now it's very difficult when I'm trying to book an appointment, everything has to be on the computers. People don't even know English. We try to help them. Then the type of helping that they need is the interpreting services. Oh, it's been, how many years here? Nearly 100 years, on the census. Since 1915, there has been Cypriots. You should learn English by now. [...]

And now people are coming from Greece with limited English. Yes. And they are marginalized too.

I've done two, two pieces of work on the electoral register, we're finding out with names I can tell the difference between a Greek Cypriot name in most cases and Greek name from Greece there, I see they're slightly different and it was noticeable. There was more this time, that were from Greece, that there were there before. It's a recession in Greece and the freedom to come here. They do, they do come here.

And they don't have access to services.

Turkish Cypriot Community Association (TCCA)

Le point de vue d'une association chypriote turque

Madame Sule Ibrahim, chargée de relations publiques pour l'association. Entretien réalisé le 10 décembre 2015

Why was the TCCA was created?

It's been going on since 1976. One of the reasons that it was formed was to provide a hub, a location for Turkey Cypriots that lived, especially in Northern London and Eastern, to be able to go to for advice. There are lots of community, Turkish community, Turkish Cypriot community centres out now, but during the seventies, - there were a lot of immigrants, of course, that came during the sixties and seventies- but there wasn't a lot of centres for them to be able to go to. One of the reasons why Turkish Cypriot Community Association [TCCA] was formed, was to provide just that, that support to them. Initially when they started, one of the longest serving projects was providing information advice and guidance, which the gentleman downstairs is actually doing that now. So that's basically providing advice and guidance on the benefits, housing, even advocacy. A lot of people will come here that don't speak English, they say that the advisor will call whoever they need to call on their behalf and provide advocacy interpretation. So that's one of our longest serving projects. And that was what actually TCCA started with. And then another project that I started with, was home care because that's our largest projects. What we provide is specialized homecare for Turkish speaking, mainly Turkish speaking service users. So, we have a lot of people that are elderly that need home care. And we have a lot of people with learning disabilities and physical disabilities that need care. But because they lack English speaking skills, they require Turkish speaking carers. That's one thing that we do. There was a need in that. And that's, you know, that was kind of the second project that started TCCA.

Why specifically Turkish Cypriots and Turkish people in general?

It was formed with Turkish Cypriot community in mind. However, we serve Cypriot, Greek Cypriots as well as Turkish. We serve more Turkish from Turkey, than we do Greek Cypriots. Because there are other centres, for Greek Cypriots, so it's kind of a demand issue. We also have other communities that come to us, that don't even fall within those brackets. But initially it was done in mind with Turkey Cypriots, because Turkish Cypriots, although we are Turkish, we are still different to Turkey as mainland. We are culturally more similar with Greek Cypriots. What separates us is kind of the language and the religion, but in terms of culture and way of living and way of life it's actually more similar, because it's an island

culture, whereas Turkey is a massive country. You know what one culture from the East to the West is very different within that country itself.

Are you in contact with other community associations? Especially Turkish Cypriot association since you point that there's a lack of this kind of structure.

There are a few organizations that we partner with. One of them, especially is Turkey Cypriot women's projects.

From the name you can tell is Turkish Cypriot Women project. They provide a lot of services for females because there's actually more services for men in terms of community centres, for example lunching clubs: men tend to use it more so than women. So obviously Turkish Cypriot women's project was formed because there was that need, that support for women. We partner with them because there is a lack, in our centre, in terms of women using it. You know, so we partner with them, we can make referrals, they make referrals to us and we make referrals to them. We complement each other enough in that sense.

What kind of advice would you provide that they do not? Is it complimentary?

They provide more because their advice service is actually on a daily basis. Ours it's on a weekly basis. They provide specialized debt advice as well. You've heard of Citizens Advice Bureau [CAB], probably. CAB citizens advice is an organization that provides free advice to everyone. And there's a lot of volunteers in there that work, but they are mainly solicitors and lawyers. So, they have that background and they're also able to provide advocacy where they write letters for you. It's a very similar service what TCCA do. We don't do that. Ours is advice. They come here; we give them the advice. We tell them what they need to do. Then they go and do it, but we don't act on their behalf. It's to do with funding. It kind of depends on what funding you get for what project. We don't have the capacity to offer that service, which is why we do a lot of referrals. We took a separate women's project because they have that, you know, it's largest project, right? Our advice project is one of all small projects. Even though it's one of the longest ones, it's actually not the main one.

Are you in contact with other the association in London? Are you doing partnerships?

Many, not all of them are Turkish, or Turkish Cypriot. There is one organization, they are a Turkish- Kurdish organization. They perform mainly support for mental health. They'll provide counselling groups. They also do provide advice and guidance. Again, most of their customers are female. We are forming a partnership with them where we can work together, to provide support for male people in our community that are men that may need support with mental health. So that's obviously the partnership was risen because of something we don't

have a service, we don't have, but they have, but they don't have men go into that. Whatever partnership we form is generally, it's going to end up being complimentary. We do have, for example, victim support, it is another organization. That's actually a national organization and we're very recently partnered with them; they provide mentoring and counselling and service for people that are victims of torture, victims of burglary so any kind of victim that they are, that's been affected from whatever's happened to them. So they'll be using this case as a base where they can come and speak to them, and we're going to use it in a way where we will be able to make referrals of our Turkish customers, that needs that support. They'll provide the specialists who also speak Turkish. It's, it's kind of another partnership that's risen out of need. Normally, any partnership we would look at and we'll say, how can we complement each other? Because if they have a service that we already have, it will be replicated on this. We want to move and expand our service so that it reaches more people. There's no need to partner because we already do the same thing.

What are you most satisfied about the association? What action are you the proudest of? Which project is really making a difference or you're really proud of?

I think it's quite subjective because I deal with all the smaller projects, but then our biggest project is home care. I can turn around and say, I'm proud of all the other smaller projects that I've run, because in a sense I've managed them, but actually objectively thinking about it Home care is the one that in true terms, makes difference to people's lives. Because we see the effect if one carer is not able to go to a service user. For whatever reason, they may have fallen ill, or they might have had an accident or whatever. It impacts that service user because they still need the care. They still need somebody to go over and help dress them, feed them, put them to the toilet, you know, so then we have to immediately find another carer replacement. What our carers do because of the home care project, it just affects our service users on a day to day basis. If I'm comparing it with the advice service, it makes a huge difference of course, to people's lives because it gives them information about how they can get rid of debts or how they can sort out their housing. But the impact of that is not felt as much on a daily basis as it is, if you don't have care. Because if you delay going to a service user, he could be sitting with wet clothing because he didn't manage to go the toilets. As the organization, even though it's not a project I managed for the organization, I am most proud of that one, because of the importance that it actually has.

Is it part of the island customs or the culture, to take care of older people? I have this subjective idea that some cultures take care of their elders, more than in Western countries. Is it a way of life, making them part of the community and not putting them aside?

It's true. You are absolutely right and that's precisely one of the reasons we need for home care, as in going to their homes. Most of the families don't want to put their, mother and their father or grandfather, grandmother, or their siblings -Because, you know, remember we do look after people that are younger, because we look after people that are 18 and over. Although the majority of our service users are older, but we do have a lot of people that are physically disabled or have learning disabilities. As a culture, we don't want to put our family into care homes, so we want to provide them home care within their own home. So obviously the service that we provide just enables them to just achieve that. And I do think it is a cultural thing because you're right, for the Western culture, there's more of a tendency of putting them into a home.

Are you in contact with associations in Cyprus?

No, not lately. We have been over other projects. There was an organization, they were actually a cultural association. We've been in contact with more cultural associations in the sense where they provide kind of cultural music or art, that kind of culture. We've had partnerships with organizations like that. Where we've managed to get them to come over here to do cultural exhibitions or, shows and dance shows and things like that. In the past, I have been told that we have partnered with other types of organizations, but I don't really have a lot of information about that because it was before my time. Because obviously this organization has been going on since 1976. I don't really know all of the history, but I do know that we have had partnerships. *Why don't you have partnership right now? Is it because of the funding?*

I would say it is for two reasons. One is part funding because everything in charity sector is determined by funding and closely related to that, it's the capability, as in the manpower. We would love as an organization, to do a lot more projects, but we don't have the manpower because obviously we were only able to have a certain number of employees. Volunteers, believe it or not, within the Turkish culture is not that much. That's one thing in the Western culture: you have a lot of people that volunteer. Within Turkish culture, there's not that many. We do lack of volunteers; therefore, we lack the manpower to be able to achieve certain projects. If we were to go and try and run the project in Cyprus or try and partner, it would mean that somebody that's doing a job here is going to be moved onto that job. It's whether

we can actually afford to do that, how is it going to impact all other projects? That is more the reason, but if we had more funding, it would mean that we would have more people working here, which would mean that we would have more manpower. Prior to 2006, which is around the period where they had the little projects which Cyprus, they had more people working with Cyprus, it was doable. So, it's the manpower and... money (laughs).

What would you like to put into place?

There's a lot that we've spoken about. One project, that I'm passionate about personally is ESOL. So that's providing English speaking classes to mainly Turkish, but it's not a huge thing if we don't get Turkish. But the reason I say Turkish speaking is because there is a huge need. And it would be the lowest level, what we call pre-entry level, because there are a lot of colleges that are providing these classes. However, they are all from a certain beginner's level upwards. What I'm talking about is before beginners. They may know a couple of words, but believe it or not, you know, you would think that beginner's classes would be for people that are just beginning to learn. But because there is such a high demand and need, colleges will do an entry test, and if your, if your points are lower than a certain number then you weren't getting entry. There's a lot of people that are kind of in the loop, you know, that they don't have anywhere to go. Funding is very, very low for English classes. We did do a couple of projects here, but they were short because of funding. If we have more money, I would love to run more classes here. Cause we have the space, you know, physical space, but we don't have teachers. We've tried to search for volunteer teachers. That's finding a volunteer that will work for a long period of time, minimum three months, because you know for six weeks, you don't learn anything. So that's one thing that we would, be because there is a huge need out there. We would want to expand our advice service because currently it's only one day a week. We do get more people coming in. There's also lots of other projects that we have, like in terms of mental health for men, and in a sense, providing counselling sessions or kind of motivational groups. Another thing that we would want to return back to, our association would do art classes. Prior to 2006, they had art classes where people would come here and do marbling ink. They would work with marbling or oil paintings. So, it was a space for them to come and do that. There's a lot, there's so many that in a sense, whenever we get funding, we need to kind of narrow it down and say, which one do we do now? [...]

You said there was a huge need for ESOL classes. Would you say that the Turkish Cypriot community is clustered, with itself, rather than really integrated in the London community?

I would say that not only with Turkish Cypriots, but other ethnic minority groups. I can't speak for all of them, but I know for example Somali communities is the same. The reason I know that is because I've worked in other sectors where the need for ESOL classes was not just present with Turkish Cypriots, but it was also present with other communities. It seems to be those communities that they are able to have access to services like ours, because we do have a Turkish advice service where they're able to come and, you know, have their letters right by a Turkish-speaking and English speaking person, as much as it empowers them, it also disables them because they know that they've got somewhere to go. In a sense, it kind of takes the power away from them, to learn the language. But on top of that, there are loads of Turkish shops, there are Turkish newspapers, there are Turkish radios, Turkish TVs that they're able to have access to. The more that they're able to have things around them, that surround them that are of their own language, the less of these they find. It's the same with Somali. When I think of Latino culture, because there is in Haringey borough, near Tottenham, there's a lot of Latino people. There's not that many services, that many shops within this area, for example, that served the Latinos. So, Latinos are actually known for learning to speak the language much quicker. And that's because obviously they don't have as much access as to Spanish speaking services for example, because they tend to be more in South London. There's an area in South London. Bermondsey borough. There's a lot of South Americans there. Over there, they have a similar tendency where they cluster. But because there's a lot of South Americans over there, they've got a lot of the South American shops, so they don't feel the need to speak the language. It kind of depends on where they go. Maybe Tottenham also become clustered with South Americans and maybe the skills that they have now with their speaking language, that might disappear.

It's a double consequence.

Empower and disable. You know, I truly believe that. But obviously one of the reasons that TCCA was formed is because there were an influx of Turkish Cypriots and Turkish people in North London. So obviously there was a lot of community centres that were formed. There are some Turkish Cypriot organizations in South London, but not as many because there aren't that many Turkish people. So, wherever there are the people, that's where the more services pop up. We joke with our families sometimes where in the past, we were able to travel on the bus, speaking our language, and we would know that no one around us would

understand us. Now, you know, there's so many Turkish people that you get on the bus, you can't speak secretly. There was more than likely to be Turkish people on the bus. It's kind of a parallel thing.

You talk about the numerous associations. Do people prefer coming to this area?

They have more of a tendency. Harringay borough, Hackney borough, and Enfield borough, and they have more of a tendency of coming into those areas. [...]

You were talking about the Council. Are you in touch with the local authorities?

Yes. We have to be. Any charity has to be. More so for the home care we are because there's Haringey council, the Hackney council, Enfield council, Barnet council, Islington council Waltham Forest council. These are the main councils that we liaise with because a lot of the patients that we have service users actually fall within those boroughs. So, we're in constant communication with them. In terms of other projects that we do, not as constant. Completely depends on the project. [...]

What challenges or difficulties did you have while working? So probably, the funding you mentioned. Did you meet any people who are against what you were doing?

Yeah, we have. I mean, the challenges differ with each project. I can say with home care, for example, the challenge that they face on a day to day basis would be if carers was calling in sick, or if carers are not able to go to the services user or if there's a service user that, Is, um, you know, if they're abusing the carers, because some of them may have dementia and they can be quite rude or whatever, but that's obviously because of the condition. So, on a day to day basis, for them, it would be dealing with people on the managing, ensuring that every service user gets the care that they need. And there is cover. For me, the day to day challenge is dealing with people, because there's a lot of people that come in and out. Sometimes there's communication things, where one team does one thing and the other does whatever, and then sometimes the team doesn't tell the other team. So, there's constantly trying to fix certain things because one team forgot to tell the other team about something, and it creates a problem. We have challenges because we have a lot of people walking through the door and they think we provide a service that we don't. Because we are a community association, they think that we provide a lot more than they're receiving. They think that we provide support in anything, you know, and it's difficult for them to understand that actually, you know, even though we're a community association, we will still have specific projects that we'll deal with. So, it varies, you know, these are these day to day challenges. And I would say it's people,

you know, as much as it's very rewarding working with people actually. It's people that make things more difficult other than something, you know, and that can be quite stressful. [...]

In the website, you were saying that you wanted people to contribute to the wider society. How do you implement this and why is it important for people to actually contribute to the wider society?

Integration. As we were talking before, I mean, the Turkish Cypriot community Turkish community. Taken into consideration Turkish and Kurdish from the mainland. Um, they have a tendency to cluster and not integrate with the wider society. So, if they're living in Harringay, they may not actually integrate with other things that happen within Harringay borough. And that's what we mean. So, some of the activities that we try and do here would be to allow them to integrate. To find out more about what's going on. So, in a sense, in a sense, so it would be that they are living that, so they feel that they're actually living in London, not in little Turkey or little Cyprus, you know. But that's what I think it is. But so, on the wider the scale, integration allows the reduction of discrimination and racism. And that's one thing, because the more influx there is of other communities into a certain area, the more conflict there's a more of a tendency for conflicts. So, the more you help them help them integrate, you know, the conflict will reduce slightly. So that, that's what we mean by that. So, we do, even as an organization, we'd want other people live in the borough of Harringay and outside to actually come and use our services. We obviously realized that sometimes our name may be a barrier, because they'll see the name Turkish Cypriot community association, and they'll think that it's only for Turkish Cypriots. But we want that integration.

It was also stated on the website that you were accepting all culture, linguistic and religious people, no matter what. Does the Cyprus situation play a role in any way, in the day to day relationship with people, or is it more like an issue that you put aside?

So, when you say Cyprus situation, you mean ...

The division, the talks from the Greek Cypriots, the reunification...

It doesn't really. It may when we interact with Greek Cypriots. Some of our services they're all of the older generation. It's generally with the older generation. How it may impact is they may say stuff, or they may be, um, kind of relationship hiccups, yeah, because of that. But it doesn't actually impact. And I think that's because, at the end of the day Turkish Cypriots and Greek Cypriots have been living here together for such a long time. And it's actually quite an ironic thing because I used to live in Cyprus and in Cyprus, it's quite separate. So, I've seen kind of both ends, what it's like to live in Cyprus, where actually Southern Cyprus is

completely separate. You have some people that are able to cross the border to go to work over there, but it's actually two separate countries. So then come over here, to see a somewhat integration, working together because there is still conflict. There is still, you know, this undercurrent on some occasions, but as a whole, there is much more an integration here than there is over there.

It's more a global Cypriots community here rather than in Cyprus, where it's two different communities —

I mean, I wouldn't say global Cypriots because we do still, we are still of separate, but there is more of an integration. So, cause if, when you say global, Cypriots, it almost makes it sound as if there is true unity and we don't have that. You have it on a small level. So, you'll have a lot of groups of friends that I was friends with Turkish separate because we are so alike. And this is something that I touched on earlier. We are aligned with them, you know, culturally, um, you know, I feel at times closest agreed separate than I would do to somebody who's Turkish from Turkey. And that's because Turkey is quite different, even though we are Turkish. So, it's an interesting mix to see that, you know, where we are... We're originally, we feel closer to, um, you know, our neighbours than we do to our actual ancestors. If you see what I mean.

Thank you very much for your time and answering my questions.

IRAN

Iranian Medical Society

Le point de vue d'une association professionnelle

Monsieur Namdar Baghaei-Yazdi, vice président de l'association. Entretien réalisé le 26 octobre 2015.

So essentially, you know, um, especially before the Islamic revolution of 1979, we hardly had any emigration from Iran. People were happy. We always referred to it as good old days. I was brought up in that sort of time, of the Shah of Iran and all of that, you know, the good time sort of that Iran was progressing on its phases. But obviously underneath. So, she had problems and things didn't work, and eventually ended up - We don't want to discuss those obviously, but, - you know, it ended up in that unfortunate, I should say, event of 1979 overthrew the Monarchy and the Shah and the Islam regime. Unfortunately, unfortunately, I would say this, everything that we see today is fault, which is to do with extremism fundamentalism that you are suffering in France today, what we're suffering, here in the UK, 09/11 in America. All of these I say, originate from the Islamic Revolution of 1979. If you look at that carefully, that's a very important point because if you look at the history of the middle East, obviously, we have some extremism sort of things in the past, Palestinians especially, you know Arab is very a special situation, but we never had, until end of 1970s, all these problems with extremism fundamentalism, and everything, and all these problems that we see in today's world.

[un autre professeur iranien le salue]

Anyway. that's one of the issues and you see your Iranian community like to come together sometimes (laughs). Anyway, so that's a factor that I would like to mention because not just me, but lot of Iranian scholars, a lot of scholars, do believe that the events of 1978- 79, that ended up in overthrowing the Shah of Iran, because whatever they say about the Shah, that he was, you know, a puppet of the Americans, and he was weak, he was a centre of stability in the Middle East. While Iran was in that situation, he was playing politics nicely with Jews, at the same time Arabs, keeping all sides happy and working in that sense. So, none of these things were happening. Unfortunately, unfortunately for me and all that things happened, and things that started to change, you know, you started to have, uh, uh, you know, events... in all the Middle East... We don't want to go down that anyway, you know that probably. [...] You know, Khomeini was saying we have to export the Revolution, we have to pass through Iraq to reach Jerusalem. You know, all these rhetoric and rubbish going on in Iran at that time. So,

you see that caused, unfortunately, the devastating war, really, you know, between both countries.

So, because of all these things, you know, from 1979 onward, even a little bit, I say before that, probably six months to a year before that, there's wave of immigration of Iranians that starts. So, people were worried about their wealth, you know, everything that they had there, people who were, you know, worry about children being drafted into the army and sent to the war. So, people slowly, slowly... I am one of those generations because unfortunately I lost my father at the time of the Revolution. He was a member of parliament at the time, a medical doctor amongst many, many hundreds of people who were executed after the Revolution he wasn't one of them as well. Unfortunately, we lost him in May 1979. After that, you know, my brother was living here doing this PhD here in London, then my mother and myself left Iran and came. My mother went back once more just for a few months, but she came back, and we stayed here. We were probably one of the first of Iranian political refugees, political asylum in the UK after this Revolution. [...]

So that's how it started, and they got together community-wise and they started their own things. You know, you soon you saw Iranian shops coming along, you know, like the Asian shops, something little by little things were starting to develop. Here, in the UK, just to give an example, I don't know about other countries, but I know about what is going on here, a lot of people from commercial shops, develop organizations and associations and things like that, they started to develop around Iranians, Persians and Iranian. For example, you know, to give you an example of an organization have been involved myself, that Iranian Medical Association that I told you. That organisation has been going on even before the Islamic Revolution. If you have the history on the website...

They were all Iranians doctors in Iran, but after the Revolution again.... Iran has one of the biggest rates of Brain Drain, as they call it, amongst countries in the world. At the moment, in the last few years, if you look at the statistics, anything between 150 200,000 young people educated, university people, they leave the country. Go abroad. The students are all based picked up weekly by good universities. They're on the board. I'm sure if you look it up, you will find a lot of Iranian scholars, everywhere.

So that medical association, for example, has been going around for quite some time. It tries to bring together Iranian, medics Iranians and medical profession. They do lectures, scientific, as well as social event, bringing that community together. Whatever they can either for the people who are here, or for patients and the students will come from Iran and help anyway

they can. So that's one organization. You got another example, the Library for Iranian studies. I know that I'm involved with myself, is the largest independent Iranian library outside of Iran in London. It's in Acton. If you look it up again, I think there's, that side was being repaired and maintained. I can send you information about that organization. For example, started more than three years ago, two years ago, and it's a charity and the board of the trustees. It's not like a library or public library, but the theme is education and the advancement of Persian culture, literature, history, everything. But mainly Persian language, but other languages French, Germans you know a lot of thing. So that's another kind of cultural organization. There are, there are different, you know, many universities in the UK, if you go, even like here in this larger university college, like Imperial College, there's always an Iranian society. I was president of Iranian society college for some years, you know. That's, you know, again, about education and students. Apart from all the hundreds and hundreds of political groups, Iranian political groups, mainly oppose to the Islamic regime in Iran. They are from the left of the policy, communists or monarchist, pro-Shah or you have nationalists people. All sort of mixture, big mixture of people. Amongst all of these, you also have... So Islamic Republic didn't sit idle. When they saw all these Iranians that had moved out and coming to America, I think in California itself they say something like 1 million Iranian lived there, you know, in and around Los Angeles, San Francisco, San Diego, you know, the old biggest, biggest of Iranian then you have in Canada, my cousins, and uncles, they're all in Canada, Toronto, Vancouver observed. Okay. In the UK you have London, Manchester, Glasgow, Liverpool, Newcastle, Cardiff... In each of these there's a big Iranian community. So, they didn't sit idle the Islamic, they wanted to have a bit of control on things already because obviously, they were worried. There are a lot of Iranians living abroad, most of them, opposing view, anti-regime, so they wanted to make sure that they have a control over them. So, they started slowly penetrating into these organizations sending their agents or pretending to be of these groups. So, they did, they did a nice job, I should say. Unfortunately. They did a nice job, and they did manage control, even as today, some of the biggest... For example, one of the biggest Iranian cultural societies here in London in the UK, is called *Iran Heritage Foundation*. I'm sure you have come across them. They are very big, they do very good cultural events and they promote things, but they have some dubious links, you know with the regime. (chuckle). So, there are rich people rich Iranians who look after their own interest in Iran or have a very direct relation. So that has been going on. But then you come and look at the whole last 36 years now, since the 1979 revolution, that was the first wave of people like

ourselves. Then comes, you know, so there was a little bit of stability you can say on things. People getting used to Islam regime in Iran with all the difficulties and things, but then came, unfortunately, the massacre, you can say of Iranian political prisoners, I think in the 1980s, late eighties after the Iran-Iraq war, just, you know, uh, at the, at the time that Iran-Iraq war was finishing or just after that before Khomeini died. After that, another wave of people leaving Iran, escaping all that persecution and everything, you know? So, you get another wave, this time a lot of political people. Very hardly you got economic migrants, like what we are getting at the moment in Europe. What you see at the moment, all these immigrants coming, you know, migrants coming in those days mostly were political. They were escaping. So that was another wave. So, you go, you look at the different, you know, social, economic, all sort problems in Iran and you come across again in, when was it? 1997/8. I think if I'm not wrong, there wasn't a student uprising in Iran. That student uprising caused a lot of problems, shook the regime as well, very badly. And that was at the time of that famous reformist, so-called reformist, president, Khatami, who really, you know, didn't do much. At one time, people were thinking that he was going to be the Gorbachev of Iran, but I know it's too big for him. Anyway. So, that was another wave, uh, students who wanted to escape that persecution and thing, they were students, refugees, political refugees. And then you come closer to our time now, four, five years ago. 2008, 2008, seven years ago. There was the botched election, presidential election and rigging the election and things. Again, people went down on to the streets and the so-called green movement of people and all that, which again, ended up, a lot of people prosecuted.

So you see, you've got, if you look at them, I mean, that's why I said. If you contact this doctor, that of a hobby who has done a lot of study on these, he has shown these very nicely in his papers and hopes that all of these waves of, migrants. Obviously, a lot of people have managed a lot of younger generation you can say first generation, I say now, second, third generation Iranian, have managed quite well to integrate with their own, with their host community. You go to America for the example, the biggest example, you find in the famous organization like NASA 57, I think, or 60 top Iranian scientists and engineers running the American space program.

So, you know, that sort of magnitude we have. They did a survey a few years ago that how much money in taxes Iranians are paying to the American government, federal government: it's billions and billions. And you have some huge earnings Iranians You have Iranians now by origin, top positions in Google, in Twitter in all of these organizations. They manage really

to get into top positions in places here in the UK, in this Iranian association. But let's say the president of the association... How did you say you were going to stay?

December 20th.

Okay, I will invite you if you'd like to come to our meeting on 12th of December, we have a meeting in London. I'll email you the details. It's usually a talk, or something, and gathering all the people. We usually go after for a dinner in Iranian restaurant or something you can come and see the community for yourself if you'd like. So, uh, we have, we have the president of our society, Professor Kuma Ashcan is the youngest neurosurgeon surgeon, professor of neurosurgery here in the UK, he's top person. You know, again, if you look on the website, you will see the picture. So, that sort of things we've got a good integration into the host countries, but at the same time, keeping our identity as well. Iranians are very proud of their past. Especially, unfortunately, I should say, because of this Islam revolution in Iran and because of what has been done to the country and to the people, in the name of religion, in the name of Islam, people and especially young generation, hate everything that is Islamic, to the extent of insulting the.., I, as an older generation, I have my respect for prophet Muhammad, everything which is for all religions for that reason I'm not you know...But unfortunately the young generation, don't want to know anything about it. But I way, who cares?!

I also saw that the emphasis is put on "Persian" and not "Iranian"

Exactly, that is the backlash. That is a backlash now against everything, everything Islamic, because again, you see, this is all historical as well. I don't know how much you know, of the history of Iran and the Persian Empire with Cyrus the Great, Darius, all of that greatness of Iran for nearly 1000 years, 1000 years, before Islam came to Iran , it didn't come in peace and quiet.

It was a big battle a big fight at that time, when Islam invaded Iran and conquered it . So there was all this enmity, you know, this problem between everything Persian, everything Iranian and everything Arabic and everything Islam. So there was always this tension throughout history, and that's why you have now, mainly in Islam, you have Shiite Muslim. Shia Islam, although has become a political tool now, in today's world, historically also, it was political, a weapon that Iranians were using against the Arabs, against the Islamic people staying. Saying look, we are proud Iranians, we have even given you the language, you know, even this, so we are not going. So that's why now, after 36 – 37 years after the Islamic revolution, the younger generation don't want to know anything about Islam. They always go to anything

about the past, they always go to the greatness of those things, which were true Persian, true Iranian... The religion of the Old and Ancient, Zoroaster....

What do you think about it?

Very good. It's fine. It was essentially, I only go to the extent of learning from these religions. When religion becomes involved with politics, that's what you get. I mean, that's why I admire the French system of separation, the secularism and complete separation, which is laicity, as they say. I mean, it's always good to look at your past and be proud of it. And for that reason, Iranians celebrate their new year, Iranian new year, Norouz. Exactly, meaning the new day. Norouz is more important for Iranians than any other religious activities. Because That's ancient, that's thousands of years, you know, 3,000, 4,000 years old. That's something that celebrate every year on 21st of March, beginning of spring. So that, that sort of things has been kept, although we converted to Islam. We're an Islamic country as such. We are Muslim and all that, but we kept that Iranian identity, the language is very important also, Persian language, very much mixed with Arabic. It's very difficult now to speak Persian, but we managed to keep that language and great, poets of the time, Saadi, Rumi, you know, the famous, you know, all of these great poets. I think not any country in the world has got so many poets as Iran as it is, because poetry was always a language of expressing yourself. Because there were a lot of things in the history that was preventing people of saying things and, you know... so people were always taking refuge in poetry, expressing themselves in poetry.

So that's how it is. And as I said, nowadays, they do that. But one thing which I really don't like, and I come down [lowers is voice] is becoming so, involved and go into your history and into the culture and thing and become a fanatic nationalist, you know. That is also bad. That will bring up, you know, racism, that will bring out fascism. All sorts of things like that. So, I totally disagree with that. That's why that... At the moment there is, there is a movement going on, which is called the Iranian Renaissance Movement. There is on the internet as well. Last April, I was in Paris and we had a big session there actually at the Zoroastrian centre, in Avenue Victor Hugo. And so that's a very good thing. Young people are thinking of looking into their history, looking into the culture, bring up all those elements and characteristics of the culture, which is now very much mixed or completely covered by all the nastiness that we see at the moment in the world every day.

Would you say that it's a growing tendency that young people established in UK or in different countries are more interested in their past?

Absolutely, definitely that's, that's the things going, you know, you always see young people putting little things around their neck, which is showing up the past. There is a famous, uh, emblem of the Zoroastrian thing that will put around their neck, you know. So there is a lot of things going in that sense, but again, as I said, I really don't agree with going too much into that, because no matter what Islam has done or not done in the country, it covers 1,400 years of our history, which was under Islam 1,400 years, we have become Muslim good or bad we have become Muslim for more than 1,000 years. You have to respect those people who want to follow and to worship. But let's completely separate it from politics. This is something we had at the time of the Shah. The Shah himself, believe it or not, was a very religious man. He went to Mecca and did all the things. But at the same time, the country was not like this. Religious people were giving their opinion on things but that was it. In the UK, the Queen is the head of Church. Religion is very important of the life with the Archbishop of Canterbury, you know. But that's, as far as it goes. If he comes out tomorrow and says, Mister Cameron and you shouldn't do this. And they say, thank you very much for your advice, but that's, as far as it goes, thank you. He wants to go and interfere, they'll put him in his seat. So that's the way he has to. But unfortunately, as I said, you know, 36 years ago, things changed and that's what you see. I mean, what I say. Iran and a lot of Islam countries are going is what Europe, European countries were going through the Renaissance, through the middle ages, I'd say we're three, 400 years behind probably Europe. In that sense, Islamic countries, Islam as a whole, has been revered by many people in Islamic countries. It's a big shake up, like in Christianity. So, unfortunately, you're going to see these problems. You see, why, why do we have so many migrants now in Europe, because of this situation in those countries. They're in so much bad... And a lot of that unfortunately has to do with wrong policies of the West. Wrong policies of America, Britain, France, you know, all of the countries are responsible for this, caused this problem in the first place, but also the mentality, the attitude of people. [...]

I would like to talk about your associations. You talked about this big community of Iranians in the UK that's well-integrated, but I'm thinking about maybe older people who may not be able to learn the language as easily as young people. What kind of actions or services or advice do you provide?

Advise and support through the medical association is mainly for medical support, that sort of thing. So if a patient comes from Iran, for example, and say, usually ladies, you know, they don't like to see a man doctor, they say, can I see an Iranian gynaecologist?, We'll give a name, we'll give a name to say that this is somebody comes to privately. We never do through

our association, any referral or anything that's forbidden actually, according to the laws in the UK, no medical association can do referral. Referral would only be done through your own doctor or hospital or things like that. They come we'll give advice. You know, somebody comes to me, private patient, from Iran, I would like to see a Iranian doctor, neurosurgeon, cardiologist. We can introduce. Introduction only, no referral. Referrals, if the patient is living here, has to be done through the doctor. If he comes or she comes from abroad, we can introduce. That's the kind of medical advice again. It's the same. We have, we are on the Facebook as well. And you know, people write from Iran, for example, "Oh, I've got such and such a problem, can you tell me". Again, you know, if we have a doctor, we have a specialist, that doctor can give a little bit of advice online. We've had on many occasions, people in Iran having problems, you know, if you, for example, if there is a small child, you know, four or five years old had brain tumour. They were operating on him. I think they father sent the MRI scans of the patients here. We showed it to a specialist, the president of the society, who is a brain surgeon. He gave advice again, to the doctor in Iran. Please, if you do operation, do it like this. But in terms of the older generation, you are right. Integrating in the society here... A close example to my heart, my dear mum. And my mum at the age of 81 at the moment, going on 82 next year, she speaks English, but very broken English. She never, obviously in her situation because she lived Iran on so much trauma and psychological trauma and problem. She never managed to pick up the language. She did go to classes. She did her best actually to learn. And she learned to do and go out and do her shopping and do that sort of thing. But when she wants to go to doctor or something, I always go with her, as an interpreter, because I know a medical history. And there are a lot of people like my mother. The older generation, the first generation who left Iran wand came here, a lot of them had a good relative knowledge of English. but they never got it. They had friends as well, you know, not just Iranian friends, but my mom had the moment, most of her friends are Iranians. But she does have, you know, she has English friends.

Do you provide a list of Farsi-speaking doctors for example?

We do have it, but again, we don't put that on a public display because it is a professional thing. You know, we always ask first, obviously, but it comes to me and say, I want to see a Iranian gynaecologist I always talk to that doctor and say "Doctor so and so, there's a patient here who would like to contact" If that doctor says "yes, by all means, please give my telephone number, give my email address". That's how we brought that. That's the only thing that we do. The rest of this is between the patient and the doctor obviously. That's the kind of

private, as I said, for the national health and the...if you are living here, the referral has to go through your own doctor or hospital.

So, what is the raison d'être of your association now? Provide support or helping doctor to network?

It is to provide support or to help doctors to it's mainly networking because it is a niche in society, you know, bring a lot of, uh, again, that was also interesting: some years ago, there were waves of doctors and people leaving Iran to come here. There was a time where young Iranian doctors were leaving Iran and coming here to find jobs. And a lot of them worked really hard and managed to get into high position. Now he's becoming extremely difficult, especially after Europe got bigger and all the Eastern European countries joined the EU well, and the borders were taken, and all of that we all know. There are so many things. I'm sure in France you have the same situation here, as well as Polish doctor, German doctors, you know, Romanian doctors, you name it, Hungarian doctors, whatever. So, uh, that has stop the wave of people coming, but there are still a lot of people inquiring, "Oh, I've done five years as a medical doctor in Iran, I'd like to come and continue there. Can you give advice?", You know, the situation is very difficult. It is like, don't waste your time and money, if you want to come here, it might take 10 years before you get into a proper position. And that's how lots of them did that. On the other hand, we also give, as I said, you know, every two months we have a scientific technical lecture mainly for the medical community, but also sometimes for the wider audience for public. So, most of the lectures are in English and Persian. It's a mix because especially when it is scientific terms and the presentation and things in English, but you speak over it in Farsi. Also, social events, you know, Iranian new year, we celebrate, big celebration, a nice hotel in London. People come, mingle with each other. It's a nice flat for my say, for ordinary Iranians to be in touch with medical community of Iranian doctors as well as doctors themselves. There are lots of Iranian students, medical students here, you know, so they come to these meetings and they see professors, they see consultants: "Can you helped me get a job or something"; that sort of interactions, with each other, any kind of, any other networking.

You were talking of people contacting in Iran. Are you in contact with Iranian associations?

We have been. We have been... not collaborating as such, but we have been in contact with associations in Iran.

Only medical associations?

Medical associations, yes, and in Europe as well. For example, there is an Iranian German medical association. There is a very big one in America as well. We've been in contact but haven't done anything. One example, years ago, there was a charity here, organized by Iranian medical doctors, called N I K K I E. They had a website, but it doesn't operate anymore because they have moved on. One has gone to America... They had a very good, interesting plan: every year, three times or four times, they were making a delegation of top medical doctors and surgeons and things to go to Iran. And for two to three weeks, they were offering their services, free of charge. So, for example, our president of the society, Doctor Ashkan, uh, professor Ashkan, top neurosurgeon, he went to Iran and went to one of the remotest parts of Iran. They even didn't have a neurosurgeon there, and did four brain tumour operation there, in the local hospital, you know, with very limited equipment, he managed to do that. So, all free of charge, you know, and at their own cost. This was a very good initiative. They managed that, it was running for quite a few years, but as I said, unfortunately, all the organizers moved on.

The links you have with Iran would be with the population rather, right? I saw pictures of operations performed in Iran by British surgeons, and —

Definitely. we've had in the past. I mean, for example, somebody is building a big medical centre or hospital in Iran, comes here for a visit. We invite him or her to come to our meetings and introduce that project. Just, at the moment we have some friends going to conferences in Iran. There are medical conferences that they hold in Iran, going and taking part there. There's a lot of interactions going. Although the political situation, economic situation is not really good, for that sort of things, all this goes in the background. no matter what. We are in contact with people, academics especially, some very good work in Iran. There are so many universities, even in a small town, the university, their so-called university, I say! But there are three, four, five good top universities in Iran, which are the top 500 universities of the world. The work is going on and we do as much as interaction as possible and helping people there and, giving advice, things like that.

As a vice president of the associations, what are you the proudest of?

Well, I'm glad that, and I'm proud that this association, the association started before the Islamic revolution at the time of the Shah. It had a kind of a political theme to it. People Involved who were anti-Shah in those days and things, and they were bringing that sort of political ideas and themes into the [association]. After the Islamic revolution, after this

association was renewed and more new people and younger people came in.... I'm glad to say that all of those themes were put aside, there is no police call or religious or anything of that sort involved with the society, with the association. It's purely professional medical, educational let's say, all of these things and Iranian and cultural as well. So, that is something we are really proud of. And I'm glad to say that we have grown, managed to bring a lot of younger Iranians, young Iranian doctors, and dentists for that reason, you know. Let's not forget there's a lot of dentists in Iran as well, a lot of Iranian dentist have been educated in Sweden. Sweden was a very popular place for dentistry and a lot of them have come and live and work here in the UK now. Now, we have quite a lot of dentists who were educated in Germany, in Denmark, in Sweden. So, they find their way here, especially with Europe being one. That's one of the things that I love about United Europe and things, I'm not totally against leaving the EU, you know? I mean, whatever I say, I've been the biggest person voting for the UK and staying in Europe because I have seen the benefits of this, especially as a scientist, myself, as somebody in the field. We benefit from it. [...]

You said you were a non-political nonreligious association. But does the international situation, political or religious, sometimes influence what you do?

Not really. As I said, we try... for example, I'll give you examples. Few years ago, there was a very severe earthquake in Iran, in Azerbaijan or Iran. So, there's something like that today, unfortunately, I've heard in the news that in Afghanistan, Pakistan, and India there was a big earthquake again. When something like that happens, everybody comes together no matter what, you know. So, we managed to in one of our, I think it was a boat party. We had... we usually have a boat party every year in September. Last year we didn't have, but this year we have. During that we collected something like a thousand pounds or something in cash. You send that 80, that sort of reaction to that sort of situation. But, you know, in terms of political things, not really, you know. For example, so many times... the Iranian embassy has just reopened in London because of the breakdown of relations between Iran and Britain. Before that, when the relations were going on, so many times the Iranian ambassador and embassy has started contacting us: "Please give us a list of your doctors and the stuff". We said no. We are an association that anybody who needs help refer that person to us, ask that person to come. We don't give that, because you know, you give a list of professionals and people to a political embassy. We don't get involved with any of those things, but yes, obviously we react to anything that happens to Iranian people, any need. We always do like that, but we try to keep away from, as I said, the political.

You said that the latest relationship between Iran and Britain was not that good. Would you tighten or loosen your ties with Iran or what you do in Iran?

It didn't change anything. No. People are still managing to come out of Iran and come here if they wanted, you know. Now that the embassy is reopened, things become easier. People, instead of going to Turkey or to Cyprus to get the visa to come to Britain, they can do it directly in Tehran, and come here and vice versa: people in London, they don't need to go to Ireland or to Paris... You know most people were going to Paris to get a visa to go Iran. So, no, no, it really doesn't do anything.

Are you in touch or working with local and national UK governments?

Again, only as far as the hospitals and medical schools and things that our doctors are involved. For example, professor Ashkan, our president, he's at King's college hospital, which is one of the biggest medical disciplines, hospitals, teaching hospitals of London, UK, you know. So, we have an interaction with them. The students from there come to our meetings and things like that. That sort of interactions we do have, but that's as far as it goes. With obviously big organization like British Medical Council, General Medical Council Group Govern. Okay. The medical profession. Okay.

How much time do you devote to your association?

So you also see, it depends really, you know, I mean, usually as I said, every two months we have the deck chair, so we are always on the lookout to invite somebody professional, you know, somebody who's done some nice research or some work that is of interest, you know, psychiatric, you know, a surgeon, you know, plastic surgeon, whatever, whatever, you know, Things that we find interesting, uh, we always do.

And our social events, for example, last year, uh, again, it might be interesting for you be, uh, put up a fundraising event, charity fundraising, because we are the charity IMS, uh, up a charity fundraising event for another Iranian organization which is a support association, it's a disability support. You can look them up. Essentially, they support disabled people and what we did last year for them at that event... We did a fundraising to raise money, to buy a mini bus so they can take their patients, their members outside London, take them too Brighton, on the seaside we managed, we managed to get nine, 10,000 pounds collected. And that was another example of interaction with another association, medical, not medical. [...] The activities are more once a year. Obviously, we have to submit a report and report and a food activity report to the charity commission. You know, in the UK, all the charities are governed by an organization, government organization called charity commission. And that charity

commission, you know, you have to report to them every year, no matter how big or small. You have to show them that you are not making any profit. You are not, anything is used. That's why, that's why, you know, our association isn't making any money or anything. There's, 4,000 pounds on the bank account to just pay for the room that we hire or expenses that we have. [...] And we are, we are going to have a General Meeting in January. I'm bringing some new, younger people, younger generation of men. [...] We tried, well, young doctors actually joining our association. There is another UK association for medical doctors, younger doctors, but they do have activities and things, but because we are the longest standing association, everybody knows about come to our meetings and lectures. We've had these lectures quite regularly. [...] People know about us. We can especially interact with somebody, you know, you see and, uh, Oh, he says, Oh, my son is doing medicine. Can he come and join your society? My daughter is doing dentistry. And what happened? Simply actually one young dentist who's just graduated. I met her at a reception, another friend's place and she's come and joined the society now. And she's a very active member, you know, she wants to become really active and help the society and things like that.

What sort of legacy do you hope to leave?

Legacy! Good God! Your questions are very grand. You know, I mean, it's a society at the end of the day, it's education and a medical society and, you know, better understanding, especially for the community. If you can let the community know about certainty... , You know, people sometimes get wrong ideas about...they receive today's news at the moment, come out from who that any process meat is bad for you. If you have one steak, you are going to get cancer of the colon, you know, or if you have too much ham jambon, as you say, you're going to have these and those diseases..[...] This last meeting that we had just a few weeks ago, was on pain management., A gentleman from the same hospital came and gave a very nice talk on how to reduce pains, you know, manage the pain, very informative with nicest slides and things like that. That sort of, that that's something which I really like, really as a legacy to stay.

Yeah.

We have events, where we have Iranian music dance, you know, try, uh, to have an Iranian food as well. You know, usually you have these big events at the hotels, big hotels in London, you know, but we always ask, that an Iranian restaurant will supply somebody. Yes. Keeping the Iranian-ness, you know, as well as a professional and medical side. [...]

Thank you very much.

Iranian Association

Le point de vue d'une association de quartier

Monsieur Kaveh Kalanthari, responsable de l'association. Entretien réalisé le 13 avril 2015.

You're an exam centre for the Life in UK exam?

Yes. Yes.

I was. Um, curious about what makes you choose to become a centre or were you asked to become a centre?

We have had the experience of running online tests.

But it's not specifically for Iranians, right?

Right.

I thought that you were focusing on Iranians. So, I was wondering why you—

It's any minority

On your website it's said that you offer advice. What kind of advice do you offer?

We offer advice about immigration, citizenship, uh, and, uh, welfare, housing, education.

Are there volunteers, working for you or are you employed in this association full time?

There are employees and volunteers.

What are the proportion more employees or volunteers?

Yes. More employees.

I saw that you are in relation with the Hammersmith, council or local government. How are you linked with them?

We are close to the local authority. We shared information, refer clients to each other.

What are the actions you are doing? Do you plan plan cultural events?

Yeah, we do also organize cultural events as well. Yeah.

What kind of events?

Usually there are specific events, you know, that Iranian celebrate like this, for example, this beginning of the spring, there's a festival, Norouz, which is celebrated by, uh, many countries actually from Western China to Western Turkey. Yeah. So, but obviously it's big in Iran. It's a big event. Yeah. So, it's part of the Iranian culture. So, so we celebrate the spring Equinox or the beginning of the spring. We organize events or cooperate with other people in organizing events.

What are your achievements as an association so far? What have you done that is really important for you?

We have helped thousands of people, you know, to have a better life in Britain. Yeah. Because there are lots of ethnic, you know, migrants, refugees who come to the, you know, thinking I need time to get used to the life. Yeah. And we've, we've acted like a bridge between, you know, a new arrival in the British society. So, we've helped them, uh, integrate into the British Society.

Actually, when I was waiting outside last week, a person passed by and he had actually taken, um, an exam here and he said he was really happy about what was done here.

Nice to hear that. I mean yes, we get a lot of good feedback from people, you know, who've either received advice here, or studied English or computing or have taken online test. Yeah. We'd get a lot of positive feedback from them. Yeah. Okay, good.

Are you linked with other associations in London?

We've worked with many different associations, whether they are Iranian or non-Iranian. For example, what we got museums. Yeah. Victoria and Albert British museum. We worked with many organizations, NHS, we worked with NHS, for example, as you said, we've worked with local authority. We worked with the general voluntary sector organizations in Aged UK and we work with many different organizations. Yeah.

I think I've seen that on your website, but you're not non-political, right?

Yeah. We don't do any campaign.

Would you say that some of the legislations that the British government has passed, has influenced your way of working as an association, the way of dealing with immigrants or the way you are providing advice?

Well, obviously when you provide advice, you have to be up to date with the law. And as you say, legislation change and get updated, you know, every sort of five years. So, we have to be up to date with that information to provide the right advice to the clients.

Do you have lawyers to help you?

We do have relationship with the solicitor. For example, with regard to immigration, for example, but we refer people to there because we don't do representation. Yeah. We provide advice on it. We don't represent in courts or tribunals. Yeah. It's usually the solicitors who do that. So, we've worked closely with the solicitors and refer people to them so that the client

can be represented. Yes. I direct them to the right person, to the right person, as I said, like a bridge. [...]

If you could, what action would you put into place? Like maybe cultural events or in terms of being seen better on the internet, for example, are there any things you would like to achieve, to do with your association that you are not currently able to do?

Well, obviously what we can do depends on what resources we have. Yeah. What funding and sources. the more funding and resources we have, the more services we can provide.

How are you funded?

We are funded by different charities, for example. We also generate income. You know, we have contracts for delivering a service, for example. We have a diverse range of, uh, you know, sources of income, whether it's grants or contracts or general income generation.

What is the place of your association? I would say, in the Iranian community and also in the area. Because you're not only focused on Iranians. So, I guess you have some kind of influence on the area or impact. Would you say it's a big influence? Are you well known?

Yes, we are well known. We are, uh, I think the largest Iranian organization offering this type of service, you know advisory service, training, online test. So, we are definitely, I'm definitely one of the oldest, about 30 years ago we were established. And locally, yes. You know, we do a lot of...local organizations come to consult with us about issues. Even government departments sometimes contact us to seek our advice. Many universities contact us to seek, advise, in fact, both in here. and, you know, from Europe. We have people from universities in Europe, who've come here to find out about our experience. So, we are still a small organization. But we have, I think a large impact or contributing in so many different ways, you know,

Do you have linked with associations in Iran?

No. No, you don't have any links with associations in Iran.

Did you notice a change in the attitude of people, maybe younger people, about the Iranian culture, the interest for the Iranian culture, or do you think they're always interested, in learning about the culture, learning the language by example?.

Yes. You know, obviously the children who are born here are, you know, more British than Iranian perhaps. You know because they understand English language better than Farsi. But they are still interested to find out about the roots and culture, as they grow up, when they become older, particularly, you know. They become more interested. When they are young,

obviously parents decide whether to send them to a mother tongue class during the weekend or not. But as they get older children themselves are very interested in learning about Iranian culture language.

Are you in touch, with, for example, Farsi schools?

Yeah. You have a very close link with the Farsi school in Acton, which is near us. And we also run activities for young people. Yeah. We've been running art, drama, dance, and healthy lifestyle workshops for the young people on Saturdays.

Are these activities about the Iranian culture when you say dance, is it about, Iranian dance?

Can be, can be. We can have some flavour of Iranian culture, but it's generally dancing is, you know, movements.

So, it's not necessarily traditional?

Maybe yes. When, for instance, if they want to perform to show what they've learned, they may perform a Persian dance, Iranian dance. Yeah. But it is not, we don't... see, the class is not Persian dance class, you know, it's just learning. Some people may not be able to dance at all, but they'll learn the movements and the ones who improve then they probably can perform a Persian dance, or drama again, you know. There can be stories based on Iranian culture. They can be based on any culture. It's quite open, you know. And we do all arts and craft, so obviously doesn't have any culture. It may be linked to Iranian culture. Sometimes you have to [answers a phone call]

Do you have a Facebook page? Do you use social networks at all?

Yeah. More in the last couple of years we have started exploring Facebook more.

Why this change of policy just in the last couple of years? Was it because we could reach more people?

Yes, because increasingly more people use social media, so it's helpful to promote our activities also through social media to reach more people.

What is the legacy that you hope to leave for your association? What do you want people to think about it or know about it, when we say Iranian association?

We hope that, you know, people could feel we made a difference in the life and we've helped them improve their life at some stages. The residents in the UK.

So the goals really of your association is to help people, but not necessarily Iranians?

Well, I think that necessarily includes Iranian, but not exclusively. Well, we changed our constitution about a decade ago. Initially it was mainly Iranians or probably a few other

minorities, but gradually because we gained experience in offering useful services, many people from different communities wanted to use our services and we were happy to offer those services to them. That's why we decided that we should really offer our services to any group, you know, if they would like to use a particular service.

But you decided to keep the name Iranian Association?

We just kept, kept it as a historical.... But it still, you know, you do have activities that's for Iranian community as well. We still do have that type of activity as well. Yeah. But it's just become lighter, and not only Iranian. It's not just exclusively Iranian. But there are some activities that probably mainly Iranians or Afghans can benefit from. There a counselling service in Farsi the language, that may be useful for Iranians or Afghans as well who speak Anybody who speaks Farsi.

Well thank you very much. [gives me some documentation]

So you're doing your PhD for the university in France or here?

In France, but my area of study is the English-speaking world.

I think generally from my observation, I think; it's probably better developed in Britain, community organizations, generally better relationships, better than France. In London, particularly you don't feel foreign there. People don't... people, you know, you mix with people and you know, you don't notice it, which is good. It's been a great thing I think about the British society. Not everywhere in England is like this, but you know, London particularly, but in general, I think I can say... you know, I have visited, you know France and...I mean, they've got so many good things in those countries, you know, there's no doubt, you know, social justice and all that is generally better. But you know, there's this, mixing of people together easily. I haven't seen anywhere better than London.

Yeah, the mixing of communities is very natural.

Natural, natural, so many different shops. And you know, but nobody... we don't... obviously there are, you know, racial issues everywhere, every country. But here I think, you know, they have really protect this and this is great that you were informed that, you know, people in the mix so easily in London. There are so many French people, maybe thousands, hundreds of people.

Yes, I know there's a French community —

And you don't even notice it, you know, because they've mixed with... They look like anyone else. They don't look at each other because they look different, you know. For example, in

France, you notice it. In Paris, particularly now. I was there. 10 years ago, and then I was there again few months ago. I notice, you know, is you just don't feel comfortable somehow.

I think it's a good thing of the London society that so many communities can work together or mix together without having to worry about what they're wearing for example. I think it's good.

We do have issues of things like poverty here, but that's everybody. For example, in Sweden, it is better. It's more, they have more social justice than Britain, for example. But that's, you know, issue of race and ethnic minority mixing people, it has developed a lot, actually, but not as much as London yet. Yeah. So, there is a lot of people can learn, I think from experience.

Yeah, and I think the associations are playing a role.

Definitely it is really important as I said, we are like a bridge between these communities and the... so, look at us, you know, we are so integrated, we started as Iranian's organisation, and now we are everybody's organization! You may not find many like us, but there is opportunity for organization to actually integrate into.

And you still kept this Iranian part of the association, but you're also useful to the whole community, which was, was interesting.

Perhaps that's our big achievement, perhaps that's when you also talked..., if it is an organization achievement, actually become an organization that is offering its expertise to different groups. It was a great achievement for us, actually, one of the greatest satisfactions. Because we decided that, you know, if we should somehow integrate ourselves as well, you just become like any other as well as still as offering community support, you know, offering the same expertise to anybody who wants to use the service.

You have good relationship with every associations with local authority. So that's yeah, that's good. You may have a greater impact even on the Iranian community, like a bridge between a local society, but also with other communities so that they don't stay just between them. And they can mix with other people and just integrate into society.

And, you know, as you said, why the reach, you know, we've all made great, a greater impact, for example, Many people don't distinguish between Iranian community in London, and the Iranian government or embassy. And they say, you are all the same. You are not naughty. For example, the Iranian government, you know, it's naughty in the region, you know, it causes some problems and you know. We have just left Iran. The people don't understand this, but when they come and use the services. First off, they understand, that Iranians are like

themselves, you know, friendly. We're offering a service, which is useful to them as well, you know.

Obviously, people see what's happening in Iran, on the international community. But I think that was great is that there's really, absolutely no mention of any political issue in your website. That's really... for the people in London, for the people in the area —

Yes. we are British Iranians. So, so we are committed to this society first.

I think that when people come and then when they look at your website, they see that there's no link with any Iranian political party or government. You are independent.

We are independent, very independent. We offer independent advice, impartial advice.

That's why you were able to help so many people and to reach so many communities.

That's very true. You have to be impartial. The main thing is we would like to, you know, sort of help ethnic minorities integrates into the British society. That's our main aim through training advice, events, different projects. So, so that that's, our aim is, to help, to be a bridge between new arrivals here and the British society. That's our main focus.

Rustam school [14/11/2015]

Le point de vue d'une école de langue

Madame Shala Taheri White, directrice de l'école. Entretien réalisé le 14 novembre 2015.

Why was the school created? Was it in an initiative from parents who wanted, or was it maybe a personal initiative?

It's a bit of a mixture because, personally, from the website you would have seen, I've always been in education and I had this school in Iran, which was an international school. So, when we, uh, because of the revolution, we had to hand that over to the new government. And so, we came here as a family. We came to this country and quite a lot of our students left Iran at the time. And, uh, many of them, the parents were contacting me saying our children are forgetting their Farsi. During the first year we were here, we came here in 1980. And, uh, our own children, my, my own children were saying we're forgetting our Farsi, we needed class and so on. So, um, all of that meant that, uh, in 1981, we opened this school. There was no other school, no Farsi school at the time in England. So, we started it.

I've seen through on the website that some of your teachers are trained in Iran. Are they people who go to Iran to be trained and then come back, or the teachers in Iran that come to London as migrants and work for your school?

the second they are, there are people who used to work as teachers in Iran. And now they have come here. They have to have work permit here. So, they are not visiting people. They are people who now live here, and work with work permit. So, they come here and, and, uh, we, we also train them because the teaching, um, style of schools in Iran is different from what, how the English schools teach and the children are used to expose to more modern styles of teaching, more interactive styles of teaching, more proactive. And so that's how we teach. in here it's with pupil involvement, parents are involved, modern teaching. There is a lot of talking because of the needs of the children, which is slightly different to the people, the children in Iran, because they are exposed to Farsi all the time. But when they come here, they don't have enough Farsi in there. You know, they're not exposed to Farsi. So, we, we have to teach differently. So, with that sort of trained background that they've got, so we do in-service training. This school has got, um, two major, whole day conferences for all the stuff. And also, once a month, we have staff meetings where we do some training in the meantime.

Can you tell me more about the books and the curriculum? On the website it says it has been adopted by other schools. How did you come up with these particular books?

I can show you the books. We used to teach through the books from Iran, but gradually the books in Iran, the minister of education, they kept changing them and making them more and more, specific to the context of Iran life. There is quite a lot more, for example, Arabic phrases in it. and, and also the children are not, um, excuse me, [speak in Farsi with persons from the staff] I'm so sorry. So, the books became more and more irrelevant to the life of the children who live here, in terms of content and the language. Also, the diaspora in this country, Iranian diaspora is changing. When we first started, they had just come from Iran. So, their Farsi was strong and, they could cope with sort of harder books. Now we are into second, third generation. Some of the children we have now are the children of the students we used to have before. And they're the parents' Farsi is not very strong and many of them are not exposed to Farsi as much as before. So, the books needed to change so that we could, that they, the children could cope. So, we started, um, with, uh, year 1, we, we did a lot of research. We drew up a syllabus for every class. We taught the syllabus without the books, but we taught the syllabus for two years. We changed it, sort of altered it, to make it more and more suitable. Then we translated that into a textbook now... And then we, we only printed 50 copies of that first edition, tested it out, gave it to some other schools to check for themselves. And then when we edited it again, then we printed it. So now we have from year 1, all primary classes and all the first three years of secondary until the children are 14. And then beyond 14, they go for GCSE and A-level. British style syllabus. So, we've got all those books and these books they're are very popular in... we sell them to many schools in this country and to Canada to, uh, Australia to Germany, to Austria. There's a lot of Belgium... Somebody was inquiring about it from Switzerland yesterday, so they are, they are popular.

I take that you're in contact with other schools in London.

Yes. Yes. But some of them, some of them like to be in contact, some of them don't. The problem with the Iranian community is that after the revolution, there was a lot of division in the community because of political beliefs because of religious beliefs. Um, so some schools have got a political stance or a religious. Stance. We are probably the only school that has got no links, politically or religious links with any association. We are just Iranian. We've got all kinds of, um, beliefs and, uh, so on alliances amongst individuals, but they don't come into the school. The school is just Persian language, culture, literature. Okay.

No affiliation, no links, non-political and non-religious.

Totally.

Would you say you're well known then in their union community?

Yes. Very well.

How many students do you have?

We have nearly 300, and 60 people who work in this school.

Are you in contact with schools in Iran, for to your books or —

No, because our books, the women in the pictures don't wear a scarf. So, Iran does not approve of the books. They like it, but because of that, they can't use it.

I wasn't expecting that! I saw that you had a partnership with the British Iranian Medical Association (BIMA). Why this particular partnership?

Well, these things happen because you get to know people, and so on. The chair of the, BIMA is it is a former student of ours. He was very keen on supporting the school. But we are in partnership with a lot of, um, different associations. A lot of the partnerships are for a certain period, for a project, for a specific project. With, BIMA it's... every year they support this event [*célébration spéciale ce jour avec les parents*] and one other event, which is the careers day. We call it “Open Horizons”. And they help us deliver that. And this year we're delivering it for very inviting all the Iranian schools, whoever wants to come. So, we've opened it up. But then we're also partners with BICDO, which is British Iranian Community Development Organization, B I C D O. And we, with a lot of..., for example, we've partnered with British museum with, with museum of London, with an organization called “world beaters” for music, for the little ones. We've, done quite a lot of very useful partnerships, which have, you know, even if it's been a project and it's finished, we continue with the work that we learned from that partnership.

Do you have any contacts as a school with the British government?

We are part of an organization, we're members of an organization, which is called. “National Resource Center, for Supplementary Education”. NRCSE. They are almost like an advisory and inspectory organization. They get a grant from the government and they work with supplementary schools. And the awards that we have, are from them. So, they have advisors, they come and visit and look at the documentation., they look at the classes and so on. We have got three awards that only lasts for three years and then they have to be renewed. And

we are in the second round of renewal. A top award is this special distinction, which is, which is where one of the [parle en farsi avec un member du personnel]

So we have this award, we have what they call a bronze award, which is for documentation policies, everything in place. Then we have the Gold award. We jumped the silver is, uh, we, we have the gold award and then we have this special distinction, which is above gold and. In the whole country for the last four years, only five schools have it. And we are one of the five, uh, no school has managed to get it yet.

I noticed that you used the word Persian instead of Iranian. For the previous association, it was to distance themselves from contemporary Iran, and the revolution. is this the case?

It's the main way. Um, Persian..., when we... we were instrumental in making sure that the British government offers GCSE on A-level Persian. And when we were in that negotiation, it was decided that if we say Persian, everybody will know what it is. If we say Farsi, which is the name of the language, um, English people don't know the word. It's not in everybody's vocabulary so, um, and, and also it does make it link to our cultural heritage and to our history. But if you ask me where I come from, I say Iran, I don't say Persia. Yeah, but some people prefer it. So, a lot of people use both or some use this, some use that. The main thing is for me, if you say Iranian, it doesn't mean the language, it's not the name of the language. It's not like English. That English is a person or their language. But Iranian is the person. It's the food, but the language, if I say what I speak, I speak Persian or Farsi. I don't speak Iranian. [...]

Are kids, are the students willing to learn Farsi in the first place or is it at first an initiative from the parents who wants them to be exposed to Farsi?

I would say 95% of them, is the parents.

Parent who wanted to maintain the cultural heritage?

Yes. But also, many of these children, when we see them, when they're older, then they said how much they appreciate it, that they learnt it because they're not strangers to their family and culture. They're not strangers to themselves, because they recognize who they are themselves. We train them as bilingual English Iranian. We don't say you're Iranian. You mustn't speak English, or you mustn't do this or do that. We celebrate both cultures and languages for them.

So, you offer classes for adults? Was it for people who were losing the mother tongue, maybe from the second and third generations who wants to learn Farsi?

Yeah. Um, well, it's, it's mainly... at the moment we have two groups. One group is English people or non-Iranian people, who have got links with Iran, either they're marrying Iranian or they want to go work in Iran or they want to set up a business in Iran. Um, and then there's the other group is what you said, the second generation who want to learn better. I mean, for example, some of our parents bring their children to the classes, but they're on Farsi this week. So they come to this class to improve their Farsi.

The links you keep with Iran are especially cultural. Right?

Yes. They are cultural, linguistic. They are to do with the literature, with history, uh, of Iran. For example. Um, two weeks ago we had ... we celebrated Cyrus The Great day. And, um, that was to do with the culture, with dancing, with music, with history, with, uh, dialects of Iran, with costumes, um, quite a variety. What we want the children to have is a self-confidence for themselves, as British Iranians, as people who can actually contribute to the society in this country, but also know who they are, and be proud and respect themselves and their parentage and their roots. Because without that, then you're a lost person.

What is your biggest achievements in this school, what are you most proud of?

Gosh, very difficult one. What am I most proud of? Well, I suppose we've lasted 34 years, so we've managed to have done something right. And I also think the fact that some of the old students bring their own children must mean that they liked their experience. And they wanted...and they made use of their experience and therefore they have come back. Um, we are very well known and highly respected in the community. A lot of the schools that have opened since, look up to us, and they see us as... they know...that they, they sort of...If they have a problem, they phone us and say, but what can I do? I've got this problem. Which is nice. We're like a point of reference and we are a role model. I asked for a school brochure. We do have school brochure every year. We upgraded it every year and it's mostly bilingual. So I wanted to give you one to have for point of reference.

I think I have all the information I wanted. It was very useful

Iranian Welfare Association

Le point d'une association de demandeurs d'asile

Madame Mina Mosheni, responsable de l'association. Entretien réalisé le 6 décembre 2015

How did you find us?

On a website.

Did you go to another Iranian community centre?

Not a community centre. I have seen a school already and the Iranian Medical Society. I've seen some other association we're not community centre.

Like what?

I've seen well, BIBA British Iranian, —

BIBA, they are very high profile, they're very high-profile. And a medical as well. They are very high people; they don't mix with other people. They're they just doing, uh, I don't know what type of work they are doing. They're doing just maybe I just see them a flyer for a traditional event. Yes.

They do Norouz, and the longest night.

Yeah, they do these types of things. Yes. The BIBA doing only a big gathering. It's in hotel. It's like socializing, Iranian, like, socializing.

That's why I was interested in "everyday people". I've seen also the director of Rostam school as well.

That is a school for again, high profile family, enterprise, uh, company,

Yes, more a wealthy environment.

Yes, yes, absolutely, wealthy environment.

So, you would say that this community centre is a bit different from all this?

Yeah, we are two days here. Okay.

And what do you do?

Uh, we do Sundays, it's like socializing. A lot of socializing with learning, entertainment. Entertainment, it's just the traditional side, here. Just that's, and if anyone wants to have a talk, free, free, we are very happy to give them the space to do

what kind of talk can you have? Is it about British Iranians in London?

Anything. Actually, the problem we have with the people who was to give us free, uh, things free, uh, services, it is not very, uh, up to date. So, they do their way. So, for example, our

music, our music teacher using a very, very old, very valuable poem for singing. So, it's not my time or I don't think people's time

It's not really attractive to people, then?

No, because we don't want to lose this opportunity.

It's better than nothing at all.

Yes, and also, we think he's a lecturer, so he has plenty of experience, so he knows better than us. That's just another thing. The other talk we have, is a doctor. He's a doctor, specialist children doctor. I think because he has is old, but very very nice gentleman. And because I think he had some sort of problem. It is a good opportunity for him. He gives his time for us, then we bring any issue we have, medical as well, we talked to him so.

He can provide advice too?

As well, yes. And also, one person coming he's from Canada, and he had one session last week and one session this week, and that is for free of... free as well. So, we just want free support, free support. We give free support except for refreshment, we charged them. Yeah. So that's what we're doing, that is our Sunday. Our Monday is refreshment as well, is voluntary refreshment, and advice. Housing, any sort of, appointment... anything that can help the community? Yeah. Anything. You can write it. Yeah.

Alright, what is the —

Also, another day. We are... we two barristers, if anybody has their legal issue, more than my experience, my skill,

Are you a lawyer?

I studied politics, but a lot of my passion is to be a lawyer. I haven't been. But this lawyer, I am there as well. I see Iranian, I see their fight. their issue. And then if they need more advanced, advice, so I took them. If they need interpreting or they don't need it, I just send them to translate. And it is Wednesday. So, three days a week, we are.

I've seen it was created in 2006. Why did you decide...

Sorry?

The community centre was established in 2006 —

Oh yeah. We started abroad in Haringay, different part of borough. That's about three, two to three years we are based here. Uh, we don't give them money. We don't. But it's a community centre, we just, yeah, just the opportunity. Any, any, any free. We accept it.

Why did you create this group?

Oh, why? The first reason is, um, when I came here, I'd been involved with refugee counsel because I had problem, and I was really active in a women's group, in the refugee counsel. We created it for professional people who been in their country because they had a group, but the group was for normal refugee. But I felt I can't fit with this group. So, I asked them for a more advanced people group, and they said, okay, we can organize that. I, I was most of the time as a facilitator for the group. Yeah., and deal with the issue. So, and then after a while, they advise me. If I want to set up my own group, so I can. It was my passion to do something in this country because they help me... [some disruption happened at the back]. They helped me for my life, my children, I have a disabled son. They gave him a good care. They support me and my daughter, good education. She went to the top university, Cambridge university. So, I had lots of support here and I just wanted to do something for this country. For the country, and for my son, I was also thinking about my son. Create a place for vulnerable people. That was my passion. Actually. I don't want my son here, but it was my..., I love to do it. So, I can begin. I didn't know, it's too hard to manage a big centre, big community with the... because financially I was under a lot pressure and I am under pressure, but... Passion!

You like what you're doing...

Yeah. Helping people, helping my son, enjoying my life. [...]

Are you in contact with other groups in Haringey?

Plenty. I met some people in the seminar, but no, I don't. I'm busy. I'm busy with my group. I have my friendship with them sometimes. They're more isolated because of the recession.

So, the situation plays a role in —

Yes, I think so. At the beginning it was wonderful eight years ago, but yeah. So no, they don't, they don't like to socialize, together. I meet in a seminar in some of training in Haringey.

The salvation Army Society. Yeah. I see what's possible depending on what I need

Are you in contact with other Iranian associations?

Unfortunately, no.

Why? Is it because you don't. —

They are same problem as well. They are not fit socializing for each other.

What about the more high-profile associations?

I don't know what the reason is. We don't have any contact with each other. We don't have any contact with each other. Even I try to talk to set up a group, to bring high-profile people.

No, not type normal high profile, leader of the different community to discuss about the issue, about why our young people are, not ...How can I say... They are not in contact with their community, their people. I just want to help the young people.

Oh, so you noticed that young people are not in contact with the Iranian culture or —?

Yeah, yes, yes. I just wanted because I just saw that plenty of problem is happening. So, because I had a good experience with my daughter, I'm close. I, I involved her in my community, for writing administration or something, and she had a lot progress and she had good job, she good university, she went.... She has a very hard to find job. My daughter is one of the thousand who is very, very good. So, I just wanted to do same for other young people who suffer. So, I wanted to do that. So, I went to speak with one of the Iranians who are claiming they're working for future, Iranian future He told me, I support you. But when I sent email after a while, I write to get flyers, I don't know. He doesn't reply to my e-mail. And I say this is very important. If you want to write it, type it and all. After 1 month, I call him. He says: "I don't know, maybe my secretary didn't sending the thing, send it again". So, I don't have, I don't have any proper administration support. So, it's hard for me to do it again. But, so I did, again, I scan it, I sent it, again you didn't reply to me. I just ignore it. Now it's the man who doesn't know what he's doing, his Society. If they have all the skills, I want to bring here, to make a life better. They don't think about the new way of life. So, I just ignore him.

It's too bad that different groups cannot work together.

Yes. Because this is one of the groups and I expected, when I met him in his office face to face. I think beginning he didn't accept me properly because I was not very good clothes, very high profile. He didn't accept. But, when he spoke to me at the end, very good, very polite... I didn't like it. And he started talking about his problem. So just at the end, I told him about what I want. I think, it wasn't interested about what I want, I was interested about what he...

I understand.

What do you understand? You have experience? [...]

Even in seminar, even in a seminar for people who are like me, fundraising seminar, I met up with an Iranian association, very high profile one. Um, I started because I'm very socialized in person. Um, like I say, "I'd like to, to work together. Do you have any volunteers to send it, I need" ..., about seven years ago? Uh, he said "We are a big organization. Nobody can be like us!". That is what he said! They're a big organization. [confused] No, no, not like the organization, like for example, a new Iranian organisation. Other organization left, very left,

but people they are left. Uh, I don't know. She came then he left. They were in holiday. But they closed now. I spoke to them as well to give me a space to stay with them. They didn't accept it.

Why? Just because you were a new organization?

I don't know why. I do know at the beginning of my organization, I try everyone, every community, some sort of another older people, each concession, they have a weekly or every two weeks. Even I met in an, another seminar. I'd say "hello, how are you?" and then he didn't show any, he's interested to know who I am or what I'm doing.

Is it because... do you think, is it because you are a new association or because of the people?

Our people just like posh people. Well-known people.

and so you're not posh enough...

No, I wasn't... I am actually I'm posh, but I don't show myself. I just wanted him to accept what we are, what we are doing for vulnerable people. [...]

[Parle en farsi à une autre personne]

Because you're working, helping vulnerable people. Do you have any help from the local government? Any funding?

No, no, umm, we have funding for different projects, only project, not any support. Social services centres for people elderly people who are in shelter, living, helping them. But we don't have any resources, but we do our best.

If you had more resources, what would you like to do for your group? If you had funding more people to help?

They need a centre to gather like this new centre, to come any time, to drink a cup of tea, we talk, deal with their issue, advice, anything. Planning for the future, but we can do different, find out causes, the needs, just find out the needs. The needs is different, but the problem is people coming prepare, they coming from very far, to here.

Would you like to be more central?

Yes. More central. But, uh, yeah, we are. Funding. We're giving application many times, but not successful, because we are not a big group in Haringey. Haringey doesn't have a lot of Iranians. Many Iranians are in Hammersmith or in Barnet. Yeah. And the, and this service I give is very near, it's like a European style, not Iranian style. European English. Because I did... We talk with the people, with the issue. did issue, but they, they do the opposite. They don't, their plan is different that way. I think I am different. The way I'm doing is different.

You're different from the other associations

Others? Yeah. Or maybe, I don't know. I think we're doing maybe because we don't have funding. We have to go to different places who are like this, so they are different because they have their own place. Uh,

How many people usually come to the classes?

I see like 15 at the moment. Until they come through, because most of them, they do tablets. Depression tablets, most of them, most of them. So, they may call 12, o'clock wanting to be ready and come from far away it takes two hours. Usually they come between four or five. Okay. Music class have 15, 20. At least today is not enough. So that's why our lecture didn't started yet. Usually 15 people.

What are you the proudest of so far?

I like to do more professional people. I like to involve more professional, professional people, in regard to their skill, no regard of importance. And don't want to put pressure on my daughter because she's engineers and the job she's, she's doing it, it's very hard. So, I don't want to put pressure. I don't because yeah, she done lot for me and I can't find anyone to do all, in this type of thing. They don't think about to give this. But all the support they give... Sorry, but I need more support, professional support in regarding skill. There is skill for community centre for people, but if I bring the young people, they have good skill, but that is why I went, I approach I approach to that person, to people to trying to bring young people. That's my aim, the aim of organization. Bring your skill for younger people.

Does the situation in Iran having an influence in your group?

People are depressed. Everybody comes here, they have some sort of problem. Our music teacher had a problem with his son. He come from Iran and didn't see his son for a long time. He is grieving. But all people here are high qualified.

Are there people who came here because of the regime?

Yeah, because of the regime. High-qualified but they can't speak English, and they don't have the skill, or they have some sort of problem? Refugee life is different from immigrant life. Refugee life is life of sadness. You didn't choose.

[La personne chargé des relations publiques arrive, mais ne reste pas longtemps]

[Un problème avec le professeur de musique met fin à l'entretien.]

ANNEXE 2

Réponse d'Alan Duncan à une lettre du Président de la Fédération à la suite de la violation des eaux territoriales chypriotes par la Turquie.

RT HON SIR ALAN DUNCAN MP



Foreign &
Commonwealth
Office

King Charles Street
London SW1A 2AH

Minister of State for
Europe and the Americas

20 April 2018

Christos Karaolis
National Federation of Cypriots in the UK
Britannia Road
London
N12 9RU

Dear Christos,

Thank you to you and the membership of the National Federation of Cypriots for the letters you sent the Foreign Secretary and I about Cyprus' Exclusive Economic Zone (EEZ). It was a pleasure to meet you and members of the National Federation in February to discuss the issues you raise in the letter as well as our support for a Cyprus settlement. I am grateful that you and your members have raised this important matter.

The UK has long recognised the sovereign right of the Republic of Cyprus to exploit the natural resources in its EEZ, and we want to see exploration go ahead. We have therefore raised recent developments with Turkey.

We believe Cyprus' hydrocarbons should be developed for the benefit for all Cypriots, and urge all parties to look for ways by which the development of hydrocarbons can support the search for a settlement.

We remain a strong supporter of a Cyprus settlement and continue to think that a political deal to reunite Cyprus is achievable. A reunited Cyprus would unlock significant economic benefits through increased opportunities for trade, investment and tourism.

The UK will encourage the parties to demonstrate their renewed commitment to the process by working towards a resumption of talks in the coming months, and stands ready to discuss with the parties how we can support progress.

I met the new Cypriot Foreign Minister, Nikos Christodoulides, in London today and was pleased to reassure him that British policy remains as I set out in my letter to you.

Yours sincerely,
Alan Duncan

RT HON SIR ALAN DUNCAN MP

ANNEXE 3

Évolution des questions posées lors du recensement en Grande-Bretagne.

<p>B9</p> <p><i>a</i> If the person was born in England or Wales or Scotland or Northern Ireland tick the appropriate box.</p> <p style="text-align: center;">or</p> <p><i>b</i> If the person was born in another country, write the name of the country (using the name by which it is known today) and the year in which the person first entered the United Kingdom (that is England, Wales, Scotland and Northern Ireland).</p>	<p>B10</p> <p>Write the country of birth of:</p> <p><i>a</i> the person's father</p> <p><i>b</i> the person's mother</p> <p><i>This question should be answered even if the person's father or mother is no longer alive. (If country not known, write 'NOT KNOWN'.)</i></p> <p><i>Give the name by which the country is known today.</i></p>				
<p><i>a</i> Born in</p> <table style="width: 100%;"> <tr> <td><input type="checkbox"/> England</td> <td>01 <input type="checkbox"/> Scotland</td> </tr> <tr> <td>02 <input type="checkbox"/> Wales (incl. Monmouthshire)</td> <td>03 <input type="checkbox"/> Northern Ireland</td> </tr> </table> <p>or <i>b</i></p> <p>Born in (country)</p> <p>and entered U.K. in (year)</p>	<input type="checkbox"/> England	01 <input type="checkbox"/> Scotland	02 <input type="checkbox"/> Wales (incl. Monmouthshire)	03 <input type="checkbox"/> Northern Ireland	<p><i>a</i> Father born in (country)</p> <p><i>b</i> Mother born in (country)</p>
<input type="checkbox"/> England	01 <input type="checkbox"/> Scotland				
02 <input type="checkbox"/> Wales (incl. Monmouthshire)	03 <input type="checkbox"/> Northern Ireland				

Figure 15: Formulaire de recensement, 1971.

<p>9 Country of birth Please tick the appropriate box.</p> <p>If box 6 is ticked please write in the present name of the country in which the birthplace is now situated.</p>	<p>Country of birth</p> <p>1 <input type="checkbox"/> England 2 <input type="checkbox"/> Wales 3 <input type="checkbox"/> Scotland 4 <input type="checkbox"/> Northern Ireland 5 <input type="checkbox"/> Irish Republic 6 <input type="checkbox"/> Elsewhere. Please write the present name of the country.</p>	<p>Country of birth</p> <p>1 <input type="checkbox"/> England 2 <input type="checkbox"/> Wales 3 <input type="checkbox"/> Scotland 4 <input type="checkbox"/> Northern Ireland 5 <input type="checkbox"/> Irish Republic 6 <input type="checkbox"/> Elsewhere. Please write the present name of the country.</p>
--	--	--

Figure 16: Formulaire de recensement, 1981.

<p>10 Country of birth</p> <p>Please tick the appropriate box.</p> <p>If the 'Elsewhere' box is ticked, please write in the present name of the country in which your birthplace is now situated.</p>	<p>England <input type="checkbox"/> 1 Scotland <input type="checkbox"/> 2 Wales <input type="checkbox"/> 3 Northern Ireland <input type="checkbox"/> 4 Irish Republic <input type="checkbox"/> 5 Elsewhere <input type="checkbox"/></p> <p>If elsewhere, please write in the present name of the country</p>
<p>11 Ethnic group</p> <p>Please tick the appropriate box.</p> <p>If you are descended from more than one ethnic or racial group, please tick the group to which you consider you belong, or tick the 'Any other ethnic group' box and describe your ancestry in the space provided.</p>	<p>White <input type="checkbox"/> 0 Black-Caribbean <input type="checkbox"/> 1 Black-African <input type="checkbox"/> 2 Black-Other <input type="checkbox"/> <i>please describe</i></p> <p>Indian <input type="checkbox"/> 3 Pakistani <input type="checkbox"/> 4 Bangladeshi <input type="checkbox"/> 5 Chinese <input type="checkbox"/> 6 Any other ethnic group <input type="checkbox"/> <i>please describe</i></p>

Figure 17: Formulaire de recensement, 1991. Apparition d'une question sur l'ethnicité.

Les identités transnationales dans le Londres de la super-diversité : une comparaison des Chypriotes et des Iraniens

Londres accueille près de 200 groupes dits ethniques dans les 33 *boroughs* qui la composent, si bien que les chercheurs parlent de « super-diversité » pour qualifier la pluralité ethnique et sociale de la mégalopole. Les migrants gardent le contact avec leur société d'origine à travers des relations politiques, économiques, culturelles ou sociales qui transcendent les frontières nationales, et ils créent une identité dite transnationale qui influence leur conception de la citoyenneté.

Le transnationalisme soulève beaucoup de questions aujourd'hui et le but de cette étude est de comparer les identités transnationales de deux groupes ethniques installés à Londres, à l'échelle de la société civile, afin de mettre en évidence les stratégies mises en place par les responsables, montrant ainsi que les modes de citoyenneté transnationale dépendent de l'histoire migratoire et nationale de chaque groupe.

Des entretiens semi-directifs avec des responsables d'associations à Londres parmi les sociétés civiles chypriotes et iraniennes ont permis de déterminer que la transmission des valeurs et traditions des pays d'origine aux générations suivantes, d'une part, et la contribution à la société d'accueil, d'autre part, étaient deux éléments communs aux deux groupes. Mais tandis que les Chypriotes grecs mettent en avant une citoyenneté active, les Iraniens ne s'impliquent que superficiellement dans la vie de la société londonienne, ce qui suggère que les relations transnationales ne sont pas libres dans tous les cas de toute influence gouvernementale.

Mots-clés : *transnationalisme, identité transnationale, super-diversité, seconde génération, Chypre, Iran, Londres, citoyenneté.*

Transnational Identities in super-diversity London: A Comparison of Cypriots and Iranians

London welcomes around 200 ethnic groups in its 33 boroughs, which is why scholars have coined the term "super-diversity" to describe the ethnic and social plurality of this global city. Migrants maintain contact with their society of origin through political, economic, cultural, or social cross-border relationships, engendering a transnational identity that influences their view of citizenship.

Transnationalism raises numerous questions today, and this study aims to compare the transnational identities of two ethnic groups in London, focusing on the political strategies of civil society leaders. It demonstrates that varieties of transnational citizenship depend on the national history of each group as well as the international context.

Semi-directive interviews with leaders of Cypriot and Iranian civil society groups established that the transmission of values and traditions from the society of origin to the next generation, as well as contributions to the host society, have been central in shaping the identity of the two groups. However, while Cypriots are engaged in an active form of citizenship, Iranians are only superficially involved in London public life, which suggests that transnational relationships are not free from state influence.

Keywords: *Transnationalism, transnational identity, super-diversity, second generation, Cyprus, Iran, London, citizenship.*

UNIVERSITÉ SORBONNE NOUVELLE

ED 625 MAGIIE

Laboratoire CREW

4 rue des Irlandais, 75005 Paris